Publié le 23 mai 2025.
Dernière modification : 6 juin 2025.
www.entreprises-coloniales.fr

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ (1876-1889)

Les rois du chemin de fer à voie étroite

Société en nom collectif et en commandite.

EXPOSITION DES MACHINES AU PALAIS DE L'INDUSTRIE
(*Le Figaro*, 18 février 1876)

C'était hier que se terminait le concours agricole du Palais de l'industrie et, en même temps, l'Exposition des machines qui y était annexée.

Le véritable succès du concours a été l'Exposition si intéressante des ateliers de construction de Petit-Bourg (Seine-et-Oise). Ces ateliers, qui font partie du magnifique établissement agricole et industriel de Petit-Bourg, appartenant à M. Decauville aîné, ont exposé un véritable chemin de fer en vrais rails sur lesquels se meuvent des wagonnets tout en fer du prix incroyable de 30 francs, et la voie se vend 4 fr. 75 le mètre.

Ce petit chemin de fer portatif que l'on appelle le *Porteur Decauville* tout en fer résout complètement le problème des transports économiques dans les mines, les usines et les travaux publics, et lors de sa visite à l'Exposition des machines, le Maréchal Président s'est entretenu longuement avec M. Decauville, le félicitant sur son invention et lui promettant de la signaler au ministre de la guerre pour en étudier l'application aux terrassements des forts qui restent encore à construire. M. Decauville aîné est, du reste, un vétéran du progrès, et recevait, il y a trois ans, à cette même, époque, de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale, un prix de 3.000 francs pour la meilleure application du labourage à la vapeur en France.

———————————

Télégrammes et correspondances
(*Le Figaro*, 28 mai 1877)

COMPIÈGNE, 27 mai. — La petite locomotive signalée avant-hier comme faisant le service du concours régional s'appelle Lilliput. Elle est exposée hors concours. Son poids est de une tonne, c'est la plus petite locomotive qui ait encore été construite. Elle sort des ateliers bien connus de MM. L. Corpet et Ch. Bourdon, a Paris, et est destinée à faire la traction sur la voie portative construite par M. Decauville aîné, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise), qui vient de remporter premier prix des chemins de fer agricoles.

———————————

Télégrammes et correspondances
(*Le Figaro*, 2 septembre 1877)

Galway (Irlande), 1er septembre, 4 heures 40, soir. — Le concours de la Société royale d'agriculture d'Irlande vient de se terminer par un fait sans précédent. La médaille d'or a été décernée à un constructeur français, M. Decauville aîné, qui avait eu la hardiesse de venir exposer ici son ingénieux système de chemins de fer portatifs construits dans les ateliers de Petit-Bourg, près Paris.

Auguste Marcade.

Télégrammes et correspondances
(*Le Figaro*, 4 septembre 1877)

Petit-Bourg (Seine-et-Oise), 3 septembre. — Hier a eu lieu l'inauguration du fil télégraphique qui vient d'être installé pour le service particulier de M. Decauville aîné. Les ateliers de Petit-Bourg, devenus une véritable manufacture de chemins de fer portatifs, peuvent donc recevoir directement les commandes du monde entier.

NOUVELLES DIVERSES
(*Le Figaro*, 25 février 1878)

Nous engageons ceux de nos lecteurs que la question des chemins de fer intéresse à aller au Palais de l'Industrie voir l'exposition des machines, qui finira mercredi. M. Decauville aîné, le constructeur bien connu de Petit-Bourg, occupe, dans cette exposition, la place d'honneur qu'il a si brillamment conquise dans les concours français et anglais de 1877, et présente des chemins de fer portatifs étudiés pour chaque industrie : agricole, forestière, minière. Il y en a même pour le service de l'artillerie. C'est ce système de chemin de fer, qui vient d'être adopté par la commission supérieure de l'Exposition universelle, pour le transport des colis des exposants dans le palais du Champ-de-Mars.

Télégrammes et correspondances
(*Le Figaro*, 5 mai 1878)

Petit-Bourg, 4 mai. — Le duc de Sutherland, avec une suite nombreuse, a visité hier les établissements de M. Decauville aîné. Sa Grâce, qui, comme on le sait, possède le quart de l'Écosse et cultive à la vapeur son immense domaine, a pris un grand intérêt à voir fonctionner les instruments à vapeur que la maison Fowler a construits spécialement pour la culture de la betterave.

CHRONIQUE AGRICOLE
(*Le Français*, 6 août 1878)

L'Exposition universelle. — Le labourage à vapeur sur les terres de Petit-Bourg. — La famille agricole des Decauville.— La culture à Petit-Bourg. — Difficultés du labourage à vapeur à Petit-Bourg. — Comment M. Paul Decauville les a vaincues. —Avantages du labourage à vapeur. — Comparaison de ce labourage en Angleterre et en France.

Il y a quelques jours, les agronomes et les cultivateurs qui assistent au congrès international de l'agriculture allaient visiter l'exploitation agricole et les ateliers de M. Decauville à Petit-Bourg, près la station d'Evry, à vingt sept kilomètres de Paris et à cinq kilomètres de Corbeil. Une nouvelle et décisive expérience du labourage à vapeur avait lieu devant eux, par les soins de M. P. Decauville qui dirige aujourd'hui les travaux de cette maison, illustrée par son père et dont il continue si dignement le renom.

Il y a près de deux siècles, la famille Decauville venait se fixer sur le domaine de Bois-Briard, voisin de celui de Petit-Bourg. Elle y est demeurée, de génération en génération, fidèle à l'agriculture et, en même temps, jalouse de toutes les grandes et belles études. Decauville aîné, celui qui a fait la fortune de cette maison, sortait de l'École de droit quand il entra dans la ferme de Petit-Bourg. Cette ferme comptait alors 250 hectares à peine. Il exploita bientôt 6 à 700 hectares, toutes les terres qu'il put louer dans les environs. Il y fonda une des premières distilleries de betteraves, et, pour construire les machines mêmes de cette distillerie, il établit à Petit-Bourg un atelier de mécaniciens et de chaudronniers qui, sept ans plus tard, occupait soixante-dix ouvriers, et qui monta autour de Paris quarante-trois distilleries importantes. En 1858, Decauville aîné obtenait la prime d'honneur dans le premier concours du département de Seine-et-Oise. En 1864, à demi dévoré déjà par sa brûlante activité, il s'associa son fils, Paul Decauville. Avec l'assistance de ce jeune homme intelligent et hardi, il pourvoit Petit-Bourg d'un service d'eau de Seine, et, à l'aide de bornes-fontaines, il distribue gratuitement cette eau aux habitants d'Évry. Il ouvre ses carrières de meulière ; il commence à organiser ces petits systèmes de chemins de fer agricoles qui seront un jour l'industrie glorieuse de Petit-Bourg. Il élève pour ses ouvriers cinquante maisons d'habitation et une d'approvisionnement. En 1866, il est nommé chevalier du la Légion d'honneur ; il devient un des vice-présidents de la Société des agriculteurs de France ; il est maire d'Évry. Il meurt en 1871, après avoir courageusement tenu tête aux périls de l'invasion, parmi ses ouvriers et ses concitoyens, qu'il sut préserver des horreurs de cette guerre en les défendant contre les sévices du vainqueur.

À son tour, Paul Decauville est aujourd'hui M. Decauville aîné, et l'œuvre paternelle s'accroît encore entre ses mains vaillantes et expérimentées. Il a divisé le vaste établissement de Petit-Bourg en quatre directions : 1° l'exploitation agricole avec les appareils de labourage à vapeur ; 2° la distillerie avec la raffinerie d'alcool, l'usine à gaz et le service d'eau de Seine ; 3° les carrières de pierre meulière ; 4° les ateliers de construction. Chaque directeur est intéressé dans la division qui lui est confiée. Il reçoit les instructions de M. Decauville, mais il est maître absolu de tout son personnel. Commanditaire de ses quatre directeurs, M. Decauville s'est réservé un cinquième service, celui de la comptabilité générale ; il s'occupe des mouvements d'argent nécessités par les ventes et achats de chaque division. Petit-Bourg est un ministère, on le voit, et c'est un ministère bien ordonné.

Decauville aîné avait, en 1854, à l'époque où il créa sa distillerie, adopté comme système de culture un assolement biennal ou triennal suivant les circonstances. Pendant quelque temps, il n'y avait eu à Petit-Bourg que trois plantes cultivées, la betterave, le froment, le colza, toutes plantes à grandes avances de capital et de main-d'œuvre. Pas ou presque pas d'avoine et autres menus grains. Pas ou presque pas de trèfle et de fourrages annuels. Armé de puissants moyens d'action, M. Decauville s'assimilait à un maraîcher qui ne s'amuse pas à faire des céréales parce qu'il a plus d'avantage, eu égard à ses forces disponibles, à produire des plantes de haute main-d'œuvre que d'autres agriculteurs moins bien partagés ne peuvent pas produire à aussi bon marché. Faire autrement que les autres qui avaient moins de capital, voilà quelle était sa règle de conduite. Il préférait acheter ses avoines et sa luzerne pour nourrir son bétail, et si ses voisins trouvaient leur compte à devenir ses vendeurs, il trouvait également le sien à demeurer leur acheteur. Sa ferme était une fabrique de betteraves, de colza, de

froment. Placé près de Paris, il vendait ses pailles, achetait des fumiers, des gadoues, des vidanges, du sulfate d'ammoniaque, des superphosphates. Il engraissait à la pulpe ses moutons, ses bœufs, ses taureaux et ses vaches. Bon capital circulait de la manière la plus active ; c'était, dans toute la force du terme, l'agriculture érigée en industrie. Comme on l'a dit, Decauville n'aspirait pas à constituer Petit-Bourg comme une ferme modèle appropriée aux convenances générales de l'agriculture française. Il était agriculteur à gros capital et, comme tel, il avait besoin de rentrer souvent dans ses avances, de suivre pied à pied les fluctuations du marché, de varier ses combinaisons en raison de ces fluctuations. La culture changea donc souvent de physionomie ; on ne la vit cependant jamais s'altérer dans son ensemble au point de perdre son type le plus caractéristique, celui d'une culture industrielle visant aux grands profits par les grosses fumures et les avances de toutes sortes.

M. Paul Decauville a continué le même genre de culture. En 1876, son assolement triennal se composait de betterave la première année, de blé la deuxième et d'avoine ou seigle la troisième. La betterave était faite sur une fumure d'engrais de ferme et d'engrais chimiques qui coûtait environ six cents francs par hectare. Le blé qui succédait à la betterave n'avait reçu qu'une fumure d'engrais chimique de cent francs, et l'avoine ou le seigle de la troisième année n'avait reçu aucune fumure. M. P. Decauville se livrait à la culture du seigle pour en fournir la paille à la papeterie d'Essonne. En 1876, il avait ensemencé de seigle plus de cent hectares, et chaque hectare, cette année-là, lui rapportait quatre cent cinquante francs de paille et quatre cents francs de grains. Mais tous les agriculteurs de la contrée, tentés par un tel prix, se sont adonnés à la culture du seigle, et cette culture a cessé d'être rémunératrice. De même, celle de la betterave l'est de moins en moins, à cause du bas prix des sucres et des alcools. M. Paul Decauville essaie donc de nouvelles cultures, par exemple celle du houblon, qui, la première année, lui a donné des résultats satisfaisants. Tout en cherchant de nouvelles plantes à cultiver, il s'efforce de tirer de celles qu'il cultive actuellement le parti le plus avantageux qui lui est possible : ne pouvant augmenter le prix de vente, il se préoccupe au moins de diminuer sensiblement le prix de revient, et c'est dans cette pensée qu'il a organisé des moyens de transport économiques et inventé le porteur connu sous le nom de porteur Decauville.

En 1867, ce fut sur la ferme de Decauville aîné, et surtout par ses soins, que fut établi le concours international de labourage à vapeur. À la suite de ce concours, il introduisit dans son exploitation le système de labourage à vapeur que Fowler avait fait adopter en Angleterre. Le concours qui vient d'avoir lieu à Petit-Bourg était donc bien sur son terrain. À première vue, on peut supposer que le domaine de Petit-Bourg est spécialement propre au labourage à la vapeur, Sur quatre cent cinquante hectares qu'on y compte, cinquante hectares sont composés de pièces de terre de quatre à dix hectares, et le reste est une seule pièce de quatre cents hectares, au milieu de laquelle se trouvent seulement quelques petites enclaves cultivées par des agriculteurs voisins. Mais sa surface est trompeuse, car cette magnifique plaine se trouve sur des terrains de formation tertiaire moyenne, et un sous sol de pierre meulière, qui affleure dans beaucoup d'endroits, a fait craindre, dès le début du labourage à vapeur, qu'il fallût abandonner ce genre de culture, en raison des nombreux accidents qui arrivaient aux charrues. Les difficultés que M. Paul Decauville avait à vaincre étaient de deux-sortes. D'une part, c'étaient les grosses roches, dont certaines pièces de terre étaient tellement remplies qu'on avait tout d'abord renoncé à les cultiver à la vapeur, ce travail revenant à un prix excessivement élevé à cause de la quantité de socs et de pièces de charrue qu'on brisait journellement. De l'autre, c'étaient les frayés que laissaient après leur passage les locomotives routières pesant chacune douze tonnes. Lorsque ces lourdes machines avaient passé sur la bordure d'une pièce, le terrain silico-argileux était tellement pressé qu'il était extrêmement difficile de le remettre en culture, et l'opération était même absolument impossible lorsqu'un soleil brûlant survenait après

l'humidité, car le frayé des machines était en quelque sorte transformé en briques. Pour vaincre la première difficulté, M. P. Decauville fit labourer avec la plus grande précaution, et en faisant garnir la charrue de socs en fonte au lieu de socs en acier, les pièces de terre dans lesquelles ou craignait de rencontrer des pierres. À chaque obstacle important, un soc cassait et un carrier arrivait pour faire sauter la roche. Cette opération de dérochage a coûte jusqu'à 150 ou 200 francs par hectare dans certaines pièces ; mais aujourd'hui les pièces rocheuses aussi bien que les autres peuvent profiter des avantages de la culture à la vapeur. Quant à la seconde difficulté, M. Paul Decauville l'a surmontée en divisant la grande plaine de 400 hectares en pièces de 3 à 400 mètres de large (les câbles de locomotive ont 400 mètres de longueur) et en laissant entre elles un chemin de terre de 3 mètres de largeur ; de cette façon, les machines passent toujours à la même place et durcissent davantage leurs chemins à chaque passage. M. P. Decauville détruisit ensuite quelques petits bois ou remises qui auraient gêné le labourage à vapeur. Ces améliorations rendirent le labourage à vapeur possible et facile à Petit-Bourg ; elles valurent à M. Paul Decauville l'honneur de recevoir de la Société d'encouragement une coupe en argent de trois mille francs.

Le labourage à vapeur, M. Paul Decauville le reconnaît, ne réalise pas une grande économie comme dépense de travail par hectare ; mais les résultats ont une telle supériorité qu'on ne saurait comparer les labours par les chevaux ou par les bœufs aux labours par la vapeur. L'avantage capital, c'est de permettre de donner à la terre les façons dans le temps le plus propice, sans qu'on ait à s'occuper ni de la trop grande sécheresse ni de la trop grande humidité. Il ne faut pourtant pas oublier cette maxime d'Olivier de Serres : « Il vaut mieux faire le fol que de labourer par le mol », et encore, cette faute serait-elle commise qu'elle serait de peu d'importance lorsqu'on peut exécuter ensuite le hersage à la vapeur, opération tellement énergique que l'on devrait plutôt l'appeler la *pulvérisation du sol à la vapeur.* Un autre avantage de ce système de culture est d'éviter le piétinement des chevaux ou des bœufs sur le sous-sol, qui devient en quelque sorte imperméable. Un statisticien anglais a calculé qu'en labourant un champ les chevaux appuyaient sept cent cinquante mille fois le pied sur un hectare ; c'est donc soixante-quinze pas par mètre carré qui sont évités. Le labourage à vapeur a également l'avantage d'employer un très-petit nombre d'ouvriers, et de permettre, par conséquent, de les mieux choisir et de les mieux payer. L'équipe nécessaire pour faire fonctionner un appareil double de dix ou quatorze chevaux se compose de deux chauffeurs conduisant chacun une locomotive, d'un laboureur dirigeant la charrue et d'un charretier pour approvisionner les machines d'eau et de charbon. Ce n'est que pour les labours profonds qu'il est nécessaire d'ajouter un manœuvre pour aider à faire basculer la charrue à chaque bout du champ ; c'est donc au maximum cinq hommes qui sont employés, et le travail fait par journée de dix heures peut, en moyenne, s'élever à un hectare fouillé à 50 centimètres, ou à 2 hectares et demi labourés à 30 centimètres, ou à 5 hectares labourés à 20 centimètres, ou à 12 hectares labourés à 12 centimètres.

Nous avons raconté ici comment fut inventé le labour à vapeur. John Fowler et ses associés ont obtenu sans exception tous les premiers prix qui ont été mis au concours en Angleterre aussi bien qu'en Amérique, et vingt-cinq ans après la fondation de leurs ateliers, au mois de janvier 1877, trois mille locomotives avaient été livrées par eux pour le labourage à vapeur dans toutes les parties du monde, et leurs ateliers de Leeds occupaient quatorze cents ouvriers. Il y a aujourd'hui en Angleterre plus de mille fermes où on laboure à la vapeur ; en France, il n'y en a que quatorze. Pourquoi cette infériorité ? En Angleterre, où la culture à la vapeur paraît être arrivée à son maximum de développement, on doit remarquer que les produits de la terre sont surtout les céréales, les fourrages et fort peu de racines ; il est donc toujours facile de rentrer les récoltes avec un petit nombre de bœufs ou de chevaux. En France, où la culture de la betterave a pris une extension considérable, la situation est tout à fait différente ; au

lieu d'avoir à sortir des champs, à une époque généralement favorisée par le beau temps, des récoltes de céréales qui dépassent rarement en grains et paille sept à huit mille kilogrammes par hectare, on se trouve, à l'automne, en présence de récoltes de betteraves s'élevant en moyenne à trente-cinq ou quarante mille kilogrammes, mais arrivant quelquefois, comme en 1875, à soixante et soixante dix mille kilogrammes. Pour subvenir à ces transports, M. Paul Decauville a créé son porteur ; le débardage des betteraves s'exécute désormais mécaniquement ; on n'a plus besoin de tant de chevaux ou de bœufs pour la rentrée de la récolte des betteraves ; les grandes exploitations peuvent donc, sans double emploi de leurs forces de locomotion, employer la charrue à vapeur.

À Petit-Bourg, le labourage a vapeur ne s'arrête que pendant les mois d'été, quand toutes les serres sont ensemencées. M. P. Decauville avait fait travailler, en 1874, son appareil double pendant 159 jours ; l'année suivante, 193 jours, puis 154, et l'an dernier 170. Comme un appareil double de dix chevaux ne peut pas faire le travail de plus de 250 à 300 hectares sur une exploitation faisant une culture aussi intensive que celle de Petit-Bourg, M. Decauville vient d'acheter un deuxième appareil de même force à une société d'entrepreneurs de labourage à la vapeur qui avait été obligée de se dissoudre après quelques mois d'existence.

Il n'y a plus en France de société qui fonctionne pour le labourage à vapeur. Les frais de direction ont été trop élevés ; les déplacements du matériel ont été trop fréquents ; le prix de revient des labours avait été mal établi par les agriculteurs, qui ne l'estiment pas à sa valeur exacte et qui refusent les prix demandés. En Angleterre, les sociétés de labourage a vapeur ont eu un meilleur sort. Elles sont fort nombreuses. Celle du Northumberland possède vingt appareils doubles ; une autre compagnie, dirigée par M. Hayes, en possède seize. On laboure annuellement par la charrue à vapeur, en Angleterre, plus de vingt-quatre mille hectares.

M. Paul Decauville a entrepris de populariser en France le labourage à vapeur. C'est une tentative aussi difficile qu'honorable. Mais elle n'est au-dessous ni du courage ni de la constance qui ont toujours régné dans cette grande famille agricole des Decauville.

———————————

CHRONIQUE AGRICOLE
(*Le Français*, 1er juillet 1879)

Le labourage à vapeur. — Les avantages de l'appareil Debains. — Il présente une grande économie sur les machines anglaises. — L'appareil de M. Decauville. — Le labourage à l'électricité. — La machine Gramme et les expériences de Sermaize. — Nouveau moyen d'utiliser les forces hydrauliques pour les opérations de culture. — Les courants électriques appliqués au dressage des chevaux.

Les concours régionaux et les expositions locales organisées par les comices et sociétés d'agriculture ramènent naturellement l'attention sur les machines agricoles et toutes les applications de la mécanique à la culture. Le labourage à vapeur, que les Anglais pratiquent depuis longtemps et dans lequel ils savent apprécier la perfection du travail, ainsi que l'économie de temps et de bras, commence à se faire connaître dans notre pays qui n'accepte que lentement et difficilement, on le sait, les grandes innovations de nature à bouleverser la routine des préjugés. Il est très certain, d'ailleurs, que ce mode de culture, excellent dans certains cas, ne peut prétendre à devenir pratique dans toutes les exploitations. L'appareil Debains, qui permet d'utiliser les locomobiles ordinaires de ferme, est très avantageux en ce que la dépense d'acquisition se réduit, pour le cultivateur qui possède déjà une locomobile, à celle des appareils complémentaires, ancres, câbles, charrues, qui ne

dépasse pas 12.000 francs. Cet appareil peut labourer au moins 2 hectares par jour, au prix de 28 francs l'hectare. Or, comme il n'est pas possible, avec des chevaux ou des bœufs, de faire un hectare de labour à 0 m. 25 de profondeur à moins de 45 francs, c'est une économie de main-d'œuvre de 40 %. C'est ce qu'a fait ressortir le rapport présenté sur cette expérience à la Société d'agriculture de Seine-et-Oise par M. Gilbert. Il faut y ajouter l'avantage inappréciable de pouvoir faire les labours en temps utile, sans avoir à redouter les retards imposés par l'intempérie de la saison.

Les pluies n'entravent pas le fonctionnement de l'appareil Debains, comme elles arrêteraient le travail des attelages ordinaires ; car la terre n'est piétinée ni par les hommes ni par les bêtes de labour.

L'appareil Debains travaille également bien les terres très sèches et trace un rayage aussi profond et aussi régulier qu'on peut le désirer. Il peut faire des rayages de 350 mètres avec une charrue à quatre socs. Pour l'expérience faite dans le département de Seine-et-Oise, on s'est servi d'une charrue à trois socs seulement et il y avait une assez grande perte de temps résultant de ce que les terres labourées ne permettaient pas des rayages de plus de 150 à 200 mètres. La consommation de charbon ne dépassait pas 400 kilogrammes par jour et celle d'eau 2.000 à 2.200 litres. Le maniement de l'appareil exige trois hommes — le chauffeur, le laboureur et un aide — et une demi-journée de deux bœufs pour alimenter la machine à vapeur d'eau et de charbon. On conçoit sans peine combien cette belle application de la vapeur au labourage est pratique pour activer les labours et semis d'avoines, de pommes de terre, de betteraves, etc., dont le moindre retard causé par un printemps défavorable pourrait compromettre le succès. Elle permet d'employer les attelages, concurremment avec l'appareil Debains, pour réduire le sol et faire des semis. Répétons encore que ce système a sur les machines anglaises, qui sont d'un prix si élevé, l'immense avantage de ne nécessiter qu'une locomobile ordinaire de 6 à 8 chevaux dont l'utilité est si bien reconnue dans toutes les exploitations de quelque importance pour les travaux intérieurs de la ferme. Quelle simplification de remplacer par une machine cinq charrues et leur attelage !

Un autre appareil à vapeur de labourage vient d'être mis en application par un jeune et habile agriculteur, M. Émile Pluchet, fils de l'honorable vice-président de la Société des agriculteurs de France, dans la magnifique exploitation de 600 hectares qu'il dirige à Roye (Somme) et dont la création a mérite la prime d'honneur à M. Henri Bertin, aussi vice-président de la même société. Une épidémie survenue cet hiver sur les bœufs de trait, employés ordinairement dans le culture au nombre de 200, engagea M. Pluchet à demander à M. Decauville ainé, le constructeur bien connu de Petit-Bourg (Seine-et-Oise), un appareil à vapeur employé depuis longtemps déjà, mais dont l'usage devrait être plus répandu, quand on songe aux services qu'il peut rendre. Le corps de machine se compose de deux locomobiles routières de la force de 12 chevaux. Chaque locomobile porte, sous sa cheminée, un tambour cylindrique en fonte, monté sur un arbre de couche vertical et commandé par deux roues d'engrenage. Autour de ce tambour s'enroule un câble en fil d'acier de 0,02 de diamètre et de 400 mètres de longueur. La charrue double à bascule qui se compose de 3 ou 6 socs, selon qu'on veut donner un labour profond ou léger, est accrochée au câble. Lorsqu'une des machines fixée à l'extrémité du champ fonctionne, son câble s'enroule autour du tambour tirant la charrue, tandis que le câble de l'autre machine se déroule. Quand la charrue est ainsi arrivée à l'extrémité du champ, l'homme qui la dirige la fait basculer, ce qui est l'affaire de quelques secondes. La machine opposée se met à son tour en marche et le retour s'effectue de la même manière que l'aller. Il est bien entendu qu'à chaque tour, les machines routières s'avancent de la largeur du labour effectué, soit environ 1 m. 50. Depuis que cet appareil est en usage chez M. Pluchet, qui en a été si satisfait qu'il en faisait l'acquisition après six semaines d'essai ; on a labouré en moyenne 3 hectares 80 ares par jour à 26 centimètres de profondeur. Quatre hommes et deux jeunes garçons

sont employés à la manœuvre et quatre bœufs suffisent pour amener à l'appareil Decauville les 1.000 kilogrammes de charbon et les 6 mètres cubes d'eau qui lui sont nécessaires par jour. Ces essais intelligents démontrent assez qu'il y a des moyens à prendre pour remédier au manque de bras dont souffrent tant les cultivateurs. Assurément, chacun d'eux ne peut acquérir l'appareil Debains ou l'appareil Decauville qui vaut 50.000 francs ; mais pour le premier surtout, qui est plus pratique dans la moyenne culture, rien n'empêche les entrepreneurs de louer des appareils de labourage à la vapeur, comme ils le font pour les machines à battre, ou de se charger à forfait du labour à donner aux terres. On pourrait ainsi faire labourer ses terres à la vapeur aussi facilement qu'on fait battre ses récoltes et on trouverait dans l'emploi de ce procédé perfectionné de culture des éléments de prospérité dont nos campagnes ont grand besoin ; car ce n'est pas, tout le monde le sent, en continuant à suivre les vieux errements qu'on parviendra à conjurer les difficultés si graves de la crise actuelle.

……

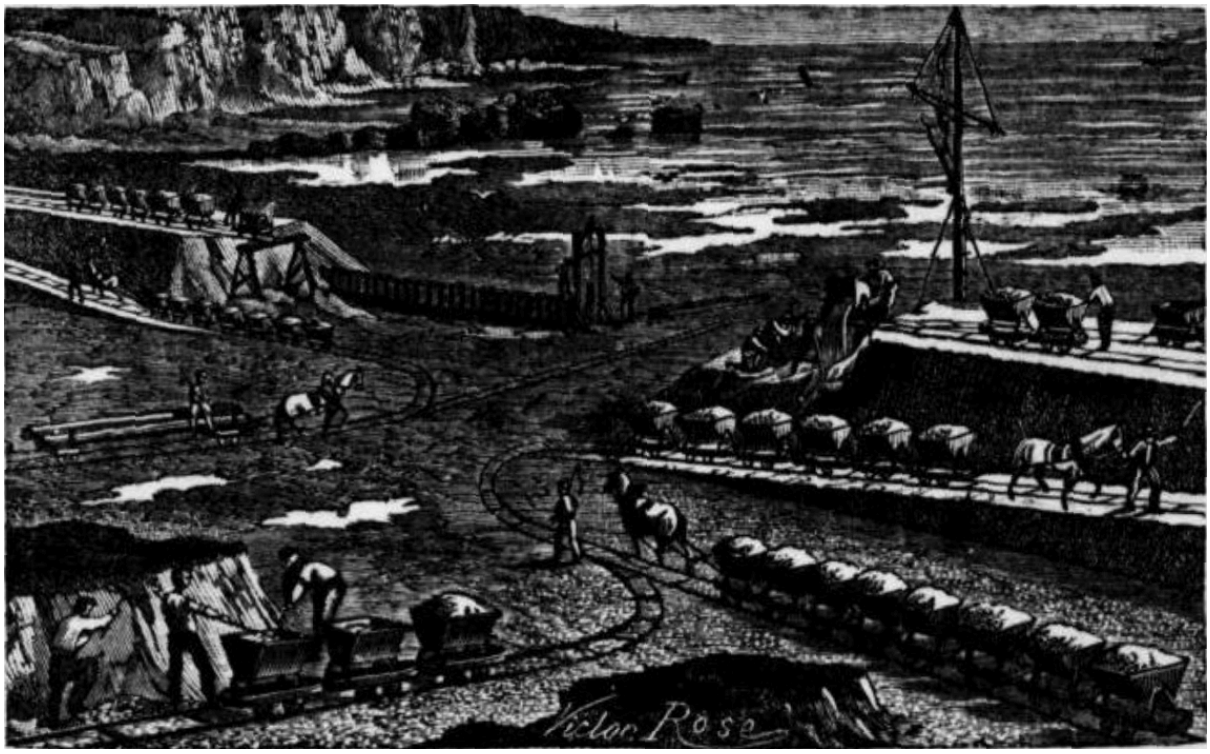
Départements
(Le Progrès de la Côte-d'Or, 30 août 1879, p. 2)

M. le président de la République, accompagné de M. Wilson, député, est allé déjeuner hier à Essonnes, chez M. Feray, sénateur, où il a rencontré M. Decauville aîné, l'un des lauréats bien connu de nos concours agricoles.

Après le déjeuner, M. le président, M. Wilson, M. Feray et ses fils, M. le sous-préfet de Corbeil, ont été conduits par M. Decauville aîné et ses deux jeunes frères pour visiter l'établissement agricole et industriel de Petit-Bourg.

Publicité
(*L'Acclimatation des animaux et des plantes*, 6 juillet 1879, p. 4)

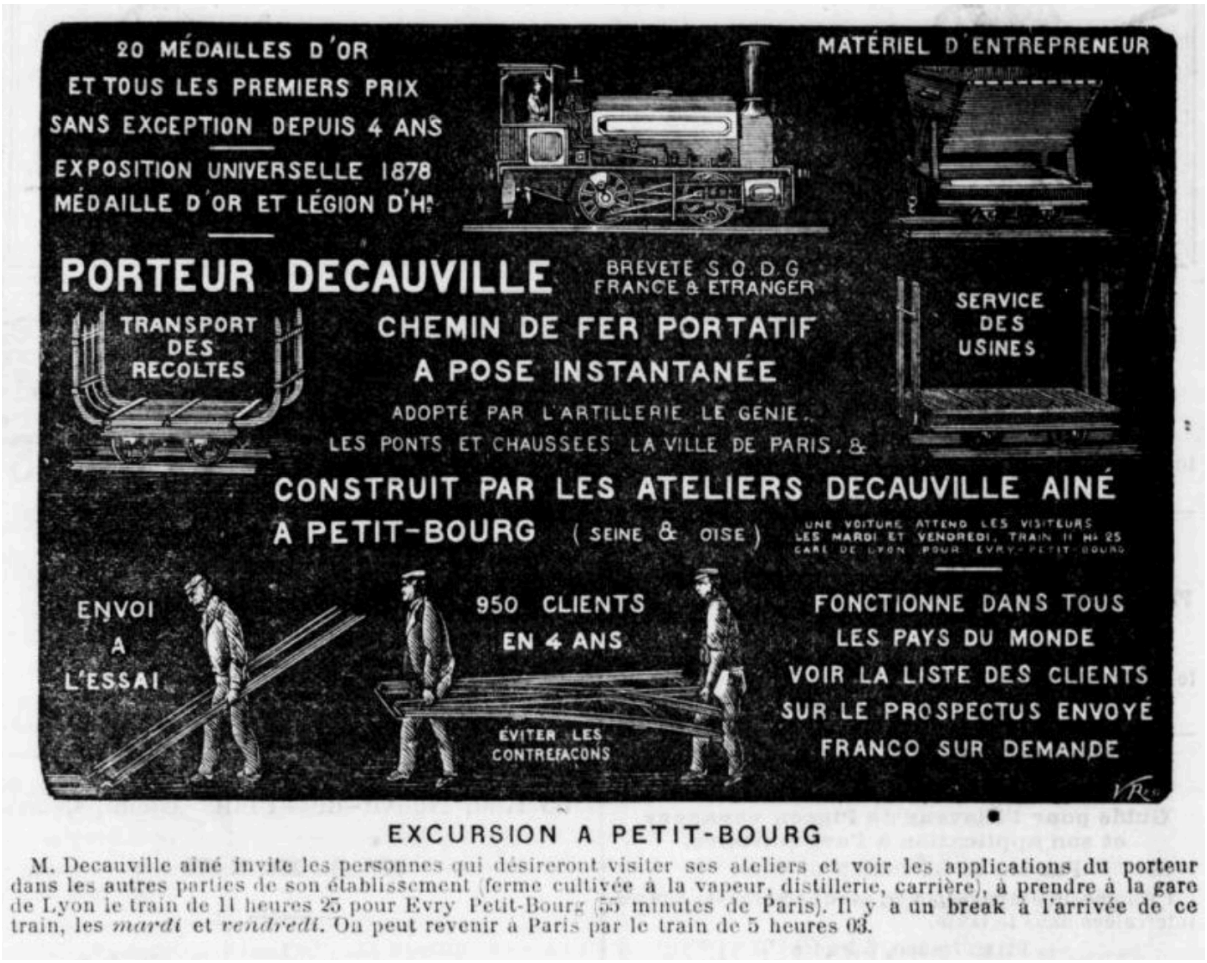
Chemin de fer portatif à pose instantanée
PORTEUR DECAUVILLE TOUT EN FER
BREVETÉ S. G. D. G. EN FRANCE, ANGLETERRE, AUTRICHE, BELGIQUE, ETC.
12 médailles d'or et tous les Premiers Prix en 1876 et 1877.
Prix d'honneur (objet d'art) de la Société des agriculteurs de France.
Exposition universelle de 1878. — Médaille d'or. — Croix de la Légion d'honneur.
440 APPLICATIONS EN 30 MOIS.



CONSTRUIT DANS LES ATELIERS
DECAUVILLE AINÉ, à PETIT-BOURG (SEINE-ET-OISE),
Bureau télégraphique particulier. - Envoi franco du catalogue illustré.

AVIS IMPORTANT. — M. DECAUVILLE invite les personnes qui désirent visiter ses ateliers et voir fonctionner le porteur dans les autres parties de son établissement (ferme cultivée à la vapeur, distillerie, carrières), à prendre à la gare de Lyon le train de 11 h. 25 pour Evry (65 minutes de Paris) ; il y a un break à l'arrivée de ce train, les mardis et vendredis : on peut revenir à Paris par le train de 5 heures 03.

Publicité
(*L'Acclimatation des animaux et des plantes*, 18 avril 1880, p. 4)



EXCURSION A PETIT-BOURG

M. Decauville aîné invite les personnes qui désireront visiter ses ateliers et voir les applications du porteur dans les autres parties de son établissement (ferme cultivée à la vapeur, distillerie, carrière), à prendre à la gare de Lyon le train de 11 heures 25 pour Evry Petit-Bourg (55 minutes de Paris). Il y a un break à l'arrivée de ce train, les *mardi* et *vendredi*. On peut revenir à Paris par le train de 5 heures 03.

TUNISIE
(*Le Messager de Paris*, 14 novembre 1881)

Tunis, 12 novembre.

Le chemin de fer Decauville de Sousse à Kairouan, posé sur une longueur de 20 kilomètres, avancera beaucoup plus rapidement maintenant que par le passé. La difficulté consistait dans le transport du matériel. Maintenant, les prolonges d'artillerie disponibles seront employées à cet usage. Ce chemin de fer rendra de grands services pour le ravitaillement des troupes de Kairouan.

……

———————————

Télégrammes et correspondances

———

EN TUNISIE
(*Le Figaro*, 25 novembre 1881, p. 3, col. 1)

Sousse, 22 novembre.

Le bruit qui avait couru à Tunis, d'un accident arrivé sur le chemin de fer Decauville est absolument controuvé. Au lieu de nombreux morts et blessés provenant d'un déraillement, l'affaire se borne à une demi-heure de retard, occasionné à un train par l'affaissement d'un remblai, à la suite des premières pluies. Le service du railway à traction de chevaux fonctionne très régulièrement, transportant des rails et des subsistances militaires. Les wagons arriveront demain mercredi jusqu'à Si-el-Hani.

Ce n'est que justice de rendre hommage au constructeur de cette petite ligne, M. Decauville aîné, car ses ateliers de Petit-Bourg ont accompli un véritable tour de force, en exécutant en dix-huit jours les cinquante kilomètres de cette voie .portative, avec tout le matériel roulant. Un des chefs de la maison Decauville, M. Émile Decauville, est du reste ici pour diriger la pose, et y restera jusqu'à ce que la ligne arrive à Kairouan.

———————————

TUNISIE
(*Le Messager de Paris*, 10 février 1882)

Le *Temps* publie la dépêche suivante :

Tunis, 9 février.

……

Le chemin de fer Decauville entre Sousse et Kairouan est terminé depuis peu. Il paraît que ce système ne peut rendre de grands services sur des parcours trop étendus.

On ne fait pas plus de 5 kilomètre à l'heure. On assure que notre gouvernement voudrait le céder à quelque industriel. On dit que le génie ne veut pas en entendre parler.

Les locomotives ne peuvent traîner de grands poids. On marche avec des chevaux.

……

———————————

Le Congrès de mécanique agricole
(*Le Messager de Paris*, 27 janvier 1883)

……

M. de Lagorsse, secrétaire général, annonce qu'une excursion sera faite mardi prochain à Petit Bourg, près Corbeil, pour visiter les ateliers de M. Decauville aîné. Rendez vous des membres du congrès à la gare de Lyon, mardi 30 janvier, à onze heures, retour à cinq heures.

———————————

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DU
CANAL MARITIME DE CORINTHE
41, boulevard Haussmann, Paris
(*Le Temps*, 14 juin 1883)
(*Le Journal des débats*, 14 juin 1883)

……

1° Les deux plaines s'étendant des deux côtés de la mer, jusqu'au grand massif, seront enlevées avec toute diligence à l'aide de la drague moyenne, des deux pompes Ball, des excavateurs et du chemin de fer Decauville, déjà en fonctionnement.

———————————

Septembre 1883 : participation à l'exposition d'Amsterdam.

———————————

À TRAVERS PARIS
(*Le Messager de Paris*, 22 septembre 1883)

Les ambassadeurs birmans ont fait hier une excursion à Petit-Bourg pour visiter les ateliers de M. Decauville aîné.

Pareille visite avait été faite la veille par S. A. le radjah de Morvi,

———————————

BOURSE DE PARIS
(*Le Messager de Paris*, 26 septembre 1883)

C'est l'état actuel d'avancement des travaux sur toute la longueur du tracé du futur canal de Panama qui a déterminé le conseil d'administration de la Compagnie à faire usage de l'autorisation que lui avait conférée l'assemblée générale, et a demander au public, par la création de 600.000 obligations, les moyens de procéder au percement du canal dans les délais annoncés, ou même, s'il se peut, comme on l'espère, de devancer ces délais.

……

L'énumération suivante du matériel principal mis au service des travaux donnera une idée de la puissance des moyens d'action :

20 dragues, dont 8 aux entrepreneurs ; 7 bateaux porteurs de déblai à vapeur ; 32 bateaux porteurs de déblai ; 4 appareils de débarquement flottants ; 72 chalands divers ; 33 remorqueurs et canots à vapeur divers ; 72 excavateurs à vapeur ; 52 grues a vapeur de forces diverses ; 91 locomotives pour terrassements ; 3.190 grands wagons de 4 et de 6 mètres cubes pour terrassements ; 221 kilomètres de longueur de voie

ferrée ; 2.226 wagons type Decauville ; 53 kilomètres voie Decauville ; 28 locomotives pour transports ; 733 grands wagons pour transports ; 117 locomobiles ou machines mi-fixes ; 185 pompes diverses pour terrassements, épuisements et alimentation.

Il faut ajouter à cette liste tout le matériel de sondage, de perforation, d'ateliers, les apparaux et outils de chantiers.

———————————

Avril 1884 : participation à l'exposition de Calcutta.

———————————

Madagascar
(*Le Messager de Paris*, 10 mars 1885)

Installation à Vohémar.
Dans deux mois, un porteur Decauville reliera le fort d'Ambaniou à la plage.

———————————

Échos de Paris
(*Le Figaro*, 26 mars 1885, p. 1, col. 1)

Le ministre de la guerre est allé visiter hier les ateliers de M. Decauville aîné, à Petit-Bourg, où l'on construit les chemins de fer portatifs, qui font aujourd'hui partie du matériel de guerre. Le général Lewal était accompagné par le général Warnet, chef d'état-major général, et par M. Maurouard, directeur des poudres.

———————————

NOUVELLES DU JOUR
(*Le Progrès de la Côte-d'Or*, 16 avr. 1885, p. 2, col. 1)

L'*Ancre* de Saint-Dizier, reçoit la lettre suivante :

Monsieur,
Je viens de lire l'article que vous me consacrez dans l'*Ancre* du 8 courant, et dans lequel vous déplorez que les matières que j'emploie pour les commandes du Tonkin soient de provenance étrangère. Permettez-moi de vous dire que vos informations sont inexactes : le ministère de la guerre spécifie dans ses marchés que toutes les matières employées pour ses commandes doivent être de provenance française, et j'ai traité avec le Creusot pour la livraison de tous les rails et traverses dont j'aurai besoin pour le Tonkin. Veuillez agréer, etc.

Decauville aîné.

———————————

Juin 1885 : participation à l'exposition de la Nouvelle-Orléans.

———————————

Hanoï
(*L'Avenir du Tonkin,* 23 novembre 1885)
(*Le Messager de Paris*, 1er janvier 1886)

……

Une excellente mesure qui vient d'être prise et exécutée est celle de la démolition de certaines portes intérieures qui séparaient les divers quartiers de la ville. Ces portes, véritables barricades qui nous auraient été fatales en temps d'insurrection, étaient devenues impossibles à supporter plus longtemps par suite de l'installation des chemins de fer Decauville qui sillonnent la ville en plusieurs endroits et qui rattachent la citadelle à la rive droite du fleuve.

……

———————————

REVUE ÉCONOMIQUE

(*La France*, 30 novembre 1885, p. 3, col. 2)

Quoi qu'en puissent dire nos ennemis, l'industrie et le commerce français sont encore très vivaces, et certainement ils reprendraient un très grand développement si on les protégeait par une législation intelligente et non par des accès de fièvre protectionniste qui déroutent complètement les industriels et les commerçants. Une prouve suffira.

Dernièrement, le *Matin* a attaqué le matériel de transport de Panama*, dont une partie a été fournie par une maison française. Voici la verte réplique qu'il s'est attirée du constructeur.

Monsieur,

Votre journal, ordinairement bien renseigné, consacre aujourd'hui au canal de Panama un article dans lequel il est dit : « Niera-t-ou que presque toutes les voies Decauville sont brisées et que les dragues avariées ne peuvent être réparées, etc. ? »

Il semblerait, en vous lisant, que les voies Decauville sont en verre, au lieu d'être faites avec l'excellent acier du Creusot, et je tiens trop à la réputation de mes ateliers pour ne pas protester contre votre affirmation, qui est le résultat d'une erreur. J'ai livré à Panama cinq mille wagonnets et soixante-cinq kilomètres de voies portatives, et j'ai été informé à plusieurs reprises que ce matériel n'a pas cessé, depuis trois ans, de donner la plus complète satisfaction, malgré les brutalités des ouvriers.

Mais il y a également, à Panama, une vingtaine de kilomètres de voies portatives d'un autre système qui ont rendu de mauvais services et se sont en grande partie brisées. *Ce n'est pas moi qui les ai fournies*. Elles ont été achetées en Belgique, l'année dernière, lorsque M. Dingler était ingénieur en chef des travaux et, s'inspirant d'un sentiment de fausse économie, a cessé de me donner des commandes parce qu'on lui faisait des offres à meilleur marché.

Ce que votre correspondant a constaté est donc vrai sur certains chantiers, mais ne s'applique pas aux voies Decauville, et cela prouve une fois de plus que le très bon marché est souvent ce qui coûte le plus cher.

Je vous prie de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

Veuillez agréer, monsieur, mes salutations, distinguées.

Decauville, aîné.

Le *Matin*, reconnaissant son erreur, accompagne cette lettre des lignes suivantes : Nous insérons d'autant plus volontiers la lettre de M. Decauville, que tout le monde a pu constater l'extrême solidité de ses voies portatives pendant les cent représentations du *Congo*, à l'Hippodrome. La déclaration de l'honorable constructeur prouve, du reste, que notre correspondant s'est simplement trompé dans l'indication des chantiers. Le

fait matériel subsiste complètement, comme on le verra, mais il s'applique à une fourniture d'origine belge.

Nous sommes heureux de faire constater, par ce simple fait, la supériorité indiscutable, démontrée depuis longtemps, de la fabrication française, l'inutilité d'une barrière de douanes infranchissable, et de montrer ainsi qu'une législation commerciale suffirait seule à faire triompher nos produits à l'étranger.

ITALIE

Correspondance particulière de l'Express
(*Express*, 15 mars 1886, p. 3, col. 4)

Milan, 12 mars 1886.

.....

En fait de nouvelles industrielles, on annonce la fondation, près de Savone. d'une succursale de la maison Decauville aîné, de Petit-Bourg (Seine-et-Oise), pour la construction des chemins de fer portatifs. Elle évite ainsi les droits de douanes.

Une forte société française va monter en Piémont, une immense fabrique de cognac de France (!) tout ce qu'il y a de plus authentique et de plus une Champagne. Toujours pour éviter des droits d'entrée.

C'est encore pour éviter ces droits qu'un filateur et retordeur en laine de Tourcoing monte à Milan un retordage. Il importe ici ses filés en payant 50 fr. par cent kilos. Les retors payent 60 fr.

CHRONIQUE INDUSTRIELLE

(*Le Messager de Paris*, 19 mai 1887)

La monnaie métallique chinoise

Il semble que chaque jour tombe un morceau de la fameuse muraille de la Chine qui isolait ce pays du reste du monde.

Après une longue résistance, la Chine s'est laissé gagner à la voie étroite Decauville, premier pas vers l'établissement du réseau des chemins de fer de la Chine. Aujourd'hui, elle demande à une maison de Manchester l'outillage nécessaire pour l'établissement à Pékin d'une administration des monnaies.

.....

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Compagnie des Chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements

(*Le Messager de Paris*, 8 septembre 1887)

.....

Le conseil d'administration s'est mis depuis quelque temps déjà à la disposition du gouvernement tunisien pour compléter les études déjà faites par la Compagnie de lignes ferrées en Tunisie et en entreprendre au besoin de nouvelles.

La Compagnie est en relations suivies avec le gouvernement tunisien pour l'exécution de ce programme. Elle a fait un premier pas dans la voie du développement de ce réseau en préparant récemment avec le gouvernement beylical une convention pour la reprise des mains de l'administration militaire de la ligne Decauville, qui relie les villes de Sousse et de Kairouan, et pour l'exploitation régulière de cette voie qui sera améliorée par les soins de la Compagnie.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 28 décembre 1887)

Allemagne
Chemins industriels

L'adoption des chemins de fer industriels à l'usage de l'agriculture des mines, etc., a augmenté considérablement en Allemagne depuis sept ou huit ans.

Les dernières statistiques officielles montrent qu'en 1884, il existait en Prusse et dans les provinces dépendant de ce pays 381 chemins de fer industriels ayant une longueur de 438 kilomètres et un matériel roulant de 6.616 wagons. Sur ce chiffre total, 69 %ont été construits sur l'un ou l'autre des systèmes bien connus actuellement en usage, tandis que le reste avait été construit d'après certains modèles spéciaux. Les systèmes en question sont ceux de Decauville (Paris), Orenstein et Koppel (Berlin), Gebrüder Hoppe et Cie (Alflæd), Spalding (Poméranie), Hoffmann (Berlin), D'Auller (Berlin et Inowoslof), Dolberg (Rostock et Berlin) et Dietrich (Berlin).

Le rail Vignole a été employé presque exclusivement à l'exception du seul rail Hoffman. Le matériel a été habituellement en fer et en acier. Ces chemins de fer ont été principalement employés par l'agriculture, le transport des betteraves pour les fabriques de sucres étant leur principal élément de trafic. Cette branche de l'industrie a alimenté toute seule le tiers du nombre total des chemins de fer industriels de l'Allemagne. La force motrice a été, dans beaucoup de cas, fournie par des ouvriers ou des animaux. La largeur de la voie a été très variable, car on ne compte pas moins de 57 largeurs différentes, de 13 pouces jusqu'à 39. La largeur la plus commune était 19 pouces 68, soit 50 centimètres. On a compté, en outre, 334 chemins de fer fixes, à voie étroite, ayant une longueur totale de 584 kilomètres et possédant un matériel roulant de 6.790 wagons. La vapeur a seule été employée sur 31 de ces chemins de fer. L'agriculture ne s'est servie de ces lignes que dans une proportion de 7 1/2 % et l'industrie 8 3/4 %, un grand nombre d'entre elles ayant été affectées au transport de matériaux de construction.

———————

EXPÉDITION D'ABYSSINIE

———————

Le chemin de fer militaire à Massaouah.
(*Le Matin*, 5 janvier 1888, p. 2, col. 4)

Presque tous les télégrammes de Massaouah indiquent le degré d'avancement du chemin de fer militaire installé par les Italiens en Abyssinie. Mais ce que le public ne sait pas et pourtant mérité d'être noté, c'est que ce chemin de fer a été fourni par une maison française, la Société Decauville aîné, qui s'est fait une réputation universelle pour le matériel portatif destiné aux transports de guerre. C'est elle qui a livré les chemins de fer employés par l'armée russe dans le Turkestan, l'armée anglaise dans l'Afghanistan, l'armée française en Tunisie et au Tonkin.

Cet ingénieux moyen de transport, que son inventeur n'a jamais cessé de perfectionner, permet aujourd'hui de transporter sur voie de 0 m. 60 des canons de 40 tonnes, trainés par des locomotives Compound qui gravissent des rampes de 8 % et atteignent par conséquent la puissance des locomotives des grands chemins de fer, tout en conservant la flexibilité de la voie très étroite.

MM. Decauville ont expédié en Abyssinie 50 kilomètres de voie de 0 m. 60, cinq locomotives et un très grand nombre de wagons pour porter des canons, des blessés, des provisions de toutes sortes, et même des blocs de glace. Ils étaient en concurrence pour cette fourniture avec des maisons allemandes, mais la préférence leur a été donnée, bien qu'avec des prix plus élevés, parce qu'ils demandaient un mois pour effectuer la livraison, tandis que les maisons concurrentes demandaient trois mois et ne pouvaient pas offrir les mêmes garanties de solidité.

Voilà ce que l'on peut appeler un succès bien réel pour notre industrie nationale.

———————

LES ITALIENS À MASSAOUAH

———————

Concentration des Abyssins. — Travaux de défense des Italiens. — Marche en avant imminente

(*Le Figaro, Le Courrier du soir*, 10 janvier 1888)

Des informations particulières confirment qu'une masse d'Abyssins, dont il est difficile d'estimer le nombre, est concentrée dans la province d'Agarmé, sous les ordres du ras Michael.

On suppose que si ce corps avance, il avancera par la route du torrent Komali, qui a déjà été suivie par l' expédition anglaise.

Les moyens de transport de vivres manquent toujours aux Abyssins, qui continuent à faire des razzias là où ils peuvent.

Les troupes italiennes travaillent activement à la construction des tranchées.

———————

Une dépêche annonce que les travaux du chemin de fer Decauville étant terminés jusqu'à la plaine des Singes, on considère comme imminente la reprise du mouvement vers Sahati.

———————

Arrivée du courrier de Chine

(*Le Petit Provençal*, 29 janvier 1888)

Le paquebot *Melbourne*, de la Compagnie des Messageries Maritimes, commandé par M. Lequerré, capitaine au long cours, est entré dans notre port dans la nuit de vendredi, à minuit.

……

S'est embarqué à Alexandrie, à destination de Paris, M. Decauville, de la maison Decauville aîné, fabricant des chemins de fer portatifs.

— Le paquebot *Natal*, de la même compagnie, commandé par M. Such, capitaine au long-cours, quittera notre port aujourd'hui, à 4 heures, porteur de la malle des Indes, de Chine et du Japon.

Le chargement de ce navire est au grand complet ; il se compose principalement de fûts de vins, balles tissus, et environ 80.000 kg de rails Decauville pour Yokohama.

……

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 18 avril 1888)

Algérie
Chemin minier au Djebel-Anini

En présence des retards apportés à la construction de la ligne directe de Sétif à Bougie, la Compagnie du minerai de fer hépatite du Djebel-Anini vient de se décider à faire construire à ses frais un chemin de fer minier à la voie de 0,60, partant de la mine et aboutissant à la mer, entre l'embouchure de l'Oued-Agrioum et le cap Aokas. Voici quelques détails sur ce nouveau railway, dont M. Decauville doit aller surveiller lui même les premiers travaux. Il suivra en beaucoup de points le tracé adopté pour le chemin de fer direct de Sétif à Bougie, par les gorges du Chabet. Sur les points où les difficultés seront trop grandes, on établira des plans automoteurs. La longueur sera de 35 à 60 kilomètres. Selon une première approximation, les frais de traction sur ce chemin de fer ne dépasseront pas 0,020 par tonne et par kilomètre. Les riches mines du Djebel-Anini pourront être ainsi exploitées dans des bonnes conditions.

Compagnie de Bône-Guelma

Par convention signée le 31 mars, la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma s'est chargée de l'exploitation de la ligne Decauville construite par le génie en 1881 entre Sousse et Kairouan. Cet embranchement est ouvert depuis le 1er avril courant aux voyageurs et aux marchandises.

———————————

L'Exposition universelle de 1889
(*Le Messager de Paris*, 22 décembre 1888)

M. Pierre Legrand, ministre du commerce et de l'industrie, commissaire général de l'Exposition de 1889, accompagné de M. David Dautresme, chef du commissariat général, et Rouché, sous-chef, s'est rendu à 1 h. 1/2 à l'Esplanade des Invalides, pour inaugurer le chemin de fer intérieur qui va du ministère des affaires étrangères à la tour Eiffel. Il a été reçu par les directeurs généraux de l'Exposition, MM. Alphand, Berger, Grison et M. Decauville, entouré de ses ingénieurs.

Le train se composait de cinq wagons, chacun d'un type spécial, et dont les voyageurs ont pu comparer les avantages en changeant de voiture à chaque halte. Deux stations intermédiaires permettront au public de s'arrêter à l'Exposition d'agriculture et au palais des produits alimentaires. La voie est le type ordinaire Decauville ; les rails sont posés à 60 centimètres d'intervalle ; deux tunnels, dont l'un de 120 mètres, ont été construits et donnent à la ligne un véritable aspect de chemin de fer.

Cette première inauguration a pleinement réussi.

———————————

Chemin de l'Exposition
(*Le Messager de Paris*, 25 décembre 1888)

On a inauguré, le 21 décembre, à une heure et demie, le petit chemin de fer Decauville établi entre l'esplanade des Invalides et le chantier de la tour Eiffel.

M. Pierre Legrand, ministre du commerce, accompagné de M. David Dautresme, assistait à cette inauguration qui a pleinement réussi.

Il a été reçu par les directeurs généraux de l'Exposition, par M. Decauville, entouré de ses ingénieurs, et par M. Gallotti [Gaillot].

La gare de départ est construite en face du ministère des affaires étrangères. La ligne traverse l'esplanade, suit le quai d'Orsay et aboutit quant à présent à la tour Eiffel. Lorsqu'elle sera complètement achevée, le point terminus sera la galerie des machines près de Suffren.

MM. Decauville et Galotti [Gaillot] ont de nouveau fait les honneurs de leur chemin de fer le 22 aux entrepreneurs de France réunis à Paris à l'occasion de leur banquet annuel.

Un train composé de cinq voitures a transporté les voyageurs en quelques minutes, au pied de la tour Eiffel.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 3 janvier 1889)

Chemin de fer de l'Exposition

Le chemin de fer qui doit servir à transporter les visiteurs d'une extrémité à l'autre de l'Exposition de 1889, dont l'exploitation a été concédée à la Société Decauville aîné, est à double voie de 0 m. 60 du type Decauville, avec rails d'acier rivés sur traverses en acier, qui a été adopté par le ministère de la guerre pour l'armement des forts.

La gare principale est à l'angle de l'esplanade des Invalides, en face du ministère des affaires étrangères. La ligne traverse l'esplanade, suit le quai d'Orsay entre les deux rangées d'arbres les plus éloignées de la Seine ; avec deux haltes, en face de la rue Jean-Nicot et du palais de l'Alimentation, passe devant la tour Eiffel, où il y a une gare, et arrive, en longeant l'avenue de Suffren, à la gare terminus, entre la galerie des machines et la Bastille de 1789.

Il y a deux tunnels, l'un de 20 mètres, sous le carrefour du pont de l'Alma, l'autre de 106 mètres, sous le terre-plein devant le pont d'Iéna. Le service sera assuré par quinze locomotives à vapeur, à air comprimé, électriques et cent voitures de différents modèles.

Le prix sera uniformément de 25 centimes pour tout ou partie du parcours. Il y aura des trains toutes les dix minutes, depuis neuf heures du matin jusqu'à minuit. Le public aura donc à sa disposition cent quatre-vingts trains par jour dans les deux sens.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 16 janvier 1889)

Italie (Afrique)

Le ministère de la guerre d'Italie a donné au commandant militaire de Massaouah les instructions pour la construction d'un chemin de fer de Taulud à Arkiko.

Ce nouveau chemin de fer, semblable à celui de Massaouah à Saati, remplacera le chemin de fer système Decauville.

———————————

Le chemin de fer de l'Exposition
(*Le Messager de Paris*, 7 mai 1889)

Le chemin de fer de l'Exposition a été inauguré avec un plein succès, deux jours avant l'ouverture du service public.

M. Decauville aîné et M. L. Gaillot, auxquels est due la construction du chemin de fer, en ont fait les honneurs à la Presse et ont démontré qu'ils étaient prêts à donner au public un moyen très large de circulation, à des conditions sûres, rapides et économiques.

Malgré des courbes qui vont jusqu'à 30 mètres de rayon et des rampes de 2 centimètres et demi par mètre, les trains pourront marcher à une vitesse de 15 kilomètres à l'heure, sans qu'il y ait à redouter le moindre danger.

Dans chaque gare, pour plus de sécurité, il y a un disque manœuvrant à distance et dans les deux passages à niveau, le disque ne peut s'ouvrir que quand la barrière est fermée.

Tous les trains sont annoncés par un système de cloches électriques aboutissant aux passages à niveau et à la station suivante. Enfin, il y a dans chaque gare un service téléphonique.

D'après l'horaire du service de l'exploitation, les trains se succèdent, au départ de la station de la Concorde, à 9 heures du matin, de dix en dix minutes jusqu'à 11 h. 50 M. du soir ; l'arrivée du dernier train à la Concorde a lieu à 11 h. 50 M. du soir.

Chaque train comprend cinq voitures de deuxième classe à 60 places avec prix unique de 25 centimes pour tout ou partie du parcours ; si l'administration autorise la mise en service de voitures de luxe, un supplément de 25 centimes sera demandé par place, dans ces voitures. Des tickets vendus à l'avance faciliteront le service et le contrôle de billets de ce chemin de fer. Le principe d'un chemin de fer destiné à relier entre elles les diverses parties de l'Exposition était décidé, en même temps que l'on affectait l'Esplanade des Invalides, le quai d'Orsay, le Trocadéro et le Champ-de-Mars aux différents groupes principaux d'exposants.

Il ne suffit pas, en effet, de multiplier les moyens de transport destinés à relier les Quartiers de Paris à l'Exposition, il faut encore épargner aux visiteurs des fatigues inutiles et leur permettre de se déplacer rapidement dans l'Exposition même, en les transportant aux abords des classes qui les intéressent.

Le chemin de fer de l'Exposition a été mis au concours ; bien que le programme fût très large et qu'il n'eût exclu aucun système, l'adjudication n'a donné aucun résultat.

On s'est mis aussitôt à l'œuvre pour construire un chemin de fer local d'après un projet de M. Alphand. Ce chemin, qui devait, tout d'abord, avoir la voie d'un mètre, a été ramené à celle de 60 centimètres et l'exploitation en a été confiée à la Société Decauville aîné, qui s'est fait une spécialité des chemins de fer à voie étroite dont elle construit le matériel fixe et roulant dans ses usines de Petit-Bourg, près Paris.

La construction de la voie a présenté des difficultés d'une nature toute spéciale que l'entrepreneur, M. Gaillot, a brillamment surmontées ; il a fallu bouleverser les chaussées aux abords des ponts et maintenir, en tout état de cause, une circulation d'autant plus active que les travaux de l'Exposition étaient poussés plus activement.

Comme les grandes lignes, le chemin de fer Decauville a ses travaux d'art, un tunnel de 20 mètres sous la chaussée qui aboutit au pont de l'Alma, un tunnel de 106 mètres sous le terre-plein du pont d'Iéna devant la tour Eiffel.

En raison même des facilités de pose de la voie Decauville, la superstructure du chemin de fer a été rapidement menée, et le chemin de fer Decauville a déjà été utilisé, lors de la visite du président de la République aux travaux du Champ-de-Mars et des Invalides, pour lui épargner, ainsi qu'à ses invités, un voyage pénible à travers les terres boueuses des travaux, aux abords du Champ-de-Mars.

Depuis lors, les travaux accessoires ont été terminés, la voie consolidée et bien assise, un matériel considérable de wagons et locomotives a été réuni et le chemin de fer de l'Exposition est prêt à rendre les précieux services que l'on attend de sa parfaite adaptation aux besoins des visiteurs de l'Exposition.

Le chemin de fer est à double voie de 0 m. 60 de largeur chacune, système Decauville. Son point de départ est à la porte d'entrée principale de l'Esplanade des

Invalides, il suit le quai d'Orsay entre deux rangées d'arbres qui abriteront les voyageurs sous leurs feuillages, puis il passe en tunnel sous le carrefour de l'avenue Rapp et de l'avenue Bosquet, croise l'avenue de La-Bourdonnais à niveau, s'engage dans la tranchée qui limite le Champ-de-Mars en avant de la Tour de 300 mètres et tourne ensuite pour longer l'avenue de Suffren. jusque près de l'École militaire où se trouve la station terminus.

Son développement total est de 3 kilomètres 1/2 et il comporte trois stations intermédiaires : celle de l'Agriculture, celle des Produits alimentaires, puis celle de Tour-Eiffel. Sur ce parcours, cinq stations, y compris les stations terminus, permettront de se transporter facilement dans toutes les parties de l'Exposition, y compris les jardins du Trocadéro, à proximité de la station de la Tour.

La plus grande rampe atteint 25 millimètres, le rayon minimum des courbes est de 40 mètres, les rails sont en acier et pèsent 9,5 kg. par mètre.

Les locomotives sont de trois types : type Mallet-Compound, type Pichot-Bourdon et type ordinaire de Petit-Bourg.

Les voitures sont trois modèles, les voitures sur bogie, de 9 M. 26 de long à 60 places, les voitures de première sur deux essieux à 12 places ; les wagons-salons sur deux essieux à 4 M. 50 de longueur et 20 places.

Les locomotives varient de poids suivant les types : elles sont de 6 à 12 tonnes. Les noms qui leur ont été donnés rappellent les principales applications qui ont été faites des chemins de fer Decauville dans différentes villes et provinces en France et à l'étranger.

En raison du développement considérable donné en tous lieux à ces chemins de fer à voie étroite, les locomotives du chemin de fer de l'Exposition appellent l'attention sur les progrès de la traction mécanique sur voies de fer au profit des relations internationales et des progrès industriels dans des régions que le défaut de voies faciles de communication isolait du reste du monde.

N. H.

CHRONIQUE DE L'EXPOSITION

(*Le Journal des débats*, 13 mai 1889)

.....

Le chef de train du chemin de fer Decauville faisant le service de l'Exposition a failli être la victime d'un accident dû a la malveillance. Comme il s'appuyait sur l'une des chaînettes formant appui pour les voyageurs à l'entrée des petits wagons, celle-ci s'est rompue. À la suite des recherches qui ont été faites pour découvrir les causes de cette rupture, on a reconnu que seize chaînettes avaient été, comme la première, sciées aux trois quarts à l'aide d'une scie à métaux. On a ouvert une enquête.

Pendant la journée de dimanche, à l'Exposition, la foule a été aussi nombreuse qu'on le prévoyait.

.....

Il y a eu de fortes bousculades, quand la pluie a commencé à tomber, autour du petit chemin de fer Decauville, qui est le seul moyen de transport, d'ailleurs tout à fait insuffisant, pour se rendre de la tour Eiffel aux Invalides. Les omnibus, tramways, bateaux et trains de Ceinture ont été également assaillis aux heures principales d'entrée et de sortie de l'Exposition. Il est décidément fort regrettable qu'il soit aussi incommode de se rendre à l'Exposition et qu'on n'assure pas à ses visiteurs des moyens de transports rapides et suffisans.

———————————

CHRONIQUE DE L'EXPOSITION
(*Le Journal des débats*, 14 mai 1889)

……

Nous avons parlé hier de l'insuffisance des wagons du petit chemin de fer Decauville et de l'encombrement qui résultait du système de tourniquet établi par le contrôle des entrées.

M. Decauville n'a pas le droit, aux termes de l'ordonnance de police qui règle la circulation de son chemin de fer, d'établir des trains de plus de 50 mètres de long. Il demande de pouvoir y joindre deux voitures de plus, et de faire partir, des deux stations extrêmes, des trains se succédant toutes les huit minutes. Actuellement, il n'en part qu'un toutes les dix minutes.

Quant au système des tourniquets, il va être supprimé dans quelques jours.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 10 juillet 1889)

Portugal
Concession d'un nouveau chemin de fer Decauville

MM. Edouard Teixeira de Sampian et Henri-Eugène de Castro Rodriguez viennent de s'adresser au ministre des travaux publics de Portugal, pour obtenir la concession d'un chemin de fer, système Decauville allant de Lisbonne à Arruda dos Vinhos.

La station principale serait construite à Valle de Pereira et la ligne desservirait les localités suivantes : S. Sebastiao da Pedreira, Rego, Palma de Baixa e de Cima, Campo Grande, Lumiar, Ameixora, Charneca, Diveilas, Pavoa de Santo Adriao, Ponte de Friellas, Loures, Barre, Santo-Antao deTojal, Pinteus, Zambujal, Fanhoes, Bucellas, Villa Nova, S. Thiago dos Velhos, Senora da Ajuda, Aranho de Cima, Louriceira de Cima e de Baico, Sabugo, Monfahim, Adega et Arruda.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 21 août 1889)

Le chemin de fer Decauville à l'Exposition

Cette administration vient d'obtenir l'autorisation de composer désormais chacun de ses trains avec cinq voitures de deuxième classe découvertes à 60 places, un wagon-salon offrant 10 places et une voiture de première classe découverte à 48 places.

Cette amélioration ne diminue en rien le nombre des places de deuxième classe prévu par le cahier des charges qui limitait les trains à une longueur de 50 mètres, attendu que la voiture supplémentaire de première classe a pu être ajoutée après un remaniement des voies, exécuté pendant la nuit dans les gares de la Concorde et du Palais des Machines.

Le public a maintenant à sa disposition, entre neuf heures du matin et minuit, 252 trains offrant 100.000 places par jour.

———————————

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ (1889-1894)

Publicité financière
(*Le Messager de Paris*, 16, 22, 24 novembre 1889)

Établissements DECAUVILLE Aîné
Société anonyme au capital de 20 millions
Siège social : 7, rue Royale, à Paris.
Conseil d'administration :
MM. Paul DECAUVILLE, off. LH ;
Pierre DECAUVILLE ;
Émile DECAUVILLE ;
Georges MARCHAND, représentant du Creusot ;
Émile CLERC, directeur de la Banque d'escompte de Paris ;
LAIR, chev. LH, adm. de la Société des Magasins généraux.

———————

Ce sont les Établissements Decauville qui ont construit et exploité le Chemin de fer de l'Exposition.

———————

LA COTE OFFICIELLE SERA DEMANDÉE

———————

On souscrit : mardi 26 novembre aux 40.000 actions de 500 fr. de la Société, et l'on verse 125 fr. en souscrivant et 375 fr. à la répartition (2 ou 3 décembre) à la Banque d'escompte de Paris, place Ventadour.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
On passe la main
(*Paris-Capital*, 4 décembre 1889)

Nous publions d'autre part la convocation de la première assemblée constitutive de la Société des Établissements Decauville aîné.

La réunion, aux termes de cette convocation, a pour premier objet : d'entendre la lecture des statuts et des ventes et cessions conditionnelles consenties par la Société en commandite Decauville aîné.

Le projet de statuts a été imprimé et distribué à profusion, mesure excellente, grâce à laquelle les souscripteurs ont pu, à loisir, examiner le régime sous lequel on leur proposait de se constituer en société. Il est bien regrettable que M. Baudoz [1], désigné comme fondateur, n'ait pas cru devoir donner la même publicité aux ventes et cessions consenties (merci !) par les associés Decauville à la société en formation. Ce document, du plus haut intérêt, a été simplement déposé chez M^es^ Lefebvre et Lanquest, notaires à Paris, et sans doute bien peu de souscripteurs ont pu aller le consulter de façon à se rendre un compte exact de ce qu'on voulait leur faire faire. L'article 3 des statuts s'exprime ainsi :

---

[1] Augustin Baudoz (Paris anc. XI^e^, 7 août 1832-Courbevoie, 8 mars 1907) : futur administrateur de l'Office des rentiers, puis (1902) du Crédit mobilier français.

Elle (la société) a pour objet :

L'acquisition des établissements industriels d'Évry–Petit-Bourg et d'Essonnes, appartenant actuellement à la société en nom collectif et en commandite. Decauville aîné,... ainsi que de la clientèle, matériel, marchandises, brevets et marques dépendant de ladite Société ; ensemble le droit d'acquérir, soit pour son compte personnel, soit pour le compte de toute autre personne ou société qu'elle désignera, l'établissement situé à Diano-Marina, tel que le tout a été stipulé au profit de la société présentement formée, sous la condition suspensive de la constitution définitive, aux termes d'un acte passé devant Mes Lefebvre et Lanquest, notaires soussignés, aujourd'hui même, etc.

N'eût-il pas été simple et correct d'annexer aux projets de statuts et de distribuer à tout souscripteur éventuel au moins un aperçu imprimé des grandes lignes de ce contrat, qui est, on en conviendra, la seule raison de la transformation en Société anonyme de la maison Decauville aîné.

On n'a pas cru devoir le faire. On a sans doute espéré faire passer, à la faveur d'une lecture précipitée et bredouillée, assaisonnée de quelques paroles émues et bien senties, en assemblée générale, des stipulations que personne n'aurait eu le temps d'étudier, et que, par conséquent, on ne pourrait utilement discuter.

Nous allons combler cette lacune, en indiquant les grandes lignes de cet intéressant contrat.

MM. Paul-Armand Decauville, industriel ; Pierre-Eugène Decauville, industriel ; Alphonse Decauville, ingénieur, ce dernier agissant tant en son nom que comme mandataire de M. Abel Couvreux [2], entrepreneur, et de son épouse, née Decauville,

Vendent à la Société des Établissements Decauville aîné, en formation ; ce accepté par M. Baudoz, 17, avenue Sainte-Anne, à Asnières, fondateur de la société :

SECTION PREMIÈRE

1° Les établissements d'Évry–Petit-Bourg et d'Essonnes, comprenant environ 17. hectares de superficie ;

2° Divers groupes de maisons à Essonnes et à Évry–Petit-Bourg ;

3° L'outillage, machines, etc.:

4° Le mobilier, le matériel, etc., desdits établissements.

SECTION DEUXIÈME

1° La clientèle, les sous-traités, les marchés et conventions, etc ;

2° Les marques de fabrique.

Le tout sans aucune garantie, les brevets et licences notamment étant cédés sous la seule garantie de leur existence.

Enfin, à la volonté de la société en formation, l'usine de Diano-Marina (Italie) et ses dépendances, sous les formes et conditions qu'il appartiendra (?).

Ces ventes et cessions.sont consenties aux prix suivants :

1° Pour les établissements d'Évry–Petit-Bourg et d'Essonnes, y compris les mobilier et matériel 3.830.000

Pour l'établissement de Diano-Marina et dépendances 170.000

Ensemble 4.000.000

2° Pour la clientèle, l'achalandage, les marques, brevets, licences, bénéfices des contrats et des opérations en cours7.000.000 (!)

C'est un gentil denier, et nous ne pouvons que féliciter MM. Decauville. 7.500.000 francs. une clientèle ! Et que produit cette clientèle ? Quels sont les bénéfices annuels ? Quels sont les bénéfices à retirer de ces fameux contrats et opérations en cours ? Quel

[2] Abel Couvreux (Viroflay, 1852-Neuilly, 1922) : entrepreneur, administrateur délégué de la Compagnie du port de Bizerte. Voir encadré. .

est le détail, enfin, de cet apport que la nouvelle Société consent, par l'intermédiaire de M. Baudoz, à payer si libéralement 7.500.000 francs.

Nous voyons avec quelle intelligence on profité d'une réclame polyglotte savamment organisé pendant l'Exposition, et ses bénéfices absolument exceptionnels connus du public, mais dont la nouvelle société ne verra pas un centime.

Ce n'est pas tout.

La nouvelle société (toujours sous le nom de M. Baudoz s'oblige à acheter à la Société Decauville aîné, au prix de revient (comprenant toute espèce de frais accessoires) ou au prix de facture (augmenté des prix de transports) :

Les matières premières,
Les matières fabriquées en magasin,
Les travaux en cours,
Le matériel en dépôt,
Le matériel aux concours et expositions,
Les approvisionnements et denrées (cantines, etc.),
Les matériaux de construction et maisons d'ouvriers,
Les instruments de musique (Il paraît que le coup de grosse caisse est obligatoire) ;
Les imprimés,
La papeterie...
Ouf ! C'est fini.

Après avoir versé les jolis petits 11.500.000 francs, dont il a été parlé plus haut, les actionnaires n'auront plus à payer que la petite note dont on donne ci-dessus les articles, mais pas les prix. Nous serions pourtant curieux de savoir le chiffre total de la facture.

Un établissement qui se respecte et qui fait d'aussi grosses affaires, qui a en cours des traités et des conventions aussi considérables, doit avoir en magasin pour une somme considérable d'approvisionnement et de matériel de toute espèce.

Les 8.500.000 fr. suffiront-ils à satisfaire MM. Decauville ? Noire inquiétude est grande, et nous craignons bien que la société, après avoir versé ses.20 pauvres petits millions, ne reste encore leur devoir quelque chose. — Tout au moins avons-nous besoin d'être rassurés à cet égard.

Il est vrai qu'on échange de tout cela, MM. Decauville s'engagent généreusement à ne faire aucune concurrence personnelle à la société nouvelle pendant vingt années. On n'est pas plus aimable. Mais pourquoi vingt ans ? La société doit être constituée pour cinquante années ; ne serait-il pas logique que cet engagement soit pris pour la durée de la société? Ou MM. Decauville ont-ils une pensée de derrière la tête et se réservent-ils de créer des Établissements Decauville-petit-fils — 20 ans après ?

Telle est l'économie.de ces fameuses ventes et cessions qu'on n'a point publiées avec autant de fracas que le prospectus d'émission. Les dispositions en sont intéressantes à méditer, et nous pensons que les actionnaires en feront leur profit et sauront, — à temps — en tirer les.conséquences.

Établissements Decauville aîné
Pourquoi ?

Pourquoi la Banque d'Escompte de Paris [Soubeyran] désire-t-elle que la Société des Établissements Decauville aîné achète pour 11 millions et demi, à prélever sur le capital versé de 20 millions, des usines, terrains, matériel et clientèle qui, de l'avis des hommes compétents, n'ont qu'une valeur approximative de 5 millions ?

Pourquoi la Banque d'Escompte de Paris n'a-t-elle pas fait connaître avant la souscription, par une insertion dans le prospectus même d'émission, qu'elle avait traité d'avance pour 11 millions et demi, au lieu de dissimuler ce fait en se contentant

d'annoncer le dépôt chez un notaire, de conventions que personne n'a le temps d'aller consulter et qui ne sont pas, en tout cas, à la portée des souscripteurs de province ?

Pourquoi la Banque d'Escompte de Paris n'a-t-elle pas fait connaître quels étaient les bénéfices nets, vérifiés par experts, des cinq ou tout au moins des trois dernières années d'exploitation de la maison Decauville aîné ?

Tout le monde sait qu'il est d'usage d'acheter la clientèle d'un établissement industriel pour le prix de deux ou trois années de bénéfice ; encore n'arrive-t-il guère qu'une affaire métallurgique, soumise aux aléas de crises fréquentes, puisse se traiter sur un pied aussi avantageux pour le vendeur qu'une affaire commerciale ordinaire !

Pourquoi, en admettant que, grâce à l'appui de la Banque d'Escompte, les Établissements Decauville aine doivent faire un chiffre d'affaires double ou triple du passé, pourquoi MM. Decauville veulent-ils se faire payer d'avance une plus-value sous prétexte d'affaires à venir ?

Pourquoi, puisque l'affaire est si bonne, MM. Decauville ne se sont-ils pas fait payer en actions le prix de vente de leur maison, comme le font ordinairement les vendeurs qui, comme eux, conservent la direction de l'affaire qu'ils ont créée ?

Pourquoi préfèrent-ils de bonnes espèces métalliques à des actions qu'ils proclament le meilleur des placements, et à d'excellentes parts de fondateurs, qu'on aurait pu créer à leur usage ?

Pourquoi, aux termes des statuts proposés, le premier exercice doit-il durer jusqu'au 30 juin 1891, embrassant ainsi une période de neuf mois, alors que la logique voulait qu'il prit fin le 31 décembre 1890 ? Ne semble-t-on point, de la sorte, vouloir éviter de se retrouver avant deux ans en présence des actionnaires réunis en assemblée générale, et pourquoi cette crainte ? — ou bien encore, voudrait-on présenter aux actionnaires, comme le produit des affaires d'une année normale, le résultat bénéficiaire de dix-neuf mois d'exploitation ?

Pourquoi MM. Decauville ne s'interdisent-ils de participer ou de s'intéresser à des entreprises similaires que pondant vingt ans, quand la durée de la société est fixée à cinquante ans ? .

Pourquoi, dans le projet de statuts, ne s'explique-t-on pas plus clairement au sujet de l'établissement de Diano-Marina, qui semble devoir donner lieu à une nouvelle opération financière au plus grand profit des habiles fondateurs ? f

Pourquoi ces mêmes projets de statuts donnent-ils au conseil d'administration composé d'avance (voir les noms) et installé pour trois ans, d'emprunter jusqu'à la somme énorme de cinq millions, sans en référer à l'assemblée générale, ce qui pourrait créer, en y ajoutant les comptes courants créditeurs, un passif considérable, dont les actionnaires ne pourraient avoir connaissance avant deux ans ? Pourquoi donne-t-on à un conseil composé en majorité des vendeurs eux-mêmes le droit de traiter avec eux-mêmes simples particuliers pour le compte de la société qu'ils représentent, de la reprise des marchandises et approvisionnements existants ?

Pourquoi la Société des Établissements Decauville a-t-elle besoin d'un capital de 20 millions alors que la Société de Fives-Lille, avec son immense matériel, ses relations commerciales dans le monde entier, fait très bien des affaires beaucoup plus considérables avec un capital de 12 millions ?

Autant de questions que les actionnaires, s'ils sont bien avisés, devraient poser à la première assemblée constitutive, avant tout vote engageant la constitution définitive de la société.

———————————

La première assemblée générale constitutive des Établissements Decauville aîné

(*Paris-Capital*, 11 décembre 1889)

La. première assemblée générale constitutive de la Société en formation : Établissements Decauville aîné a été tenue jeudi 12 décembre, à la Banque d'Escompte, sous la présidence du baron de Soubeyran, ayant comme assesseurs MM. Renard, de la maison Renard frères et Cie, et Yvo Bosch, du Crédit mobilier.

Me Lefebvre, l'un des notaires de la Société, a donné lecture des ventes et cessions consenties par la Société en commandite Decauville aîné. Nous avons, dans notre dernier numéro, analysé et apprécié ce document : nous n'y reviendrons donc pas.

Un actionnaire déclare qu'il n'entend pas entraver la constitution de la société, qu'il considère comme une bonne affaire, prise en elle-même, mais qu'il veut demander à MM. Decauville d'apporter certaines modifications à ces actes.

Il ne peut comprendre à quel mobile ont obéi MM. Decauville en s'engageant, pour vingt ans seulement, à ne pas faire de concurrence à la société qui se fonde pour une durée de cinquante années.

Il demande également pourquoi les marchandises, matières premières et autres devront être reprises par la société au prix de revient. Pourquoi pas à dire d'experts ? Et pourquoi, après avoir vendu pour 7 millions et demi leur clientèle, achalandage, etc., MM. Decauville ne font-ils pas preuve d'un peu plus de libéralisme et .le largeur de vues en comprenant dans cette somme, suffisamment ronde, tout ce qu'ils veulent faire payer en plus aux actionnaires ?

Enfin, il voudrait que, pour prouver la confiance absolue que MM. Decauville assurent avoir dans leur affaire, ils s'engageassent à ne pas jeter sur le marché les actions dont, ils sont titulaires, mais à les conserver, justifiant ainsi leur sincérité, et la place prépondérante qu'ils se sont attribuée, statutairement, dans l'administration de la Société, composée en entier d'eux-mêmes et de leurs amis.

M. Paul Decauville répond qu'il consent à s'engager à ne faire, lui ni les siens, aucune concurrence à la Société pendant toute sa durée. Il prétend que la société, en reprenant les marchandises aux prix de revient, réalise un bénéfice, par suite de l'augmentation du prix des matières premières depuis leur acquisition. Enfin, il prend l'engagement de ne vendre aucune des actions souscrites par lui et ses associés avant une année à partir de la constitution.

L'assemblée reconnaît ensuite la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur, M. Baudoz, d'Asnières.

Il s'agit maintenant de nommer des commissaires. MM. Ravenez et Tenon, experts comptables, et M. Beaumetz, ingénieur des mines, sont nommés, après une discussion assez embrouillée, avec mission d'apprécier les avantages particuliers stipulés aux statuts, et de faire à ce sujet un rapport à la deuxième assemblée générale.

L'ordre du jour est épuisé.

M. Paul Decauville, sous prétexte d'explications complémentaires, se livre alors à une longue apologie des Établissements Decauville, et dans une argumentation ingénieuse, s'efforce de démontrer aux actionnaires, qui seront désormais ses collaborateurs et ses amis, que tout sera pour le mieux dans le meilleur des petits chemins de fer possibles.

Et c'est tout.

Et tout le monde paraît content. Décidément, l'actionnaire est d'une espèce particulière, et MM. les financiers auraient grand tort de se gêner avec lui.

Nous rendrons compte de la deuxième assemblée constitutive.

———————————

NAVIGATION MARITIME

———————————

PERCEMENT DE L'ISTHME DE CORINTHE (2)

(*Annales industrielles*, 12 janvier 1890, p. 37)

.....

Les terrassements de la partie supérieure de l'isthme, appelée calotte, s'effectuèrent tout d'abord avec des porteurs Decauville, puis, sous l'inspiration de M. Mauguin, ingénieur, directeur des travaux, on appliqua la méthode, dite système anglais, pour effectuer les grands déblais

.....

Au mois de décembre 1884, l'entreprise avait créé des ateliers complets de réparations et mis en fonctionnement régulier un matériel dont voici le résumé :

.....

10 kilomètres de chemin de fer Decauville.

———————————

Établissements Decauville
(*Paris-Capital*, 7 mai 1890)

L'action libérée de 500 fr. vient de monter à 530 fr. ; il est vrai qu'elle est retombée presque aussitôt à 520 fr. Nous comprenons que le syndicat s'efforce de donner un peu de mouvement aux cours, mais nous craignons que le public ne se laisse point prendre à ce patricotage *[sic]* d'une valeur dont la hausse ne saurait s'expliquer par aucun fait.

Où sont les réserves?

Quels sont les bénéfices des années précédentes ?

Après avoir amorti de 10 % au minimum — ce qui est indispensable pour des établissements métallurgiques — immeubles et matériel, avec quoi paiera-t-on un revenu rémunérateur au capital, beaucoup trop majoré, de 20 millions ?

Nous savons que ceux-là qui ont pour aider la Banque d'Escompte [de Paris (Soubeyran)], complété la souscription aux 40.000 actions et dont nous citons quelques-uns, seraient très heureux de passer le paquet au public et plus heureux encore s'ils le pouvaient passer avec un petit bénéfice. Mais le public, encore une fois, se laissera-t-il prendre ?

Souhaitons-le aux personnes et sociétés dont les noms suivent :

Souscripteurs	Actions.
Crédit mobilier	1.000
Baron de Soubeyran	100
Banque d'Escompte	2.000
Clerc	175
Sienkiewicz	140
Lair	40
Hugo Finaly et Cie	200
Roussel	100
A.P.	800
Caisse générale de l'Epargne	412
A. Gault, Armand Lévy et Cie	1.000
Hirsch	200
J[ules] Aghion et Cie	1.000
Société en commandite Decauville	8.000
Paul Decauville	1.000
Renard frères et Cie [banquiers]	2.000
Duchâteau [Crédit mobilier]	500
Yvo Bosch [Crédit mobilier]	500

Banque générale des primes 686
Ensemble 19.853

et *tutti quanti*, familiers ou amis de la maison dont nous ne pouvons aujourd'hui donner la liste complète, l'espace nous faisant défaut.

Si ces chiffres sont inexacts, ils ne le sont guère, et que le total de la souscription du groupe de la Banque d'Escompte atteigne la moitié ou les sept huitièmes du nombre de titres émis, peu importe.

Ce qui ressort de ces chiffres, c'est que les braves gens de Paris et de la province deviennent un peu clairvoyants et ne se laissent plus prendre aux boniments de certaines maisons de spéculation ; de ce résultat, nous avons lieu de nous féliciter.

Quant à MM. Decauville, eux qu'on dit si malins et si forts en l'art polyglotte de la réclame, était-ce bien pour obtenir ce résultat plus apparent que réel qu'ils auraient, si l'on en croit les on-dit, payé à la Banque d'Escompte :

1° Une commission de banque, conformément aux accords verbaux du 13 novembre 1889), de 800.000 fr. ;

2° Un forfait convenu pour subvenir à tous les frais généralement quelconques, publicité, annonces, circulaires, correspondance et tous autres relatifs à l'émission des 40.000 actions de la Société anonyme des établissements Decauville aîné ; paiement fait par la Société en nom collectif et en commandite Decauville aîné, 600.000 francs ?

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 28 mai 1890)

Département du Var

Dans sa séance du 19 mai, le conseil municipal de la Seyne (Var) a pris en considération, avec renvoi à la commission pour études, les projets ci-après :

1° Chemin de fer à grande voie, de la gare de la Seyne aux Forges et chantiers ; ce projet serait mis en adjudication sans subvention de la part de la commune ;

2° Projet de tramway Decauville, de Tamaris aux Sablettes, dont la concession est déjà demandée.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 1er octobre 1890)

Thoury à Pithiviers

Le conseil général du Loiret vient de concéder à la Société anonyme des établissements Decauville la ligne à voie étroite de Thoury à Pithiviers, d'une longueur de 29 kilomètres.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 8 octobre 1890)

Société des Établissements Decauville aîné

Cette Société a obtenu les concessions suivantes :

Dives à Luc-sur-Mer, 31 km. ; Isigny à Grandcamp, 12 km. ; Toury à Pithiviers, 29 km. ; Rocroy à la gare de Rimogne, 11 km.

Enfin, avant de se séparer, le conseil général de Seine-et-Oise a concédé à la Société des Établissements Decauville la ligne à voie étroite de Versailles à Epône, de 31 kilomètres.

Le conseil général a ensuite chargé le préfet de faire étudier par une commission spéciale le projet d'un chemin de fer à voie étroite, partant de Magny-en-Vexin, pour aboutir à Villeneuve-Saint Georges ou à Melun, en traversant les arrondissements de Mantes, Rambouillet, Étampes et Corbeil.

La Société Decauville a déposé immédiatement une nouvelle demande de concession pour cette ligne dont la longueur est de 150 kilomètres environ.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 14 janvier 1891)

Chemins d'intérêt local
Demandes de concessions

……

Dans le département de l'Aisne, on signale les lignes de Guise au Catelet et de Bléraucourt à Coucy-le-Château dont les demandeurs sont M. Lambert, ingénieur, et la Société des établissements Decauville.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 21 janvier 1891)

Chemins d'intérêt local
Demandes de concessions

……

Dans l'Ariège, la concession du réseau local est sollicitée par MM. Decauville viné, Marchand, Gérin, Caors et Balagné, le syndicat des chemins de fer sur routes et la Compagnie nationale des chemins de fer à voie étroite.

……

Dans le Calvados, il a été concédé à la Société des établissements Decauville deux tramways à vapeur, de Dives à Luc-sur-Mer et de Grandcamp à Isigny. L'acte de concession est actuellement soumis à l'examen du Conseil d'État.

———————————

UN TRAVESTISSEMENT FINANCIER
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 13 février 1891)

M. de Soubeyran, par exemple, qui fait partie du conseil d'administration, pourra débarrasser la Banque d'Escompte de ses Cactus Mining Cy, de ses California land Cy, de ses actions Decauville et de la Compagnie Nationale des Chemins de fer à voie étroite

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 19 mars 1891)

Chemins d'intérêt local

Demandes de concessions

……

Dans le département de l'Orne, les concessions demandées sont celles des lignes de Lalacelle à Vimoutiers, par l'Argentan, Cosme à Bellême, Bellême à Nogent-le-Rotrou, Flers à Domfront et Flers à Pont-d'Ouilly. Les demandeurs sont la Compagnie générale des chemins secondaires, la Compagnie nationale des chemins de fer à voie étroite, la Société Joly, Beldant et Baert, M. Faliès et la Société des Établissements Decauville.

———————————

INFORMATIONS FINANCIÈRES
(*Le Messager de Paris*, 12 octobre 1891)

Mexique

La Compagnie du chemin de fer projeté de Guadalajara à Chapala a adopté le système Decauville. La voie aura 75 centimètres de largeur.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 4 novembre 1891)

Chemins d'intérêt local

……

Département de la Gironde

Dans sa session d'avril 1891, le conseil général a émis un vœu pour la construction du chemin de fer de Bazas à Eauze, 34 kilomètres ; il a demandé l'achèvement des travaux du chemin de fer de la Sauve à Eymet ; approuvé la substitution de la Société Decauville à MM. Chapat et Cie pour l'exploitation du tramway d'Arcachon à La Teste et les modifications au tracé ; pour le tramway de Bordeaux à Cadillac, une demande de concession a été faite par M. Fauget ; tramway à vapeur, la voie est porté de 0 M. 75 à 1 mètre. Le conseil vote l'enquête du nouveau projet en réservant, sur la question de fond, les droits du département. Tramway de Bordeaux au Vigean, six lignes de banlieue, une ligne urbaine : avant-projets faits par la Compagnie Bordelaise. Le conseil émet le vœu que la Compagnie Bordelaise puisse être autorisée à exécuter à bref délai la ligne du Vigean et demande l'intervention du décret déclaratif d'utilité publique approuvant la concession de cette ligne de tramways aux communes du Bouscat, Eysines et Bruges, et la rétrocession à la Compagnie Bordelaise. Tramway de Pons à Saint-Ciers-la-Lande : demande de concession de M. Jeancard. Le conseil exprime le regret de voir le département de la Charente-Inférieure renoncer à se relier au chemin de fer du Blayais et estime que, par suite, il n'y a pas lieu d'examiner la demande de concession d'un simple tramway. Tramway sur la route n° 3 de Langon à Grignols : examen renvoyé à une époque ultérieure.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 9 novembre 1891)

Les actionnaires de la Société des établissements Decauville aîné se sont réunis aujourd'hui en assemblée générale ordinaire à l'hôtel Continental.

Le rapport lu par le président du conseil d'administration constate que les ateliers ont travaillé, dans le courant du premier exercice, la quantité de 46 millions de kilogrammes de matières, représentant un chiffre d'affaires de quinze millions de francs, dont 45 %

pour la France et 55 % pour l'exportation. Le rapport constate que la vitalité des usines de Petit-Bourg est loin d'aller en périclitant ; mais, par contre, la. nouvelle branche de la construction des chemins de fer à voie étroite n'a pu encore concourir aux bénéfices du premier exercice en raison des lenteurs inévitables avec la loi française, en matière de concession et ce n'est qu'en septembre dernier qu'ont paru à l'*Officiel* les décrets d'utilité publique concernant les lignes de Luc-sur-Mer à Dives, Grandcamp à Isigny et Pithiviers à Toury.

Le fonds de roulement immédiatement réalisable atteint près de neuf millions sur lesquels plus de trois millions placés en fonds d'État.

L'assemblée a approuvé les comptes tels qu'ils étaient présentés par le conseil et a fixé à 30 fr. par action le dividende de l'exercice ; un acompte de 15 fr. ayant été payé en janvier dernier, le solde de 15 fr. sera payé à partir du 1er décembre aux caisses de la Banque d'Escompte de Paris.

L'assemblée a ratifié les nominations faites par le conseil comme administrateurs de MM. Dujardin-Beaumetz[3], Grille et Schérer et a réélu les commissaires censeurs sortants, MM. Ravenez et Thenon.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 11 novembre 1891)

Chemins d'intérêt local

……

Département de l'Hérault

Le conseil général a voté la concession, pour 99 ans, à M. Decauville, sans subvention, de la ligne à voie de 0 m. 60 de Béziers à la mer, 13 kilomètres environ, et de Béziers à Capestan et Puisserguier.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 19 novembre 1891)

Conseils généraux

……

Département de la Marne

Le conseil général, dans sa séance du 19 août 1891, a renvoyé à une commission la demande faite en vue d'établir une ligne de tramway à voie étroite (système Decauville) entre Épernay et Aÿ.

———————————

[3] François Dujardin-Beaumetz (1846-1919) : ingénieur civil, secrétaire général des mines de Carmaux, puis administrateur délégué de la Compagnie nationale des Chemins de fer à voie étroite (août 1890), émanation de la Banque d'escompte. Futur président des Gisements d'or de Saint-Élie (1904). Voir encadré.

Louis Paul Woldemar RAVENEZ
administrateur délégué (1891),
puis président (1893-1902)

Né à Mulhouse, le 7 juin 1848.
Fils de Louis Alexandre André Woldemar Ravenez et de Lisette Holzhaeuser.
Marié à Paris VIII[e], le 12 mai 1874, avec Jeanne Élisabeth Marshall (1854-1919). Dont :
— Louis (1875-1909) : ci-dessous ;
— Yvonne Fernande Louise Alice (1889-1976), mariée à Marnes-la-Coquette, le 3 décembre 1917, avec Paul Georges Vian (1897-1944). Quatre enfants dont Boris (1920-1959).

Sous-chef de comptabilité chez Fives-Lille (1874).
Expert près le conseil de préfecture.
Arbitre auprès du tribunal de commerce de la Seine.
Expertise des comptes contestés du Temps-Vie (1887-1888).
Commissaire aux comptes des Plâtrières réunies du Bassin de Paris (1887).
Liquidateur de la Société des Moteurs Ravel (1889).
Commissaire de sa suite, la Société nouvelle des Moteurs à gaz français (déc. 1889).
Commissaire (déc. 1889), administrateur délégué (déc. 1891), puis président (1893) des Établissements Decauville aîné.
Administrateur des Chemins de fer sur routes d'Algérie (1892),
Commissaire de la Société centrale de dynamite (1892).
Président (182), puis liquidateur (1894) de la Dynamite du Transvaal.
Commissaire de la Société continentale de glycérine et dynamite
et de la Dynamite Nobel (1893).
Président de la Société générale des Tramways de Royan (oct. 1893).
Administrateur (ancien commissaire) des Foncière-Incendie et vie (1894)
Commissaire des Mines de Lexington (*ca* 1894),
Administrateur (1894), vice-président (1895), président (1896) de la Société des Aciéries de France.
Président de la Société des moteurs et véhicules automobiles (Système Filtz)(jan. 1895).
Vice-président des Ateliers franco-russes (juin 1895-nov. 1898),
Président de la Société des Tramways de la Grande Côte de Royan
et de la Société d'exploitation du tramway de Pithiviers à Toury (août 1896),
Liquidateur de la Société « La Distillation-Rectification » (appareils distillatoires Perrier) (nov. 1896).
Président de la Société des Voitures automobiles des Établissements Decauville aîné (juin 1898),
Commissaire aux comptes de la Société générale d'éclairage des villes et communes,
de la Société concessionnaire de l'appontement public de Pauillac…
Président de la Société du funiculaire de Montmartre (mai 1900)…

Chevalier de la Légion d'honneur du 26 déc. 1894 : capitaine au 70[e] rég. territorial d'infanterie.

DECAUVILLE

Les démissions.

(*Paris-Capital*, 2 décembre 1891, p. 1, col. 1-2)

Les actionnaires et la famille Decauville nous rendront cette justice que nous avons fait tout le possible pour leur éviter, aux uns, une perte considérable ; aux autres, des procès qui ne seront point sans laisser un goût d'amertume.

Le lendemain de l'émission, nous avons dit aux actionnaires : *Vendez*, il y a exagération du prix de vente, et l'affaire, bonne en son principe, ne peut rapporter au début assez d'argent pour rémunérer un capital de vingt millions.

À l'assemblée constitutive, nous avons obtenu des Decauville l'engagement de ne point vendre avant un an les 8 à 9.000 titres qu'ils avaient souscrits pour compléter un capital dont onze millions et demi sur vingt devaient leur être versés.

Grâce à notre intervention, ces titres étant immobilisés, il a été possible aux souscripteurs avisés de vendre leurs titres, les uns avec bénéfice, les autres avec une faible perte.

Les Decauville nous ont gardé rancune de notre intervention, et c'est peut-être par un sentiment d'amour-propre mal placé et qui menace de leur coûter cher, qu'ils ont repoussé nos conseils et préféré les procès à un arrangement qui, de l'avis de tous, était le plus avantageux et le plus équitable.

Qu'avons-nous dit aux Decauville, à la dernière assemblée ?

Qu'avons nous écrit depuis ?

« Si vous vous êtes trompés sur la valeur de la chose vendue, les résultats de l'avenir le démontreront.

« Si vous avez vendu trop cher, vous ne rendrez que 4 millions sur onze et demi.

« Si l'affaire produit au moins *six* pour cent, nous admettrons, avec une grande indulgence, que vous n'avez pas touché plus qu'il ne vous était légitimement dû et vous garderez tout. »

À ces propositions, à nos demandes d'économie, que répondent les Decauville ?

Rien.

Il est vraisemblable cependant que le programme développé à la dernière assemblée générale a rencontré l'approbation tacite de quelques administrateurs des Établissements Decauville.

Certains d'entre eux ont dû demander des réformes, et les Decauville, majorité du conseil, sont sans doute restés sourds aux vœux de la minorité.

Ce n'est pas en effet en distribuant de l'argent à la presse pour *publier le rapport* et en entreprenant la *construction d'un théâtre* à Petit-Bourg qu'on manifeste la volonté de réaliser des économies.

Voilà un objet social qui n'avait pas été prévu !

Nous apprenons que la minorité des administrateurs se retire :

Monsieur Marchand a donné sa démission ;
Monsieur Clerc a donné sa démission ;
Monsieur Lair a donné sa démission ;
Monsieur Dujardin-Beaumetz a donné sa démission ;

Il y a là une protestation muette que nous enregistrons et qui vient à l'appui de notre thèse.

À la suite de ces incidents, monsieur Grille, ingénieur, a été nommé .administrateur délégué et M. Ravenez, qui avait été réélu commissaire lors de la dernière assemblée, a été nommé administrateur, puis administrateur délégué.

De ce dernier choix, nous félicitons particulièrement le conseil. Monsieur Ravenez est peut-être le chirurgien nécessaire.

Nous croyons qu'il sera difficile dans l'avenir de faire approuver par un comptable de la force de M. Ravenez la distribution d'un dividende, avant que tous les amortissements nécessaires n'aient été prélevés sur les bénéfices.

À notre grand regret, nous sommes incapables aujourd'hui, en présence d'une crise que nous avons tout fait pour conjurer, d'empêcher les procès que des actionnaires mécontents veulent intenter aux Decauville, parce qu'ils ont vendu pour *onze millions et demi*, des immeubles, matériel et clientèle dont la valeur est assurément discutable.

Nous détestons les procès et nous eussions de beaucoup préféré une solution amiable évitant la mise au grand jour de petits détails qui n'intéressent guère le grand public.

Ce sera aux Decauville de démontrer qu'il n'y a pas eu majoration du prix de vente, que tous les brevets apportés étaient bien leur propriété pour de longues années, que ce droit de propriété était bien indiscutable et que le prix de la clientèle (7 millions et demi) était justifié par les résultats antérieurs.

Les magistrats apprécieront.

———————————

BOURSE DE PARIS
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 7 décembre 1891)

Au parquet
Établissements Decauville

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro la démission de plusieurs administrateurs. Le conseil de cette Société est actuellement composé de six membres qui sont : M. Paul Decauville, président ; M. Ravenez, administrateur délégué ; M. Grille, ingénieur des mines, administrateur délégué ; M. Scherer, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; MM. Pierre et Émile Decauville.

———————————

DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 16 décembre 1891)

Nous commençons à croire que, si M. Paul Decauville et les autres membres de la famille qui ont vendu — nous allions dire apporté — leurs brevets et leur clientèle à la société que fonda M. Baudoz, ne se dépêchent pas de faire aux malheureux actionnaires des concessions acceptables, ils auront grand tort.

Mieux vaut une transaction honorable qu'un procès, fâcheux et chanceux. L'abandon conditionnel de 8.000 actions, quand on a touché onze millions et demi, n'est pas une chose énorme. Ce qui serait plus désagréable pour M. le sénateur et consorts, ce serait d'avoir à tout rendre. Et pourquoi pas ?

Il circule, en effet, des rumeurs extraordinaires, et auxquelles nous n'aurions pas voulu croire si elles ne nous avaient élu confirmées par des personnes absolument dignes de foi.

On sait que ce qui a fait la réputation de la maison Decauville, avant la mise en société, c'est un système de caisse équilibrée des wagons et wagonnets, dont elle a fabriqué des montagnes et vendu partout des spécimens.

Ce wagon ou wagonnet, exposé au Champ-de-Mars en 1889, faisait l'admiration des connaisseurs et contribuait, avec le petit chemin de fer que vous savez, à édifier cette prodigieuse légende qui a permis de vendre onze millions et demi ce qui pouvait en valoir deux ou trois.

Or, certains soutiennent que ce wagon ou wagonnet, le moins instable, le plus perfectionné, n'est nullement la propriété des Decauville, mais la contrefaçon pure et simple d'un brevet qui ne leur appartient pas.

À telle enseigne, que le wagon ainsi exposé aurait été saisi à la requête de l'inventeur véritable, et M. Paul Decauville, actuellement sénateur, poursuivi en contrefaçon.

Le procès serait encore en instance, trois experts nommés par le tribunal ont, nous affirme-t-on, déposé leur rapport. On raconte que ce rapport ne conclurait point en faveur de M. Decauville, tout au contraire.

C'est d'ailleurs ce que nous saurons exactement bientôt, car les plaidoiries doivent avoir lieu dans le courant de janvier.

Que faut-il croire de tous ces racontars ?

S'ils se trouvent vérifiés qu'ont donc apporté, — non, vendu — à la Société MM. Decauville, pour 7 millions et demi ? Voilà que le fameux wagonnet, connu dans l'univers et dans mille autres lieux, leur serait contesté ; voilà que les conseils généraux des départements où il y a des tramways à construire renvoient à leurs auteurs la voie de 0 m. 60 pour choisir la voie de 1 mètre (voir les votes au Conseil général d'Ille-et-Vilaine, session d'août dernier) !

Mais s'il en était ainsi, il y aurait erreur sur la chose vendue, et M. Baudoz aurait fait un marché plus mauvais encore que nous ne pensions, et dont il doit demander la résiliation.

Nous avons félicité la Société Decauville de l'entrée au conseil de M. Ravenez. Nous savons qu'il est assez énergique pour imposer sa volonté, pour introduire les réformes et les économies nécessaires ; pour nettoyer les écuries d'Augias de Petit-Bourg, casser aux gages les créatures inutiles et faire rendre à l'affaire son maximum de production ;

Mais ces efforts et cette intelligente volonté, contrariés peut-être par une sourde hostilité de la part de la majorité du conseil, ne pourront ramener qu'en partie la prospérité. Les meilleures années, les plus beaux bénéfices pourront rémunérer dix millions, vingt millions jamais.

Allons, M. le sénateur Decauville, faisons en sorte de conserver une popularité éphémère et déjà bien chancelante. Évitons des procès où vous feriez triste figure. N'attendons pas qu'on nous y force, transigeons sur toute la ligne, et rendons une partie de nos actions pour diminuer un peu le capital trop lourd.

Il y aura là pour vous gloire et profit !

———————————

LE WAGONNET DECAUVILLE

(*Paris-Capital*, 6 mars 1892, p. 1, col. 2-3)

Nous nous demandions en terminant notre dernier article pourquoi l'inventeur, qui assigne en contrefaçon le sénateur Decauville, fait son procès par voie de citation directe devant le tribunal correctionnel.

Il paraît que les délits de contrefaçon ressortissent à la juridiction correctionnelle, et l'exemple à ce sujet aurait été donné à leur poursuivant par les Decauville, qui auraient déjà intenté des procès de contrefaçon devant cette même juridiction, au lieu de se borner à une demande en dommages-intérêts devant la juridiction commerciale ou civile. D'autres questions bien intéressantes vont être débattues dans le procès en cours, et entre autres, celle de savoir si la loi de 1844 sur les brevets, loi qui doit encourager l'esprit inventif, a voulu récompenser le résultat ou l'effort. Si j'applique à l'industrie un

moyen qui n'y était pas appliqué mais était déjà usité ailleurs, ai-je acquis par là droit à brevet ?

On a déjà jugé pour et contre cette théorie.

Il s'agira, dans l'espèce, de déterminer si parce qu'une théière avait, antérieurement au wagonnet incriminé, été établie avec des dispositions analogues, le poursuivant n'a pas droit à brevet.

Car, il n'y a pas à ergoter, la théière-bouilloire Christofle, c'est, depuis un quart de siècle, le joujou-wagonnet, si on veut.

Mais le procédé n'était pas appliqué à l'industrie : tout est là.

Une question de doctrine pure est soulevée aussi dans ce curieux procès :

Le délit de contrefaçon est-il prescrit par trois années écoulées et l'action civile qui en découle est-elle éteinte en même temps ?

Si oui, le poursuivant, au cas où il gagnerait son procès, ne pourrait réclamer de dommages que pour les trois années qui précèdent la date de la saisie interruptrice de la prescription (28 août 1889).

Si non, le préjudice à réparer devra remonter au premier wagonnet construit.

Un arrêt a jugé que le délit se continue du premier jour au dernier, qu'aucune prescription n'est acquise, sinon trois ans après la construction du *dernier* appareil.

D'après cet arrêt, le délit n'a pas cessé alors qu'un appareil est construit, il continue et est, pourrait-on. dire, indivisible ; l'usage de l'objet contrefait perpétuerait en quelque sorte le délit.

Un arrêt contraire dit que construire des appareils contrefaits, c'est commettre autant de délits qu'on construit d'appareils, chacun étant prescrit par trois années écoulées depuis le dernier jour de là construction.

Si l'inventeur poursuivant gagne son procès, et selon que le tribunal adopte telle ou telle doctrine, les Decauville auront à payer des dommages soit sur la totalité des wagonnets construits depuis l'origine ; soit seulement sur ceux construits de 1886 à ce jour.

Attendons la solution.

*
* *

Les plaidoiries dans l'affaire S... contre Paul Decauville ont été, à l'audience du 2 courant présidée par M. Bidault de Lisle, fixées au 13 février prochain.

Me Raveton plaidera pour le poursuivant.

Me Allard plaidera pour M. Paul Decauville.

Nous suivrons aussi avec intérêt le procès, qui est en ce moment en appel devant la Cour de Lyon, au sujet d'un *brevet de croisement*, procès intenté par les Decauville et qui vient de faire l'objet d'un rapport d'arbitre à la Cour.

*
* *

Nous avons envoyé les numéros de notre journal dans lesquels nous avons traité la question Decauville a tous les actionnaires inscrits sur la liste de présence de la dernière assemblée.

Certains de ces numéros, ceux adressés à des personnes qui nous sont inconnues, domiciliées au siège social de la Société Decauville, no 13, boulevard Malesherbes, nous sont revenus avec la mention « refusé ».

Il y a unanimité dans le refus à moins qu'il n'y ait mot d'ordre ou excès de zèle du concierge sénatorial !

Ce petit fait nous a induit à remarquer que ce personnel bien stylé faisait partie de la dernière assemblée. Si quelques électeurs de Corbeil s'y trouvaient aussi, cela nous explique pourquoi la réplique embarrassée de M. Paul Decauville a été saluée de quelques timides applaudissements.

Nous espérons que ces dévoués ne supporteront pas les conséquences du nouveau programme d'économies.

———————————

Établissements Decauville
(*Paris-Capital*, 25 janvier 1892, p. 2, col. 1)

M. Edmond Moreau, liquidateur, après avoir procédé à l'inventaire à Paris et aux usines de Petit-Bourg, doit partir pour l'Italie, en compagnie de M. Ravenez, administrateur délégué, à l'effet de procéder à l'inventaire de l'usine de Diano-Marina.

———————————

On s'entretient beaucoup dans le monde de la réclame de la coûteuse brochure qui vient d'être lancée et qui a pour titre : **Les Grandes Usines** (Société anonyme des Établissements Decauville aîné).

Cette brochure coûte à la Société de 12 à 18.000 fr., mais quelle brochure ! et combien le moment choisi pour cette réclame est opportun !

Un statisticien a voulu se rendre compte du nombre de fois que le nom de l'illustre sénateur, Paul Decauville, y était imprimé.

En 104 pages on ne trouve pas une seule fois le nom des autres membres du conseil, qui ont sans doute autorisé la dépense, mais, en revanche, celui du suave président s'y trouve cité en toutes lettres

26 à 30 fois !

*
* *

Les immeubles des Decauville sont situés un peu partout. On cite :
Douze à quatorze maisons et villas à Deauville ;
Le domaine et le château de la Pépinière en Sologne ;
Le château des Tourelles à Petit-Bourg ;
Un chalet normand à Cabourg ;
Le château de Fontaine-Lorenoye en Seine-et-Oise, etc.

*
* *

On annonce la sortie des ateliers de la première bicyclette Decauville. Le modèle serait parfaitement réussi. Gare aux Anglais !

———————————

Établissements Decauville
(*Paris-Capital*, 2 mars 1892, p. 2, col. 4)

On lit dans la *Petite Cote* :

« M. Paul Decauville, qui avait été appelé enRussie pour d'importantes affaires de chemins de fer en Sibérie, a été reçu par le czar en audience privée. Nous connaissons

l'affaire chemins de fer de Sibérie qui nous parait être un trop gros morceau pour M. Decauville. Le gouvernement russe offre 4 %, peut-être même 4 1/2, comme garantie d'intérêts, mais il impose un cahier des charges et n'accorde la jouissance de la garantie qu'après la construction du tiers de la ligne. Une voie étroite disparaîtrait bien vite, dans les neiges perpétuelles de ce pays. Le capital nécessaire pour la construction de cette ligne est de 300 millions de francs. Le ministre des finances veut rémunérer ce chemin de fer par le produit d'une taxe dont il frapperait les thés qui emploieraient cette voie pour parvenir en Europe ; mais encore, dit-il avec raison, une portion de cette ligne devrait être construite au préalable. Ajoutons que les Anglais verraient la construction de ce chemin de fer de très mauvais œil. »

———————————

AFFAIRE DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 23 mars 1892)

Plusieurs actionnaires nous demandent sur quelles bases le groupe qui s'est récemment formé a l'intention d'asseoir ses revendications contre les Decauville.

Nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de traduire, en termes juridiques, la thèse qui sera soutenue et développée devant les tribunaux :

En décembre 1889, une société anonyme, au capital de 20 millions, a été créée, ayant pour objet l'acquisition et l'exploitation de l'industrie de MM. Decauville, sous la raison sociale « Établissements Decauville aîné ».

Les statuts faisaient mention d'un acte connexe contenant la promesse de vente de MM. Decauville, à des prix et conditions qui absorbaient 15 millions, dont 7 1/2 pour le seul fonds de commerce ; le fondateur nominatif de la Société était un sieur Baudoz, qui était consentie la promesse de vente dont s'agit.

Mais M. Baudoz n'a été qu'un fondateur nominal fictif et de complaisance ; moins encore par le caractère de sa personnalité que par les conditions mêmes dans lesquelles il a assumé et rempli les charges et le rôle de fondateur. Les véritables fondateurs étaient MM. Decauville, qui se servaient d'un prête-nom pour passer leurs apports, sous la rubrique de vente a. un tiers, lequel deviendrait la société elle-même, sans autre examen du contrat proposé, car lesdits apports n'ont pas été soumis à l'examen prescrit par la loi de 1867, et devant former la base du pacte social.

Or, une cession, qu'on l'appelle vente ou apport, ne peut s'opérer sincèrement et régulièrement sans le concours de deux parties dûment qualifiées pour être l'une le vendeur et l'autre l'acheteur ; et le bût manifeste de MM. Decauville a été d'éviter qu'il y eut un acheteur débattant son prix ; en réalité, il n'y a jamais eu d'acheteur.

En effet, la société, une fois constituée et représentée par un conseil responsable, n'a pas eu à connaître des conditions de la vente, proclamée définitive, par le seul fait de la tenue des assemblées constitutives ; d'autre part, les souscriptions individuelles n'ont pu engager une société en formation.

MM. Decauville ont, à la vérité, essayé de couvrir leur manœuvre en communiquant verbalement à ceux des actionnaires qui s'étaient réunis avec eux en première assemblée constitutive les termes de leur cession ; mais si les assemblées constitutives avaient qualité pour statuer sur la cession, cela ne pouvait être que selon la forme prescrite par l'article 4, de la loi de 1867 : autrement, et en dehors de cette forme indispensable, les assemblées d'une société en formation ne sont pas des personnes morales susceptibles de discuter et de passer un contrat. À ce moment encore, il n'y a pas eu l'accord des deux volontés du vendeur et de l'acheteur dument qualifiés.

D'ailleurs, MM. Decauville y représentaient un appoint, déterminant, de la formation du capital et ainsi, en dehors des règles et contre le vœu et l'esprit absolu de la loi de 1867, ils se consentaient à eux-mêmes les conditions par eux proposées, en y

employant l'argent des tiers, absents ou présents, mais en les privant des garanties légales formellement exigées, à peine de nullité.

Il est incontestable qu'une formule d'approbation de statuts par une assemblée constitutive ne saurait tenir lieu d'un contrat libre et régulier, alors qu'il y manque une des parties disposant de sa personnalité légale, et que si la cession était compilée dans les statuts ou dans un acte y rattaché, cela ne dispensait pas de soumettre cette partie des statuts aux prescriptions légales strictement nécessaires.

Il résulte de ces faits la preuve que MM. Decauville, de concert avec M. Baudoz, ont employé un moyen dolosif dans le but de se soustraire aux prescriptions de la loi sur le point le plus essentiel de toute formation de société ; ce qui frappe la société d'une nullité d'ordre public. Les conditions accessoires de la promesse de vente et de la mise en souscription des actions concourent à confirmer ce vice originaire. D'ailleurs, les événements ont rapidement prouvé les majorations invraisemblables dont MM. Decauville ont profité. Le premier exercice social, prolongé à dessein jusqu'aux limites les plus extrêmes, a fait ressortir, sans que la gestion fût sortie des mains de MM. Decauville, ces majorations scandaleuses.

En outre, de nombreuses souscriptions semblent avoir un caractère absolument fictif et cette infraction à la loi de 1867 entraîne également de ce chef la nullité de la société.

Les fondateurs, fictifs ou réels, et premiers administrateurs étant responsables des nullités qui viennent d'être relevées, il sera demandé au tribunal de prononcer la nullité de la société ; de dire que les actionnaires ont droit à l'encontre de MM. Baudoz et famille Decauville, soit comme fondateur, soit comme premiers administrateurs, à des dommages-intérêts à fixer par état, et de nommer un liquidateur à la communauté d'intérêts qui, en fait, a existé entre les porteurs d'actions.

———————————

LES DECAUVILLE ENNUYÉS
(*Paris-Capital*, 11 mai 1892)

Une douloureuse nouvelle nous est apportée par un ami de la famille Decauville.

Ces nobles seigneurs — salut ! — sont, paraît-il, dans le marasme.

Ils sont très ennuyés. Ils ont des papillons noirs.

L'ingratitude humaine les navre.

M. le sénateur de Seine-et-Oise surtout est sombre. En vain cherche-t-il à endormir ses rancœurs en se pelotonnant dans le sein du centre gauche, dont il est le secrétaire ; rien n'y fait.

Il a pris en dégoût son magnifique château des Tourelles.

Il est indifférent à ses quatorze maisons de Deauville.

C'est à peine si, d'un œil distrait, il regarde pousser les plantations de jeunes pins qui couvrent ses tirés à perte de vue.

Et comme nous comprenons celte attitude !

Avoir été le grand, l'unique, l'incontesté Decauville ; avoir porté par la voie de la presse, des affiches, et de la plus savante réclame, son nom glorieux dans les coins les plus reculés des cinq parties du monde ; avoir fait ce chemin de fer de l'Exposition qui a roulé tout le monde ; avoir vendu à M. Baudoz, qui les a revendus à d'heureux actionnaires, ces établissements renommés, auxquels est attaché, comme une enseigne gigantesque, ce nom illustre de Decauville ; les avoir même vendus un bon prix — et ne pouvoir maintenant jouir tranquillement du fruit de son industrie — n'y a-t il pas là de quoi prendre en grippe le genre humain tout entier ?

C'est qu'en effet bientôt va venir devant le tribunal de commerce le procès intenté par un groupe d'actionnaires grincheux de la Société Decauville aux fondateurs, vendeurs et premiers administrateurs de ces grands établissements. Ces actionnaires

poussent le mépris des convenances jusqu'à prétendre qu'on les a mis dedans ; que la soi-disant vente à M. Baudoz n'a été qu'un tour de passe-passe habilement imaginé pour masquer des apports très réels et abominablement majorés ; — que les Decauville se sont indûment soustraits à l'obligation légale de faire apprécier ces apports par une assemblée à la suite d'un rapport spécial ; — qu'ils ont pu ainsi vendre quinze millions à la Société ce qui en valait valait bien trois... et autres clabauderies.

El le comble., c'est que ces histoires ont tout l'air d'être exactes, ni se réclament d'une argumentation assez logique. Les actions — qu'on nous dise pourquoi ? — sont tombées à 225 francs, ce qui ne semble pas indiquer un engouement du public pour ce titre. Le premier exercice de dix-neuf mois et demi — par un malheureux hasard — n'a donné que de piètres résultats ; et les affaires n'ont pas l'air de marcher fort pour le second exercice. C'est une vraie malchance !

Quelle amertume ! Au lieu de vivre heureux dans une honnête aisance péniblement amassée, être obligé de discuter les réclamations de petites gens, qui devraient s'estimer trop heureux d'être devenus les associés de la famille Decauville et ne point trouver trop cher de payer cet honneur de la perte de plus de la moitié de leur capital ! Être forcé de se défendre, de consulter les agréés les plus considérables, d'avoir des conférences avec les princes du barreau, d'opposer arguments à arguments, de passer aux yeux du public pour des faiseurs qui ont ruiné d'honnêtes et naïfs gogos !

Et pourtant, le jour n'est pas plus pur que le fond du cœur de M. Paul. De quelle mansuétude, en effet, ne fait pas preuve M. le sénateur de Seine-et-Oise ! Ne pourrait-il pas, après tout, se contenter de faire réduire en poussière, par les éminents jurisconsultes, ses conseils, la piètre argumentation des actionnaires ? Mais non ! il n'a pas de rancune. En vendant son affaire à Baudoz, il n'a eu qu'un but : faire la fortune de ces braves gens ; il ne veut pas, malgré leur ingratitude, que cette fortune soit amoindrie, et, charitablement, il les prévient, il leur fait dire, proclamer partout : Mais, malheureux ! si vous m'attaquez, moi Decauville, si vous me réclamez votre argent, ne sentez-vous pas quel discrédit vous jetez sur la société qui est la vôtre, et qui porte mon nom ? Est-ce que le public ne confond pas les grands établissements avec le grand homme ? Attaquer l'un, n'est-ce pas porter le plus grave préjudice aux autres ?

Mais l'actionnaire est un être aussi stupide que mal intentionné. Il devrait s'estimer bien heureux et s'en aller partout chantant :

Quel honneur,
Quel bonheur,
Ah! monsieur le sénateur...

Mais il ne comprend rien, ce malheureux, aux objurgations désintéressées de M. Paul Decauville, et il n'arrête pas sa procédure, inconscient des malheurs irréparables qu'il peut causer.

C'est son argent qu'il veut, il n'a que ce mot à la bouche, il ne veut pas comprendre que, si on le lui rendait, cet argent, ce serait avouer du coup qu'on l'a exploité, et que les établissements Decauville dont il est l'actionnaire et l'associé ne valent pas le prix.

Non, il s'en irait content avec ses 500 francs par titre, laissant se débrouiller comme elles le pourraient les affaires de Petit Bourg, et cette attitude égoïste paralyse le bon-vouloir de M. Paul, et le navre.

Nous ne sommes qu'un tout petit journaliste, un vil folliculaire, et nous ne nous permettrions certes pas de donner des conseils à un homme si avantageusement connu dans les milieux industriels, financiers, politiques et sportifs que M. Paul Decauville. Mais si nous étions à sa place — à sa bonne place — nous n'hésiterions point : nous lancerions immédiatement une bonne demande reconventionnelle, d'au moins cinq cent mille francs contre ces actionnaires misérables, ces pelés, ces galeux, qui n'ont pas honte de réclamer leur argent à des personnes qui en font un si noble usage.

Ce ne serait pas la première fois qu'on ait rail usé de ce moyen, et avec quel succès !

Est-ce que le train de maison princier, les fêtes, les chasses, les trains spéciaux de M. Paul ne font pas marcher le commerce ? Est-ce qu'il n'en rejaillit pas quelque chose sur ces commerçants, ces ouvriers, ces petits bourgeois parmi lesquels se sont recrutés les actionnaires Decauville ? Et pourrait-il rendre ainsi tout le inonde heureux autour de lui s'il n'avait pas dans sa poche les millions qu'on lui reproche ?

D'ailleurs, de quoi se plaignent-ils, ces actionnaires stupides ? Leur a-t-on pris quelque chose ? Leur a-t-on caché les dangers auxquels ils s'exposaient en mettant le pied dans celte galère ? — Non point ! on leur a crié sur tous les tons de prendre garde, de se méfier, d'être prudents ; nous avons encore les yeux aveuglés par ces affiches multicolores et polyglottes de l'Exposition, où il était dit :

Attention !
Ne sortez ni jambes ni têtes !
Beware of the trucs !
Dravi gént !
Warnung !
Observera !

et comme ça tout le temps pendant six mois.

Si les imbéciles qui ont pu lire dans toutes les langues ces conseils de prudence, — car la sollicitude des Decauville s'étendait jusqu'aux Chinois, aux Hébreux et aux Persans — ont été quand même porter leur argent à la famille, avouons qu'ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient, et qu'il ne se trouvera pas un tribunal pour refuser à des personnes si scrupuleuses, et si injustement vilipendées que les Decauville, un petit million de plus à titre de consolation et de dommages-intérêts.

———————————

Le procès Decauville
(*Paris-Capital*, 25 mai 1892)

Pour répondre aux nombreuses questions qui nous sont posées par des actionnaires « Decauville », nos correspondants, et suivant en cela nos usages de polémique franche, nette et loyale ; nous commençons aujourd'hui l'étude des diverses questions sur lesquelles va rouler le procès en nullité de société intenté à MM. Decauville, devant le tribunal de commerce de la Seine.

———————

Lorsqu'un industriel veut transformer (c'est l'expression officielle dont s'est servi M. Paul Decauville) son affaire en société anonyme, il est généralement, et naturellement, le fondateur de cette société, et il fait lui-même apport de sa chose, restant sinon le maître (comme M. Decauville), du moins un des administrateurs en même temps qu'un des associés du nouvel être moral qu'il crée.

Cependant, MM. Decauville n'ont pas été les fondateurs de la Société Decauville, dont ils sont restés les administrateurs, les maîtres et les principaux associés.

Ils se sont dit que, s'ils se présentaient comme fondateurs, ils ne pourraient éviter en même temps la qualité d'apporteurs, et cette qualité-là, ils ne veulent à aucun prix l'accepter. Ils entendaient alors, et ils entendent encore, soutenir qu'ils ont purement et simplement vendu, comme un tiers étranger vendrait à une société qui lui est étrangère,

D'après ce système, ils n'ont rien fondé, ils n'ont rien apporté ; c'est M. X, un M. Baudoz dans l'espèce, qui, bien en dehors d'eux, a eu l'idée de fonder une Société Decauville ayant pour objet d'acheter purement et simplement leur affaire 15 millions, dont 7 millions 1/2 pour le seul fonds de commerce. MM. Decauville ne lui ont prêté

aucun concours ; ils ont été, d'une part, de simples vendeurs, et si, d'autre part, ils ont souscrit des actions, c'est comme tiers ordinaires, et il n'y a eu aucun lien entre les deux opérations.

Comme nous avons horreur des personnalités, nous ne dirons pas un mot de celle de M. Baudoz ; nous ne rechercherons même pas s'il présentait la surface que comporte sérieusement une telle opération.

Nous examinerons seulement ses actes, et cela nous suffira pour démontrer qu'il n'a fait que jouer un rôle bien mal agencé, en vérité, et qui ne supporte pas l'examen.

M. Baudoz, en qualité de fondateur, déposa les statuts des établissements Decauville, le 13 novembre 1889, chez Me Lefebvre, notaire, et Me Lanquest, son collègue.

Le même jour, chez le même Lefebvre, notaire, MM. Decauville lui consentent, en sa qualité de fondateur, la vente de leur affaire au prix de 15 millions, sans autre condition suspensive que la constitution de la société.

C'est le même Baudoz qui fait les déclarations de souscriptions et de versements, convoque les assemblées constitutives, etc. Voilà donc qui est bien entendu, il est seul fondateur. Il a eu l'idée, puis il l'a mise à exécution, ayant seul, dès lors, qualité pour ce faire.

Quand nous disons qu'il a mis son idée à exécution, cela veut dire qu'il a réuni les souscripteurs et les souscriptions pour 20 millions, dont 15 millions devaient tout de suite passer dans la poche de MM. Decauville.

Or, pour réunir ces 20 millions en quinze jours, M. Baudoz, si universel qu'il soit, a dû s'adresser à une maison d'émission qui est devenue son agent, son mandataire. Cette maison, c'est la Banque d'Escompte [Soubeyran] qui, par ses grandes relations, son autorité dans le monde des affaires, ses puissants moyens d'action, a assuré le succès de la souscription dans le public.

Mais la Banque d'Escompte, qui est fort entendue en affaires, qui a besoin de résultats pour ses actionnaires, n'a pas opéré sans une rémunération aussi sérieuse que légitime ; d'ailleurs, elle a eu à supporter des frais, et l'on sait ce que cela coûte ; elle s'est, à coup sûr, fait couvrir par le fondateur, ayant encore une fois seul qualité, de ses dépenses de prospectus, de ses affiches qui ont couvert la France, des frais de la publicité et des réclames habituelles dans la presse, de ses imprimés, timbres, pouvoirs, etc., etc., en un mot, de tout ce que comporte la cuisine d'une grosse émission de 20 millions.

Nous ne saurions critiquer aucun chiffre à cet égard, qu'il s'agisse de 1 million ou de 1.500.000 fr. ; c'est logique et naturel, pourvu que l'on puisse, à notre point de vue, s'expliquer qui a payé.

Qui a payé ? Nul autre, n'est ce pas, que le fondateur Baudoz, seul qualifié pour cela.

Mais avec quoi ?

Ce dévoué Baudoz, fondateur, ne fait aucun apport, pas même de son idée géniale. Il utilise ses conceptions pour le bien de l'humanité... et de MM. Decauville. Il ne veut rien, il ne reçoit rien pour lui-même, pas un centime, pas une action libérée, pas même une part de fondateur ; on a oublié d'en créer.

Qu'est-ce à dire ? Non seulement il ne reçoit rien pour lui-même, mais encore, puisqu'il ne reçoit rien, il paye de sa poche, sans contrepartie, tous les frais, toutes les commissions de la Banque d'Escompte et des correspondants de celle-ci.

Quel est donc ce mystère ?

Trouvera-t-on un homme — ou un tribunal — pour admettre que M. Baudoz soit un fondateur réel et sérieux dans ces conditions, et pour se refuser à voir que ce fondateur d'occasion a reçu de X..., dans la coulisse, le prix de son intervention, et les ressources nécessaire pour défrayer tous ses frais ? Il n'était donc lui-même qu'un agent, qu'un mandataire des véritables fondateurs, de ceux qui, devant encaisser 15 millions sur l'opération, avaient intérêt à la réaliser et qui voulaient éviter d'apparaître apporteurs en étant fondateurs.

Un détail piquant pour clore sur ce premier point : M. Baudoz a souscrit à l'émission ; c'était peut-être là son intérêt.dans l'affaire ?

Oui, il a souscrit 2 actions, le voilà son intérêt !

MM. Decauville, eux, ont pris 9.000 actions pour 4.500.000 fr., toujours, diront-ils, comme des tiers quelconques et étrangers et ce, alors qu'ils sont de l'autre main vendeurs pour 15 millions de leur industrie. .

Nous ne citerons pas ici l'arrêt des Réassurances générales, établissant si nettement que la loi entend qu'un fondateur ne soit pas une simple étiquette, mais bien une personnalité fondant réellement la Société pour son compte.

Nous ne renverrons pas non plus les lecteurs aux commentaires de. Paul Pont, le:célèbre jurisconsulte qui fait autorité en la matière.

Ces documents ne font que corroborer, dans un langage juridique, ce qui est en somme du ressort du bon-sens, de la bonne:foi et de la logique.

Le rôle de M. Baudoz comme fondateur de de la Société Decauville se trouvant suffisamment mis en lumière, nous continuerons notre examen à huitaine, sur un second point.

(À suivre.)

———————————

Le procès Decauville
(suite)
(*Paris-Capital*, 1er juin 1892)

Dans notre précédent article, nous nous sommes arrêtés au premier acte préparatoire de la société dont la nullité est poursuivie, c'est-à-dire à l'acte de fondation.

Grâce aux conditions puérilement maladroites dans lesquelles on a fait agir Baudoz, fondateur nominal, nous avons démontré à l'évidence que c'était un fantôme par trop inconsistant et masquant mal, ou plutôt démasquant, les véritables intéressés, les véritables fondateurs, MM. Decauville.

Que si les magistrats n'étaient pas convaincus, il leur serait facile, par un de leurs arbitres, de voir sur les livres de la Banque d'Escompte qui l'a payée de ses frais et commissions, et si c'est le compte Baudoz ou les comptes Decauville qu'elle en a débité !

Nous examinerons maintenant si MM. Decauville sont des vendeurs ou des apporteurs.

Que dit la loi de 1867 : « Tout associé faisant un apport et recevant des avantages particuliers sera tenu de les faire estimer dans une forme spéciale, c'est-à-dire par un rapport de commissaires choisis par la première assemblée constitutive, rapport qui sera imprimé et publié et sur lequel il sera statué par la deuxième assemblée constitutive sans que l'apporteur puisse prendre part au vote. »

La sanction de ces dispositions est formulée à l'article 42, qui, dans ce cas, rend responsables de la nullité encourue, les fondateurs, les premiers administrateurs et les apporteurs eux-mêmes.

Voyons donc si la constitution de la Société Decauville donnait matière à l'application des articles de la loi de 1867 :

D'une part :

MM. Decauville sont-ils, oui ou non, des associés, eux qui ont pris 9.000 actions, c'est-à-dire le quart du capital, étant d'ailleurs rappelé que pour avoir 9.000 actions, ils avaient dû, aux termes de la répartition qui a suivi l'émission, se porter souscripteurs de 18.000 actions, c'est-à-dire tout près de la moitié du capital social ?

La réponse n'est pas douteuse.

D'autre part :

Reçoivent-ils quinze millions (dont 7 millions 1/2 pour le fonds de commerce), c'est-à-dire les trois quarts du capital social, en échange de la remise qu'ils font à la Société de toute leur industrie ?

Sont-ce là des apports et des avantages particuliers en faveur d'un des associés ?

Oui ou non, les deux termes de la proposition prévue parla loi se rencontrent-ils simultanément ?

Pour soutenir le contraire, il faudrait faire un pur jeu de mots, en disant qu'il n'y a pas d'apport, puisque la chose a été baptisée vente.

Oui, il y a vente, c'est entendu, mais le mot apport contient le mot vente, comme le contenant renferme le contenu.

L'apport est le nom spécial d'une forme de vente spéciale.

Apporter à une société un objet, c'est bien toujours le lui vendre, puisque la propriété passe de l'actif de rapporteur à celui de la société.

Le nom change : pourquoi ?

Précisément pour distinguer le caractère spécial d'une vente où le vendeur se trouve être en même temps l'acheteur dans une certaine mesure, comme étant un des associés, une des fractions de cet acheteur.

La pensée du législateur est claire comme le texte lui-même ; il définit par cela même le mot apport.

Il prévoit le cas où le vendeur serait en même temps une des fractions de l'acheteur, le cas où la confusion et l'opposition d'intérêts se produisent forcément, le cas, en un mot, où le vendeur doit prendre la dénomination plus spéciale de vendeur-apporteur.

Le législateur, voulant alors (et c'est la seule raison d'être de l'article précité) assurer le respect de tous les intérêts qui sont à la fois opposés et confondus, a imposé des conditions de contrôle spécial et d'ordre public pour régler une situation aussi délicate.

Nous croyons avoir démontré que l'article cité, art. 4, de la loi de 1867 a été fait pour le cas de MM. Decauville.

Il nous reste à voir s'ils ont respecté ces prescriptions d'ordre public, sur le point le plus capital du pacte social, sur l'objet essentiel de la Société, sur une clause des statuts qui va faire prélever par un des associés, comme condition même de la constitution, et avant que la société n'ait pris naissance comme être moral régulièrement représenté par un conseil responsable, les trois quarts du capital social, soit quinze millions sur vingt.

Les commissaires ont été nommés dans la première assemblée constitutive : ils ont trouvé partout le mot vente, nulle part le mot apport ; donc, comme de simples Baudoz, ils n'ont pas cru avoir à délibérer sur des apports, et ils ont passé, sans en dire un mot, à côté de la cession faite pour 15 millions par un des associés.

Voilà le fait brutal et la nullité absolue pour défaut d'estimation des apports.

Qui en est responsable ?

Les commissaires en question ? Ils ont sans doute une responsabilité de mandat envers ceux qui ont concouru à les nommer.

Mais la loi, article 42, revient, jusque dans l'application, sur le principe qui a dicté l'article 4, et elle rend directement responsables, au besoin envers les tiers, au besoin envers les acheteurs futurs d'actions, non seulement les administrateurs d'origine et les fondateurs mais encore ceux-là mêmes des apporteurs dont l'apport n'a pas passé sous le contrôle strict et spécial édicté minutieusement par l'article 4.

Faute par les commissaires de remplir complètement et correctement leur mandat, c'est non seulement aux fondateurs et aux premiers administrateurs, mais aussi aux apporteurs, qui, eux, en tout cas, savent bien, étant associés, s'ils font un apport ou non, de tenir la main à la vérification prescrite, sous peine d'être responsables de la nullité encourue.

Comme il est à prévoir que MM. Decauville équivoqueront sur les vocables Vente et Apport, nous examinerons dans un prochain article les objections qu'ils pourraient soulever en se promenant sur les marges du code et en négligeant de respecter l'esprit

de la loi, qui est toujours d'accord, cependant, avec le bon sens vulgaire et la bonne foi courante.

*
* *

LES DECAUVILLE ENNUYÉS.

[Perte de la mairie de Petit-Bourg]

[Prospection en Russie]

Nos lecteurs n'ont pas oublié la réclame à laquelle on s'est livré à propos de ce fameux transsibérien qui devait tout sauver.

El le public, sur la foi des entrefilets reproduits par les informations financières des journaux, s'était imaginé que M. Paul négociait à Saint-Pétersbourg la construction d'une ligne ferrée colossale.

Pauvre public, on abusait encore de sa bonne foi ; on profitait d'une équivoque pour le faire, une fois de plus, prendre des vessies pour des lanternes. Il est bien question de construire un chemin de fer transsibérien, niais il sera à voie normale russe, c'est-à-dire de plus de deux mètres d'écartement, ce qui n'a rien de commun avec la voie de 0,60. Ce que le seigneur des Tourelles était allé solliciter à Saint-Pétersbourg, c'était tout bonnement une commande de matériel de terrassement, wagonnets, etc., pour la construction de la ligne.

Ce n'est plus du tout la même chose. Encore ne dit-on pas qu'il ait obtenu cette commande. Et si on ne le dit pas, il y a de fortes présomptions pour penser qu'il est revenu bredouille.

Cela est peu encourageant, surtout si se trouvent vérifiés les bruits qui courent, et d'après lesquels le dividende de l'exercice, qui va prendre fin le 30 courant, serait encore à gagner et deviendrait de plus en plus problématique.

Si tout cela est peu réjouissant, d'autre part, la note gaie nous est fournie aujourd'hui par une annonce, que nous cueillons dans un journal, et où il est dit :

[« Le tramway de M. Decauville »]

« Pour aller aux ateliers de Petit-Bourg, prendre à Paris, gare de Lyon, le train de1 h. 30 pour Corbeil. Le tramway de M. Decauville (sic) attend les visiteurs les mardi et vendredi à l'arrivée de ce train. »

Le tramway de M. Decauville ! N'est-ce pas charmant ? Il y a des gens très chics qui ont leur voiture. M. Paul a son tramway. Mais que devient donc la Société dans tout cela ? La famille Decauville, tout en vendant son affaire, l'a donc gardée ? Ce tramway est donc toujours son tramway, et non celui des actionnaires ?

Au vrai, nous croyons que M. Paul lui-même ne s'y reconnaît plus. Il ne sait plus s'il est fondateur, vendeur, apporteur ou actionnaire. Il n'est rien de tout cela, et il est tout cela ensemble. Et il dit mon tramway, avec d'autant plus de raisons que ce tramway court de grandes chances de redevenir tout à fait le sien, quand il aura été condamné à le garder pour compte, après avoir remboursé les actionnaires.

———————————

LES DECAUVILLE ENNUYÉS
(Paris-Capital, 1er juin 1892)

[Perte de la mairie de Petit-Bourg]

Une nouvelle cause de contrariété est venue augmenter les ennuis qu'éprouvent en ce moment les Decauville.

C'est à croire que cette radieuse étoile dont l'aîné de la famille était fier, et sur laquelle reposait son auguste confiance, est en train de subir une éclipse totale.

Personne ne peut ignorer que, depuis bien longtemps, M. Paul Decauville remplissait, — avec quel charme, vous le savez ! — les fonctions délicates et honorifiques de maire de Petit-Bourg. Il était plus que bourgmestre dans ce véritable fief électoral, il était roi pour ainsi dire.

Cependant, absorbé par ses multiples fonctions, par les séances au Luxembourg et au sein des commissions, par la présidence de la société anonyme de M. Baudoz, sans doute encore par d'autres sports d'un ordre plus aimable, il s'est résolu à résigner ces fonctions non rétribuées.

Mais il n'entendait point qu'elles dussent pour cela sortir de la famille. Le cadet Émile était là, tout désigné pour remplacer son chef de file, à la tête de l'édilité de Petit-Bourg.

Aussi, tandis que celui-ci ne se représentait pas aux élections municipales qui viennent d'avoir lieu, mit-on tout en œuvre pour qu'Émile, candidat, des grands établissements, passât en tête de la liste.

Le malheur et l'ingratitude de ses compatriotes ont voulu que M. Émile ne fût nommé que le cinquième. Adieu la mairie, adieu l'écharpe tricolore ! Eh quoi ! il y a donc à Petit-Bourg quatre hommes plus populaires que la famille Decauville ? Que veut dire ceci ?

M. Paul ne se serait-il retiré de la lutte que parce qu'il prévoyait l'aventure ?

Quoiqu'il en soit, nous voyons là un symptôme grave. L'enthousiasme des foules va diminuant, semblable en cela, à l'enthousiasme des actionnaires qui a déjà fait place aux envois de papier timbré.

———————————

Le procès Decauville
(suite)
(*Paris-Capital*, 22 juin 1892)

Nous avons exposé dans son ensemble la physionomie de l'affaire Decauville.

Si le procédé de MM. Decauville était admis, il ne resterait qu'à en prendre acte et à constater que l'article 4. de la loi sur les Sociétés n'est qu'une vaine illusion, qu'on peut être à la fois acheteur et vendeur, qu'on peut vendre à une Société en formation encore dépourvue de personnalité légale.

Si, d'autre part, on entre dans l'examen du détail de l'opération, les causes de nullité se présentent multiples et patentes.

*
* *

À peine de nullité (articles 55 et 56), la liste nominative des souscripteurs doit être déposée aux greffes avec les nom, prénoms, qualités, demeure de chacun des actionnaires.

Or, nous avons consulté cette liste au greffe et nous avons constaté matériellement que sur 5.000 souscripteurs, près de 3.000 noms ne sont pas accompagnés des prénoms. Quant aux qualités des souscripteurs, l'examen en est. bien simple : il suffit non pas de compter ceux dont le nom n'est pas accompagné de la qualité, mais de relever, au contraire, ceux dont la qualité est indiquée ; il y en a 40, tout bien compté, sur 5.000 ; autant dire que la qualité d'aucun souscripteur n'est relevée. En ce qui

concerne les adresses, pour tout ce qui n'est pas de Paris, elles sont sommairement indiquées par le nom de la ville.

Il y a là une sorte de contravention par flagrant délit, un fait matériel indéniable, dont il n'y a pas lieu de discuter les effets ; il n'y a qu'à appliquer la loi, c'est-à-dire à prononcer la nullité.

Il restera à examiner ultérieurement si les officiers ministériels qui ont dressé ces listes et rempli ces formalités ne doivent pas être rendus responsables de ces nullités, qui devaient leur sauter aux yeux, et qui rentraient directement sous leur contrôle. ,

*
* *

2° Quant aux souscriptions mêmes, on a remarqué que les 600 noms qui clôturent la liste sont tous des souscripteurs de simples unités. Frappé de cette particularité, on a adressé une circulaire à ces 600 personnes, à ces 600 bouche-trous, — et 400 lettres sont revenues avec la mention inconnu. Chose plus curieuse, ces 400 destinataires sont dans la même ville ou dans les environs de cette ville ; et il s'agit de petites localités où la confusion est impossible. D'ailleurs, des lettres recommandées, envoyées à la suite, ont eu le même sort.

Il paraît évident que ces souscriptions sont purement imaginaires. Il importe peu de rechercher les auteurs de ces listes, non plus que de savoir si les fonds en ont été versés, et par qui.

La loi et la jurisprudence consacrée par l'arrêt des Réassurances générales, ont relevé de tels faits comme une cause de nullité absolue.

*
* *

3° Quant aux versements des souscripteurs, il est aussi intéressant de s'en rendre compte.

MM. Decauville ont souscrit 18.000 actions, réduites à 9.000, ce qui représente encore pour le 1er quart une somme fort coquette.

Comment MM. Decauville ont-ils fait leur versement ? Au moyen d'un crédit que leur a ouvert la Banque d'Escompte. Or, la Banque d'escompte était justement le banquier de la Société en formation. En un mot, la Banque d'Escompte recevait d'une main l'argent du public souscripteur ; de l'autre main, elle avançait à M. Decauville le montant de leur souscription, mais elle en était payée d'avance et l'argent ne sortait pas de ses mains, puisqu'elle était en même temps le banquier de M. Decauville, et que celui-ci avait à prélever le prix de sa cession à la Société (environ 15 millions) sur le capital dont la Banque d'Escompte était dépositaire.

L'argent du public faisait donc un circuit, mais jamais le conseil de le. Société constituée n'a eu la libre disposition du capital, puisque les 15 millions de la cession étaient déjà acquis à MM. Decauville avant que le conseil eût à fonctionner.

Le tribunal admettra-t-il comme sérieux un tel versement, ou voudra-t-il se rendre compte du procédé, qui rappelle certain vaudeville où la même pièce de 20 francs passe dans les mains de chacun des acteurs en scène pour retourner dans les poches du compère ?

En résumé, diront les demandeurs, MM. Decauville ont poursuivi un but dolosif et coupable :

Ils étaient propriétaires d'une industrie dont la prospérité était discutable ;

Ils ont joué le tout pour le tout, en constituant une société anonyme au capital fabuleux de 20 millions.

Ils ne pouvaient songer à faire établir un rapport quelconque, sur le prix de 15 millions stipulé pour la cession de leur industrie. En effet, malgré toutes les facilités qu'on peut avoir pour nommer des commissaires bien stylés, encore faut-il donner des chiffres ; encore faut-il, lorsqu'on vend son fonds de commerce 7 millions 1/2 communiquer les résultats de ses inventaires, faire connaître son chiffre d'affaires et ses bénéfices annuels.

Ils ne pouvaient s'y résoudre, et.pour cause. Poursuivant, un but dolosif, il fallait employer des moyens dolosifs pour y arriver ; c'est pourquoi on s'est servi d'un prête-nom [Baudoz] comme fondateur, tout en assumant soi-même les frais de l'opération, c'est-à-dire la commission du banquier (1.000.000), les frais de publicité (600.000 fr:), les frais d'enregistrement sur les apports présentés comme vente pure et simple (600.000 fr.).

C'est pourquoi encore, jusque dans le détail de l'opération, il faut compléter les listes de souscription par des séries de noms suspects, manipuler à son aise la répartition des souscriptions et faire le versement de sa propre souscription personnelle avec l'argent même des autres souscripteurs.

Aux tribunaux d'apprécier.

L'affaire viendra lundi 27 courant devant le tribunal de commerce, présidé par M. [Stéphane] Dervillé. — Me Girard, agréé, plaidera pour un actionnaire ; M. Gutfroy pour un groupe d'intervenants ; Me Sabatier ; Lignereux et Mermillod, pour les défendeurs.

Dernière heure. — Nous apprenons à l'instant que les agrées de la famille Decauville demandent une remise à un mois, que les usages du Palais n'autorisent pas à leur refuser.

Le groupe d'actionnaires intervenants représentant le vingtième du capital social, aux termes de l'article 17 de la loi de 1867, qui devait lancer son assignation à la veille de l'audience du 27, vient d'être prévenu de cette remise, qu'à son.grand regret il n'a pas le pouvoir d'empocher.

L'ENREGISTREMENT ET LES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

Nous publions sans commentaires la lettre suivante, choisie parmi celles que nous avons reçues à propos de l'affaire Decauville :

Monsieur,

Je suis un des gogos qui se sont laissé prendre à l'étiquette Decauville, au succès du petit chemin de. fer de l'Exposition.

J'ai fait, depuis, mon *mea culpa*. La baisse de mes titres a commencé à m'ouvrir. les yeux. La dernière assemblée générale et la lecture des articles si sensés, si pleins de faits et de chiffres, que vous avez publiés dans *Paris-Capital*, ont achevé de m'éclairer ; et je suis arrivé à conclure, avec beaucoup d'autres, que j'avais été victime d'une vaste fumisterie.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la discussion des divers points du procès.actuellement pendant que vous avez traités jusqu'à aujourd'hui. Et il est un fait, permettez-moi de vous le dire, qui n'a pas été suffisamment mis en lumière, et qui prouve, mieux que bien d'autres arguments, à la fois l'énormité de la majoration et l'évidente intention des Decauville de tourner la loi au moment de la constitution.

Dans l'examen d'une affaire, chacun.peut être diversement affecté suivant ses habitudes ou ses aptitudes personnelles. Moi, j'ai la rétine façonnée aux choses de l'Enregistrement (avec.un grand E.)

Or, une chose me frappe, dans cette affaire Decauville : c'est qu'afin de mener à bien le truc que vous avez exposé, et qui consistait à supprimer, ou plutôt à dissimuler l'apport et à en éviter l'examen en assemblée générale, conformément à la loi, on n'a pas craint d'affronter une dépense supplémentaire énorme.

M. Paul Decauville et sa maison, après avoir souscrit 9.000 actions de la Société nouvelle, pour 4 millions et demi, ont vendu à cette société :

Des immeubles pour 4 millions.

Des effets mobiliers (clientèle, marchandises en magasin, matériel, etc.) pour environ 10 millions.

L'enregistrement a donc dû percevoir :

Sur la vente d'immeubles, a raison de 6,88 % Fr. 275.000 00

Sur la vente mobilière, à raison de 2,50 % 250.000 00

Au total Fr.525.000 00

Si MM. Decauville et consorts avaient apporté à la Société leurs immeubles, matériel, marchandises et clientèle pour la même somme globale de 14 millions, l'enregistrement aurait perçu seulement sur cette somme de 14 millions un droit d'apport de 1,25 %, soit fr. 17.000 c.

D'où une économie de plus de 500.000 fr., qui valait bien la peine d'être faite.

On ne me fera pas croire que des hommes habitués aux affaires aient passé sans la voir à côté de cette grosse différence de frais. Ce serait un comble, et je ne crois pas si bêtes ni les Decauville ni leurs conseils.

Il faut donc qu'il y ait eu pour eux un intérêt majeur primant tout le reste, pour qu'ils aient, de gaieté de cœur, sacrifié une aussi grosso somme.

Cet intérêt, il est facile à trouver.

1° En apportant, ils étaient payés en actions, au lieu qu'en vendant ils l'étaient en argent ; et M. Decauville, qui devait mieux que personne savoir ce qu'il vendait, devait préférer de beaucoup les bonnes espèces sonnantes et trébuchantes à leur représentation en papier des établissements Decauville. — Premier aveu.

2° En vendant, on s'arrangeait pour se soustraire à la formalité de la discussion des apports. Et cette discussion, à aucun prix on n'aurait voulu l'admettre, car on n'aurait jamais trouvé un commissaire assez peu soucieux de sa responsabilité pour estimer 7millions 1/2 la clientèle que vous savez. — Deuxième aveu.

Voilà, si je ne me trompe, la preuve la plus convaincante du tour de passe-passe dont je suis une des victimes.

Maintenant, ici se place une question incidente :

Qui a payé ces frais ?

Ce ne peut être que l'une des trois personnalités suivantes :

Le promoteur de l'affaire, c'est-à-dire M. Baudoz ;

Les vendeurs, c'est-à-dire MM. Decauville ;

Les acheteurs, c'est-à-dire la Société.

Si c'est l'un des deux premiers, ce que je ne crois pas, il en ressortirait qu'ils devaient trouver dans l'opération un bénéfice bien exagère pour ne pas hésiter à faire à la République cadeau d'une somme de près de 500.000 fr.

Si c'est la Société, comme je le crains, c'est un comble, et j'estime que fondateurs et administrateurs seraient répréhensibles et responsables.

Quoi qu'il en soit, MM. Decauville ou consorts pouvaient s'épargner à eux-mêmes ou épargner à la Société cette dépense inutile. La confiance en l'avenir de l'entreprise qu'ils ont voulu témoigner par leur souscription, ils en pouvaient fournir la preuve, moins tardive et moins coûteuse par la représentation d'une partie tout au moins de leur apport en actions libérées.

S'ils ne l'ont pas fait, c'est que le truc, tout en les affranchissant du contrôle légal de l'examen de l'apport, leur offrait de bien autres avantages.

Agréez, etc.

———————

Nous croyons savoir, et nous informons notre correspondant, que les frais qui l'inquiètent si fort ont été payés par la famille Decauville.

N'est-ce pas le cas d'appliquer l'adage : *Is fecit cui podest* ?

———————

Le procès Decauville
(*Paris-Capital*, 29 juin 1892)

V

La présentation du procès Decauville, tel qu'il va se produire devant le tribunal ne serait pas complète, si nous nous bornions à entendre la voix des malheureux actionnaires ; il importe d'écouter un peu aussi la voix de l'heureux M. Decauville. Cela est d'ailleurs intéressant :

Lorsque se tint la première assemblée constitutive, ce n'est pas, en effet, M. Baudoz qui vint présenter à. ses adhérents l'enfant qu'il s'agissait de baptiser. C'est M. Decauville qui, bien que simple vendeur, voulut bien tenir l'enfant sur les fonts baptismaux, et voici la spirituelle allocution qu'il prononça et dont il fit voter l'impression, sans aucun doute pour que nous ayons aujourd'hui le plaisir de la reproduire :

« Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de la confiance que vous avez eue dans le nom de Decauville, en souscrivant des actions de la nouvelle Société. La transformation des Établissements Decauville en Société anonyme n'est pas, comme certains journaux malintentionnés l'ont dit[4] , une réalisation après fortune faite par les fondateurs ; c'est la création d'une Société puissante, disposant de moyens suffisants pour faire face aux affaires croissantes qui se présentent comme conséquence de nos travaux antérieurs et de notre succès récent de l'Exposition.

Loin d'être arrivée à son apogée, je considère comme n'étant qu'à ses débuts l'industrie que j'ai créée il y a treize ans, et si j'ai dû me résigner à la mettre en Société anonyme, c'est parce que j'ai reconnu que mes forces personnelles et celles de mes frères devenaient insuffisantes pour les nécessités de son développement. i

La meilleure preuve que nous puissions donner de notre foi dans l'avenir de la nouvelle Société, c'est que nous sommes, mes frères et moi, parmi les plus gros souscripteurs, et que, pour mon compte personnel, je possède 5.000 titres.

Aurais-je agi ainsi si je ne croyais pas à l'avenir de la nouvelle Société ? J'étais très réfractaire à l'idée d'une Société anonyme dans laquelle je redoutais de ne pouvoir continuer à appliquer mon initiative et mes idées personnelles. Il a fallu l'immense poussée de l'année de l'Exposition pour me prouver que j'allais être débordé, si je n'acceptais pas la seule forme moderne qui soit propice aux grandes affaires, c'est-à-dire la mise en Société anonyme.

Avant de vous parler de la situation de notre entreprise et de nos projets, je tiens à vous donner des explications sur deux points principaux : celui du mode employé pour la constitution de la Société anonyme et celui de la durée des pouvoirs du premier conseil d'administration.

---

[4] Délicate allusion au journal *Paris-Capital* qui, dans son numéro du 4 décembre 1889, avait critiqué l'opération.

En ce qui concerne la forme donnée à la constitution de la Société, je dois dire qu'elle n'a rien de nouveau, ni d'insolite. Des Sociétés, aujourd'hui prospères, l'ont employée avec succès. Il ne vous échappera pas, d'ailleurs, que chacun, avant de souscrire, avait le droit absolu de se rendre compte de la cession projetée et de ses conditions. Chacun en avait, la possibilité, et aujourd'hui encore vous avez, comme vous aurez à la seconde assemblée constitutive, le droit de voter en toute liberté. J'ai, au surplus, la conviction que, lorsque vous m'aurez entendu, aucun de ceux qui m'écoutent ne regrettera sa participation à la Société que vous allez constituer.

En ce qui concerne le second point, — la durée de trois années pour laquelle le conseil d'administration a été nommé, — j'avais à me préoccuper, voulant rester un des gros actionnaires de la Société, de l'éventualité qui m'aurait mis en présence d'une assemblée constitutive où des porteurs importants d'actions auraient pu mettre la main sur l'administration et entraîner la Société dans une combinaison analogue à celle qu'on annonçait, il y a quelques semaines, dans les journaux et qui consistait à faire créer par un groupe franco-russe une Société au capital de cent millions pour faire des chemins de fer à voie étroite dans la Russie.

Je sais bien qu'il faut se résigner, en transformant une entreprise en Société anonyme, à ne plus en être le maître absolu ; mais je n'ai voulu imposer ma personnalité que pour la période la plus courte, qui est de trois ans d'après la loi. Je me réserve bien, si Dieu me continue ma santé et mon activité, de vous demander, dans trois ans, quand vous aurez eu le temps de me connaître, le renouvellement de mon mandat.

On a reproché à la Banque d'Escompte de Paris de ne pas avoir donné à l'acte de vente de nos usines, immeubles, brevets et marques la même publicité qu'aux statuts. La raison en est simple : nous supposions que les souscripteurs seraient surtout attirés par l'honorabilité de notre nom et par notre présence à la tête de l'affaire. Il n'y avait aucun intérêt à provoquer des discussions oiseuses, notre décision de vendre au prix arrêté avec la Banque d'Escompte de Paris étant immuable. Nous nous réservions de donner aujourd'hui des renseignements complémentaires aux personnes qui ne seraient pas allées, avant de souscrire, prendre connaissance de l'acte de vente chez les deux notaires... »

On croit rêver en entendant ce langage dans la bouche d'un homme qui n'est et ne veut être ni fondateur ni apporteur.

Quel langage eût-il donc tenu s'il se fût reconnu fondateur ou apporteur.?

M. Baudoz, que devient-il ? Et les actionnaires, quel est leur rôle ? puisque ce serait une discussion oiseuse que de s'occuper du prix stipulé, le prix ayant été arrêté immuablement avec la Banque d'Escompte ???

Que vient faire là-dedans la Banque d'Escompte ? On ne saurait en vérité exiger d'un adversaire un aveu plus maladroit.

Alors, l'allocution continue, et pour la première fois on formule publiquement les conditions stipulées, et pour la première fois (car on se croit, ou l'on affecte de se croire, couvert par l'assemblée), on imprime le prix de cette fameuse vente que personne n'a débattu, en face de MM. Decauville, sinon Baudoz ou... la Banque d'Escompte.

Il importe de reproduire encore les dernières phrases de cette allocution, qui sont le bouquet de cette lumineuse oraison :

« J'espère, messieurs, continuer ces traditions avec vous et je vous demande de vous considérer comme des collaborateurs des plus utiles, puisque vous m'apportez le moyen de donner à mon œuvre tout le développement qu'elle comporte.

Je vous remercie de nouveau de la confiance que vous m'avez accordée en vous associant à mon entreprise ! Vous pouvez être persuadés que je ferai tous mes efforts

— c'est pour moi une question d'honneur plus encore qu'une question d'intérêt — pour que vous, ayiez toujours à vous féliciter d'avoir aidé à la création de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné. ».

Ou bien M. Decauville ne connaît pas la valeur des mots (et Dieu nous garde de dire que son langage ne se rapporte pas à son plumage !), ou bien, au moment de cette assemblée, dans l'effusion de ce grand jour, il lui a plu d'assumer son. vrai et glorieux rôle de fondateur et d'apporteur.

Il l'a fait en affectant de se croire couvert par l'assemblée qui se tenait, et cette audace sereine et enjouée a son côté savoureux ; elle a sa poésie et fait penser au grand Danton. Quoiqu'il en soit, cette allocution restera le côté gai de l'affaire, au point de vue du procès, et cette littérature mériterait l'attention du fin dilettante, qui occupe le siège d'avocat général, devant une autre juridiction.

AFFAIRE DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 23 mars 1892)

Plusieurs actionnaires nous demandent sur quelles bases le groupe qui s'est récemment formé a l'intention d'asseoir ses revendications contre les Decauville.

Nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de traduire, en termes juridiques, la thèse qui sera soutenue et développée devant les tribunaux :

En décembre 1889, une société anonyme, au capital de 20 millions, a été créée, ayant pour objet l'acquisition et l'exploitation de l'industrie de MM. Decauville, sous la raison sociale « Établissements Decauville aîné ».

Les statuts faisaient mention d'un acte connexe contenant la promesse de vente de MM. Decauville, à des prix et conditions qui absorbaient 15 millions, dont 7 1/2 pour le seul fonds de commerce ; le fondateur nominatif de la Société était un sieur Baudoz, qui était consentie la promesse de vente dont s'agit.

Mais M. Baudoz n'a été qu'un fondateur nominal fictif et de complaisance ; moins encore par le caractère de sa personnalité que par les conditions mêmes dans lesquelles il a assumé et rempli les charges et le rôle de fondateur. Les véritables fondateurs étaient MM. Decauville, qui se servaient d'un prête-nom pour passer leurs apports, sous la rubrique de vente a. un tiers, lequel deviendrait la société elle-même, sans autre examen du contrat proposé, car lesdits apports n'ont pas été soumis à l'examen prescrit par la loi de 1867, et devant former la base du pacte social.

Or, une cession, qu'on l'appelle vente ou apport, ne peut s'opérer sincèrement et régulièrement sans le concours de deux parties dûment qualifiées pour être l'une le vendeur et l'autre l'acheteur ; et le bût manifeste de MM. Decauville a été d'éviter qu'il y eut un acheteur débattant son prix ; en réalité, il n'y a jamais eu d'acheteur.

En effet, la société, une fois constituée et représentée par un conseil responsable, n'a pas eu à connaître des conditions de la vente, proclamée définitive, par le seul fait de la tenue des assemblées constitutives ; d'autre part, les souscriptions individuelles n'ont pu engager une société en formation.

MM. Decauville ont, à la vérité, essayé de couvrir leur manœuvre en communiquant verbalement à ceux des actionnaires qui s'étaient réunis avec eux en première assemblée constitutive les termes de leur cession ; mais si les assemblées constitutives avaient qualité pour statuer sur la cession, cela ne pouvait être que selon la forme prescrite par l'article 4, de la loi de 1867 : autrement, et en dehors de cette forme indispensable, les assemblées d'une société en formation ne sont pas des personnes morales susceptibles de discuter et de passer un contrat. À ce moment encore, il n'y a pas eu l'accord des deux volontés du vendeur et de l'acheteur dument qualifiés.

D'ailleurs, MM. Decauville y représentaient un appoint, déterminant, de la formation du capital et ainsi, en dehors des règles et contre le vœu et l'esprit absolu de la loi de 1867, ils se consentaient à eux-mêmes les conditions par eux proposées, en y employant l'argent des tiers, absents ou présents, mais en les privant des garanties légales formellement exigées, à peine de nullité.

Il est incontestable qu'une formule d'approbation de statuts par une assemblée constitutive ne saurait tenir lieu d'un contrat libre et régulier, alors qu'il y manque une des parties disposant de sa personnalité légale, et que si la cession était compilée dans les statuts ou dans un acte y rattaché, cela ne dispensait pas de soumettre cette partie des statuts aux prescriptions légales strictement nécessaires.

Il résulte de ces faits la preuve que MM. Decauville, de concert avec M. Baudoz, ont employé un moyen dolosif dans le but de se soustraire aux prescriptions de la loi sur le point le plus essentiel de toute formation de société ; ce qui frappe la société d'une nullité d'ordre public. Les conditions accessoires de la promesse de vente et de la mise en souscription des actions concourent à confirmer ce vice originaire. D'ailleurs, les événements ont rapidement prouvé les majorations invraisemblables dont MM. Decauville ont profité. Le premier exercice social, prolongé à dessein jusqu'aux limites les plus extrêmes, a fait ressortir, sans que la gestion fût sortie des mains de MM. Decauville, ces majorations scandaleuses.

En outre, de nombreuses souscriptions semblent avoir un caractère absolument fictif et cette infraction à la loi de 1867 entraîne également de ce chef la nullité de la société.

Les fondateurs, fictifs ou réels, et premiers administrateurs étant responsables des nullités qui viennent d'être relevées, il sera demandé au tribunal de prononcer la nullité de la société ; de dire que les actionnaires ont droit à l'encontre de MM. Baudoz et famille Decauville, soit comme fondateur, soit comme premiers administrateurs, à des dommages-intérêts à fixer par état, et de nommer un liquidateur à la communauté d'intérêts qui, en fait, a existé entre les porteurs d'actions.

———————————

LES DECAUVILLE ENNUYÉS
(*Paris-Capital*, 11 mai 1892)

Une douloureuse nouvelle nous est apportée par un ami de la famille Decauville.

Ces nobles seigneurs — salut ! — sont, paraît-il, dans le marasme.

Ils sont très ennuyés. Ils ont des papillons noirs.

L'ingratitude humaine les navre.

M. le sénateur de Seine-et-Oise surtout est sombre. En vain cherche-t-il à endormir ses rancœurs en se pelotonnant dans le sein du centre gauche, dont il est le secrétaire ; rien n'y fait.

Il a pris en dégoût son magnifique château des Tourelles.

Il est indifférent à ses quatorze maisons de Deauville.

C'est à peine si, d'un œil distrait, il regarde pousser les plantations de jeunes pins qui couvrent ses tirés à perte de vue.

Et comme nous comprenons celte attitude !

Avoir été le grand, l'unique, l'incontesté Decauville ; avoir porté par la voie de la presse, des affiches, et de la plus savante réclame, son nom glorieux dans les coins les plus reculés des cinq parties du monde ; avoir fait ce chemin de fer de l'Exposition qui a roulé tout le monde ; avoir vendu à M. Baudoz, qui les a revendus à d'heureux actionnaires, ces établissements renommés, auxquels est attaché, comme une enseigne gigantesque, ce nom illustre de Decauville ; les avoir même vendus un bon prix — et ne pouvoir maintenant jouir tranquillement du fruit de son industrie — n'y a-t il pas là de quoi prendre en grippe le genre humain tout entier ?

C'est qu'en effet bientôt va venir devant le tribunal de commerce le procès intenté par un groupe d'actionnaires grincheux de la Société Decauville aux fondateurs, vendeurs et premiers administrateurs de ces grands établissements. Ces actionnaires poussent le mépris des convenances jusqu'à prétendre qu'on les a mis dedans ; que la soi-disant vente à M. Baudoz n'a été qu'un tour de passe-passe habilement imaginé pour masquer des apports très réels et abominablement majorés ; — que les Decauville se sont indûment soustraits à l'obligation légale de faire apprécier ces apports par une assemblée à la suite d'un rapport spécial ; — qu'ils ont pu ainsi vendre quinze millions à la Société ce qui en valait valait bien trois... et autres clabauderies.

Et le comble., c'est que ces histoires ont tout l'air d'être exactes, ni se réclament d'une argumentation assez logique. Les actions — qu'on nous dise pourquoi ? — sont tombées à 225 francs, ce qui ne semble pas indiquer un engouement du public pour ce titre. Le premier exercice de dix-neuf mois et demi — par un malheureux hasard — n'a donné que de piètres résultats ; et les affaires n'ont pas l'air de marcher fort pour le second exercice. C'est une vraie malchance !

Quelle amertume ! Au lieu de vivre heureux dans une honnête aisance péniblement amassée, être obligé de discuter les réclamations de petites gens, qui devraient s'estimer trop heureux d'être devenus les associés de la famille Decauville et ne point trouver trop cher de payer cet honneur de la perte de plus de la moitié de leur capital ! Être forcé de se défendre, de consulter les agréés les plus considérables, d'avoir des conférences avec les princes du barreau, d'opposer arguments à arguments, de passer aux yeux du public pour des faiseurs qui ont ruiné d'honnêtes et naïfs gogos !

Et pourtant, le jour n'est pas plus pur que le fond du cœur de M. Paul. De quelle mansuétude, en effet, ne fait pas preuve M. le sénateur de Seine-et-Oise ! Ne pourrait-il pas, après tout, se contenter de faire réduire en poussière, par les éminents jurisconsultes, ses conseils, la piètre argumentation des actionnaires ? Mais non ! il n'a pas de rancune. En vendant son affaire à Baudoz, il n'a eu qu'un but : faire la fortune de ces braves gens ; il ne veut pas, malgré leur ingratitude, que cette fortune soit amoindrie, et, charitablement, il les prévient, il leur fait dire, proclamer partout : Mais, malheureux ! si vous m'attaquez, moi Decauville, si vous me réclamez votre argent, ne sentez-vous pas quel discrédit vous jetez sur la société qui est la vôtre, et qui porte mon nom ? Est-ce que le public ne confond pas les grands établissements avec le grand homme ? Attaquer l'un, n'est-ce pas porter le plus grave préjudice aux autres ?

Mais l'actionnaire est un être aussi stupide que mal intentionné. Il devrait s'estimer bien heureux et s'en aller partout chantant :

Quel honneur,
Quel bonheur,
Ah! monsieur le sénateur...

Mais il ne comprend rien, ce malheureux, aux objurgations désintéressées de M. Paul Decauville, et il n'arrête pas sa procédure, inconscient des malheurs irréparables qu'il peut causer.

C'est son argent qu'il veut, il n'a que ce mot à la bouche, il ne veut pas comprendre que, si on le lui rendait, cet argent, ce serait avouer du coup qu'on l'a exploité, et que les établissements Decauville dont il est l'actionnaire et l'associé ne valent pas le prix.

Non, il s'en irait content avec ses 500 francs par titre, laissant se débrouiller comme elles le pourraient les affaires de Petit Bourg, et cette attitude égoïste paralyse le bon-vouloir de M. Paul, et le navre.

Nous ne sommes qu'un tout petit journaliste, un vil folliculaire, et nous ne nous permettrions certes pas de donner des conseils à un homme si avantageusement connu dans les milieux industriels, financiers, politiques et sportifs que M. Paul Decauville. Mais si nous étions à sa place — à sa bonne place — nous n'hésiterions point : nous

lancerions immédiatement une bonne demande reconventionnelle, d'au moins cinq cent mille francs contre ces actionnaires misérables, ces pelés, ces galeux, qui n'ont pas honte de réclamer leur argent à des personnes qui en font un si noble usage.

Ce ne serait pas la première fois qu'on ait rail usé de ce moyen, et avec quel succès !

Est-ce que le train de maison princier, les fêtes, les chasses, les trains spéciaux de M. Paul ne font pas marcher le commerce ? Est-ce qu'il n'en rejaillit pas quelque chose sur ces commerçants, ces ouvriers, ces petits bourgeois parmi lesquels se sont recrutés les actionnaires Decauville ? Et pourrait-il rendre ainsi tout le inonde heureux autour de lui s'il n'avait pas dans sa poche les millions qu'on lui reproche ?

D'ailleurs, de quoi se plaignent-ils, ces actionnaires stupides ? Leur a-t-on pris quelque chose ? Leur a-t-on caché les dangers auxquels ils s'exposaient en mettant le pied dans celte galère ? — Non point ! on leur a crié sur tous les tons de prendre garde, de se méfier, d'être prudents ; nous avons encore les yeux aveuglés par ces affiches multicolores et polyglottes de l'Exposition, où il était dit :

Attention !
Ne sortez ni jambes ni têtes !
Beware of the trucs !
Dravi gént !
Warnung !
Observera !

et comme ça tout le temps pendant six mois.

Si les imbéciles qui ont pu lire dans toutes les langues ces conseils de prudence, — car la sollicitude des Decauville s'étendait jusqu'aux Chinois, aux Hébreux et aux Persans — ont été quand même porter leur argent à la famille, avouons qu'ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient, et qu'il ne se trouvera pas un tribunal pour refuser à des personnes si scrupuleuses, et si injustement vilipendées que les Decauville, un petit million de plus à titre de consolation et de dommages-intérêts.

———————————

Le procès Decauville
(*Paris-Capital*, 25 mai 1892)

Pour répondre aux nombreuses questions qui nous sont posées par des actionnaires « Decauville », nos correspondants, et suivant en cela nos usages de polémique franche, nette et loyale ; nous commençons aujourd'hui l'étude des diverses questions sur lesquelles va rouler le procès en nullité de société intenté à MM. Decauville, devant le tribunal de commerce de la Seine.

———————————

Lorsqu'un industriel veut transformer (c'est l'expression officielle dont s'est servi M. Paul Decauville) son affaire en société anonyme, il est généralement, et naturellement, le fondateur de cette société, et il fait lui-même apport de sa chose, restant sinon le maître (comme M. Decauville), du moins un des administrateurs en même temps qu'un des associés du nouvel être moral qu'il crée.

Cependant, MM. Decauville n'ont pas été les fondateurs de la Société Decauville, dont ils sont restés les administrateurs, les maîtres et les principaux associés.

Ils se sont dit que, s'ils se présentaient comme fondateurs, ils ne pourraient éviter en même temps la qualité d'apporteurs, et cette qualité-là, ils ne veulent à aucun prix l'accepter. Ils entendaient alors, et ils entendent encore, soutenir qu'ils ont purement et simplement vendu, comme un tiers étranger vendrait à une société qui lui est étrangère,

D'après ce système, ils n'ont rien fondé, ils n'ont rien apporté ; c'est M. X, un M. Baudoz dans l'espèce, qui, bien en dehors d'eux, a eu l'idée de fonder une Société Decauville ayant pour objet d'acheter purement et simplement leur affaire 15 millions, dont 7 millions 1/2 pour le seul fonds de commerce. MM. Decauville ne lui ont prêté aucun concours ; ils ont été, d'une part, de simples vendeurs, et si, d'autre part, ils ont souscrit des actions, c'est comme tiers ordinaires, et il n'y a eu aucun lien entre les deux opérations.

Comme nous avons horreur des personnalités, nous ne dirons pas un mot de celle de M. Baudoz ; nous ne rechercherons même pas s'il présentait la surface que comporte sérieusement une telle opération.

Nous examinerons seulement ses actes, et cela nous suffira pour démontrer qu'il n'a fait que jouer un rôle bien mal agencé, en vérité, et qui ne supporte pas l'examen.

M. Baudoz, en qualité de fondateur, déposa les statuts des établissements Decauville, le 13 novembre 1889, chez Me Lefebvre, notaire, et Me Lanquest, son collègue.

Le même jour, chez le même Lefebvre, notaire, MM. Decauville lui consentent, en sa qualité de fondateur, la vente de leur affaire au prix de 15 millions, sans autre condition suspensive que la constitution de la société.

C'est le même Baudoz qui fait les déclarations de souscriptions et de versements, convoque les assemblées constitutives, etc. Voilà donc qui est bien entendu, il est seul fondateur. Il a eu l'idée, puis il l'a mise à exécution, ayant seul, dès lors, qualité pour ce faire.

Quand nous disons qu'il a mis son idée à exécution, cela veut dire qu'il a réuni les souscripteurs et les souscriptions pour 20 millions, dont 15 millions devaient tout de suite passer dans la poche de MM. Decauville.

Or, pour réunir ces 20 millions en quinze jours, M. Baudoz, si universel qu'il soit, a dû s'adresser à une maison d'émission qui est devenue son agent, son mandataire. Cette maison, c'est la Banque d'Escompte [Soubeyran] qui, par ses grandes relations, son autorité dans le monde des affaires, ses puissants moyens d'action, a assuré le succès de la souscription dans le public.

Mais la Banque d'Escompte, qui est fort entendue en affaires, qui a besoin de résultats pour ses actionnaires, n'a pas opéré sans une rémunération aussi sérieuse que légitime ; d'ailleurs, elle a eu à supporter des frais, et l'on sait ce que cela coûte ; elle s'est, à coup sûr, fait couvrir par le fondateur, ayant encore une fois seul qualité, de ses dépenses de prospectus, de ses affiches qui ont couvert la France, des frais de la publicité et des réclames habituelles dans la presse, de ses imprimés, timbres, pouvoirs, etc., etc., en un mot, de tout ce que comporte la cuisine d'une grosse émission de 20 millions.

Nous ne saurions critiquer aucun chiffre à cet égard, qu'il s'agisse de 1 million ou de 1.500.000 fr. ; c'est logique et naturel, pourvu que l'on puisse, à notre point de vue, s'expliquer qui a payé.

Qui a payé ? Nul autre, n'est ce pas, que le fondateur Baudoz, seul qualifié pour cela.

Mais avec quoi ?

Ce dévoué Baudoz, fondateur, ne fait aucun apport, pas même de son idée géniale. Il utilise ses conceptions pour le bien de l'humanité... et de MM. Decauville. Il ne veut rien, il ne reçoit rien pour lui-même, pas un centime, pas une action libérée, pas même une part de fondateur ; on a oublié d'en créer.

Qu'est-ce à dire ? Non seulement il ne reçoit rien pour lui-même, mais encore, puisqu'il ne reçoit rien, il paye de sa poche, sans contrepartie, tous les frais, toutes les commissions de la Banque d'Escompte et des correspondants de celle-ci.

Quel est donc ce mystère ?

Trouvera-t-on un homme — ou un tribunal — pour admettre que M. Baudoz soit un fondateur réel et sérieux dans ces conditions, et pour se refuser à voir que ce fondateur d'occasion a reçu de X..., dans la coulisse, le prix de son intervention, et les ressources

nécessaire pour défrayer tous ses frais ? Il n'était donc lui-même qu'un agent, qu'un mandataire des véritables fondateurs, de ceux qui, devant encaisser 15 millions sur l'opération, avaient intérêt à la réaliser et qui voulaient éviter d'apparaître apporteurs en étant fondateurs.

Un détail piquant pour clore sur ce premier point : M. Baudoz a souscrit à l'émission ; c'était peut-être là son intérêt.dans l'affaire ?

Oui, il a souscrit 2 actions, le voilà son intérêt !

MM. Decauville, eux, ont pris 9.000 actions pour 4.500.000 fr., toujours, diront-ils, comme des tiers quelconques et étrangers et ce, alors qu'ils sont de l'autre main vendeurs pour 15 millions de leur industrie. .

Nous ne citerons pas ici l'arrêt des Réassurances générales, établissant si nettement que la loi entend qu'un fondateur ne soit pas une simple étiquette, mais bien une personnalité fondant réellement la Société pour son compte.

Nous ne renverrons pas non plus les lecteurs aux commentaires de. Paul Pont, le:célèbre jurisconsulte qui fait autorité en la matière.

Ces documents ne font que corroborer, dans un langage juridique, ce qui est en somme du ressort du bon-sens, de la bonne:foi et de la logique.

Le rôle de M. Baudoz comme fondateur de de la Société Decauville se trouvant suffisamment mis en lumière, nous continuerons notre examen à huitaine, sur un second point.

(À suivre.)

———————————

Le procès Decauville
(suite)
(*Paris-Capital*, 1er juin 1892)

Dans notre précédent article, nous nous sommes arrêtés au premier acte préparatoire de la société dont la nullité est poursuivie, c'est-à-dire à l'acte de fondation.

Grâce aux conditions puérilement maladroites dans lesquelles on a fait agir Baudoz, fondateur nominal, nous avons démontré à l'évidence que c'était un fantôme par trop inconsistant et masquant mal, ou plutôt démasquant, les véritables intéressés, les véritables fondateurs, MM. Decauville.

Que si les magistrats n'étaient pas convaincus, il leur serait facile, par un de leurs arbitres, de voir sur les livres de la Banque d'Escompte qui l'a payée de ses frais et commissions, et si c'est le compte Baudoz ou les comptes Decauville qu'elle en a débité !

Nous examinerons maintenant si MM. Decauville sont des vendeurs ou des apporteurs.

Que dit la loi de 1867 : « Tout associé faisant un apport et recevant des avantages particuliers sera tenu de les faire estimer dans une forme spéciale, c'est-à-dire par un rapport de commissaires choisis par la première assemblée constitutive, rapport qui sera imprimé et publié et sur lequel il sera statué par la deuxième assemblée constitutive sans que l'apporteur puisse prendre part au vote. »

La sanction de ces dispositions est formulée à l'article 42, qui, dans ce cas, rend responsables de la nullité encourue, les fondateurs, les premiers administrateurs et les apporteurs eux-mêmes.

Voyons donc si la constitution de la Société Decauville donnait matière à l'application des articles de la loi de 1867 :

D'une part :

MM. Decauville sont-ils, oui ou non, des associés, eux qui ont pris 9.000 actions, c'est-à-dire le quart du capital, étant d'ailleurs rappelé que pour avoir 9.000 actions, ils

avaient dû, aux termes de la répartition qui a suivi l'émission, se porter souscripteurs de 18.000 actions, c'est-à-dire tout près de la moitié du capital social ?

La réponse n'est pas douteuse.

D'autre part :

Reçoivent-ils quinze millions (dont 7 millions 1/2 pour le fonds de commerce), c'est-à-dire les trois quarts du capital social, en échange de la remise qu'ils font à la Société de toute leur industrie ?

Sont-ce là des apports et des avantages particuliers en faveur d'un des associés ?

Oui ou non, les deux termes de la proposition prévue parla loi se rencontrent-ils simultanément ?

Pour soutenir le contraire, il faudrait faire un pur jeu de mots, en disant qu'il n'y a pas d'apport, puisque la chose a été baptisée vente.

Oui, il y a vente, c'est entendu, mais le mot apport contient le mot vente, comme le contenant renferme le contenu.

L'apport est le nom spécial d'une forme de vente spéciale.

Apporter à une société un objet, c'est bien toujours le lui vendre, puisque la propriété passe de l'actif de rapporteur à celui de la société.

Le nom change : pourquoi?

Précisément pour distinguer le caractère spécial d'une vente où le vendeur se trouve être en même temps l'acheteur dans une certaine mesure, comme étant un des associés, une des fractions de cet acheteur.

La pensée du législateur est claire comme le texte lui-même ; il définit par cela même le mot apport.

Il prévoit le cas où le vendeur serait en même temps une des fractions de l'acheteur, le cas où la confusion et l'opposition d'intérêts se produisent forcément, le cas, en un mot, où le vendeur doit prendre la dénomination plus spéciale de vendeur-apporteur.

Le législateur, voulant alors (et c'est la seule raison d'être de l'article précité) assurer le respect de tous les intérêts qui sont à la fois opposés et confondus, a imposé des conditions de contrôle spécial et d'ordre public pour régler une situation aussi délicate.

Nous croyons avoir démontré que l'article cité, art. 4, de la loi de 1867 a été fait pour le cas de MM. Decauville.

Il nous reste à voir s'ils ont respecté ces prescriptions d'ordre public, sur le point le plus capital du pacte social, sur l'objet essentiel de la Société, sur une clause des statuts qui va faire prélever par un des associés, comme condition même de la constitution, et avant que la société n'ait pris naissance comme être moral régulièrement représenté par un conseil responsable, les trois quarts du capital social, soit quinze millions sur vingt.

Les commissaires ont été nommés dans la première assemblée constitutive : ils ont trouvé partout le mot vente, nulle part le mot apport ; donc, comme de simples Baudoz, ils n'ont pas cru avoir à délibérer sur des apports, et ils ont passé, sans en dire un mot, à côté de la cession faite pour 15 millions par un des associés.

Voilà le fait brutal et la nullité absolue pour défaut d'estimation des apports.

Qui en est responsable ?

Les commissaires en question ? Ils ont sans doute une responsabilité de mandat envers ceux qui ont concouru à les nommer.

Mais la loi, article 42, revient, jusque dans l'application, sur le principe qui a dicté l'article 4, et elle rend directement responsables, au besoin envers les tiers, au besoin envers les acheteurs futurs d'actions, non seulement les administrateurs d'origine et les fondateurs mais encore ceux-là mêmes des apporteurs dont l'apport n'a pas passé sous le contrôle strict et spécial édicté minutieusement par l'article 4.

Faute par les commissaires de remplir complètement et correctement leur mandat, c'est non seulement aux fondateurs et aux premiers administrateurs, mais aussi aux apporteurs, qui, eux, en tout cas, savent bien, étant associés, s'ils font un apport ou

non, de tenir la main à la vérification prescrite, sous peine d'être responsables de la nullité encourue.

Comme il est à prévoir que MM. Decauville équivoqueront sur les vocables Vente et Apport, nous examinerons dans un prochain article les objections qu'ils pourraient soulever en se promenant sur les marges du code et en négligeant de respecter l'esprit de la loi, qui est toujours d'accord, cependant, avec le bon sens vulgaire et la bonne foi courante.

*
* *

LES DECAUVILLE ENNUYÉS.

[Perte de la mairie de Petit-Bourg]

[Prospection en Russie]

Nos lecteurs n'ont pas oublié la réclame à laquelle on s'est livré à propos de ce fameux transsibérien qui devait tout sauver.

El le public, sur la foi des entrefilets reproduits par les informations financières des journaux, s'était imaginé que M. Paul négociait à Saint-Pétersbourg la construction d'une ligne ferrée colossale.

Pauvre public, on abusait encore de sa bonne foi ; on profitait d'une équivoque pour le faire, une fois de plus, prendre des vessies pour des lanternes. Il est bien question de construire un chemin de fer transsibérien, niais il sera à voie normale russe, c'est-à-dire de plus de deux mètres d'écartement, ce qui n'a rien de commun avec la voie de 0,60. Ce que le seigneur des Tourelles était allé solliciter à Saint-Pétersbourg, c'était tout bonnement une commande de matériel de terrassement, wagonnets, etc., pour la construction de la ligne.

Ce n'est plus du tout la même chose. Encore ne dit-on pas qu'il ait obtenu cette commande. Et si on ne le dit pas, il y a de fortes présomptions pour penser qu'il est revenu bredouille.

Cela est peu encourageant, surtout si se trouvent vérifiés les bruits qui courent, et d'après lesquels le dividende de l'exercice, qui va prendre fin le 30 courant, serait encore à gagner et deviendrait de plus en plus problématique.

Si tout cela est peu réjouissant, d'autre part, la note gaie nous est fournie aujourd'hui par une annonce, que nous cueillons dans un journal, et où il est dit :

[« Le tramway de M. Decauville »]

« Pour aller aux ateliers de Petit-Bourg, prendre à Paris, gare de Lyon, le train de1 h. 30 pour Corbeil. Le tramway de M. Decauville (sic) attend les visiteurs les mardi et vendredi à l'arrivée de ce train. »

Le tramway de M. Decauville ! N'est-ce pas charmant ? Il y a des gens très chics qui ont leur voiture. M. Paul a son tramway. Mais que devient donc la Société dans tout cela ? La famille Decauville, tout en vendant son affaire, l'a donc gardée ? Ce tramway est donc toujours son tramway, et non celui des actionnaires ?

Au vrai, nous croyons que M. Paul lui-même ne s'y reconnaît plus. Il ne sait plus s'il est fondateur, vendeur, apporteur ou actionnaire. Il n'est rien de tout cela, et il est tout cela ensemble. Et il dit mon tramway, avec d'autant plus de raisons que ce tramway court de grandes chances de redevenir tout à fait le sien, quand il aura été condamné à le garder pour compte, après avoir remboursé les actionnaires.

———————————

Le procès Decauville
(suite)
(*Paris-Capital*, 22 juin 1892)

Nous avons exposé dans son ensemble la physionomie de l'affaire Decauville.

Si le procédé de MM. Decauville était admis, il ne resterait qu'à en prendre acte et à constater que l'article 4. de la loi sur les Sociétés n'est qu'une vaine illusion, qu'on peut être à la fois acheteur et vendeur, qu'on peut vendre à une Société en formation encore dépourvue de personnalité légale.

Si, d'autre part, on entre dans l'examen du détail de l'opération, les causes de nullité se présentent multiples et patentes.

*
* *

À peine de nullité (articles 55 et 56), la liste nominative des souscripteurs doit être déposée aux greffes avec les nom, prénoms, qualités, demeure de chacun des actionnaires.

Or, nous avons consulté cette liste au greffe et nous avons constaté matériellement que sur 5.000 souscripteurs, près de 3.000 noms ne sont pas accompagnés des prénoms. Quant aux qualités des souscripteurs, l'examen en est. bien simple : il suffit non pas de compter ceux dont le nom n'est pas accompagné de la qualité, mais de relever, au contraire, ceux dont la qualité est indiquée ; il y en a 40, tout bien compté, sur 5.000 ; autant dire que la qualité d'aucun souscripteur n'est relevée. En ce qui concerne les adresses, pour tout ce qui n'est pas de Paris, elles sont sommairement indiquées par le nom de la ville.

Il y a là une sorte de contravention par flagrant délit, un fait matériel indéniable, dont il n'y a pas lieu de discuter les effets ; il n'y a qu'à appliquer la loi, c'est-à-dire à prononcer la nullité.

Il restera à examiner ultérieurement si les officiers ministériels qui ont dressé ces listes et rempli ces formalités ne doivent pas être rendus responsables de ces nullités, qui devaient leur sauter aux yeux, et qui rentraient directement sous leur contrôle. ,

*
* *

2° Quant aux souscriptions mêmes, on a remarqué que les 600 noms qui clôturent la liste sont tous des souscripteurs de simples unités. Frappé de cette particularité, on a adressé une circulaire à ces 600 personnes, à ces 600 bouche-trous, — et 400 lettres sont revenues avec la mention inconnu. Chose plus curieuse, ces 400 destinataires sont dans la même ville ou dans les environs de cette ville ; et il s'agit de petites localités où la confusion est impossible. D'ailleurs, des lettres recommandées, envoyées à la suite, ont eu le même sort.

Il paraît évident que ces souscriptions sont purement imaginaires. Il importe peu de rechercher les auteurs de ces listes, non plus que de savoir si les fonds en ont été versés, et par qui.

La loi et la jurisprudence consacrée par l'arrêt des Réassurances générales, ont relevé de tels faits comme une cause de nullité absolue.

*
* *

3° Quant aux versements des souscripteurs, il est aussi intéressant de s'en rendre compte.

MM. Decauville ont souscrit 18.000 actions, réduites à 9.000, ce qui représente encore pour le 1er quart une somme fort coquette.

Comment MM. Decauville ont-ils fait leur versement ? Au moyen d'un crédit que leur a ouvert la Banque d'Escompte. Or, la Banque d'escompte était justement le banquier de la Société en formation. En un mot, la Banque d'Escompte recevait d'une main l'argent du public souscripteur ; de l'autre main, elle avançait à M. Decauville le montant de leur souscription, mais elle en était payée d'avance et l'argent ne sortait pas de ses mains, puisqu'elle était en même temps le banquier de M. Decauville, et que celui-ci avait à prélever le prix de sa cession à la Société (environ 15 millions) sur le capital dont la Banque d'Escompte était dépositaire.

L'argent du public faisait donc un circuit, mais jamais le conseil de le. Société constituée n'a eu la libre disposition du capital, puisque les 15 millions de la cession étaient déjà acquis à MM. Decauville avant que le conseil eût à fonctionner.

Le tribunal admettra-t-il comme sérieux un tel versement, ou voudra-t-il se rendre compte du procédé, qui rappelle certain vaudeville où la même pièce de 20 francs passe dans les mains de chacun des acteurs en scène pour retourner dans les poches du compère ?

En résumé, diront les demandeurs, MM. Decauville ont poursuivi un but dolosif et coupable :

Ils étaient propriétaires d'une industrie dont la prospérité était discutable ;

Ils ont joué le tout pour le tout, en constituant une société anonyme au capital fabuleux de 20 millions.

Ils ne pouvaient songer à faire établir un rapport quelconque, sur le prix de 15 millions stipulé pour la cession de leur industrie. En effet, malgré toutes les facilités qu'on peut avoir pour nommer des commissaires bien stylés, encore faut-il donner des chiffres ; encore faut-il, lorsqu'on vend son fonds de commerce 7 millions 1/2 communiquer les résultats de ses inventaires, faire connaître son chiffre d'affaires et ses bénéfices annuels.

Ils ne pouvaient s'y résoudre, et.pour cause. Poursuivant, un but dolosif, il fallait employer des moyens dolosifs pour y arriver ; c'est pourquoi on s'est servi d'un prête-nom [Baudoz] comme fondateur, tout en. assumant soi-même les frais de l'opération, c'est-à-dire la commission du banquier (1.000.000), les frais de publicité (600.000 fr:), les frais d'enregistrement sur les apports présentés comme vente pure et simple (600.000 fr.).

C'est pourquoi encore, jusque dans le détail de l'opération, il faut compléter les listes de souscription par des séries de noms suspects, manipuler à son aise la répartition des souscriptions et faire le versement de sa propre souscription personnelle avec l'argent même des autres souscripteurs.

Aux tribunaux d'apprécier.

L'affaire viendra lundi 27 courant devant le tribunal de commerce, présidé par M. [Stéphane] Dervillé. — Me Girard, agréé, plaidera pour un actionnaire ; M. Guffroy pour un groupe d'intervenants ; Me Sabatier ; Lignereux et Mermillod, pour les défendeurs.

Dernière heure. — Nous apprenons à l'instant que les agrées de la famille Decauville demandent une remise à un mois, que les usages du Palais n'autorisent pas à leur refuser.

Le groupe d'actionnaires intervenants représentant le vingtième du capital social, aux termes de l'article 17 de la loi de 1867, qui devait lancer son assignation à la veille de l'audience du 27, vient d'être prévenu de cette remise, qu'à son.grand regret il n'a pas le pouvoir d'empocher.

L'ENREGISTREMENT
ET
LES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

Nous publions sans commentaires la lettre suivante, choisie parmi celles que nous avons reçues à propos de l'affaire Decauville :

Monsieur,

Je suis un des gogos qui se sont laissé prendre à l'étiquette Decauville, au succès du petit chemin de. fer de l'Exposition.

J'ai fait, depuis, mon *mea culpa*. La baisse de mes titres a commencé à m'ouvrir. les yeux. La dernière assemblée générale et la lecture des articles si sensés, si pleins de faits et de chiffres, que vous avez publiés dans *Paris-Capital*, ont achevé de m'éclairer ; et je suis arrivé à conclure, avec beaucoup d'autres, que j'avais été victime d'une vaste fumisterie.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la discussion des divers points du procès.actuellement pendant que vous avez traités jusqu'à aujourd'hui. Et il est un fait, permettez-moi de vous le dire, qui n'a pas été suffisamment mis en lumière, et qui prouve, mieux que bien d'autres arguments, à la fois l'énormité de la majoration et l'évidente intention des Decauville de tourner la loi au moment de la constitution.

Dans l'examen d'une affaire, chacun.peut être diversement affecté suivant ses habitudes ou ses aptitudes personnelles. Moi, j'ai la rétine façonnée aux choses de l'Enregistrement (avec.un grand E.)

Or, une chose me frappe, dans cette affaire Decauville : c'est qu'afin de mener à bien le truc que vous avez exposé, et qui consistait à supprimer, ou plutôt à dissimuler l'apport et à en éviter l'examen en assemblée générale, conformément à la loi, on n'a pas craint d'affronter une dépense supplémentaire énorme.

M. Paul Decauville et sa maison, après avoir souscrit 9.000 actions de la Société nouvelle, pour 4 millions et demi, ont vendu à cette société :

Des immeubles pour 4 millions.

Des effets mobiliers (clientèle, marchandises en magasin, matériel, etc.) pour environ 10 millions.

L'enregistrement a donc dû percevoir :

Sur la vente d'immeubles, a raison de 6,88 % Fr. 275.000 00

Sur la vente mobilière, à raison de 2,50 % 250.000 00

Au total Fr.525.000 00

Si MM. Decauville et consorts avaient apporté à la Société leurs immeubles, matériel, marchandises et clientèle pour la même somme globale de 14 millions, l'enregistrement aurait perçu seulement sur cette somme de 14 millions un droit d'apport de 1,25 %, soit Fr. 17.000 c.

D'où une économie de plus de 500.000 fr., qui valait bien la peine d'être faite.

On ne me fera pas croire que des hommes habitués aux affaires aient passé sans la voir à côté de cette grosse différence de frais. Ce serait un comble, et je ne crois pas si bêtes ni les Decauville ni leurs conseils.

Il faut donc qu'il y ait eu pour eux un intérêt majeur primant tout le reste, pour qu'ils aient, de gaieté de cœur, sacrifié une aussi grosso somme.

Cet intérêt, il est facile à trouver.

1° En apportant, ils étaient payés en actions, au lieu qu'en vendant ils l'étaient en argent ; et M. Decauville, qui devait mieux que personne savoir ce qu'il vendait, devait préférer de beaucoup les bonnes espèces sonnantes et trébuchantes à leur représentation en papier des établissements Decauville. — Premier aveu.

2° En vendant, on s'arrangeait pour se soustraire à la formalité de la discussion des apports. Et cette discussion, à aucun prix on n'aurait voulu l'admettre, car on n'aurait jamais trouvé un commissaire assez peu soucieux de sa responsabilité pour estimer 7millions 1/2 la clientèle que vous savez. — Deuxième aveu.

Voilà, si je ne me trompe, la preuve la plus convaincante du tour de passe-passe dont je suis une des victimes.

Maintenant, ici se place une question incidente :

Qui a payé ces frais ?

Ce ne peut être que l'une des trois personnalités suivantes :

Le promoteur de l'affaire, c'est-à-dire M. Baudoz ;

Les vendeurs, c'est-à-dire MM. Decauville ;

Les acheteurs, c'est-à-dire la Société.

Si c'est l'un des deux premiers, ce que je ne crois pas, il en ressortirait qu'ils devaient trouver dans l'opération un bénéfice bien exagère pour ne pas hésiter à faire à la République cadeau d'une somme de près de 500.000 fr.

Si c'est la Société, comme je le crains, c'est un comble, et j'estime que fondateurs et administrateurs seraient répréhensibles et responsables.

Quoi qu'il en soit, MM. Decauville ou consorts pouvaient s'épargner à eux-mêmes ou épargner à la Société cette dépense inutile. La confiance en l'avenir de l'entreprise qu'ils ont voulu témoigner par leur souscription, ils en pouvaient fournir la preuve, moins tardive et moins coûteuse par la représentation d'une partie tout au moins de leur apport en actions libérées.

S'ils ne l'ont pas fait, c'est que le truc, tout en les affranchissant du contrôle légal de l'examen de l'apport, leur offrait de bien autres avantages.

Agréez, etc.

———————

Nous croyons savoir, et nous informons notre correspondant, que les frais qui l'inquiètent si fort ont été payés par la famille Decauville.

N'est-ce pas le cas d'appliquer l'adage : *Is fecit cui podest* ?

———————————

Le procès Decauville
(*Paris-Capital*, 29 juin 1892)

V

La présentation du procès Decauville, tel qu'il va se produire devant le tribunal ne serait pas complète, si nous nous bornions à entendre la voix des malheureux actionnaires ; il importe d'écouter un peu aussi la voix de l'heureux M. Decauville. Cela est d'ailleurs intéressant :

Lorsque se tint la première assemblée constitutive, ce n'est pas, en effet, M. Baudoz qui vint présenter à. ses adhérents l'enfant qu'il s'agissait de baptiser. C'est M. Decauville qui, bien que simple vendeur, voulut bien tenir l'enfant sur les fonts baptismaux, et voici la spirituelle allocution qu'il prononça et dont il fit voter l'impression, sans aucun doute pour que nous ayons aujourd'hui le plaisir de la reproduire :

« Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de la confiance que vous avez eue dans le nom de Decauville, en souscrivant des actions de la nouvelle Société. La transformation des Établissements Decauville en société anonyme n'est pas, comme certains journaux

malintentionnés l'ont dit [5], une réalisation après fortune faite par les fondateurs ; c'est la création d'une Société puissante, disposant de moyens suffisants pour faire face aux affaires croissantes qui se présentent comme conséquence de nos travaux antérieurs et de notre succès récent de l'Exposition.

Loin d'être arrivée à son apogée, je considère comme n'étant qu'à ses débuts l'industrie que j'ai créée il y a treize ans, et si j'ai dû me résigner à la mettre en Société anonyme, c'est parce que j'ai reconnu que mes forces personnelles et celles de mes frères devenaient insuffisantes pour les nécessités de son développement. i

La meilleure preuve que nous puissions donner de notre foi dans l'avenir de la nouvelle Société, c'est que nous sommes, mes frères et moi, parmi les plus gros souscripteurs, et que, pour mon compte personnel, je possède 5.000 titres.

Aurais-je agi ainsi si je ne croyais pas à l'avenir de la nouvelle Société ? J'étais très réfractaire à l'idée d'une Société anonyme dans laquelle je redoutais de ne pouvoir continuer à appliquer mon initiative et mes idées personnelles. Il a fallu l'immense poussée de l'année de l'Exposition pour me prouver que j'allais être débordé, si je n'acceptais pas la seule forme moderne qui soit propice aux grandes affaires, c'est-à-dire la mise en Société anonyme.

Avant de vous parler de la situation de notre entreprise et de nos projets, je tiens à vous donner des explications sur deux points principaux : celui du mode employé pour la constitution de la société anonyme et celui de la durée des pouvoirs du premier conseil d'administration.

En ce qui concerne la forme donnée à la constitution de la société, je dois dire qu'elle n'a rien de nouveau, ni d'insolite. Des sociétés, aujourd'hui prospères, l'ont employée avec succès. Il ne vous échappera pas, d'ailleurs, que chacun, avant de souscrire, avait le droit absolu de se rendre compte de la cession projetée et de ses conditions. Chacun en avait, la possibilité, et aujourd'hui encore vous avez, comme vous aurez à la seconde assemblée constitutive, le droit de voter en toute liberté. J'ai, au surplus, la conviction que, lorsque vous m'aurez entendu, aucun de ceux qui m'écoutent ne regrettera sa participation à la société que vous allez constituer.

En ce qui concerne le second point, — la durée de trois années pour laquelle le conseil d'administration a été nommé, — j'avais à me préoccuper, voulant rester un des gros actionnaires de la Société, de l'éventualité qui m'aurait mis en présence d'une assemblée constitutive où des porteurs importants d'actions auraient pu mettre la main sur l'administration et entraîner la Société dans une combinaison analogue à celle qu'on annonçait, il y a quelques semaines, dans les journaux et qui consistait à faire créer par un groupe franco-russe une société au capital de cent millions pour faire des chemins de fer à voie étroite dans la Russie.

Je sais bien qu'il faut se résigner, en transformant une entreprise en Société anonyme, à ne plus en être le maître absolu ; mais je n'ai voulu imposer ma personnalité que pour la période la plus courte, qui est de trois ans d'après la loi. Je me réserve bien, si Dieu me continue ma santé et mon activité, de vous demander, dans trois ans, quand vous aurez eu le temps de me connaître, le renouvellement de mon mandat.

On a reproché à la Banque d'Escompte de Paris de ne pas avoir donné à l'acte de vente de nos usines, immeubles, brevets et marques la même publicité qu'aux statuts. La raison en est simple : nous supposions que les souscripteurs seraient surtout attirés par l'honorabilité de notre nom et par notre présence à la tête de l'affaire. Il n'y avait aucun intérêt à provoquer des discussions oiseuses, notre décision de vendre au prix arrêté avec la Banque d'Escompte de Paris étant immuable. Nous nous réservions de donner aujourd'hui des renseignements complémentaires aux personnes qui ne seraient

---

[5] Délicate allusion au journal *Paris-Capital* qui, dans son numéro du 4 décembre 1889, avait critiqué l'opération.

pas allées, avant de souscrire, prendre connaissance de l'acte de vente chez les deux notaires... »

On croit rêver en entendant ce langage dans la bouche d'un homme qui n'est et ne veut être ni fondateur ni apporteur.

Quel langage eût-il donc tenu s'il se fût reconnu fondateur ou apporteur ?

M. Baudoz, que devient-il ? El les actionnaires, quel est leur rôle ? puisque ce serait une discussion oiseuse que de s'occuper du prix stipulé, le prix ayant été arrêté immuablement avec la Banque d'Escompte ???

Que vient faire là-dedans la Banque d'Escompte ? On ne saurait en vérité exiger d'un adversaire un aveu plus maladroit.

Alors, l'allocution continue, et pour la première fois on formule publiquement les conditions stipulées, et pour la première fois (car on se croit, ou l'on affecte de se croire, couvert par l'assemblée), on imprime le prix de cette fameuse vente que personne n'a débattu, en face de MM. Decauville, sinon Baudoz ou... la Banque d'Escompte.

Il importe de reproduire encore les dernières phrases de cette allocution, qui sont le bouquet de cette lumineuse oraison :

« J'espère, messieurs, continuer ces traditions avec vous et je vous demande de vous considérer comme des collaborateurs des plus utiles, puisque vous m'apportez le moyen de donner à mon œuvre tout le développement qu'elle comporte.

Je vous remercie de nouveau de la confiance que vous m'avez accordée en vous associant à mon entreprise ! Vous pouvez être persuadés que je ferai tous mes efforts — c'est pour moi une question d'honneur plus encore qu'une question d'intérêt — pour que vous ayez toujours à vous féliciter d'avoir aidé à la création de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné. ».

Ou bien M. Decauville ne connaît pas la valeur des mots (et Dieu nous garde de dire que son langage ne se rapporte pas à son plumage !), ou bien, au moment de cette assemblée, dans l'effusion de ce grand jour, il lui a plu d'assumer son. vrai et glorieux rôle de fondateur et d'apporteur.

Il l'a fait en affectant de se croire couvert par l'assemblée qui se tenait, et cette audace sereine et enjouée a son côté savoureux ; elle a sa poésie et fait penser au grand Danton. Quoiqu'il en soit, cette allocution restera le côté gai de l'affaire, au point de vue du procès, et cette littérature mériterait l'attention du fin dilettante, qui occupe le siège d'avocat général, devant une autre juridiction.

———————————

Établissements Decauville aîné
(*Paris-Capital*, 13 juillet 1892)

Les statuts furent déposés le 13 novembre 1889 chez M^es^ Lefebvre et Lanquest, notaires à Paris.

La souscription fut ouverte le 26 novembre et close le même jour.

Le prix d'émission était de 500 fr. payables : en souscrivant 125 fr. et à la répartition, du 2 au 5 décembre, 375 fr.

La première assemblée constitutive eut lieu le 12 décembre, la deuxième le 19 décembre.

Les statuts nommaient, sans que cette nomination fût soumise à l'approbation de l'assemblée générale, six administrateurs, dont quatre membres de la famille Decauville.

C'est M. Baudoz (Augustin-Marie-Victor), avenue Sainte-Anne, 7, à Asnières (Seine), qui eut l'idée géniale de former cette société, car les Decauville n'ont rien fondé, rien apporté ; ils ont laissé faire. À les entendre, la Société s'est formée d'elle-même, à l'aidé d'une promesse de vente que M. Baudoz, bien inspiré, serait allé probablement solliciter à Petit-Bourg.

Eux, les Decauville, bons princes, apôtres dévoués et désintéressés de la voie étroite, ont daigné rester les maîtres de la Société nouvelle et même ils ont souscrit à l'émission des titres dont le produit devait servir à les payer !

Le public a souscrit aussi, malgré les avertissements : *Bravi Gènt ! avisas-vous disaubre !*

Le public a souscrit, et en y comprenant la souscription tourmentée des Decauville, le total des souscriptions fut de 62.087 actions pour 40.000 demandées.

Nous disons que la souscription des Decauville fut tourmentée parce qu'elle varia pendant les angoisses de l'émission publique.

Nous voulons pour le moment laisser de côté les mobiles transparents de ces variations.

Tout d'abord, on voit Paul-Armand Decauville avec 11.000 titres, puis on y ajoute 1.500. Cette souscription première est annulée. On la remplace par une souscription de 5.000 d'une part et 500 d'autre part, et enfin tout s'établit nettement de la façon suivante :

Première souscription 12.500 titres.
Deuxième souscription 5.500
Total 18.000 titres.

sur lesquels on attribuera plus tard neuf mille titres !

Le premier versement, sur 18.000 titres à 125 francs, devait être au total de 2.250.000 francs, dont le compte Paul-Armand Decauville fut débité le 27novembre sur les livres de la maison de banque qui faisait l'émission.

Les banquiers de la maison Decauville, MM. H. F., avaient souscrit aussi 4.000 titres à l'émission, souscription réduite à 2.000 lors de la répartition.

Ici se posent diverses questions :

On devait verser en souscrivant ; pas de versement, pas de souscription.

La souscription était ouverte et close le 26 novembre. Pourquoi M. Paul Decauville a-t-il pu souscrire le 27 ? Il a souscrit le 27, puisqu'il n'a été débité de ses versements que le lendemain du jour de la souscription, opérant alors à coup sûr et augmentant le succès apparent de l'émission en majorant sa souscription et en faisant ensuite réduire à son gré au chiffre qu'il lui plaisait de fixer.

Nous prouvons : Le total des souscriptions est de 62.087 titres, dont 18.000, souscription Decauville ; 4.000, souscription H F., banquiers des Decauville ; Crédit lyonnais, 2.400 titres, maison Goudchaux, 2.218 titres, etc.

On attribue 9.000 titres à Paul Decauville, soit une réduction de 50 % ;

2.000 titres à R. F., banquiers de Decauville, soit une réduction de 50 % ;

2.113 titres, sur 2.406, au Crédit lyonnais, soit une réduction de 12 % ;

1.516 titres, sur 2.218, à la maison Goudchaux, soit une réduction de 33 % ;

Pourquoi, sinon parce que les Decauville y ont intérêt, cette inégalité de traitement ?

— Mais, nous dira-t-on, peu vous importe !

— Il importe beaucoup.

Les Decauville pouvaient, tout au plus, voir leur souscription réduite d'un tiers, puisqu'il y eut 62.087 titres demandés ; unités comprises, sur i0.000 offerts.

Si les Decauville avaient été réduits d'un tiers, il leur restait entre les mains 12.000 titres, et non 9.000, et cela économisait à l'épargne un million et demi.

Il y aura lieu d'examiner d'où venait l'argent qui devait être porté au crédit pour versements effectués.

Cet argent a-t-il été apporté à la Banque émettrice en espèces, le jour de l'émission ou la veille, comme le firent tous les autres souscripteurs, ou bien n'aurait-il pas été emprunté, à la caisse même de la Banque, le lendemain de l'émission sur les fonds mêmes de l'émission ?

*
* *

Nota. — Le journal le plus répandu de l'Europe (nous sommes toujours aimables pour nos petits comme pour nos grands confrères) publie le 11 courant. à propos des Établissements Decauville :

Les bénéfices sur lesquels la Société se croyait en droit de compter ne sont pas venus et ceux qu'elle a réalisés ont été si peu importants que la prudence l'obligera à ne pas les distribuer.

Traduction libre : Il n'y aura pas de dividende.

Les actions n'ont donc de chance de plus-value que si un bon jugement condamne les Decauville à les rembourser à 500 fr.

Aujourd'hui, elles valent 200 fr., la perte pour l'épargne n'est que de douze millions en 3 ans !

Comprendra-t-on enfin pourquoi les Decauville ont voulu être payés en espèces du prix de cette clientèle vendue sept millions et demi et dont la valeur peut se mesurer aux résultats des deux premiers exercices ?

Mais le plus joli, c'est l'argument suggéré à la presse.

Le groupe d'actionnaires qui fait le procès a été mal inspiré.

Il fallait se laisser tondre sans crier. En criant, on a enrayé les affaires de la Société et paralyse ses efforts.

Combien cette clientèle de 7.500.000 fr. était solide !

Il a suffi de quelques actionnaires faisant un procès à la famille Decauville pour que la Société des Établissements Decauville ne fasse plus assez d'affaires pour couvrir ses frais !

Nos confrères n'oublient qu'une chose, c'est que le procès n'a été fait que sur le refus formel des Decauville d'accepter une sorte de transaction qui a été appréciée en ces termes par le *Petit Journal* du 9 novembre 1891 :

« Le bilan permet de constater que le capital de la Société, qui est de 20 millions, comprend 11 millions et demi d'apports.

Le bruit avait couru que MM. Decauville avaient vendu les titres qui leur étaient échus en partage lors de la formation de la Société.

Or, ces messieurs ont déposé environ 8.000 actions avant l'assemblée, ce qui semblerait indiquer que l'accusation lancée contre eux est sans fondement.

Un actionnaire a pris texte [sic : prétexté] de ce fait, pour demander a MM. Decauville d'abandonner ces actions en faveur de la société.

— C'est une plaisanterie ? a demande M. Paul Decauville.

Il est certain qu'au premier abord la proposition peut paraître étrange. Cependant... en y réfléchissant bien, elle est peut-être moins saugrenue qu'elle en a l'air.

En effet, le bilan donne ce chiffre à l'actif : clientèle et brevets : 7.500.000 francs.

D'où il ressort que MM. Decauville, qui ont vendu leur matériel et leurs immeubles à la Société 4 millions, lui ont fait payer, en outre, 7 millions et demi leur clientèle et leurs brevets.

Ce prix était-il exagéré ? . La clientèle et les brevets valaient-ils réellement cette forte somme ?

Lorsque la Société a été constituée, il était impossible de le savoir, et l'on devait s'en rapporter a la déclaration du vendeur.

Mais aujourd'hui, après dix-huit mois d'exploitation, on est fixé.

Les bénéfices de la Société n'ont pas dépassé 4 % du capital, et encore pour distribuer ce dividende, a-t-i fallu consacrer à l'amortissement 150.000 francs seulement. Or, 150.000 francs d'amortissement pour un exercice de dix-huit mois, cela donne 100.000 francs seulement pour un exercice normal de douze mois. Ce chiffre, placé en présence de 11 millions et demi d'apports à amortir paraîtra certainement mesquin.

Quoi qu'il en soit, nous admettons que les bénéfices soient bien réellement de 4 %. La conséquence reste la même : une industrie semblable ne saurait donner un bénéfice moindre de 6 % nets, après prélèvement de fortes sommes consacrées à l'amortissement et aux réserves pour parer aux éventualités dont il importe de toujours tenir compte ; donc, si le fonds de commerce de MM. Decauville et la clientèle y attachée n'ont produit qu'un bénéfice de 4 %, cela veut dire qu'ils avaient pas la valeur qu on leur supposait et qu'en payant le tout onze millions et demi, les actionnaires ont payé trop cher.

MM. Decauville se sont évidemment trompes dans leur estimation et dès lors il est tout naturel que, reconnaissant leur erreur après l'expérience faite, ils rendent l'argent ou partie de l'argent reçu sous forme d'actions.

La proposition de l'actionnaire n'était donc une plaisanterie qu'en apparence.

Il n y aurait qu'un moyen d'échapper aux conséquences que nous venons d'indiquer, ce serait de supposer que le fonds de commerce et la clientèle ayant bien la valeur qu on leur a attribuée, le gérant, qui est M. Paul Decauville, n'a pas su en tirer parti.

En ce cas, l'honorable sénateur se trouve enfermé dans ce dilemme : ou il a fait payer trop cher ses apports et ayant agi de bonne foi, il ne doit avoir aucune difficulté à rendre l'argent ou, s'étant égaré dans la politique, il n'a plus le temps et la liberté nécessaires pour faire rendre auxdits apports ce qu'ils peuvent produire ; par conséquent, loyal comme il est, le voila obligé de céder sa place a un autre, tout en conservant la responsabilité qui lui incombe vis-à-vis des actionnaires.

Ce serait à M. Decauville à faire savoir quel est son avis sur la question. »

[…]

———————————

LE PROCÈS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 27 juillet 1892)

Simple rapprochement.

Combien, au juste, ont coûté les frais d'enregistrement des vente et cession consenties par la Société en commandite Decauville aîné à la Société anonyme des établissements Decauville ?

En voici le devis exact :

6 fr. 875 %, décimes compris, sur les immeubles vendus pour 4 million 275.000

2 fr. 50 %, décimes compris, sur la clientèle, vendue 7 millions 1/2 187.500

0 fr. 625 %, décimes compris, sur les marchandises, vendues 2millions 710.000 fr 16.975

Total Fr. 479.475

Nous admettons dans ce calcul que les 2.710.000 fr. dernier article, comprenaient uniquement des marchandises, et non, au moins pour partie, du matériel. Le matériel

réputé immeuble par destination, eût dû en effet acquitter le droit de 0,875 %, et le matériel mobilier le droit de 2,50 %.

Combien, maintenait, eût coûté l'enregistrement, si les Decauville avaient régulièrement fait apport à la Société anonyme des immeubles, clientèle et marchandises, pour la même somme totale de 14.216.000 francs ?

Un unique droit de 1 fr. 25 par 1.000 francs, décimes compris, soit au total fr. 17.770

Différence 461.705 francs, qu'on eût pu éviter de dépenser, si l'on n'avait eu des raisons majeures pour éviter la voie légale de la constitution avec apports.

En matière de ventes, mobilières ou immobilières et en l'absence de stipulations particulières qui doit, légalement et naturellement, payer les frais ?

L'acheteur, c'est-à-dire, en l'espèce, la Société anonyme des Établissements Decauville.

Qui les a payés, en réalité ?

Le vendeur, c'est-à-dire la famille Decauville.

Pourquoi ?

Pas par philanthropie, assurément, mais sans doute parce qu'à eux seuls, Decauville, il importait avant toute chose qu'il y eût vente, et non apports.

Est-ce assez clair et assez instructif ?

*
* *

Un incident inattendu.

Nous avions gardé le silence sur un incident du procès Decauville. Quelques-uns de nos confrères n'ont pas imité notre réserve et nous ne croyons plus en conséquence devoir celer l'incident.

La famille Decauville, par acte du 8 courant, sur le conseil d'un ancien avoué et d'un agréé d'habitude plus spirituels et mieux inspirés, a assigné la Banque d'escompte en garantie des conséquences du procès qui lui est intenté par un groupe d'actionnaires, et ce attendu que la demande tend à la nullité de la Société qui a été fondée par la Banque d'Escompte

Ce n'est pas assez : le conseil d'administration des Établissements Decauville aurait, après mûre délibération, décidé d'assigner aussi de son côté et aux mêmes fins la Banque d'Escompte de Paris !

Paul, Pierre, Émile, soyez bénis ! Jupiter vous inspira.. *Quos vull perdere*...

Si les actionnaires avaient manqué d'arguments pour gagner le procès, une telle tactique était faite pour en fournir d'irréfutables. Voilà la Banque d'Escompte obligée d'établir :

Qu'elle a traité à forfait, garantissant la souscription des 40.000 actions et leur libération complète ;

Qu'elle était autorisée à prélever 1.600.000 flancs sur les sommes revenant à MM. Decauville pour le prix des biens par eux vendus ;

Que les Decauville avaient engagé la Société nouvelle, avant qu'ils n'en fussent administrateurs, à n'avoir pour banquiers, à conditions égales, qu'elle, Banque d'Escompte !

Allons, cela va bien, et si nous ajoutons à tout le reste les 875 bulletins de souscription, paraphés de signatures imaginaires, la mesure est comble !

On n'aura guère besoin de plaider. Ces faits eux-mêmes, dont les conséquences sont faciles à tirer, plaideront pour les actionnaires ; et un peu aussi ceux-là que les Decauville mêlent si habilement à la cause.

Voilà qui est curieux, et nous ne nous attendions guère à voir des banquiers, qui, pour un forfait fixé d'avance, ouvrent leurs guichets, faisant purement et simplement

leur métier de banquier, rendus responsables de la régularité, voire même de la prospérité d'une Société métallurgique.

Sur quoi compter désormais ?

Le 7 décembre 1889, la Banque d'Escompte, sur sommation de communiquer la liste des souscripteurs, répond à un actionnaire Decauville, de s'adresser aux notaires, qu'elle n'est pas fondateur ; et ce sont les Decauville aujourd'hui, qui lui disent qu'elle a. fondé. Que va dire Baudoz au procès ?

Quant aux Decauville, attendons-nous à les voir se déclarer étrangers à tout, voire même victimes écrasées sous le poids des 15 millions encaissés.

Quel joli scénario :

1er acte. — La Banque d'Escompte veut acheter ferme les Établissements Decauville et les vendre à son gré. On ne peut s'entendre. Chœur de rupture.

2° acte. — Pendant un armistice, on établit le projet d'une Société avec apports de 10 millions et 4 millions en espèces.

Intervention de la famille, chœur des mineurs et des femmes dotales. Rupture.

3° acte. — Grand conseil, les anciens avoués, les notaires, les agréés de province conspirent. Surgit Baudoz. Traité de paix. L'un des belligérants recevra onze millions et demi et vendra ses marchandises et matières premières suivant inventaire et expertise. L'autre garantira la souscription, donc le paiement, mais pourra retenir au passage 1.600.000 fr.

4° acte. — Encaissement ! Apothéose !

5° acte. — Chœur des actionnaires mécontents. Ils osent réclamer leur argent ! On entend un bruit de bottes. Apparition des magistrats !

*.
* *

Nous recevons d'un ancien actionnaire du Crédit général français qui a le malheur d'être actionnaire des Decauville la note suivante que nous insérons textuellement :

MM. Decauville se sont, paraît-il, fait, jusqu'à la dernière heure, les illusions les plus complètes sur la portée du procès en cours.

Ils s'en reposaient sur les consultations qu'ils oui obtenues (sans doute à beaux deniers comptants), de Me Benoist, avoué, et de Me Barboux, avocat, lors de la constitution de la Société.

Ces documents intéressants verront-ils le feu de la rampe ? Nous voulons l'espérer.

Quoi qu'il en soit, M. Decauville nous paraît bien peu connaître la philosophie du Palais.

Il ne sait donc pas que si la fermeté du caractère est le plus bel ornement des grands avocats, cela n'exclut pas la souplesse ?

Qui ne se rappelle, par exemple, la superbe plaidoirie où Me Barboux, représentant des actionnaires du Crédit mobilier contre le baron d'Erlanger, se comparaît fièrement au soldat de Salamine qui se cramponnait à la barque ennemie... « On lui coupe le bras droit, disait-il, mais il saisit la barque de la main gauche ; on lui coupe le bras gauche, il la saisit avec les dents... »

Est-ce que cela empêchait, peu d'années après, lors du scandaleux procès du Crédit général français, Me Barboux de défendra ardemment et de sauver Erlanger ! Pour être sûr de ne pas lâcher la barque, Me Barboux était monté dedans !

Me Barboux n'en est-il pas moins une des personnalités les plus justement estimées du Palais ?

C'est que l'avocat, lorsqu'il donne une consultation n'a qu'une chose en vue : grouper tous les éléments favorables à la thèse sur laquelle on lui demande un avis

conforme et esquiver les arguments contraires dont il peut, à l'occasion, dans d'autres espèces, devenir le champion.

M. Decauville a donc eu tort de faire tant de fond sur de tels documents.

En tout cas, ce que Me Barboux ne lui a pas conseillé, c'est la façon maladroite dont il a opéré, dans la pratique. Ce n'est pas Me Barboux, ce n'est pas Me Benoist, qui lui ont conseillé de prendre un fondateur [Baudoz] qui n'apportait et qui ne recevait rien.

Ce ne sont pas ces maîtres qui lui ont conseillé de tripatouiller ses souscriptions successives et la reparution, et de faire ses versements personnels par des écritures de pur vaudeville, avec l'argent des vrais souscripteurs.

Ce ne sont pas ces Messieurs qui lui ont soufflé son allocution à la première assemblée où il s'avoue nettement fondateur, aussi bien que dans le traité passé avec le banquier émetteur.

Ce ne sont pas ces Messieurs qui lui ont conseillé de prendre à sa charge, aux lieu et place du fondateur Baudoz, les seize cent mille francs de frais d'émission, plus les frais de l'apport présenté comme vente, pour la plus grande satisfaction du fisc.

Ce ne sont pas ces Messieurs enfin qui, le procès engagé, lui ont conseillé de faire un appel en garantie inconsidéré, établissant une fois de plus qu'il se considère bien comme fondateur réel puisqu'il appelle en cause le mandataire du fondateur, avec lequel il ne devrait rien avoir affaire, s'il n'était pas justement lui-même ce fondateur-apporteur.

Tout cela est bien pittoresque et serait bien amusant, s'il n'y avait pas des victimes.

*.
* *

Dernière heure

Le retrait par les Decauville de l'appel en garantie, inconsidérément formé contre la Banque d'Escompte, est annoncé. Celle-ci voudra-t-elle l'accepter purement et simplement ?

Quant, à nous, nous en prenons acte et nous apprenons que l'assignation du groupe des actionnaires intervenants vient d'être signifiée.

———————————

Les notes Decauville
(*Paris-Capital*, 10 août 1892, p. 2, col. 1-2)

On lit dans la *Liberté*, le *Petit Journal*, etc. :

« L'inauguration du chemin de fer à voie de 0 m. 60 de Toury à Pithiviers ramène l'attention sur le système Decauville qui a enfin réussi à triompher des formalités administratives, et qui est entré dans le domaine de la pratique.

La ligne de Dives-Cabourg à Luc-sur-Mer et à Caen, longue de 42 kilomètres, est ouverte partiellement à l'exploitation depuis plusieurs mois ; elle conduira de Luc à Dives dans une semaine, mais ne sera ouverte en entier, c'est-à-dire jusqu'à Caen, que dans quelques mois.

Quant à la ligne de Royan-Pontaillac et Saint-Georges, elle ne fonctionne que pendant l'été et ne transporte que des voyageurs. Elle est, du reste, la reproduction du chemin de fer de l'Exposition de 1889, avec le même matériel, les mêmes foules, et disons-le, le même succès.

C'est donc la ligne de Toury-Pithiviers qui seule est complètement terminée et ouverte au public ainsi qu'aux marchandises. Elle possède même des wagons spéciaux

pour transporter ces fameux bestiaux vivants, malgré le dépit qu'en pourront concevoir les adversaires de la voie de 0 m. 60.

La création de cette ligne, longue de 32 kilomètres, et qui possède 14 stations, nous semble particulièrement intéressante, car jamais aucune ligne à voyageurs n'a été établie en France à un prix aussi réduit, la ligne ne revenant qu'à 23.000 fr. le kilomètre, y compris les gares.

Non moins intéressantes sont les circonstances dans lesquelles le département du Loiret, après étude comparative, a donné la préférence à la voie de 0 m. 60, car nous croyons que cet exemple sera suivi par un grand nombre de départements.

Le conseil général du Loiret, voulant rester le maître des chemins de fer qu'il établirait désormais, a acheté à la Société Decauville tout le matériel : voie, wagons et locomotives. Il a chargé l'ingénieur en chef du département de toutes les études, de la construction de la ligne et de l'exécution des travaux, réduits à la plus grande simplicité tout en ayant une parfaite solidité.

Le département a alors cherché un fermier pour l'exploitation, et la Société Decauville, qui s'était mise sur les rangs, a été déclarée société fermière. Elle pourra donc faire une exploitation modèle et montrer ce qu'on peut attendre de ce genre de ligne véritablement économique.

Comme le principal avantage de la voie de 0 m. 60 est de permettre les embranchements industriels portatifs, les ingénieurs de la Société Decauville espèrent que la démonstration sera assez concluante pour que le « Decauville » soit adopté pour toutes les lignes qui restent à construire en Sologne pour le transport des bois de chauffage et des bourrées que les voies portatives iraient chercher sur le lieu de production.

Nous ne pouvons passer sous silence une conversation que nous avons entendue, dans le train d'inauguration, entre M. Heurtaut, l'éminent directeur de la Compagnie d'Orléans, et MM. Decauville, sénateur, et Schérer, ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'un président et l'autre administrateur de la Société Decauville. M. Heurtaut disait que sa Compagnie voyait avec une très grande satisfaction s'établir des lignes affluentes avec la voie de 0 m. 60, et qu'elle en aiderait le développement de tout son pouvoir.

La proximité de Paris rendra fort intéressante à suivre l'exploitation de cette ligne d'un type absolument nouveau, bien suffisant pour desservir une foule de régions jusqu'ici dépourvues de moyens de transport. »

*
* *

On lit encore maintenant dans nombre de journaux cette réclame vieille de quelques semaines et qui n'en a pas moins de saveur :

« La Société Decauville, concessionnaire de la ligne Dives-Cabourg à Luc sur-Mer et à Caen, vient de mettre en exploitation la section de Dives à Sallenelles qui se soudera à la section de Luc à Ouistreham dès que le pont sur l'Orne sera terminé, c'est-à-dire dans une quinzaine.

«Rappelons que cette ligne de 42 kilomètres est construite en voie de 0 m 60 en rails de 15 kg le mètre, du type Decauville, rivés sur traverses en acier.

« Les locomotives sont du type Mallet-Compound du poids de 12 tonnes en ordre de marche et gravissent sur. plusieurs points du parcours des rampes de 30 m/m par mètre, avec des trains pesant 40 tonnes.

Tout le matériel est muni d'un frein continu à vide, système Soulerin.

Ce chemin de fer étant exploité en tramway, les trains, arrêteront à un certain nombre de gares où des abris ont été construits et également à la porte de toutes les propriétés où il y aura à prendre ou à laisser des voyageurs ou des marchandises. »

*
* *

Nous sommes heureux de reproduire une autre note annonçant que la Société des Établissements Decauville vient de gagner l'un de ses nombreux procès en contrefaçon.

On lit dans le *Matin*, le *Figaro*, le *Petit Journal*, etc., etc. :

« La Société Decauville, qui soutient en ce moment deux gros procès, vient de gagner le premier devant la neuvième chambre du tribunal de la Seine.

« Il s'agissait d'une réclamation de plusieurs millions pour une prétendue contrefaçon d'un système de wagons dont la Société Decauville a construit d'énormes quantités dans ces dernières années. L'instigateur de ce procès a été purement et simplement débouté de sa demande et condamné en tous les dépens. »

Nul plus que nous ne désire que la Société Decauville évite les pertes d'argent, afin que les actionnaires en retrouvent le plus possible.

Nous espérons même que cette petite nouvelle aura pour effet de relever un peu les cours de la valeur.

Il est intéressant toutefois de noter que le procès dont il s'agit n'intéressait que d'une façon secondaire la Société Decauville actuelle, le brevet en vertu duquel on poursuivait étant devenu caduc, si nous ne nous trompons, dès 1890.

Il intéressait beaucoup plus l'ancienne Société en nom collectif.

On nous dit que le jugement de première instance va être frappé d'appel.

———————————

La Publicité Decauville
(*Paris-Capital*, 17 août 1892, p. 2, col. 3-4)

Nous publions gratis les notes ci-dessous, mais nous ne saurions conseiller aux journaux, d'imiter notre désintéressement.

C'est là une publication de réclame industrielle qui, très légitimement, peut être payée de un franc à vingt francs la ligne selon l'importance des journaux.

Le mieux est de faire quelques variantes au texte, et de placer cela dans les faits-divers :

Petit Journal :

Cabourg (Calvados)

La Société Decauville a ouvert au public ce matin la ligne entière de Cabourg à Luc-sur-Mer, passant par le Home, Varaville, Sallenelles, Ranville, Benouville, Ouistreham, Hermanville et Lion-sur-Mer. L'inauguration officielle est remise au jour où on aura terminé le nouvel embranchement de Benouville à Caen, récemment concédé.

Le parcours, extrêmement pittoresque, est une des plus jolies promenades de la côte normande ; le passage sur le pont de Ranville, qui a 84 mètres d'une seule travée, est tout simplement merveilleux.

Les populations riveraines sont enchantées de ce nouveau chemin de fer, qui fait le plus grand honneur à la Société Decauville. La ligne sera parcourue chaque jour par vingt-quatre trains, dont huit allant d'un bout à l'autre ; des trains supplémentaires permettront aux baigneurs de Luc, chaque jour de courses à Deauville, de partir le matin et de revenir dîner chez eux après les courses.

Le Temps :

— On écrit de Cabourg :

La Société Decauville vient d'ouvrir au public la ligne entière de Cabourg à Luc-sur-Mer, passant par le Home, Varaville, Sallenelles, Ranville, Benouville, Ouistreham, Hermanville et Lion-sur-Mer. L'inauguration officielle est remise au jour où on aura terminé le nouvel embranchement de Benouville à Caen, récemment concédé.

Cette ligne, outre les services qu'elle rend aux populations riveraines, est très pittoresque et traverse notamment le pont de Ranville qui a 84 mètres d'une seule travée. Elle sera parcourue chaque jour par vingt-quatre trains, dont huit allant d'un bout à l'autre ; des trains supplémentaires permettront aux baigneurs de Luc, chaque jour de courses à Deauville, de partir le matin et de rentrer pour le dîner, après les courses.

———————

Une Perle

On lit dans un grand journal du matin [6], en date du 12 août :

« Parmi les jugements rendus ces jours-ci, nous en trouvons un, rendu par la 9e chambre du tribunal de la Seine, qui intéresse vivement une de nos principales Sociétés industrielles, la Société Decauville.

« Cette Société, comme on le sait, a à lutter depuis sa fondation contre les efforts de concurrents étrangers, et notamment de maisons allemandes.

« La Société Decauville vient de gagner un procès dans lequel on lui demandait quatre millions pour une prétendue contrefaçon d'un système de wagons à terrassements dont elle a livré des quantités considérables, plus de 50.000, dans ces dernières années.

« L'auteur de ce procès a été débouté de sa demande et condamné à tous les dépens. »

Si, en plus des wagonnets, des rails, des locomotives, la Société Decauville a déjà livré plus de 50.000 wagons à terrassements, dont le prix varie de 650 à 900 francs l'un, où sont les bénéfices ? Comment tout cela additionné peut-il ne donner qu'un chiffre d'affaires de 7 à 800.000 francs par mois ? Mystère.

———————————

INFORMATIONS FINANCIÈRES
(*Le Messager de Paris*, 17 août 1892)

Le préfet du Loiret a autorisé les Établissements Decauville aîné à ouvrir à l'exploitation, pour le service des voyageurs, la ligne de tramway de Pithiviers à Toury, à partir du 25 juillet 1892.

La longueur de cette ligne est de 34 km. 226. Indépendamment des gares extrêmes, elle comprend les stations de Guigneville, Torville, Grigneville [7], Guignonville, Châtillon-le-Roi, Bazoches et Outarville.

———————————

[6] *La Libre Parole*, de Drumont.

[7] Devenue en 1939 Greneville-en-Beauce.

LE PROCÈS DECAUVILLE
ASSIGNATION
du groupe d'actionnaires des Établissements Decauville.
(*Paris-Capital*, 31 août 1892)

L'an mil huit.cent quatre-vingt-douze le vingt-cinq juillet,

À la requête de :

1° MM. Louis Girard, demeurant à Paris, Bourse du commerce, rue du Louvre ;

2° M. Jules L , avoué ;

3° M. le docteur C…

Agissant en leurs noms personnels comme actionnaires de la Société Decauville, et en outre M. Girard pour le compte d'un groupe de deux cent quarante actionnaires, représentant deux mille actions, soit le vingtième du capital social dans les termes de l'article 1, de la loi sur les Sociétés, pour qui domicile est élu en mon étude,

J'ai…, huissier soussigné, donné assignation à : 1° Paul ; 2° Émile ; 3° Pierre Decauville ; 4° M. B... ; 5° M. Baudoz. ; 6° Mme C... [Couvreux], née Decauville ; 7° la Société anonyme des Établissements Decauville, à comparaître le lundi 8 août 1892.

Pour : Attendu que le Tribunal est saisi d'une demande en nullité de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné et que les requérants, en qualité d'actionnaires de ladite Société, sont fondés à intervenir ;

1° Attendu que la Société a été constituée apparemment par un sieur Baudoz, souscripteur de deux actions, mais qu'en réalité les seuls fondateurs étaient MM. Decauville eux-mêmes, qui ont pris à leur charge les frais de la constitution de la Société s'élevant à plus de deux millions, qui ont imposé leur personnalité comme administrateurs et qui, de leur propre aveu, se sont seuls occupés de la constitution de la Société et de la rédaction des statuts ;

Qu'ils étaient les seuls intéressés à cette opération, la Société ayant pour objet de prendre leur industrie moyennant quinze millions, dont sept millions et demi pour le seul fonds de commerce ;

Qu'en outre, ils restaient à la tête de la Société comme administrateurs statutaires ;

Attendu qu'en même temps qu'ils cédaient à la Société en formation leur industrie moyennant de tels avantages MM. Decauville se portaient souscripteurs de la moitié du capital social et s'attribuaient, dans la répartition des souscriptions, neuf mille actions, c'est-à-dire un quart du capital social ;

Attendu qu'ils étaient ainsi à la fois acheteurs et vendeurs et que, par suite, leur cession était un apport pur et simple soumis à l'examen prescrit par l'article 4 de la loi de 1807 ; que c'est justement pour échapper à la vérification des apports que MM. Decauville ont imaginé de faire constituer la Société par un prête-nom auquel une promesse de vente avait été consentie uniquement pour les besoins de la cause ;

Attendu néanmoins que cet examen sur le point le plus essentiel du pacte social n'a pas eu lieu ce qui entraîne une nullité d'ordre public ;

Attendu que leurs propres déclarations à la première assemblée constitutive forment l'aveu de leur qualité de fondateurs-apporteurs ;

2° Attendu, d'autre part, que près de quatre cents souscriptions se présentent avec un caractère absolument fictif ; qu'il en résulte que si le quart paraît avoir été versé, le versement n'a pas été rempli dans les conditions exigées par la loi ;

Attendu, en ce qui concerne les versements, que MM. Decauville n'ont effectué les versements afférents à leur souscription qu'au moyen d'un crédit imaginaire et en réalité avec les fonds des autres souscripteurs ;

3° Attendu que la liste des souscripteurs, déposée dans les termes de l'article 55 de la loi de 1867, est dépourvue de toutes les conditions prescrites, ce qui suffit aux termes de l'article 50 pour entacher de nullité d'ordre public la constitution de la Société ;

Attendu que la nullité de la Société doit être prononcée ;

1° Par application des articles 4, 34, 41 de la loi du 24 juillet 1867 ;
2° Par application des articles 1, 24, 41 de la même loi ;
3° Par application des articles 55 et 56 de la même loi ;

Par ces motifs :

Voir recevoir les demandeurs intervenants dans l'instance pendante entre M. B,.., la Société Decauville, M. Baudoz et autres. ?

Voir dire et juger que le véritable fondateur de la Société n'était pas M. Baudoz, fondateur apparent, mais bien MM. Decauville eux-mêmes.

Voir dire que toute constitution de Société anonyme faite par un fondateur titulaire apparent d'une promesse de vente constitue une violation de la loi de 1867 ;

Voir dire en conséquence que la Société est nulle pour défaut de déclaration par le fondateur réel de la Société ;

Voir dire et juger que MM. Decauville, en cédant, d'une part, leur industrie à la Société en formation et en souscrivant d'autre part, une grande partie du capital social, étaient des fondateurs et des apporteurs ;

Voir dire et juger que leurs apports et les avantages stipulés en échange devaient être vérifiés, et que, n'ayant pas, subi l'examen prescrit par l'article 4 de la loi de 1867, la Société doit être annulée ;

Voir dire et juger que la liste des souscripteurs ayant été établie dans les conditions les plus irrégulières, celte simple constatation, aux termes de l'article 56 de la loi 1807, entraîne la nullité pure et simple ;

Voir dire et juger que prés de quatre cents souscriptions ayant un caractère fictif, la nullité doit être encore déclarée de. ce chef ;

Voir dire et juger que le versement de MM. Decauville et des souscripteurs fictifs sur leurs souscriptions a été fictif ; que de ce chef encore la nullité de la Société a été encourue ;

S'entendre, par application de l'article 42, tant comme fondateurs que comme premiers administrateurs et que comme apporteurs, condamner envers les requérants à des dommages-intérêts à fixer par état ;

S'entendre condamner en tous les dépens ;

Voir nommer tel liquidateur qu'il plaira au tribunal désigner à la communauté d'intérêts ayant existé en fait entre tous les porteurs d'actions.

Ce qui sera exécutoire par provision nonobstant appel.

Pourquoi la nullité de la Société des Établissements Decauville sera-t-elle prononcée ?

Parce que, selon un arrêt d'Aix (août 1860), le fondateur d'une Société est : *Celui qui crée l'entreprise* ;

Qui osera soutenir que ce n'est pas *Decauville* mais *Baudoz* qui a créé l'entreprise des Établissements Decauville ?

Celui qui choisit la forme d'association qui convient à son industrie ;

Ce n'est pas *Baudoz* qui a choisi la forme anonyme (lire l'allocution du président-sénateur à la première assemblée constitutive) ;

Celui qui fixe le capital de la Société, qui en détermine la durée, qui crée les actions, qui organise les assemblées des associés, qui fait en son nom personnel appel auto capitaux, qui en règle la destination et l'emploi, qui dresse dans un prospectus les stipulations si variées qui constituent la charte de la. Société ;

Ce n'est pas *Baudoz* qui a fixé le capital, nous l'établirons par les traités passés entre les *Decauville* et la *Banque d'escompte de Paris* ; ce n'est pas Baudoz qui a dressé les prospectus, il ne connaissait rien de l'industrie des Decauville. Comme dans d'autres

affaires, *il a servi de prête-nom*, il a dissimulé les Decauville, véritables fondateurs et, par conséquent, obligés de faire vérifier leurs apports sous peine de nullité.

Nous croyons qu'on ne soutiendra même point que Baudoz, souscripteur de deux actions, avait le caractère sérieux de *fondateur*.

Parce qu'il importe peu que les actes vous déclarent ou non fondateur ; les tribunaux doivent voir la réalité des choses et examiner si le titre revendiqué correspond au rôle joué. La cour d'Amiens a jugé en 1875 exactement comme la cour d'Aix en 1800,. elle a annulé :

Attendu, qu'il est établi par les pièces produites et par la constitution même de la Société, qu'aucun des actionnaires en cause ne présente le caractère de fondateur, c'est-à-dire d'un personnage qui conçoit l'idée de le l'entreprise, détermine le capital nécessaire à son fonctionnement, rédige les statuts, la obtient ou tente d'obtenir des souscriptions, en un mot réalise l'organisation du corps social et sa mise en mouvement.

Les tribunaux verront que Baudoz ne remplit aucune des conditions voulues pour être le fondateur, ils verront les fondateurs dans ceux-là même qui avaient bénéfice à constituer, dans ceux-là qui ont touché *14.716.038 francs 57 sur les vingt millions* apportés par le public !

Et.ils jugeront ainsi parce que juger autrement serait permettre d'éluder la loi qui veut que le fondateur soit le *garant* de la bonne constitution.

Autrement les véritables fondateurs qui ont touché les bénéfices prendraient toujours un prête-nom et se substitueraient ainsi un individu quelconque contre lequel des poursuites pourraient n'avoir point de sanction.

*
* *

Le tribunal de commerce de la Seine, devant lequel sera plaidée le 17 octobre l'affaire *Decauville* a déjà jugé que :

La souscription, nécessaire au moment de la constitution, doit être prouvée par des documents antérieurs à celle constitution.

Et, à défaut, la nullité est d'ordre public et ne peut être couverte par des actes postérieurs.

Il n'y a pas de souscription du capital social quand la souscription émane de prête-noms, insolvables, ou de personnages imaginaires.

Il n'y a pas versement utile du quart du capital social, quand ce versement n'émane pas de chaque actionnaire sur chacune de ses actions.

La liste des souscripteurs, volontairement dressée, de façon à rendre impossible la recherche des souscripteurs, emporte nullité de la Société.

La déclaration exigée, par la loi, des fondateurs s'entend des véritables et non de leurs prête-noms.

Cette jurisprudence, si conforme à l'esprit de la loi de 1867, a été totalement approuvée par la Cour de Paris.

Il en résulte que le procès Decauville est jugé avant plaidoiries :

Il suffit de produire la preuve que *Baudoz* n'était pas celui qui a créé l'entreprise Decauville, qui a choisi la forme, qui a fixé le capital, et cela serait prouvé par le seul fait qu'il n'est point intervenu au traité passé entre la *Banque d'Escompte de Paris* et la famille *Decauville*.

Baudoz n'étant pas le véritable fondateur, était donc prête-nom, il suffit de produire la preuve, et elle est faite, que 7 à 800 souscripteurs étaient imaginaires pour en conclure que chacun d'eux n'a pu faire le versement sur chacune de ses actions, donc le versement n'a pas été utile et il n'y a pas eu souscription du capital social puisque la souscription émane de *personnages imaginaires*.

Nous recevons d'un actionnaire des Établissements Decauville la note suivante, à laquelle, en l'absence de notre directeur, nous nous reprocherions de changer un seul mot :

« Deauville, 28 août 1892.

« J'estime que rien de ce qui touche le sénateur Decauville ne doit vous être indifférent, et je me permets de vous envoyer une note que vous publierez si vous le jugez bon. Je vois mon Président chaque jour, c'est le Morny de la plage. Le *high life* l'a adopté, Il préside le tir aux pigeons, marque les coups, distribue les récompenses, juge les conflits.

C'était indiqué. Cet homme est universel. Le pigeon et l'actionnaire lui sont également familiers, et tous les procès du monde ne sauraient l'émouvoir. On vient à lui de Trouville et de Villers. Il est populaire. Les femmes l'admirent et le lui disent. Cet élu du suffrage restreint et de la voie étroite a le geste large, le regard tendre, et on lui sait gré d'avoir su encaisser de nombreux millions ! C'est un joli tireur. ".

M. Paul Decauville, sénateur, officier de la Légion d'honneur; en même temps qu'il surveille à Deauville ses nombreuses propriétés, achetées sans doute avec les riches dividendes de ses actions, ne craint pas d'aller donner le coup d'œil du maître aux Tramways du Calvados, créés et exploités par la Société Decauville.

On ne voit que lui sur la ligne, à la grande joie des touristes, qui ne contemplent pas sans émotion un si grand personnage montant sur la machine, tapant sur l'épaule aux employés et faisant la mouche du coche.

Malgré sa dignité et ses dignités, M. le sénateur met lui-même la main à la pâte ; sa grandeur, dans l'espèce, ne l'attache pas au rivage ; c'est un progrès dont nous voulons le féliciter, en espérant que les dividendes se ressentiront de son activité fébrile.

Quant à l'avenir de ce genre d'exploitation, nous n'y croyons pas : comme réclame, cela peut être un moment un de ces *clous* que M. Decauville a déjà su enfoncer à son profit personnel, mais, comme industrie sérieuse, cela n'existe pas.

La saison des bains dure à peine deux mois et l'exploitation est limitée à cette période ; toute la monnaie de billon que l'on peut récolter un jour de courses à Cabourg rémunérera difficilement le capital engagé, après le payement des frais généraux etl après indemnité aux écrasés.

Il est surtout regrettable pour la Société Decauville que la ligne soit confinée uniquement dans la partie déshéritée du littoral, et que le maire de Beuzeval-Houlgate, conseiller général, se refuse énergiquement aux bienfaits du tramway Decauville sur sa commune ; c'est, en effet, de Trouville à Houlgate qu'est le vrai mouvement.

On voit d'ailleurs rarement une Société de construction de matériel se faire exploitante ; ces sociétés s'en gardent bien, en général ; elles se contentent d'être les fournisseurs d'un concessionnaire qui, lui, court les chances de sa spéculation, ou, tout au moins, elles passent la main à un fermier après construction.

Il faut croire que la Société Decauville manque de clients, puisqu'elle doit, pour écouler ses produits, courir elle-même les risques de conceptions financières qui ne sont pas son objet propre, et ensuite exploiter elle-même ses créations aléatoires.

En principe, nous ne saurions blâmer le conseil d'administration, si la clientèle, vendue 7.500.000 francs, est nulle et imaginaire, de chercher d'autres éléments d'activité, même avec quelques risques.

Nous ne croyons pas, toutefois, que ce soit l'opération des tramways du Calvados et autres similaires, qui relèveront les affaires de la Société Decauville.

C'est une enseigne coûteuse plus ou moins en vue ; c'est un joujou comme on en voit maintenant jusque dans les fêtes foraines, mais, même à titre de réclame, est-ce bien là celle qui convient à une puissante Société de 20 millions qui doit viser à être le fournisseur sérieux des grandes administrations d'État, des grosses entreprises de travaux publics, c'est-à-dire d'une clientèle qui ne se laisse pas prendre comme de simples souscripteurs d'actions, par des réclames à la Mangin ?

On attend maintenant l'entreprise de montagnes russes dans les fêtes publiques.

X…

Baudoz est-il fondateur de la Société Decauville ?

M. Pont donne la définition du fondateur,

« Le sens du mot fondateur a été nettement déterminé dans l'exposé des motifs ; dans la pratique, y est-il dit, personne ne se méprendra sur les personnes que ce mot désigne. Une Société, surtout une Société nombreuse, ne se forme pas par le consentement spontané de tous ses membres ; l'idée première appartient toujours à une ou à quelques personnes qui, après l'avoir mûrie, cherchent à la propager.

Elles sollicitent et obtiennent des adhésions, elles fondent véritablement la Sociêté ; le vœu de la loi est que les fondateurs soient associés.

Le premier titre ne peut convenir qu'à ceux qui ont droit au second.

Un individu qui, par ses soins, parviendrait à déterminer un certain nombre de capitalistes, de commerçants ou d'industriels à former une Société, à laquelle il resterait étranger ne serait qu'un agent, qu'un intermédiaire ; on ne pourrait lui donner le titre de fondateur et considérer comme digne de quelque confiance sa déclaration que le capital est souscrit en entier et que le quart a été versé. »

Et plus loin, M. Pont, nº 1.291, ajoute :

La définition du mot fondateur donnée plus haut (n° 1.127) est confirmée par la jurisprudence, d'après laquelle les fondateurs d'une Société sont ceux qui créent l'entreprise, dressent les statuts, réunissent les premières assemblés et font appel aux capitaux (Amiens, 16 janvier 1875, Sirey 1875-2-193 ; Journal du Palais, p. 800). »

LE PROCÈS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 7 septembre 1892)

Quelques actionnaires ont profité des loisirs des vacances pour nous écrire de longues lettres où s'épanche leur indignation contre les Decauville et où s'exercent leurs critiques contre notre modération.

D'autres défendent les Decauville, au contraire des premiers qui demandent l'intervention des gendarmes !

Comment, s'écrie l'un d'eux, il y a dans cette affaire une fraude à la loi, des souscriptions au nombre de 5 à 600, revêtues de signatures imaginaires qu'un expert déclare avoir été faites par quatre personnes en tout ; des circulaires, lettres, et lettres recommandées dont les adresses sont prises sur les listes de souscription reviennent avec la mention inconnu, et vous ne trouvez pas qu'il y ait lieu de demander un rapport à l'expert Flory ou à tout autre ?

Mon Dieu, non ! Nous sommes d'avis qu'il faut procéder lentement et ne compter que sur les intéressés pour faire leur besogne.

On attend encore la publication des rapports sur Panama, sur les Dépôts et Comptes courants. Depuis que ces sociétés sont en liquidation, les coupables ont pu à l'aise dénaturer leurs biens, mettre leur fortune à l'abri, à l'aide de prête-noms.

En ces matières financières, nous trouvons qu'il n'y a aucun profit à mettre en mouvement l'action publique. Nous déclarons même qu'il est bien difficile d'établir l'intention criminelle des administrateurs ou des fondateurs des Sociétés.

Fondateurs ou administrateurs ont souvent péché par négligence, par ignorance de leurs devoirs, par faiblesse. Il faut leur faire payer le plus cher possible les fautes commises et ne pas les plaindre, même après payement ou transaction, car ils restent presque toujours, après comme avant, beaucoup plus riches que les moins ruinés de leurs actionnaires !

Aussi, sans nous préoccuper des pénalités encourues, nous ne devons tendre qu'à faire rendre l'argent, sans toutefois nous laisser apitoyer le moins du monde par les plaintes de telle ou telle malheureuse famille de financiers dont certains actionnaires complaisants sinon salariés, se font auprès de nous l'écho.

Et à propos des Decauville :

Vous lui en voulez donc bien à cette famille ? nous écrit l'un d'eux.

Nous ? Mais pas du tout ! Nous n'avons jamais vu ni connu ni le plus petit ni le plus grand des Decauville.

Si, il y a un an, ne pouvant plus méconnaître combien nous avions eu raison et combien il s'était trompé de bonne foi, admettons-le, le grand Decauville avait pris la voie large pour avouer ses erreurs et celles des siens ; s'il avait sacrifié ses actions, ses jetons de présence, ses frais de représentation, proposé aux actionnaires une réduction de capital et proclamé son désir de réparer le préjudice causé en consacrant le travail de toute sa vie au relèvement de l'entreprise, nous l'eussions acclamé.

En agissant ainsi, lui et les siens auraient pu garder, d'ailleurs, la plus grande partie des millions encaissés !

Cette grandeur d'âme n'est décidément pas de ce monde. Cet homme n'a pas voulu se concilier les sympathies du public ; les voies par où se manifestent sa générosité sont singulièrement étroites, pour ses actionnaires, du moins.

Malgré tout, nous voulons croire encore à sa bonne foi, et attribuer à l'orgueil son obstination.

Niera-t-il qu'il connaissait la loi obligeant à la vérification des apports ?

L'eût-il ignorée, que ses conseils la lui eussent fait connaître cette loi, qui a eu justement, pour but de rendre impossible de telles tromperies, et pour défendre le public contre lui-même ?

S'il ignorait cette loi, M. Paul Decauville n'en serait pas moins responsable. En tout cas, il l'a certainement apprise depuis lors !

Dans les jours qui ont précédé le 13 novembre 1889, tout démontre que M. Decauville a été à l'évidence conseillé, averti par son notaire.

Avant le 13 novembre, on était parfaitement décidé à faire une Société avec apports et conformément à la loi — on la connaissait donc, cette loi ! Mais, en présence de l'énormité des apports qu'on voulait imposer au public, on a craint, non pas de ne point trouver des commissaires-vérificateurs complaisants, — cela se trouve toujours, — mais de soulever l'indignation du public, et de voir les estimations rejetées par l'assemblée constitutive.

On ne voulait pas, et pour cause, révéler les bénéfices des années antérieures qui logiquement devaient servir de base au chiffre scandaleux de vente de la clientèle (7.500.000) et au dernier moment on a inventé le procédé Baudoz !

Mais on savait que le pseudo-prix de vente dissimulait des apports, car le projet abandonné portait les apports à 33.000 actions.

C'était insensé, ce n'était pas équitablement approuvable, mais c'était légal.

On a eu peur et on a reculé pour mieux sauter... trois ans après !

Cela est si vrai qu'il y a eu deux projets de statuts et que l'article 6 des premiers n'était pas du tout le même que l'article 6 des seconds.

Tout était d'accord avant le 13 novembre. On faisait des apports le 12. Le 13, on n'en fait plus et pour mettre sur pied le procède Baudoz, on fait le 13 la promesse de vente, le dépôt des statuts, et le dernier traité avec la Banque d'Escompte. Nous y reviendrons.

Divers journaux publient la lettre suivante, qui remet sous son vrai jour le procès gagné par les Decauville :

Monsieur le Directeur,

« Vous avez publié, dans votre numéro du 12 août 1892, une note informant le public que la Société Decauville venait de gagner contre moi un gros procès.

« Il y a erreur, au moins en ce qui concerne la Société Decauville qui n'existait pas encore à l'époque où, après une saisie faite par moi à l'Exposition universelle de 1889 des wagons de terrassement de mon système breveté à quatre tourillons, exposés par M. Paul Decauville, j'ai assigné celui-ci en contrefaçon.

« Le tribunal a cru devoir juger contre les conclusions du rapport des experts.

« J'ai interjeté appel.

« Le public intéressé connaissant les personnages du procès, la note en question me désigne suffisamment.

« J'attends de votre courtoisie la publication de ma réponse, et vous prie d'agréer mes civilités empressées.

« A. Suc,
« ingénieur-constructeur »

Ainsi, il résulte de la lettre de M. Suc, que :

1° le différend existait entre lui et MM. Decauville et non pas entre lui et la Société anonyme des Établissements Decauville ; 2° le tribunal a jugé contrairement aux conclusions du rapport des experts ; 3° l'instance est portée devant la cour d'appel.

Et c'est à ce propos que l'on a mené si grand tapage sur le succès des Établissements Decauville. C'est bien le cas de le répéter : ne confondons pas autour avec alentour, la Société des Établissements Decauville et ses infortunés actionnaires, ceux qui ont donné, avec MM. Decauville, industriels, qui ont reçu plus de 14 millions sur 20 millions effectivement versés.

Nouvelle que notre impartialité nous fait un devoir d'insérer :

« Le conseil général du Calvados avait à décider la largeur de voie à adopter pour la continuation du réseau d'intérêt local, qui comprendra 250 à 300 kilomètres.

« Un membre du conseil a combattu la voie de 0 m. 60 et préconisé la voie de 1 mètre ; mais, malgré son éloquence, le conseil a décidé d'exécuter son réseau entier avec la voie de 0 m. 60, dont une première ligne de 10 kilomètres, de Luc à Dives et à Caen, a déjà été exécutée par la Société Decauville et donne complète satisfaction, »

Nous reproduisons, à titre documentaire, l'article suivant paru dans la *Cote de la Bourse et de la Banque* :

LA SOCIÉTÉ DECAUVILLE

Nous avons annoncé récemment que le procès en nullité intenté à la Société Decauville serait plaidé le 17 octobre 1892 devant le tribunal de commerce de la Seine.

Voici dans quelles conditions l'affaire se présente :

La Société a été fondée par un sieur Baudoz, qui souscrivit deux actions ; elle a été constituée toute en numéraire et sur le produit des souscriptions, les établissements et la clientèle de MM. Decauville ont été achetés pour 15 millions. MM. Decauville, d'autre part, étaient souscripteurs et sont devenus actionnaires de la Société pour neuf mille actions.

La demande fait remarquer que le fondateur réel aurait été non M. Baudoz, qui était absolument étranger à l'industrie de MM. Decauville, mais MM. Decauville eux-mêmes, qui n'ont traité avec M. Baudoz en lui consentant une promesse de vente qu'en prévision de la Société anonyme à créer. MM. Decauville sont donc, par le fait, des fondateurs.

Les déclarations de souscription intégrale du capital, de versement du quart sur les actions auraient donc été faites, non par le fondateur réel, mais par. le fondateur apparent, d'où un premier cas de nullité.

Ensuite, la vente des Établissements Decauville, pour 15 millions, ne serait autre qu'un apport. La loi exige qu'un associé, qui ne fait pas un apport en numéraire, fasse approuver la valeur du bien mis en société, dans certaines conditions énumérées en l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867. Ces formalités auraient gêné MM. Decauville. Ils souscrivirent 9.000 actions à l'émission de la Société, vendirent leurs Établissements pour 15 millions, et se trouvèrent avoir reçu 11 millions en numéraire et 4 millions en actions ; ce qui est absolument comme s'ils avaient apporté leurs établissements pour 15 millions, savoir 11 millions en espèces et 4 millions en titres. Mais, en agissant par la voie de la vente, ils n'ont pas passé par la formalité de l'apport, d'où une deuxième cause de nullité.

On allègue enfin que MM. Decauville n'auraient pas versé les fonds afférents à leur souscription. La Société allait leur devoir plus que ce qu'ils avaient à verser ; ils auraient opéré ainsi une compensation anticipée et plusieurs souscriptions auraient été fictives, d'où une troisième cause de nullité : défaut de versement de numéraire, et une quatrième : défaut de souscription intégrale du capital social.

———

JURISPRUDENCE

Extrait de l'arrêt de la cour de Paris, du 24 mars 1859 (voir Dalloz, 1859-2, page 147. — *Journal du Palais*, 1859, page 365.

« Que c'est donc au mépris de la volonté du législateur que la nouvelle Société a été constituée, sans qu'un grand nombre de ses actions fussent souscrites, ni que le souscripteur des quatre cents mentionnées eût fait aucun versement sur leur prix ; qu'elle est donc nulle dans son principe comme dans ses effets, aux termes de l'art. 6 de la loi du 17 juillet 1856, qui prononce la nullité, à l'égard des intéressés de toute Société constituée contrairement aux prescriptions de l'art. 1er .

Considérant qu'une pareille nullité est *d'ordre public* ; qu'elle ne peut être couverte, et que, vainement, l'intimé excipe contre l'appelant, soit du long silence qu'il aurait gardé, soit de la délibération du 8 août 1857, qui aurait réduit le capital susdit de 5 millions de francs au capital de 3.984.200 francs, *qui était alors réellement souscrit et réalisé en conformité de la loi*.

Considérant que c'est par cette délibération d'une *Société frappée d'une nullité radicale depuis le jour de sa constitution*, que Martin a été nommé gérant au lieu et

place d'Ulysse Rousseau ; qu'il est en conséquence sans qualité pour exercer l'action *dirigée contre Balu*.

Infirme le jugement dont est appel, déclare Martin purement et simplement non recevable dans sa demande. »

Voir dans le même sens : Jugement du tribunal de commerce de. la Seine du 18 octobre 1858, cité dans Dalloz, 1879 — 3e partie — page 23. Pont, 1247. Bien que l'inaccomplissement des formalités ou des conditions constitutives soit imputable aux associés, et que par suite, il y aurait injustice à leur permettre de se prévaloir les uns contre les autres d'une faute commune à tous, cependant il faut remarquer qu'il s'agit ici d'une *nullité d'ordre public*, et que si l'action en nullité est ouverte aux associés, c'est moins dans leur intérêt propre et personnel que dans un intérêt général, pour faire cesser un état de chose réprouvé par la loi.

La jurisprudence, du reste, est fixe dans ce sens. Il résulte de ces décisions, que le droit d'agir en nullité appartient aux associés ou aux actionnaires (Paris, 5 août 1869, *Journal du Palais*, 1870, page 202) même, quand les actionnaires n'ont pas payé le montant intégral de leurs actions (Lyon, 12 janvier 1872, *Journal du Palais*, 1873, page 321).

Le gérant peut agir en nullité de la Société contre la Société elle-même qu'il administre, sauf à subir les conséquences des actes auxquels il aurait participé et à raison desquels il serait personnellement responsable (Cassation 3 juin 1862, Sirey-Villeneuve, 1863, 1, 189).

Il est décidé même que la nullité peut être demandée par les associés, nonobstant toute exécution de l'acte de Société. C'est une suite nécessaire de caractère de la nullité, qui, étant absolue et d'ordre public, ne saurait être couverte ni par une ratification expresse, ni, à plus forte raison, par une ratification tacite (Cassation, requête, 30 janvier 1839. *Journal du Palais,* 1839, tome 1er , page, 354).

———————

COUR D'APPEL DE PARIS
(Arrêt Debons contre Ralliement)
4 août 1882.

Le 4 août 1882, la Cour a rendu l'arrêt infirmatif suivant :

Considérant qu'à la suite de la liquidation de la Société, les appelants ont soutenu que la Société avait été irrégulièrement constituée que, notamment la totalité des actions n'avait pas été souscrite, et que le quart desdites actions n'avait pas été intégralement versé, que les fonds encaissés avaient été abusivement employés ou dilapidés par le gérant faute de surveillance de la part des membres du Conseil.

Que la Société devait, en conséquence, être déclarée nulle et les membres du conseil responsables du préjudice causé aux appelants.

Considérant que cette demande a été à tort repoussée par les premiers juges ; qu'en effet, aux termes de la loi, les Sociétés on commandite par actions ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription du capital social, et le *versement par chaque actionnaire* du quart au moins des actions par lui souscrites.

Qu'ainsi il ne saurait *suffire de constater la présence en caisse, d'une somme équivalente au quart* du capital souscrit, qu'il faut que chaque actionnaire en particulier ait libéré du premier quart les actions qui lui sont attribuées, sans que les versements plus importants *faits pour le compte de quelques souscripteurs, pussent suppléer ceux que d'autres n'auraient pas régulièrement effectués.*

Qu'enfin la libération du premier quart de chaque action doit nécessairement précéder la constitution de la Société.

Que vainement la libération serait effectuée plus tard, qu'elle, ne pourrait effacer le vice originaire résultant de l'absence du versement réglementaire au jour où la Société a été déclarée constituée.

Considérant que, des documente produits à la Cour, il résulte que les sieurs Laya, etc., portés sur la liste déposée par Barbieux comme souscripteurs d'un nombre total de cinquante-trois actions, n'avaient, à la date du 9 octobre (date où la Société avait été déclarée constituée) opéré sur les actions aucun versement.

Qu'à la vérité, les victimes invoquent une mention du livre brouillard de Barbieux aux termes de laquelle celui-ci aurait payé, pour les susnommés, les sommes dont ils étaient débiteurs.

Mais que, sans qu'il soit besoin de rechercher si ce versement, dont la réalité est contestée, a réellement eu lieu, il suffit de constater que la mention dont il.s'agit est à la date du 4 décembre, tandis que les versements auraient été effectués le 9 octobre et que ceux qui ont pu être effectués depuis ce dernier jour doivent être considérés comme tardifs.

Considérant que, dans ces conditions, la Société n'a pu être valablement constituée.

Infirme.

———

COUR D'APPEL D'AIX
(16 mai 1860.)

Une Société en commandite par actions est nulle, lorsque sur la liste des souscripteurs annexée à la déclaration notariée du gérant, *figuraient des prête-noms complaisants auxquels ont été substitués plus tard des souscripteurs sérieux*.

(Voir Dalloz, 1860, 2, page 118).

———————————

LE PROCÈS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 21 septembre 1892)

LE PLAN TROCHU-DECAUVILLE

Décidément, ce sénateur, suzerain de Petit-Bourg et autres lieux, a son étoile et nous nous expliquons la confiance aveugle qu'il inspire à... lui-même.

C'est l'étoile de Paul qui nous a conduit dans un modeste wagon où nous devions trouver les indices qui vont nous permettre d'éviter à ce sénateur immense la plus colossale des gaffes !

Il nous a été donné de recueillir de la bouche d'une personne un peu loquace et pour laquelle nous sommes resté un étranger, des renseignements complets sur le plan Decauville.

Nous étions là dans notre coin, les yeux clos et indifférent en apparence à la causerie fort animée de deux des meilleurs amis de Paul. Ces deux personnes s'entretenaient du procès et nous eûmes, nous l'avouons, la faiblesse de nous réjouir de l'éreintement de première classe qui fut infligé à notre bande et surtout de ne point interrompre un si charmant entretien.

Nous prenions des notes mentales et de ces notes, nous ne reproduirons qu'une partie.

La plus bavarde des deux personnes doit avoir avec Pierre, Paul ou Émile des relations de chemin de fer à voie étroite avec trains quotidiens, car elle nous paraît les bien connaître. Elle est dans la confidence de leurs géniales conceptions et elle leur fait une habile réclame même en voyage !

Mais venons-en au plan du sénateur et en divulguant le plan, évitons à cet Honorable une nouvelle sottise.

Obtenir du tribunal de commerce de la Seine par pression, influence, démarches, le gain du procès et, le procès gagné, faire à l'assemblée de novembre une déclaration de principes appuyée de l'abandon pur et simple de 4.000 titres sur les 9.000 de la famille — titres à annuler.

Après cette ascension au Capitole, demander que la Société réduite à 36.000 actions, procède à l'échange de deux titres contre un pour en arriver au capital de 9 millions — Apothéose !

Le tribunal de commerce, secrètement prévenu du dépôt de ce plan chez un notaire, aiderait donc par son jugement à son exécution. Les ruines de la famille Decauville seraient ainsi évitées par ce sacrifice qui, au cours d'aujourd'hui, représenterait environ 5 à 6 % des quinze millions encaissés.

Résultat pratique : Les Decauville gardent leurs 15 millions espèces.

Ils abandonnent deux millions en papier. Ils échangent comme tout le monde les 4 à 5.000 actions qui leur restent contre 2.000 ou 2.500.

Le public qui a, en ce moment, en chiffres ronds, 32.000 actions payées 500 francs, les échangera donc contre 10.000 d'où une perte normale de huit millions à laquelle il y aura lieu d'ajouter la différence entre le prix réalisable de deux actions et le pair de 500 francs du titre nouveau délivré après réduction.

Il va de soi qu'on expliquera au public qu'il n'y a pour lui nul préjudice, au contraire, et qu'il doit être bien content puisque sa part proportionnelle dans l'actif de la Société sera de 1/18.000 tandis qu'elle aurait pu être de 1/20.000 ou rester de 1/40.000 comme aujourd'hui.

*
*. *

Évidemment, la réussite de cette combinaison serait déjà pour nous un énorme succès, et nous verrions avec une certaine joie maligne les Decauville proposer eux-mêmes une combinaison analogue à celle qu'ils traitaient de plaisante il y a une année à peine.

Mais tout ce qui serait possible si les juges consulaires élus par nous étaient des agents d'affaires, des commerçants influençables, est tout bonnement impossible parce que ce sont des juges, et la forte gaffe serait de tenter même de les influencer ?

Il faut que notre autocrate sénateur ait une rude dose d'illuminisme, une copieuse confiance en sa force pour qu'il puisse croire tout ce maquignonnage possible !

Comment, on ferait une sorte de marché, on consacrerait par un jugement le procédé Baudoz, on le brevèterait par arrêt et on établirait une telle jurisprudence négative de l'esprit de la loi sur les Sociétés, tout cela pour être agréable au châtelain des Tourelles !

Mais dans quel pays aurait-on vu tripatouiller ainsi les arrêts de justice ? Dans l'Amérique du Sud peut-être, et encore ?

Il n'y a pas, Monsieur le Sénateur, sachez-le bien, un juge au tribunal de commerce de la Seine capable de prêter l'oreille à vos ambassadeurs, si habile sous arbitres qu'ils puissent être !

Ces juges, et non ces hommes, n'ont d'autre ambition que de rendre la justice, et si jamais quelqu'un émettait auprès de l'un d'eux la demande d'un jugement complaisant, nous connaissons assez ces magistrats pour prédire l'accueil qui serait fait à une telle invite !

Nous entendons d'ici les arguments que vous allez employer par insinuations plus ou moins diplomatiques, nous en avons retrouvé l'écho chez quelques-uns de vos amis :

« Nous sommes en présence d'une bande, direz-vous, cette bande, on la retrouve dans toutes les affaires; ce sont des gens qui se sont mis en tête de faire embêter les Grands par les Petits. Ils les groupent et ils s'enrichissent par la défense des actionnaires. Les laisserons-nous toujours faire ? N'avons-nous pas honnêtement gagné nos quinze millions ? Combien audacieux sont ceux-là qui nous les voudraient reprendre? Vous, bons juges, aidez-nous à nous défendre contre cet odieux chantage et que ce procès tourne à la confusion de ses auteurs. »

« Cela fait, et alors que nous n'y serons plus contraints, nous ferons pour les actionnaires bien plus que le procès gagné ne leur eût rapporté. Nous serons grands et généreux mais en toute liberté, sans humiliation, et le prestige du nom Decauville sera augmenté de la défaite de ses détracteurs.

Mon cher sénateur, vous n'oubliez que ceci :

Il y a quelque chose de plus fort que vous, que les juges, que tout le Sénat, que tous les ministres, ce quelque chose, c'est le Droit !

*
* *

À en croire ce qui précède, M. Decauville qui, à la dernière assemblée, traitait de plaisanterie la proposition de transformer ses 9.000 actions en parts de jouissance dans les bénéfices (après le payement de 6 % au surplus du capital), serait revenu à de meilleurs sentiments, et serait même disposé à faire l'abandon pur et simple de 4, ou 8, ou 9.000 actions !

Seulement (il y a un seulement !), il voudrait tomber avec grâce et même... rebondir! Il ne ferait ce sacrifice qu'après un jugement défavorable aux poursuivants du procès. Il veut faire un cadeau, mais non pas quelque chose qui ressemble à une restitution.

La combinaison est difficile à .... assurer.

Si désireuses que puissent être des personnes officielles, voire même des juges en dehors de leurs fonctions, d'éviter un nouveau scandale financier, il n'y a pas place pour une échappatoire en cour de justice française.

D'ailleurs, *verba volant*, et ce que M. Decauville traitait de plaisanterie il y a un an, pourrait le redevenir à ses yeux, faute d'un bel et bon engagement.

Quoi qu'il en soit du procès, nos actionnaires sont prévenus, et nous sommes les premiers à leur annoncer très sérieusement les remords de M. Decauville, et le succès de leurs revendications, sous quelque forme qu'il se présente.

Ils sauront à qui ils le devront.

Nous rappelons ci-après les questions que le tribunal est appelé à résoudre en fait et en droit. Chacune d'elles vise un principe impossible à éluder ; quant aux faits, les documents produits appelleront une appréciation nette et précise.

Voici les conclusions des demandeurs :

Plaise au tribunal :

1° Dire et juger que nombre de souscriptions sont fictives et qu'il y a nullité par application des articles 1, 24 et 41 de la loi de 1867 (Arrêt des Réassurances) ;

2° Dire et juger que la liste de souscription déposée ne satisfait à aucune des prescriptions de l'article 55 de la loi de 1867, et qu'il y a nullité par application de l'article 56 ;

3° Dire et juger que les déclarations constitutives ont été faites par un fondateur fictif, alors que MM. Decauville étaient les fondateurs réels, et qu'il y a nullité par application des articles 1, 24 et 41 de la loi de 1867 (Arrêt des Réassurances);

4° Dire et juger que les versements, tant sur les souscriptions fictives que sur les souscriptions de MM. Decauville, ont été fictifs et qu'il y a nullité par application des articles 1, 24 et 41 de la loi de 1867 ;

5° Dire et juger que MM. Decauville, cédant leur affaire à la Société pour 15 millions, étant associés par souscription ou autrement, étant aussi fondateurs réels, faisaient un apport, lequel n'a pas subi l'examen prescrit par l'article 4 de la loi de 1867, et que, par suite, il y a nullité par application des articles 4, 24 et 41 de la loi de 1867.

Telles sont sur chaque point, d'une part, les questions de fait appuyées de documents certains et à apprécier formellement.

Telles, sont, d'autre part, les questions de droit sur chaque groupe de faits.

La jurisprudence en matière de Sociétés va s'enrichir d'un monument de la plus haute importance et du plus grand intérêt par ce temps de scandales financiers.

Ce document ouvrira, en effet, ou fermera la porte aux procédés employés par MM. Decauville, pour la création d'une société anonyme.

*
* *

La dernière batterie

Depuis quelques jours, un petit mouvement de transactions-se produit sur les titres des Établissements Decauville.

Notre ami le sénateur prépare sa mise en scène pour l'assemblée de novembre avec une mæstria digne de lui.

Des journaux, la *Loi*, la *Confiance*, etc., ont déjà été envoyés aux actionnaires. Certains chantent la prospérité de la maison et, en même temps, attaquent notre bande.

La hausse va se produire parallèlement sur les actions.

À un taux de 180 à 190 fr., le marché était absolument mort ; tous les titres sont rentrés dans les tiroirs en attendant les événements. .

Avec leurs 9.000 titres, les Decauville sont les maîtres du marché et peuvent relever, en apparence, le prix de l'action par des ordres d'achat, à seule fin de se présenter en moins piteuse posture devant le tribunal d'abord et devant l’assemblée ensuite.

À l'actionnaire de juger ce qu'il doit faire. Nous ne nous occupons, nous, que du dossier, nous apportons des faits et toujours des faits et tous nos documents ne sont pas produits.

Que l'actionnaire prévenu se méfie des surprises et de la novation qu'on essayera de lui glisser comme dernière salve de la dernière batterie.

Les chemins de fer du Loiret, du Calvados, ou autres pourraient donner matière à une création de titres qu'on offrirait aux actionnaires, titre nouveau contre titre Decauville destiné à être annulés, ce serait l'indemnité apparente, la compensation à la réduction du capital à 9 millions.

On espère peut-être ainsi diminuer de moitié la responsabilité de la nullité. Habile novation !

*
* *

La souscription Decauville

26 novembre 1889.

Voici, à titre documentaire, la liste des principales souscriptions à l’émission, souscriptions dont l'attribution a été arrêtée aux chiffres ci-dessous :

Marchand, Louis-Georges, 51, avenue Montaigne 150
Wiesner Moïse, 39, rue des Petits-Champs 68
Delebecque Germain, 18, rue de Dunkerque 100

Aghion (Jules) et Cie, 22, rue du 4-Septembre 1.000
J. Lusson et Cie, 3, rue Saint-Georges 100
Lescot Albert, 27, rue Général-Foy 100
Krastz Marie-Joseph, 8, rue du Château (Puteaux) 150
Mac-Swiney Valentin, 3, rue Louis-le-Grand 200
Bouley Eugène, 65, rue Monceau 200
Grille Charles-Joseph-Antoine, 7, rue Logelbach 200
Schulmann *[sic : Schuhmann ?]* Henri, 56, rue de la Victoire 300
Renard frères et Cie, 10, rue de la Grange-Batelière 2.000
Gault (Armand) Lévy et Cie, 5, boulevard des Italiens 1.000
Decauville Paul-Armand, château des Tourelles (Seine-et-Oise) 1.000
Decauville Paul-Armand, en qualité de gérant de la Société en commandite Paul Decauville aîné, château des Tourelles (Seine-et-Oise) 8.000
Banque générale des primes, boulevard Poissonnière, 37 866
Rhode Félix, 93, rue Saint-Lazare 100
Hirsch Louis, 99, rue Richelieu 200
Dorveaux Joseph, 178, faubourg-Saint-Denis 125
Hourvilleur Nalhan, 14, rue de la Fidélité 75
Gommès Jules, à Bayonne 65
Banque de Metz, à Metz 54
Goudchaux et Cie, 102, rue Richelieu 68
Banque d'Escompte de Paris, place Ventadour 2.000
Crédit mobilier, place Vendôme 1.600
Baron Georges de Soubeyran, 49, rue Monceau 100
Lair, 201, boulevard de la Villette 40
Yvo Bosch, 244, rue de Rivoli 500
Ed[mond] Duchateau, 6, place de la Concorde 500
Caisse générale de l'épargne, 46, rue des Petits-Champs 413
Sienkiewicz Arthur [Banque d'escompte de Paris], 77, rue Prony 140
Clerc Émile, 14, avenue Mac-Mahon 175
Dreux Ernest, 64, rue Pierre-Charron 100
De Coincy Léon, 14, rue Général-Foy 100
Hugo Finaly, 171, boulevard Malesherbes 200
Roussel Antoine, 3, rue Rodier 100
Pellorce Aimé, 95, rue Taitbout 300
En 39 souscriptions 21.788
actions sur 40.000 émises.

Il y a lieu de remarquer que la Société Decauville venderesse se présentait comme acheteur ou partie de l'acheteur, sans faire vérifier, ainsi que l'exige la loi à raison de l'opposition d'intérêts.

Nous croyons savoir que la plupart des souscripteurs ci-dessus ont eu la bonne fortune de repasser leurs titres au petit public, bien au-dessus du prix d'émission. Une opportune campagne de publicité a produit cet heureux résultat.

Plus cela change, plus c'est la même chose.

———————————

*
* *

Quelques citations

On lit dans les *Annales* :

« Pauvre Decauville ! Le procès se complique encore davantage. Un groupe d'actionnaires s'attaque à la sincérité des listes de souscriptions primitives. La Société devra se retourner contre les banquiers qui ont procédé à l'émission. Et dire que si l'entreprise avait été constituée à un capital modéré, elle eût été superbe ! ».

On lit dans le *XIX^e Siècle* :

Les trucs financiers.

« On entend souvent certains esprits superficiels, qui voguent perpétuellement dans les sphères éthérées de la haute métaphysique politico-religieuse, affirmer, avec un aplomb superbe qui n'égale que leur naïveté, que les gens de finance de toutes catégories ne varient jamais leurs procédés, se traînent toujours dans les ornières de la routine et emploient constamment les mêmes moyens pour dépouiller les capitalistes.

C'est une erreur absolue et complète, car, rien n'égale la fertilité d'imagination des gens qui se sont donné la délicate mission de faire passer dans leurs poches l'argent des autres.

Il est même regrettable qu'ils emploient au mal des esprits si déliés, quand ils pourraient autrement se rendre utiles.

Nos lecteurs en ont chaque jour une preuve nouvelle par les pièges récents contre lesquels nous ne cessons de les mettre en garde.

Du reste, n'avons-nous pas vu les Decauville être apporteurs sans l'être et vendeurs payés en actions ? C'était le truc de l'apport déguisé, et c'était nouveau.

.....

Decauville reste sans changement et presque sans affaires à 195, en attendant la solution du procès qui doit déclarer la Société nulle et rendre les fondateurs et les administrateurs responsables de l'argent surpris à la bonne foi des actionnaires. »

On lit dans l'*Économiste français* :

« Les Decauville se traitent à 189 fr. C'est au 17 octobre que reste fixée la date du procès.

Il est à souhaiter que l'affaire ne soit pas encore une fois remise, car il y aura probablement appel de la part de l'un ou l'autre des deux adversaires. En attendant, la Société continue à fonctionner avec un capital beaucoup trop considérable, qui, d'une façon ou de l'autre, paraît appelé à être réduit à un chiffre plus en rapport avec le véritable rendement industriel. »

Il est intéressant de remarquer avec quelle unanimité nos honorables confrères nous donnent toujours raison... trois ans après !

JURISPRUDENCE
À méditer

L'un des principaux arguments des Decauville sera de soutenir qu'il est indifférent que les souscriptions de quelques centaines d'actionnaires soient fictives, qu'il importe peu que des centaines de bulletins de telle ou telle ville soient revêtus de signatures fausses, puisque l'argent a été versé, les 20 millions de capital mis à la disposition de la Société.

Il suffit de consulter la jurisprudence pour voir que cette réplique aux preuves de nullité qui seront mises sous les yeux du tribunal ne tient pas debout. Nous avons déjà dit que la nullité était d'ordre public, elle existait dès la première assemblée constitutive et on aura beau chercher à établir qu'il n'y a eu nul préjudice puisque le capital a été effectivement réalisé — aucun fait postérieur réparateur n'a pu faire que la nullité n'ait été encourue dès le premier jour.

Le deuxième, le troisième et le quatrième quarts ont pu être intégralement versés, même ensemble, peu nous importe; dans l'espèce, il suffit que le premier quart n'ait point été versé par chacun des souscripteurs pour qu'il y ait nullité que rien ne peut effacer !

Or, des centaines de souscripteurs étaient imaginaires, des bulletins de souscription étaient signés de la même main et de différents noms ; ces noms imaginaires, produit de l'imagination de banquiers voulant se faire attribuer des unités dans un but de spéculation, n'ont pu faire de versements valables aux termes de la loi. La nullité a donc été encourue dès le premier versement.

Certains jugements et arrêts vont jusqu'à dire qu'il y a nullité si le premier versement est fait par des complaisants notoirement insolvables.

Sans renoncer à cet argument qui, à en juger par les listes de souscription, aurait grande chance de toucher le tribunal, nous admettrons, avec un arrêt récent (23 avril 1891), qu'on ne saurait considérer comme des complaisants et de simples prête-noms, les souscripteurs qui ont tous assisté aux premières assemblées générales et apposé leurs signatures sur les feuilles de présence en regard du nombre d'actions souscrites par eux, et qui ont ainsi contracté les engagements les plus formels et les plus sérieux.

Mais, ce n'est point le cas, et les imaginaires souscripteurs de certaines villes n'ont pu apposer leurs signatures, assister aux assemblées, puisqu'ils n'existent pas !

En réalité, plus nous creusons ce procès, plus nous nous demandons avec quels arguments plausibles, même en apparence, on osera le soutenir.

Toute l'armée des agréés ne sera point de trop pour résister à notre argumentation, que ne pourra affaiblir même l'insuffisance du talent.

Cette nullité, c'est l'évidence! En voulez-vous une nouvelle preuve?

Il est jugé et bien jugé que les actions d'une Société doivent être nominatives et ne peuvent être créées au porteur.

Il a été jugé que : Il importe peu que les statuts, prévoyant les conditions de mise au porteur des actions, aient dit que ces titres étaient nominatifs; l'insertion d'une pareille clause ne suffit pas pour donner satisfaction à la loi si les litres n'ont pas été rendus effectivement nominatifs.

Et il en résulte qu'il y a. lieu.de déclarer nulle la délibération qui a mis les actions au porteur, lorsqu'il n'apparaît pas que des actions déterminées aient jamais été inscrites au nom d'aucun des souscripteurs, et qu'il est avéré, au contraire, que la mise au porteur a suivi, purement et simplement, la reconnaissance faite par l'assemblée générale que le capital a été souscrit et les actions libérées du quart ou de moitié.

Comment toutes les actions libérées du premier quart de l'émission Decauville auraient-elles pu être nominatives comme l'exige la loi, puisque des centaines de souscripteurs sont imaginaires ?

Nous ajoutons, pour qu'il n'y ait point confusion dans l'esprit de nos lecteurs, qu'à notre avis, une Société peut émettre ses actions au porteur, si elle les fait intégralement libérer dès l'émission. Ce n'est point le cas des actions Decauville dont les 500 francs étaient payables 125 francs en souscrivant et 375 francs à la répartition (du 2 au.5 décembre 1889).

Il fallait donc qu'entre le premier et le second et dernier versement, elles fussent nominatives, et des centaines de souscripteurs n'ayant jamais existé, la chose fut matériellement impossible, donc nullité.

———————————

Le Phu-lang-Thuong—Lang-Son
(*Paris-Capital*, 21 septembre 1892)

Le prince Henri d'Orléans est peut-être actionnaire satisfait de Kébao, mais à coup sûr, il a dû acheter du Decauville à l'émission ou dans les cours de 600 francs.

Voici un extrait du récit de son voyage au Tonkin :

Je devrais mentionner encore ici la difficulté des communications ; je sais que nous devons au gouverneur général la construction de nombreuses routes ; mais il reste sur ce point beaucoup à faire ; ne serait-il pas temps de songer à des chemins de fer, de commencer des travaux plus sérieux que ceux du Decauville qui doit transporter les marchandises de Phu-lang-Thuong à Lang-Son, et dont le spectacle est un scandale, il faut dire le mot, exposé à la vue de tout voyageur venant au Tonkin ; je regrette d'avoir laissé échapper le mot et pourtant, après vous avoir montré 22 kilomètres de voie de 60 centimètres posés en deux ans, je voudrais pouvoir vous transporter en Birmanie et mettre sous vos yeux 220 kilomètres de voie d'un mètre établis en un an dans la vallée de l'Iraouaddy entre Rangoon et Mandalay. Les chiffres parlent ; ils seraient encore plus éloquents si nous abordions le chapitre des dépenses.

Nous estimons que ce récit est trop pessimiste.

La voie étroite a du bon et si on avait fait du Decauville une modeste affaire, elle aurait pu donner un bon petit revenu à ses propriétaires, au lieu de faire la fortune d'une seule famille ! Au Tonkin, les Decauville ne sont probablement pas les auteurs du chapitre des dépenses.

———————————

INFORMATIONS FINANCIÈRES
(*Le Messager de Paris*, 21 septembre 1892)

Par arrêté du 24 août dernier, le préfet du Calvados a autorisé la Société des établissements Decauville aîné à livrer à l'exploitation, pour le service des voyageurs seulement, la section du tramway de Dives à Luc-sur-Mer comprise entre Sallenelles et Ouistreham.

La longueur de cette section est de 9.258 mètres.

———————————

LE PROCÈS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 28 septembre 1892)

Points de droit.

Nous estimons avoir suffisamment démontré que *Baudoz* n'était pas fondateur, et que, par voie de conséquence, c'est *Decauville* qui, seul ou en compagnie, est fondateur de la Société des *Établissements Decauville aîné*.

Il devait faire vérifier les apports. Les apports n'ont pas été vérifiés. D'où nullité et préjudice.

Si on avait procédé légalement, les *Decauville*, souscripteurs d'actions espèces, n'auraient pu prendre part aux votes des assemblées constitutives parce que :

L'associé apporteur en nature n'a pas voix délibérative dans l'assemblée générale tenue pour l'approbation des apports ;

Et il en est ainsi, alors même qu'il réunirait à sa qualité d'apporteur celle de souscripteur d'actions en numéraire.

Cette prohibition s'applique également à l'apporteur et fondateur occulte qui dissimule sa personnalité derrière celle d'un tiers qui n'est que son prête-nom.

Est-ce assez clair ?

Ce sont là les termes d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, rendu en juin 1891 sur les plaidoiries de Mes Caron et Richardière, agréés dans l'affaire de la *Compagnie centrale des Cafés-Restaurants*.

Cette Société a été déclarée nulle pour violation de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, et cela parce qu'était nulle la délibération de l'assemblée constitutive du 22 septembre 1888.

Le vote approbatif de ladite assemblée a été déclaré *nul*, alors même que ce vote avait été donné par l'*unanimité* des souscripteurs autres que M. Goldschmidt qui se dissimulait derrière la personnalité de M. Brull.

M. Goldschmidt a été déclaré *fondateur* parce qu'il fut établi qu'il avait fait de la création de la *Compagnie des Cafés-Restaurants* une opération de spéculation toute personnelle à laquelle il avait associé quelques comparses.

La violation des règles fixées par la loi de 1867 entraîne par mesure d'ordre public la *nullité*.

Si la forme anonyme est parfois favorable aux desseins de certains spéculateurs, le moins est qu'ils soient tenus, lorsqu'ils y ont recours, à l'observation, au respect rigoureux, de toutes les règles qui régissent cette forme, cette nature de Société.

Le moins aussi est qu'on les rende responsables de la violation des règles édictées pour la protection de l'épargne, et les pénalités pécuniaires doivent être d'autant plus étendues, que la dissimulation et le préjudice ont été plus grands.

Il s'agit de millions et on parle de ces choses-là avec indulgence. Le préjudice, la faute sont excusés par les gens du monde, parce que on a fait du tort à des milliers d'individus et non à quelques-uns. Singulière logique !

*
* *

On annonce que les Decauville, ne s'en tenant plus à appeler en garantie la Banque d'Escompte, mettent en cause, pour partager leurs responsabilités, tous les *administrateurs de la première heure* sans exception ni réserve.

Ainsi ces messieurs ont tant de confiance dans leur cause qu'ils vont plus loin et plus vite que nous.

En effet, nous nous bornons à établir le principe de la nullité et des dommages à fixer ultérieurement sur états, ce qui revient, en droit, à réserver la question des responsabilités.

À chaque jour suffit sa peine ; et puis, est-ce que ce ne sont pas les termes mêmes du jugement à intervenir sur la nullité qui guideront les actionnaires sur la mesure et la distribution des responsabilités, sur leur forme, sur la juridiction même qui devra en connaître, etc., etc.

Nous avons certainement nos idées sur tout cela, mais il nous plaît de les réserver.

Ce qui est en tout cas certain, c'est que les Decauville, *auteurs et* **bénéficiaires** de l'opération des 14 millions et demi, conserveront une part hors de pair dans les responsabilités comme « *apporteurs non vérifiés* » (article 42 de la loi de 1807), en dehors de la responsabilité dite « *des premiers administrateurs* ».

Mais, de grâce, monsieur le sénateur, prenons le temps d'accorder les violons.

APPEL EN GARANTIE

Voici l'appel en garantie formé par les Decauville contre la Banque d'Escompte, et dont, jusqu'ici, nous n'avions pas obtenu le texte exact :

L'an mil huit cent quatre-vingt-douze, le 8 juillet,

À la requête de :

1° M. Pierre Decauville. demeurant à Paris, 24, rue Royale ;

2° M. Paul Decauville, demeurant au Château des Tourelles, à Évry–Petit-Bourg ;

3° M. Alphonse-Émile Decauville, demeurant à Évry–Petit-Bourg, villa Fontaine-Larmoy [8] ;

Tous trois élisant domicile en mon étude,

J'ai, Louis Richard, huissier près le tribunal civil de la Seine, demeurant à Paris, boulevard des Italiens, 27, soussigné,

Signifié, dénoncé et en tête de celle des présentes laissé copie à la Banque d'Escompte de Paris, Société anonyme, en la personne de ses directeur et administrateurs, ci-devant place Ventadour et actuellement rue Taitbout, 20, au siège social, où étant et parlant à un employé du contentieux,

D'un exploit de Rousseau, huissier à Paris, rue du Croissant, 18, en date du 12 avril 1892, apparu en copie tel qu'il a été signifié à mes requérants, à la requête de L... B..., demeurant à T...

Et par le même acte, agissant même fin, même requête et élection de domicile que dessus,

J'ai, huissier soussigné, donné assignation à la Banque d'Escompte de Paris, ci-dessus dénommée et qualifiée, à comparaître le mardi 12 juillet courant, à l'audience et par devant MM. les président et juges composant le tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, en la cité, dix heures du matin, pour :

Attendu que la demande sus énoncée tend à la nullité de la Société qui a été fondée par la Banque d'Escompte ;

Qu'il y a lieu de l'appeler en la cause actuelle aux fins de répondre aux griefs allégués par le demandeur relativement à la régularité de la constitution, et de garantir, s'il y a lieu, mes requérants contre les suites de ladite instance et de toute décision à intervenir ;

Par ces motifs :

Voir dire que la Banque d'Escompte de Paris sera tenue d'intervenir dans l'instance pendante entre le sieur B... et mes requérants, et de garantir ces derniers, en principal, intérêts et frais des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux à la requête de L... B... ; .

Voir en tout cas rendre commun avec la Banque d'Escompte le jugement à intervenir sur la demande principale ;

Et ce, sans aucune approbation préjudicielle de la demande principale contre laquelle les requérants protestent, se réservant de la contester formellement ;

Et à ce que ladite Banque d'Escompte de Paris n'en ignore, je lui ai laissé copie du présent.

Coût : 11 fr. 75. »

*

.....

Ce document suggère deux ordres d'observations aux actionnaires poursuivants :

1° Nous paraissons d'accord sur un point avec les Decauville (une fois n'est pas coutume !), c'est que Baudoz n'est pas un fondateur réel, donc nullité en vertu de l'article 1er de la loi de 1809, et de l'arrêt des Réassurances générales.

MM. Decauville commencent bien, en effet, par repousser toutes nos assertions, et faire toutes réserves sur tous les arguments de la demande principale, mais comme,

---

[8] On remarquera que *trois* Decauville sur *quatre* interviennent dans cette procédure. Il y a là un prodrome particulièrement suggestif. Nous y reviendrons.

immédiatement, ils déclarent qu'ils appellent en garantie la Banque d'Escompte parce, qu'elle a été le fondateur, cela veut dire que Baudoz ne l'a pas été. — Cette déclaration est incompatible avec les réserves ci-dessus sur ce point spécial.

2° Le principe de la nullité étant ainsi acquis et reconnu, les Decauville rejettent la responsabilité toute entière sur la Banque d'Escompte. Nous n'avons pas à défendre celle-ci qui a Me Lignereux pour agréé habituel, et c'est tout dire ; mais, quelle que soit l'issue de la querelle, raisonnons en spectateurs, nous, les victimes :

Si notre dossier est exact, nous savons que les Decauville, d'après les propres déclarations de M. Paul Decauville à la première assemblée constitutive [9], ont eu un lien de droit direct avec la Banque d'Escompte, par-dessus la tête de Baudoz.. — L'appel en garantie en est, une fois de plus, la démonstration matérielle, sans quoi ils n'eussent pu appeler en garantie que Baudoz.

Si nos documents sont complets, MM. Decauville ont délégué, par mandat salarié, la Banque d'Escompte, en sa qualité de banquier, à cette opération spéciale de la fondation qui consiste à provoquer et recueillir les souscriptions.

Ce fait ne peut qu'affirmer notre droit : puisque les Decauville ont eux-mêmes fait les frais de la fondation par un intermédiaire salarié, c'est qu'ils étaient les fondateurs. Leur responsabilité envers nous n'est pas diminuée par l'interposition d'un tiers ; elle n'en est que mieux établie, puisque le principe est avoué, et nous allons saisir le mandant par-dessus la tête du mandataire.

Pas plus qu'on ne pourrait impunément commettre un crime par intermédiaire, on ne saurait échapper aux responsabilités parce qu'on interpose un agent salarié entre soi-même et les tiers.

On ne fonde pas plus une Société par procureur, qu'on ne peut plaider par procureur ; à coup sur, dans les deux cas, on peut déléguer tout ou partie de l'exercice de ses facultés à cet effet, mais à condition de rester responsable, sans quoi il n'y aurait plus aucune responsabilité au monde.

Charger à ses frais quelqu'un de fonder, c'est être fondateur.

Il restera peut-être subsidiairement à débattre entre mandant et mandataire, étant donné qu'il y a eu mandat à forfait, si le forfait s'étend aux responsabilités de tous ordres, aux responsabilités initiales attachées à la personne même, à la qualité générale du mandant comme fondateur, ou seulement aux responsabilités découlant de l'exercice du mandat plus ou moins partiel que le mandant a conféré.

Encore une fois, pour nous autres tiers, étrangers au mandat et simples victimes, ce sont là des questions subsidiaires malgré tout leur intérêt ; nous n'avons rien à y perdre.

D'ailleurs, il faut attendre la production authentique de ce fameux contrat dont M. Decauville a si énergiquement parlé et qu'il invoque judiciairement aujourd'hui, toujours sans le montrer. Il serait curieux que nous fussions forcés de le produire nous-mêmes pour appeler au besoin les rectifications sur son contenu.

Après Henri d'Orléans, Lanessan

Nous avons publié dans notre dernier numéro l'appréciation du prince d'Orléans sur le chemin de fer Decauville de Phu-lang-Thuong à Lang-Son dont le spectacle est un scandale.

---

[9] « On a reproché à la Banque d'Escompte de Paris de ne pas avoir donné à l'acte de vente de nos usines, immeubles, brevets et marques, la même publicité qu'aux statuts. La raison en est simple : nous supposions que les souscripteurs seraient surtout attirés par l'honorabilité de notre nom et par notre présence à la tête de l'affaire. Il n'y avait aucun intérêt a provoquer des discussions oiseuses, notre décision de vendre au prix arrêté avec la Banque d'Escompte de Paris étant immuable...»

Nous nous disions qu'un prince d'Orléans, actionnaire malheureux peut-être, pouvait éprouver quelque amertume pour un sénateur républicain [Paul Decauville].

Hélas ! il n'est, paraît-il, pas le seul à se plaindre du Decauville ; voilà que le gouverneur général de l'Indo-Chine décide que la voie du chemin de fer de Hué à Phu-Lang-Thuong sera de un mètre et par conséquent ne se raccordera pas avec la voie de 60 centimètres de Lang-Son et il ajoute :

« — Ne me parlez pas du chemin de fer de Lang-Son !... Celui de Hué à Phu-Lang-Thuong sera établi, je puis vous l'assurer, dans des conditions entièrement différentes: Ici, point de surprises, point d'aléa ; nous savons où nous allons et ce que nous voulons faire, et notre kilomètre nous reviendra à un prix dont le bon marché vous étonnera. »

Quelle clientèle, quels brevets avons-nous donc achetés pour sept millions et demi ? Un bon conseil pour finir :

La Société Decauville ferait peut-être bien d'étendre la manne de sa publicité sur le prince Henri d'Orléans et sur M. de Lanessan, afin d'éviter des publications si nuisibles à l'intérêt social.

———————————

Paul... Sardanapale
(*Paris-Capital*, 28 septembre 1892)

Article bien curieux envoyé par un actionnaire :

Paul Sardanapale, roi des rois, n'était certes pas marqué au front par le génie ; mais par son audace et son entregent, il s'était élevé au rang suprême, jouant des coudes et de la voix, et se glissant au besoin *ad augusta per angusta*, — au rang suprême par des voies étroites, traduit Larousse.

Une fois au pinacle, comme tous les parvenus, il ne voulut pas se souvenir de ceux qui l'avaient connu dans une position inférieure, de ceux mêmes qui l'avaient longuement soutenu, de ceux qui l'avaient aidé à escalader la fortune.

Il vivait sur les sommets, entouré d'une cour choisie, reniant les vieux amis et ne les conviant même pas, comme des parents pauvres, au spectacle de ses chasses merveilleuses, dans les forêts de sapins odorants.

Son orgueil était immense, et un jour qu'un passant charitable lui criait de baisser la tête pour éviter un portique trop bas pour sa Grandeur, il n'en tint compte, se réservant de faire empaler le misérable avertisseur.

La vérité est qu'il se cogna très fort contre l'arête du portique et que toute sa santé en fut ébranlée ; le cerveau avait reçu un contrecoup sérieux, et il était malheureusement plutôt compact que vraiment solide.

La maladie amena force complications : les grands docteurs d'accourir et de proclamer tout d'abord, pour ne pas être congédiés, qu'ils répondaient du malade et que cela ne serait rien, pourvu qu'on leur donnât une bonne provision en espèces.

Cependant, le passant en question, un bon vieillard qui exerçait avec succès le métier obscur de rebouteur [*sic*], ne se gênait pas pour répéter que le roi était mal soigné, qu'il lui fallait du repos et la campagne avec de petites rentes, et avec le souvenir d'une bonne action qui consisterait en largesses au peuple.

Mais le bon vieillard, qui avait la manie du donner son avis sans qu'il fût demandé, n'était pas écouté par les grands, et seuls les petits se disaient timidement : Il a déjà guéri bien des blessures, pourquoi ne veut-on pas l'écouter ?

Cependant, le grand Roi, grâce à son orgueil, n'avait pas que des amis. Jusque dans le palais, les joueurs de flûte habituels, craignant un renvoi, car on ne les employait plus (sans doute pour ménager la tête du roi), menaçaient de changer leurs cantates en charivaris. Il fallut l'intervention du grand trésorier, souverain de la caisse.

Des difficultés extérieures vinrent à surgir et le roi des rois, devançant Napoléon à Tilsitt, s'en alla offrir alliance au grand empereur des Slaves. Mais celui-ci, méconnaissant le prix de cette démarche, se contenta de le faire rafraîchir à l'office, et le laissa retourner dans ses États.

Cependant, l'ennemi était passé de la menace à l'action. À l'intérieur, l'esprit de révolte avait gagné le bon peuple, si doux à la corvée. Il avait mis à sa tête le vieux rebouteur qui en revenait toujours à son idée de bon vieillard pacifique et radoteur, mais toujours sans succès.

Déjà, il était trop tard, l'ennemi était aux portes, la révolte à l'intérieur.

C'est alors que le grand Roi fit bien connaître sa grande âme. En face du danger, tel que nous l'a peint Rochegrosse, il monta sur la plus haute tour de son royal *château des 36 Tourelles*, avec ses trésors, son harem, ses joyaux, etc, etc., et commanda qu'on y mit le feu plutôt que de céder.

C'est alors qu'il eut une sublime pensée que l'Histoire a laissée dans l'ombre. Il songea alors à ses parents, à ses beaux-parents, à ses amis, à ceux qui, naguère, l'avaient soutenu et aidé, pour ne pas dire qu'ils l'avaient inventé :

« Je ne veux pas, s'écria-t-il, quitter seul mes châteaux, mes chasses, mes équipages et mes maîtresses. Chers amis que j'ai trop négligés, je m'en accuse, mais je ne vous ai pas oubliés ! Vous êtes dans mon cœur, venez prendre part à une chute qui ne sera pas sans grandeur, je vous réserve la meilleure place à mes côtés. »

———————

À propos de la prochaine assemblée des Établissements Decauville

(*Paris-Capital*, 19 octobre 1892)

Nous appelons l'attention du commissaire de surveillance de la Société des Établissements Decauville sur la jurisprudence qui résulte des décisions de justice suivantes :

Paris, 9 avril 1878, et Rej. 25 février 1879, Dalloz 80-1-20. Sic : Vavasseur, n° 888 ; Pont, n° 1654:

Après lecture, l'honorable commissaire, prévenu en temps opportun, comprendra qu'il est tenu :

D'examiner et de rendre compte des opérations accomplies, de la valeur des affaires engagées et de leur conformité soit aux statuts sociaux, soit aux règles d'une bonne gestion.

———————————

LE PROCÈS DECAUVILLE

(*Paris-Capital*, 19 octobre 1892)

L'affaire Decauville, comme nous le prévoyions, a été retenue à l'audience de lundi du tribunal de commerce, présidence de M. Dervillé, et les débats ont été clos hier soir mardi.

La salle d'audience présentait un aspect inaccoutumé. Elle était bondée d'un public spécial d'actionnaires, — nous allions dire de victimes des Decauville. Quant à ceux-ci, ils étaient au grand complet ; nous n'en doutions pas d'ailleurs, connaissant le caractère altier du chef de la famille.

Nous donnons ci-dessous l'analyse de la plaidoirie de Me Querenet, dont le nom n'est point inconnu de nos lecteurs, qui se rappellent sa brillante plaidoirie dans l'affaire du référé du Crédit mobilier, l'année dernière.

L'Exposition de 1889, dit Me Querenet, consacra deux grands succès, deux noms : Eiffel, Decauville. Du premier, nous n'avons rien à dire qu'on ne sache. Les seconds ont dû leur notoriété à ce fait qu'ils sont devenus — par hasard — associés dans l'entreprise du petit chemin de fer de l'Exposition.

Auparavant, leur situation ne semblait pas absolument florissante. Ils avaient, à la Société du Creusot, un découvert de 800.000 fr. — grâce à M. Marchand, représentant à Paris de cette Société.

Devant le succès du petit chemin de fer, on a songé à tirer profit de la situation, en mettant l'affaire Decauville en actions. On a cherché un banquier disposé à se charger de cette opération délicate, et on a trouvé la Banque d'Escompte de Paris, qui venait de s'illustrer dans l'affaire de l'émission Saragosse-Méditerranée.

Quelle était, à ce moment, novembre 1889, la situation apparente, aux yeux du public ? Il apparaissait que les établissements et le chemin de fer Decauville appartenaient aux seuls Decauville, et que c'étaient les Decauville eux-mêmes qui faisaient appel aux souscripteurs.

En réalité, les statuts avaient été déposés le 13 novembre, chez le notaire Lefebvre, par un sieur Baudoz se disant fondateur, en vertu d'une promesse de vente, à lui consentie, le même jour, 13 novembre, et déposée chez le même Lefebvre, notaire.

Les statuts ne font aucune mention des conditions de cette promesse de vente. Ils n'indiquent même pas le prix stipulé. Si les souscripteurs veulent être renseignés, ils devront en prendre connaissance chez Me Lefebvre, qui leur en délivrera volontiers une expédition sur papier timbré et contre espèces (coût : environ 1.500 fr.).

Mais encore est-il difficile d'avoir communication de ce document. On commence par le refuser à un actionnaire curieux, et ce n'est que sur la menace d'une procédure de compulsoire, déjà entamée, qu'on se résout au dernier moment à communiquer. Pourquoi ces refus, ces difficultés ? Nous allons le voir.

Les statuts contiennent deux dispositions intéressantes à retenir :

1° MM. Decauville (Paul, Alphonse, Émile), administrateurs statutaires pour trois ans, ainsi que M. Marchand, restent les maîtres de la Société.

2° Le premier exercice social aura une durée anormale de 19 mois et demi, en sorte qu'il se passera 25 mois avant qu'on ait à se présenter devant les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire.

Si nous examinons maintenant l'économie de la promesse de vente consentie par les Decauville à Baudoz, soi-disant fondateur, nous y voyons que :

Les immeubles sont vendus	4.000.000 00
La clientèle	7.500.000 00
Et en plus, le matériel et marchandises, à dire d'experts, pour une valeur qui atteindra environ	3.500.000 00
Ensemble	15.000.000 00

quinze millions, *payables comptant*.

Mais, de tout ceci, le prospectus ne dit mot ; il ne donne aucune explication. Si les statuts font une allusion discrète à *Baudoz*, et à la promesse de vente, le prospectus d'émission, qui est en somme le contrat entre le souscripteur et le fondateur, les affiches qui ont couvert le pays, sont absolument muets sur cette promesse de vente et sur *Baudoz* lui-même ; on n'avertit pas le public qu'entre les Decauville et lui, il y a un intermédiaire. Partout, dans les réclames des journaux, il est question des *Decauville*, rien que des *Decauville* ; nulle part il n'est fait la moindre mention de Baudoz.

L'émission a lieu. Environ 65.000 titres sont souscrits, pour 40.000 offerts au public, ce qui donne lieu à une réduction dont nous reparlerons. On procède à un semblant de constitution de la société.

La première assemblée nomme des commissaires, chargés, aux termes de l'art. 4 de la loi de 1867, de vérifier les apports et les avantages particuliers stipulés aux statuts.

À la deuxième assemblée, ces commissaires font leur rapport, muet sur le chapitre de la vente ou de l'apport des établissements Decauville, et se bornent à apprécier l'opportunité des jetons de présence et des tantièmes de bénéfices accordés au conseil.

La Société fonctionne. Et voilà que quand vient la première assemblée annuelle, dix-neuf mois après, le bilan et les cours des actions sont d'une éloquence remarquable. Malgré la direction des affaires restée aux mains des Decauville, le dividende est maigre, les amortissements mesquins et les cours s'effondrent. Aujourd'hui, l'action vaut 180 fr.

Aussitôt après cette première assemblée, les hommes honorables qui, avec les Decauville, composaient le conseil, MM. *Marchand, Lair, Clerc, Dujardin-Beaumetz*, donnent leur démission, Nous savons que, de l'autre côté de la barre, on essayera d'insinuer que c'est le procès actuel qui a causé la baisse. Mais les cours étaient tombés à 300 francs et au-dessous avant qu'il en fût même question. Dividende insuffisant, amortissements ridicules, démission des administrateurs qui n'appartenaient pas à la famille Decauville, voilà les vrais facteurs de la baisse. C'est dans ces conditions que notre client, M. B., vient dire aux Decauville :

Vous m'avez trompé ;
Vous avez violé la loi de 1867 ;
Voire Société est nulle ; Et je vous demande réparation du préjudice que vous m'avez causé.

Après cet exposé très net des faits de la cause, Me Querenet aborde le point de droit.

La Société, dit-il, est entachée de deux sortes de nullités :

Les nullités de forme et les nullités de fond.

Nullités de forme :

La première résulte de l'inexécution des prescriptions de l'article 55 de la loi de 1867, qui ordonne le dépôt par les fondateurs, aux greffes du tribunal et de la justice de paix de la liste nominative de tous les souscripteurs, avec leurs noms, prénoms, qualités et domiciles. Or, sur 5.000 souscripteurs environ, 3.000 prénoms au moins sont omis ; — 40 noms seulement sont suivis des qualités. Quant aux adresses, en dehors des souscripteurs habitant Paris, on s'est borné en général à indiquer la localité, même lorsqu'il s'agissait de villes très importantes.

L'article 56 porte que ces omissions entraînent une nullité d'ordre public.

Dira-t-on que la loi a ainsi voulu seulement assurer les versements à faire et que la critique n'a plus de raison d'être, les actions ayant été complètement libérées?

Nous répondrons que la loi est la loi, et doit être observée. La jurisprudence a consacré cette manière de voir, et le tribunal de commerce, dans le jugement des *Réassurances générales*, confirmé par arrêt de la Cour, a adopté cette doctrine.

On pourrait, en passant, s'étonner du rôle joué en cette circonstance par le notaire, et se demander jusqu'à quel point sa responsabilité est engagée.

La deuxième nullité résulte des dispositions des articles 1, 24, 41 de la loi de 1867.

Plusieurs centaines de souscriptions sont des souscriptions imaginaires. Les représentants des demandeurs ont envoyé aux soi-disant souscripteurs des circulaires. 600 environ sont revenues avec la mention : Inconnu.

Dira-t-on que les adresses étaient insuffisantes ? Ce reproche retomberait sur les fondateurs, et d'ailleurs, *aucun* de ces pseudo-souscripteurs n'était présent, ni représenté, même par fondé de pouvoir, aux assemblées constitutives. Il n'existaient pas !

Dira-t-on qu'on a accepté de bonne foi ces souscriptions, d'un banquier intermédiaire ?

Peu importe, car, en l'espèce, ce banquier faisait office de mandataire des fondateurs, et on est toujours responsable des fautes de ses mandataires.

Le jugement et l'arrêt des Réassurances ont également consacré cette jurisprudence et prononcé la nullité pour un cas identique.

Troisième cas de nullité : aux termes de la loi de 1867, les versements du premier quart sur les actions doivent être faits par les souscripteurs *eux-mêmes*. Or, il est matériellement impossible que des souscripteurs qui *n'existaient pas* aient pu faire *eux-mêmes* un versement.

Enfin, les versements des *Decauville* sur les actions par eux souscrites ont été aussi des versements fictifs. Après avoir atteint 18.000 titres, leur souscription fut réduite à 9.000. Mais, nous l'avons vu, ils n'avaient pas d'argent. Comment auraient-ils pu verser 2 millions 250.000 fr. et s'engager en outre pour 6 millions 750.000 ? Qu'a-t-on donc fait ? La Banque d'Escompte leur a ouvert un crédit, et, par un simple jeu d'écritures, a crédité la Société en formation du montant des versements dont elle débitait les *Decauville* : cette ouverture de crédit était gagée par les sommes mêmes qui devaient leur revenir du fait de leur vente à la Société.

Ainsi donc, l'opération était indivisible. La Société n'a jamais eu à sa disposition l'intégralité des 20 millions composant son capital, et sur lesquels 15 millions étaient engagés, avant que la Société fût constituée et pût commencer une opération quelconque, n'étant encore qu'un être moral en préparation.

Or, les versements par les souscripteurs doivent être *préalables* et la sanction de cette obligation se trouve dans l'article 41 : c'est la nullité.

Cette doctrine a été adoptée par un arrêt de Paris du 4 août 1882 et par le jugement du tribunal de commerce dans l'affaire des Réassurances, qui établit en outre que les prescriptions à peine de nullité de la loi de 1867 constituent un *ensemble de formalités* dont il n'est donné à personne de s'affranchir, même pour partie.

Examinons maintenant les nullités de fond.

Cette partie du débat est dominée entièrement par le principe du droit commun : *Fraus omnia corrumpit*.

Baudoz a-t-il été acheteur sérieux des Établissements *Decauville* ? A-t-il été vendeur sérieux des mêmes établissements ? Était-il fondateur réel ? Non. Tout cela était fictif.

Les fondateurs réels sont les *Decauville*.

Si *Baudoz* était fondateur, il avait seul qualité pour payer les frais de l'émission, soit environ 1.600.000 fr. L'a-t-il fait ? Non, ce sont les *Decauville* qui ont, en outre, acquitté près de 500.000 fr. de frais d'enregistrement.

Si Baudoz était fondateur, il avait droit, pour ses peines, soins et débours, à une légitime rémunération. Qu'a-t-il eu?

Rien.

Si, — il a souscrit deux actions.

Il n'a été, en réalité, rien qu'un prête-nom des véritables fondateurs, les *Decauville*.

Nous en trouvons d'ailleurs l'aveu dans l'allocution de M. Paul Decauville à l'assemblée constitutive, où il n'est nullement question de Baudoz, et où l'orateur (?) se présente nettement comme fondateur, — et aussi dans les articles des journaux officieux.

Cette inconsistance de Baudoz ressort encore des termes de l'assignation en garantie de la *Banque d'Escompte* par les *Decauville*, où il est question de la *Société qui a été fondée par la Banque d'escompte*.

D'ailleurs, pour toute cette combinaison, il a dû certainement intervenir un traité entre la *Banque* et les *Decauville*, et je prie mes adversaires, j'attends d'eux, qu'ils produisent ce traité, qui ne peut pas ne pas exister.

Ou ce traité existe, et on le produira ;

Ou bien, tâchons, ce qui est facile, de deviner ce qu'il contenait.

Il a dû être concomitant avec le dépôt des statuts et de la promesse de vente, c'est-à-dire prendre place vers le 13 novembre 1889.

Il a été fait directement entre la Banque d'Escompte et les Decauville, — nous le savons par l'allocution de M. Paul Decauville, — et par-dessus la tête de Baudoz.

Il a dû y être stipulé, au profit de la *Banque d'Escompte*, une rémunération — honnête courtage, — pour la publicité, les commissions de banque et de guichet et des correspondants, etc.

À combien pouvait se monter ce forfait ?

Admettons 1.600.000 francs comme pour *Saragosse-Méditerranée*.

Qui'a payé cela ? Ce sont les *Decauville* :

la *Banque d'Escompte* a retenu ces sommes

sur les 15 millions qui leur revenaient.

Où donc est le fondateur ?

Ce sont les *Decauville* !

Que disent les commentaires de la loi de 1867 de Mathieu et Bourguignat (M. Mathieu était rapporteur de la loi) ? Que ressort-il de la discussion au Corps législatif ? Quels sont les termes mêmes du jugement des Réassurances, qui s'applique exactement au procès actuel ? Ceci :

« Le fondateur est celui qui crée l'entreprise, qui choisit la forme de l'association, qui fixe le capital » (voir sur ces deux points l'allocution de M. Paul Decauville, déclarant hautement qu'il s'est décidé à la forme anonyme et qu'il a fixé irrévocablement le prix de sa vente de cession avec la Banque), « qui rédige les statuts, réunit les capitaux, etc. »

Qui a fait tout cela ?

Les *Decauville*, par eux-mêmes, et par leur mandataire salarié, la Banque d'Escompte.

Dira-t-on que la *Banque* elle-même a été troisième fondateur ? Cela n'empêcherait point que les *Decauville* aient été quand même fondateurs avant et en même temps qu'elle.

Les Decauville étaient donc des *associés*, puisqu'ils étaient souscripteurs d'actions, des *fondateurs* ; ils étaient aussi *apporteurs*, et comme tels soumis aux dispositions de l'article 4 de la loi de 1867, qui prescrit la vérification des apports.

Pourquoi repoussent-ils aussi énergiquement ce titre de fondateurs ? C'est que, s'ils sont fondateurs, il y a *Decauville* vendeur, vendant à *Decauville* fondateur ; il y a apport manifeste, et apport non vérifié. Toutes les nullités déjà exposées viennent se fondre dans celle-ci.

C'est pour échapper à la vérification, c'est pour éviter toute discussion, — qualifiée d'oiseuse par M. Decauville dans son allocution — qu'on a inventé *Baudoz* et qu'on a payé 475.000 fr. à l'enregistrement au lieu de 18.000.

Quelle en est la conséquence ? La nullité de la Société.

Et les responsabilités sont nettement déterminées par l'article 43 ; elles frappent les fondateurs auxquels la nullité est imputable, les administrateurs en fonctions au moment où la nullité est encourue, et les associés dont les apports ou avantages n'auraient pas été vérifiés.

Mais, d'ailleurs, voulût-on consentir, — ce à quoi nous nous refusons, — à appeler vente ce qui est bien un apport, que la Société serait encore nulle, faute du consentement d'un acquéreur qualifié et capable d'acquérir. Il y a là encore un septième cas de nullité.

Résumant sa remarquable plaidoirie, Me Quérenet fait remarquer au tribunal que l'affaire est contenue tout entière dans l'arrêt, confirmant le jugement des Réassurances générales, et dans lequel le même tribunal a consacré toutes les théories des demandeurs.

*
* *

Après Me Querenet, M. G. [Guffroy], prend la parole pour les intervenants. Il s'exprime comme un actionnaire, exposant les faits en bon ordre, les détaillant, faisant ressortir ce que chacun d'eux renferme d'irrégulier ou d'illégal, aboutissant à la même conclusion : la nullité.

Il est le représentant, dit-il, non seulement de M. Girard, mais aussi de 334 autres actionnaires, porteurs de 2.603 actions.

Le procès peut se résumer en peu de mots.

MM. Decauville ont vendu en éludant la loi, ils n'ont pas fait vérifier leurs apports. Qu'ils dénomment l'opération vente ou cession, c'est un apport. Ils ont touché près de quinze millions : les garderont-ils, les rendront-ils ? Toute la question est là.

Ils sont fondateurs, apporteurs, premiers administrateurs. Autant de qualités qui les rendent absolument responsables devant les actionnaires et, partant, devant la loi. Quel que soit le nombre des fondateurs, la responsabilité est solidaire.

En vain, met-on le nom de M. Baudoz en avant. M. Baudoz est pour les actionnaires une quantité négligeable, attendu qu'elle n'existe pas. Les actionnaires n'en veulent pas à M. Baudoz. Il a inventé un nouveau métier, une nouvelle profession, si l'on veut, qui n'est pas cataloguée au Bottin. C'est un apporteur, apporteur à la Société Decauville, apporteur à une Société contre le phylloxéra, apporteur à une Société pour ceci, pour cela. Dans l'espèce, il a été la feuille de vigne des Établissements Decauville.

Pourquoi les actionnaires font-ils le procès ? Tout simplement parce qu'il n'y a pas d'autre moyen pour eux de se faire rendre l'argent, Le procès n'est pas né d'une hostilité systématique, mais de la résistance des Decauville. À la première assemblée générale annuelle, en décembre 1891, M G... leur proposait, non pas de faire un abandon définitif des actions qu'ils possèdent, mais tout simplement de faire l'abandon provisoire de tout revenu jusqu'à ce que les actionnaires aient touché 6 % de leur argent. C'était peu de chose. Et si les Decauville eussent donné à ce moment-là cette petite satisfaction à leurs actionnaires, on s'en fût contenté. Mais les Decauville s'y refusèrent catégoriquement, traitant la proposition de plaisante, de même qu'ils avaient affirmé, comme immuable, un an auparavant, leur résolution de ne pas vendre leurs établissements au dessous de 14.700.000 francs.

C'est donc l'attitude même des Decauville qui a fait le procès. Dira-t-on que c'est l'annonce de ce procès qui a motivé la baisse des actions ? Mais au moment de la première assemblée générale, en décembre 1891, l'action, que l'on avait poussée à 650 fr. dans les premières semaines qui avaient suivi l'émission, ne valait déjà plus que 260 à 275 fr., représentant plus de 10 millions de perte sur le capital. Depuis lors, l'échec du voyage de M. Decauville en Russie et la démission de quatre administrateurs ont précipité la baisse.

Si les actions ne valent plus que 180 à 190 fr. aujourd'hui, c'est que le rendement industriel ne correspond pas malheureusement à une cote meilleure.

Et la nouvelle du procès a été, du reste, peu vulgarisée, le comité de défense qui s'est organisé n'ayant fait paraître que deux annonces, dans un journal fort connu, il est vrai. Une troisième annonce n'a pas été insérée parce que, dans l'intervalle, les Decauville avaient usé de leurs influences pour empêcher le même journal d'intervenir, fût-ce par une annonce de quatrième page, qui n'engageait pas sa responsabilité.

C'est en vain qu'on prétendrait que si les Decauville gagnent le procès, les actionnaires auront une nouvelle perte à ajouter à celles qu'ils ont déjà subies. Le comité prend tous les frais à sa charge et si l'issue du procès est défavorable aux actionnaires, ceux-ci n'auront rien à décaisser.

La loi de 1867, loi d'exception, a voulu protéger l'actionnaire contre ses propres entraînements. Les formalités légales doivent être remplies à peine de nullité. L'ont-elles été pour les Établissements Decauville ? Évidemment non.

C'est l'Exposition de 1889 qui a mis en relief les Decauville. Il est curieux à ce propos de remarquer que de toute exposition, sort au moins une grosse combinaison financière.

L'Exposition de 1878 a donné naissance à l'Hippodrome, une affaire très majorée, dont les actions ont été vendues au public à des prix excessifs et que ses fondateurs ont eu le talent de racheter à des prix très inférieurs, si bien qu'après avoir encaissé une somme considérable au détriment de l'actionnaire, ils sont redevenus les seuls maîtres de l'affaire.

Eh bien, à ce point de vue, l'Exposition de 1889 a surtout produit la Société anonyme des Établissements Decauville aîné.

Qu'étaient les Decauville avant cette grande manifestation du travail universel ? Des industriels faisant convenablement leurs affaires, mais surtout les plus habiles réclamistes qui soient. Comme ils savaient jouer de la publicité ? Sous toutes ses formes ! Dans toutes les langues ! Ils avaient fait leur l'axiome connu : qu'il est plus facile de vendre une mauvaise marchandise bien présentée qu'une bonne mal présentée.

Étaient-ils riches à ce moment-là ? Oh ! que non ! Ainsi ils devaient 800.000 fr. au Creusot. Ce n'est pas un crime. Tout commerçant peut devoir à un autre commerçant. Cela prouve qu'ils avaient pu obtenir pour 800.000 fr. de crédit. Ainsi encore, ils ne pouvaient pas mettre en mouvement, à eux seuls, l'entreprise du petit chemin de fer de l'Exposition. Ils étaient obligés de s'adjoindre M. Gaillot. Ils n'avaient pas, en effet, une somme liquide de 200.000 fr. à leur disposition. De sorte qu'au lieu d'encaisser la totalité des bénéfices provenant de l'exploitation, ils durent se contenter de la moitié, soit 300.000 fr.

Donc, lorsque leur fonds de commerce était cédé ou apporté pour 7.500.000 fr. à la Société nouvelle, ce prix était surfait de la presque totalité.

Cependant, MM. Decauville ne nieront pas leur intention bien arrêtée de mettre leur entreprise en société anonyme. Ils sont allés frapper de porte en porte, ils se sont adressés à toutes les sociétés de crédit. Partout, malgré le petit chemin de fer, ces infatigables apporteurs sont éconduits.

À la fin, cependant, ils ont trouvé la Banque d'Escompte, dirigée par un homme [le baron de Soubeyran] aussi attaché à la politique qu'à la finance, qui, moins sceptique ou considérant les choses à un autre point de vue que les autres, s'est laissé séduire.

Des négociations s'engagèrent, et ces négociations ont laissé des traces. La Banque d'Escompte veut d'abord acheter ferme. On ne s'entend pas sur le prix. Puis on élabore un projet de traité aux termes duquel les Decauville apportent leur industrie pour 16 millions, 4 millions devant être fournis en numéraire, M. G. cite les articles 2, 3 et 4 de ce projet de traité, duquel il résulte que les Decauville savaient pertinemment devoir faire des apports et les faire vérifier, puisque dans ce projet, il est question de 32.000 actions d'apport, dont le produit ne devra être reis mis aux apporteurs qu'après prélèvement d'une somme de 1.600.000 fr. à forfait et après justification de l'accomplissement des formalités prévues par le paragraphe 7 de l'article 6 des statuts. Il y avait donc d'autres statuts que ceux qui régissent actuellement la société, lesquels n'ont point de paragraphe 7 à l'article 6.

Cependant, cette combinaison eût été légale. Pourquoi n'y a-t-on pas donné suite ? Parce que MM. Decauville ont des conseils, un notaire blanchi sous le harnois, un ancien avoué habitué à toutes les surprises de la procédure. Ils vont consulter ces messieurs, et on leur fait comprendre — ils comprennent d'autant plus facilement que l'un d'eux sent déjà en lui l'étoffe d'un législateur — que les apports sont beaucoup trop majorés.

Que faire ? Au lieu d'être apporteurs, MM. Decauville deviendront des vendeurs. Le mot change, la chose reste. C'est alors qu'ils s'en vont découvrir Baudoz, le Baudoz dont le procédé est destiné à une célébrité bien gagnée, et qui sera dans la circonstance leur prête-nom. En somme, qu'est-ce que cela coûtera ? Baudoz a souscrit deux actions qui n'ont pas été réduites, d'ailleurs, lors de la répartition, et il a peut-être touché 2.000 fr., de bonne main. Si donc le procédé est facile, il a surtout le mérite de n'être pas coûteux.

Il faut convenir que si un tribunal devait approuver un tel procédé, le breveter en quelque sorte, il n'y aurait plus de loi sur les sociétés.

Mais le procédé Baudoz n'a pas été payé seulement 2.000 fr., ce qui serait une paille, il a bel et bien coûté 500.000 fr. d'enregistrement. Si MM. Decauville ou Baudoz eussent fait l'apport, la Société en aurait été quitte avec un déboursé de 18.000 fr. Mais du moment qu'il y a eu vente, on ne s'en est pas tiré à moins de 500.000 fr. Qui a payé cette grosse somme ? *Is fecit cui prodest*. Ce sont MM. Decauville.

Pour éviter de passer par la formalité légale de l'apport, MM. Decauville n'ont pas hésité à payer 500.000 fr. au fisc. Il est vrai qu'il leur restait encore plus de 14.000.000 de francs de bénéfice sur l'opération.

Mais est-ce Baudoz, sont-ce les Decauville qui vont traiter avec la Banque d'Escompte ?

M. G. ne produit pas le traité, mais il déclare que les livres de la Banque d'Escompte peuvent établir qu'il a été exécuté. Il déclare aussi que ce traité, qui sera sans doute produit aux débats, a été passé directement entre les Decauville et la Banque d'Escompte, sans que Baudoz y apparaisse. Il s'ensuit que la Banque d'Escompte était le mandataire salarié des Decauville, et que ceux-ci étaient les fondateurs puisqu'ils lui donnaient mandat.

La Banque d'Escompte demanda que M. Paul Decauville restât à la tête de l'entreprise comme administrateur. M. Paul Decauville, après avoir refusé, finit par accepter. Est-ce au regard de Baudoz ? Mais non, l'accord se fait entre la Banque d'Escompte et M. Paul Decauville, hors toute intervention de Baudoz.

La Banque d'Escompte stipule pour sa commission de banque et ses frais d'émission qu'une somme de 1.600.000 fr. lui sera allouée à forfait. Avec qui traite-t-elle ? Toujours avec MM. Decauville. Elle se réserve de plus l'escompte de tout le papier commercial de la Société. Toujours absence complète de Baudoz.

Au fait, comment a-t-on utilisé cette somme de 1.600.000 ? On a donné 297.000 fr. aux journaux, 94.500 fr. à certaines personnalités, 73.000 fr. aux banques pour commission de guichet, 50.000 fr: pour l'affichage, 33.000 fr. pour les imprimés. Sur le million qui reste, la Banque d'Escompte retient 800.000 francs ; le surplus, 200.000 fr., a servi à décider les administrateurs à accepter le mandat qu'ils s'offraient, sans en demander la permission à Baudoz.

Du reste, ces administrateurs n'étaient pas trop à plaindre. Ils se font allouer 100.000 fr. de jetons de présence. Il y a même un petit supplément de 50.000 fr. pour M. Paul Decauville en tant que président du conseil et de 25.000 fr. pour M. Decauville junior, comme administrateur délégué, — sans compter que ces deux messieurs ne renoncent pas à leur part de jetons.

Très curieux, d'ailleurs, à lire les prospectus et documents de l'émission. On y représente MM. Decauville comme fondateurs, comme apporteurs, et MM. Decauville n'ont jamais protesté. Baudoz encore moins. Sorti, absent, chaque fois qu'on signe un traité ou qu'on représente MM. Decauville comme fondateurs-apporteurs.

Si, cependant, Baudoz apparaît, dans cette nuit du 12 au 13 novembre 1889 (nuit historique dans l'affaire) où, assis autour d'un tapis vert et sur le Code, on signe la promesse de vente avec lui et où on met aussi la dernière main aux statuts que l'on ira déposer le lendemain chez le notaire. Mais, c'est la seule et unique fois où intervient Baudoz. Avant ou après, il brille par son absence.

Cependant, l'émission a lieu le 26 novembre.

MM. Decauville se font inscrire tantôt pour tel nombre d'actions, tantôt pour tel autre, selon la fortune de la souscription. Finalement, ils s'arrêtent au chiffre de 18.000. Mais c'est le lendemain de la souscription seulement, le 27 novembre, qu'ils sont débités par caisse dans les écritures de la Banque d'Escompte, du montant des sommes souscrites.

Bientôt, d'ailleurs, on annonce que la souscription a porté sur plus de 62.000 actions, qu'il faut réduire les demandes, et. MM. Decauville ne sont plus alors, au moment de la répartition, que souscripteurs de 9.000 actions. D'un trait de plume, ils s'enflent ou se diminuent,

Mais ces 4.500.000 fr., les ont-ils effectivement versés ? Où diable MM. Decauville auraient-ils pris 4.500.000 fr., alors que quelques mois auparavant, ils ne pouvaient, à eux seuls, établir le petit chemin de fer de l'Exposition, qui n'exigeait cependant qu'une mise de 200.000 fr. ? Il n'y a pas de gros lot de ce calibre-là.

Ainsi, MM. Decauville se sont fait débiter de 4.000.000 fr. à prendre sur les souscriptions des autres, et cela avant toute assemblée constitutive, avant même de savoir si le procédé Baudoz passerait ou ne passerait pas inaperçu. La souscription de MM. Decauville est donc une souscription fictive au premier chef.

Ce n'est, du reste, pas la seule. Ce qu'il y a de noms inconnus parmi les souscripteurs de la Société Decauville est inouï. La fameuse liste porte non seulement des noms, mais des adresses inconnues, à Colmar, à Munster, à Genève, à Bordeaux. Les lettres recommandées adressées plus tard aux souscripteurs reviennent avec cette mention : adresse inconnue. Et pour appuyer cette irrégularité flagrante, des constats d'huissier ont été faits par surcroît. MM. Decauville soutiendront-ils que ces gens qui n'existaient pas à des adresses qui n'existaient pas davantage, avaient réellement versé 125 francs, puis 375 fr. ?

M. G. [Guffroy] établit ensuite que la Banque d'Escompte a retenu, selon le traité, sur le versement de 10 millions qu'elle faisait à la Société le 23 décembre 1889, les 1.000.000 fr. forfait de garantie dus par les Decauville personnellement; et, chose curieuse, ce n'est pas la Société des Établissements Decauville qui a payé les Decauville, c'est la Banque d'Escompte. Celle-ci verse 14.210.038 fr. 57 aux Decauville au débit de la Société, 500.000 fr. étant réservés pour la vérification. Chose plus curieuse encore, et qui prouve bien qu'il n'y a nul autre fondateur que les Decauville, c'est que la rubrique figurant sur les livres fut :

Montant, des vente et cession consentis par la Société en nom collectif Decauville aîné, à Société anonyme.

Cependant les assemblées constitutives ont lieu. De quoi y parle-t-on ? C'est la loi qui a réglé l'objet des assemblées constitutives puisqu'à ce moment, la Société n'a pas d'existence légale et que les statuts ne sont pas encore la règle des parties.

Y parle-t-on des avantages réservés aux fondateurs ? Pas le moins du monde. On y donne lecture de l'acte de vente. Cette énonciation est-elle assimilable à une vérification des apports? Qui donc le prétendrait ? Quant à Baudoz, il joue décidément les Benoiton. Ce n'est pas lui, le fondateur en titre, qui préside l'assemblée.

D'ailleurs, M. Paul Decauville, qui connaît de moins en moins Baudoz, a soin de déclarer à l'assemblée qu'il n'était pas nécessaire de discuter le prix de vente. C'eût été une discussion oiseuse, le prix de 14.716.038 fr. 57 étant immuable.

Effectivement, c'est bien cette somme qu'il a touchée lui-même, pour lui et les siens.

Cependant, l'exercice se poursuit et les actions, après une poussée de quelques semaines, ne doivent plus, quand elles seront revenues au cours d'émission de 500 fr., cesser de s'en éloigner. La première assemblée générale ordinaire a lieu en décembre 1891, et pour un exercice de vingt mois, on n'offre aux actionnaires qu'un dividende de 30 fr., après des amortissements insignifiants.

Cela n'empêchera pas, du reste, M. Paul Decauville de se féliciter de l'extension donnée à l'entreprise par l'adjonction de nouveaux capitaux. C'est le cas de le dire : qu'eût-ce été alors, s'il n'y avait pas eu de nouveaux capitaux ? Au moment où on constituait la Société, on annonçait 11 millions de commandes. On en a exécuté 19 millions pendant un exercice de vingt mois.

Ainsi, les 20 millions apportés par le public n'ont servi qu'à procurer à la Société 7 millions de commandes. Et c'est pour arriver à ce piteux résultat que MM. Decauville ont fait payer 15 millions une industrie qui en valait de 3 à 5 tout au plus?

Puis, M. G. résume sommairement, un par un, tous les cas de nullité qui avaient déjà été signalés dans ce journal et qui ont été si clairement exposés avant lui, dans la même audience, par Me Quérenet.

En définitive, il est grand temps que MM. Decauville rendent l'argent. Ils se sont refusés à toutes concessions. L'heure des demi-mesures est passée. Il y a eu, comment dire cela, malentendu sur la marchandise vendue et sur la façon dont elle l'a été. Il faut bien le reconnaître aujourd'hui.

Ils rendront l'argent, parce que de tous les faits qui se rapportent tant aux conventions préliminaires et à l'émission des actions qu'aux assemblées constitutives, se dégage cette vérité absolue, que la loi a été violée depuis la première formalité jusqu'à la dernière.

La Société des Établissements Decauville est nulle, bien nulle.

Après cette plaidoirie, l'audience a été levée et renvoyée au lendemain mardi, à une heure.

*
* *

C'est Me Sabatier, plaidant pour les trois frères Decauville, qui a ouvert l'audience d'hier mardi.

Avocat d'une mauvaise cause, le spirituel agréé n'a pu, malgré sa parole incisive et ses traits acérés, suppléer à la pauvreté des moyens de droit qu'il avait à sa disposition pour réfuter l'argumentation serrée de Me Querenet.

Aussi s'est-il borné à une plaidoirie que nous qualifierons de sentimentale, à l'historique enjolivé de la famille Decauville, discutant à peine, et comme pour la forme, une seule des nullités encourues, celle résultant du défaut d'estimation des apports.

Me Sabatier cherche d'abord à établir que la situation que l'on a présentée comme désespérée ne l'est en aucune façon, que les usines sont là, qu'on y travaille ferme, qu'on a, il est vrai, gagné moins d'argent qu'on ne l'espérait, mais qu'en somme rien n'est perdu.

Il prétend que c'est la Banque d'Escompte qui est venue demander aux Decauville de mettre en actions leur affaire; — que ceux-ci, en raison des bénéfices déjà réalisés, mais surtout des bénéfices entrevus, ont déclaré que le prix de 15 millions qu'ils en voulaient était immuable. C'était à prendre ou à laisser. De plus, ils se sont refusés à encourir la responsabilité d'un appel au crédit.

Il fallait donc trouver une personne qui stipulerait pour la Société en formation. Ce n'était pas l'affaire des Decauville. **Baudoz fut présenté par la Banque d'Escompte**. Les Decauville devaient purement et simplement vendre à une Société et encaisser le prix comptant. Là se bornait leur rôle. Et Me Sabatier en conclut que si Baudoz a été un fondateur fictif, c'est qu'il a rempli l'office de la Banque d'Escompte. C'est celle-ci, et non les Decauville, qui se dissimulait derrière Baudoz.

Les statuts ont été rédigés parla Banque d'Escompte. Me Lanquest est le notaire de la Banque d'Escompte. (Me Sabatier oublie de dire que Me Lanquest n'était, dans toute cette affaire, que notaire en second, et que le principal notaire était Me Lefebvre, notaire et ami de la famille Decauville.)

La vente, objet de la société, et dont la promesse était contenue dans un acte annexe, était consentie sous deux conditions suspensives : la constitution de la Société, et la réalisation avec paiement comptant. Cette vente n'a pu donner lieu à discussion, puisque les Decauville ne voulaient céder qu'à un prix spécifié. Ils étaient liés toutefois par leur promesse de vente alors que la Société ne l'était pas.

Me Sabatier donne lecture du traité intervenu en même temps entre les Decauville et la Banque d'Escompte, relativement à l'émission de 40.000 actions. Nous y constatons bien toutes les dispositions que Me Querenet avait deviné devoir s'y trouver.

Néanmoins, Me Sabatier prétend que c'est la Banque qui a tout fait : qui a fourni à Baudoz les déclarations dont copie a été déposée aux greffes; c**'est le baron de Soubeyran qui présidait la première assemblée, assisté de ses comparses MM. Yvo Bosch et Renard**, Me Sabatier soutient alors que dans cette assemblée, — où Baudoz n'a point paru — on a fait en réalité le contraire et que la lecture de l'acte de vente conditionnel par le notaire Lefebvre a suffi à rendre tout régulier.

Le rapport des commissaires à la deuxième assemblée a été ce que sont les rapports de tous les commissaires et la Société a été constituée.

À l'assemblée ordinaire qui a suivi le premier exercice, on a voté un dividende de 30 fr. et on a expliqué qu'on avait été déçu dans l'espoir qu'on avait de plus gros bénéfices, mais qu'il n'y avait aucun désastre.

Me Sabatier déclare donc que, si Baudoz est un fondateur fictif, c'est pour la Banque d'Escompte qu'il a rempli le rôle de figurant.

Mais il est fondateur réel. L'article 4 n'a pas été violé : une Société peut librement acheter et vendre ; et la présomption légale en matière de vente est que celui qui achète connaît la chose achetée. Il n'y a pas eu la combinaison frauduleuse qu'on prétend, pas d'erreur sur l'objet de la Société, ni sur le payement comptant, et tout actionnaire pouvait connaître le prix de vente stipulé à l'acte déposé chez Me Lefebvre.

Les Decauville ne peuvent donc perdre ce procès, termine Me Sabatier, — si pourtant, par impossible, ils succombaient, il y aurait lieu de voir si la Banque d'Escompte n'a pas eu une part prépondérante dans toute cette affaire, et je demande alors un jugement commun et le partage des responsabilités encourues.

À Me Sabatier succède Me Lignereux, pour la Société anonyme des Établissements Decauville, dont la nullité est demandée.

Passant rapidement sur l'historique déjà fait, et sur la nullité pour défaut de vérification des apports, déjà examinée par Me Sabatier, l'honorable agréé cherche à réfuter les moyens de nullité tirés des souscriptions fictives.

L'argumentation, comme toujours, est serrée et habilement conduite ; c'est plaisir d'entendre l'orateur, et s'il s'attarda un peu sur des pointes d'aiguille, c'est qu'il lui faut faire appel à mille subtilités, pour présenter les faits sous un jour favorable à ses clients.

Ainsi, dit-il, les 600 souscriptions incriminées sont non pas des souscriptions fictives, mais des souscriptions fausses. Il y aurait là un crime dont ce tribunal ne peut connaître, et dont ni MM. Decauville, ni les autres administrateurs, ni Baudoz, ni la Banque d'Escompte n'ont pu être l'auteur. C'est le fait de correspondants qu'on ne pouvait contrôler, et en somme, la Société a bien touché la totalité des 500 francs par titre souscrit.

D'ailleurs, des personnes ayant souscrit une action en 1889 ont bien pu quitter leur pays depuis cette époque, en sorte que les circulaires à eux adressées n'aient pu leur parvenir. Quel intérêt auraient eu la Banque Manheimer, de Colmar, ou la Société bordelaise de Crédit industriel, correspondants de la Banque d'Escompte, à lui envoyer des listes de souscripteurs n'existant pas ?

Et Me Lignereux cherche à établir une jurisprudence, d'après laquelle la nullité par défaut de souscription réelle serait relative et ne devrait pas être prononcée quand elle n'est pas le fait des fondateurs et premiers administrateurs, et qu'il n'y a pas eu préjudice.

Quant à l'allégation des demandeurs, soutenant que les versements des Decauville sur leurs actions n'ont été qu'un jeu d'écritures, quelle justification en apporte-t-on? La déclaration de souscription et de versement entre les mains des notaires et les reçus délivrés par la Banque d'Escompte aux Decauville établissent le contraire. MM. Decauville avaient d'ailleurs le droit d'emprunter pour souscrire, et cela leur était d'autant plus facile qu'ils allaient toucher des sommes considérables, par les mains de la Banque d'Escompte, qui pouvait retenir au passage les sommes prêtées. (Il y a là un aveu précieux à noter en passant.)

Examinant le troisième moyen, l'omission sur les listes dos prénoms, des qualités et des adresses des souscripteurs, Me Lignereux dit encore que ces omissions ne présentaient aucun intérêt, puisque les actions ont été complètement libérées, et qu'il aurait fallu en tout cas une omission volontaire et totale.

On peut dire que Me Lignereux a demandé, d'un bout à l'autre de sa plaidoirie, les circonstances atténuantes pour la Société menacée de nullité.

*
* *

Me Mermillod le remplace à la barre.

Me Mermillod est l'agréé de Mme Couvreux, née Decauville, et sa plaidoirie est le clou de la discussion : c'est l'aveu ingénu qu'en employant le procédé Baudoz, on n'a bien, en effet, cherché qu'une chose, éviter d'être fondateurs et d'encourir des responsabilités.

— Ma cliente, dit-il, n'était, dans la Société existant entre elle et ses frères, que commanditaire, et sa responsabilité était limitée à l'importance de sa commandite.

M. Couvreux, son mari, en bon administrateur de la fortune de sa femme, a déclaré refuser d'être apporteur, à la Société à constituer, de l'affaire Decauville, conjointement avec ses beaux-frères, et a exigé qu'il y eût une vente.

On a cherché longtemps à le faire revenir sur cette décision; mais, devant sa volonté immuable, on a fini par accéder à ses désirs.

Et voilà pourquoi on a employé le truc Baudoz, dans le seul but d'éviter les responsabilités.

Si, après cette déclaration sans ambages qui ressemble à s'y méprendre à une gaffe monumentale, le procès n'est pas jugé, nous n'y comprenons plus rien.

*
* *

Après Me Mermillod, Me Sayet présente d'une façon très lumineuse la défense de la Banque d'Escompte, et expose le rôle de pur mandataire joué par cette Société,

On a expliqué, dit-il, par suite de quelles combinaisons personnelles on avait eu recours à la vente au lieu de l'apport.

Quant aux conventions avec la Banque d'Escompte, faisant l'objet du traité avec les Decauville, qu'on a lu à la barre, elles sont des plus nettes. La Banque a été le mandataire salarié des Decauville pour le placement des 40.000 actions de la Société. Ce rôle évident de mandataire qu'elle a joué exclut complètement l'idée qu'elle ait pu être fondateur, ou co-fondateur.

Dira-t-on que Baudoz était le prête-nom de la Banque d'Escompte, véritable fondateur ?

Mais alors quel mandat celle-ci avait-elle à recevoir des Decauville? Quel besoin pour elle de stipuler de MM. Decauville qu'elle serait le banquier de la Société ?

En réalité, Baudoz a été le prête-nom de MM. Decauville, et la Banque d'Escompte n'a été que le banquier émetteur, et n'encourt aucune responsabilité, soit qu'elle ait fait acte de mandataire, soit qu'elle ait simplement fait un contrat de louage d'industrie.

*
* *

Les avocats des défendeurs ayant terminé, M. G... a demandé la parole pour une courte réplique :

« J'ai à remercier, a-t-il dit, les honorables agréés de leur courtoisie. L'un d'eux, Me Sabatier, m'a touché quelque peu par les traits de son esprit, mais ces traits, auxquels il vous a accoutumés, si je les ai subis, j'ai du moins eu le plaisir de les entendre. Je n'insisterai donc point, en raison de l'heure avancée, sur les allusions qui m'ont été personnelles dans ce débat, et je me bornerai à exprimer le regret que les traditions libérales et hospitalières du tribunal vis-à-vis des étrangers qui se présentent à sa barre, n'aient point été complètement respectées par Me Sabatier et Me Lignereux. Ces éloquents adversaires ont, à certains moments de leurs plaidoiries, paru oublier que je n'étais point partie au procès, mais bien mandataire comme eux et au même titre qu'eux.

Des plaidoiries que vous avez entendues de nos quatre adversaires, il ressort clairement une chose ; c'est que, d'après eux, la loi de 1867 est une loi élastique dont on peut faire tout ce que l'on veut.

Me Mermillod vous a expliqué que M. Couvreux au moment de son départ pour la Crète, avait déclaré qu'il ne voulait point vendre à une Société constituée avec apports vérifiés, selon le vœu de la loi et c'est sous cette condition que devant un bouillon trop chaud, il a rapidement griffonné une procuration dans le buffet de la gare du Nord.

Mais, c'est précisément pour que tout cela soit évité, pour que de telles choses ne puissent se produire que la loi de 1867 a été faite, et c'est pour défendre l'éternel gogo contre ses propres entraînements que cette loi a accumulé les formalités les plus minutieuses, qui toutes doivent être respectées sous peine de nullité.

Je ne vous demanderai point, lorsque vous serez rentrés dans la salle de vos délibérations, de vous ressouvenir de la plaidoirie de l'éminent avocat qui a plaidé le même procès que moi; j'espère que la sténographie des plaidoiries de nos contradicteurs vous sera soumise, et ce sont ces plaidoiries que je vous prie instamment de relire.

À ce moment des débats et après les aveux que nous avons recueillis, il est évident pour tout le monde que notre procès est gagné et qu'il n'en reste qu'un, celui des Decauville contre la Banque d'Escompte,

En effet, le procédé Baudoz est avoué. À qui a-t-il profité ? Aux Decauville. Pourquoi l'ont-ils employé ? Pour vendre 7 millions et demi une clientèle qu'ils savaient n'avoir point celte valeur, valeur dont, par fraude à la loi, ils voulaient éviter la vérification. Ce qui prouve que seuls ils étaient fondateurs, c'est que seuls ils ont profité du prix de vente en. caisse sans vérification à l'aide du procédé Baudoz, et que, seuls aussi, ils ont supporté les 500.000 francs de frais d'enregistrement supplémentaires qui étaient la conséquence de ce procédé.

Le préjudice causé aux actionnaires vient du défaut de cette vérification. Et c'est cela qui a permis de vendre 7.500.000 francs une clientèle qui avait d'autant moins cette valeur que l'on ne peut, avec son produit, et on l'a déjà annoncé, donner un dividende pour l'exercice qui vient de se terminer.

On nous dit que deux grands maîtres du barreau ont approuvé dans des consultations le procédé Baudoz : ces légistes ne sont point de ceux qui ne changent jamais, et leur avis aujourd'hui pourrait bien n'être plus le même.

Si, chose impossible, votre jugement, en repoussant la demande de nullité, consacrait le procédé Baudoz, la loi de 1867 cesserait d'exister, il y aurait des Baudoz professionnels et chacun prendrait à son service un prête-nom quelconque, sans responsabilité, pour fonder sans aucun risque toute espèce de Société.

Ce que la loi a voulu, c'est que le fondateur d'une Société soit un fondateur sérieux afin de pouvoir répondre des responsabilités éventuelles qu'elle édicte.

Me Lignereux vous a dit qu'il y avait quelques irrégularités de forme dans les listes de souscriptions et que nous n'établissions pas la non-existence de certains souscripteurs que nous traitions de fictifs. Je ferai remarquer au tribunal que ces quelques irrégularités portent sur plus du dixième des souscriptions, que plus de six cents souscripteur n'existent pas et n'ont jamais existé même lorsque leurs adresses détaillées ont été données.

Nous établissons leur non-existence par plus de quatre-vingts certificats des maires des communes indiquées et par des constats d'huissiers pour certaines villes françaises.

On nous a dit que cela ne pouvait créer la nullité, puisqu'il n'y avait pas eu préjudice pour des tiers créanciers ; mais les actionnaires, ils ne comptent donc point? Vis-à-vis d'eux, il n'y aurait pas eu préjudice si les actions avaient été créées libérées, mais elles ont été créées libérées du quart et la loi veut que toutes les formalités soient remplies afin que les actionnaires puissent juger de la solvabilité probable de leurs co-associés. La nullité a été encourue par celle infraction, elle a existé le jour même du dépôt de la liste de souscription, elle est d'ordre public. Rien ne peut l'effacer.

Vous jugerez que la Société est nulle, que Decauville en a été le seul fondateur. Vous jugerez qu'il doit réparer le préjudice causé à l'épargne et qui se chiffre aujourd'hui par 12 millions. ?

MM. Decauville, grâce à la fraude commise ont encaissé 15 millions. Us les rendront si puissants soient-ils, parce que vous êtes des juges. »

L'audience a été levée à 7 heures. L'affaire a été mise en délibéré et le jour du jugement n'a pas été fixé.

———————————

LE PROCÈS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 26 octobre 1892)

Dans notre dernier numéro, nous avons longuement analysé les plaidoiries prononcées par les avocats des demandeurs et par ceux des défendeurs.

Il n'a guère, d'ailleurs, été produit à l'audience d'arguments nouveaux. Les dates et les rubriques des versements faits par et aux Decauville ont été précisées et il a été donné connaissance du traité à forfait passé entre les Decauville. et la Banque d'Escompte de Paris en dehors de l'intervention du fondateur fictif Baudoz.

Nos lecteurs connaissaient d'avance, par l'étude approfondie que nous avons faite de ce procès, depuis six mois, tous les faits de la cause.

Tout a été dit désormais et les dossiers sont entre les mains du tribunal, qui a renvoyé l'affaire en délibéré.

Nous estimons donc qu'il convient de faire le silence sur une lutte et des polémiques aujourd'hui closes, en attendant la décision des juges consulaires.

Cette décision, nous l'attendons avec d'autant plus de tranquillité que nous avons conscience d'avoir fait une campagne utile et. qui doit servir d'exemple; avec d'autant plus de confiance que nous savons cette magistrature consulaire, dont la mission est de conserver les traditions de la vieille honnêteté commerciale, absolument inaccessible aux considérations personnelles, aux arguments tirés des futures contingences, qu'on pourrait essayer de faire valoir auprès d'elle.

On aurait beau, tout en protestant qu'on se soumet d'avance à une décision qu'on ne saurait influencer, demander à nos juges de hâter leurs décisions parce que l'assemblée générale de novembre doit être appelée à en connaître ; on aurait beau, en taisant qu'on possède la. majorité, représenter les initiateurs du procès. comme désireux de nuire à l'affaire elle-même et même de s'en emparer à l'aide de la crise actuelle, nos magistrats prendront le temps d'étudier les dossiers. Ils se feront apporter les livres des parties en cause. Ils appliqueront en. toute sérénité la loi, qui est, en l'espèce, en harmonie avec les principes de la justice et de l'équité.

La Société Decauville peut-être encore debout. Elle peut n'avoir pas encore totalement ruiné ses actionnaires.

Est-elle nulle aux termes précis de la jurisprudence ?

Toute la question est là.

Si les Decauville gardaient l'argent pris au public ignorant par le procédé Baudoz, nous enseignerions aux financiers par quels moyens, d'accord avec le droit légal, on peut fonder des Sociétés en évitant la vérification des apports et en esquivant par là la responsabilité des fondateurs et des premiers administrateurs.

S'il en était ainsi, la loi dans son esprit ne serait plus la loi. On prendrait à coup sûr et sans risque, à l'aide d'une bonne publicité, l'argent dans les pochés.

*
* *

M. G…, notre collaborateur, nous prie de remercier en son nom les actionnaires qui ont bien voulu le féliciter de la. façon énergique dont il a défendu leurs intérêts.

En prenant la parole à l'audience, de même qu'en conseillant toute cette campagne, il n'a eu qu'un but : arriver à faire réparer par de puissants industriels le préjudice causé à la bourse des petits capitalistes qui leur avaient fait confiance.

Il sera suffisamment payé de ses peines, ainsi que nous-mêmes, s'il y a réussi.

M. G..... estime, comme nous, que plus on sera sévère envers les fondateurs des Sociétés, plus on rendra confiance aux capitaux et, par conséquent, plus on aidera à leur association dans l'intérêt de la prospérité publique.

Toutes les affaires trop majorées au début succombent.

En province, on se demande par quelles complaisances ou par quelles connivences tant de financiers peuvent encore étaler leurs millions devant leurs victimes.

Il faut que des exemples soient faits.

C'est de l'initiative des actionnaires ruinés que doit venir le remède au mal.

*
* *

AFFAIRE DECAUVILLE

Nous avons reçu de nombreuses lettres d'actionnaires nous demandant quand le jugement sera rendu, ce que nous pensons des débats, quel résultat nous en augurons, etc. Le président de l'audience a pris l'affaire à son délibéré; il rendra, son jugement à son heure, et quant il aura été suffisamment édifié par l'étude du dossier.

Quant aux débats eux-mêmes, nous les. avons assez longuement exposés. Nous résumons cependant encore une fois, comme suit, notre manière de voir.

*
* *

1° Sur les apports. — MM. Decauville, souscripteurs.de moitié du capital de la Société en formation, étaient-ils des associés ?

Oui. .

MM. Decauville n'ont-ils pas cédé leur industrie 14 millions à cette Société en. formation ? Oui.

La réunion de ces deux affirmations en fait des apporteurs, tombant dans le cas prévu par l'art. 4 de la loi de 1867.

Me Mathieu, rapporteur de cette loi, traitait de barbarisme, dans la discussion, ce mot d'apporteur qu'il créait pour caractériser cette vente . spéciale, où le vendeur cède à une Société en formation dont il est l'associé en même temps.

On persiste à vouloir décorer le fait du nom de vente, et à dire que la première assemblée l'a acceptée.

Cette assemblée n'était pas une personne morale avec qui l'on pût traiter, pas plus que la deuxième assemblée, faute d'avoir entre elles ce lien légal de la vérification spéciale, créé par une loi d'exception, une loi de protection;

La vérification n'a pas eu lieu et Me Sabatier a avoué qu'il y avait eu majoration, du fait des espérances de l'avenir !

On est allé chercher un arrêt de 1867, qui va à rencontre du but cherché, car il y était question de vente à une Société constituée, habile à discuter; et non à une Société en formation, inhabile à cette fin, puisqu'elle n'est pas une personne constituée.

Depuis 1867, on ne nous cite pas un seul financier ayant eu l'audace d'esquiver- la vérification des apports par un simple trompe-l'œil d'*étiquette*.

On voudrait que le tribunal jugeât sur des mots, sur des qualifications qu'il a plu à MM. Decauville de s'octroyer gracieusement : nous lui demandons de juger les faits; le fond de l'acte qui a été commis.

2° Sur le fondateur. — Tout le monde a reconnu que Baudoz n'était pas le vrai fondateur.

Est-ce la Banque d'Escompte, mandataire des Decauville?

Est-ce Decauville, mandant de la Banque d'Escompte ?

La Banque d'Escompte n'ayant agi que par délégation salariée, la qualité initiale de fondateur remonte au mandant.

Il restera à apprécier la participation du mandataire.

Donc MM. Decauville sont fondateurs, ce qui confirme absolument leur rôle d'apporteurs puisqu'ils se vendaient à eux-mêmes sous deux qualités respectives, l'une de vendeurs, l'autre de fondateurs.

3° Nullités de formes. — Elles sont patentes, matérielles; ce ne sont pas des erreurs isolées et imprévues. C'est un système.

Avec nos faibles moyens nous prouvons la nullité matérielle de 500 souscripteurs, soit un dixième; que ;faut-il penser du surplus de la liste suspecte, déposée sous une forme illégale, pour éviter la découverte de la vérité ?

Quant au versement de MM. Decauville, il ne venait pas d'eux, mais du banquier émetteur lui-même, qui leur ouvrait un crédit *ad hoc*, gagé sur la constitution même de la Société sans aléa.

Résumé. — On a voulu d'abord toucher 14 millions et ensuite créer en échange, un papier quelconque, un papier frelaté ; un papier nul, qu'on a livré pendant 25 mois à l'agiotage sans contrôle.

C'est précisément tout ce que la loi de 1867 a voulu proscrire et punir.

Toutes ces nullités applicables en elles-mêmes forment en outre, par leur ensemble, nullité générale pour fraude.

Le résumé du système de fraude a consisté à cacher le prix aux souscripteurs qui se croyaient couverts par l'article 4 (prospectus, affiches, presse, **compulsoire**) et ce, jusqu'à la première assemblée ; et après cette assemblée, à affecter de se croire couvert

par elle, tandis qu'elle était disqualifiée pour cela par sa nature, et par la loi qui limite son objet.

———————————

COMPAGNIE ANONYME des CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL
du Département de l'Hérault

———————

Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 11 mai 1892
(*Le Messager de Paris*, 23 octobre 1892)

RAPPORT
présenté au nom du conseil d'administration

.....

Dans la même session d'août 1891, le conseil général a concédé à la Société des établissements Decauville une ligne à la voie de 60 centimètres de Béziers à la mer, et une autre de Béziers à Quarante par Capestang et Puysserguier, pour une longueur totale de 38 kilomètres environ. Ces concessions ont été données à M. Decauville sans subvention et sans garantie d'intérêt. Votre conseil d'administration ne pouvait suivre le nouveau concessionnaire dans cette voie ; nous savons trop quelles difficultés il y a à retirer un peu de recette nette des chemins de fer d'intérêt local.

Mais pour donner au département et à l'arrondissement de Béziers la preuve que notre Compagnie était loin de se désintéresser de ces nouvelles voies de communication, nous avions formulé une proposition qui, en présence des offres de M. Decauville, n'a pas pu aboutir, et quant à présent nous n'avons pas à le regretter. Nous offrions ferme au département de prendre la concession de la ligne de Quarante par Puysserguier et Capestang en la détachant de notre ligne à Maureilhan, moyennant les mêmes conditions qui nous étaient accordées pour la ligne de Montbazin à la Vérune, et nous ajoutions que nous étions prêts à étudier sur des bases analogues la ligne de Béziers à la mer dont l'entrée à Béziers offre de sérieuses difficultés.

Nous n'avons plus aujourd'hui qu'à laisser le concessionnaire nouveau tenter la réalisation de ses projets.

———————————

UN ARRÊT CONSIDÉRABLE
(*Paris-Capital*, 9 novembre 1892)

Le 19 octobre, la cour de cassation vient de rendre un arrêt d'une importance considérable en matière de sociétés anonymes.

Cet arrêt, conforme dans ses principes aux thèses juridiques que nous soutenons depuis tant d'années, décide que toute augmentation du capital d'une société ne peut avoir lieu sans le concours des actionnaires de la première heure, il faut impérativement qu'ils soient convoqués aux assemblées générales chargées de vérifier les souscriptions et les versements des augmentations du capital.

Deux principes en découlent affirmés de nouveau par la jurisprudence :

Les formalités édictées par les articles 1, 2, 3, 4 et 24 de la loi du 24 juillet 1867 sont prescrites à peine de nullité.

Des émissions d'actions sont nulles, lorsqu'il est constaté que les actionnaires primitifs n'ont pas été convoqués aux assemblées générales chargées de vérifier la sincérité des souscriptions et des versements.

Il s'agissait des augmentations de capital de la Société financière de Paris, mais les points de fait importent peu, c'est un arrêt de droit.

L'arrêt a été rendu sur le rapport de M. le conseiller Cotelle.

En lisant le rapport, on y voit par *a fortiori* la confirmation de ce que nous soutenons dans l'affaire Decauville. Qu'y lit-on?,

« Il est rare qu'une société par actions soit fondée pour réaliser des idées qui n'ont pas reçu déjà un commencement d'exécution ; ce sont en général les propriétaires d'un établissement d'industrie ou de banque, d'une concession du domaine public, d'un projet mûri par des études dispendieuses qui, pour s'assurer les moyens de l'exploiter ou d'en accroître les bénéfices, font appel au crédit par l'offre faite au public d'actions qui ne représenteront qu'une quote-part du fonds social, le surplus de ce fonds devant consister dans les biens et valeurs mis en commun par les fondateurs et représentés par d'autres actions réservées à ces derniers en quantité déterminée.

Le pacte social participe ainsi du caractère d'une vente entre les fondateurs qui livrent leur chose, et les souscripteurs qui s'engagent à payer, sauf que, du même coup, la chose et le prix sont mis en communauté.

Cette sorte de vente est-elle rendue parfaite conformément à l'art. 1.583 par cela seul que les parties sont d'accord sur la chose et le prix ?

Oui, quant aux fondateurs, qui ne sont plus admis à se délier de leur pollicitation[10], du moment où il est constaté que la souscription proposée a été remplie avec payement du quart du capital.

Quant aux souscripteurs, la loi suspend l'effet de leur acceptation jusqu'au vote de la majorité d'entre eux, émis après vérification par commissaires, sur la consistance des apports en nature, formant la contrepartie des deniers versés par eux dans la société, cette vérification n'ayant lieu que dans l'intérêt des bailleurs d'argent, intérêt directement opposé à celui des apporteurs en nature, ceux-ci doivent naturellement s'abstenir d'y concourir et s'en trouvent exclus d'une manière si absolue que la loi les en exclut alors même que cette qualité d'apporteur est doublée dans la même personne, par celle de bénéficiaire d'une souscription. »

Après l'affirmation, faite hier par la Cour Suprême, d'une telle doctrine, un tribunal pourra-t-il juger :

Que les Decauville pouvaient esquiver la vérification des apports en employant le mode de vente par le procédé Baudoz ;

Que les Decauville, ayant avoué par l'organe de leur agréé (M^e^ Mermillod) avoir voulu, par le mode employé, se soustraire aux apports légaux et réguliers, ont fait une société régulière ;

Que les Decauville avaient le droit de vendre sans vérification, l'actionnaire acceptant le prix par sa souscription ;

Que les Decauville pouvaient, aux assemblées constitutives, eux les apporteurs déguisés, prendre part aux votes approbatifs parce qu'ils étaient bénéficiaires d'une souscription espèces ?

Chaque jour se fortifie notre confiance dans l'issue définitive de l'instance engagée pour la défense des actionnaires et du droit.

———————————

Le procès Decauville
(*Paris-Capital*, 16 novembre 1892)

[10] Offre exprimée, mais encore acceptée.

Le jugement sur l'action en nullité n'a pas été rendu, comme nous le pensions, à l'audience du 14 novembre du tribunal de commerce. Ce jugement sera très vraisemblablement prononcé à quinzaine, c'est-à-dire le lundi 28 courant.

En attendant, l'Assemblée ordinaire annuelle de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné est convoquée par un avis paru dans les journaux du 14 novembre, pour le mercredi 30 novembre courant. On trouvera l'annonce à notre quatrième page.

Ainsi que nous l'avions dit, on ne pouvait attendre plus longtemps pour convoquer, les statuts de la Société ne le permettant pas.

Mais MM. Decauville ne feront-ils pas tout ce qu'il faut pour que le nombre des titres déposés en vue de cette Assemblée n'atteigne point le quorum nécessaire pour que l'Assemblée puisse valablement délibérer, en sorte qu'il faudrait convoquer à nouveau pour une date ultérieure ? Cela leur donnerait le temps d'attendre la décision de justice.

Nous espérons toutefois qu'ils, n'auront point recours à ces petits moyens, tout à fait indignes de leur haute personnalité.

———————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
(*Paris-Capital*, 30 novembre 1892)

L'assemblée était convoquée pour trois heures. Elle se réunit avec une demi-heure de retard, M. Paul Decauville ne pouvant parvenir à savoir combien il y a exactement d'actions représentées. Les actionnaires témoignant de plus en plus d'impatience, M. Paul Decauville se décide enfin à constituer le bureau, puisque, du moins, plus du quart du capital est représenté.

M. Paul Decauville s'apprête à appeler au bureau les plus forts actionnaires présents, qui ne sont pas administrateurs, lorsqu'un actionnaire lui fait observer qu'il doit appeler les plus forts actionnaires indistinctement, qu'ils soient ou non administrateurs.

M. Paul Decauville s'y décide. On va savoir exactement le nombre d'actions possédées par la famille. Il énumère : M. Paul Decauville (*primo mihi*) 3.000 actions ; M. Pierre Decauville, 9.020 ; M. Émile Decauville, 2.000 ; M. Couvreux, 800. Puis, M. Duplan, 520 ; M. Greslan, 400.

Les administrateurs s'étant récusés, MM. Duplan et Greslan sont appelés au. bureau comme assesseurs. Le bureau se complète par la nomination du secrétaire, M. Ressand [ou Bessand ?].

À ce moment, un actionnaire fait observer qu'un grand nombre d'actionnaires, qui n'ont pu déposer leurs titres au siège social en temps utile, demandent à entrer dans la salle. Ils assisteront à la lecture des rapports et à la discussion, s'il y en a, mais ils ne voteront pas.

M. Paul Decauville déclare s'y opposer au nom de l'article 38 des statuts, encore qu'on lui déclare de divers côtés que la présence de tout porteur d'actions à la réunion de l'assemblée générale est légale, que la jurisprudence sur ce point est fixée depuis longtemps, que, d'ailleurs, il est évident que le droit public l'emporte sur le droit particulier des Sociétés. Les actionnaires sont les maîtres chez eux, l'assemblée peut décider souverainement, contrairement à l'avis du président.

M. Paul Decauville persistant dans son refus, sous prétexte qu'il veut éviter tout ce qui est illégal (il est bien temps, lui réplique-t-on de divers côtés de la salle), l'actionnaire qui avait posé la question demande que le refus du bureau de donner cette satisfaction à l'assemblée soit mentionné au procès-verbal.

Puis, le président de l'assemblée donne lecture du rapport du conseil d'administration.

Ce rapport ne mérite vraiment pas une analyse détaillée. C'est une mauvaise paraphrase du rapport du commissaire, que nous avons publié *in extenso* dans notre dernier numéro.

Les explications sommaires fournies par le rapport sur quelques chapitres du bilan sont entrecoupées par les lamentations du conseil, qui, à trois reprises, revient, avec des variantes, d'ailleurs, sur le « procès qui met en péril l'existence même de la Société, procès engagé par un groupe d'actionnaires à l'instigation d'un petit journal financier ».

C'est ce procès qui a fait tout le mal, qui a fait annuler les commandes de l'étranger, qui a arrêté dans son expansion le petit chemin de fer de Béziers à la mer, qui a empêché la rétrocession du chemin de fer de Royan. Bref, sans ce procès, tout serait pour le mieux dans la meilleure des sociétés, du moins d'après les Decauville.

Le rapport donne quelques renseignements sur les lignes de Royan, de Luc-sur-Mer et de Pithiviers, essayant de présenter ces créations réunies comme la première réalisation d'un programme à triple exécution, qui se déroule avec méthode et avec esprit de suite.

Mais ces renseignements n'ont qu'une importance très relative, si l'on compare l'effort tenté et les résultats obtenus avec le capital engagé.

Le rapport mentionne aussi la fondation d'une Société coopérative d'ouvriers dont la Société attend les meilleurs résultats. Décidément, la philanthropie a du bon quand elle se pratique de cette façon-là !

Mais voici le gros aveu. Le chiffre d'affaires n'atteint que 9 millions de francs en chiffres, ronds, dont 3 millions, soit le tiers (chemins de fer algériens, situés où ? se reliant à quoi ? le rapport n'en dit mot), ne sont applicables qu'à l'année 1893. C'est-à-dire que le chiffre réel n'est que de 6.000.000 de francs.

Le bénéfice des ateliers est de 650.000 fr. !

Pour expliquer ce pitoyable résultat, et comprenant que l'argument tiré du procès ne suffit décidément pas, le conseil s'en prend aux tarifs douaniers. Les tarifs douaniers ont fermé à la Société les marchés de l'Espagne et des colonies espagnoles. Mais le régime protecteur de l'État français lui apportera une heureuse compensation en lui amenant, par la force des choses, les commandes françaises (jusqu'à présent, on ne s'en aperçoit pas beaucoup !).

L'Amérique du Sud est également fermée à la Société. Là ce sont les révolutions périodiques qui ont fait le mal. L'Amérique du Sud vient à point.

Pour finir, le rapport annonce que le compte de profits et pertes de l'exercice 1891-1892 se chiffre par 283.660 fr. 88, et en y ajoutant le solde reporté de l'exercice précédent, à 296.368 fr. 05, qu'il propose de reporter à l'exercice suivant, au compte de profits et pertes.

Le rapport dit que ces résultats ne font qu'accroître la foi du conseil dans le succès de l'entreprise !!

C'est sur cette déclaration que se termine le rapport du conseil, dont la lecture est fréquemment soulignée par des marques de désapprobation.

Puis, M. Thenon lit le rapport du commissaire, que nous avons publié, et sur lequel nous ne revenons que pour noter que M. Thenon réclamait l'application à l'amortissement (au lieu du report à l'exercice suivant) du solde du compte de profits et pertes, soit 296.368 fr. 05.

La lecture des rapports achevée, la discussion s'engage.

M. Girard fait observer qu'il est porteur de 328 pouvoirs pour 2.652 actions, dont il doit la remise à l'obligeance de M. le président Dervillé, mais toutefois que ces actions ne sont pas représentées à l'assemblée, la remise de ces actions n'ayant pu lui être faite en temps utile, en raison de la date fixée pour le prononcé du jugement du Tribunal de commerce.

Il insiste sur la dualité d'intérêts qui existe entre MM. Decauville administrateurs et MM. Decauville défendeurs au procès en nullité. Il déclare que, dans ces conditions, il

vaudrait mieux ajourner l'assemblée ainsi que l'approbation des comptes, et en convoquer une nouvelle après le jugement attendu, assemblée dans laquelle on s'expliquera sur la démission simultanée donnée il y a un an par MM. Marchand, Clerc, Lair et Dujardin-Beaumetz.

Malgré le sentiment d'approbation, manifesté tout au moins par les personnes de l'assemblée qui ne sont pas parties prenantes dans la société, M. le président Paul Decauville ne répond pas.

Un autre actionnaire, M. Froger, critique avec beaucoup d'à-propos les frais généraux excessifs de la Société.

M. le président Paul Decauville ne répond toujours pas.

Un autre actionnaire, M. Guffroy, constate le silence de M. Decauville, le refus du groupe Decauville à tout ajournement, et combat avec beaucoup d'énergie la thèse qui ressort de tout l'ensemble du rapport du conseil d'administration.

— Les Decauville disent que le peu de bénéfices de la société provient de l'effet produit en France et à l'étranger par le procès en nullité.

— Cela revient à dire : nous avons pris 14.700.000 fr., ne nous les réclamez pas, parce que vous allez nuire à nos petites affaires. Il faut vraiment que cette industrie et cette clientèle, que vous avez vendues à un prix aussi scandaleux, ait bien peu de valeur, puisqu'elle ne produit plus que des pertes où à peu près, le jour où un petit journaliste attaque la société en nullité, dans le but de faire rendre l'argent à ses actionnaires.

M. Guffroy estime que si puissants que soient les financiers enrichis au détriment de l'épargne, il est bon de leur faire rendre gorge sans se préoccuper s'ils sont dérangés dans leur existence ou dans leurs habitudes par ces revendications.

— Au reste, que vaut cette clientèle payée 7.500.000 fr., et comment osez-vous venir nous avouer que disposant d'un capital de 20 millions, vous avez fait 6 millions d'affaires ? C'est un brevet d'incapacité que vous vous donnez là, et quand on est d'aussi mauvais administrateurs, on doit au moins avoir la pudeur de donner sa démission.

— Je reconnais, du reste, qu'il y a une certaine crânerie de la part du président à être venu à ses propres funérailles, mais je voudrais le voir s'inspirer de sentiments un peu élevés et finir toutes ces luttes en annonçant aux actionnaires que, reconnaissant s'être trompée sur les prix de la chose vendue, la famille Decauville fait l'abandon d'une partie des 14.700.000 francs que, par des procédés discutables, elle s'est fait attribuer.

Il est inutile de se payer de mots, la Société est en perte puisqu'elle ne gagne même pas les sommes nécessaires à des amortissements indispensables.

Venir déclarer que le désastre de la société provient des guerres de l'Amérique du Sud, et de procès qui n'étaient point commencés alors que six mois de l'exercice précédent étaient déjà écoulés, c'est puéril, cela ne tient pas debout aux yeux de gens sérieux.

MM. Marchand, Lair, Clerc et Dujardin-Beaumetz ont donné leur démission ; ils l'ont donnée par écrit. Leurs lettres de démission appartiennent aux actionnaires, qui sont les maîtres de cette assemblée. J'en exige la lecture.

M. Paul Decauville se décide enfin à prendre la parole, mais l'émotion inséparable de ce début lui fait commettre une première faute.

Il déclare que c'est parce qu'ils représentaient le groupe de la Banque d'Escompte que MM. Clerc, Lair et Dujardin-Beaumetz ont donné leur démission et que c'est précisément en conséquence d'une interpellation de M. Guffroy, l'an dernier, que M. Marchand, représentant du Creusot, a donné la sienne.

M. Guffroy répond que M. Marchand a bien fait, qu'il a obéi à un scrupule dont il le félicite, mais qu'on donne trop d'importance à son intervention dans toutes ces choses, et que M. Marchand a donné sa démission, attendu qu'il était en opposition d'intérêts, pour les marchés de matières premières, avec la Société, puisqu'il était son vendeur pour le Creusot.

MM. Lair, Clerc et Dujardin-Beaumetz répliquent simultanément. Leurs déclarations donnent un démenti formel au président. Ils n'ont envoyé leur démission que parce qu'ils ont soutenu un programme d'économies qui n'a pas été accepté par le conseil.

L'assemblée passe alors au vote par bulletins, vote dont le résultat n'est pas douteux en raison de la majorité détenue par les Decauville et leurs attachés.

Sur l'approbation des comptes, il y a 1.009 oui et 51 non.

M. Paul Decauville lui-même, interpellé, déclare que la famille Decauville est pour 812 voix dans les oui.

Sur le *quitus* à donner aux administrateurs démissionnaires, unanimité.

Sur la ratification de la nomination de M. Ravenez, unanimité. À propos du renouvellement du conseil d'administration, M. Guffroy propose de renouveler au conseil la confiance des actionnaires à deux conditions :

1° Réduction des jetons à 20 fr. par séance ;

2° Réparation du préjudice causé aux actionnaires par l'abandon par la famille Decauville de 200 francs par action, à titre d'indemnité, ce qui représenterait, en dehors des 9.000 actions possédées par la famille, un « rendu » de six millions de francs environ.

Sur le refus du sénateur Paul, d'abandonner les cent mille francs de jetons de présence du conseil, sous le prétexte dérisoire qu'ils sont statutaires, on passe au vote :

Sont élus : MM. Ravenez, à l'unanimité, Scherer et Grille par 1.053 voix, Paul Decauville par 1.052, Émile et Pierre Decauville par 1.048.

M. Thenon, commissaire sortant, est ensuite réélu à l'unanimité et ses honoraires sont fixés à 3.000 fr.

Une vive discussion s'était engagée sur la question de savoir s'il y aurait un ou deux commissaires, la famille Decauville voulant encore imposer sa volonté et faire passer un commissaire choisi parmi ses tenants.

MM. Dujardin-Beaumetz et Clerc ont vivement soutenu l'inutilité d'un deuxième commissaire, et, pour cette fois, M. Decauville n'a pas osé passer outre au sentiment manifesté par l'assemblée.

Jusqu'au dernier moment, tous les actionnaires ont espéré qu'incité par une généreuse pensée, M. le président sénateur allait, dans une courte allocution, après avoir vu approuver ses comptes, déclarer qu'il ne voulait pas d'une victoire à la Pyrrhus et que, sa gestion approuvée par une importante majorité, il consentirait enfin à abandonner aux actionnaires tout ou partie de l'argent reçu.

Il n'en a rien été, et c'est au milieu du cri répété de « rendez l'argent » qu'a été levée cette assemblée tumultueuse mais suggestive.

———————

INFORMATIONS FINANCIÈRES
(*Le Messager de Paris*, 12 décembre 1892)

Le tribunal de commerce de la Seine, à son audience de ce jour présidée par M. Dervillé, a rendu son jugement dans le procès en nullité fait à la Société des Établissements Decauville par un groupe d'actionnaires. À raison de divers vices de forme viciant sa constitution, le tribunal a prononcé la nullité et comme conséquence la mise en liquidation de la Société, et il a désigné comme liquidateur M. Edmond Moreau, l'un des administrateurs de Sociétés près le tribunal.

La Banque d'Escompte, assignée en garantie par MM. Decauville, a été mise hors de cause.

———————————

Le jugement Decauville
(*Paris-Capital*, 14 décembre 1892)

Le tribunal de commerce a enfin, dans son audience de lundi dernier 13 décembre, rendu son jugement dans le procès en nullité de la Société des Établissements Decauville.

Ce jugement donne complètement gain de cause aux actionnaires.

La nullité est prononcée, et M. Edmond Moreau est nommé liquidateur et arbitre rapporteur sur les contestations nées ou à naître.

Nous nous proposons de publier, dans notre prochain numéro, ce jugement *in extenso*.

C'est, en effet, un document de jurisprudence d'une importance capitale, et dont les attendus ont dû être rédigés avec un soin particulier.

Voici sommairement quelles en sont les dispositions principales:

Il est reconnu que Baudoz n'a été qu'un comparse, les véritables fondateurs étant les consorts Decauville, dont le but était de ne pas soumettre à une vérification la valeur de leur patrimoine.

Il est dit toutefois que les consorts Decauville n'ont pas usé de déclarations inexactes sur ce qu'ils attendaient des souscripteurs, les statuts renvoyant à l'acte authentique, et la publicité indiquant avec précision les énonciations mêmes des statuts.

Sur le point de droit : la loi de 1867 est muette en ce qui concerne la vente contre numéraire à une société en formation ; elle n'a donc pas voulu déroger au droit commun, qui veut que la partie qui s'oblige ait la capacité de contracter, capacité qui ne peut exister chez une société qu'après qu'elle a acquis existence légale.

L'acte conditionnel du 13 novembre 1889 (vente ou cession) est donc sans effet, car les souscripteurs, appelés à constituer leur société n'ont pas la capacité légale de conclure du même coup un autre contrat.

D'ailleurs, dans la vente, les Decauville agissaient au regard de la société comme tiers. Or, une société anonyme ne peut contracter pour elle-même directement avec les tiers, il faut que des mandataires (administrateurs) la représentent nécessairement vis-à-vis des tiers dans les actes de la vie sociale ; et eut-elle même été constituée, qu'elle n'eût pu donner sans l'interposition de ces personnes.

La loi n'a pas exempté la vente contre numéraire de l'examen et de la vérification préalables, car, comme l'apport, elle peut être l'objet d'entraînements et de surprises.

Il y a donc eu, dit le jugement, non fraude, mais erreur de droit.

Il résulte de ce qui vient d'être dit, ajoute le jugement, que ni dans l'émission ni dans les assemblées, les actionnaires n'ont été trompés sur ce qu'on attendait d'eux; qu'ils ont librement et sciemment concouru à l'irrégularité qui vicie la société, et que, complices de la fraude commise, ils ne peuvent valablement en faire l'objet de dommages-intérêts à leur profit.

La Banque d'Escompte a donné seulement son concours financier qu'elle n'a pas outrepassé. Il n'y a ni dol ni fraude dans le placement des titres ; il n'est pas plaidé qu'elle ait contrevenu aux obligations qu'elle avait prises. La Banque d'Escompte est donc mise hors de cause.

En ce qui concerne les souscriptions suspectes : l'échec de la recherche des souscripteurs, étant données les circonstances de temps et de lieu, n'est pas une démonstration suffisante. Les bulletins critiqués ont l'apparence de la validité : les fondateurs ont pu les croire sincères.

La libération en a été faite : les énonciations sommaires ne peuvent être blâmées, les souscripteurs n'ayant plus à être recherchés.

Sur le versement du quart par les consorts Decauville sur les actions par eux souscrites, — versement qu'on arguait avoir été le résultat d'un jeu d'écritures —, le jugement se borne à constater qu'en l'acte du 10 décembre 1889, Baudoz a affirmé ce

versement sous la signature de deux notaires, et que les Decauville produisent les deux récépissés.

Il est assez délicat de dégager tout de suite les conséquences multiples de ce jugement, dont peut-être, d'ailleurs, appel sera interjeté.

Nous pensons que, dans ce dernier cas, la Cour pourrait difficilement écarter, comme l'a fait le tribunal, les faits de dol et de fraude par les Decauville, et soutenir que les malheureux actionnaires ont été leurs complices. Les Decauville n'ont qu'à se louer de cette appréciation bienveillante du tribunal.

À part ce détail, qui n'est intéressant qu'au point de vue purement pénal, le jugement, s'il reste définitif, ou s'il est confirmé, nous donne satisfaction à peu près complète.

Notre théorie juridique, soutenue par Me Querenet et M. Guffroy, reçoit pleine confirmation.

Quant aux résultats, ils doivent être ceux-ci :

La vente étant nulle, les Decauville devraient reprendre leurs établissements, clientèle et brevets, marchandises et matériel, — et remettre dans les caisses de la Société les quinze millions environ qu'ils ont reçus.

Mais comme il a existé une société de fait, ces établissements seront vraisemblablement mis en adjudication publique, et c'est la différence entre le prix d'adjudication et 15 millions que les Decauville devront rapporter à la Société.

Le surplus de l'actif sera liquidé.

Et le tout sera partagé entre les actionnaires — qui retrouveront ainsi une bonne partie de leur capital, sans exercer le recours en dommages-intérêts que le tribunal leur refuse.

Voilà, pensons-nous, comment les choses doivent se passer, car les Decauville sont trop honnêtes gens pour s'être insolvabilisés. Encore aurait-on en ce cas la ressource de les faire déclarer en faillite.

Ils aimeront mieux payer, et retrouver, en se portant adjudicataires, la propriété d'établissements qu'ils estiment un si haut prix.

Il leur en eût coûté moins cher de déposer, comme on le leur demandait, leurs 9.000 actions dans la Caisse sociale. Ils eussent pu ainsi éviter le procès.

Afin de sauvegarder l'actif en attendant une solution définitive, il se peut que M. Moreau soit nommé séquestre, et que M. Ravenez reste gérant de l'entreprise sous sa surveillance.

———————————

Aberration ou manœuvre ?
(*Paris-Capital*, 14 décembre 1892)

Nous avions signalé dans notre dernier numéro, sous ce titre : l'Aberration, l'extraordinaire annonce que la famille Decauville ou le conseil d'administration de la Société Decauville avait fait publier par les journaux.

Ce conseil et cette famille sont unis dans une si étroite solidarité, qu'il est difficile de savoir à qui des deux, en effet, attribuer la paternité de cet entrefilet. Nous ne savons point non plus qui a payé. Car on a payé, cela ne fait pas doute, et bien payé. Si c'est la Société, le conseil n commis là une grosse sottise, allant précisément à l'encontre des intérêts qu'il prétend sauvegarder. Cette note a suffi, en effet, pour faire dégringoler les cours de 30 francs en une seule séance. Aujourd'hui, l'action Decauville cote 162 fr., après 140, alors que le jour de l'assemblée elle cotait 187 fr.

On ne peut attribuer cette baisse énorme, venant après tant d'effondrements successifs, au procès en nullité, qui est plaidé depuis un mois et demi, et dont la

solution était encore attendue, puisque c'est lundi dernier seulement que le tribunal a rendu son jugement.

On ne peut pas davantage en voir la cause dans la démission de M. Grille, qui a déserté son poste d'administrateur et d'ami de la maison. Cette démission n'était point connue au moment de la baisse, et, d'ailleurs, dans une société métallurgique, on n'en est pas à quelque grille près ; on se fâche, on se quitte.

Les actionnaires n'ont rien à y gagner, rien à y perdre non plus.

Ah ! quand, il y a un an, MM. Clerc, Lair, Dujardin-Beaumetz se sont tous les trois retirés d'une compagnie par trop compromettante; certes ; la retraite d'hommes aussi considérables a dû jeter un certain trouble dans les esprits, et l'on s'est demandé ce qui motivait de leur part une aussi grave résolution.

Ils se sont expliqués là-dessus à l'assemblée : ils ne voulaient pas paraître couvrir par leur présence les prodigalités du Sardanapale de Petit-Bourg.

Mais qu'une révolution de sérail mette M. Grille dans le cas de s'en aller, quelle importance cela peut-il avoir ?

Non, ce n'est encore point là le motif de l'effondrement. Il faut en chercher la cause, la vraie cause, dans cette profusion de petites notes payées, dont la presse parisienne et départementale ont inondé leur public de lecteurs.

La défiance profonde dont il y était parlé n'a point tardé à se manifester, et des offres nombreuses venant d'actionnaires qui ont cru tout perdu ont pesé sur le marché, et ont amené la baisse.

C'est ici que nous devons nous demander si, réellement, l'annonce d'il y a huit jours, était aussi inepte que nous l'avions cru, si elle témoignait d'une aussi profonde aberration que nous l'avions pensé, dans notre naïveté de petit journal financier ?

Au point de vue de la société, — oui, cette annonce était détestable.

Mais au point de vue Decauville, famille Decauville ?

N'aurait-on point prêté l'oreille aux conseils habiles et astucieux de certains boursicotiers plus roublards que délicats ? Ne s'est-on point dit tout bonnement ceci ; le procès en nullité, s'il est gagné par les actionnaires, va consommer notre ruine. Nous avons un moyen de nous assurer en quelque sorte contre ce désastre. Arrangeons-nous, par une habile publicité, pour faire entrer plus profonde encore, dans l'esprit .des porteurs d'actions, la défiance à l'égard de nos titres.

Faisons la baisse, provoquons l'effondrement et rachetons le plus d'actions que nous pourrons, dans les bas prix, pour éteindre autant que possible les revendications, et pour nous couvrir de celles que nous ne pourrions éviter !

Si ces racontars étaient fondés, — mais nous ne voulons pas y croire, — cette annonce aurait été, non pas maladroite, mais bien étudiée. Cette baisse serait non pas due à une gaffe, mais le résultat d'une volonté réfléchie.

Les Decauville ne seraient pas des imbéciles, mais des gens trop habiles. Aux **lauriers qu'ils ont déjà conquis en vendant au public *quinze* millions ce qui n'en valait pas *cinq***, à la faveur d'une réclame éhontée, ils auraient voulu en ajouter d'autres, et dépouiller encore leurs victimes, à l'aide d'un coup de Bourse, des derniers reliefs de leur fortune.

Nous aimons mieux croire à une gaffe, bien que les Decauville dussent sans doute refuser d'en convenir. Dans le cas contraire, s'ils avaient vraiment poursuivi le but que nous venons de dévoiler, alors, eux, administrateurs, auraient commis cyniquement la plus mauvaise action, à laquelle nous pourrions, le cas échéant, trouver une qualification dans un article de la loi de 1867, sanctionné par une disposition connue du code pénal.

Quant à M. Grille, qui s'en est allé, il a bien fait. Peut-être est-il parti tout simplement écœuré de sa situation vis-à-vis de l'incontestable maître de céans et du rôle par trop efface qu'il lui fallait jouer dans la maison.

Nous devons reconnaître à M. Grille des goûts plus délicats. C'est qu'en effet, conserver dans ces conditions son amicale collaboration à M. Paul Decauville, c'eût été le comble de l'amour !

———————

LES CONSÉQUENCES DE LA DÉCLARATION DE NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ DECAUVILLE

(*Paris-Capital*, 21 décembre 1892)

Nous remercions ceux de nos correspondants qui ont bien voulu nous adresser leurs félicitations pour le résultat obtenu dans le procès Decauville.

Nous avons voulu la nullité de la Société des Établissements Decauville. Cette nullité est prononcée.

Nous avons déclaré et plaidé que les Decauville étaient les seuls fondateurs de la société, que Baudoz était un prête-nom et que la Banque d'Escompte de Paris n'avait été que le banquier salarié, ayant garanti à forfait la souscription du capital, banquier qui n'avait rien fondé du tout, ainsi que le soutenaient à tort les Decauville.

Tout cela a été reconnu, affirmé par le jugement que nous publions plus loin.

Il y aura lieu d'examiner s'il est de l'intérêt des actionnaires de faire réformer en appel certaines parties de ce jugement, afin que ses conséquences pratiques soient bien d'accord avec l'esprit de la loi, c'est-à-dire aient pour résultat indiscutable le remboursement par les Decauville à l'actif social de toutes les sommes encaissées par eux. Mais ces questions ne peuvent qu'être effleurées aujourd'hui. Le jugement est à peine connu. Les conseils des parties n'ont pu se réunir encore utilement et aucune décision n'est prise.

Il y a encore, avant tout appel, un rôle à jouer pour les Decauville, et ce rôle aurait sa grandeur.

On voit des gendres rendre la dot reçue du beau-père alors que le beau-père a des créanciers impayés, ou alors que les faits viennent démontrer que l'argent versé par le beau-père avait une source impure.

Ces gendres-là gagnent en estime et considération ce qu'ils perdent en fortune. Tel le fils qui paie les dettes de son père. Tel le débiteur de l'État qui, reconnaissant que devoir à l'État c'est absolument comme si on devait à un particulier, va verser ce qu'il doit au Trésor sans y être contraint.

La juridiction consulaire, le tribunal des commerçants, a dit aux Decauville : « Votre Société est nulle, votre vente est nulle. »

Les Decauville ont un devoir à remplir.

Ce devoir est tout tracé et leur vaudra l'estime de leurs adversaires.

Sans ergoter, sans chercher des subtilités de procédure, sans avoir recours à des moyens plus ou moins dilatoires, ils doivent rendre l'argent !

C'est ainsi qu'agit un honnête commerçant.

Si un tribunal de commerce déclare nulle une vente, le négociant vendeur rend l'argent et reprend sa marchandise.

Mais, nous dira-t-on, il y a eu exploitation d'une Société de fait et la chose paraît difficile.

Nullement. Cette société de fait a été dirigée par les Decauville qui ne sauraient critiquer aucun de ses actes sans se critiquer eux-mêmes.

Voici donc ce que, loyalement, les Decauville doivent faire :

Ils doivent déclarer à M. Edmond Moreau, liquidateur et arbitre, qu'ils désirent remettre les choses en l'état, dans le *statu quo ante*.

Ils doivent, déposant les fonds à l'appui de leurs offres, se déclarer prêts :

1° À reprendre la clientèle pour sept millions et demi, soit à l'amiable, soit qu'ils s'engagent à couvrir ce prix si l'adjudication publique ne peut être évitée ;

2° À reprendre les marchandises, aux prix inventoriés par eux-mêmes au 30 juin 1892 pour tout ce qui existe encore en nature, et à dire d'experts, pour tout ce qui ne peut être reconnu à l'aide du dernier inventaire ;

3° À reprendre les immeubles et le matériel au prix de la vente faite en 1889, en ajoutant à ces prix ceux payés pour achats faits sous leur administration.

À ces conditions, les Decauville bénéficieraient des commandes en cours, reprendraient la propriété de toute leur industrie.

Ces fonds rentreraient dans la caisse sociale et les Decauville, comme c'est logique, viendraient prendre part à la répartition des produits de la liquidation pour les 9 à 10.000 actions qu'ils possèdent sur les 40.000 du capital.

Il en résulterait que les Decauville éviteraient de dépenser beaucoup d'argent dans les nombreux procès qu'on s'attend à voir se greffer sur le jugement de nullité, et qu'ils seraient demain les industriels d'autrefois, estimés et considérables.

Ils ne seraient appauvris que de l'argent rendu, encaissé par suite d'une vente déclarée nulle,, et ils garderaient encore les jetons de présence de plusieurs centaines de mille francs touchés par eux alors qu'ils étaient administrateurs d'une société qui n'a pas eu d'existence légale.

Certes, ils auraient perdu les 500.000 francs d'enregistrement qu'ils ont dépensés pour employer, avec tant d'habileté, le procédé Baudoz et, de plus, les 1.600.000 fr., salaire du forfait consenti à la Banque d'Escompte, mais nul n'est admis à invoquer ses propres fautes comme moyen de défense, et mieux vaut les payer noblement que de vouloir se soustraire à la réparation du préjudice causé.

Mais nous n'oserions promettre aux actionnaires Decauville que telles seront t les conséquences du jugement.

Cela est trop simple, trop équitable pour que cela passe dans les faits,

Les hommes de loi qui ont touché des honoraires, ceux qui espèrent en toucher dans les procès à venir, ceux-là qui ont conseillé le procédé Baudoz que le tribunal a refusé de breveter, tous ces gens-là, à part quelques-uns à l'esprit net et au caractère indépendant, conseilleront aux Decauville la résistance et la lutte.

L'argent des actionnaires servira encore à distribuer des notes à la presse, à payer des réclames et, peut-être, des injures contre les instigateurs du procès.

L'entêtement orgueilleux d'un sénateur hypnotisé par ses rêves de grandeur et de fortune servira d'auxiliaire aux gens de loi dans leur résistance aux conseils de l'équité.

Les robins touchent toujours, ne risquent jamais et deviennent d'autant plus riches qu'ils ont causé plus de ruines.

Contre un seul reconnaissant loyalement qu'il a pu se tromper, il en est cent qui veulent épuiser tous les degrés de juridiction.

Les actionnaires sont prêts, et peut-être même prendront-ils les devants.

*
* *

Le procès Decauville plaidé par M. Guffroy a été engagé par un groupe de 2.500 actions, représenté par M. L. GIRARD, Bourse de commerce, Paris, dont on trouvera ci-après la circulaire.

Tous les actionnaires ont intérêt à se grouper autour de lui pour assurer en commun la réalisation de l'actif et des responsabilités.

Voici la circulaire de M. Girard :

Paris, le 15 décembre 1892.

M

Je vous ai indiqué par un mot que le tribunal avait prononcé la nullité de la Société par nous demandée.

J'ai pris depuis connaissance du jugement.

Il n'alloue aux actionnaires aucune indemnité individuelle, mais si le jugement était définitif, il devrait avoir les conséquences suivantes :

La vente étant nulle, comme la société, MM. Decauville devraient rendre leurs 15 millions et reprendre leur industrie.

Faute de ce faire, le liquidateur séquestre et arbitre devrait vendre les usines aux risques et périls de MM. Decauville, leur faire payer ce qui manquerait pour parfaire les 15 millions et, après avoir réalisé le surplus de l'actif et les créances, répartir aux actionnaires l'ensemble, qui serait bien prés de 500 francs par titre.

Si, comme il est probable, l'affaire retourne devant la Cour, nous croyons que celle-ci adoptera notre système d'indemnités individuelles qui est plus juridique. En effet, l'article 43 de la loi sur les sociétés nous paraît topique et règle la matière.

Quoi qu'il en soit, ni l'une ni l'autre de ces hypothèses n'est faite pour déplaire ; l'une et l'autre nous assurent le succès final.

Aussi, je vous recommande la patience : la situation actuelle a déprécié les titres en Bourse; MM. Decauville ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour accentuer cette dépréciation ; il n'est pas douteux qu'ils font racheter tout ce qui se présente pour restreindre leur responsabilité.

Les titres ne peuvent valoir moins de 200 francs intrinsèquement et leur valeur s'augmentera de tout ce qui viendra à titre de réparation.

Je continuerai à vous représenter avec le même zèle et dans les mêmes conditions (qui vous évitent tous risques et frais) aussi bien devant la Cour qu'auprès du liquidateur, à qui notre concours pourra,, s'il y a lieu, faciliter une solution d'ensemble.

En tout cas, je vous tiendrai au courant avec la même netteté et la même franchise, disant hautement à tous le but poursuivi et ne cherchant ma propre rémunération que dans l'amélioration que vous obtiendrez finalement et qui n'est plus pour moi douteuse.

Veuillez agréer, je vous prie, mes sincères civilités !

L. GIRARD.

*
* *

Voici le texte *in extenso* du jugement du 12 décembre[11] :

Le Tribunal,

Sur la demande en intervention de Girard et consorts dans l'instance intentée par Beltz ;

Attendu que Girard et consorts, actionnaires de la Société Decauville, ont intérêt et qualité pour intervenir dans l'instance ;

Le Tribunal reçoit Girard et consorts intervenants dans ladite instance; joint les causes vu leur connexité et, statuant par un seul et même jugement, tant sur la demande principale de Beltz, que sur les demandes en intervention et en garantie à ladite instance ;

Sur la nullité de la Société anonyme « Établissements Decauville aîné » ;

Attendu que les consorts Decauville exposent que le 18 novembre 1889, suivant acte des notaires Lefebvre et Lanquest, ils ont vendu leur patrimoine industriel à une société anonyme en formation au capital de 20 millions, sous le vocable « Établissements Decauville aîné » ;

---

[11] Également publié par le *Messager de Paris*, 24 décembre 1892.

Que cette vente était subordonnée à la constitution définitive de ladite Société; qu'elle était acceptée pour celle-ci par Baudoz, prenant qualité de fondateur ;

Que le prix en était fixé à 11.500.000 francs pour les biens, meubles et immeubles, sauf les marchandises et les maisons d'ouvriers qui devaient être reprises par la nouvelle Société, les unes suivant inventaire, les autres à dire d'experts ; qu'enfin, il était stipulé qu'un acte ultérieur constaterait la réalisation de la condition suspensive, la consommation de la vente et le payement du prix en espèces et au comptant;

Que le même jour, Baudoz déposa chez les mêmes notaires les statuts de la Société anonyme en formation ;

Que l'article 3 de ces statuts est ainsi conçu :

La Société a pour objet l'acquisition des établissements industriels d'Évry–Petit-Bourg et d'Essonnes, appartenant actuellement à la Decauville aîné, tel que le tout a été stipulé au profit de la Société présentement formée, sous la condition suspensive de sa constitution définitive, aux termes d'un acte passé devant M^es^ Lefebvre et Lanquest, notaires à Paris, soussignés, ce jourd'hui même.

L'exploitation des établissements ainsi acquis, etc. »

« Que les trois frères Decauville étaient désignés comme administrateurs statutaires pour les trois premières années ;

Que la Banque d'Escompte se chargea de l'émission des 40.000 actions de 500 fr, chacune qui devaient être souscrites en numéraire, payées 135 fr. en souscrivant, le surplus à la répartition, et composer ainsi le fonds social ;

Que les divers instruments de publicité qui préparaient cette émission énoncèrent loyalement que la Société nouvelle avait pour premier objet l'acquisition, comme il vient d'être dit, des établissements Decauville ;

Que la souscription publique fut largement couverte le 26 novembre 1889 et jusqu'à répartition opérée, les consorts Decauville restèrent souscripteurs de 9.000 titres représentant une somme de 4.500.000 fr. ;

Que le 10 décembre, le fondateur Baudoz fit la déclaration de souscription et de versement voulue par la loi ; qu'en cette déclaration et sous la signature des notaires Lefebvre et Lanquest, il spécifiait que la somme de 5 millions représentant le quart réglementaire avait été versée entre les mains des dits notaires;

Que l'ordre du jour de la première assemblée générale constitutive régulièrement publié annonçait la lecture des vente et cession conditionnelles;

Que le 13 décembre et à l'unanimité, cette première assemblée constitutive, où 30.851 actions se trouvaient représentées, vota la résolution suivante :

L'assemblée, après avoir entendu la lecture des statuts..., des vente et cession conditionnelles consenties par la Société Decauville…, et de l'acte de déclaration de souscription et de versement... reconnaît la sincérité de cette déclaration et de ce versement ;

Qu'en seconde résolution, elle nomma trois commissaires pour faire à la seconde assemblée constitutive un rapport sur les avantages annuellement attribués par les statuts aux administrateurs, c'est-à-dire sur l'allocation de 100.000 fr. sous forme de jetons de présence et de 15 % sur certaines disponibilités ;

Que Paul Decauville prit soin de déclarer à l'assemblée que sa décision de vendre au prix d'environ 15 millions (ne laissant à la Société que 5 millions pour fonds de roulement) était immuable et toute discussion quant à ce prix oiseuse ; mais que chacun des actionnaires avait, à cette première comme à la seconde assemblée constitutive, la possibilité de voter en toute liberté sur la cession projetée ;

Que le procès-verbal consigne la satisfaction exprimée par l'assemblée ; que l'impression du discours de Paul Decauville fut unanimement votée, et qu'unanimement aussi le procès-verbal fut lui même approuvé ;

Que l'ordre du jour de la seconde assemblée constitutive dûment publié, annonçait la désignation d'un administrateur chargé de réaliser les vente et cession conditionnelles ;

Que cette seconde assemblée, tenue le 19 décembre et, comme la première, en présence des notaires Lefebvre et Lanquest, requis pour donner l'authenticité aux résolutions prises à l'unanimité des 27.098 actions représentées, approuva, sur rapport favorable des trois commissaires, les avantages attribués par les statuts aux administrateurs ; constata l'acceptation de leurs fonctions par les administrateurs statutaires et désigna le sieur Lair, l'un d'iceux, pour réaliser les vente et cession conditionnelles ;

Que le 23 décembre, par acte devant les mêmes notaires, les consorts Decauville, d'une part, et le sieur Lair, d'autre part, constatèrent que tant par le fait dudit acte qu'au moyen de la constitution définitive de la Société anonyme, les vente et cession conditionnelles étaient définitives, la double condition suspensive prévue à ces ventes et cession se trouvant désormais réalisée ;

Attendu que les consorts Decauville soutiennent qu'il résulterait de cet exposé que le seul fondateur de la Société anonyme serait Baudoz ;

Qu'il aurait apporté son ministère dans des conditions normales, échappant à la critique du tribunal et nullement comme un prête-nom destiné a couvrir les défendeurs des risques créés par l'art. 41 de la loi de 1867, puisque, administrateurs d'origine, les trois frères Decauville se soumettaient volontairement avec lui à une égale responsabilité et a un même péril ;

Qu'au surplus, et serait-il décidé qu'eux-mêmes auraient pris part a la fondation de la Société dont ils allaient devenir importants actionnaires, on ne saurait en tirer argument contre la validité des vente et cession, et, par conséquent, contre la validité de la Société tout ensemble ;

Qu'en effet, aucune incompatibilité légale n'existerait dans une Société entre le rôle de fondateur et celui de vendeur, non plus qu'entre le rôle de souscripteur ; c'est-à-dire d'associé, et celui de vendeur; que la vente faite à la Société par un fondateur, par un associé, ne perdrait point, *ipso facto*, les caractères qui différencient le contrat de vente et celui d'apport ;

Que l'apport serait une incorporation de biens dans une Société en échange d'actions pour une valeur égale; que la loi ferait de cette égalité une des conditions substantielles de la validité de l'apport ;

Que pour assurer cette égalité, elle aurait voulu que le souscripteur fut mis en garde contre ses propres entraînements; qu'ainsi et dans ce but, aurait été créé le droit exceptionnel qui n'admet point qu'on puisse adhérer à l'apport en même temps qu'à la Société, par le seul bulletin de souscription et qui subordonne l'acceptation des apports non numéraires aux étapes de deux assemblées et d'un vote spécial après examen par commissaires ;

Que la vente au contraire est un contrat usuel de droit commun; qu'elle s'opère non avec cette égalité substantielle et nécessaire dans la contre-partie, mais moyennant un prix que le vendeur ajuste à la convenance de ses intérêts; qu'il importe peu que le vendeur soit d'autre part fondateur et souscripteur ; qu'il agit comme tiers dans la vente, en face de la Société acheteur qui, dûment mise en éveil par la nature même du contrat, se trouve en bonne mesure de discuter et de se défendre ;

Que par ces raisons la vente a été laissée dans la Société anonyme ce qu'elle est dans le droit commun ;

Que les fondateurs ou associés vendeurs ne sont point visés par les articles 1, 34 et 41 de la loi de 1867 qui soumettent les apports en nature à une vérification particulière;

Que ces vendeurs bénéficient de la présomption légale résultant du silence de la loi à leur égard, les prescriptions de droit étroit ne pouvant être arbitrairement étendues à des hypothèses différentes de celles qui ont été réglées ;

Que les consorts Decauville souscripteurs, et eussent-ils été fondateurs, pouvaient donc se trouver aussi vendeurs ;

Qu'en fait et dans l'espèce, il s'agissait bien, non d'un apport, mais d'une vente annoncée pour telle dans tous les actes, dans tous les prospectus, dans toutes les déclarations préalables ;

Que la Société constituée par la mise en commun des fonds sociaux, conformément à l'article 1er et non à l'article 4 de la loi de 1867, aurait pu librement ratifier l'achat, premier acte de son fonctionnement et sans les vérifications spéciales édictées seulement pour l'apport;

Que cette vente ainsi régulière, en ce qui touche la qualité des co-contractants, aurait été loyale;

Qu'en effet et par les circonstances de la cause déjà rappelées, il serait démontré que les défendeurs n'ont point induit les actionnaires en erreur sur l'objet de la Société; qu'ils n'ont usé de réticences ni sur la chose ni sur le prix, ni dans l'appel au public, ni dans les assemblées où l'accord des parties était réclamé pour nouer définitivement le contrat ;

Que si les demandeurs arguent d'une exagération dans le prix, il leur appartiendrait d'en apporter la preuve et qu'ils ne l'ont pas même entrepris ;

Que la plus-value résultant de la faveur singulière donnée aux établissements par la publicité faite à l'Exposition universelle de 1889 et la prospérité légitimement obtenue dès le lendemain, justifieraient le prix de 15 millions ;

Qu'en tous cas, le tribunal n'aurait point à apprécier ce prix, mais à déclarer si le mode à employer pour l'obtenir tombe ou non sous la censure de la loi ;

Attendu qu'il est acquis à l'instruction opérée par le tribunal que Baudoz n'a joué dans la fondation de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné, qu'un rôle de comparse ;

Que professionnel de ces sortes de complaisances et rémunéré pour elles, il a été mis en mouvement par les consorts Decauville, a figuré pour leurs besoins à l'acte de vente conditionnelle, au dépôt des statuts, aux déclarations de souscriptions et de versements ;

Que l'accomplissement de ces formalités matérielles et nécessaires le place au nombre des fondateurs, avec les responsabilités inhérentes à la qualité qu'il s'est attribuée de la sorte; que toutefois et cette besogne faite, ce n'est point lui qui met en jeu les éléments de l'opération et qu'il n'apparaît plus que comme bénéficiaire silencieux de deux titres aux assemblées constitutives ;

Et attendu que de l'examen de la cause il résulte que les consorts Decauville sont en réalité les fondateurs de la nouvelle Société ;

Qu'associés en nom collectif et en commandite au capital de trois millions, sous la raison « Société Decauville aîné », suivant acte de Jozon, notaire à Corbeil, en date des 17 et 23 septembre 1887, ils ont voulu réaliser le patrimoine de ladite Société, moyennant un prix d'environ quinze millions, toucher en numéraire plus des deux tiers de cette somme, et ne point soumettre à une vérification la valeur dudit patrimoine;

Que dans ce but, ils ont imaginé la promesse de vente faite à un tiers, stipulant pour le compte d'une Société anonyme en formation, la réunion des capitaux sur cette promesse et la réalisation de la vente s'opérant, non par un vote spécial,, mais, par la constitution même de la Société ;

Que véritables artisans de ce mécanisme, ils ont emprunté Baudoz, construit l'acte conditionnel du 13 novembre, rédigé les statuts de la société anonyme; fixé son capital; assuré l'émission, la souscription et la libération de ses titres par un acte également passé le 13 novembre entre eux et la Banque d'Escompte et tenu loin de toute publicité ;

Qu'à cet acte ladite Banque, stipulant directement avec les consorts Decauville, s'engageait envers, eux à faire l'émission des titres de la Société anonyme en formation, garantissait tant la souscription que la complète libération de ces titres ;

Que, pour salaire et indemnité, les consorts Decauville promirent à la Banque d'Escompte le service financier de le future Société et 1.600.000 fr. à prélever par la Banque d'Escompte, lors de la constitution définitive de la Société, sur le prix des consorts Decauville ;

Qu'ainsi fut fait et que la mise en œuvre du banquier émetteur, par les consorts Decauville, est d'autant plus significative que la rémunération extraordinairement copieuse est payée par ceux-ci toute entière de leurs propres deniers ;

Attendu que le rôle des consorts Decauville se précise encore à la première assemblée constitutive, où l'aîné d'entre eux, parlant au nom de tous, se présente non comme associé, mais comme vendeur, pour discuter, expliquer et modifier, hors Baudoz, les conditions de la vente ;

Qu'il revendique la responsabilité de la forme d'association choisie pour l'exploitation nouvelle ; qu'enfin le procès-verbal de la même assemblée énonce textuellement : « M. Decauville expose le but qu'il s'est proposé en concourant à la constitution de la Société anonyme » ;

Et attendu qu'il échet de reconnaître que promoteurs et organisateurs de la combinaison comme il vient d'être dit, les consorts Decauville n'ont point usé de déclarations inexactes sur ce qu'ils attendaient des souscripteurs;

Qu'en effet, les statuts étaient muets sur le prix de la vente, mais renvoyaient clairement à l'acte authentique qui déterminait le prix; que ledit acte pouvait être consulté chez les notaires, qu'en fait il le fut (dès avant la souscription) par le conseil des demandeurs et qu'on ne saurait véritablement tenir état du plus ou moins de bonne grâce qu'ont mis les dépositaires à faire cette communication audit conseil ;

Que si la publicité conviant les souscripteurs aux guichets d'émission ne mentionnait point davantage le prix de la vente, elle indiquait du moins avec précision les énonciations mêmes des statuts ;

Que les déclarations faites aux assemblées constitutives n'étaient point équivoques; Qu'aucune fraude n'apparaît donc dans l'appel au public d'abord et aux souscripteurs ensuite ;

Attendu que nulle démonstration n'ayant été quant à présent produite ni tentée par les demandeurs, en ce qui concerne l'exagération du prix de la vente [si : la comparaison avec le capital de Fives-Lille et la disproportion entre le capital de 30 MF et le chiffre d'affaires de 6 MF, l'absence d'indication sur les profits de la commandite Decauville], il n'y a lieu pour le Tribunal de rechercher si, à ce point de vue, le fait par les consorts Decauville, fondateurs, de s'annoncer comme actionnaires et administrateurs statutaires n'a pas indûment entraîné la confiance des souscripteurs dans l'opération ;

Attendu qu'en l'état et toutes choses ainsi replacées sous leur véritable jour, il convient d'examiner si les consorts Decauville, fondateurs actionnaires et administrateurs statutaires, pour trois d'entre eux, de la nouvelle Société anonyme, pouvaient effectuer et ont régulièrement effectué la vente définitive qui constituait l'objet social ;

Attendu qu'il n'existe aucune interdiction au fondateur, à l'administrateur statutaire, à l'actionnaire de devenir aussi vendeur à la Société anonyme, mais sous cette condition (commune à tous les vendeurs contre numéraire), que la Société anonyme soit régulièrement constituée et traite avec lui dans les conditions normales de son fonctionnement ;

Qu'en effet la loi de 1867, créant un droit exceptionnel, autorise la vente faite à une Société en formation et en échange d'actions, c'est-à-dire une vente dont l'objet devient partie du capital d'origine ;

Qu'elle lui a donné le nom d'apport et l'a soumise, pour la garantie des actionnaires, à une procédure de vérification spéciale et impérative ;

Que cette loi reste muette, au contraire, en ce qui concerne la vente contre numéraire à une société en formation;

Attendu que si le législateur de 1867 (jaloux de tout déterminer dans la constitution de la Société anonyme), n'édicte aucune prescription en ce qui concerne la vente contre numéraire à une Société en formation, c'est qu'il n'a pas admis qu'à l'origine et avant sa constitution définitive, la Société pût devenir acquéreur de la sorte, qu'il n'a pas voulu quant à ce, déroger au droit commun ;

Et attendu qu'en droit commun, la capacité de contracter, chez la partie qui s'oblige, est une des conditions essentielles de la validité des conventions ;

Attendu que les articles 4 et 95 de la loi de 1867 déterminent les conditions nécessaires pour que la Société acquière la qualité d'être moral, c'est-à-dire l'existence légale et par suite la capacité de contracter ;

Attendu, disent-ils, que la Société n'est définitivement constituée qu'après l'approbation dés avantages, donnée par une autre assemblée générale après une nouvelle convocation ;

Que la Société est constituée, à partir de l'acceptation, par les administrateurs, de leurs fonctions ;

D'où il suit que jusqu'à ce moment précis, il n'existe pas d'être moral pouvant valablement s'obliger ;

Qu'en l'espèce et jusqu'à l'acceptation de leurs fonctions par les administrateurs à la seconde assemblée constitutive, les souscripteurs n'avaient qualité pour engager une Société encore embryonnaire et pour nouer en son nom l'accord synallagmatique qui devait ratifier la vente ;

Qu'il n'importe que l'acte conditionnel du 13 novembre (ménagé par les consorts Decauville) ait stipulé que la vente vaudrait par la constitution même de la Société ;

Attendu que sans aucun vote spécial à la vente, comme il vient d'être dit, les souscripteurs, appelés à constituer une Société, n'ont pas la capacité légale de conclure du même coup un autre contrat ;

Qu'au surplus et dans la vente, les consorts Decauville agissaient au regard de la Société comme tiers ;

Qu'une Société anonyme ne peut contracter par elle-même directement avec les tiers ;

Que la loi a déterminé les organes et que des mandataires doivent nécessairement la représenter, vis-à-vis de ces tiers, dans les actes de la vie sociale; que ce rôle est celui des administrateurs ;

Que dès lors et la Société se fût-elle trouvée déjà constituée quand la vente litigieuse a été discutée et quand les souscripteurs ont entendu ratifier la convention, qu'elle n'eût pu valablement donner elle-même et sans interposition de ses mandataires, le consentement généra leur du contrat ;

Et attendu que les défendeurs soutiendraient vainement que le sieur Lair a été dans les faits de la cause ce mandataire nécessaire et légal ;

Attendu en effet que le mandat spécial et limité donné au sieur Lair était celui de constater, non de renouveler le contrat ;

Que le sieur Lair n'avait aucune condition fondamentale à examiner, à contredire ; qu'on le chargeait d'apposer matériellement la signature sociale au bas d'un acte discuté et approuvé par les souscripteurs ;

Qu'il n'était nanti d'aucune autre mission; que le sieur Lair l'a compris et l'a fait de la sorte ;

Qu'il n'a donc pu, par cette simple constatation, donner rétroactivement à la vente une existence juridique ;

Qu'ainsi, et contrairement à la distinction plaidée par les consorts Decauville, la loi n'a point exempté la vente contre numéraire de l'examen et de la vérification préalables ;

Qu'elle n'a nullement méconnu que, comme l'apport et durant la période de formation sociale, la vente contre numéraire pouvait être l'objet d'entraînements et de surprises ;

Qu'elle ne les a nullement différenciés au point de vue de l'égalité dans la valeur des contré-parties ;

Qu'entre associés, elle a légitimé l'apport en cours de constitution, moyennant des garanties spéciales ;

Qu'elle n'a point permis la vente durant la même période et ne l'admet qu'après la constitution sociale, en face d'administrateurs habiles à la discuter et à la conclure, sous leur responsabilité de mandataires ;

Attendu que, dans la cause, ces principes n'ont point été suivis ;

Attendu qu'il convient pour le Tribunal de reconnaître, non la faute, mais l'erreur de droit ; de décider que les consorts Decauville et les souscripteurs de la Société des Établissements Decauville aîné ne pouvaient valablement réaliser la vente par les seuls faits :

1° de la constitution sociale;

2° D'un acte constatant matériellement que les conditions suspensives de la vente se trouvaient ainsi remplies ;

Que la vente est nulle et nulle aussi la Société anonyme dont cette vente était la raison et l'objet nécessaires ;

Qu'un auxiliaire de justice doit être nommé pour liquider la communauté d'intérêts, conformément aux droits de chacun ;

Et attendu qu'il résulte de ce que dessus que ni dans l'émission, ni dans les assemblées, les actionnaires n'ont été trompés sur ce qu'on attendait d'eux ;

Qu'ils ont librement et sciemment concouru à l'irrégularité qui vicie la Société et que, complices de l'erreur de droit, c'est-à-dire de la fraude commise, ils ne peuvent valablement en faire l'objet de dommages-intérêts à leur profit ;

Sur les demandes en garanties et en déclarations de jugement commun des consorts Decauville et sur la demande principale contre la Banque d'Escompte :

Attendu que des documents soumis au Tribunal et des débats, il ressort que :

la Banque d'Escompte a pris charge comme banquier, à ses risques et périls et moyennant salaires du placement de tous les titres de la Société des établissements Decauville aîné;

Que ce concours financier ne suffit point pour donner à son auteur la qualité de fondateur de la Société ;

Attendu qu'il n'est démontré ni que la Banque d'Escompte ait outrepassé ce concours, ainsi cantonnés pour participer d'autre part à l'organisation du corps social, ni que l'appel fait au public pour le placement de ces titres soit entaché de dol ou de fraude ;

Et attendu qu'il n'est pas davantage établi que ladite Banque ait pris envers les consorts Decauville d'autre obligation que celle de l'émission des titres de la souscription et de la libération du capital social ;

Attendu qu'il n'est pas plaidé qu'elle ait contrevenu aux dites obligations ;

Qu'en l'état la Banque d'Escompte ne saurait être recherchée, ni par les actionnaires comme par les fondateurs de la Société, ni par les consorts Decauville, pour les garantir des conséquences de la nullité, ou du moins pour participera ces conséquences ;

Par ces motifs,

Déclare nulle la Société des établissements Decauville aîné, ayant pour objet l'acquisition de l'industrie de la société Decauville et son siège à Paris, 13, boulevard Malesherbes ;

Nomme le sieur Edmond Moreau, 60, rue de Provence, à Paris, liquidateur de cette société ;

Confère au sieur Moreau les pouvoirs les plus étendus, d'après les lois et usages du commerce, avec mission d'arbitre-rapporteur sur les contestations nées ou à naître entre les parties.

Déclare Beltz et Girard et consorts non recevables dans le surplus de leurs conclusions, les en déboute ;

Déclare les consorts Decauville non recevables en leur demande en garantie contre la Banque d'Escompte, les en déboute ;

Condamne les consorts Decauville aux dépens de cette demande ;

Dit que le surplus des dépens sera employé en frais de liquidation. »

———————————

À PROPOS DU JUGEMENT DECAUVILLE

(*Paris-Capital*, 28 décembre 1892)

La discorde est au camp d'Évry. Les uns veulent qu'on aille en appel. Les autres estiment que le jugement pouvait être bien plus dur et qu'on s'en doit contenter.

Les légistes ergotent.

Certains, tenus par des avis donnés autrefois et peut-être mal compris, épiloguent sur le dispositif, soutiennent qu'il ne prononce pas la nullité de la vente et que leurs conseils d'autan étaient bons puisqu'il ne serait pas expressément jugé que la vente est nulle.

D'autres, se déclarant trop occupés par les procès panamistes, disent qu'en tout état de cause, ils ne plaideront pas en appel. La consultation d'autrefois les gênerait en cette occurrence ! Nous le comprenons.

En opposition avec ces vieux routiers de la basoche, il y a le groupe du bon sens composé de gens sans panache et n'ayant pas d'honoraires en perspective qui disent aux Decauville :

Mais lisez donc le jugement et estimez-vous très heureux que ses termes soient tels. Il est évident qu'avec une intention charitable, ces bons juges ont voulu éviter de donner à la poursuite possible devant le tribunal d'en face des arguments quelconques.

Vous devez être enchantés de n'avoir que des pertes d'argent à enregistrer, de trouver même dans les considérants de ce jugement certains éléments de doute et de discussion ; mais gardez-vous bien de courir le risque de l'appel, et surtout d'un appel incident pour lequel vos adversaires peuvent attendre l'ouverture des débats. L'arrêt futur pourrait être assez violent pour ébranler votre siège sénatorial et assez lumineux pour ternir l'éclat de votre boutonnière.»

Voilà ce que disent les sages, mais ceux-là ne seront pas écoutés, et les Decauville persisteront à faire appel !

Les actionnaires les suivront.

*
* *

Pour nous, nous regardons avec une curiosité sceptique cette famille qui veut garder quand même les millions prélevés sur l'épargne publique, — nous sommes faits à de tels spectacles ! Le coup n'a pas réussi. Au lieu d'être beau joueur et de rendre l'argent, on s'obstine.

Peut-être espère-ton, non pas gagner le procès, mais le perdre plus complètement encore, en obtenant de la Cour qu'elle applique la loi de 1867 avec toutes ses conséquences logiques, c'est-à dire qu'elle condamne solidairement et nommément les fondateurs et les premiers administrateurs à indemniser les actionnaires.

On espère aussi, sans le dire, obtenir contre le banquier émetteur, tout au moins la condamnation au remboursement des seize cent mille francs du forfait.

Le comble de l'habileté serait de faire rendre aux notaires et aux avocat et ancien avoué, conseilleurs de la combinaison Baudoz, les 78.000 francs d'honoraires qu'ils ont touchés pour une consultation aussi réussie.

L'archi-comble serait de leur faire partager la responsabilité, et de la sorte si les Decauville arrivent à s'insolvabiliser en temps opportun, ce serait ceux qui n'ont pas touché les chèques qui rendraient l'argent !

Quoiqu'il advienne, le résultat probable de l'arrêt serait que les Decauville, laissant poursuivre les premiers administrateurs qui n'ont [?], verraient leur quote-part des versements obtenus de leurs co-condamnés solidaires! Quant à nous, pourvu que les actionnaires voient l'actif de leur malheureuse Société se grossir des remboursements effectués, pourvu qu'on leur puisse offrir une combinaison de sauvetage, il nous importe peu que l'argent vienne de la flûte on du tambour !

*
* *

Ce jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, nous l'avons lu et relu et nous trouvons que c'est un monument de bon sens juridique. C'est de la saine logique avec des pointes d'esprit et son rédacteur n'est certes point manchot.

Que nous parlez-vous de son dispositif qui ne prononcerait pas la nullité de la vente ? Vous nous la baillez belle, messieurs les épilogueurs patentés, chercheurs de petites bêtes, dénicheurs de quintessences ! Ces juges, honnêtes commerçants, sont dans leur style de l'école de Pascal et de Paul Louis, ils ont été dans leurs considérants d'une clarté parfaite et ils viennent de prouver que l'esprit, au Palais, ne s'abrite pas seulement sous l'épitoge de l'avocat, voire même sous le petit manteau de l'agréé !

Ils n'avaient pas à dire dans le dispositif que la vente est nulle. C'eut été de la superfétation, puisqu'ils déclarent nulle la Société ayant pour objet l'acquisition de l'industrie, puisque cette Société était incapable d'acquérir, et puisque dans les considérants où se doit chercher le sens du jugement, il est dit :

« Attendu qu'il convient pour le tribunal de reconnaître, non la faute, mais l'erreur de droit ; de décider que les consorts Decauville et les souscripteurs de la Société des Établissements Decauville aîné ne pouvaient valablement réaliser la vente par les seuls faits :

1° De la constitution sociale ;

2° D'un acte constatant matériellement que les conditions suspensives de la vente se trouvaient ainsi remplie s;

3° Que la vente est nulle et nulle aussi la Société anonyme dont cette vente était la raison et l'objet nécessaires »

Si vous n'êtes pas fixés avec cela, messeigneurs les pontifes, allez voir à Byzance !

*
* *

Ce jugement a des aperçus spirituels qui nous ravissent.

Nous avions appelé le pseudo-fondateur Baudoz, feuille de vigne, inventeur d'une poudre contre le phylloxéra et d'une nouvelle industrie. Ce brave homme ne s'en était pas ému et continuait à fonder des sociétés de plus en plus florissantes et à préparer des affiches où l'on peut voir le tout petit insecte viticole terrassé par le souffle d'un immense soufflet à poudre.

Tout cela ne vaut pas cette peinture concise de l'homme de paille des Decauville :

« Attendu qu'il est acquis à l'instruction opérée par le tribunal que **Baudoz** n'a joué dans la fondation de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné, qu'un rôle de comparse ;

Que **professionnel de ces sortes de complaisances et rémunéré pour elles**, il a été mis en mouvement par les consorts Decauville, a figuré pour leurs besoins à l'acte de vente conditionnelle, au dépôt des statuts, aux déclarations de souscriptions et de versements ;

Que l'accomplissement de ces formalités matérielles et nécessaires le place au nombre des fondateurs, avec les responsabilités inhérentes à la qualité qu'il s'est attribuée de la sorte; que toutefois et cette besogne faite, ce n'est point lui qui met en jeu les éléments de l'opération et qu'il n'apparaît plus que comme bénéficiaire silencieux de deux titres aux assemblées constitutives ;

Et attendu que de l'examen de la cause il résulte que les consorts Decauville sont en réalité les fondateurs de la nouvelle Société… »

Et ce résumé du but des Decauville qu'il nous a fallu tant d'articles pour rendre évident à tous :

« Ils ont voulu réaliser le patrimoine de ladite Société, moyennant un prix d'environ quinze millions, toucher en numéraire plus des deux tiers de cette somme, et ne point soumettre à une vérification la valeur dudit patrimoine;

Que dans ce but, ils ont imaginé la promesse de vente faite à un tiers ;

Que véritables artisans de ce mécanisme, ils ont emprunté Baudoz, construit l'acte conditionnel du 13 novembre… »

Et cet argument précisé d'un mot et que nous n'avions pas si bien indiqué :

« Que la mise en œuvre du banquier émetteur par les consorts Decauville est d'autant plus significative que la rémunération extraordinairement copieuse est payée par ceux-ci, tout entière, de leurs propres deniers....»

Encore une fois, consorts Decauville, lisez et relisez ce jugement frappé au bon coin. Allez en appel, allez en cassation. Vous ne risquez qu'une chose, dépenser l'argent du bon public et voir s'aggraver votre responsabilité matérielle et morale

*

* *

Nous avons, depuis le commencement de cette polémique, et surtout depuis quinze jours, reçu de nombreuses lettres d'actionnaires nous demandant des commentaires sur le jugement ou nous offrant de prétendues révélations personnelles aux Decauville.

Nous ne pouvons répondre autrement que par la voie du journal pour tout ce qui touche au procès et nous n'avons que faire de révélations qui ne nous apprennent rien que nous connaissions de longue date.

Nous attaquons parfois des Sociétés, des hommes en leur qualité d'administrateurs mais nous n'attaquons jamais des personnes.

Lorsqu'au plus fort de la lutte, les Decauville ou leurs amis recherchaient des documents personnels à l'un des nôtres, nous avons vu, écrit de la main de l'un d'entre eux, un encouragement à nous attaquer et, malgré cela, nous avons toujours refusé de nous servir des mêmes armes et de parler de faits contemporains des plus tristes événements de notre histoire.

Aujourd'hui plus que jamais, nous nous abstiendrons de personnalités — on ne frappe pas son ennemi par terre !

*
* *

Dernière heure. — Nous apprenons que, non pas les consorts Decauville mais la Société des Établissements Decauville a interjeté appel du jugement.

Les administrateurs sont les mandataires des actionnaires.

Les actionnaires ne peuvent, quoi qu'il puisse advenir, retirer autre chose qu'un profit de l'exécution du jugement tel qu'il a été rendu. Nous ne pouvons donc expliquer l'attitude des administrateurs prenant une mesure contraire à l'intérêt des actionnaires, que par l'effet d'une confusion de personnes entre deux parties ayant des intérêts diamétralement opposés : la Société et les consorts Decauville.

Cela prouve bien, comme nous le disions, que le conseil, c'est les Decauville, et qu'il y a urgence à les dessaisir de l'administration de la société par la nomination soit d'un séquestre, soit d'un administrateur judiciaire.

Nous supposons bien que M. Ravenez, qui peut difficilement, en sa qualité d'arbitre, critiquer les décisions du tribunal de commerce, aura protesté, minorité impuissante, contre cette décision.

*
* *

On lit dans l'*Économiste français* (de M. Leroy-Beaulieu) :

Les Decauville poursuivent leur reprise à 162 fr. Elle n'est pas autrement justifiée, car si l'on a accueilli avec une certaine satisfaction la décision prise par le Tribunal de commerce à l'égard d'une Société aussi irrégulièrement constituée, rien n'est encore terminé.

Il y aura évidemment appel de la part des défendeurs, et en attendant que celui-ci soit vidé, la Société continuera à fonctionner sous la direction et la responsabilité de son conseil d'administration. Or, on sait quels résultats a fournis aux intéressés le dernier exercice.

———————————

SOCIÉTÉ PARISIENNE DE CRÉDIT ET DE COMMISSION
Assemblée générale annuelle du 1er mars
(*Paris-Capital*, 8 mars 1893)
(*Le Messager de Paris*, 11 avril 1893)

……

Nous nous occupons aussi en ce moment de la reconstitution de la Société des Établissements Decauville, société déclarée nulle récemment.

Nous sommes en relation avec un grand nombre d'actionnaires de cette Société, qui, malgré nos conseils depuis la fondation, n'ont pas vendu leurs titres ou en ont acquis à des cours élevés.

Nous avons toujours estimé que l'exagération du capital de la société nulle, et aussi l'exagération de ses frais généraux sont les causes qui ont rendu mauvaise une affaire bonne en elle-même et que nous voudrions voir se reconstituer à un capital modéré et à l'aide d'une combinaison réparatrice pour les actionnaires actuels.

Nous donnerons un large concours pour atteindre ce résultat désirable.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 12 avril 1893)

CHEMINS FRANÇAIS
Compagnie d'Orléans
Gare de Pithiviers

La Compagnie d'Orléans vient de s'entendre avec la Société Decauville pour l'ouverture au service public de la gare commune aux deux Compagnies à partir du 20 avril courant.

Cette gare, construite par le département du Loiret sous la direction de M. l'ingénieur des ponts et chaussées Liévin, est absolument pratique, et des quais d'inégale hauteur permettent le transbordement extrêmement économique de toutes les marchandises ; ainsi, par exemple, un wagon de la Compagnie du Nord contenant 10 tonnes de charbon est transbordé en quelques minutes dans un wagon de même contenance dont la Compagnie Decauville possède un nombre suffisant et qui donnent un excellent service sur la voie de 0 m. 60.

Les habitants de la région sont maintenant très satisfaits du fonctionnement régulier du chemin de fer à voie étroite ; ils ont vite oublié les mécomptes qui se sont produits au commencement de l'hiver par suite du tassement des remblais et qui se sont, du reste, bornés à des retards pour quelques trains. La Compagnie Decauville avait eu le tort de céder à l'impatience des habitants de la région et de commencer à faire circuler ses locomotives sur des remblais trop frais, tandis que d'habitude on les laisse tasser pendant dix huit mois ou deux ans.

AFFAIRE DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 19 avril 1893, p. 1, col. 1)

Nous publions en troisième page le texte du jugement du tribunal de commerce de la Seine, affaire Decauville, en date du 27 mars. Ce jugement rendu par la section du tribunal que préside l'honorable M. Goy, interprète le jugement du 19 décembre 1892. Il déclare nulle la vente des établissements Decauville, comme le précédent avait déclarée nulle la Société.

Ainsi se trouve confirmée de façon complète la thèse que nous avons toujours soutenue depuis la fondation même de la Société de fait qui a existé entre les actionnaires.

Que de ruines, que de pertes d'argent eussent été évitées à l'épargne si nous avions été écoutés !

La Société Decauville constituée à vingt millions, dirigée par un état-major coûteux, ayant à supporter des frais généraux énormes, ne devait produire et n'a produit que des bénéfices insuffisants, et, par conséquent, ne pouvait pas faire les amortissements indispensables à toute entreprise métallurgique.

Notre conviction est que cette Société, nulle aujourd'hui, marchait à la ruine.

Nous avons conjuré la catastrophe et sauvé tout ce que nous avons pu sauver du capital des actionnaires en faisant confier la liquidation de la Société à un mandataire de justice.

Il s'agit maintenant de créer une Société nouvelle à capital réellement représenté, non majoré, pouvant et devant, car l'affaire est bonne en elle-même, produire de fructueux dividendes.

Il s'agit aussi de mettre à la disposition des anciens actionnaires victimes tous les avantages d'une reconstitution à l'aide de laquelle ils doivent réparer les pertes subies.

Nous y emploierons tous nos efforts.

Les Établissements Decauville et la clientèle seront, en conséquence du jugement du 27 mars, mis en vente publique, et-MM. Decauville seront débiteurs envers la liquidation de la différence entre le prix de vente réalisé et celui obtenu autrefois par eux, à l'aide du procédé illégal employé malgré nos protestations réitérées.

Il y aura compte transactionnel à faire entre les Decauville et l'action sociale représentée par le liquidateur.

Il ne saurait y avoir d'action particulière, sauf pour des faits spéciaux à des actionnaires qui auraient été entraînés à acheter par des affirmations mensongères. Nous ne connaissons, du reste, aucun de ces faits particuliers dans cette affaire, et c'est l'intérêt général que nous avons voulu défendre et que nous croyons avoir réussi à préserver.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 8 décembre 1893)

Les actionnaires de cette société sont convoqués en assemblée générale pour le 20 décembre courant.

L'administrateur délégué, M. Ravenez, vient de leur adresser. une circulaire qui confirme ce que nous avons dit nous-même au sujet de l'état réel d'avancement des projets de reconstitution de la société : sur les 34.000 actions dont l'adhésion est nécessaire, 27.250 ont déjà fait parvenir leur assentiment.

L'*Express finance* se demande s'il n'aurait pas mieux valu retarder la réunion de l'assemblée et même l'envoi de la circulaire jusqu'au moment où le chiffre de 34.000 adhésions aurait été atteint et surtout jusqu'au moment où l'on aurait eu en mains le désistement de MM. Decauville, de leur appel contre les jugements de 1re instance.

Sur ce dernier point, nous croyons que ce désistement peut, d'ores et déjà, être considéré comme formellement acquis. Quant à l'opportunité de la circulaire et de la réunion de l'assemblée, elle ne saurait être sérieusement discutée : en effet, dans les vingt-quatre heures qui ont suivi l'envoi de la circulaire, près de 500 nouvelles adhésions sont parvenues au siège social, et il n'est pas douteux que l'assemblée du 20 décembre, où les explications les plus complètes seront données, devra avoir pour effet de réduire sensiblement le nombre des derniers dissidents.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 21 décembre 1893)

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue hier. 15.218 actions étaient représentées. M. Ravenez présidait, assisté de MM. Lapis et Delgutte.

Après lecture du rapport du conseil d'administration, l'assemblée a approuvé le bilan et l'inventaire de 1892-93, a donné quitus de gestion d'administrateurs à MM. Grille, démissionnaire, et Pierre Decauville, qui ne se représente pas, et nommé M. Alfred Poidatz comme administrateur.

Les commissaires nommés pour l'exercice 1893-94 sont MM. Tonon et Guffroy ; l'assemblée a fixé leur allocation à 3.000 francs.

À titre officieux, M. Ravenez a entretenu l'assemblée des projets de reconstitution. Il a été décidé que l'assemblée serait convoquée dans deux mois pour délibérer à ce sujet.

Un actionnaire a demandé de voter des remerciements à M. Ravenez pour la combinaison que nous avons fait connaître et suffisamment commenté. L'assemblée les a votés... naturellement. Nous avions prévu tout cela ; à telle enseigne que nous aurions pu, sans imprudence, publier ce compte rendu avant l'assemblée.

———————————

(*Gil Blas*, 23 décembre 1893)

Le Decauville monte à 22875 sur la nouvelle de la nomination de M. Poidatz en qualité d'administrateur.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*Le Journal des débats*, 30 décembre 1893)

Les actionnaires de la Société réunis en assemblée ordinaire, sons la présidence de M. Ravenez, ont approuvé, à l'unanimité, le bilan et les comptes de l'exercice 1892-1893. Les bénéfices ajoutés aux précédents s'élèvent à 625.989 fr.

M. Ravenez a fourni des explications intéressantes sur la nouvelle branche d'industrie concernant la fabrication des bicyclettes. L'assemblée a voté des remerciements à M. Ravenez.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*Cote de la Bourse et de la banque*, 27 janvier 1894)

M. Ravenez, administrateur délégué de la Société des Établissements Decauville aîné, adresse aux actionnaires de cette Société la circulaire suivante :

Paris, le 25 janvier 1894

Monsieur,

Par ma circulaire du 7 décembre dernier, je vous ai entretenu d'un projet de reconstitution de la Société des Établissements Decauville aîné, en vous priant, si vous le jugiez convenable, de m'adresser votre adhésion dans le plus bref délai.

Des adhésions nombreuses m'étaient déjà parvenues lorsque s'est réunie, quelques jours plus tard, l'assemblée générale des actionnaires. Le vote unanime par lequel cette assemblée a approuvé, après une discussion approfondie, le projet qui vous est soumis, semblait de nature à vaincre les dernières hésitations et à triompher des dernières résistances.

Le nombre des adhésions recueillies est cependant encore inférieur à celui qui a été jugé indispensable pour permettre la création et rendre possible le fonctionnement de la Société nouvelle.

C'est pour arriver à le compléter que je vous adresse un dernier appel, en prorogeant jusqu'au 5 février prochain le délai dans lequel vous pourrez m'envoyer votre bulletin.

Mais si, à cette date, le minimum d'adhésions fixé n'était pas atteint, je croirais mal répondre aux témoignages de confiance qui m'ont été donnés en prolongeant, contrairement à vos intérêts, les incertitudes de la situation actuelle ; et je me verrais à regret contraint d'abandonner, quant à présent, la réalisation d'une combinaison dont le principal avantage consiste à assurer à votre profit exclusif la reconstitution d'une Société dans le développement et l'avenir de laquelle ma foi reste entière.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

L.-W. Ravenez,
administrateur délégué de la Société des Établissements Decauville aîné,
13, boulevard Malesherbes, Paris.

Cet appel désespéré à souscrire à une combinaison que nous avons vertement critiquée, ne nous laissera pas insensibles et nous ne voulons pas renouveler en ce moment nos critiques de crainte de paraître empêcher la combinaison de se former. Cependant, comme elle ne nous paraît pas équitable, il faut bien le dire, succinctement, mais il faut le dire. Nous nous bornons à estimer que c'est du côté de la famille Decauville que devraient porter les efforts de M. Ravenez. Les sacrifices qui doivent être exigés d'elle ne sont après tout qu'une restitution. Que l'on compare les sacrifices faits par les responsables (4.000 actions abandonnées) avec ceux que l'on demande aux actionnaires : abandon de moitié de leur capital, abandon de leurs droits, immobilisation de leurs titres, pendant deux ans !

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 28 février 1894)

M. Ravenez, administrateur délégué de cette société, vient d'adresser aux actionnaires une circulaire par laquelle il leur annonce que le projet de reconstitution, dont nous avons parlé dans notre « Petite Revue financière » du 26 janvier dernier, n'a pu aboutir faute d'avoir réuni dans le délai fixé le minimum d'adhésions requis.

M. Ravenez dit que la situation actuelle ne comporte que deux solutions :

Ou la continuation de la vie sociale en cas d'infirmation du jugement qui a prononcé la nullité de la société ;

Ou la liquidation, si cette décision judiciaire venait à être confirmée.

L'administrateur délégué persiste à penser que, dans cette dernière hypothèse, l'intérêt des actionnaires commanderait de reprendre et de faire aboutir une combinaison basée sur la reconstitution de la société à leur profit exclusif, par la reprise de tout l'actif.

———————————

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER
(*Le Messager de Paris*, 23 mai 1894)

Département du Calvados

Une seule ligne d'intérêt local est en exploitation dans le département, celle de Dives à Luc-sur-Mer, dont la Société Decauville est concessionnaire et dont l'ouverture a été autorisée au mois de juillet 1893, à titre provisoire, aux frais, risques et périls de la Société Decauville.

La longueur totale de la ligne et de son raccordement est de 39 kilomètres ; la largeur de la voie, de 0 m. 60. Elle est affectée au transport des voyageurs, des messageries et des marchandises en grande et petite vitesse.

La même Société est concessionnaire de la ligne de Grandcamp à Isigny, d'une longueur de 10 kilomètres 150 mètres, mais qui n'est pas encore construite. La largeur de la voie 0 m. 60.

Le conseil général sera probablement appelé à statuer, à la session d'août, sur les projets de concession des lignes ci-après qui seraient également établies à la voie de 0 m. 60.

1° Caen à Falaise ;
2° Courseulles à Arromanches et à Bayeux ;
3° Grandcamp à la Mine de Littry ;
L'ensemble de ces lignes aurait une longueur de 113 km. 180 mètres.
Les autres ligues à l'étude sont celles de :
1° Bayeux à Port-en-Bessin ;
2° Bayeux à Gaumont ;
3° Gaumont à Villers Bocage et Saint-Martin-des-Besaces ;
4° Balleroy à Caen par Rilly-sur Seulles.

———————————

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 2 juin 1894)

Les actionnaires des Établissements Decauville sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 16 juin.

L'on sait dans quelles conditions la Société Decauville a été déclarée nulle. Les apporteurs, au lieu de faire apport de leurs usines à la Société et de recevoir des actions après vote sur l'approbations de ces apports, avaient usé du procédé suivant : La Société avait été constituée toute par du numéraire. Une fois constituée, elle avait acheté les usines. Et les vendeurs, au lieu de recevoir des actions d'apport, avaient ainsi reçu des espèces, mais ces espèces avaient primitivement, dans une certaine mesure, servi à souscrire des actions lors de la constitution de la Société.

En sorte que les actions souscrites par eux n'étaient pas des actions d'apport et représentaient cependant un apport en réalité.

Le tribunal de commerce avait prononcé la nullité de la vente et la nullité de la Société par voie de conséquence, puisque ladite Société n'avait pas d'objet.

La première tentative de reconstitution de l'affaire a échoué ; une seconde est tentée. Ci-après la circulaire de M. Ravenez, administrateur délégué de la Société, et voici la note qu'il doit lire à l'assemblée :

« Paris, le 26 mai 1894.

« Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser le texte de la communication que je me propose de faire à l'assemblée générale extraordinaire de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné, qui a été convoquée pour le 16 juin prochain ; cette communication est relative à un projet nouveau de reconstitution.

L'échec des tentatives antérieures ne devait pas décourager mes efforts.

Le très grand nombre d'adhésions qu'elle avaient réunies témoignait, en effet, de la volonté évidente de la majorité des actionnaires d'arriver à une reconstitution de la Société.

Cet échec ne tenait, d'ailleurs, qu'à l'existence de certaines difficultés pratiques de réalisation et ces difficultés sont aujourd'hui écartées.

Il ne dépend donc plus que des actionnaires de faire aboutir cette reconstitution en prenant, dans l'assemblée du 16 juin, les résolutions nécessaires.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance toute particulière de cette assemblée dont les résultats seront décisifs pour l'avenir de nos affaires.

Je ne saurais par suite trop vivement vous engager à y concourir, afin d'assurer la seule solution qui me paraisse conforme à vos intérêts.

Si vous ne pouvez y assister en personne, vous n'aurez, pour vous y faire représenter, qu'à remplir et à me retourner le pouvoir ci-inclus.

Veuillez agréer, Monsieur, la nouvelle expression de mes sentiments dévoués.

L.-W. Ravenez,
Administrateur-délégué de la
Société des Établissements Decauville aîné. »

*
* *

Note de M. Ravenez, administrateur délégué, sur le projet de reconstitution de la Société, au profit exclusif des actionnaires.

« Messieurs,

Vous savez dans quelles conditions j'ai pris, l'an dernier, à la sollicitation d'un grand nombre d'entre vous, et avec l'assentiment de votre conseil d'administration, l'initiative d'un projet de reconstitution de notre Société.

Ce projet, qui impliquait un acquiescement pur et simple aux jugements rendus par le tribunal de commerce les 12 décembre 1892 et 24 mars 1893, et à la situation juridique qui en découle, présentait de sérieuses difficultés, et sa réalisation avait dû être subordonnée à l'adhésion individuelle de la presque unanimité des actionnaires.

Il a été abandonné, parce que le chiffre atteint par les adhésions n'avait pas été suffisant.

Mais il résultait bien, de l'accueil fait à cette première tentative et du vote unanime par lequel votre assemblée du 20 décembre 1893 l'avait approuvé, que la reconstitution de votre Société apparaissait à la grande majorité des actionnaires comme la meilleure sauvegarde de ses droits.

Il s'agissait donc de trouver une formule nouvelle et je n'ai pas cru pouvoir mieux répondre aux témoignages de confiance dont vous m'avez honoré qu'en poursuivant mes efforts dans se sens.

C'est cette formule que je viens vous soumettre aujourd'hui.

La combinaison est basée sur la reprise ferme de l'actif de la Société actuelle par une Société créée grâce aux concours financiers que j'ai pu obtenir.

Sans comporter la réunion d'un minimum d'adhésions, elle assure cependant aux adhérents un droit de préférence à l'égard des actions de la Société nouvelle.

Son exécution n'est plus subordonnée qu'à la condition d'une transaction préalable sur l'action en nullité de la vente consentie les 13 novembre et 23 décembre 1889 par MM. Decauville, des établissements leur appartenant, avec leurs accessoires mobiliers et immobiliers.

Vous n'ignorez pas que, pour prononcer la nullité de votre Société, le tribunal de commerce s'est fondé exclusivement sur la nullité de cette vente.

De l'avis unanime des conseils de la Société, cette décision repose sur une véritable confusion.

Il est vrai que votre Société a été constituée dans le but déterminé d'acquérir ce qui forme l'objet même de la vente.

Mais la nullité de cette acquisition est évidemment sans influence sur la constitution antérieure de la Société, qui est régulière et valable par cela même et par cela seul que ses fondateurs ont rigoureusement observé les prescriptions édictées par la loi du 24 juillet 1867.

Il est donc bien certain que la nullité de la vente ne saurait entraîner la nullité de la Société, et il n'est pas téméraire d'espérer sur ce point une infirmation de la décision des premiers juges.

Cependant, la déclaration de régularité et de validité de la Société ne constituerait qu'un avantage insuffisant si la nullité de la vente était maintenue.

Je vous ai déjà exposé que, si la consécration de cette nullité faisait naître à votre profit un droit au remboursement du prix des établissements et de leurs accessoires

dont la propriété ferait retour à MM. Decauville, l'exercice de ce droit rencontrerait d'inévitables résistances, qu'il se heurterait incontestablement aux difficultés résultant des modifications apportées à l'actif immobilier et à des demandes reconventionnelles en indemnités, qu'il conduirait ainsi à de longs et dispendieux procès ayant pour effet d'entraver, sinon d'arrêter complètement notre exploitation, et d'entraîner finalement la dépréciation des éléments d'actif destinés à constituer la garantie principale de votre créance.

Il convient d'ajouter que la confirmation de cette nullité donnerait ouverture à la perception de droits d'enregistrement considérables, dont l'avance ne ferait qu'augmenter l'importance de votre créance et, par suite, les aléas de son recouvrement.

Ces conséquences sont tellement graves que leur éventualité est de nature à paralyser toute tentative de reconstitution, et il est évident qu'une reconstitution ne peut intervenir que le jour où elles auront été définitivement écartées par une transaction avec les intéressés.

Cette transaction implique elle-même la dissolution préalable de la Société.

Il serait vain de chercher à réorganiser la Société actuelle.

Le parti le plus sage est de lui substituer une Société entièrement nouvelle qui, dégagée de toutes les questions litigieuses qui ont embarrassé notre développement, réduite à un capital mieux proportionné à nos besoins, profitera de tous les éléments de prospérité industrielle dont nous disposons.

Au surplus, le conseil d'administration estime avec moi qu'il ne saurait utilement poursuivre une transaction, et que, pour réussir, les négociations en ce sens doivent être confiées à un homme nouveau, étranger à nos divisions et aux conflits de nos intérêts, tirant une autorité spéciale de son indépendance même, arbitre autant que médiateur.

Il vous propose, en conséquence, de prononcer la dissolution de votre Société et de désigner un liquidateur auquel vous donnerez cette mission spéciale de préparer et de faire aboutir une transaction, sauf à en soumettre les conditions à votre examen et à votre approbation.

Ce résultat une fois obtenu, rien ne s'opposera plus à l'exécution du projet de reconstitution.

L'actif social pourra dès lors être apporté ou vendu à une Société nouvelle, et vous n'aurez plus qu'à choisir, en pleine liberté, entre les deux partis suivants :

Ou vous contenter de faire valoir vos droits dans la liquidation de la Société actuelle dont la transaction aura notablement amélioré les résultats ; ou échanger ces droits, sans obligation de versement, contre des actions de la Société nouvelle.

Ainsi, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, vous vous trouverez avoir atteint le seul bénéfice qu'ont pu légitimement espérer et poursuivre les auteurs des procès engagés, c'est-à-dire la diminution du prix de la vente des 13 novembre et 23 décembre 1889.

Tel est, dans ses grandes lignes, et sous réserves des modifications de détail qui pourraient être jugées utiles, le programme dont je vous propose l'adopter parce qu'il me paraît le plus propre à donner satisfaction à vos intérêts.

Paris, le 25 mai 1894.

L. W. Ravenez,
administrateur délégué »

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 21 juin 1894)

M. L.-W. Ravenez, administrateur délégué de cette société, avait convoqué les actionnaires en assemblée générale extraordinaire le 16 courant, pour leur soumettre un projet de dissolution éventuelle et de reconstitution de la Société. La réunion était fort nombreuse : 763 actionnaires porteurs de 22.900 actions étant présents ou représentées.

Apres un exposé très détaillé de la situation et une discussion assez prolongée entre quelques actionnaires et M. Ravenez, l'ordre du jour proposé par l'administrateur délégué a été voté par une majorité de 22.796 actions contre 110.

———————————

Établissements DECAUVILLE aîné

———————————

Assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1894
RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
(*Le Messager de Paris*, 24 juin 1894)

Messieurs,

Dans notre assemblée générale ordinaire du 20 décembre dernier, un de nos collègues, M. Ravenez, vous a fait part des projets de reconstitution de la Société Decauville, dont il avait pris l'initiative, et, à l'unanimité absolue des 806 actionnaires présents, représentant 18.866 actions, vous avez voté la résolution suivante :

« L'assemblée, considérant l'intérêt capital d'une reconstitution de l'ancienne société au profit des actionnaires, approuve à l'unanimité l'initiative prise par M. Ravenez, lui vote des remerciements et le prie de continuer, avec le conseil d'administration, tous ses efforts dans ce sens. »

Nous espérions, à la suite de cette imposante manifestation de votre volonté, rallier à nos projets la presque totalité des actionnaires de notre société.

Cependant douze mille actions environ n'ont pas répondu à notre appel. Leurs propriétaires, pour la plupart, n'ont pas connu nos projets et nous avons acquis, depuis, la certitude que leur abstention provenait plutôt de leur indifférence que d'une objection quelconque et que, devant une résolution de l'assemblée, ils auraient donné leur pleine adhésion.

Dans ces conditions, qui constituaient pour nous un nouveau stimulant, nous avons dû chercher à procéder autrement, et la nouvelle combinaison qui vous est soumise, et qui est déjà acceptée en principe par une majorité considérable, nous semble de nature à rallier tous les suffrages.

Le succès de cette combinaison est subordonné à la dérision que la cour d'appel va rendre très prochainement, sur l'appel dont nous avons frappé le jugement du tribunal de commerce.

Vous vous rappelez que ce jugement a prononcé la nullité de la vente consentie par MM. Decauville à notre Société, et qu'il a tiré de cette nullité la nullité de la Société elle-même.

Il est bien certain que toute tentative de reconstitution serait inutile si la Cour infirmait dans son entier le jugement, de même qu'elle serait vaine si elle le confirmait complètement.

Mais, en admettant même que la nullité de la vente puisse être maintenue, les conseils de notre société ont été unanimes à déclarer que la nullité de la société, admise par le tribunal, n'en résulterait pas comme une conséquence nécessaire, et que la Société Decauville, constituée uniquement par la souscription intégrale en espèces de 40.000 actions de 500 fr. entièrement libérées, et s'étant conformée à toutes les prescriptions de la loi, avait une existence légale indépendante, de même qu'elle existait

en fait par l'exploitation depuis quatre ans des établissements dont la propriété lui était contestée.

Nous avons confiance que la Cour confirmera leurs espérances, et c'est en prévision d'une décision en ce sens que nous vous avons convoqués dans le but de provoquer les résolutions destinées à compléter l'œuvre de reconstitution que cette décision aurait ainsi permise.

La société conservant son existence, l'assemblée des actionnaires, légalement consultée, aurait seule, en effet, à examiner la valeur et l'opportunité de la demande en nullité de la vente, que des actionnaires isolés s'étaient cru le droit de former en leur nom personnel.

Nous avons trouvé de la part de MM. Decauville les dispositions les plus conciliantes sur cette question, et ils ont maintenu et augmenté l'offre d'un abandon d'une certaine quantité d'actions en échange de la renonciation par la Société à critiquer une vente que seule elle aurait le droit de discuter.

Pour parer à toutes les difficultés, pour solder toutes les dépenses de reconstitution, Messieurs Decauville offrent actuellement 5.000 titres à leurs actionnaires, sous la condition cependant absolue que, de leur côté, les actionnaires moyennant une transaction définitive, abandonnent les recours éventuels qu'ils pourraient avoir contre eux.

Nous vous avons déjà donné et nous ne pouvons que vous répéter les motifs par lesquels nous pensons que cette transaction doit être acceptée.

Et, en effet, nous vous disions dans notre rapport du 20 décembre dernier :

« Il ne nous appartient pas ici de rechercher si la situation financière de MM. Decauville nous permettrait de compter sur la restitution du prix. Ce que que nous savons, parce que cela résulte des débats judiciaires, c'est que, tant par les sommes remises à la banque d'émission, que par les frais d'enregistrement et la dépréciation des quatre millions et demi d'actions qu'ils possèdent encore, MM. Decauville ont perdu près de cinq millions sur les sommes qu'ils ont reçues.

« D'un autre côté, on peut prévoir que des difficultés très graves ne manqueraient pas de se produire entre eux et nous sur les conditions de la rétrocession de nos usines. Pendant toute la durée de ces difficultés et des expertises qui pourraient en être la suite, les usines seraient nécessairement fermées, aucune affaire nouvelle ne venant les alimenter ; la perte de notre clientèle, la cessation de tout travail réduiraient encore leur valeur pourtant si considérable à une somme bien inférieure. »

C'est dans ces conditions que votre conseil a dû se préoccuper des moyens d'arriver le plus promptement possible à la reconstitution si désirable de l'entreprise. Pour dégager l'apport industrie! qui doit former l'élément presque exclusif d'une nouvelle société, nous vous proposons donc de voter la dissolution de la société et la nomination d'un liquidateur investi de tous vos pouvoirs, auquel vous donnerez mandat d'assurer sur la transaction avec MM. Decauville la propriété commutable de l'objet social, de procéder à la liquidation par la cession à une société nouvelle des cléments industriels, et à la réalisation du surplus de l'actif.

Votre résolution ne produira naturellement ses effets que dans le cas, où, comme nous l'espérons, l'arrêt à intervenir reconnaîtrait l'existence de la société.

Nous avons donc à examiner la situation qui vous sera faite et aussi les projets de reconstitution qui vous sont soumis.

Mais nous avons tenu à vous présenter tout d'abord un bilan des écritures au 31 mai 1894, c'est-à-dire établi pour onze mois d'exercice

……

Depuis plusieurs années, nous avons dû nous préoccuper de la diminution constante des demandes de matériel de chemin de fer qui nous étaient faites par l'étranger. — Les raisons de ce ralentissement d'affaires étaient dues uniquement à la concurrence

acharnée qui nous est faite par les usines belges et allemandes qui, outre les réductions de main-d'œuvre, considérables en ces pays, bénéficient encore (les Allemands au moins), de primes à l'exportation et aussi de près de 15 à 17 % de réduction sur les transports. — Depuis longtemps, notre clientèle de l'étranger nous sollicite de lui accorder les avantages que donnent nos concurrents et nous pouvons vous assurer que, même avec 10 % de plus valve sur nos prix, nous obtiendrons, — la supériorité de nos produits étant unanimement reconnue — des commandes qu'un écart de 25 % nous fait perdre. Dans ces conditions et étant donné également que, par suite de la crise que traverse l'Italie, notre usine de Diano-Marina ne trouve plus un aliment suffisant pour l'outillage puissant qu'elle possède, nous avons pensé qu'il y avait lieu pour nous de porter le terrain de la lutte économique chez nos concurrents eux-mêmes, **en achetant une usine admirablement située dans le bassin de Liège, au Val Saint-Lambert**, entre la ligne de Charleroi à Liège et la Meuse, et en lui donnant comme moyen de production une partie de l'outillage de l'usine de Diano-Marina. Nous attendons les plus heureux effets de cette installation.

……

CHAPITRE IV

Lignes construites et en construction

Ce compte se solde par 2.126.625 49
Au 30 juin 1893, il s'élevait 1.934.551 03
Différence 192.074 46

qui s'explique ainsi :

Achèvement de l'installation du raccordement de la ligne Luc Dives avec la ville de Caen 167.437 06

Augmentation de la ligne de Pithiviers à Toury pour les transports de betteraves 25.637 40

Ligne de Royan

Nous avons pu, comme nous vous l'annoncions à notre dernière assemblée, constituer une société locale d'exploitation ; un avis favorable à cette constitution est donné par les pouvoirs publics et nous espérons sous peu obtenir le décret définitif de reconnaissance d'utilité publique.

Nos recettes vont toujours s'améliorant, sans toutefois atteindre le développement véritablement inattendu des recettes de la ligne de Luc-Dives-Caen, dont nous allons vous entretenir.

Ligne de Luc à Dives et à Caen

Nous avons procédé pour cette ligne comme nous l'avions fait pour Royan. Une société locale a été constituée par nous, et un conseil d'administration, choisi parmi les notables du département du Calvados, nous a assuré de l'avenir de notre entreprise.

Mais notre succès même nous a suscité des rivalités locales et le conseil général du département a ajourné au mois d'août prochain la décision qu'il doit prendre de la reconnaissance de la rétrocession que nous avons faite.

……

Ligne de Pithiviers à Toury

Le développement du trafic que nous faisions pressentir sur cette ligne s'accentue constamment : mais, quoi que nous fassions, elle solde en perte par 35.242 fr. 96 qui viennent encore diminuer les bénéfices de notre société. Le département, dont nous sommes les fermiers, nous fait espérer une amélioration des recettes par une extension plus grande donnée à la ligne : mais, comme nous n'avons accepté cette exploitation

qu'à la condition sous-entendue d'obtenir le trafic des betteraves de la région de Pithiviers — fait qui ne s'est pas encore réalisé —, nous serons en droit, ainsi que nous en avons informé les autorités compétentes, de dénoncer notre contrat si cette condition ne se réalise pas.

……

Notre nouvelle branche d'industrie des cycles, comme nous vous le faisions pressentir, a pris un développement tel que nous n'avons pu suffire tout d'abord aux demandes qui nous étaient adressées, et que nous avons, à l'heure actuelle, à peine quelques machines en magasin, malgré une production qui va croissant.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 25 juillet 1894)

La deuxième chambre de la Cour d'appel de Paris a rendu, lundi 23 juillet, son arrêt dans le procès engagé contre la Société des Établissements Decauville par divers actionnaires de cette Société.

L'on sait dans quelles conditions la Société Decauville a été constituée. Les apporteurs, au lieu de faire apport de leurs usines à la Société et de recevoir des actions après vote sur l'approbation de ces apports, avaient usé du procédé suivant : La Société avait été constituée toute par du numéraire. Une fois constituée, elle avait acheté les usines. Et les vendeurs, au lieu de recevoir des actions d'apport, avaient ainsi reçu des espèces, mais ces espèces avaient primitivement, dans une certaine mesure, servi à souscrire des actions lors de la constitution de la Société.

En sorte que les actions souscrites par eux n'étaient pas des actions d'apport et représentaient cependant un apport en réalité.

Une action en nullité de Société fut intentée devant le tribunal de commerce. Mais la question ne fut pas examinée sous ce jour par le tribunal de commerce. Le jugement établit que la vente des établissements Decauville à une Société créée pour en faire l'achat, société dont l'objet n'existait qu'après cet achat, était nulle, puisque la vente était faite à une Société n'existant pas juridiquement.

Dans ces conditions, la question de la violation de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 relatif aux apports a pu être reléguée au second plan, par la cour d'appel dont l'arrêt examine la question de la nullité de la vente et estime qu'il n'y a pas lieu de la prononcer, car si l'action en nullité de société appartient à tout actionnaire, l'action en nullité d'une opération de cette société est une action sociale. Dés lors la vente, au regard des demandeurs n'est pas nulle.

On sait qu'un projet de reconstitution est en voie de formation. La Société est déclarée dissoute et M. Moreau en reste liquidateur.

L'assemblée des actionnaires, 16 du juin, on se le rappelle, avait voté la résolution suivante.

« L'assemblée, adoptant les bases de la reconstitution dont M. Ravenez a pris l'initiative et dont le projet lui est soumis par le rapport du conseil, donne pouvoir spécial au liquidateur de procéder aussitôt que possible, et dès que l'arrêt de la Cour pourra être exécuté, à la cession à une société nouvelle, par voie d'apports, vente amiable ou publique, de la partie de l'actif social nécessaire au fonctionnement de ladite société, sauf à réaliser ensuite au mieux le surplus dudit actif et à en faire l'objet d'une ou plusieurs répartitions en espèces. »

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

Dissolution
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 18 août 1894)

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société des Établissements Decauville aîné, société anonyme au capital de 20 millions de francs, dont le siège est à Paris, boulevard Malesherbes, 13, en date du 16 juin 1894, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes :

Première résolution. — L'assemblée décidé qu'à l'effet de procéder à une liquidation amiable de la Société des Établissements Decauville aîné, par voie de reconstitution, au profit des actionnaires, il y a lieu de prononcer la dissolution de cette Société pour le cas où l'arrêt de la cour d'appel de Paris déclarerait valable la constitution de la Société.

En conséquence, sous la condition suspensive de l'arrêt à intervenir, elle déclare ladite Société dissoute et nomme pour son liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus, M. Edmond Moreau, demeurant à Paris, 60, rue de Provence, le conseil d'administration conservant ses pouvoirs jusqu'au jour de la prise de possession de son mandat par le liquidateur et étant autorisé à continuer la gestion sociale dans les termes des statuts.

Deuxième résolution. — L'assemblée accepte le principe d'une transaction sur l'action en nullité de la vente consentie par MM. Decauville et consorts à la Société et autorise le liquidateur à réaliser cette transaction avec les intéressés sur les bases d'un abandon par eux de cinq mille actions.

Troisième résolution.— L'assemblée, en adoptant les bases de la reconstitution dont M. Ravenez a pris l'initiative, et dont le projet lui est soumis par le rapport du conseil, donne pouvoir spécial au liquidateur de procéder aussitôt que possible et dès que l'arrêt de la cour pourra être exécuté à la cession à une Société nouvelle par voie d'apports, vente amiable ou publique, de la partie de l'actif social nécessaire au fonctionnement de ladite Société, sauf à réaliser ensuite au mieux le surplus dudit actif et à en faire l'objet d'une ou plusieurs répartitions en espèces.

———————————

Société des Établissements Decauville
(*Le Journal des débats*, 7 décembre 1894)

L'assemblée générale des actionnaires de cette société a eu lieu le 5 courant, sous la présidence de M. Ravenez. 24.000 actions étaient représentées.

Après lecture du rapport du conseil d'administration et de celui du commissaire, les comptes de l'exercice clos le 30 juin dernier ont été approuvés.

Il a été donné ensuite connaissance à l'assemblée des conditions de constitution définitive de la Société de reprise. Ces conditions ont été adoptées telles que nous les avons relatées dans notre Petite revue du 29 novembre. Ajoutons seulement que l'actif indisponible sera réservé par la liquidation qui le réalisera au mieux pour en répartir le produit entre les anciens actionnaires. Le départ entre les deux catégories d'actif sera fait par les liquidateurs assistés d'une commission de cinq actionnaires.

M. Moreau ayant décliné les offres qui lui ont été faites, MM. Ravenez et Bergaud ont été nommés liquidateurs amiables, à l'unanimité.

Les liquidateurs mettront la .plus grande diligence à fonder la Société nouvelle qui doit commencer a fonctionner à. dater du 1er janvier prochain

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 5 décembre 1894)

L'assemblée générale de la Société des Établissements Decauville a eu lieu aujourd'hui 5 décembre, à 10 heures, à l'Hôtel Continental. Elle était présidée par l'administrateur-délégué, M. Ravenez, désigné à cet effet par le Conseil d'administration. 23,199 actions, dont 32,464 au porteur et 735 nominatives sur 40.000, avaient été déposées par 2.125 actionnaires.

Sur ce chiffre de dépôts, 21,761 actions étaient présentes ou représentées.

Parmi les principaux actionnaires, nous remarquons : MM. Paul Decauville (3.040 actions), Émile Decauville (2.060), Pierre Decauville (2.580), Couvreux (800), Chalupt, assesseur (1.023), Lemercier (1.650), Bura (875), Brun (300), Jacquinot (598), Banque de Paris (175), Aron (275), Dollfus (300), Liévin (300), May (200), De Lapisse (250), Tomasi, assesseur (100).

M. Souverain, chef du contentieux de la société, est nommé secrétaire.

Il est d'abord donné lecture à l'assemblée de la protestation de M. Lenepveu, actionnaire, protestation visant l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, la transformation de la Société, et la légalité de l'assemblée.

M. Lenepveu développe ses protestations, renouvelées à diverses reprises au cours de la séance, au milieu d'interruptions, que, pour notre part, nous regrettons, car nous estimons toujours qu'un actionnaire, fut-il seul de son avis comme dans la circonstance, a le droit absolu de faire connaître son opinion.

L'assemblée vote une résolution décidant qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la protestation de M. Lenepveu, non plus qu'à toutes nouvelles demandes en nullité.

Il est donné ensuite lecture du rapport du conseil, d'administration, dont nous

reproduisons ci-dessous le texte intégral[12], en appelant l'attention de nos lecteurs sur le passage de ce document (chapitre 8), qui tente de réfuter le rapport de

M. Guffroy, commissaire des comptes.

Rapport présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale du 5 décembre 1884:

Messieurs,

Dans votre assemblée du 16 juin dernier, à l'unanimité, moins deux voix, de 840 actionnaires, représentant 23,457 actions, vous avez approuvé les résolutions que nous avions l'honneur de vous soumettre et qui se résument ainsi :

Dissolution de la Société,
Transaction avec MM. Decauville,
Constitution d'une société nouvelle. r

Mais la réalisation de ces résolutions avait dû être subordonnée à l'infirmation préalable, que nous poursuivions, de la décision du tribunal de commerce qui avait prononcé la nullité de votre société.

La cour d'appel de Paris s'est prononcée, le 28 juillet dernier, dans un sens favorable à nos prétentions.

Voici quelques extraits de l'arrêt rendu :

« La cour,

« Au fond :

[12] Sauf le Bilan et le Compte de profits et pertes, documents déjà connus par le rapport du commissaire des comptes, M. Guffroy.

« Considérant que, par le jugement du 12 décembre 1893, les premiers juges ont néanmoins prononcé la nullité de la société par le motif suivant, qui ne leur était pas proposé ; qu'ils ont estimé, en effet, que la vente des Établissements Decauville était nulle, comme ayant été acceptée par la deuxième assemblée générale constitutive d'une Société en formation, qui n'avait ni capacité ni qualité pour contracter, et que, par voie de conséquence, était nulle aussi la société anonyme dont cette vente était la raison d'être et l'objet nécessaire ;

« Considérant, en effet, que si cette vente, qui a d'ailleurs produit jusqu'à ce jour, tous ses effets au profit de la Société, venait à être annulée ou rescindée, il en résulterait seulement que la dissolution de la Société pourrait être demandée dans les termes de l'article 1865 du Code civil, pour cause d'extinction de la chose formant l'objet en vue duquel la société s'était constituée; qu'il suit de là que la société dont s'agit a été à tort annulée par les premiers juges, et que le jugement qui l'a annulée doit être réformé;

« Sur la nullité de la vente :

« Considérant que la nullité de la vente a été prononcée par jugement du tribunal de commerce de la Seine du 27 mars 1893, à la requête de deux actionnaires de la Société, Lonfier et Chaussinaud, agissant dans un intérêt individuel, et qui demandaient, en outre, comme conséquence de cette nullité, la restitution du prix de vente dans la proportion respective des titres leur appartenant, leur participation au prorata de leurs titres sur l'actif qui pourrait rester entre les mains de Moreau ès qualités et des dommages-intérêts à fixer par état avec une provision de 50 francs par titre ;

« Considérant que les premiers juges ont à tort accueilli la demande en nullité de la vente, alors qu'ils déniaient avec raison aux demandeurs toute qualité, pour réclamer à leur profit personnel les conséquences de cette nullité de la vente ;

« Considérant que, de ce qui précède, il résulte que les demandeurs n'avaient pas qualité pour agir ; qu'il y a lieu de les déclarer non recevables en leur demande et que le jugement du 27 mars 1893, ayant à tort prononcé à leur requête la nullité de la vente, doit être réformé;

« Par ces motifs,

« Dit que c'est à tort que, par leur jugement du 12 décembre 1892, les premiers juges ont prononcé la nullité de la Société anonyme des Établissements Decauville aîné ;

«Infirme ledit jugement ; dit que Lonfier et Chaussinaud étaient non recevables à demander la nullité de la vente des immeubles des frères Decauville aîné ;

« Dit que c'est à tort que, par le jugement du 27 mars 1893, les premiers juges ont prononcé la nullité de cette vente ;

« Infirme ledit jugement ;

« Déclare les intimés mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

Condamne les intimés aux dépens de première instance et d'appel, dans lesquels seront compris, au besoin, à titre de dommages-intérêts, tous droits d'enregistrement qui pourraient être perçus. »

Nous avons dû attendre que cet arrêt soit devenu définitif et ait acquis l'autorité de la chose jugée par l'expiration des délais de pourvoi en cassation pour vous soumettre les bases définitives de la reconstitution de votre société, telles qu'elles ont d'ailleurs été arrêtées en principe dans vos délibérations antérieures.

Nous sommes heureux de pouvoir vous affirmer que toutes nos dispositions sont prises pour assurer le fonctionnement de la Société nouvelle à compter du 1er janvier prochain.

Conformément aux résolutions que vous avez précédemment adoptées, il serait fait deux parts de l'actif social.

L'une comprendrait les éléments industriels et les valeurs disponibles, c'est-à-dire les usines, l'outillage, les, brevets, le matériel, les marchandises et le fonds de roulement

nécessaires à la marche de la Société nouvelle. Il en serait fait apport par votre liquidation, en échange d'un nombre d'actions à vous délivrer, à raison de deux actions de 100 francs chacune contre une action ancienne.

L'autre serait constituée par l'actif immobilisé, que votre liquidation serait chargée de réaliser, pour vous en répartir le montant en espèces, au fur et à mesure des réalisations.

Ce départ de l'actif social en deux catégories devrait être opéré par les soins des mandataires chargés de la liquidation, avec le concours d'une commission d'actionnaires dont nous vous proposons la nomination.

Cette commission serait également chargée, afin d'éviter toutes nouvelles convocations d'assemblées générales, d'assister vos liquidateurs dans les cessions, règlements amiables ou transactions sur procès qu'ils auraient à faire.

Pour procéder à la liquidation de la société ancienne et à la constitution de la société nouvelle, le liquidateur déjà désigné par le jugement du tribunal de commerce nous avait paru tout naturellement indiqué, et nous avions pris l'initiative de le désigner à vos suffrages.

Mais une difficulté que nous n'avions pas prévue a surgi, et M. Moreau s'étant trouvé empêché, nous devons vous proposer aujourd'hui la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs.

Telles sont les résolutions que nous avons à vous soumettre.

Il nous reste maintenant à vous rendre compte de nos opérations pour l'exercice écoulé et aussi à vous demander, avec l'approbation de ces comptes, le quitus de notre gestion.

Nous allons vous donner quelques détails sur les différents chapitres du bilan ;

CHAPITRE PREMIER
Comptes de premier établissement.

Ce compte se solde par fr. 5.137.747 18
alors qu'il s'élevait, en 1893, à 4.911.017 86
Augmentation 226.729 62

En vous rendant compte, le 16 juin dernier, de nos opérations jusqu'au 31 mai, nous vous faisions remarquer que cette augmentation provenait des causes suivantes :

Paiement du prix d'acquisition de la propriété Ferlet, dont nous vous avons entretenus en 1893	Fr. 50.633 24
Dépenses d'augmentation d'outillage pour la fabrication de la bicyclette	109.516 38
Enfin acquisition d'une usine et d'un terrain au Val-Saint-Lambert (Belgique)	60.550 00
Total général	226.729 62

Nous sommes heureux de vous dire que la construction de notre usine du Val-Saint-Lambert est présente complètement achevée et que nous serons en mesure de commencer notre fabrication dans les premiers jours de janvier 1895.

CHAPITRE II
Clientèle et brevets.

Le compte est sans changement sur les exercices antérieurs.

CHAPITRE III

Frais de constitution de la Société.

Ce compte est sans changement.

CHAPITRE IV

Lignes construites et en construction.

Ce compte se solde par 2.160.020 66
alors qu'au 30 juin 1893 il s'élevait à 1.934.551 03
Différence en plus225.469 63
qui s'explique ainsi :

Achèvement de l'installation du raccordement de la ligne Luc-Dives avec la ville de Caen 200.832 23

Augmentation du matériel de la ligne de Pithiviers à Toury pour les transports de betteraves 24.637 40

Ligne de Royan.

Malgré le mauvais temps et les pluies diluviennes qui ont contrarié la saison balnéaire, l'exploitation de Royan s'est terminée cette année dans des conditions presque identiques à celles de l'année dernière, c'est-à-dire avec un bénéfice élevé.

Nous sommes heureux de vous annoncer que nous avons enfin obtenu le décret de reconnaissance d'utilité publique de la Société que nous avons créée et que toute inquiétude nous est ôtée de ce côté.

Ligne de Luc-Dives-Caen.

Les espérances que nous fondions sur la bonne volonté du conseil général du Calvados à notre égard ne se sont malheureusement pas réalisées.

Dans sa session du mois d'août dernier, le conseil général du département a refusé de reconnaître l'existence de la nouvelle société que nous avions fondée, ne voulant l'autoriser qu'à la condition que nous nous chargions de l'exécution et de l'exploitation de la ligne d'Isigny à Grandcamp, que nous considérons comme une charge très onéreuse.

Dans ces conditions, nous avons dû négocier la cession complète de notre réseau. L'opération est actuellement en cours d'exécution, mais, la réalisation, quelque certaine qu'elle soit pour nous, puisque, à l'heure actuelle, nous avons reçu cent mille francs à valoir sur le prix de la vente, sera encore très longue, exigera l'assentiment préalable des pouvoirs publics, et entraînera pour l'ancienne société une perte importante.

Ligne de Toury-Pithiviers.

Comme nous vous l'avions annoncé, le développement du trafic de cette ligne s'améliore, mais nous n'avons pu encore obtenir le raccordement de la sucrerie de Pithiviers, objet principal de l'exploitation qui nous était concédée, et nous pensons qu'il appartiendra à vos liquidateurs de poursuivre la résiliation du contrat qui nous lie au département.

TITRE V

Fonds disponibles.
Créances à recouvrer. — Marchandises en magasin.

Fonds disponibles.

Ce compte comprend :

1.453 obligations tunisiennes garanties par l'État et comptées au cours du 30 juin 1894 (492 fr.)	714.876 00
400 actions de la Compagnie des Tramways d'Algérie	200.000 00
10 actions de la Compagnie française de Tramways (Indo-Chine)	5.000 00
53 actions de l'Établissement des Bains de mer de Diano-Marina	61 00
Nous avons en espèces dans nos caisses	6.148 97
En dépôt chez nos banquiers	161.994 04
En cautionnements divers	189.390 83
En effets à recevoir	438.017 15
Le montant de nos disponibilités de toute nature s'élève donc au total de	1.718.493 99

Créances à recouvrer.

Nous avons compris sous cette rubrique :

Nos clients débiteurs pour 1.361.935 65
Les sommes payées en avances de loyers 8.000 00
Nos avances d'exploitation sur les lignes de Luc-sur-Mer, Toury et Royan 57.178 30
Les sommes avancées à divers agents, à valoir sur leurs commissions ; les paiements à titre d'avances sur publicité et divers comptes 200.560 19

Assurés que nous sommes de la reconstitution définitive de notre société, nous avons procédé à la réorganisation de certaines de nos agences à l'étranger. Nous avons envoyé des agents au Mexique, à Porto-Rico. Nous avons obtenu dans ces deux régions des résultats très satisfaisants et les commandos reçues à ce jour, après une installation de quelques mois, se chiffrent par plus de quatre cent mille francs.

Nous avons ajouté à nos comptes débiteurs :
Le bénéfice réalisé sur matériel en location 95.769 72
Enfin, les dépenses que nous avons faites pour la préparation des modèles, l'étude et la mise en train de nos différents types de bicyclettes — et l'organisation de nos dépôts de vente, en France et à l'étranger 95.314 84
Soit un total général de 1.818.758 70

Impôts sur Actions. — Comptes d'avances.

Cette somme représente la taxe de transmission sur les titres au porteur 75.244 13

Magasins.

Notre stock de marchandises s'établit comme suit :

Matières brutes	1.146.346 19
Matériel fabriqué ou en cours de fabrication	1.494.122 16
Matériel en dépôt en France et à l'étranger	411.880 28
Matériel en location en France et en Italie	371.296 80
Total	3.433.615 43

Toutes ces marchandises sont calculées au prix de revient, augmenté simplement des frais de transport, douane et manutention.

RÉCAPITULATION

1° Fonds disponibles 1.718,493 90
2° Créances à recouvrer 1.818.758 70
3° Magasins 3.423.645 43
Total 6.960.898 12

CHAPITRE VI

Passif.

Caisse de prévoyance contre les accidents 16.65128
Caisse d'économies des employés et ouvriers 10.205 55
Créanciers divers :
Ce compte comprend :
Des fournitures de matières premières et de la main-d'œuvre, faites en juin et payables en juillet 375.848 97
Des locations encaissées d'avance 4.791 70
Et des taxes d'enregistrement pour 234 52
388.875 19
Coupons à payer 5.485 96
Montant des coupons n° 1 et 2 qui n'avaient pas été représentés au remboursement à la date du 30 juin 1894.
Les comptes d'amortissement 150.000 00
— réserve spéciale 70.000 00
— réserve légale 63.826 70
sont sans changement.
Le compte locations facturées et encaissées sur contrats en cours 161.571 05
représente le montant des locations acquises et encaissées pour l'exercice 1893-1894 sur le prix des marchandises en location, évaluées à 507.790.31.

CHAPITRE VII

Compte de profits et pertes.

Ce compte se solde en bénéfices 1.012.914 76
par augmentation de : 416.925 56
représentant les bénéfices de l'exercice 1893-1994.
Nos bénéfices avaient été en 1892-1893 de : 329.62115
Il ressort donc une augmentation réelle de : 87.30141
Les frais généraux d'administration et de la direction qui, pour l'exercice 1892-1893, se montaient à : 245.445 31
ne s'élèvent plus qu'à : 226.731 84
Soit une diminution de 18.713 47
Les frais de concours, publicité, agences et inspections, qui étaient de : 115.100 67
se sont élevées à : 175.157 93
Soit une augmentation de : 60.057 26
due à la création d'agences nouvelles au Mexique, dans les colonies espagnoles, et en France, pour la vente des cycles et l'inspection de ces agences.
La taxe du timbre sur les actions se chiffre par 3.000 25
Les négociations d'effets s'élèvent à 4.870 81
Les intérêts privés à la Caisse d'économies des employés et ouvriers, à 567 85
Enfin, nous avons passé en profits et pertes :
1° Deux créances abandonnées pour 4.070 00

2° Le solde de l'exploitation du tramway de Pithiviers Toury, au 31 décembre 1893 35.242 96

CHAPITRE VIII
Exploitation des ateliers.

Le bénéfice brut de nos ateliers a été de 686.548 12
alors qu'il était en 1893 de 647.393 05

Vous remarquerez, que nous sommes en désaccord sur ce chiffre avec le rapport de votre commissaire qui, dans une comparaison assurément involontaire, prend en bloc nos bénéfices bruts, tels qu'ils résultent de notre compte de profits et pertes et en fait la comparaison avec nos frais généraux. Or, ces bénéfices bruts résultent notamment pour l'exercice en cours des trois sommes suivantes :

Produit des capitaux disponibles	103.984 15
Produit des ateliers	686.548 12
Produit des Tramways	76.043 93
Total	866.576 20

et ne peuvent, dans leur ensemble, être comparés au chiffre d'affaires et aux frais généraux comme votre commissaire le fait ressortir à tort.

Logiquement, au contraire, il est facile de constater que notre situation est en amélioration progressive, du moins au point de vue de la fabrication.

Les chiffres suivants en sont la meilleure démonstration :

	Chiffre d'affaires	Produit des ateliers	Bénéfices nets
1892	9.053.063 29	678.673 70	283.660 88
1893	5.950.185 87	647.393 05	329.621 15
1894	5.678.434 27	686.548 12	416.925 56

Nous sommes donc on droit dédire qu'avec un chiffre d'affaires diminué, depuis deux ans de fr. 3,374,629:02, nos bénéfices bruts, seuls points de comparaison possible, sont en augmentation de 7.874.42 sur ce qu'ils étaient à cette époque.

N'y a-t-il pas là une indication sérieuse d'amélioration dans notre organisation et notre travail et, est-il exact de dire que, en ce moment, tout est disproportionné chez nous, — ce qui n'est pas — et ne doit-on pas, au contraire, tenir largement compte de la somme d'énergie que nous avons dû dépenser — non pour augmenter notre entreprise, nous n'y pouvions alors songer, — mais pour maintenir sa vitalité et sa force de production, que les procès en nullité de société dont nous étions frappés avaient paralysées.

On peut, d'après nos écritures, se rendre compte du désarroi dans lequel nous avions été jetés par ces procès. Nous ajoutons que si une perte importante, sur laquelle nous nous sommes expliqués avec vous depuis longtemps déjà, nous frappe dans le Calvados, seules les instances en nullité de la Société Decauville en ont été la raison absolue et directe.

Nos ateliers ont pu continuer, pendant l'exercice en cours, des commandes de locomotives et de wagons à voie de 0 m. 60 et de 1 mètre.

Quant à l'atelier de bicyclettes, nos ventes ont dépassé nos prévisions. Au 15 octobre dernier, nous avions placé 2.160 machines qui ont laissé un bénéfice de fr. 68.439.00, en prenant une quote-part de nos frais généraux d'ateliers de fr. 122.392.89.

Nous venons d'entreprendre une nouvelle industrie qui, croyons-nous, est appelée à un grand avenir ; — nous voulons parler de la fabrication des voitures automobiles au pétrole ou à vapeur. Nous avons trouvé un moteur d'un prix de revient très économique par rapport à tous ceux connus jusqu'à ce jour et qui nous permettra d'arriver à livrer des voitures à vapeur à un prix de revient très réduit.

Nous fondons de grandes espérances sur l'avenir de cette entreprise encore toute nouvelle et nous sommes convaincus que la faveur publique accueillera cette tentative, comme elle l'a fait pour nos dernières créations.

Telles sont, messieurs, les conditions dans lesquelles nous nous mettons en liquidation.

C'est vous dire que nous avons une foi complète dans le relèvement de notre entreprise et dans son succès sous une forme nouvelle.

Vous y aurez puissamment contribué en secondant nos efforts et eu nous témoignant votre confiance.

Pour, l'intelligence des faits, nous reproduisons les parties du rapport du commissaire qui font l'objet de la controverse du conseil d'administration :

Avec un capital de vingt millions versés, avec une clientèle payée sept millions et demi, vous avez obtenu, pour les trois derniers exercices, les résultats que voici :

Exercices	Chiffre d'affaires	Bénéfices bruts	Bénéfices nets	Frais généraux	Proportion des frais généraux	
					aux bénéfices	au chiffre d'affaires
1891-1802	9.053.063	819.069	288.660	585.408	65,6 %	5,91 %
1892-1893	5.050.186	730.225	329.621	400.604	54,8 %	7,24 %
1893 1894	5.678.484	866.576	116.925	449.650	51,9 %	7,99 %

Ces bénéfices nets résultent des écritures ; ils ont été gagnés dans les trois derniers exercices, mais la situation n'a pas permis de les distribuer.

En présence de tels résultats, toutes les transformations, toutes les réductions d'actif, toutes les réformes qui vont vous être proposées se seraient imposées par la force des choses.

.....

Il importe que le nouveau conseil, peu nombreux, que vous choisirez, reçoive de vous un programme d'économies et de travail dont il ne puisse se départir. En ce moment-ci, tout est disproportionné chez vous, frais généraux, capital, chiffres d'affaires ; tout a besoin d'être équilibré, remis en place.

Avant de lire son rapport, M. Guffroy, commissaire, exprime le regret que le rapport du conseil, qui est tout imprimé, et qui répond au rapport du commissaire, ne lui ait même pas été communiqué, alors que le sien est entre les mains de la Société depuis quinze jours.

M. Guffroy ajoute qu'il maintient absolument les chiffres dont il va donner lecture [13]. En effet, il ne conteste pas qu'il y ait amélioration dans la proportion du produit des ateliers depuis trois années, mais il ne peut faire autrement que de comparer la proportion des frais généraux, d'où qu'ils viennent, au chiffre d'affaires. Il importe peu à des actionnaires qu'on leur fasse des calculs plus ou moins alambiqués pour leur

[13] Le rapport du commissaire a été publié *in extenso* dans le nº de *Paris-Capital* du 28 novembre.

démontrer qu'on gagne sur telle partie d'une industrie et qu'on perd sur telle autre partie. L'actionnaire ne peut connaître que les résultats globaux, et il est d'autant plus forcé de ne connaître que ces résultats-là qu'il ne peut saisir à la lecture tous les chiffres d'un rapport, qui n'est pas entre ses mains au moment où on le lit.

On ne fera croire à personne qu'une société est bien équilibrée en industrie métallurgique lorsque, sans faire aucun amortissement, elle accuse un chiffre d'affaires de 5.600.000 fr., produit par une clientèle qu'on a payée 7 1/2 millions, produit avec une proportion de frais généraux d'environ 8 % de ce chiffre.

Des progrès ont été accomplis dans l'administration de M. Ravenez, nous le reconnaissons, mais il est évident que des réformes radicales seront nécessaires sous la nouvelle administration, si l'on veut arriver, et on le peut, à des résultats qui viennent compenser les pertes éprouvées par les malheureux actionnaires des Établissements Decauville.

De vifs applaudissements accueillent la lecture du rapport du commissaire, rapport qui, du reste, conclut très nettement à l'acceptation de toutes les transformations, réduction d'actif et réformes, qui doivent former le programme de la Société reconstituée.

Quelques observations sont échangées par divers actionnaires. Au cours des débats, il est formellement déclaré par M. Guffroy que les projets qui vont être mis à exécution, sont le résultat d'une transaction, la meilleure possible, du reste, pour les actionnaires.

On se souvient, en effet, qu'au début des hostilités il avait été demandé aux Decauville, non pas l'abandon d'actions, mais l'immobilisation d'actions, dont ils auraient conservé la propriété, mais dont ils n'auraient pas touché les revenus, tant que ces revenus n'auraient pas atteint 6 % du capital.

Aujourd'hui, de négociations en négociations, on est arrivé a obtenir de la famille Decauville l'abandon complet de 5.000 actions. On est arrivé, de plus, a obtenir d'elle qu'elle prête son concours à une diminution de capital, qui va ramener les chapitres de l'actif à une valeur vraie et qui fera disparaître entièrement le prix d'une clientèle vendue à un prix disproportionné.

Il est évident qu'il eût été bien préférable d'obtenir, pour chaque actionnaire, le remboursement de ses actions à raison de 500 fr., mais il eut fallu, pour arriver à cette solution légale, continuer de longs procès au grand risque de ne trouver personne devant soi pour payer les 500 fr., en admettant que tous les procès eussent été gagnés.

La combinaison actuelle paraît à tous les esprits la moins mauvaise. Elle laisse à la Société toute sa vitalité, elle pratique d'un seul coup des amortissements considérables et si un conseil sérieux et d'intelligence pratique dirige la future Société, nous croyons qu'une ère de prospérité peut enfin s'ouvrir pour elle.

Les actionnaires paraissent l'avoir compris, puisqu'ils ont voté à l'unanimité, moins une voix, toutes les résolutions ci-dessous, qui vont permettre la mise en oeuvre de la nouvelle société.

Nous souhaitons qu'à l'avenir les actionnaires sachent exercer, par des commissaires qui ne soient pas des complaisants, un contrôle sévère, plus nécessaire encore dans cette affaire que.dans toute autre.

1° L'assemblée, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et celui du commissaire, approuve les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1894, et donne aux administrateurs quitus de leur gestion.

2° L'assemblée nomme, en conséquence de la non-acceptation de M. Moreau, liquidateur précédemment désigné, avec les mômes pouvoirs conférés à ce dernier par l'assemblée du 16 juin dernier, MM. Ravenez et Bergaud, docteur en droit, liquidateurs de la Société,

dit qu'en cas de retraite de l'un deux, l'autre restera liquidateur avec les mêmes pouvoirs.

3° L'assemblée, approuvant le projet de reconstitution de la Société qui lui a été soumis, confirme le pouvoir spécial des liquidateurs de procéder à cette reconstitution par l'apport à la Société de reprise de la partie de l'actif social nécessaire au fonctionnement de cette Société, sauf à réaliser ensuite le surplus dudit actif et à en faire l'objet d'une ou plusieurs répartitions.

4° L'assemblée décide que la distinction entre l'actif à apporter à la Société nouvelle et l'actif à réserver pour être réalisé sera fait par les soins des liquidateurs, après avoir pris l'avis d'une commission d'actionnaires.

Dit que cette commission sera également consultée par les liquidateurs, à l'occasion des diverses cessions et transactions qu'ils auront a faire ainsi que des modes de répartition.

Lui confère spécialement les pouvoirs de recevoir des administrateurs et liquidateurs, sans nouvelle réunion d'assemblée générale, les comptes qui lui seront rendus par ces derniers de leurs opérations et de leur gestion, et de leur donner quitus et décharge de leur mandat.

Nomme MM. Chalupt [14], Tomasi, ancien magistrat, Grosjean, chef de comptabilité de la Société des Téléphones, de Lapisse, banquier, et Falquet, membres de ladite commission.

Dit qu'en cas de décès, démission ou empêchement d'un ou plusieurs desdits membres, les membres restants continueront à exercer la même mission.

Dit toutefois que si leur nombre venait à être inférieur à trois, les membres restants devraient choisir d'autres membres, de façon à compléter le comité jusqu'au nombre de trois membres au minimum.

Société des Établissements Decauville
(*Le Journal des débats*, 7 décembre 1894)

L'assemblée générale des actionnaires de cette société a eu lieu le 5 courant, sous la présidence de M. Ravenez. 24.000 actions étaient représentées.

Après lecture du rapport du conseil d'administration et de celui du commissaire, les comptes de l'exercice clos le 30 juin dernier ont été approuvés.

Il a été donné ensuite connaissance à l'assemblée des conditions de constitution définitive de la Société de reprise. Ces conditions ont été adoptées telles que nous les avons relatées dans notre *Petite revue* du 29 novembre. Ajoutons seulement que l'actif indisponible sera réservé par la liquidation qui le réalisera au mieux pour en répartir le produit entre les anciens actionnaires. Le départ entre les deux catégories d'actif sera fait par les liquidateurs assistés d'une commission de cinq actionnaires.

M. Moreau ayant décliné les offres qui lui ont été faites, MM. Ravenez et [Alfred] Bergaud ont été nommés liquidateurs amiables, à l'unanimité.

Les liquidateurs mettront la .plus grande diligence à fonder la Société nouvelle qui doit commencer a fonctionner à. dater du 1er janvier prochain

---

[14] Charles Chalupt : voir *Qui êtes-vous ?*

SOCIÉTÉ NOUVELLE
DES
ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

Société nouvelle des Établissements Decauville aîné
(*Le Temps*, 1er janvier 1895)
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 3 janvier 1895)

La Société nouvelle des Établissements Decauville aîné a été constituée définitivement aujourd'hui, en conséquence du vote émis par les actionnaires de l'ancienne société du 5 décembre courant.

Le conseil de la nouvelle société est ainsi constitué :

M. Paul Decauville, président ;

M. L.-W. Ravenez, administrateur délégué ;

MM. Bergaud, Chalupt, A. Poidatz, administrateurs..

Les jetons de présence du conseil qui, dans l'ancienne Société, s'élevaient à 100.000, ont été fixés à 50.000.

MM. Georges Chaulin, Tomasi et Zerling ont été nommés commissaires des comptes pour le premier exercice social devant expirer le 1er janvier 1896.

———————————

AFFAIRE DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 9 janvier 1895)

La deuxième assemblée constitutive de la nouvelle Société Decauville s'est tenue le 31 décembre.

La Société se trouve ainsi reconstituée au capital de 7 millions. Le capital paraît répondre cette fois à l'absolue vérité des choses.

En effet, près de 4 millions ont leur contre-valeur en actif intrinsèque et pour ainsi dire liquide : espèces, créances, marchandises; si bien que les immeubles et l'outillage, sans parler des brevets ni du fonds de commerce, n'ont plus qu'une estimation modérée de 3 millions environ.

Sur ces bases, la Société peut et doit donner de bons résultats avec un conseil prudent et économe, sous la direction d'un administrateur délégué énergique, et consacrant tout son temps aux affaires sociales.

Est-il besoin de rappeler la part que nous avons prise dans ce résultat, obtenu grâce au sacrifice de 2 millions et demi d'actions de la part de la famille Decauville.

Avant la fin du premier exercice, nous avions protesté contre la majoration du capital et nous avions fait appel à la bonne volonté de MM. Decauville pour obtenir des concessions de leur part.

Notre appel avait été dédaigné, nettement repoussé.

C'est donc par nécessité qu'au nom du 20e du capital social et dans l'intérêt de la masse, nous avions poursuivi la nullité de la Société, et de la vente faite par la famille Decauville à cette société.

Le tribunal, sans nous donner gain de cause sur tous les points, avait, en tout cas, fait perdre leur procès complètement à MM. Decauville.

C'est alors que ces derniers, appréciant plus sainement la situation et exécutant les avis de leurs conseils, aussi éminents que nombreux, sont entrés enfin dans la voie que

nous avions préconisée et dans laquelle ils auraient eu meilleure grâce et plus de profit à s'engager d'eux-mêmes dès l'origine.

Ils sont arrivés à abandonner 2 millions et demi d'actions ; cet abandon a été accueilli par nous, par nos adhérents, par l'unanimité, pour ainsi dire, des actionnaires dont nous défendions les intérêts.

De plus, les Decauville, restés gros actionnaires, se ralliaient à notre projet de réduction importante du capital.

Nous n'avions plus à la Cour qu'à nous en rapporter à justice, en nous effaçant derrière le consentement des actionnaires satisfaits.

C'est ce que nous avons fait, pour mettre fin à des débats qui ne pouvaient plus avoir d'utilité pratique.

Les actionnaires ont aujourd'hui au moins un titre réel et sincère qui doit donner des dividendes rémunérateurs, et qui est susceptible de plus-value si les circonstances générales de l'industrie métallurgique veulent s'y prêter.

Il est évident que ces luttes, ces procès, ces dépenses de reconstitution eussent pu être évitées à MM. Decauville, qui paient très légitimement les frais de la guerre par-dessus le marché, s'ils avaient eu le courage de faire de bonne volonté ce que notre procédure leur a imposé. Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux.

Quant à nous, nous avons atteint notre but, sans qu'il en coûte rien à la Société ni aux actionnaires, et en parfait accord avec les éminents conseils qui se sont faits les négociateurs d'une transaction honorable pour tous.

On pourrait même, si l'on était sincère, au lendemain de la lutte, nous rendre cet hommage que nous avons toujours dédaigné les attaques personnelles et refusé de répondre à des personnalités par des personnalités.

Nous avons même, selon notre habitude, refusé de conserver par devers nous et de faire emploi de documents qui n'ont rien à faire dans des luttes de cette sorte.

Nous reproduisons ci-dessous la liste du nouveau conseil de la Société nouvelle des Établissements Decauville. Nous pourrions exprimer le regret que certains engagements pris relativement aux personnes n'aient pas été tenus.

Nous sommes restés étrangers à la composition de ce nouveau conseil, et, sans parti-pris, nous l'attendons à l'œuvre.

S'il proportionne les frais de publicité, les frais généraux, les honoraires, au chiffre d'affaires possible et au capital de la Société, nous marcherons d'accord avec lui.

Les nouveaux administrateurs sont :

MM. Paul Decauville, Ravenez, Bergaud, Poidatz, Chalupt.

———————————

Société nouvelle des Établissements Decauville aîné
Société anonyme au capital de 7.050.000 francs.
Siège social, 13, boulevard Malesherbes, Paris.
Constitution
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 30 janvier 1895)

Cette société a pour objet : 1° D'exploiter les établissements industriels d'Évry-Petit-Bourg et d'Essonnes (Seine-et-Oise), connus sous le nom de : Établissements Decauville aîné et ceux du Val Saint-Lambert, commune de Seraing (Belgique), avec la clientèle et l'achalandage y attachés, ainsi que tous brevets, marques de fabriques, immeubles, matériel, marchandises, droits de toute nature, etc., en dépendant, le tout provenant de la liquidation de la Société des Établissements Decauville aîné ; 2° d'exploiter tous autres établissements et succursales, qui pourraient être établis ultérieurement soit en France, soit à l'étranger ; 3° de construire du matériel de chemin de fer dit « chemins de fer Decauville », ou autre ; 4° De construire tous objets et machines se rattachant au

matériel de chemins de fer fixe ou roulant, à voie étroite ou large ; 5° de construire et vendre tous produits métallurgiques, quels qu'ils soient, notamment les rails, locomotives, chaudières, machines à vapeur, ponts, appareils de pesage et de levage, excavateurs, etc., tous appareils de locomotion, tels que voitures, vélocipèdes et accessoires et tous autres, qu'ils soient mus par la vapeur, l'air comprimé, l'électricité ou tout autre agent ; 6° d'exploiter directement ou indirectement la location ou la vente au comptant, à terme ou à réméré, de tout matériel ou produits fabriqués ; 7°d'exploiter tous brevets français et étrangers et toutes licences et certificats d'addition relatifs aux objets qui viennent d'être énumérés et à tous autres produits similaires ; 8° de vendre ou céder partiellement ou totalement les procédés en résultant ; 9° de prendre en concession d'acheter, de construire, d'exploiter ou céder toutes les lignes de chemins de fer ou tramways installés d'après le système Decauville ou autres, et généralement de s'intéresser dans les conditions ci-dessus prévue, soit pour son compte personnel, soit même par voie de participation, sous quelque forme que i ce soit, à toutes entreprises industrielles ou commerciales se rattachant à l'industrie de la métallurgie et des transports ou des terrassements.

Le fonds social est fixé à sept millions cinquante mille francs, divisé en 70.500 actions de 100 francs chacune. Sur ces actions, 70.000 sont attribuées à MM. Ravenez et Bergaud en représentation de l'apport fait par la Société des établissements Decauville aîné, en liquidation. Les cinq cents autres actions formant le complément du capital social ont été souscrites entièrement.

La durée sera de 50 années.

Ont été nommés administrateurs pour six ans : MM. Paul Armand Decauville, industriel, officier de la Légion d'honneur, demeurant au Château des Tourelles, commune d'Évry Petit-Bourg (Seine-et-Oise) ; Louis-Paul Woldemar Ravenez, propriétaire, demeurant à Neuilly-sur-Seine, 26, boulevard Victor Hugo. ; Alfred Poidatz, ingénieur, demeurant à Paris, 18, boulevard Malesherbes ; Alfred Bergaud, docteur en droit, demeurant à Paris, rue d'Aumale, n° 10 ; Charles Chalupt, propriétaire, demeurant à Paris, 18, rue de la Pépinière.

Acte déposé chez Me Lefebvre, notaire à Paris, et publié dans *La Loi* du 25 janvier 1895.

———————————

Société nouvelle des établissements Decauville
(*Le Journal des débats*, 6 février 1895)

On annonce qu'à la suite d'un désaccord dans le partage des pouvoirs du conseil de cette société, M. Paul Decauville a donné sa démission de président du conseil d'administration et a été remplacé par M. Ravenez, administrateur-délégué.

———————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*Paris-Capital*, 6 février 1895)

M. Paul Decauville a donné sa démission de président du conseil d'administration de la Société nouvelle des Établissements Decauville et a été remplacé par M. Ravenez, administrateur délégué.

Le conseil est donc entièrement composé d'hommes nouveaux.

Nous donnerons dans notre prochain numéro les renseignements les plus exacts sur les faits et circonstances de la formation de la Société nouvelle, ne fût-ce que pour rétablir la vérité, — un tant, soit peu outragée par quelques-uns de nos confrères.

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 13 février 1895)

En annonçant dans notre dernier numéro la démission de M. Paul Decauville, remplacé à la présidence du conseil par M. Ravenez, nous promettions à nos lecteurs de les l'enseigner, tant sur la nouvelle Société que sur l'actif de la liquidation, de façon à déterminer aussi exactement que possible la valeur des actions anciennes, qui sont restées aux mains du public.

La valeur de chacune des actions anciennes se compose de : 1° deux actions de 100 fr. de la nouvelle Société, qui resteront à la souche jusqu'au 31 décembre 1896, pour être remises à cette date aux actionnaires ; 2° la part leur revenant dans la réalisation de l'actif de la liquidation.

Examinons d'abord la Société nouvelle : elle a été constituée au capital de 7.050.000 francs, dont 50.000 francs souscrits en espèces et 7 millions représentant les apports faits par MM. Ravenez et [Alfred] Bergaud, liquidateurs.

Ces apports énoncés aux statuts sont les suivants : 1° les établissements industriels de Petit-Bourg et d'Essonnes, et divers groupes de maisons ouvrières aux mêmes lieux ; 2° l'établissement du Val-Saint-Lambert, commune de Seraing (Belgique) ; 3° tout le gros et petit outillage garnissant lesdits établissements et tout le mobilier, matériel, instruments, etc., sans exception ni réserve ; 4° la clientèle et l'achalandage, les brevets et licences ; 5° toutes les marchandises ayant appartenu à la liquidation, tant en France qu'à l'étranger et dans les colonies françaises, et comprenant matières premières, matériel fabriqué, travaux en cours, matériel en dépôt aux Concours et Expositions, et en location, matériaux de constructions, etc., etc. ; 6 les droits aux baux ; 7° les créances commerciales ; 8° enfin les valeurs et espèces comprenant 1.453 obligations tunisiennes valant 726.500 francs, et espèces, 273.000 francs, en tout un million.

Les immeubles en France, les immeubles et matériel en Belgique, sont apportés pour 3.000.000 de francs, les matériels et outillage pour 1 million, les créances et participations pour 1 million, les marchandises pour 1 million, et, enfin, les valeurs et espèces pour 1 million, comme nous venons de le dire.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux accusés en regard des mêmes rubriques au bilan du 30 juin 1894 (le dernier connu pour l'ancienne société), on remarque les différences suivantes :

Les immeubles et matériel apportés pour 4 millions étaient estimés 5 millions 137.747 fr., d'où une différence de 1 million 137.747 fr. Il est vrai que la liquidation a conservé l'établissement de Diano-Marina, qui avait été apporté à la première société pour 400.000 fr. par MM. Decauville.

La clientèle et les brevets, estimés précédemment 7.500.000 fr., sont apportés pour rien. ;

Les marchandises apportées pour 1 million étaient estimées 3.428.645 fr.

Enfin, les créances et participations diverses, aussi apportées pour 1 million, étaient estimées au bilan au 30 juin 1894 pour près de 2 1/2 millions.

Il est évident que les évaluations des marchandises, créances et participations, faites dans des conditions exceptionnelles de bas prix, mettent la nouvelle société dans une situation extrêmement favorable pour lutter contre la concurrence. On a, en effet, estimé pour presque rien tout ce qui n'était pas de vente absolument courante, et tout le reste à des prix plus que modérés.

La Société Decauville a donc devant elle une assez longue période de prospérité assurée, grâce à des bénéfices pour ainsi dire acquis d'avance. D'autre part, le

développement de ses affaires, par suite de l'installation de l'usine de Seraing et de diverses branches de fabrication nouvelle qu'elle a inaugurées, est déjà très appréciable.

Le capital à rémunérer, réduit à 7.050.000 francs, est, en conséquence, assuré de recevoir des dividendes rémunérateurs, et l'action nouvelle vaut très largement son nominal de 100 fr. Il est même probable que les titres, une fois détachés de la souche, s'élèveront à des cours supérieurs.

Voilà pour la première partie de la valeur des actions anciennes. Elle représente bien au moins 200 fr.

Les dividendes d'ici deux ans ne pourront être payés qu'à la liquidation, mais les porteurs d'actions anciennes ne les toucheront pas moins, puisqu'ils leur seront distribués à titre de répartition.

En outre, les actionnaires de l'ancienne Société ont droit à 1/35.000e du produit de la réalisation de tout l'actif de l'ancienne Société non apporté à la nouvelle.

Nous examinerons dans un prochain article la composition de cet actif et quelle valeur peut lui être attribuée.

———————————

Établissements Decauville
(*Paris-Capital*, 20 février 1895)

Dans un précèdent article, nous avons examiné la valeur des actions de 100 francs de la Société nouvelle, dont deux seront attribuées à chacune des actions de l'ancienne société.

Ces anciennes actions auront à recevoir, en outre, chacune un trente-cinq millième de l'actif conservé par la liquidation, puisque, par suite de l'abandon transactionnel de 5.000 litres fait par MM. Decauville, leur nombre a été réduit de 40.000 à 85.000.

L'actif de la liquidation comprend :

1° Les lignes de tramways (Royan, — Luc-Dives-Caen, — Toury-Pithiviers) ;

2° L'établissement de Diano-Marina et divers terrains et constructions à Petit-Bourg ;

3° Des participations, sons forme de titres ou autrement, dans diverses affaires (tramways algériens, freins Soulerin, etc.) ;

4° Diverses créances pour fournitures de marchandises.

Les actions de la Société des tramways de Luc-Dives-Caen ont déjà été vendues au groupe Empain-Caze, pour une somme globale de 600.000 francs, sur laquelle un acompte de 100.000 francs a été versé.

Le solde, 500.000 francs, sera compté à la liquidation aussitôt la déclaration d'utilité publique obtenue, probablement vers le mois de mai prochain.

La liquidation est actuellement en pourparlers, de divers côtés, pour la cession des actions de la Société de Royan* et il est. probable que cette cession produira au moins 400.000 francs. Cette somme serait payable de suite, car la ligne de Royan est déjà déclarée d'utilité publique.

Quant à la ligne de Toury-Pithiviers, dont l'exploitation donne plutôt lieu à des mécomptes, le matériel seul peut être considéré comme ayant une valeur. Mais il est plus prudent de le noter seulement pour mémoire, en raison des difficultés qui pourraient s'élever au sujet de l'exploitation de cette ligne.

L'établissement de Diano-Marina, et surtout son matériel, ont une valeur de réalisation fort importante, qu'on peut estimer à 200 ou 250.000 fr.

Sur les immeubles de Petit-Bourg, il viendrait d'être réalisé déjà une somme de 60.000 francs.

La liquidation est intéressée :

Dans l'affaire des Tramways algériens, pour 400 actions de 500 francs.

Dans l'affaire des freins Soulerin pour une vingtaine de mille francs,

Dans plusieurs autres affaires, pour diverses sommes peu importantes, notamment dans une affaire de traction mécanique pour 25.000 fr., etc.

Toutes ces participations, qui avaient été prises par l'ancienne société dans le but de s'assurer les fournitures du matériel nécessaire à ces diverses entreprises vaudront ce que vaudront ces affaires elles-mêmes. Nous ne les mentionnerons que pour mémoire bien qu'elles constituent un actif non négligeable.

La partie la plus importante de l'actif de la liquidation consiste en créances pour fournitures de matériel à divers clients. La plus grosse de ces créances, sur la Compagnie des Tramways algériens*, est d'environ 450.000 francs. Elle est garantie par la retenue d'un dixième à faire sur la subvention du département d'Alger, laquelle est payable au fur et à mesure de la réception.

Diverses autres créances sur clients, d'une importance de 250.000 francs environ, peuvent être évaluées à cent cinquante mille francs.

En récapitulant :

Tramways de Royan	400.000
Tramways de Luc-Dives-Caen	500.000
Tramways de Toury-Phithiviers	mémoire
Diano-Marina et Petit-Bourg	250.000
Actions des Tramways algériens et participations diverses	mémoire
Créances et Tramways algériens	450.000
Créances diverses	150.000

On constate que l'actif de la liquidation représente au bas mot, fr. 1.850.000

soit environ 53 francs par action ancienne, et ce, sans tenir compte d'éléments d'actif assurément fort importants et notés seulement pour mémoire.

Si la vente des actions Royan* se conclut, de suite, il pourrait être distribué aussitôt 15 francs par titre ancien, puis environ 20 francs en mars prochain, après paiement de la ligne Luc-Dives, le reste, au fur et à mesure des réalisations.

Un autre projet a été examiné, qui consisterait à faire apport à la Société nouvelle, afin d'augmenter ses ressources en espèces, de tous les fonds à provenir de la liquidation. En échange, la liquidation recevrait 35.000 obligations à créer de la Société nouvelle, dont le type et le nominal resteraient à déterminer, et qui seraient immédiatement remises, titre pour titre, aux porteurs d'actions anciennes.Ce projet est toujours à l'étude.

Quoi qu'il en soit, il résulte de l'examen auquel nous venons de nous livrer que la valeur actuelle de l'action ancienne des Établissements Decauville, en en estimant au plus bas les éléments, représente au moins 250 francs, dont 200. francs pour les deux actions nouvelles, et 50 fr. pour les produits de la liquidation.

Nous pensons qu'en raison de la façon exceptionnelle dont l'actif de la Société nouvelle a été estimé aux apports et des nombreux éléments d'actif de la liquidation comptés pour mémoire, cette valeur de 250 francs est un minimum qui peut être largement dépassé.

———————————

DECAUVILLE

_____

Les Ateliers franco-russes*
(*Paris-Capital*, 26 juin 1895)

On sait, en effet, quels sont les bénéfices extraordinaires réalisés par la métallurgie russe, et quel avenir s'ouvre devant elle, favorisée, comme elle l'est, de toute façon par le gouvernement, qui, nous dit-on, a appuyé particulièrement l'installation en Russie d'une usine pour la fabrication du matériel Decauville.

D'autre part, la Métallurgique, qui a concouru avec la Société Decauville à la formation des Ateliers franco-russes, est une société puissante, au capital de 10 millions, propriétaire des usines de Tubize, de Nivelles et de la Sambre, et pouvant construire tous les ans 150 locomotives et 6.000 wagons. Elle est la créatrice et elle possède presque toutes les actions de la Société des Ateliers du Nord, dont les usines sont à Blanc-Misseron.

Les relations de la Société Decauville avec la Métallurgique et les Ateliers franco-russes ne peuvent qu'être fort avantageuses, et elles vont être des plus étroites. Voici, en effet, la composition du conseil des Ateliers franco-russes :

Président, : M. Duroi [Du Roy] de Blicquy, directeur de la Métallurgique.
Vice-président : M. Ravenez, président de la Société Decauville.
Administrateurs : M. Carlier, de la Métallurgique, ancien délégué du gouvernement belge à l'Exposition de 1889 ;
M. Bergaud, administrateur de la Société Decauville ;
M. Denis, directeur des Tramways de Moscou.
Commissaires : M. Conrad de Wynand, administrateur de la Société générale Belge ;
M. Terlinden :
M. Herman.

*
* *

Quant à la Société Decauville elle-même, elle réalise de très beaux bénéfices et on peut compter, d'après le produit du premier semestre de 1895, sur un dividende rémunérateur en fin d'année.

La liquidation de l'ancienne Société suit la marche que nous avons déjà exposée, et une seconde répartition sera probablement faite en octobre.

Aussi pouvons-nous prévoir, sans être grands clercs, la hausse des actions Decauville à 250 francs. Elles valent largement ce cours, même après la première répartition de 20 fr. par titre déjà faite.

Nous constatons avec plaisir que le nouveau conseil d'administration de la nouvelle Société Decauville ne s'endort pas, et fait preuve d'une activité et d'une initiative qui ne peuvent qu'être très-profitables aux affaires sociales.

Hier, en effet, a été constituée à Bruxelles la Société anonyme des Ateliers franco-russes qui aura pour objet la fabrication du petit matériel de chemin de fer et des wagonnets Decauville, à Ekaterinoslaw.

La Société est au capital de 2.500.000 francs entièrement souscrits en espèces, avec faculté d'émettre pour 3 millions d'obligations.

La moitié du capital-actions a été souscrite par la Métallurgique, Société belge, l'autre moitié par la Société Decauville. Mais nous croyons savoir que cette dernière Société n'immobilisera de ce chef aucune de ses ressources financières, ses actions lui étant d'ores et déjà reprises par un groupe d'acheteurs.

Elle aura un bénéfice très important en parts de fondateurs et des relations étroites avec une affaire qui paraît appelée à un brillant avenir.

———————————

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DES ACIÉRIES DE FRANCE
(*Paris-Capital*, 2 octobre 1895)

……

M. L. Ravenez, vice-président, chevalier de la Légion d'honneur, entraîneur d'assemblée, travailleur, comptable de premier ordre.

Ah ! s'il avait le temps ! mais, voilà, il n'a guère le temps.

Il préside et vice préside, administre et expertise. Tantôt en Russie, tantôt en Belgique. Il va vérifier une comptabilité par-ci ; il va calmer une grève par-là. La métallurgie, la voiture à vapeur et le cyclisme lui sont devenus familiers depuis qu'il préside la nouvelle Société Decauville, et là, la situation exceptionnelle que nous lui avons faite a aidé à son prestige.

L'assurance Vie, l'assurance Incendie n'ont pas de secrets pour lui depuis qu'il buchote aux Foncières.

Notre ami Ravenez ne tardera pas à administrer Paris, la France, et les Colonies.

On se demande quand il trouve le temps de dormir.

Somme toute, il est homme de réformes et il le faut garder. C'est grâce à son initiative qu'on a supprimé voitures, bureaux dans Paris, dîners mensuels et bien des abus.

Pourquoi diable, seulement, partout, à propos de tout, éreinte-t-il tant ses amis pour complaire aux influents ?

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Temps*, 31 décembre 1895)

Un journal publié à Paris, la *Métallurgie*, et un autre publié à Saint-Dizier, l'*Ancre*, ont annoncé que la Société Decauville, chargée par la Société Suberbie* de la construction du matériel nécessaire à l'exploitation des lignes ferrées concédées à Madagascar, se serait adressée à des usines belges pour l'exécution de cette fourniture auxquelles elle n'aurait fait que de repasser la commande.

Nous apprenons que la Société Decauville, se jugeant diffamée par des accusations de cette nature et, au surplus, contraires à la vérité, poursuit devant les tribunaux compétents les journaux la *Métallurgie* et l'*Ancre*.

Me Dacraigne, du barreau de Paris, se présentera au nom de la Société Decauville.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 7 mars 1896)

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
(en vue de l'assemblée générale ordinaire du 23 mars)

Messieurs,

Conformément à l'article 35 de nos statuts, nous venons vous soumettre le bilan de notre société, arrêté le 31 décembre dernier, et comprenant les opérations relatives à

notre exploitation pendant le premier exercice de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné.

L'examen des différentes parties de votre actif vous permettra d'apprécier, à leur réelle valeur, les résultats que nous avons pu obtenir à ce jour.

Le bilan de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné s'établit comme suit :

Bilan au 31 décembre 1895

ACTIF		
Immeubles et matériel		4.083.591 35
Frais de constitution de la Société		39.001 40
Titres garantis par l'État		526. 500 00
Valeurs diverses		182.399 25
Espèces en caisse		3.035 49
Espèces chez les banquiers		265.078 61
Cautionnements et avances		61.350 00
Effets à recevoir		1.031.740 75
Comptes débiteurs		1.001.200 94
Comptes d'avances (impôts sur actions)		28.788.03
Marchandises :		
Matières brutes et matériel fabriqué ou en cours de fabrication : 708.789 54		
Matériel en dépôt et matériel en location :	338.043 22	1.046.832 86
Total		8.219.518 58
PASSIF		
Capital		7.050.000 00
Caisse d'économie des employés et ouvriers		13.782 60
Créanciers divers		507.575 27
Assurance contre les accidents		5.325 20
Locations facturées et encaissées sur contrats en cours		73.004 90
Amortissements proposés :		
2 % sur immeubles 1.500.000 =	30.000 00	
2 1/2 % sur matériel ancien 1.000.000 =	25.000 00	
5 % sur installation nouvelle 83.591 35 =	4.179 55	59.179 55
Profits et pertes		510.651 06
Total		8.219.518 58

Comptes de profits et pertes

ACTIF

Frais généraux d'administration et de direction de la Société 187.513 98
Frais de concours, agences et inspections commerciales, publicité et annonces 107.305 58
Négociations d'effets, changes, commissions de banque 883 60
Intérêts caisse d'économies 636 40
Solde créances diverses 6.992 75
303.231 31
Balance 510.651 06
813.882 37

PASSIF

Produit des capitaux disponibles et des cautionnements 24.805 52
Produit des ateliers 789.076 95
813.882 37

Nous allons passer en revue les divers chapitres qui le composent et vous donner des explications sur les opérations auxquelles ils s'appliquent.

CHAPITRE PREMIER

Terrains. — Immeubles et matériel

Nous avons repris à l'ancienne société les terrains, les immeubles et le matériel pour une somme de 4.000.000 00
Ils représentaient alors une valeur de 5.198.018 16
dont il y a lieu de déduire quelques réalisations faites ou à faire par la liquidation, pour une somme d'environ : 77.278 00
et le montant du prix d'estimation de l'usine de Diano-Marina que votre société actuelle n'a pas pris en charge, environ : 110.000 00
Total 187.278 00

Ces terrains et usines représentaient donc, au 31 décembre 1895, une valeur réelle de 5.010.750 16
reprise pour 4.000.000 00
soit une différence de 1.010.750 16
qui constitue d'ores et déjà un amortissement appréciable.
Nous avons augmenté, en cours d'exercice, le montant de ce compte par les dépenses suivantes :

Constructions et aménagements, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (Paris) 30.615 23
Installations nouvelles et acquisitions petit outillage (Val-Saint-Lambert) 42.929 01
Acquisitions et installations diverses outillage (Petit-Bourg) 10.057 11
Ensemble 83.591 35

Les dépenses de notre installation du boulevard Gouvion-Saint-Cyr ont été motivées tant par notre industrie nouvelle des voitures automobiles, dont nous vous entretenons plus loin, que par la nécessité d'avoir sur place un atelier de réparations de cycles et aussi par la location que nous en faisons à la Société des Moteurs Filtz.

Quant aux dépenses concernant l'établissement du Val-Saint-Lambert, elles sont nécessitées par l'extension de cette usine qui, mise en marche le 1er janvier 1895, a donné un bénéfice industriel important.

Enfin, nous avons dû dépenser 10.047 fr. 11 pour augmenter l'outillage spécial de nos ateliers de Petit-Bourg. Nous devons ajouter que, quel que soit le désir que nous avons de ne pas immobiliser nos disponibilités en constructions nouvelles et en installations d'outillage, le développement continu de nos affaires nous met dans l'obligation d'étendre également notre domaine industriel. C'est ainsi que nous devons prévoir, pour l'exercice en cours, la construction de nouveaux bâtiments nécessaires a l'exécution des commandes, actuellement reçues, de wagons et voitures de tramways à voie de un mètre, et que, d'un autre côté, notre société se trouvant en mesure d'établir, dans des conditions particulières de bon marché, le matériel courant d'électricité, nous avons mis à l'étude un projet d'atelier spécial a cette fabrication.

Malgré le chiffre d'amortissement élevé que notre reconstitution a fait subir à nos immobilisations, nous avons pensé qu'il y avait lieu de déterminer pour l'avenir les bases sur lesquelles nous devions opérer leur amortissement normal et nous vous proposons d'adopter les règles suivantes, dont nous avons fait application immédiate, en tenant compte de l'entretien constant de nos outils et des réparations annuelles de nos immeubles qui, en cours d'exercice, figurent dans nos frais généraux pour 37.552 fr. 22.

Nos immeubles : usines du Petit-Bourg, maisons ouvrières, usines de Val-Saint-Lambert, étant évalués à 1.500.000 francs environ, — notre outillage ancien à 1.000.000 francs, — nos installations nouvelles à 83.591 fr. 35, nous vous proposons de frapper :

De 2 % les 1.500.000 fr. d'immeubles anciens, soit 30.000 00
De 2 1/2 % les 1.000.000 fr. d'outillage ancien, soit 25.000 00
Et de 5 % les 83.591 fr. 35 d'installations nouvelles, soit 4.179 55
Soit un total de 59.179 55
que nous déduirons de notre chiffre de bénéfices.

CHAPITRE II
Frais de constitution de la Société

Les sommes portées à ce compte, 39.001 fr. 40, représentent les frais et honoraires, timbre et enregistrement nécessités par l'établissement des actes constitutifs de notre société ; elles devront être augmentées, en cours d'exercice, des frais de timbre et d'impression des actions nouvelles.

CHAPITRE III
Fonds disponibles. — Espèces chez les Banquiers. — Valeurs diverses.

Ce compte représente, d'une part :
1.053 obligations tunisiennes 3 % de 500 fr. garanties par l'État français, soit 526.500 00
Les espèces en caisse au siège social et dans nos divers ateliers 3.035 49
Les fonds déposés en compte courant chez nos banquiers :
MM. Renard frères et Cie, la Banque de France, le Crédit Industriel et Commercial, le Crédit Lyonnais, la Banque Transatlantique, pour 265.078 61
Les effets à recevoir, pour 1.031.750 75
Et enfin les valeurs diverses, pour 132.399 25
Ensemble 1.958.755 10

Nous vous ferons remarquer, en ce qui touche nos effets à recevoir, que sur les valeurs qui constituent notre portefeuille, une partie, évaluée à 495.000 fr., est à longue échéance.

La raison en est que, pour lutter contre la concurrence allemande et anglaise dans l'Amérique du Sud, nous avons dû accepter les conditions de paiement de nos

concurrents, et que l'industrie des cycles, telle qu'elle se pratique actuellement, comprend des crédits à long terme par paiements mensuels. Toutefois, le risque est tellement divisé qu'il comporte, en somme, fort peu d'aléas, et sur un ensemble de 1.475.000 fr. d'opérations faites dans ces conditions, nous n'avons eu à enregistrer en 1895, pour non-paiement définitif, qu'une somme de 6.992 75.

Notre compte de valeurs diverses, qui s'élève au chiffre de 132.399 25, doit plus spécialement appeler votre attention.

Nous y avons fait figurer :

1° 100 actions de 100 fr. de la Société de Construction des Ateliers Franco-Russes, pour 10.000 00

Ces titres sont actuellement cotés à la Bourse de Bruxelles au cours de 145 fr.

2° 1.250 parts de fondateurs de la même Société, que nous sommes tenus de conserver dans notre portefeuille pendant cinq ans et que, pour cette raison, nous évaluons pour mémoire à 1 00

quoique ces titres représentent, sur la place de Bruxelles, une valeur très appréciable.

Nous sommes entrés dans cette opération dans les conditions suivantes :

Désireux d'aider la réalisation de certaines parties de l'actif à liquider de l'ancienne Société, nous avons pensé à transporter en Russie notre matériel de l'usine de Diano-Marina, pour procéder sur place à la fabrication du matériel à voie étroite ; mais les études que nous avions dû faire à ce sujet nous avait convaincus de la difficulté de cette entreprise, qui exigeait, outre des formalités nombreuses, un capital très important. Nous avions cependant la conviction que cette création devait être fructueuse, et c'est avec regret que nous abandonnions nos vues, lorsque la Société la Métallurgie Belge, dont les ateliers de Tubize et Nivelles ont une si grande réputation, et qui partageait notre manière de voir, nous proposa une participation dans la création d'une Société à un capital élevé, dite « Ateliers de construction Franco-Russes ». Notre concours était rémunéré en parts de fondateur, et la Société nouvelle nous reprenait pour un prix satisfaisant notre matériel de Diano-Marina.

Nous avons accepté ces propositions. Les actions de la Franco-Russe, émises en Belgique, ont été accueillies avec empressement et cotent des cours élevés. Des usines sont en construction à Ekaterinoslaw et fonctionneront au printemps prochain. On négocie en ce moment un chiffre important de commandes en Russie, et le pays ayant besoin de ce matériel spécial, tout fait prévoir un grand succès à la nouvelle entreprise. Nous comptons en retirer, dans l'avenir, un appoint de bénéfices d'autant plus intéressant que nous n'aurons aucun risque à courir, puisque nous ne sommes intéressés que par nos parts de fondateurs.

3° 160 actions de 500 fr. de la Société des Freins Soulerin libérées de 62.398 25

Nous poursuivons depuis longtemps, dans la conduite des opérations de la Société des Établissements Decauville aîné, le but suivant : Nous créer un fonds d'exploitations spéciales propres à notre industrie et qui, défendues par des brevets, et n'étant pas soumises à la concurrence, nous permettent d'obtenir des bénéfices plus rémunérateurs que ceux que nous laisse actuellement l'industrie du matériel à voie étroite. La fabrication des freins Soulerin répondait à l'un de ces désiderata et nous n'avons pas hésité, en souscrivant à des actions, que nous avons du reste, libérées en marchandises, à nous en attribuer pour de longues années le monopole exclusif.

Nous procéderons de même, mais avec une extrême prudence pour toute industrie qui nous paraîtra répondre à nos besoins et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle et après avoir déjà obtenu un chiffre de 245.0000 fr. de commandes actuellement en construction, nous sommes en pourparlers pour souscrire 100.000 fr. d'actions de la Société des Tramways Serpollet, nous attribuant ainsi la construction presque exclusive de cette fabrication en France.

4° 550 actions de 100 fr. du Tramway de Saint-Pol-sur-Mer-les-Dunkerque pour 55.000 00

Cette opération est une des charges qui nous ont été laissées par l'ancienne Société Decauville.

En 1891, la commune de Saint-Pol-lès-Dunkerque avait traité avec l'ancienne société pour la construction, et l'exploitation d'un tramway, la Société Decauville devant faire tous les frais de construction et recevoir en retour, pendant trente années une part dans les bénéfices éventuels de l'exploitation. Ce contrat avait, entre autres désavantages, l'inconvénient de faire sortir nos marchandises sans aucune contre-valeur d'immobilisation de notre capital, et de nous exposer aux aléas d'une entreprise dans laquelle nous ne trouvions aucun autre tiers intéressé. Nous avons réussi à modifier ce traité désavantageux. Un tiers du capital social est fourni en espèces par divers et nos fournitures, qui s'élèvent à 55.000 fr., nous sont payées en actions dont nous avons la libre disposition. Nous avons, de ce chef, la prépondérance dans l'exploitation de la société et la possibilité de réaliser nos actions si comme tout le fait espérer, dès à présent, les bénéfices couvrent les frais d'exploitation.

Nous avons dû accepter, dans les mêmes conditions, la fourniture du matériel du Tramway de Rothéneuf, dans lequel nous sommes engagés pour 40 actions de 500 fr., formant une somme de 200.000 fr. dont le premier quart déjà versé représente
5.000 00

À ce sujet, nous devons vous fait part des conditions toutes spéciales dans lesquelles s'opère actuellement la construction des lignes de chemins de fer. Toute concession nouvelle, garantie ou non par l'État, est donnée à un tiers qui constitue une société et propose la construction du matériel à l'industriel qui consent à prendre en paiement une partie des actions de la société nouvelle.

Pour répandre notre marque de fabrique, nous avons consenti à accepter dans des proportions insignifiantes un pareil mode d'opérer ; mais nous ne consentirions à lui donner une certaine extension que si ces entreprises étaient rémunératrices et si elles nous permettaient un jour de grouper nos capitaux immobilisés dans une sorte d'omnium industriel, dont nous retrouverions la contre-valeur, soit dans un type d'obligations que nous réserverions à nos actionnaires, soit dans une répartition à titre de dividende exceptionnel. Les expériences que nous avons faites dans le passé, tant sur les chemins de fer du Calvados que sur la ligne de Royan, nous ont démontré que ces petites exploitations, sagement administrées, étaient d'un très bon rapport et nous suivons avec beaucoup de soin les nouvelles entreprises que nous venons de vous signaler et qui, outre l'avantage des travaux qu'elles nous procurent immédiatement, nous garantissent en quelque sorte, dans l'avenir, le renouvellement et l'entretien du matériel de ces lignes. 132.399 25

CHAPITRE IV
Cautionnements et avances

Ce compte représente pour 51.950 00

les cautionnements en numéraire que nous avons versés pour la garantie de diverses entreprises et notamment pour la ligne du chemin de fer d'Andelot à Levier, dont nous avons entrepris la construction.

Nous avons compris également dans ce chapitre une somme de 9.400

représentant nos loyers d'avance, tant pour l'immeuble du boulevard Malesherbes que pour diverses agences

Soit au total 61.350 00

CHAPITRE V
Comptes débiteurs

Nos comptes débiteurs s'élèvent au chiffre de 1.001.200 94

Ils représentent environ 1.080 clients. Malgré leur nombre, nous n'avons relativement que peu d'insolvables et les sommes que nous passons de ce chef à profits et pertes s'élèvent seulement pour l'exercice à 6.992 75.

Dans le chiffre de 1.001.200 fr. 94 figure la Société des moteurs Filtz, pour une somme de 68.064 fr. 98, avance garantie presque entièrement par l'outillage que possède cette Société.

Nous avons été en partie les promoteurs de cette entreprise, que nous croyons appelée à un certain avenir, et après les tâtonnements inévitables de toute affaire mécanique nouvelle, elle est en mesure aujourd'hui de fonctionner industriellement dans de bonnes conditions. Nous n'en voulons de meilleure preuve que le fait que le premier appareil, un moteur de 40 chevaux livré à une de nos grandes industries de l'Est, a été suivi immédiatement d'une commande nouvelle de deux autres moteurs, dont l'un de 70 chevaux. Ajoutons que le moteur Filtz, exposé à Bordeaux et actionnant une dynamo, a obtenu une médaille d'or.

CHAPITRE VI
Comptes d'avances. — Impôts sur actions

Cette somme de 28.788 fr. 03 représente la taxe de transmission des titres au porteur et l'impôt sur le revenu des actions.

CHAPITRE VI
Magasins

Notre stock de marchandises s'établit comme suit :

Matières brutes et matériel fabriqué ou en cours de fabrication	708.789 54
Matériel en dépôt et matériel en location	338.043 22
Ensemble	1.046.832 76

Nos marchandises brutes sont calculées au prix d'achat augmenté des frais de transport, douane et manutention.

Notre matériel en cours de fabrication est décompté à un taux bien inférieur à sa valeur.

Enfin, le matériel en dépôt a été évalué dans des conditions qui nous permettent de parer aux aléas que ce genre d'opération peut entraîner.

RÉCAPITULATION

1° Fonds disponibles et actions	1.958.754 10
2° Débiteurs divers, cautionnements et comptes d'avances	1.091.338 97
3° Magasins	1.046.832 76

L'ensemble de nos valeurs actives s'élève à 4.096.925 83

Ce compte comprend :

Les fournisseurs divers pour : 315.162 80

La main d'œuvre de nos ouvriers afférente au mois de décembre et payable en janvier 1896 pour : 44.006 85

Les sommes déposées en compte courant par la Société du Tramway de Royan, pour : 40.001 98

Un solde créancier revenant à l'ancienne Société Decauville, pour : 61.948 93

Et divers comptes créanciers, pour 46.454 71

Total égal : 507.575 27

Nous avons créé un compte d'assurances contre les accidents qui s'élève à 5.325 20

Le compte locations facturées et encaissées sur contrats en cours s'élevant à 73.004 90

représente le montant des locations acquises et encaissées pour l'exercice 1895 sur le prix des marchandises en location, s'élevant à 219.968 fr. 24.

CHAPITRE VIII
Passif

Caisse d'économies des employées et ouvriers 13.782 60

Créanciers divers 507.575 27

CHAPITRE IX
Amortissement

Ainsi que nous vous l'avons expliqué plus haut, nous avons pensé qu'il y avait lieu de prélever sur les bénéfices bruts un amortissement annuel de nos bâtiments et outillage, amortissement qui s'établit comme suit :

2 % sur les immeubles évalués à 1.500.000 fr., soit 30.000 00

2 1/2 % sur l'outillage ancien, évalué à 1 million, soit 25.000 00

Et 5 % sur Installations et matériel nouveaux, s'élevant à 83.591 francs 35, soit 4.179 50

Ensemble 59.175 55

Nous pensons que vous approuverez cette manière de voir.

CHAPITRE X
Profits et pertes

Ce compte se solde par un bénéfice net de 510.651 06

Si nous le comparons au bilan de l'ancienne Société Decauville pour l'exercice 1894, nous arrivons aux résultats suivants :

Les bénéfices au 30 juin 1894 avaient été de 416.925 56

Il ressort donc une augmentation de 93.725 50

Les frais généraux d'administration et de direction de la Société qui, en 1894, s'élevaient à 226.731 84

ne s'élèvent plus qu'à 187.413 98

Soit une différence en moins de 39.817 86

Les frais de concours, publicité, agences et inspections, qui étaient de 175.157 93 ne s'élèvent plus qu'à 107.304 58

Soit une différence en moins de 65.853 35

Les négociations d'effets se sont montées à 883 60

et les intérêts sur la caisse d'économie des employés et ouvriers à 636 40

Enfin, nous avons passé, par profits et pertes, une somme de 6.992 75

pour solde de diverses créances devenues irrécouvrables.

CHAPITRE XI
Exploitation des ateliers

Le bénéfice brut des ateliers a été pendant l'exercice 1895 de 789.076 95

En 1894, il s'élevait à 686.548 12

Différence en plus 102.528 83

Notre chiffre d'affaires s'est élevé pendant l'exercice en cours à 5.101.770 80

En 1894, il s'élevait à un chiffre de 5.678.434 fr. 27.

Mais les conséquences qu'on peut tirer de la comparaison de ces deux chiffres ne peuvent avoir aucune importance et sont, au contraire, en faveur de l'exercice actuel. Et, en effet, si nous serrons de près le détail de notre fabrication industrielle, il ressort de nos chiffres que, d'une part, nous avons dû, pour ramener notre clientèle, créer de nouveaux catalogues et abaisser nos tarifs, d'un cinquième environ, et que, d'un autre côté, nos bénéfices industriels, plus élevés que les années précédentes, témoignent aussi bien des économies apportées dans nos prix de revient que de la transformation continue de notre industrie.

L'ancienne Société Decauville avait acquis, à juste titre, sa grande réputation dans la fabrication du matériel à voie étroite, rails, wagonnets de terrassement, etc., mais le succès appelle la concurrence et ce matériel étant d'une construction relativement facile, nous avons dû lutter contre un abaissement des prix sans cesse croissant, maintenir sur ce terrain notre incontestable supériorité et, d'un autre côté, nous préoccuper de la recherche de nouveaux éléments de travail.

C'est dans ces conditions que, depuis quelque temps, nous avons entrepris la fabrication du matériel à voie de 1 mètre ; que nous avons pu, cette année, enlever par voie d'adjudication d'importantes commandes, notamment une fourniture de 65.000 fr. environ à la Société des Chemins de fer économiques et que nous entreprenons la construction du chemin de fer de Levier à Andelot, dont les fournitures dépasseront 400.000 fr.

Dans le même ordre d'idées, nous construisons des voitures mécaniques du système Serpollet, et des voitures automobiles du même type pour lesquelles d'importantes commandes nous sont assurées.

Nous avons également obtenu de la Compagnie française des voies ferrées économiques la commande de 92 wagons, destinés, tant à son réseau des Deux-Sèvres qu'à son exploitation de Saumur.

Nous nous sommes entendus, d'autre part, avec la Société d'exploitation des procédés Seigle, pour la fabrication de ses appareils. Nous croyons cette affaire appelée à un grand avenir et nous sommes désireux de justifier la confiance que cette importante société nous a témoignée, en lui construisant un matériel irréprochable.

Nous continuons la fabrication des cycles, dont les résultats sont on ne peut plus satisfaisants.

Nous avons entrepris aussi la construction des locomobiles et chaudières à vapeur, de même que nous fabriquons des réservoirs, des appareils de sûreté et des signaux pour nos grandes compagnies de chemins de fer.

Enfin, nous pouvons faire aujourd'hui la fabrication des appareils courants d'électricité ; nos études à ce sujet sont terminées et nous comptons commencer dans quelques mois cette nouvelle entreprise.

Nous nous sommes occupés également de la fabrication d'appareils à distillation et avons acquis, moyennant des licences à payer sur les commandes, le droit de construction de l'appareil système Perrier, auquel le gouvernement russe a donné un monopole exclusif dans certaines provinces.

Nous étudions également divers brevets et notamment un appareil Rogozea, destiné à éviter les déraillements provenant d'aiguillages mal faits. Des essais spéciaux sont autorisés sur les lignes du Nord et de l'État.

En vous donnant des renseignements sur nos travaux, nous tenons à vous prouver que notre production est assurée pour de longs mois et que, secondés dans le travail de nos ateliers par un directeur à la hauteur de sa mission et par un personnel actif et laborieux, nous pouvons espérer que l'avenir répondra aux promesses du présent.

Il nous reste., en terminant, à vous proposer la répartition de notre bénéfice de 510.651 fr. 06.

Cette répartition pourrait s'établir comme suit si vous acceptez les propositions que nous vous avons faites au sujet de l'amortissement de nos immeubles et matériel.

5 % à la réserve légale 25.535 55
Intérêt de 5 % aux actions 352.500 00
Ensemble 378.032 55

ce qui donnerait 5 fr. par action nouvelle et 10 fr. par action ancienne, sous déduction à faire des impôts de finance. Le surplus, soit 132.618 fr. 51, devrait être réparti comme suit : 20 % au conseil d'administration et 80 % aux actionnaires, mais nous estimons qu'il y a lieu de consolider notre situation et de créer des réserves pour l'avenir ; nous vous proposerons donc d'employer cette somme, soit à l'amortissement de notre compte de valeurs, soit à la création d'un compte spécial de réserve.

Quelques jours après la constitution de notre Société Nouvelle, notre président, M. Paul Decauville, nous a, à notre grand regret, donné sa démission. Nous vous proposons de lui donner quitus et décharge de sa gestion.

Nous avons nommé, en remplacement, comme administrateur, M. Delaperrière [15], ingénieur, administrateur de la Compagnie générale des Omnibus. Vous aurez à ratifier cette nomination.

Vous aurez également à procéder à la nomination de nouveaux commissaires pour l'exercice 1896, et à fixer leur rémunération. Les commissaires sortants sont rééligibles.

Enfin, les liquidateurs de votre ancienne Société, auxquels nous allons remettre les fonds représentant les dividendes des actions nouvelles, nous ont informés qu'ils mettraient ces dividendes en paiement à partir du 1er avril prochain, aux caisses de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné, en même temps qu'ils vous adresseront un rapport sur la situation des comptes de la liquidation qui constitue encore une partie importante de votre patrimoine.

———————————

SOCIÉTÉ DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 25 mars 1896)

Les liquidateurs de la Société des Établissements Decauville aîné informent les actionnaires que l'assemblée générale annuelle de la Société nouvelle a été tenue le 28 mars courant au siège social ; les comptes arrêtés au 31 décembre 1895 ont été approuvés à l'unanimité.

Il résulte de ces comptes que les liquidateurs peuvent mettre en distribution à titre de 2e répartition sur les actions anciennes une somme de 10 fr. par action, impôt à déduire, soit fr. 60 net pour les titres nominatifs et 0 fr. 17 pour les titres au porteur. payables sur la présentation du titre qui doit être estampillé et du coupon no 4, au siège social, 18, boulevard Malesherbes, à Paris, a partir du 1er avril prochain.

———————————

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À VERDUN
(*Le Messager de Paris*, 16 avril 1896)

Verdun, 16 avril. — Le président de la République et le ministre de la guerre sont arrivés ce matin à 4 h. 30.

---

[15] Marie *Antoine* Delaperrière (Clermont-Ferrand, 20 décembre 1836-Mainvilliers, Eure-et-Loir, 6 février 1908) : ingénieur, administrateur de la Société nouvelle des moteurs à air comprimé (1885), des Tramways de Nantes et d'Aix-les-Bains (le tout avec l'ingénieur Mekarski), de la Compagnie générale des Omnibus (1893), des Éts Decauville et de leur filiale, Société d'exploitation du Tramway de Pithiviers à Toury.

A 5 h. 30, MM. Félix Faure et Cavaignac, les généraux Tournier et Hervé, général commandant le 6e corps d'armée, accompagnés de tous les généraux de la garnison, sont montés en voilure à la Citadelle dont ils ont visité les galeries souterraines. Ils se sont ensuite rendus, par le chemin de fer Decauville, au fort de Douaumont, où ils assisteront aux manœuvres des troupes prévenues par le canon.

Établissements Decauville
(*Paris-Capital*, 30 septembre 1896)

Plusieurs de nos confrères annoncent que le comité de liquidation (de la première Société) a résolu de clôturer les opérations de la liquidation avant le 31 décembre 1896, et qu'il a pris cette résolution en raison des retards qu'il rencontre pour certaines parties de l'actif non apportés la Société nouvelle.

L'actif non réalisé serait cédé à la Société nouvelle et serait payé soil en espèces, soit en un bon qui serait remis aux ayants droit, c'est-à-dire aux porteurs d'actions.

La forme à donner à cette cession n'est pas encore décidée, mais le principe même de l'opération le serait.

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 18 novembre 1896)

On sait que la liquidation de l'ancienne Société des Établissements Decauville a conservé, pour en opérer la réalisation, un certain actif qui se compose principalement :

1° D'une créance d'environ 500.000 francs sur les Tramways Algériens et d'actions de cette Société ;

2° Des Tramways de Thoury à Pithiviers ;

3° Des Établissements de Diano-Marina (Italie).

Tout cet actif est d'une réalisation assez lente. En effet, la créance des Tramways Algériens ne pourra être totalement remboursée avant la fin de 1898. La ligne de Thoury à Pithiviers, qui n'est pas précisément une bonne affaire, ne pourra guère être liquidée avant dix ans, époque de l'expiration du contrat avec le département. Enfin, en raison de leur situation peu avantageuse, les établissements de Diano-Marina sont d'une réalisation très problématique. Comme les actions de l'ancienne Société seront échangées le 31 décembre, à raison d'une contre deux de la nouvelle Société, il sera remis, en outre, aux porteurs de chaque action ancienne, un bon de liquidation.

D'autre part, nous apprenons que le groupe belge Otlet vient de garantir le paiement de la créance sur les Tramways Algériens, en chiffres ronds, 700.000 francs, dont 500.000, comme nous l'avons dit, dus à la liquidation, et 200.000 à la Société nouvelle. Par contre, la liquidation cède à ce groupe ses actions Tramways Algériens à un prix que nous ignorons.

LES ATELIERS FRANCO-RUSSES
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 27 novembre 1896)

.....

La Société des Ateliers franco-russes a été fondée, en effet, par les Établissements Decauville et la Société la Métallurgique belge ; constituée le 24 juin 1895 ; et reconnue

en Russie par ukase impérial du 1er /13 mars 1896. Le fonds social est représenté par 25.000 actions de 100 fr. chacune et 5.000 parts de fondateur. Pour rémunération de leurs apports, les Sociétés créatrices ont reçu 2.500 parts de fondateur, inaliénables pendant cinq ans.

———————————

LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*Cote de la Bourse et de la banque*, 16 décembre 1896)

MM. Ravenez et Bergaud, liquidateurs, viennent d'adresser aux actionnaires la circulaire suivante :

Monsieur,

Les assemblées générales des 16 juin et 5 décembre 1894, prononçant la dissolution de la Société des Établissements Decauville aîné, ont décidé qu'il serait fait deux parts de l'actif social, dont l'une devait être apportée à une société nouvelle et l'autre réalisée et répartie entre les actionnaires.

Dès le 31 décembre 1884, nous avons rempli la partie principale de notre mission, en faisant apport à la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné de l'actif social nécessaire à son fonctionnement en échange de 70.000 actions d'apport de 100 francs chacune, entièrement libérées.

Nous nous sommes ensuite efforcés de réaliser, dans la plus large mesure possible, l'actif social réservé, et nous avons successivement cédé le réseau du Calvados et le tramway de Royan.

C'est le produit de ces concessions, augmenté du recouvrement des créances exigibles, qui nous a permis de vous répartir, au mois de mai 1893 [*sic*], une somme de 20 francs par action.

Il ne restait plus, dès lors, à réaliser que certaines créances et les droits de la liquidation dans la ligne de Pithiviers à Toury.

Mais ces créances ne pouvaient être recouvrées qu'avec des délais assez longs, et, d'autre part, la charge qui nous incombait de l'exploitation du tramway de Pithiviers à Toury, ne nous eût pas permis vraisemblablement d'effectuer une nouvelle répartition avant l'expiration du traité qui nous lie avec le département du Loiret, soit jusqu'en 1906.

C'est dans ces conditions que, d'accord avec le comité des actionnaires que vous nous avez adjoint, nous avons été amenés à traiter avec la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné, de la reprise de ce solde d'actif pour la somme de 700.000 francs, représentée par 35.000 bons de 50 francs, payables au moyen de 10 coupons de 2 francs chacun, échéant annuellement.

Contre la remise des actions anciennes, ces bons vous seront délivrés à titre de dernière répartition, à compter du 31 décembre 1896, en même temps que les actions de la Société Nouvelle, qui, au terme de la loi de 1893, deviennent disponibles à cette date.

En conséquence, l'échange de chaque action ancienne donnera droit : 1° À un bon de 50 francs ; 2° À deux actions de 100 francs chacune de la Société Nouvelle.

Il sera procédé à l'échange des titres au siège social, 13, boulevard Malesherbes, à Paris.

Veuillez agréer, Monsieur, nos civilités empressées.

Les liquidateurs :
Ravenez, Bergaud.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 27 mars 1897)

Dans notre numéro du 18 mars dernier, nous avons publié et analysé le bilan et le compte de profits et pertes de la Société nouvelle des établissements Decauville. Nous les avons comparés avec les comptes de l'exercice précédent et nous avons analysé le rapport des commissaires des comptes. Nous ne reviendrons pas sur les chiffres dont nous avons fait l'étude complète, mais nous croyons nécessaire d'extraire du rapport présenté par le conseil d'administration à l'assemblée des actionnaires, qui se tient aujourd'hui, quelques-uns des renseignements qui y figurent et nous semblent avoir exercé le plus d'influence sur le marché du dernier exercice, tant au point de vue industriel qu'au point de vue financier.

D'après le rapport, le conseil d'administration, conformément à ses prévisions antérieures, et malgré son désir de ne pas immobiliser ses disponibilités, a été amené à établir de vastes ateliers et créer un outillage spécial en vue de l'application de l'électricité à la direction des tramways et de la fabrication des wagons et des tramways. De ce fait, le compte Terrains, Immeubles et Matériel a passé de 4.083.591 35 à 4.331.448 60.

Ces dépenses n'ont été engagées que progressivement et en raison des commandes faites.

Dans le courant de l'exercice 1890, la Société a mis en construction 20 locomotives, 64 voitures à voyageurs, wagons à marchandises et fourgons.

Depuis la clôture de l'exercice, sont arrivées des commandes pour 50 voitures-tramways. En outre, les grandes Compagnies de chemins de fer ont donné des commandes fermes pour plusieurs milliers de tonnes de tréfonds, boulons et accessoires pour la fabrication desquels les ateliers de la Société étaient déjà outillés et préparés par les fournitures qui en étaient tirées par les chemins de fer à voie étroite.

Tels sont les points principaux que le rapport signale a l'attention des actionnaires, au point de vue industriel.

Étudiant ensuite la situation financière, répondant par avance aux objections qui pourraient être soulevées sur la recouvrabilité et la négociation éventuelle de la quantité de petites traites de 20 à 50 fr. que contient le portefeuille de la Société en paiement des fournitures de cycles, le rapport déclare que, pour se prémunir contre tonte difficulté de ce côté, l'administration s'est adressée à un de nos grands établissements de crédit, qui a mis éventuellement une somme de 1.500.000 francs à la disposition de la Société.

Cette somme n'a pas été jusqu'à présent utilisée, mais elle peut être à l'occasion mise à contribution dans le cas où le conseil d'administration jugerait utile aux intérêts de la Société d'entreprendre, en outre, de grands travaux ou d'entrer dans des participations industrielles.

Le rapport ajoute, et, sous forme de parenthèse, semble jeter un coup d'œil rapide sur un horizon nouveau, qui s'ouvrirait sur le développement des services techniques de la Société, par une transformation de cet emprunt éventuel de 1.500.000 francs en obligations. C'est un point de vue spécial du conseil d'administration et comme une sorte de pierre d'attente sur laquelle nous n'insisterons pas. En langage clair, cela signifie tout simplement qu'un grand établissement de crédit a garanti une émission de 1.500.000 obligations.

Il est a noter, en outre, que parmi les valeurs diverses et de participations industrielles qui composent le portefeuille de la Société, certaines semblent, dans la pensée du conseil d'administration, pouvoir être prochainement et facilement négociées, notamment les actions du Tramway de Saint-Pol à Dunkerque, et d'autres comme celles des Tramways de Rothéneuf, paraissent devoir donner des résultats satisfaisants.

Le rapport consacre un chapitre spécial à la liquidation de l'ancienne Société Decauville et semble attacher un grand prix moral à la combinaison offerte par les liquidateurs en vertu de laquelle l'ensemble des valeurs actives appartenant à la Société ancienne, estimées 700.000 fr., serait réalisé par les soins de la Société nouvelle et remboursable en 10 années à raison de 70.000 fr. par an.

Cette combinaison paraît, au conseil d'administration de la Société nouvelle, offrir l'avantage de mettre fin aux opérations complexes de la liquidation, de fondre en un seul tout les intérêts déjà unifiés des porteurs de titres qui ont en même temps des droits anciens et des droits nouveaux des deux sociétés Decauville, et, au surplus, de réaliser quelques économies par la suppression d'agences onéreuses et la fusion de divers services d'administration.

Dans un prochain numéro, nous reviendrons sur l'assemblée d'aujourd'hui.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 28 mars 1897)

L'assemblée générale des actionnaires de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné a eu lieu le samedi 27 mars courant, sous la présidence de M. Ravenez, président, qui a donné lecture du conseil d'administration.

Après la lecture du rapport des commissaires et quelques explications données, sur la demande des actionnaires, par M. Ravenez, l'assemblée a décidé de répartir comme suit les bénéfices disponibles fr. 555.278 29

5 % à la réserve légale	27.263 90
5 % à titre le dividende aux actions, soit	352.500 00

Cette dernière somme devant être payée, impôts à déduire, à partir du 1er avril prochain, aux caisses de la Société Générale de Crédit industriel et commercial, à Paris, et dans ses succursales, sur la présentation du coupon no 5.

Amortissement, à raison de 5 % par an, des frais de constitution, soit 2.455 50
Création d'un compte de réserves spéciales, soit 163.058 99
Total égal 555.578 29

L'opération faite par le conseil d'administration de la Société avec la liquidation de l'ancienne Société Decauville a été approuvée et l'assemblée a ratifié le règlement fait par la remise de 35.000 bons à titre de dernière répartition.

L'assemblée a également approuvé la proposition du conseil d'administration d'émettre des obligations pour un chiffre à déterminer, mais qui ne pourra dépasser 2.500.000 fr. L'autorisation a été donnée, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts, à l'émission de tout ou partie de ces titres, dans les conditions et aux époques qui paraîtront les plus avantageuses pour l'intérêt social.

M. Monvoisin, administrateur du Crédit industriel et commercial, a été nommé administrateur. MM. Charles Zerling et Tomasi ont été nommés commissaires pour l'exercice 1897. Enfin, l'assemblée a approuvé les opérations courantes et les traités passés avec les sociétés dans lesquelles certains de ses administrateurs peuvent avoir des intérêts directs ou indirects.

Nous renvoyons nos lecteurs à l'analyse des rapports des commissaires et du conseil d'administration que nous avons publiés dans nos numéros des 18 et 27 mars.

———————————

Compagnie coloniale française d'élevage et d'alimentation de Madagascar
(*Paris-Capital*, 11 août 1897)

……

Antongobato est relié au petit port situé dans le cul-de-sac Gallois par une voie Decauville de 60 centimètres, qui a une longueur de 9 kilomètres.

……

———————————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 30 mars 1898)

……

Le rapport rentre dans de longs détails sur le compte *Immeubles et Matériel* qui, cette année, accuse une augmentation de 613.677 83. L'année dernière, le conseil faisait prévoir un chiffre de dépenses assez élevé pour des modifications aux usines, et il avait demandé, dans ce but, l'autorisation d'émettre 2.500.000 fr. d'obligations. Il a donné suite à ses projets et commencé des travaux qui ne sont pas encore achevés. Le conseil explique longuement les motifs de cette décision sur la transformation du matériel. Les établissements étaient placés dans des conditions absolument défavorables pour traiter des matières à poids lourds et lutter contre la concurrence de plus en plus grande de l'industrie allemande ; l'industrie des rails et wagonnets s'exerçait loin des centres de production de l'acier, des fers et des tôles, et la Société était tenue de dépenser des sommes considérables pour transformer la matière première aux usines et la réexpédier après sa transformation ; elle était, de plus, dans la nécessité de conserver sur le parc, des marchandises qui immobilisaient une somme de plus de deux millions, etc., etc. Pour éviter ces inconvénients, le conseil a pensé devoir créer un grand atelier de mécanique, placé aux portes de Paris, créer un atelier d'électricité, former un personnel de mécaniciens et d'ouvriers spéciaux. Le conseil espère transporter, avant la fin de l'exercice en cours, les ateliers de rails et tirefonds à Isbergues, près Dunkerque, et terminer les ateliers d'électricité dans les cinq mois, et avoir en pleine production dans trois mois, les ateliers de voitures.

……

———————————

Établissements Decauville aîné
(*Le Messager de Paris*, 11 avril 1898)

L'assemblée générale des actionnaires des Établissements Decauville aîné, tenue aujourd'hui sous la présidence de M. Ravenez, président du conseil d'administration, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1897, tels qu'ils ont été présentés. Elle a approuvé également les termes du rapport et notamment le projet de transfert qui lui est soumis des usines de rails, tirefonds et wagonnets à Isbergues. Elle a autorisé éventuellement le conseil à passer un marché ferme avec la Société des Aciéries de France pour la fourniture des matières qui sont nécessaires à la Société Decauville.

Elle a fixé à 6 fr. (impôt à déduire) le dividende à payer aux actions à partir du 15 avril prochain, et approuvé le projet de répartition du surplus des bénéfices.

L'assemblée a accepté la démission de MM. Bergaud et Monvoisin et leur a donné quitus et décharge de leurs fonctions d'administrateurs.

M. Valère Mabille [16] a été nommé administraient en remplacement de M. Bergaud.

L'assemblée a désigné en qualité de commissaires MM. Tomasi et Ch. Zerling pour l'exercice 1898.

Toutes ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

———————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 13 avril 1898)

Voici les passages les plus intéressants du rapport du conseil d'administration présenté à l'assemblée générale des actionnaires convoquée pour hier 12 avril.

Immeubles et matériel

Au 31 décembre 1896, ce compte se soldait par un chiffre de fr. 4.831.418 60
Il s'élève actuellement à 4.915.136 43
Différence en plus613.677 83
(qui s'explique par les améliorations introduites dans l'organisation de la Société).

Notre atelier de locomotives, ajoute le rapport, après avoir étudié successivement des types de 5, 7. 10, 15, 20 et 25 tonnes, a livré, dans le courant de l'année dernière, vingt-huit locomotives de ces différents systèmes, alors qu'on 1896, il en avait fabriqué dix-neuf seulement; depuis le commencement de l'année en cours, nous en avons fourni trois et en avons actuellement, onze en fabrication.

Notre atelier de voitures et wagons a produit, en 1897. soixante-douze voitures à voyageurs, quatre-vingt-dix-sept fourgons à marchandises ; nous avons actuellement en fabrication, dans nos nouveaux ateliers, deux cent soixante-sept voitures et fourgons.

Le mouvement d'affaires en bicyclettes, paraissant se ralentir, nous avons transformé notre atelier par l'adjonction d'un outillage plus puissant ; nous avons pu ainsi construire, l'année dernière, 1.500 tricycles de Dion, et notre fabrication, appréciée de la clientèle de cette importante maison, nous a permis d'obtenir, au début de l'exercice en cours, une commande de 5.000 de ces appareils.

Nous avons vu successivement s'adresser à nous : la Société Marcheville et Daguin, les Hauts fourneaux et Forges de Pont-à-Mousson, les Aciéries de France, la Société normande d'électricité, la Société française d'électro-métallurgie et les Papeteries Darblay, qui nous ont confié l'exécution de machines d'une puissance considérable, ainsi que les ministères de la guerre et de la marine qui nous ont admis à leurs concours ; bref, nous sommes à ce point débordés de commandes que nous avons dû décider de doubler nos ateliers, dont les travaux d'agrandissement sont commencés.

Il nous a fallu enfin parachever notre fabrication de tirefonds et alimenter notre industrie de rails et de wagonnets, qui est dans une situation satisfaisante.

Devons-nous ajouter que le nombre d'ouvriers employés à nos usines s'est élevé du chiffre de 850 en 1898 au chiffre de 1.100 en 1897.

Pour faire face à ces importantes dépenses, nous n'avons pas besoin d'autres ressources que celles que vous avez mises l'année dernière à notre disposition. Sur les deux millions et demi d'obligations que vous nous aviez autorisés à émettre, le Crédit industriel [CIC] nous en a pris ferme un million et demi, à 435 fr. ; nous avons conservé le surplus entre nos mains, et, comme la faveur du public s'est portée sur ces titres, qui sont actuellement presque au pair, nous pourrons, quand nous le jugerons utile a nos intérêts, émettre le solde de ces valeurs avec une commission de banque insignifiante.

---

[16] Valère Mabille (1840-1909) : maître de forges en Belgique, entré au conseil des Aciéries de France en même temps que Ravenez (1894), président de la Société minière d'Almagrera (1900). Voir encadré.

L'amortissement de nos usines et du matériel nouvellement créé doit, conformément au précédent adopté par vous, s'établir comme suit :

Sur les installations et constructions antérieures au 1er janvier 1897 69.823 40

Sur les installations nouvelles dont le montant total est de 618.677 fr. 83, à raison de 5 % 80.083 85

Ensemble fr. 100.000 25

En dehors de ces sommes, nous avons porté, dans nos frais de fabrication pour réparations, entretien d'immeubles et d'outillage, un chiffre de fr. 124.312 46

alors qu'en 1890 nous avions passé de ce chef fr. 39.198 63

Frais de constitution de Société.

Ce compte est sans changement à fr. 49.108 90

Fonds disponibles. — Espèces chez les banquiers. —Valeurs diverses.

Ce compte représente :

1.053 obligations tunisiennes 3 % de 500 fr., garanties par l'État français pour fr. 5.26.500 00

Les Espèces en caisse, au siège social et dans nos divers ateliers, pour 12.301 88

Les Fonds, espèces et valeurs déposés chez nos banquiers MM. Renard frères et Cie, la Banque de France, le Crédit industriel et commercial, le Crédit lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Banque transatlantique, la Société générale et chez nos agents de change, pour 781.374 71

Les Effets à recevoir pour 642.010 81

Et enfin les Valeurs diverses pour 102.708 49

Total 2.064.901 89

L'ensemble de ces différents comptes représente une augmentation de fr. 063.038 70

sur l'exercice précédent.

Le compte Valeurs diverses pour 102.703 49

est en augmentation de 3.000 francs sur le chiffre de l'année dernière.

Cautionnements et avances.

Le compte Cautionnements et avances s'élève au chiffre de fr. 211.250 00

au lieu de 220.050 00

La différence en moins de fr. 14.800 00

provient, d'une part, du remboursement de la caution de 50.000 francs, déposée pour la construction du chemin de fer d'Andelot à Levier, opération à laquelle nous avons renoncé, et, d'autre part, du versement à la Caisse des Dépôts et Consignations de nouveaux cautionnements, ensemble 35.200 fr. applicables à divers marchés en cours d'exécution pour des administrations de l'État.

Comptes débiteurs divers.

Ce compte s'élève à 1.218.528 26

au lieu de 1.554.235 38

Différence en moins 335.767 12

Dans nos débiteurs se trouve comprise, pour 201.791 fr. 58, la créance sur la Compagnie des Chemins de fer sur routes d'Algérie*, en diminution de 172.800 francs sur le chiffre de l'année dernière — plus 80.000 francs dus par le Guatemala et le Venezuela, dit le rapport.

Comptes d'avances, impôts sur le revenu.

La somme de fr. 25.707 82
représente la taxe de transmission des titres au porteur, et l'impôt sur le revenu des actions et obligations.

Primes de remboursement sur obligations.

Ce compte s'élève au chiffre de fr. 224.250 00
Ce nouveau compte, représentant la prime de remboursement sur nos obligations, sera amorti par le tirage annuel de ces titres.

Magasins.

Notre compte de marchandises en magasin s'élève à la somme de fr. 2.274.058 01
Ce compte se décompose comme suit :
Matières brûles fr.895.499 47
Matériel fabriqué ou en cours de fabrication 1.193.073 88
Matériel en dépôt et matériel en location 141.588 42
Marchandises restant à réaliser à Diano-Marina 44.400 24
Total égal 2.274.058 01

Nous avons évalué, comme par le passé, nos marchandises à une somme bien inférieure à leur valeur ; l'augmentation sur le précédent exercice provient, d'une part, des approvisionnements que nous avons dû faire en vue de nos exploitations nouvelles, et, d'un autre côté, de ce que nous avons dans nos ateliers un certain nombre de wagons, dont la Société des chemins de fer à voie étroite n'a pas encore pris livraison.

RÉCAPITULATION

L'ensemble de nos valeurs actives se compose comme suit :
Fonds disponibles et valeurs diverses fr.2.001.901 89
Débiteurs divers, cautionnements et comptes d'avances 1.455.486 08
Marchandises 2.274.058 01
Total fr. 5.795.045 98
auquel nous ajoutons, pour ordre, 1.550 obligations restant à émettre.

Passif

Nous avons au passif le compte nouveau obligations, qui représente, au taux de remboursement de 500 francs, la valeur des 3.450 obligations émises en juin 1897.
Le compte Caisse d'économies des ouvriers et employés, porté pour fr. 13.272 80
est presque sans changement sur l'année précédente.
Les comptes Créanciers divers représentant nos fournisseurs, la main-d'œuvre du personnel pour le mois de décembre et divers comptes créditeurs, s'élèvent à fr. 514.942 14
alors qu'en 1896 ils étaient de 508.536 83
Différence en plus6.405 31
Le compte Assurances contre les accidents est de 2.607 70
au lieu de l'année dernière 3.717 54
Différence en moins 1.109 84

Le compte de locations facturées sur contrats en cours s'élève à fr. 104.893 35
Il était, au 31 décembre 1896 de 60.241 95
Différence en plus44.651 40

Le compte Bons au porteur représente la somme restant due sur la liquidation, soit 630.000 00

Enfin, le chiffre de 90.450 80
représente les coupons restant à payer au 31 décembre 1897.
Les comptes :
Réserve légale 52.796 45
Amortissement de frais de constitution 4.910 80
Amortissement immeubles et matériel fr. 228.508 20
représentent les soldes des exercices antérieurs, auxquels nous avons ajouté, pour l'amortissement actuel, une somme de fr. 101.917 05

Profits et pertes

Ce compte se solde par un bénéfice net de fr. 596.140 00
Au 31 décembre 1896, nos bénéfices se chiffraient par fr. 515.278 29
Différence en faveur de l'exercice actuel fr. 50.870 71
Les frais généraux d'administration et de direction de la Société s'élèvent à fr. 174.631 87
En 1890, ils étaient de fr.193.741 44
Différence en moins 19.106 57
qui provient en partie de la suppressions de nos bureaux de Paris et de la mise en valeur des appartements que nous occupions boulevard Malesherbes, lesquels sont loués en totalité, à l'exception de l'étage réservé à nos services centraux.
Les frais de concours, publicité, agences et inspections, s'élèvent à fr. 161.823 44
au lieu de fr. 130.657 33
Différence en plus fr. 31.166 11

Dans cette somme, les frais de concours et d'exposition, et notamment l'exposition de Brisbane, en Australie, nous ont donné une augmentation de 23.728 fr. 58 sur l'exercice précédent.
Nous devons ajouter que nos produits ont obtenu la grande médaille d'or et nous ont amené de ce pays un nouveau courant d'affaires.
Les comptes de Négociations d'effets s'élèvent à fr. 43.952 41
en augmentation de fr. 22.047 42
Enfin, notre compte de frais généraux s'est encore augmenté d'une somme de 34.500 francs, représentant l'intérêt sur les obligations émises.
Par contre, nous avons encaissé, sur capitaux disponibles, et cautionnements une somme de fr. 31.907 18

Exploitation des ateliers

En 1897, les produits de l'exploitation se sont élevés à fr. 979.092 44
correspondant à un chiffre d'affaires de fr. 7.001.237 81
En 1896, ils s'élevaient à fr. 875.071 67
pour un chiffre de fr. 6.286.458 03

Notre trafic continue à se développer et certains de nos ateliers ne peuvent suffire aux commandes qui nous sont faites.
Le rapport se termine par l'annonce de la constitution de la Société des Voitures automobiles au capital de 1 million de francs.

Répartition des bénéfices

Le bénéfice, déduction faite de l'amortissement proposé des immeubles et outillage de fr. 109,006.25, s'élevant au chiffre de fr. 596.149 00
Le rapport proposait de répartir cette somme comme suit :
5 % à la réserve légale fr. 29.807 45

Intérêts de 5 % aux actions 352.500 00
Total fr. 38.2.307 45
En conformité de l'article 50 des statuts, le surplus sera distribué comme suit :
20 % au conseil d'administration fr. 42.768 30
80 % aux actionnaires 171.073 25
En vue de consolider par des réserves importantes la situation, le rapport proposait :
1° De distribuer une somme suffisante pour porter à 6 francs le dividende par action, soit fr. 70.500 00
2° D'allouer au conseil d'administration 21.384 15
3° Et de porter en réserve le solde, soit 121.957 40
Total égal fr. 596.149 00
Les propositions faites par le Conseil d'administration pour la répartition des bénéfices ont été acceptées par l'assemblée générale, qui a décidé que le dividende de 6 fr. serait mis en paiement a partir du 15 avril.

———————

CONSTITUTION
Société des Voitures automobiles des Établissements Decauville aîné
Société anonyme au capital de un million de francs.
Siège social, 13, boulevard Malesherbes, à Paris.
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 4 juin 1898)

———————

SOCIÉTÉ NOUVELLE
DES
ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*Paris-Capital*, 19 avril 1899)

L'assemblée de cette société s'est tenue le 15 courant. Voici les passages les plus intéressants du rapport du conseil d'administration qui a été soumis aux actionnaires.
Le bilan au 31 décembre 1898 s'établit comme suit :

ACTIF	
Immeubles et matériel	5.073.893 91
Frais de constitution de la Société	49.108 90
Titres garantis par l'État	528.500 00
Valeurs diverses	339.903 00
Espèces en caisse	27.279 74
Espèces et valeurs chez les banquiers	440.189 90
Cautionnements et avances	188.048 58
Effets à recevoir	527.265 97
Comptes débiteurs	1.509.563 08

Comptes d'avances (impôts sur actions)	28.011 77
Primes de remboursement sur obligations	275.960 00
Marchandises :	
Matières brutes	852.616 20
Matériel fabriqué ou en cours de fabrication	1.589.828 47
Matériel en dépôt	218.891 33
Matériel en location	303.476 48
Fr.	12.550.545 90
PASSIF	
Capital-actions fr.	7.050.000 00
Obligations	2.480.500 00
Caisse d'économie des employés et ouvriers	14.836 85
Créanciers divers	805.178 30
Assurance contre les accidents	9.580 27
Locations facturées et encaissées sur contrais en cours	117.759 99
Bons au porteur	500.000 00
Coupons au porteur	173.962 93
Amortissement immeubles et matériel	364.952 80
Amortissement frais de constitution	7.366 20
Réserve légale	82.603 90
Réserve spéciale	121.957 40
Fr.	11.788.693 64
Profits et pertes	761.852 26
Fr.	12.550.545 90

Compte de profits et petites.

DÉBIT	
Frais généraux d'administration et de direction de la Société	155.193 02
Frais de concours, agences et inspections commerciales, publicité et annonces	139.416 3
Négociations d'effets, changes commissions de banque, intérêts et transactions sur créances	35.558 86
Intérêts aux obligations	99.590 00
Primes de remboursement, obligations amorties	2.035 00
Fr.	432.293 23
Balance	761.852 26

Fr.	1.194.145 49
CRÉDIT	
Produit des capitaux disponibles et des cautionnements	22.943 02
Produits des ateliers et divers	944.510 97
Produit net, apport à la Société des Voitures automobiles Decauville	220.083 50
Fr.	1.194.145 49

Ces différents chapitres donnent lieu aux observations suivantes :

CHAPITRE PREMIER
ACTIF
Immeubles et-matériel.

En 1896, ce compte présentait un solde de fr. 4.331.448 60
En 1897. il se montait à 4.945.126 43
avec une différence en plus de fr. 613.677 83
Il s'élève aujourd'hui à 5.6.73.833 94
avec une augmentation de 728.767 51
soit un total général en augmentation de fr. 1.342.445 34
pour immobilisation de bâtiments et outillage en deux années.

L'amortissement des usines et du matériel nouvellement créé doit s'établir comme suit :

Sur les installations et constructions antérieures au 1er janvier 1898 fr. 100.000 25

Sur les installations nouvelles dont le montant est de 728.767 francs 51, à raison de 5 % 36.438 35

Ensemble 130.444 00

En dehors de ces sommes, il a été porté dans les frais de fabrication, pour réparation et entretien d'immeubles et d'outillage, un chiffre de fr. 119.384 60
alors qu'en 1897, on avait dépensé de ce chef 124.312 46

CHAPITRE II
Frais de constitution de Société.

Ce compte, qui s'élève à fr. 49.108 90
est déjà amorti de 7.366 fr. 20.

CHAPITRE III
Fonds disponibles. — Espèces chez les banquiers. — Valeurs diverses.

Ce compte représente :

1.058 obligations tunisiennes 3 % de 500 fr. garanties par l'État français pour fr. 526.500 00

Les espèces en caisse au siège social et dans les ateliers pour 27.279 74
Les fonds et valeurs déposés chez les banquiers, pour 440.189 93
Les effets à recevoir, pour 527.265 97
Et enfin les valeurs diverses pour 839.003 00
Total 1.861.138 64

Dans le compte d'effets à recevoir se trouve comprise une somme de 204.000 fr., solde de la créance sur la Compagnie des chemins de fer sur routes d'Algérie. 100.000 fr. ont été réglés au 31 janvier dernier, et le surplus, soit 104.000 fr., est à l'échéance du 31 mars 1899 et devra être définitivement payé à cette date.

Le dernier compte, valeurs diverses, a subi les fluctuations suivantes pendant l'exercice écoulé.

Il a réalisé :

1° 160 actions de la Société des freins Soulerin pour fr. 30.000 ;

2° 27 actions de la Société des Ateliers franco-russes pour 2.700.

3° 550 actions des Tramways Saint-Pol-sur-Mer pour 50.000

Enfin, on a amorti totalement les actions de la Société moteurs Filtz et 10 actions des Tramways de l'Indo-Chine.

Il reste à l'actif :

1° 40 actions de 500 fr. de la Société des Tramways de Rothéneuf évaluées à 16.000

2° 953 actions, libérées du quart, de la Société du tramway de Pithiviers-Toury, 23,825 fr., comptées pour ordre 1

3° 400 actions des Chemins de fer sur routes d'Algérie, vendues ferme 40.000
et réalisables dans le cours de l'exercice 1800.

4° 78 actions de la Société des Ateliers franco-russes, évaluées à 7.300

5° 1.250 parts de fondateur de la même Société portées pour 1
à l'inventaire.

Soit un total de 63.302

On a enfin augmenté ce compte de 250.000

pour 2.500 actions d'apport de la Société des Voitures automobiles Decauville, qui ont donné un revenu de 6 % pour les huit premiers mois d'exercice.

Pour 181 actions de souscription de la même Société de 18.100

Et enfin, de 8.501

pour différentes actions des Tramways de Royan, de la Grande Côte, etc., l'intérêt de la société, au point de vue des commandes à venir, étant de rester représentée dans ces affaires.

Total égal 339.903 fr.

CHAPITRE IV
Cautionnements et avances

Ce compte s'élève à fr. 188.048 58
au lieu de, en 1897, 211.259 42
La différence de fr. 23.201 00

provient du remboursement de cautions applicables à divers marchés en cours d'exécution avec l'État.

CHAPITRE V
Comptes débiteurs divers

Ces comptes s'élèvent à fr. 1.509.563 58
au lieu de, en 1897 1.218.528 26

CHAPITRE VI
Comptes d'avances, impôts sur le revenu.

La somme de fr. 28.01177

représente la taxe de transmission des titres au porteur et l'impôt sur le revenu des actions eet obligations. q

CHAPITRE VII
Primes de remboursement des obligations.

Ce compte représente pour fr. 375.965 00

la prime de remboursement des obligations et sera amorti par le tirage annuel de nos titres.

CHAPITRE VIII
Magasins

Le compte de marchandises en magasins s'élève à la somme de fr. 2.964.815 49
Au 31 décembre,1897, il se montait à 2.274.658 01
Différence en plus690.157 48
Ce même chapitre figurait, en 1896, pour 1.491.268 06
soit une augmentation totale, en moins de deux années, de 1.473.547 48

Les raisons de cette augmentation proviennent de ce qu'en livrant à la fabrication des appareils électriques et aussi des voitures automobiles, il a dû être créé des approvisionnements de matières premières, telles que cuivre brut, fils de cuivre, caoutchoucs, jantes et pneumatiques, extrêmement chères par elles-mêmes et qui exigent une immobilisation nouvelle et considérable de capitaux.

RECAPITULATION

L'ensemble des valeurs actives se compose ainsi qu'il suit :
Fonds disponibles et valeurs diverses fr. 1.861.188 61
Débiteurs divers, cautionnements et comptes d'avances 1.725.623 93
Marchandises. 2.864.815 49
Total 6.551-578 06
alors qu'en 1897, les valeurs correspondantes représentaient 5.795.045 08
soit une augmentation de .Fr. 750.533 08

CHAPITRE IX
Passif.

Au passif, le compte obligations représente la somme totale de fr. 2.480.500 00
déduction faite des obligations déjà amorties.
Le compte caisse d'économies des ouvriers et employés s'élève à 14.836 85.
au lieu de, en 1897 13.273 80.

Les comptes créanciers divers, représentant les fournisseurs, la main-d'œuvre du personnel pour le mois de décembre et divers comptes créanciers, s'élèvent à 805.173 30
au lieu de 514.942 14
La différence de fr. 290.231 16
provient de l'augmentation du personnel ouvrier, des approvisionnements et des travaux en cours.

Le compte assurance contre les accidents est de fr. 9.580 .27
contre, l'année dernière, 2.007 70
Le compte locations facturées et encaissées sur contrats en cours chiffre pour. 117.759 99
au lieu de 101.893 35
dans l'exercice précèdent.

Ce genre d'opérations rémunératrices tend à se développer ; mais, par contre, il a l'inconvénient d'immobiliser pour une longue durée les capitaux de la Société.

Le compte bons au porteur représente pour 560.000 00
la somme restant due sur la liquidation et .qui va s'amortissant annuellement de 70.000 francs.

Enfin, les coupons restants à payer au 31 décembre 1898 s'élèvent à 173.962 93

Les comptes réserve légale 82.603 90
Amortissement des frais de constitution 7.366 20
Amortissement des immeubles et matériel 364.952 80
représentant les soldes des exercices antérieurs, auxquels l'on ajoute pour l'amortissement actuel une somme de 138.000 00

CHAPITRE X
Profits et pertes.

Ce compte se solde par un bénéfice net de fr. 761.852 20
Au 31 décembre 1897, les bénéfices se chiffraient par 596.149 00
Différence en faveur de l'exercice actuel 105.703 26
qui provient de l'opération qui a été faite sur les actions de la Société des Voitures automobiles.
Les frais généraux d'administration et de direction de la Société s'élèvent à155.193 02
En 1897, ils étaient de 174.634 87
Différence en moins 19.441 85
qui provient du soin apporté à la réduction des dépenses.
On a pu également apporter des réductions sur les frais de concours, publicité, agences et inspections qui se chiffrent par139.416 35
alors qu'en 1897, ils étaient de 161.823 44
Soit en moins 22.407 09
Les comptes négociations d'effets, change, commissions de banque, intérêts et transactions sur créances, ne sont plus que de 35.558 80
alors que l'année dernière ils se montaient à 43.952 31
Différence en moins 8.393 45
Par contre, il y a la charge nouvelle de l'intérêt et du remboursement des obligations qui représentent une somme de 101.125 00
Dont il y a lieu de déduire les intérêts des capitaux disponibles et cautionnements 28.943 02

CHAPITRE XI
Exploitation des ateliers.

En 1898, les produits de l'exploitation se sont élevés à 944.516 07
correspondant à un chiffre d'affaires de 7.896.780 16
alors qu'en 1897 les bénéfices s'élevaient à 979.092 44
correspondant à un chiffre d'affaires de 7.001.237 81
La différence entre les bénéfices des deux exercices, par rapport au chiffre d'affaires, s'explique par le fait de l'augmentation énorme du prix des matières premières que les prix de vente n'ont pu suivre dans la même proportion.

CHAPITRE XII
Société des Voitures automobiles des Établissements Decauville aîné

Les actionnaires ont été entretenus l'année dernière, de la formation d'une Société de Voitures automobiles, dans laquelle la Société se faisait attribuer, sous forme d'actions d'apport et intérêt industriel, la moitié des bénéfices.
Le compte de valeurs s'est enrichi, de ce chef, d'une somme de 250.000 fr., dont l'offre d'achat ferme a déjà été faite.

Les résultats de cette entreprise paraissent des plus sérieux. En huit mois d'exercice, la Société a pu donner un dividende de 6 %, avec 107 voitures vendues et livrées.

Le 28 février, les ventes nouvelles s'élevaient pour deux mois au chiffre de 84 voiturettes.

La société a cédé à des conditions très avantageuses en Allemagne et en Amérique les licences de ses brevets.

On a dû, par suite, abandonner les moteurs Filtz, que l'on réserve à l'occasion pour d'autres applications industrielles et on s'occupe à l'heure actuelle de la création des moteurs pour différents types de grosses voitures que l'on va entreprendre.

Répartition des bénéfices

Le bénéfice, déduction faite de l'amortissement des immeubles et de l'outillage, s'élèvent à 136.444 fr. 00, se chiffrait par 761.852 fr. 26.

On se trouvait donc dans des conditions aussi favorables de répartition que les années précédentes, lorsque, le 24 janvier dernier, un incendie éclatait, à onze heures et demie du matin, dans les ateliers de Corbeil.

En moins de trois heures, une partie de l'atelier d'expédition, les magasins de cycles, tricycles et voiturettes, l'atelier des cycles, des tricycles et une partie de l'atelier des voiturettes étaient dévorés par les flammes.

Les pertes, couvertes par des assurances, se sont élevées à fr. 535.000 00

Il faut compter que le règlement du sinistre nous laissera une perte éventuelle de 125.000 00

Il y a lieu d'ajouter une prévision de 75.000 00

pour les conséquences qui découleront de cet incendie et qui sont les suivantes :

Chômage de 250 ouvriers ; réfection d'ateliers provisoires qui devront disparaître pour faire place aux ateliers définitifs et enfin les réclamations et procès de toute nature qui ont été la conséquence de l'incendie.

Dans ces conditions, le conseil a pensé qu'il ne pouvait distraire de l'actif social les réserves disponibles qu'il possède pour procéder à la répartition d'un dividende et propose d'appliquer comme suit le compte profits et pertes :

À la réserve légale38.092 60

Pour solde du compte Bernstein 132.948 46

Pour évaluation des pertes de toute nature provenant de l'incendie, qui montent à 200.000 00

Total fr. 371.041 00

Par suite, il restera une somme de fr. 390.811 20

à porter au nouveau compte de profits et pertes.

Il faut ajouter un dernier mot sur la situation de la Société. Dès que, par le rapport des commissaires, l'intention de ne pas donner de dividende a été connue du public, une panique absolument injustifiée s'est emparée des actionnaires et le cours des actions s'en est profondément ressenti ; quelques chiffres seulement démontreront combien ces craintes sont peu justifiées.

L'actif se compose, en effet, des bâtiments et outillage, pour fr. 5.073.093 94

Les espèces et valeurs pour 2.049.187 22

Les débiteurs pour 1.537.575 35

Enfin, les marchandises pour 8.06.4.813 40

Total fr. 12.225.473 00

Le passif se compose :

Du capital-actions 7.050.000 00

Dos obligations à rembourser et bons de liquidations à long terme 3.040.500 00

Des créanciers divers et coupons détachés 1.003.553 35
Total 11.094.053 35

Cette comparaison entre un actif liquide facilement réalisable et un passif à longue échéance pour la majeure partie est un gage certain de la vitalité de la société.

Ajoutons que le chiffre d'affaires va en progressant ; que l'année 1899 débute avec 3.500.000 fr. de commandes et que actuellement, la société occupe un nombre de 1.170 ouvriers.

———————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 21 avril 1899)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné a eu lieu le 15 avril, sous la présidence de M. L.-W. Ravenez, président du conseil.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1898 que nous avons publiés dans notre n° du 23 mars et les divers amortissements appliqués aux immeubles, à l'outillage et aux frais de constitution de la Société conformément d'ailleurs aux décisions prises à cet égard par les assemblées antérieures. Elle a approuvé également l'amortissement intégral du solde de la créance Bernstein pour 132.948 fr. 16, ainsi que l'amortissement des pertes résultant de l'incendie et évaluées à 200.000 francs.

L'attribution de 38.092 fr. 69 à la réserve légale et décidé de reporter à nouveau le solde créditeur du compte profits et pertes, soit 390.811 fr. 20.

MM. Zerling et Tomasi ont été réélus commissaire des comptes pour l'exercice 1899.

———————————

DECAUVILLE

(*L'Information financière, économique et politique,* 21 mars 1900)

La Société nouvelle des Établissements Decauville aîné a convoqué ses actionnaires en assemblée générale ordinaire, pour le 26 courant.

Le conseil d'administration doit proposer, à. cette réunion, de fixer le dividende de 1899 à 5 francs par action.

Les bénéfices de l'année dernière se sont élevés à 519.706 fr. 21. En y ajoutant une somme de 154.851 fr. 08 reportée de 1898, le montant disponible ressort à 674.557 fr. 29.

Sur ce total, la réserve légale prélèvera 33.727 francs 85 ; le dividende de 5 fr. absorbera 302.000 francs pour les 70.500 actions constituant le capital social ; enfin, il sera reporté à nouveau 288.327 francs 44.

Pour l'année 1898, les bénéfices avaient été de 761.852 fr. 26, mais on avait fait figurer au crédit de « profits et pertes » 220.685 fr. 50 pour apports à la société des voitures Decauville. Même en déduisant cette dernière somme, on voit que les bénéfices réels ont un peu fléchi de 1898 à 1899.

Il est donc permis de dire que l'entreprise n'est pas en voie de progrès, au point de vue industriel.

Au point de vue financier, c'est pis encore à en juger par l'examen comparatif des deux derniers bilans.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE

	1898	1899
PASSIF		
Capital	7.050.000 00	7.050.000 00
Obligations	2.480.500 00	2.463.500 00
Caisse du personnel	14.886 85	15.246 85
Créanciers divers	805.178 30	666.043 02
Assurance contre les accidents	9.580 27	—
Locations encaissées sur contrats en cours	117.759 99	66.718 30
Bons au porteur	560.000 00	490.000 00
Coupons à payer	173.962 93	150.650 39
Amortissements		
Immeubles et matériel	864.952 80	507.850 55
Frais de constitution	7.366 20	9.821 60
Réserve légale	82.603 90	120.696 50
Réserve spéciale	121.957 40	—
	11.788.693 64	11.540.527 21
Profits et pertes	761.852 26	674.557 29

Total	12.550.545 90	12.215.094 50
ACTIF		
Immeubles et matériel	5.673.893 94	5.757.927 79
Frais de constitution	49.103 90	49.108 90
Titres garantis par l'État	528.500 00	276.500 00
Valeurs diverses	339.903 00	285.103 00
Caisse	27.279 74	12.824 97
Banquiers	440.189 93	260.542 58
Cautionnements et avances	188.048 58	249.408 58
Effets à recevoir	527.265 97	870.340 05
Débiteurs	1.509 563 58	961.308 80
Impôts sur actions	28.011 77	24.354 09
Primes de remboursement sur obligations	275.965	172.060 00
Frais d'émission des obligations	—	100.980 00
Marchandises	2.964.815 49	3.694 625 74
Total	12.550.545 90	12.215.084 50

On constate, en parcourant les deux bilans ci-dessus, que les disponibilités ont été sensiblement réduites d'une année à l'autre.

Le chapitre des titres garantis par l'État a été diminué de près de moitié. D'après le rapport des commissaires, la Société a été obligée de vendre 500 obligations tunisiennes pour acheter ses matières premières, par suite du renchérissement exorbitant survenu depuis un an.

Quant aux valeurs diverses, qui figurent encore pour 285.103 francs, elles pourraient réserver des mécomptes, car dans ce chapitre se trouvent les actions d'apport de la Société des Automobiles Decauville, dont l'avenir est incertain.

Le compte des sommes en Banque a été amoindri de 180.000 francs, en chiffres ronds. Bref, les ressources réelles de la Société apparaissent précaires.

Aussi peut-on regretter que le conseil d'administration n'ait pas fait une part moins large aux actionnaires.

L'observation nous paraît d'autant mieux justifiée que les Établissements Decauville ont déjà traversé une période de mauvais jours. L'ancienne société, constituée au capital de 20 millions, tomba en liquidation. Sur les 40.000 actions qui constituaient le capital social, 5.000 furent abandonnées par les fondateurs. Quant aux 35.000 autres, elles furent échangées à raison de une action ancienne de 500 francs contre deux actions nouvelles de 100 francs. En d'autres termes, les actionnaires d'origine perdirent les 3/5 des sommes par eux engagées dans l'entreprise.

Quand une société a traversé une crise aussi grave, on devrait la traiter avec quelques ménagements, car une rechute aurait inévitablement de dures conséquences.

———————————

Société nouvelle des établissements Decauville
(*Le Journal des débats*, 14 avril 1900)

L'assemblée générale ordinaire a eu lieu le 10 avril sous la présidence de M. Ravenez.

Après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, elle a approuvé, tels qu'ils lui étaient présentés, les comptes de i'exercice 1899, soldant par un bénéfice net de 674.557 fr. 29, qui a permis, après dotation de 33.727 fr. 85 à la réserve légale, de distribuer un intérêt de 5 % aux actions et de reporter à nouveau 288.329 fr. 44

Les pouvoirs des commissaires des comptes, MM. Tomasi et Zerling, ont été renouvelés pour l'exercice en cours.

———————————

COMPAGNIE IMPÉRIALE DES CHEMINS DE FER ÉTHIOPIENS

———————————

RAPPORT DU CONSEIL d'ADMINISTRATION
À l'assemblée générale du 21 juillet 1900
(*L'Information financière, économique et politique,* 8 août 1900)

.....

Wagons et voitures. — Sur 61 wagons, voitures et plates-formes de divers types commandés à la Société Decauville, 16 ont été expédiés dans le courant de l'année, 33 étaient terminés fin décembre et près à être expédiés dans le courant de janvier, 12 étaient au montage.

Quant au matériel commandé aux chantiers de la Buire, il n'a été fait aucune expédition en 1899 ; mais, à la fin de décembre, le wagon-salon était au montage ainsi que les voitures de 1re classe.

Ce wagon-salon et une voiture de 3e classe, des Établissements Decauville, figurent à l'Exposition.

———————————

EXPOSITION UNIVERSELLE
CLASSE 49
Matériel et procédés des exploitations et des industries forestières.
(*JORF*, 19 août 1900)

Collaborateurs
Médailles d'or

Gossé (Auguste) [17]. — Société nouvelle des Établissements Decauville aîné, France

———————————

[17] *Auguste* Louis Gossé (Paris XVe, 27 août 1868) : fils de Jacques Gossé, employé, et de Marie Joséphine Leclère, couturière. Marié à Paris VIIIe, le 16 janvier 1897, avec Marie Françoise Joséphine Pellerin. Dessinateur, ingénieur des Arts et Métiers. Il débute aux Établissements Cail en 1890, puis s'occupe de la branche automobile des Éts Decauville à partir de 1897. Limogé en 1907. Mobilisé. Détaché comme ingénieur à la Société des hauts fourneaux de Caen, 37, rue des Mathurins, Paris (11 mars 1916). Affecté au 23e RIC (1er juillet 1917). Placé en sursis d'appel illimité au titre de la Société française des constructions mécaniques (Anciens Éts Cail), 37, rue des Mathurins, Paris (1er déc. 1917). Directeur adjoint (1919) et administrateur (janvier 1921) de la SFMC. Décédé courant janvier 1933.

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique,* 30 mars 1901)

Hier a eu lieu l'assemblée générale ordinaire des actionnaires des Établissements Decauville aîné, sous la présidence de M. L.-W. Ravenez, président du conseil.

Après la lecture des rapports des commissaires et du conseil, la réunion a voté les résolutions suivantes, à l'unanimité :

1° L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, en approuve tous les termes ainsi que les comptes et bilan de l'exercice 1900, tels qu'ils lui sont soumis.

Elle approuve les divers amortissements appliqués aux immeubles, à l'outillage et aux frais de constitution de la Société, conformément aux précédents adoptés.

Elle ratifie également l'amortissement du solde du compte des moteurs Filtz, des comptes d'exploitation du tramway de Pithiviers et du reliquat des créances litigieuses sur les gouvernements du Guatemala et du Vénézuéla, le tout pour 288.329 fr. 44. F

Enfin, elle approuve l'attribution de 26.865 fr.40 à la réserve légale et le report à nouveau du solde des bénéfices de l'exercice soit 510,443 fr. 47.

2° L'assemblée générale donne acte au conseil d'administration dont le mandat de six années est arrivé à expiration de ce qu'il déclare résigner ses pouvoirs.

Elle donne à chacun des membres sortants MM. Ravenez, Poidatz, Chalupt-Delaperrière et Valère Mabille, quitus et décharge de ses fonctions, sans aucune exception ni réserve.

3° L'assemblée générale, après en avoir délibéré, nomme comme administrateurs de la Société : MM. Ravenez, Valère Mabille, Chalupt-Delaperrière et Poidatz,

Conformément à l'article 21 des statuts, le nouveau conseil se renouvellera pour deux membres au bout de deux ans ; pour deux autres membres deux ans après le second renouvellement et, pour les autres membres, à l'expiration de la sixième année ; pour les deux premiers renouvellements, les membres sortants sont désignés par le sort et ensuite par ordre d'ancienneté.

L'assemblée fixe comme précédemment à 50.000 fr. le montant des jetons de présence du conseil d'administration.

4° L'assemblée générale, réélit commissaires pour le nouvel exercice 1901, MM. Zerling et Tomas. titulaires sortants, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément.

Elle fixe leur rémunération à 2.000 fr.

5° L'assemblée générale approuve des opérations et marchés traités avec les sociétés ou entreprises dans lesquelles les administrateurs de la Société Decauville peuvent avoir des intérêts directs ou indirects.

DECAUVILLE

(*L'Information financière, économique et politique,* 20 novembre 1901)

Parmi les titres dont les cours nous paraissent avoir subi une dépréciation exagérée, il y a lieu de citer l'action des Établissements Decauville, cotant aujourd'hui 54.

La non-distribution de dividende pour l'exercice 1900 a découragé, vraisemblablement, quantité d'actionnaires et aura également contribué à tenir le titre en suspicion auprès des capitalistes, dont une grande partie ne se décident à acheter une valeur que lorsqu'elle est en pleine hausse.

Cependant, l'action Decauville ne mérite pas, ce semble, l'abandon où on la laisse.

Pour l'exercice 1900, les bénéfices nets s'étaient élevés à 537.308 fr. 87, malgré les charges exceptionnelles provenant de la participation de la Société à l'Exposition Universelle.

Ces résultats auraient permis de distribuer un dividende convenable aux actionnaires, mais le conseil d'administration a jugé prudent de ne rien répartir.

L'augmentation de la dette flottante, la diminution des disponibilités et l'insuffisance du fonds de roulement invitaient à être parcimonieux. Mais il est probable que l'année présente réserve quelque compensation. Diverses rentrées, qui devaient avoir lieu à la fin de l'année dernière et n'ont pu être effectuées que pendant l'exercice actuel, ont dû rendre la trésorerie plus aisée.

D'autre part, le bilan a été dégagé de certaines créances que l'on pouvait considérer comme tout au moins fort lentes à recouvrer.

La situation étant ainsi assainie, nous ne serions point surpris de voir bientôt reprendre la distribution des dividendes. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que le capital social n'a pas une importance exagérée, et qu'avec des bénéfices égaux à ceux des précédentes années, on pourrait le rémunérer très convenablement.

L'achat d'actions Decauville présente donc quelque intérêt aux capitalistes, sinon aux spéculateurs, qui ne songent qu'aux affaires susceptibles d'une hausse imminente.

———————————

(*Gil Blas*, 21 janvier 1902)

M. Ravenez, président de la Société des Aciéries de France*, des Établissements Decauville, etc., est mort hier, à une heure, après une longue agonie qui a duré une semaine.

———————————

Deuils
(*Gil Blas*, 22 janvier 1902)

Les obsèques de M. L. W. Ravenez, dont nous avons annoncé hier la mort, auront lieu aujourd'hui mercredi 22 janvier, à midi très précis, en l'église de Neuilly, avenue du Roule. On se réunira à la maison mortuaire, 1, rue des Dames-Augustines. Prière aux nombreux amis de M. Ravenez de considérer le présent avis comme une invitation.

———————————

Sébastien de NEUFVILLE (1853-1928), président

président-directeur du Sous-Comptoir des entrepreneurs.
Ancien président du Crédit foncier et agricole d'Algérie (1899-1902).
Voir encadré.

REVUE DU MARCHÉ
(*L'Information financière, économique et politique,* 4 février 1902, p. 1, col. 1)

Le conseil d'administration de la société des Établissements Decauville s'est réuni la semaine dernière pour procéder à l'élection d'un président en remplacement de M. L.-W. Ravenez.

Il a désigné pour ce poste M. Alfred Poidatz.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Paris-Capital*, 19 février 1902)

Nous devons rectifier l'information que nous avons publiée, dans notre numéro du 5 février relativement au successeur de M. Ravenez comme président de cette société :

M. [Alfred] Poidatz devient administrateur délégué et c'est M. Sébastien de Neufville qui monte à la présidence.

M. S. de Neufville est administrateur de nombreuses sociétés, notamment du Crédit foncier de France, de la Compagnie française des métaux, du Patrimoine-Vie, du Patrimoine-Accidents, du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier et agricole d'Algérie*.

Dans ces deux dernières sociétés, il occupe également le fauteuil de la présidence.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*L'Information financière, économique et politique,* 15 avril 1902)

Les actionnaires de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné se sont réunis le 14 avril, en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Sébastien de Neufville, le nouveau président du conseil d'administration.

Après la lecture des rapports du conseil et des commissaires, divers actionnaires ont pris la parole demandant, contrairement aux propositions du conseil, qu'il fût fait cette année une distribution de dividende, persuadés, disaient-ils, en dehors de toute autre considération, que le crédit de la Société ne pourrait que gagner à l'adoption de cette mesure.

M. de Neufville, qui, pour la première lois, prenait contact avec les actionnaires de la Société des Établissements Decauville, a répondu. Il a démontré qu'il ne saurait se

ranger à l'opinion émise par les actionnaires qui venaient de prendre la parole, ni surtout admettre leur conclusion.

La distribution d'un dividende, dans l'état actuel, loin de fortifier le crédit de la Société, ne pourrait que l'amoindrir. Tout au contraire, en alimentant dans la plus large mesure les réserves existantes, en créant cette réserve spéciale pour variation du cours des matières premières que le conseil propose d'instituer, en s'inspirant de la sage méthode suivie par la Compagnie française des métaux, les actionnaires agiront suivant leurs intérêts bien entendus.

Désormais, la situation de la Société doit être considérée comme absolument saine; elle se trouvera puissamment affermie par les mesures le prudence que le conseil propose d'adopter et, forte de ses amortissements et de ses réserves, prête a profiter de la reprise des affaires, le jour, prochain il faut l'espérer, où elle viendra à se produire.

Finalement, c'est à la quasi unanimité que l'assemblée a adopté toutes les résolutions à l'ordre du jour.

Elle a approuvé, tels qu'ils lui étaient présentés, les comptes de l'exercice 1901, et décidé de répartir comme suit le montant des bénéfices, s'élevant, compris le report de l'exercice 1900, à 733.128 fr. 40.

À la réserve légale	11.134 25
En amortissement du compte valeurs diverses	435.000
En amortissement du compte cautionnement et avances	165.000
Réserve spéciale...	300.000
À reporter à nouveau	121.994 15
Total égal	733.128 40

L'assemblée a, en outre, ratifié les nominations faites par le conseil en qualité d'administrateurs, de M. Sébastien de Neufville — qui a remplacé a la présidence du conseil M.-L.-W. Ravenez, décédé dans le courant de l'exercice — et de M. Louis Ravenez fils [18].

Enfin, elle a renouvelé pour l'exercice en cours les pouvoirs des commissaires des comptes, MM. Tomasi et Zerling, en fixant leur allocation comme par le passé.

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique,* 2 juillet 1902)

Il est à peu près certain que si les actions Decauville étaient au nominal de 500 francs, au lieu de 100 francs et se trouvaient inscrites à la seule cote du comptant, à côté des autres valeurs de métallurgie et de construction, elles coteraient tout au plus 200 francs. Mais un titre aussi léger tente forcément le petit spéculateur, dont on a soin d'exciter l'entrain, en lui faisant entrevoir la distribution probable et prochaine d'un dividende. Depuis 1897, cette promesse n'a pu être tenue qu'une fois, et encore le conseil aurait-il dû, cette année-là également, s'abstenir de toute répartition ; mais, une fois n'est pas coutume, et il ne faut pas désespérer les gens. On désespère alors qu'on espère toujours.

---

[18] *Raoul*, Fernand, Louis Woldemar Ravenez (Paris XVII^e^, le 23 juin 1875-Paris XVI^e^, 18 déc. 1909) : Ingénieur. Pilote et directeur de la Société des voitures automobiles Decauville

C’est en 1894 qu’a été constituée la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné. Elle prenait la suite de la Société anonyme des Établissements Decauville, dont la liquidation, bien que volontaire de nom, fut d’ailleurs quelque peu forcée en fait, car ses actionnaires avaient obtenu du tribunal de commerce la déclaration de nullité de la Société, les apports de MM. Decauville ayant été effectués sans un contrôle suffisant. La Société nouvelle fut constituée au capital de 7.050.000 francs en 70.500 actions de 100 fr. dont 70.000 furent remises en rémunération des apports et 500 seulement souscrites en espèces. Ces apports comprenaient les établissements d’Essonnes et d’Ivry-Petit-Bourg, en Seine-et-Oise, et ceux du Val-Saint-Lambert, en Belgique, estimés trois millions, tandis que le matériel, l'outillage, les valeurs diverses, espèces, etc., étaient repris pour 4 millions.

La Société nouvelle se chargeait, en outre, de terminer la vente de tout le restant de l’actif de l’ancienne Compagnie, soit une usine en Italie, des lignes de tramways autrefois exploitées, etc. Elle remit en échange à la liquidation une somme de 700.000 francs représentée par 35.000 bons de 20 fr. (un bon par action ancienne) remboursables en 10 ans à raison de 2 fr. par an et ne portant pas intérêts.

En 1897 et 1898, il fut émis 5.000 obligations de 500 francs 4 % remboursables en 45 ans. Au dernier bilan, ces obligations figuraient pour 2.422.000 francs.

Outre les établissements dont nous avons parlé plus haut, et qui lui étaient apportés par la Société ancienne, la Société nouvelle exploite actuellement une usine construite par elle à Isbergues sur un terrain acquis de la Société des Aciéries de France. C’est dans cette dernière usine qu’est concentrée la fabrication des produits les plus communs : rails, traverses métalliques, wagonnets, fabrication qui se trouvait être très onéreuse en Seine-et-Oise, par suite de l’éloignement de tout centre métallurgique.

Autrefois, les Établissements Decauville étaient spécialisés à la construction du matériel de chemins de fer à voie étroite, dit matériel Decauville, et chacun a encore présent à la mémoire le succès qu'obtint le petit chemin de fer de l'Exposition de 1889. Aujourd'hui, cette construction, qui n'est défendue par aucun brevet, fait l'objet d'une concurrence très vive, et elle a dû être de plus en plus délaissée par la Société depuis 1894.

Pour remplacer cette source de bénéfices qui venait à lui manquer, le conseil imagina d'abord de se livrer à la fabrication des bicyclettes ; cette industrie fut pendant une année ou deux très prospère, mais les Établissements Decauville, arrivés un peu en retard, ne purent qu'en constater la déchéance à la suite de l'avilissement complet des prix de vente ; le public se refuse aujourd'hui à payer une bicyclette plus de 200 à 300 francs alors que le prix de 500 francs était autrefois couramment atteint.

La mode se mettant aux motocycles, la Société crut devoir suivre la mode ; l'outillage des divers ateliers fut adapté à cette nouvelle construction et, encore une fois, pendant quelques mois, les commandes affluèrent ; enfin le motocycle ayant fait place à la voiture automobile, on constitua une filiale, la Société des Voitures automobiles des Établissements Decauville, au capital de 1 million de francs, pour exploiter cette industrie. Cette entreprise est aujourd'hui en assez mauvaise posture ; elle s'était spécialisée dans la construction des voiturettes et seule, ou à peu près, la grosse voiture semble devoir réussir à l'heure actuelle.

Entre-temps, la Société Decauville s'était adonnée à la construction du matériel électrique et de divers appareils mécaniques, tels que les freins Soulerin, les moteurs Filtz, les appareils de distillation Perrier, etc. Au point de vue des moteurs électriques, elle se trouve en concurrence avec de trop importantes maisons, dont le Creusot, qui établit une usine à Champagne-sur-Seine, pour pouvoir espérer réussir complètement dans cette industrie.

L'irrésolution dans la ligne de conduite à adopter est probablement la cause des mauvais résultats de l'entreprise ; il eût certes mieux valu conserver la spécialité du matériel Decauville, et chercher à en perfectionner la fabrication, que de se lancer dans

des constructions différentes pour lesquelles la main-d'œuvre et l'outillage étaient peu préparés.

Le résultat de ce qui précède, c'est que le pourcentage des bénéfices bruts aux chiffres d'affaires a été constamment en diminuant depuis la création de la Société nouvelle. Ce pourcentage, qui était en 1895 de 15,40 %, est descendu à 9,80 % en 1900 et à 8,85 en 1901.

Nous donnons ci-dessous le résumé des comptes de profits et pertes, depuis l'origine de la Société (en francs).

TABLEAU

Exercices	Bénéfices des ateliers	Produits des capitaux disponibles	Recettes diverses et reports des exercices précédent	Total des produits	Frais généraux	Frais de commerce et de publicité	Service financier	Solde créditeur du compte de profits et pertes	Bénéfices distribués	Dividende par action
1885	789.000	25.000	—	814.000	187.000	107.000	9.000	511.000	352.000	5
1896	875.000	17.000	—	892.000	194.000	131.000	22.000	545.000	351.000	5
1897	979.000	32.000	—	1.011.000	175.000	162.000	78.000	596.000	444.000	6
1898	944.000	22.000	221.000	1.194.000	155.000	139.000	138.000	768.000	—	—
1899	860.000	47.000	155.000	1.062.000	155.000	88.000	144.000	675.000	352.000	5
1900	926.000	33.000	—	959.000	156.000	116.000	150.000	537.000	—	—
1901	613.000	10.000	510.000	1.133.000	155.000	109.000	136.000	733.000	—	—

Au premier abord, comme on le voit, les bénéfices nets inscrits ci-dessus seraient, malgré tout, assez satisfaisants. Mais le malheur veut que ce ne soient pas là du tout des bénéfices nets, et pour plusieurs causes. Le conseil, a en effet, jugé inutile de faire figurer au débit du compte de profits et pertes un certain nombre de sommes qui était pourtant nécessaire d'y mettre, et que nous avons relevées dans le tableau suivant :

1896	132.000 francs amortissement de créances douteuses.
1897	163.000 francs amortissement de créances douteuses.
1898	122.000 francs amortissement de créances douteuses.
1898	330.000 francs pour couvrir la perte sur l'incendie des usines d'Ivry-Petit-Bourg.
1899	111.000 francs pour couvrir la perte sur l'incendie des usines d'Ivry-Petit-Bourg.
1899	125.000 francs pour amortissement d'expériences sur moteurs Filtz.
1900	288.000 francs amortissement de créances douteuses.
1901	165.000 francs amortissement de créances douteuses
1901	135.000 francs amortissement du portefeuille.

En déduisant ces pertes des bénéfices nets indiqués par les comptes de la Société, on arrive à des chiffres vraiment maigres, et l'on comprend que le conseil ait eu une certaine pudeur à ne pas les inscrire dans ses rapports et se soit réservé, d'autre part,

l'apparence d'une certaine sagesse en paraissant consacrer chaque année des sommes assez élevées aux divers amortissements.

D'après les statuts, les produits nets sont établis après prélèvement d'un certain amortissement sur les immeubles et sur le matériel ; en moyenne les prélèvements ainsi faits ne dépassent pas 116.000 francs par an, et couvrent à peine les dépenses en travaux neufs, alors qu'il semblerait urgent de réduire de beaucoup la valeur d'estimation des divers ateliers. Au dernier bilan, le total des amortissements figurait pour 810.000 francs. Les autres comptes de prévoyance sont réduits à la réserve légale portée pour 181.000 francs ; la répartition de 1901 prévoit bien la création d'une réserve spéciale de 800.000 francs, mais il n'est pas encore sûr qu'elle apparaisse au bilan de 1902, car il se pourrait bien qu'elle fut absorbée d'ici là pour couvrir une perte quelconque ; il ne faut pas perdre les bonnes habitudes.

Voici quelle était la situation financière de la société au 31 décembre dernier :

BILAN DU 31 DECEMBRE 1901

ACTIF	
Immeubles et matériel	5.859.000
Frais de constitution	49.000
Titres et valeurs diverses	293.000
Caisse et banques	427.000
Effets à recevoir	597.000
Cautionnements et avances	224.000
Comptes débiteurs	1.110.000
Prime de remboursement et frais d'émission des obligations	268.000
Marchandises	3.375.000
Total	12.202.000
PASSIF	
Capital-actions	7.050.000
Obligations	2.422.000
Réserve légale	181.000
Amortissements sur immeubles et matériel	810.000
Amortissements des frais de constitution	15.000
Locations facturées et encaissées sur contrats en cours	49.000
Bons au porteur	350.000
Créanciers divers	592.000
Profits et pertes	733.000
Total	12.202.000

Les capitaux disponibles, caisse et banques, sont portés à l'actif pour 497.000 francs.

La Société est donc dans une bonne situation financière, ce qui tient en partie aux très faibles dépenses effectuées dans les usines, l'augmentation des immobilisations n'étant pas supérieure à 40.000 francs pour chacune des quatre dernières années.

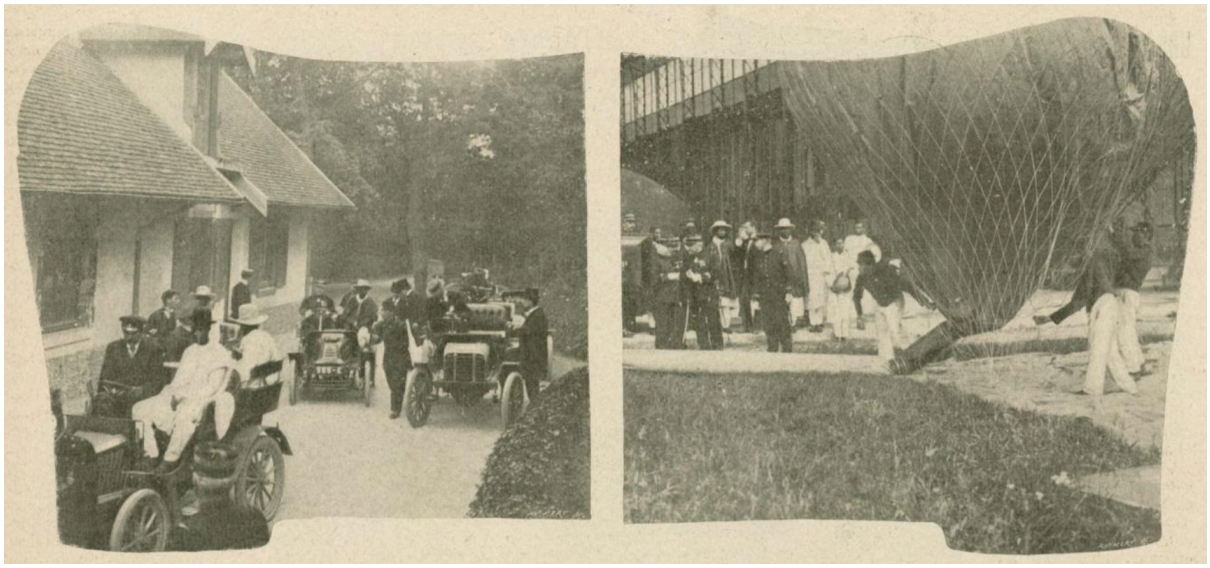
Mais de grandes réserves doivent être faites au sujet des autres valeurs qui constituent les fonds de roulement : les marchandises sont portées pour un chiffre très élevé, estimé probablement aux prix de vente avantageux de 1900 ; elles seraient à l'heure actuelle difficilement réalisables. Les débiteurs ne comprennent pas uniquement des comptes de clients, mais sans doute aussi des avances à la Société des voitures Decauville qui ont bien des chances de ne pas être récupérées en entier. Le portefeuille industriel enfin, sur lequel un amortissement de 185.000 francs vient d'être effectué, n'a peut-être qu'une valeur négligeable ; il contient des titres des freins Soulerin, des moteurs Filtz, des Ateliers franco-russes, des voitures automobiles, de tramways divers, entreprises en liquidation ou près de l'être pour la plupart. Il est déjà probable qu'une réalisation de l'actif, après paiement des dettes exigibles et à terme, ne laisse qu'une somme bien faible à répartir entre les actionnaires.

Au point de vue des résultats futurs que peut donner l'entreprise, il est assez difficile de se prononcer en raison de la multiplicité des industries qu'elle exploite. Cependant un point reste inquiétant : c'est l'abaissement continu du rapport des bénéfices aux chiffres d'affaires. Ceux-ci ont pu s'accroître régulièrement jusqu'en 1900, par suite de la prospérité de l'industrie à cette époque, mais il faut envisager maintenant qu'ils resteront stationnaires, s'ils ne diminuent pas.

À la faveur même des années exceptionnelles 1899 et 1900, la Société nouvelle des Établissements Decauville n'a pu distribuer aucun dividende ; ce ne pourrait donc être que par hasard, semble-t-il, qu'une répartition prochaine serait possible. Dans ces conditions, et en raison des mauvais résultats du passé, les cours actuels sont, comme nous le disions dès le début, parfaitement injustifiés.

P.

Le Ras Makonnen sportsman
(*La Vie au grand air*, 26 juillet 1902)



Arrivée à Meudon du Ras Makonnen et de sa suite en voitures Decauville, munies de pneumatiques Michelin.

Le colonel Renard explique au Ras le gonflement du ballon militaire.

Sportsman, le neveu et héritier éventuel du négus Ménélik, généralissime de l'armée abyssine, l'est certes à plus d'un titre. Hardi cavalier, tireur redoutable, chasseur habile, il l'est, comme le sont tous les grands seigneurs de ce pays si curieux qui, au début du XXe siècle, est encore en pleine féodalité, et dont le régime est à peu près celui de la France au temps de saint Louis.

Mais, ce n'est pas à ce point de vue que nous considérons le puissant seigneur abyssin, c'est dans ses rapports avec les sports plus modernes et plus européens, l'automobile, l'aérostation, avec lesquels il n'a pas hésité à se familiariser.

*
* *

IL n'est pas d'exemple qu'un monarque ou un prince étranger, si exotique soit-il, soit passé par Paris sans avoir été taquiné par l'envie de monter en automobile. Mais, quand nous avons appris que l'officier délégué auprès de notre nouvel hôte, le Ras Makonnen, n'était autre que le commandant d'artillerie Ferrus, membre du Comité technique du T. C. F. [19] et délégué du ministère de la guerre à toutes les courses ou concours d'automobiles, nous n'eûmes plus de doutes ; ce ne serait pas une simple ballade que ferait le neveu de l'empereur abyssin, ce serait une véritable étude.

Nous ne nous étions pas trompés. Dès jeudi matin, trois voilures Decauville venaient se ranger devant l'Élysée Palace Hôtel et se mettre à la disposition du Ras et de sa suite. Le Ras prenait place dans la voiture du capitaine Genty, et le cortège se dirigeait, par le Bois de Boulogne, vers l'établissement d'aérostation militaire de Meudon. Là, le colonel

[19] Touring-Club de France.

Renard, directeur du parc de Chalais, et ses officiers montraient aux envoyés éthiopiens les ballons militaires, les faisaient assister aux exercices du gonflement. Sollicité de monter dans le ballon captif, le Ras s'y refusait, mais, sur son ordre, le kantiba y prenait place avec un des officiers et s'élevait à 150 mètres dans les airs.

Le kantiba est un secrétaire de Menélik, attaché à la personne du ras. Tous les soirs, il rédige pour l'empereur un rapport sur l'emploi de la journée. Fort intelligent, il parle très bien l'anglais et l'allemand.



Le Kantiba, secrétaire de l'empereur Ménélik, est le seul
qui se soit décidé à se laisser enlever par le ballon captif de Meudon.

Le généralissime de Menélik avait été enchanté de cette première promenade. Aussi, acquiesça-t-il avec empressement quand on lui offrit de visiter les établissements dans lesquels sont fabriquées les voitures dont il venait de se servir.

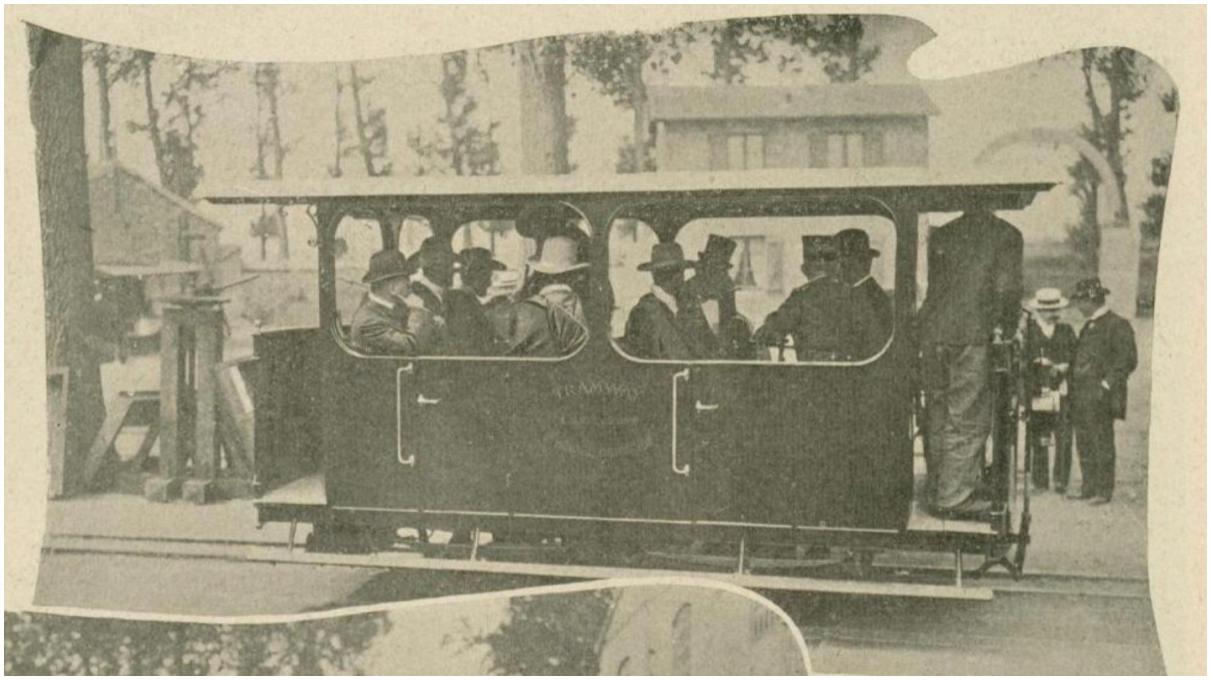
Le nom de Decauville n'était d'ailleurs pas inconnu pour lui. C'est la Société des établissements Decauville qui fournit la plus grande partie du matériel des chemins de fer éthiopiens et c'est avec le funiculaire Decauville qu'il s'était rendu la veille au Sacré-Cœur de Montmartre.

Aussi, le lendemain matin, à la gare de Lyon, arrivé par le métropolitain, comme un simple bourgeois, le Ras prenait place dans un wagon-salon attaché au train de 7 h. 47 qui le déposait une heure après, à Corbeil. Avec lui, se trouvaient les deux généraux d'avant-garde qui font partie de sa suite, le kantiba, le chef ouvrier, MM. Ilg, ingénieur suisse, conseiller du Négus, Chefneux, président du conseil d'administration des chemins de fer éthiopiens, et le commandant Ferrus.

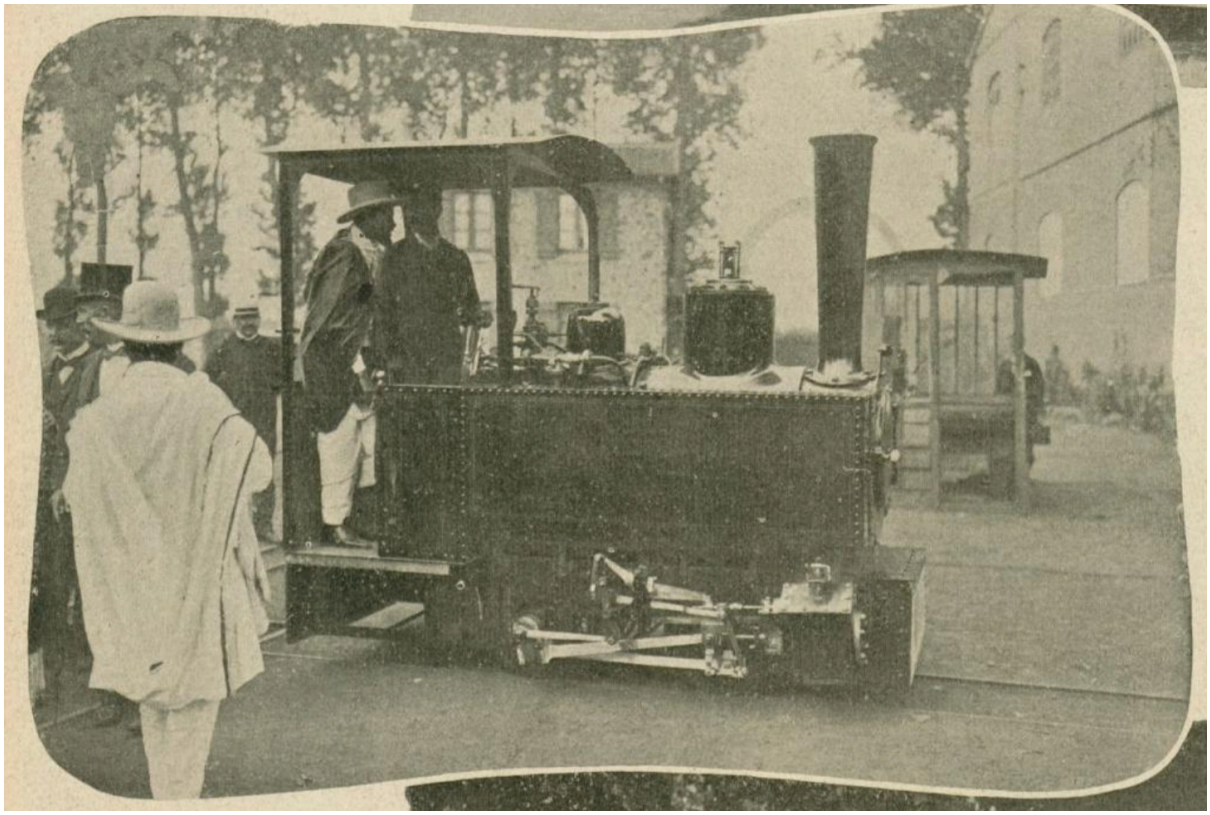


UNE PROMENADE DU RAS

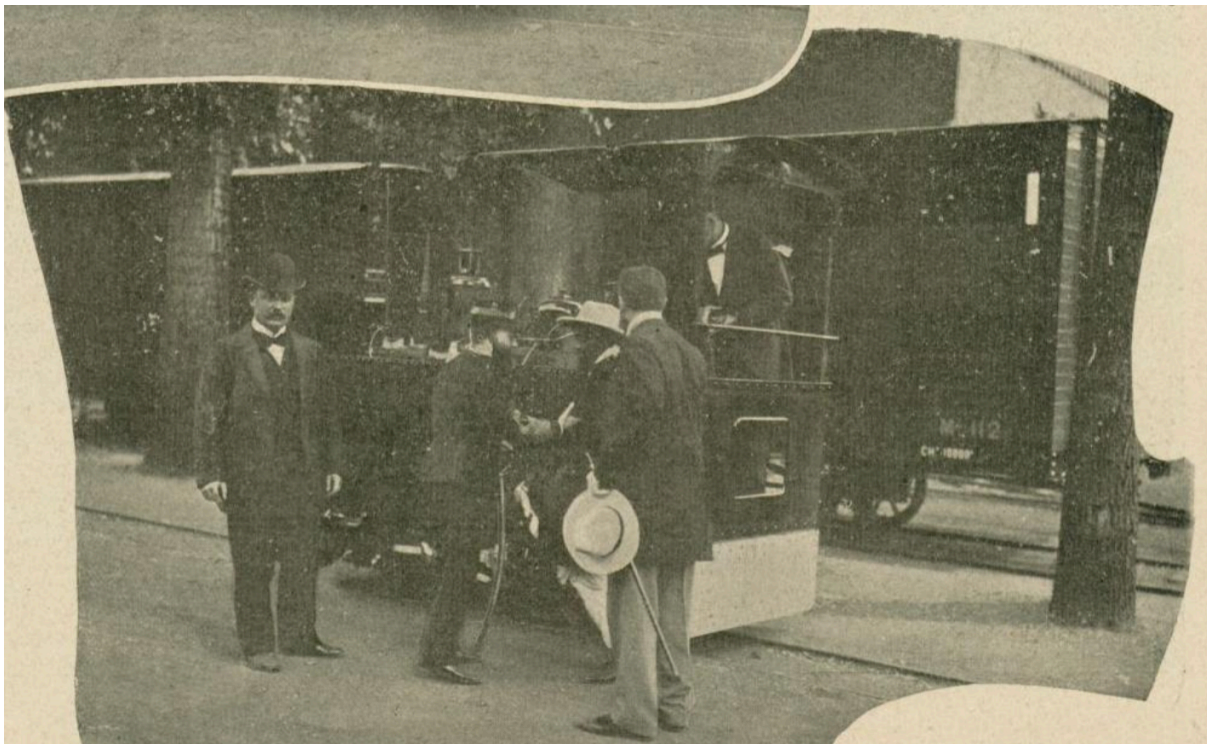
C'est le capitaine Genty qui a conduit le Ras des Champs-Élysées à Meudon. S. A. Makonnen s'est montrée des plus satisfaite de la régularité de marche et de la douceur de sa voiture Decauville, munie de pneumatiques Michelin.



Le Ras et sa suite dans le tramway à alcool de la Société des établissements Decauville.



Le Ras sur la locomotive du petit chemin de fer Decauville.



Le commandant Ferrus explique au Ras le fonctionnement de la locomotive.

À la gare, le Ras est reçu par MM. Alfred Poidatz, administrateur délégué des établissements Decauville ; Chalupt et L. Ravenez, administrateurs, Cornilleau et Gossé, directeurs. Trois voitures Decauville et un délicieux petit tramway pavoisé aux couleurs éthiopiennes nous conduisent jusqu'aux usines dont M. Alfred Poidatz fait les honneurs. C'est d'abord l'atelier des locomotives, puis l'atelier des voies, la salle des machines d'où la force électrique se répand dans tous les ateliers, car chez Decauville, c'est la fée électricité qui fait tout. C'est elle qui met les machines en mouvement, fait tourner les scies circulaires, avancer l'outil qui, de lui-même et sans que la main de l'homme ait à le guider, taille mécaniquement et à un centième de millimètre près, les dents des pignons dans l'acier le plus dur. C'est elle qui, supprimant les crics et les complications de cordes ou de chaînes, transporte les plus lourdes pièces.

Malgré son flegme oriental, son impassibilité voulue, je dois déclarer que quand le Ras a vu le formidable électro-aimant descendre du cintre, se poser sur une pièce d'acier de 1.500 kilos, aussi légèrement qu'une mouche sur un morceau de sucre et transporter d'un bout à l'autre sans heurt, sans bruit, sans secousses ce fardeau gigantesque, il a été quelque peu étonné. Les machines-outils à commande électrique sans courroie de transmission ont aussi attiré son attention. Une simple manette à tourner et la machine se met en marche, prête à débiter les madriers les plus lourds, à forer des trous dans les aciers les plus résistants. Un demi-tour en arrière et, docile, l'outil qu'emporte sa seule force vive ralentit, ralentit et s'arrête. Le chef ouvrier n'en croyait pas ses yeux.

La tendance, en ce moment, dans la grande industrie est toute favorable à la transmission électrique. Les avantages sont nombreux : douceur, silence, régularité, suppression des accidents par courroies si terribles et toujours à redouter et enfin... économie.

« Je fais établir des transmissions électriques à toutes mes machines, me disait l'autre jour le directeur d'une de nos grandes imprimeries, et vous savez combien j'ai de

machines. Eh bien,. j'ai calculé que rien qu'avec mes économies de charbon, j'aurai rattrapé en cinq ans le prix de toutes les dynamos et de l'installation électrique ! »

De là, on passe à la salle où se fabriquent les machines destinées à l'éclairage électrique de l'arsenal de Bizerte et enfin à la salle des automobiles.

C'est bien là ce qui semble intéresser le plus l'esprit curieux et pratique à la fois du ras. M. Ilg et le commandant Ferrus lui montrent par le menu les différents organes depuis le moteur jusqu'aux pneus, et il paraît fort satisfait de voir un peu ce qu'il y a dans ces mystérieuses voitures, sous ces capots qu'on n'avait pas encore soulevés devant lui.

C'est qu'il y a là de quoi attirer l'attention des moins profanes. Il y a là tous les types les plus nouveaux de la marque Decauville, les voitures légères de 10 et 20 chevaux dont la réputation n'est plus à faire, et à côté les projets pour le nouveau modèle de 6 chevaux, type meilleur marché et de consommation moindre, que les établissements Decauville ont mis à l'étude pour l'année prochaine et qui donnera satisfaction à toute cette clientèle qu'effraient le prix des 20 chevaux et leur appétit.

Il y a aussi les sept voitures qui ont pris part à la course Paris-Vienne et on ne se douterait jamais à les voir, qu'elles ont parcouru les routes escarpées du Tyrol et franchi les gorges de l'Arlberg. Toutes sont arrivées à Vienne, dans un excellent rang et avec une moyenne de classement tout à fait supérieure. Elles ne semblent pas s'en porter plus mal et la meilleure des épreuves, est qu'elles vont à nouveau partir pour prendre part au Circuit des Ardennes. La maison Decauville est peut-être la seule qui osera affronter une nouvelle course aussi difficile avec les mêmes voitures qui auront déjà subi la périlleuse épreuve de Paris-Vienne. Ces courses sans arrêt où le moteur subit les plus pénibles des épreuves ne sont pas pour effrayer la voiture qui a à son actif les 1.000 milles du Crystal Palace !

Mais nous voilà un peu loin du Ras, auquel tous ces détails ont été contés en langue éthiopienne par le commandant Ferrus, avec les circonlocutions inévitables. Comme bien on pense, il n'y a pas de mot en abyssin pour traduire automobile ; on s'en tire par un mot composé : « voitures chevaux-y-a-pas ». Après tout, on dit bien en anglais horseless !

Après avoir essayé successivement un délicieux joujou de locomotive, le plus petit modèle de la maison (3 tonnes) et un tramway minuscule fonctionnant à l'essence ou à l'alcool, le Ras s'est rendu dans le salon de réception où avait été préparé un lunch auquel ni lui ni ses officiers n'ont pu prendre part, le vendredi étant pour eux jour de jeûne strict. Sur la table se trouvait un modèle de canon en acier placé sur une réduction de plate-forme roulante établie par la maison Decauville sur les plans du colonel Péchot pour le déplacement facile des canons, en particulier pour la défense des côtes, et destiné à être offert au Ras.

M. Alfred Poidatz a prononcé l'allocution suivante en s'adressant à M. Chefneux, qui est, nous l'avons dit, président du conseil d'administration des chemins de fer éthiopiens :

Je vous prie de remercier le Ras Makonnen du grand honneur qu'il nous a fait en venant visiter nos établissements et de le prier d'accepter en souvenir de cette visite, ces quelques spécimens de fabrication.

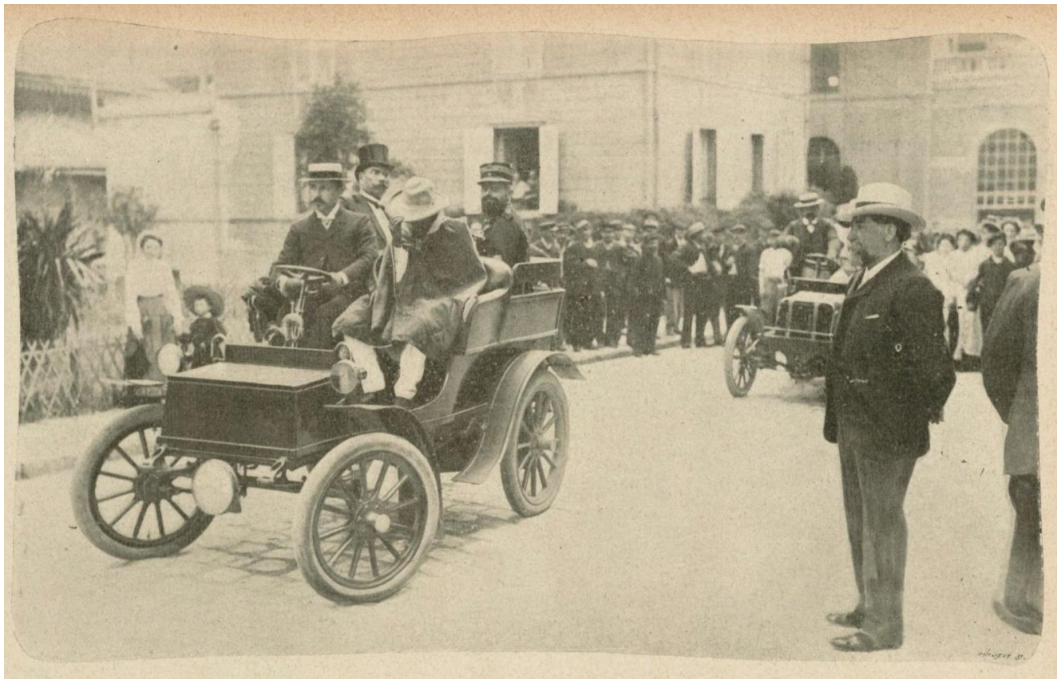
Ce sont ces wagonnets qui ont acquis au nom de Decauville une réputation universelle.

J'espère que lorsque le Ras les verra servir à la construction de vos lignes, ou lorsqu'il emploiera les wagons que nous avons fournis à votre Compagnie, il voudra bien se souvenir de ce nom de Decauville et de ce petit coin de terre française où sa présence a fait naître de si ardentes sympathies.

Par l'intermédiaire de M. Chefneux, le Ras a remercié et, après un coup d'œil à la respectable collection de médailles d'or qui orne les murs, et remportée par les

établissements Decauville aux quatre coins du globe, tout le monde est remonté en voiture pour se rendre à la papeterie d'Essonnes. Là, on a pu faire un peu de vitesse, l'habileté des conducteurs de Decauville se jouant des virages hasardeux des tortueuses rues de Corbeil et des pavés de la route de Fontainebleau. Puis, toujours en Decauville, on rejoint la gare et de là Paris.

M. V.



LE RAS EN ÉLECTRIQUE

Pour se rendre des ateliers de Corbeil à Essonnes, le Rai est monté dans une voiture électrique de la maison Decauville, munie de pneumatiques Michelin.

Cette voiture si douce, si silencieuse, sans bruit ni secousses, l'a littéralement ravi. Dans la voiture, M. Ilg, conseiller de l'empereur Ménélik et le commandant Ferrus.

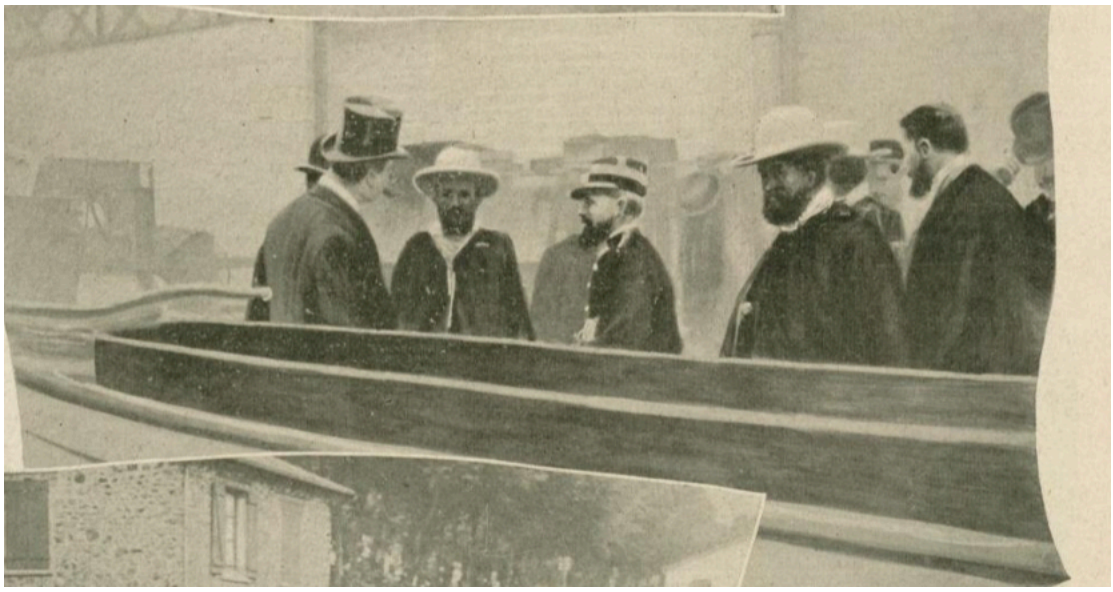


UNE LEÇON D'AUTOMOBILE

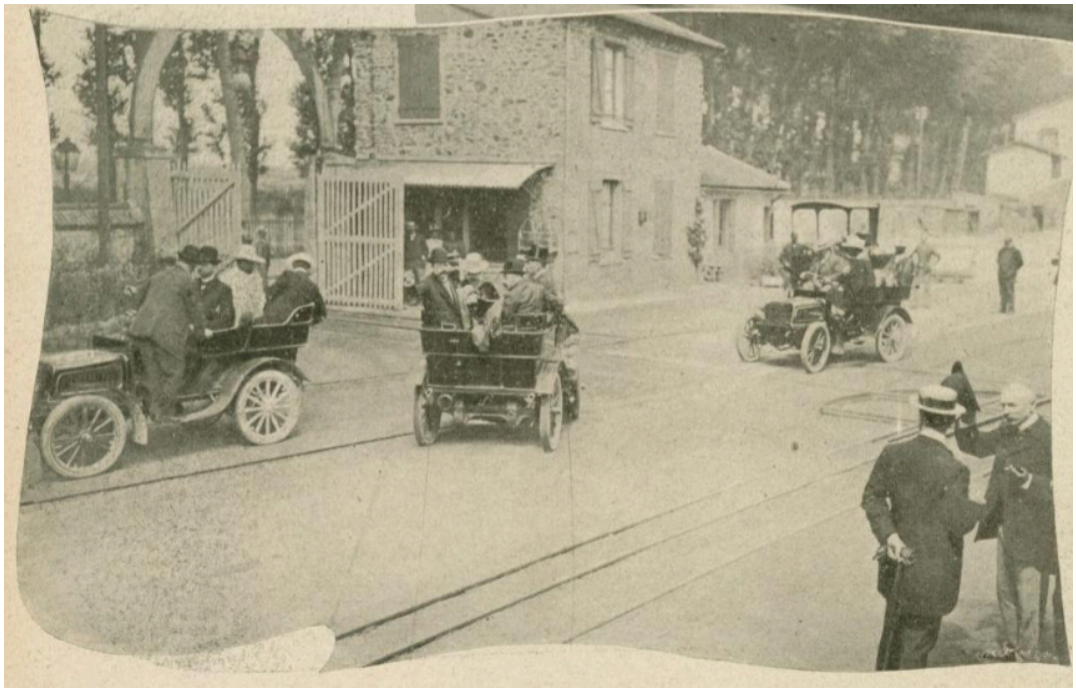
Le commandant Ferrus, délégué du ministre de la Guerre auprès du Ras, explique à ce dernier le fonctionnement d'une des nouvelles voitures Decauville.



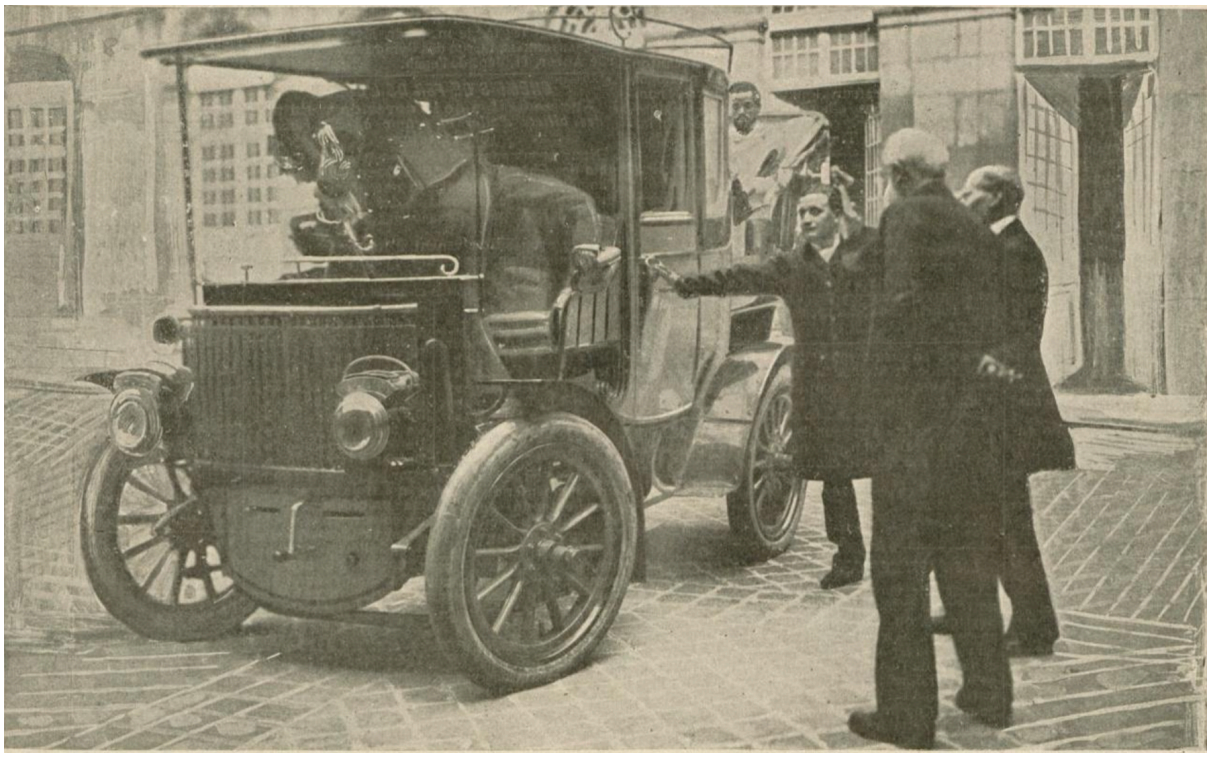
Un début. Le Ras et sa suite font leur entrée
au Bois de Boulogne en voiture Decauville, munie de pneumatiques Michelin.



Les visiteurs autour du petit bateau Decauville à essence.



Le Ras et sa suite quittant en voiture les Établissements Decauville.



(Cliché J. Beau)

LE RAS À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Le Ras avait pris tant déplaisir à ses deux premières excursions en automobile que c'est encore dans une « voiture-chevaux-y-a-pas » qu'il se fit promener le lendemain. Il se rendit à la Bibliothèque Nationale où il examina la collection de manuscrits éthiopiens, et cette fois, c'est M. Létourneau qui le conduisit dans la fameuse berline du tsar, mise à sa disposition par la maison de Diétrich et munie de pneumatiques Michelin. Et le Ras en apprécia à sa juste valeur tout le confortable.

DEUIL
(*Le Figaro*, 5 août 1902)

Nous apprenons la mort de :

De M. Antoine de La Perrière, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur conseil honoraire de la Compagnie des chemins de fer andalous, administrateur de la Société Decauville, de la Société des tramways de Nantes*, etc., décédé à Pornichet (Loire-Inférieure

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*L'Information financière, économique et politique,* 25 avril 1903)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette Société a eu lieu aujourd'hui à 2 heures sous la présidence de M. Sébastien de Neufville. 15.000 actions avaient été déposées. Les deux plus forts actionnaires prennent place comme scrutateurs.

Le secrétaire donne lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires.

Aussitôt après, M. Dereix-Labrousse, actionnaire, demande la parole, et dans un exposé assez long, fait ressortir que, depuis 1900, le conseil d'administration a, tous les ans, fait à peu près les mêmes déclarations, c'est-à-dire que les bénéfices, tout en étant assez importants, n'étaient pas suffisants pour distribuer un dividende. Il ajoute que cet état de choses lui paraît anormal et qu'il se refuse à approuver les comptes qui lui sont présentés, trouvant illogique que les administrateurs touchent des jetons de présence alors que la situation de la Société est aussi peu brillante.

Il s'étend longuement sur la marche industrielle des Établissements Decauville qui, à son avis, ont été très mal administrés, les différentes tentatives faites par eux pour développer de nouvelles industries ayant toujours donné des résultats déplorables.

Le président répond que le nouveau conseil d'administration s'est parfaitement rendu compte de cet état de choses et tous ses efforts ont justement tendu à y remédier dans la mesure du possible ; mais il est bien évident que des réformes aussi importantes ne se font pas du jour au lendemain dans une affaire telle que les Établissements Decauville ; cette année déjà, nous avons réalisé des économies assez sérieuses, comme il est facile de s'en rendre compte dans le rapport du conseil. Nous examinons en ce moment, très attentivement, les différentes branches qui constituent notre Société ; pour ne continuer à exploiter que celles seulement qui nous paraîtront susceptibles de donner de bons résultats.

Un actionnaire. — Il me semble que les amortissements du compte immeubles qui figurent au passif du bilan pour la somme de 996.190 fr. 70 sont très insuffisants, étant donné que ce compte ligure à l'actif pour 5.932.453 fr.

Le président. —Je suis tout à fait de l'avis de l'honorable actionnaire qui peut être certain que si ces amortissements n'ont pas été plus considérables jusqu'à ce jour, c'est uniquement parce que le compte de profits et pertes ne l'a pas permis et que nous avons été obligés de faire face d'abord aux créances les plus importantes.

Dans une Société comme la nôtre, les amortissements du matériel doivent entrer pour une large part, car il s'use très vite et doit être renouvelé souvent par suite des nombreux perfectionnements apportés dans l'outillage, etc., etc.

Un actionnaire. — Le compte débiteurs divers, qui figure à l'actif pour 1.356.685, offre-t-il toute sécurité ?

Le président. — J'en suis absolument persuadé car nos clients sont tous de premier ordre.

Un actionnaire. — Les frais généraux, qui ont déjà été réduits pendant le dernier exercice, peuvent-ils être encore diminués ?

Le président. — Je le crois, et nos efforts tendront à le prouver.

Un actionnaire demande des détails sur les différentes créances qui sont en litige ; Venezuela, Chemins de fer sur route d'Algérie, etc.

Le président répond que le conseil cherche à les recouvrer par tous les moyens possibles.

Un actionnaire. —Je tiens à faire aujourd'hui une proposition qui me paraît venir à son heure étant donné les cours de nos actions. Je demanderai donc que le conseil examine un projet de réduction de capital.

Le président. — Je trouve cette proposition très intéressasse et je vous avouerai qu'elle est absolument conforme à mes vœux, car je crois que c'est le seul moyen de remettre la Société dans une situation brillante. Je n'aurais pas osé la faire moi-même, ayant peur d'aller contre le sentiment de MM. les actionnaires, mais je suis tout disposé, ainsi que le conseil d'administration, à étudier cette question.

Le précédent actionnaire demande alors que l'assemblée émette un vœu dans ce sens, mais un groupe d'actionnaires s'y oppose, disant que la question n'étant pas à l'ordre du jour, il est impossible de la discuter. Il s'ensuit un débat assez vif entre plusieurs actionnaires et le président ; tout le monde parlant à la fois, il est impossible de rien entendre. Le calme étant un peu revenu, il est décidé que le conseil examinera la question et convoquera s'il est utile les actionnaires en assemblée générale extraordinaire.

Aucun actionnaire ne demandant plus la parole les résolutions suivantes à l'ordre du jour sont mises aux voix.

Première résolution. — Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire, approuvent les compte et le bilan tels qu'ils leur sont présentés.

Deuxième résolution. — L'assemblée générale ordinaire nomme M. Chalupt et Valère Mabille administrateurs.

Troisième résolution. — MM. Zerling et Tomasi, commissaires sortants, sont réélus.

Quatrième résolution. — Les marchés ou traités passés par nos administrateurs avec les diverses sociétés dans lesquelles ils ont des intérêts sont approuvés.

Ces quatre résolutions ont toutes été adoptées à l'unanimité moins trois voix.

Extrait du rapport présenté par le conseil d'administration
à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 mars 1903,
reportée au 25 avril 1903.

Profits et pertes.

Les bénéfices nets de l'exercice s'élèvent à 303.127 06
En 1901, ils s'élevaient à 222.684 93
Augmentation 85.412 13

Nous vous avions promis, l'an dernier, d'apporter tous nos soins à l'examen et à la réduction possible des frais généraux ; vous ne manquerez pas d'être satisfaits des résultats obtenus.

Les frais généraux d'administration et de direction de la Société représentent 139.116 74
En 1901, ils étaient de 155.316 52
Diminution16.199 78

Les frais de concours, agences et inspections commerciales, publicité, annonces, ont été de 41.553

En 1901, ils s'élevaient à 109.295 91

Diminution61.742 91

Les comptes : négociations d'effets, changes, commissions de banques, intérêts et transactions sur créances, ne montent qu'à 10.542 59

alors qu'en 1901, ils se chiffraient par 36.401 95

Diminution25.859 36

Cette dernière réduction est due, pour majeure partie, à l'augmentation de vos disponibilités financières et aux économies qui en sont résultées dans l'escompte de votre papier et dans vos opérations de banque en général.

Les intérêts sur obligations, primes de remboursement et amortissement des frais d'émission des obligations 98.686 15

sont sensiblement les mêmes qu'en 1901 et sont conformes, d'ailleurs, aux charges prévues lors de la création des titres.

Au chiffre des bénéfices nets que nous avons indiqué en tête de ce chapitre, il convient d'ajouter, pour constituer le solde actuel du compte de profits et pertes, le reliquat du compte de 1901, 121.994 fr. 15, ce qui forme un total de 430.121 fr. 21.

Exploitation des ateliers.

Le produit des ateliers pour l'exercice, est de 588.359 14

pour un chiffre d'affaires de : 7.002.232 34

En 1901, le produit avait été de 613.316 09

pour un chiffre d'affaires de : 6.957.486 49

Eu égard aux circonstances, ces chiffres doivent être considérés comme satisfaisants.

Malgré la crise économique, notre chiffre d'affaires s'est accru en 1902 de 44.745 fr. 85, mais, en fait, si l'on tient compte des bas prix pratiqués par l'industrie au cours de l'exercice, on peut évaluer à 10 % l'augmentation des affaires d'une année à l'autre.

C'est ainsi que le tonnage des marchandises livrées en 1902 s'est élevé approximativement à 14.160 tonnes au lieu de 12.575 en 1901.

Nous avons pu, néanmoins, réaliser un bénéfice brut presque égal à celui de l'année précédente, sans faire appel à la réserve spéciale, pour compenser la baisse de prix des matières en stock au 1er janvier 1902, et nous considérons ce résultat comme très encourageant ; nous devons ajouter, d'ailleurs, qu'il n'a été obtenu qu'au moyen d'économies sévères dans les dépenses de fabrication et dans les frais généraux des usines.

Malgré la persistance de la crise industrielle, notre carnet de commandes au 1er janvier dernier atteignait 2.000.000 de francs ; nous en avons traité, depuis, pour des sommes importantes et nous avons d'autres affaires en perspective.

Une légère reprise des prix assurerait, dans ces conditions, des résultats sérieux pour l'exercice en cours ; toutefois, nous avons le devoir d'ajouter que les ateliers de construction similaires aux nôtres sont encore bien loin d'avoir leur plein de travail et que les commandes ne peuvent toujours être obtenues qu'avec des rabais importants.

Cette situation nous amène à vous demander de ne pas distribuer de dividende cette année et à vous conseiller de renforcer encore vos amortissements et vos réserves.

De même que les années précédentes, nous devons constater que les affaires en matériel électrique sont fort peu actives, en vous rappelant, d'ailleurs, que cette situation est commune à la généralité des usines, même les plus puissantes, qui s'occupent de cette fabrication ; nous portons tous nos efforts sur la simplification et la réduction du prix de revient de tous nos modèles, la seule question en jeu, dans l'état actuel de ce marché spécial, étant celle du bas prix de vente.

Notre atelier d'automobiles est actuellement en pleine fabrication ; notre marque est de plus en plus répandue et appréciée pour le fini de sa construction, et les modèles que nous avons créés pour la saison 1903 ont été, dès leur apparition, fort prisés des amateurs. La Société des Voitures automobiles Decauville nous a passé d'importantes commandes, actuellement en cours d'exécution.

Nous vous devons quelques renseignements sur la situation actuelle des procès pendants entre notre Société et la maison de Dion-Bouton et Cie.

Déjà nous vous informions dans notre précédent rapport que, par son jugement du 26 mars 1902, le tribunal civil de la Seine, adoptant en partie nos conclusions, avait, d'une part, ordonné une expertise sur la consistance des approvisionnements en litige, et, d'autre part, avait condamné la Société de Dion-Bouton et Cie à nous payer une somme de 72.000 francs, à titre d'indemnité de privation de bénéfices.

Mais nous vous indiquions aussi que les adversaires paraissaient bien disposés à user de tous les délais, moyens dilatoires et degrés de juridiction possible ; nous n'avons donc pas été surpris de les voir, au dernier moment des délais légaux, interjeter appel de ce jugement du 26 mars 1902 ; c'est cette procédure d'appel qui est actuellement en cours, et qui va se solutionner à une très prochaine audience ; nous espérons bien qu'un arrêt confirmait donnera définitivement satisfaction à nos légitimes revendications.

En résumé, les mesures de prudence que nous allons vous soumettre sont le complément rationnel de celles qui ont reçu votre approbation l'année dernière. Grâce à ces mesures, votre Société va se trouver dotée de larges amortissements et d'une réserve spéciale s'élevant à 400.000 francs ; elle possédera de plus, à l'exemple de beaucoup de grandes sociétés industrielles, un fonds spécial en prévision de travaux neufs, qui lui permettra d'améliorer ou de modifier ses moyens de production, suivant la nécessité des commandes et sans que ces dépenses, en créant de nouvelles immobilisations, risquent de diminuer le fonds de roulement, ou d'influer sur le compte profits et pertes de l'exercice au cours duquel elles auront été effectuées.

Si vous adoptez notre manière de voir, nous avons la conviction profonde que l'avenir vous récompensera largement et d'une manière durable, des sacrifices que vous vous serez imposés .aujourd'hui.

Répartition des bénéfices.

Avant de vous exposer nos propositions touchant la répartition de la somme disponible au compte de profits et pertes, nous tenons à vous présenter une observation dont vous ne méconnaîtrez certainement pas la valeur.

Depuis la constitution de la Société Nouvelle et sur la proposition, fort sage d'ailleurs, de votre premier conseil d'administration, vous avez décidé qu'un amortissement serait prélevé chaque année sur les bénéfices, pour être porté au compte amortissement d'immeubles et matériel, et vous avez même déterminé, une fois pour toutes, les bases sur lesquelles cet amortissement devrait être calculé.

Nous nous garderons bien de toucher au principe même de cette décision, toute de prudence et de bonne administration, mais vous penserez sans doute comme nous que l'incorporation de cet amortissement dans le bilan, en fin d'exercice, ne laisse pas ressortir assez clairement le chiffre des bénéfices véritablement réalisés et desquels il se trouve déduit, alors qu'au contraire ces bénéfices apparaîtraient nettement, si l'application n'en était faite que dans le rapport soumis par votre conseil à chaque assemblée générale.

En appliquant cette méthode à l'exercice 1902, par exemple, le bénéfice net eût été présenté au bilan pour 463.876 fr. 01, et avec le reliquat de 1901, 121.994 francs 15, le solde du compte de profits et pertes eût été de 585,870 fr. 16, sur lequel nous vous aurions proposé de prélever tout d'abord, pour l'amortissement des immeubles et

matériel, une somme de 155.753 fr. 90, laissant disponible un reliquat de 430.121 fr. 21, égal à celui qui figure au bilan.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, c'est ainsi que nous procéderons à l'avenir.

En ce qui touche le solde actuel de 430.121 fr. 21, nous vous proposons la répartition suivante :

5 % de la somme de 308.127 fr. 06 ou 15.406 35
à la réserve légale.
Amortissement définitif des frais de constitution de la Société 31.921 10
Complément à 400.000 francs de la réserve spéciale, actuellement arrêtée au chiffre de 212.214 fr. 30 157.755 70
Constitution d'un fonds spécial pour l'exécution de travaux neufs en prévision 100.000 00
Ensemble 305.083 15
Report à l'exercice nouveau 125.038 06
Total égal 430.121 21

Nous vous demandons de vouloir bien approuver cette répartition ainsi que les comptes qui vous sont soumis.

Nous avons eu le regret de perdre, au cours de l'exercice, un de nos collaborateurs, M. de la Perrière, dont nous avions pu apprécier la haute compétence et le dévouement aux intérêts de la Société.

Vous aurez, Messieurs, conformément aux statuts, à procéder au renouvellement partiel de votre conseil, pour deux membres désignés par le sort, MM. Chalupt et Valère-Mabille ; nous vous rappelons que les administrateurs sortants sont rééligibles.

Vous aurez, d'autre part, à nommer vos commissaires pour le nouvel exercice et à fixer leur rémunération ; vous voudrez également vous rappeler que les titulaires sortants sont rééligibles.

Nous vous proposerons enfin d'approuver les marchés ou traités passés par vos administrateurs avec les diverses sociétés dans lesquelles ils ont des intérêts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

———————————

Société anonyme — Capital : 7.050.000 francs
Siège social : 13, boulevard Malesherbes, Paris

———————

Assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1903.
Compte rendu sténographique.
(*L'Information financière, économique et politique,* 13 juin 1903)

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette Société a eu lieu aujourd'hui sous la présidence de M. Sébastien de Neuville.

MM. Chauchard et Thieulent [20] remplissaient les fonctions de scrutateurs. M. Hantz, secrétaire du conseil, est nommé secrétaire.

M. Hantz donne lecture du rapport du conseil d'administration, dont voici le texte :

Rapport présenté par le conseil d'administration

[20] *Séverin*-Eugène Thieulent (Sainte-Hélène-Bondeville, Seine-Inférieure, le 1er mai 1844-Paris XIXe, 2 mai 1911) : commissaires des comptes de la Compagnie des mines de houille de Bert et de Montcombroux (Allier), présidée par Sébastien de Neufville (nov. 1900). Chevalier de la Légion d'honneur : directeur du marché aux bestiaux de Paris (*JORF*, 13 juillet 1902, p. 4896)

à l'assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1903.

Messieurs,

Au cours des explications qui furent échangées à l'assemblée générale ordinaire du 25 avril dernier, un certain nombre d'actionnaires exprimèrent l'avis que, pour alléger la situation générale de notre Société et permettre, à l'avenir, la distribution de dividende aussi réguliers que possible, il conviendrait de réduire, dans une certaine mesure, le chiffre du capital-actions et d'affecter le montant de la réduction à l'amortissement des valeurs immobilisées de votre actif et, particulièrement, du compte d'immeubles et matériel.

Votre conseil reconnut la justesse de cette observation et, encouragé par l'avis clairement exprimé d'un certain nombre d'actionnaires, qui s'est considérablement accru depuis la dernière assemblée générale, il a poursuivi l'étude de cette question qui l'avait déjà préoccupé lui-même et lui avait imposé, une fois de plus, l'obligation de ne pas vous proposer la répartition d'un dividende pour l'exercice 1902.

Vous êtes convoqués aujourd'hui en assemblée générale extraordinaire, conformément aux articles 39 et 53 des statuts, pour entendre les conclusions de cette étude ; pour prendre, sur la proposition de votre conseil, toutes résolutions qu'il appartiendra et pour apporter enfin, à différents articles des statuts, les modifications qui seront nécessaires pour les mettre en harmonie avec le changement que vous aurez apporté au chiffre du capital social.

L'étude que nous avons faite a porté, à la fois, sur les charges résultant de l'apport qui fut fait à votre Société lors de sa constitution et sur les charges nouvelles qui furent créées depuis cette constitution, c'est-à-dire depuis le 1er janvier 1895.

L'apport comprenait pour 4 millions de francs, les immeubles, le matériel et l'outillage provenant de la liquidation de l'ancienne Société anonyme des Établissements Decauville aîné.

Dans votre assemblée générale du 23 mars 1896, il fut décidé que, chaque année, il serait fait sur l'apport un amortissement de 2 % de la valeur des immeubles et du matériel et de 2 1/2 % de la valeur de l'outillage ancien.

Il eût fallu, dans ces conditions, cinquante années, c'est-à-dire toute la durée de la Société, pour amortir entièrement les immeubles et le matériel anciens, quarante années pour amortir, de la même façon, tout l'outillage ancien.

Ces délais étaient trop longs, à notre avis, et si l'on tient compte que, pour la plupart, les bâtiments, machines et outils apportés dataient, à l'époque, d'une quinzaine d'années et datent aujourd'hui de plus de vingt ans, on reconnaîtra sans peine que l'amortissement réalisé chaque année sur ces bases est aujourd'hui insuffisant et ne se trouverait certainement pas achevé le jour où il faudrait renouveler ou rebâtir les machines ou les constructions auxquelles il s'applique.

Dans la même assemblée générale, qui avait fixé les amortissements ultérieurs de l'apport, il fut décidé que les constructions, installations ou acquisitions, qui pourraient être faites à l'avenir, seraient frappées d'un amortissement annuel de 5 % dès le moment même où elles entreraient au compte d'immeubles et matériel.

Nous considérons cet amortissement comme normal pour les bâtiments, mais il est insuffisant pour les machines-outils, qui sont fréquemment perfectionnées et qui deviennent, pour ainsi dire, sans valeur, dès qu'un modèle nouveau et pratique est apparu.

Le chiffre des immobilisations nouvelles, depuis la constitution de votre Société et notamment dans les cinq premières années de son existence (1895 à 1899), a été considérable ; il atteint, en effet, 1.932.453 fr. 80, et les installations correspondantes, qui avaient pour but de développer, dans dr fortes proportions, votre chiffre d'affaires, par la fabrication dr diverses spécialités et notamment du matériel électrique, n'ont pas produit ce que l'on espérait.

Quelle que soit la cause qui ait occasionné la crise intense dont souffrent ces spécialités, plus encore que le reste de l'industrie en général, il n'en existe pas moins que leurs produits actuels ne nous permettent pas d'effectuer un amortissement normal des installations faites en vue de leur fabrication, et que, dans ces conditions, un amortissement extraordinaire s'impose.

Nous devons, d'un autre côté, pour évaluer l'importance des réductions à faire sur l'ensemble du compte d'immeubles et matériel, prendre en sérieuse considération le chiffre maximum de la charge annuelle que nous pouvons assumer, dans les circonstances actuelles, pour terminer, dans un délai de vingt années, que nous considérons comme nr devant pas être dépassé, l'amortissement intégral de tout ce qui restera à ce compte après la réduction spéciale que vous êtes appelés à opérer en ce moment.

Il nous a paru qu'il serait nécessaire, en outre, de procéder, dès aujourd'hui, à l'amortissement complet des comptes de valeurs diverses, primes de remboursement, frais d'émission des obligations, comptes d'avances, marchandises et créances diverses, qui figuraient à votre dernier bilan, et cela afin d'affranchir définitivement la situation de toute valeur inactive ou d'un recouvrement incertain.

Après un examen approfondi de toutes ces questions, votre conseil a reconnu que la meilleure des solutions envisagées était la réduction du capital social à la moitié du chiffre actuel, soit 3.525.000 francs, et l'application d'un amortissement de même importance au compte d'immeubles et matériel et aux différentes valeurs dont il est question ci-dessus.

En ce qui touche le compte d'immeubles et matériel, la somme d'environ 2.800.000 francs qui resterait en compte, après application de la réduction proposée, pourrait être amortie en vingt années au maximum, au moyen d'un prélèvement annuel en rapport avec le produit normal de notre exploitation.

Nous ne saurions trop vous engager à ratifier cette combinaison, qui vous débarrassera, une fois pour toutes, des charges trop lourdes qu'ont amenées les difficultés de toute nature dans lesquelles votre affaire s'est débatte pendant si longtemps.

Nous savons parfaitement aujourd'hui ce que peut donner l'industrie qui a été la raison même de la constitution de vos établissements, et nous estimons que — nos propositions actuelles étant adoptées — nous nous trouverons enfin placés dans les meilleures conditions pour exploiter fructueusement la fabrication et la vente d'un matériel dont la réputation est restée intacte dans le monde entier.

Si vous acceptez nos propositions, la réduction de capital s'opérerait par l'échange de deux actions actuelles contre une action nouvelle de 100 francs entièrement libérée; cet échange pourrait avoir lieu, à partir du 31 octobre prochain, aux caisses du Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris.

La réduction du capital social à 3.525.000 francs entraînerait, dans nos statuts, des modifications en concordance, que vous auriez également à ratifier.

Le conseil d'administration.

LA DISCUSSION

Un actionnaire. — Messieurs, avant de passer au vote de la proposition de réduction de notre capital social qui nous est faite par votre conseil, permettez-moi de vous faire l'historique rapide de notre Société et de son fonctionnement depuis sa constitution, fonctionnement qui comprend huit exercices.

La Société nouvelle des établissements Decauville aîné a été, en effet, créée en décembre 1894 par M. Louis Ravenez. Il avait non seulement rempli les fonctions

d'administrateur délégué de la Société dissoute, mais il en était encore le co-liquidateur avec M. Alfred Bergaud ; il prit la présidence du conseil de la nouvelle Société.

Celle-ci a été constituée au capital de 7.050.000 fr., représenté par 70.500 actions de 100 francs sur lesquels 500 ont été souscrites en espèces et 70.000 attribuées à la liquidation de la Société dissoute en représentation d'un apport estimé 7 millions s'appliquant savoir :

Immeubles : 3 millions ;
Matériels et outillages : 1 million ;
Marchandises : 1 million ;
Créances et participations : 1 million.
Valeurs : 1.453 obligations de l'emprunt tunisien ;726.500 francs. Espèces 273 500 francs.

J'attire tout de suite votre attention sur la somme de un million, représentée tant par les 274.500 francs d'espèces que par la remise qui nous est faite de 1.453 obligations tunisiennes si facilement réalisables en Bourse. Pourquoi les deux co-liquidateurs de la Société dissoute nous ont-ils fait cette remise ?

La raison en est bien simple, notre Société, naturellement, a hérité du discrédit de la Société dissoute, et, par suite, il ne lui est pas possible d'émettre des actions pour se procurer les fonds nécessaires à sa mise en marche. Cette remise était indispensable pour que la constitution de la nouvelle Société ne soit pas entachée de nullité. Les 500 actions nouvelles émises ont été souscrites par neuf actionnaires intéressés à la constitution de la nouvelle Société.

D'après l'examen attentif des comptes sociaux qui sont placés annuellement sous les yeux des actionnaires, on peut constater qu'il y a lieu de diviser les huit exercices vécus par notre Société en deux phases distinctes : la première de trois ans et l'autre de cinq ans, ainsi qu'il va m'être bien facile de vous en convaincre par les chiffres ci-après :

Pendant la période de trois ans, nos bénéfices bruts se sont élevés à 2.716.000 francs, ce qui donne une moyenne annuelle de 905.000 francs ; pendant la deuxième période de cinq ans, il se sont élevés à 5.071.000 francs, ce qui donne une moyenne annuelle de 1.014.000 francs, soit 110.000 francs de plus que pour la première période.

Les dividendes distribués ont été pour les trois premiers exercices de 1.128.000 francs, soit en moyenne 376.000 francs par an ; pendant la seconde période, ils ont été de 70.500 francs par an, soit 305.000 francs de moins.

Les réserves diverses se sont élevées dans la première période à 119.000 francs ; elles se sont chiffrées dans la seconde période par 508.000 francs.

L'augmentation des Immeubles et du matériel pendant la première période a été de 315.000 francs par an tandis que pendant la seconde période, elle n'était plus que de 197.000 francs.

Quelles sont les réflexions qui s'imposent à l'esprit quand on examine ces chiffres ? Tout naturellement, que nos mandataires sont de très habiles administrateurs quand il s'agit de défendre les intérêts de la Société Decauville aîné, mais qu'ils font preuve d'une incapacité notoire pour défendre les intérêts des actionnaires actuels. À vrai dire, dans l'un et dans l'autre cas, ils ne sont pas guidés par les mêmes motifs.

Il va m'être bien difficile d'apporter devant vous les preuves qui confirmeront ce que je dis et d'établir indiscutablement la duplicité et par suite la responsabilité encourue par la majorité de nos administrateurs actuels contre lesquels je ne crains pas de porter une semblable accusation. Il y a dans cette affaire des dessous que vous n'avez pas entrevus et que je vais vous dévoiler.

(L'orateur expose ses griefs contre le conseil d'administration et l'accuse d'avoir présenté des bénéfices fictifs dans chacun des exercices. Il montre que les amortissements ont été réduits et qu'il n'existe plus, pour ainsi dire, de disponibilités).

Pendant trois années successives, le conseil a dit que la mesure qui nous privait de dividende n'était que provisoire et que l'année suivante verrait se rouvrir l'ère des distributions. Ces espérances ne devaient être qu'un simple mirage, elles n'avaient pour but que de gagner du temps, d'endormir notre vigilance pour permettre à la prescription de 3 ans de couvrir la distribution de dividendes fictifs. Tel est le grand avantage qu'ont retiré nos mandataires pendant cette période.

Actuellement, nous ne sommes plus fondés à intenter contre eux une action criminelle, la loi devant les couvrir depuis le 10 avril dernier. C'est pourquoi notre assemblée annuelle n'a eu lieu que le 25 avril.

Malgré cela, Messieurs, je crois que notre conseil n'est pas encore complètement à l'abri des responsabilités qu'il a encourues.

Nos mandataires arriveront à échanger nos anciennes actions contre des actions nouvelles si nous acceptons la réduction de capital qu'ils nous proposent ; nous serons alors complètement désarmés pour pouvoir défendre nos justes revendications car nous ne pourrons rapporter la preuve que nous avons acheté nos actions sur le vu de bilans publiés antérieurement à ce jour.

Ce qui prouve que cette réduction de capital est de la plus haute importance pour notre conseil, c'est qu'il ne l'a pas demandée lui-même mais qu'il s'est servi d'un compère pour faire porter la question à l'ordre du jour. La majeure partie d'entre vous ont certainement assisté à la comédie qui s'est jouée à ce sujet à la précédente réunion. Vous voyez la situation qui s'est faite en réalité par votre conseil.

Nous avons reçu en cinq ans, 5 %, soit en moyenne 1 % par an. Durant cette même période, non seulement nos actions ont perdu 75 %, mais on vient proposer d'en réduire le nombre qui, après échange, ne vaudront certainement pas plus que ne valent les actions actuelles.

C'est à vous seuls qu'on demande le double sacrifice de nos intérêts et de notre capital. Quant à moi, je me refuse d'accepter un fait accompli et lui donner une sanction par le vote de la question à l'ordre du jour. J'entends poursuivre les responsabilités quelles qu'elles soient, et j'espère que d'autres actionnaires également soucieux de la défense de leurs intérêts voudront se joindre à moi pour atteindre le même but.

Je vous prie donc, Messieurs, de repousser la réduction de capital demandée par votre conseil ; ce n'est pas par une mesure semblable que notre situation sociale pourra s'améliorer, mais bien par une administration plus sage et plus prévoyante qu'elle ne l'été jusqu'alors. (Très bien ! Très bien !). Vous ne laisserez pas désarmer par votre vote ceux d'entre vous qui ont la ferme intention de demander compte aux membres du conseil du préjudice qu'ils ont éprouvé. Je sais bien qu'en réponse aux observations que je vous ai présentées, des officieux, comme il s'en trouve à toutes les assemblées, vont chercher à vous prouver que nos mandataires ont toujours agi au mieux de vos intérêts.

Vous ne vous laisserez pas séduire par ces discours et ces allégations qui sont démenties par les réalités fâcheuses dans lesquelles se débat actuellement notre Société (Applaudissements).

Un autre actionnaire. — Je crois qu'il y a lieu, à mon avis, de demander une commission de contrôle. Qui n'entend qu'une cloche, n'entend qu'un son. Notre devoir est de nous rendre compte nettement de la situation.

Le président. — Vous êtes réunis pour discuter sur la question de la réduction du capital, vous ne pouvez pas discuter sur une question autre que celle qui est portée à l'ordre du jour. Lors de la dernière assemblée générale, une motion avait été faite par un actionnaire. Vous avez été unanimes à la rejeter en disant qu'elle n'était pas à l'ordre du jour. Aujourd'hui, je vous dis la même chose ; je ne mettrai pas la question aux voix.

Je ne voulais pas répondre à toutes les critiques qui ont été formulées tout à l'heure. L'actionnaire qui nous les a formulées est venu me demander des communications autres que celles que je suis obligé de faire conformément aux articles 28 et 35 de la loi du 24 juillet 1867. J'ai refusé de lui donner des renseignements qu'il demandait parce que j'ai pensé qu'il avait peut-être un intérêt personnel en vue.

Je suis le mandataire des actionnaires et, tant que j'aurai votre confiance, je défendrai vos intérêts et je ne permettrai pas que des tiers viennent s'immiscer dans nos affaires.

Un autre actionnaire. — Voilà deux ans que ce même actionnaire nous fait un discours très documenté, mais il porte toujours à côté, car il ne renferme jamais de conclusion. La dernière fois, il nous a proposé de rejeter en bloc les comptes du conseil d'administration. Si nous l'avions écouté, le lendemain, nos titres auraient valu 10 francs et ils auraient été ramassés par des écumeurs à la Bourse, qui viendraient les présenter à l'assemblée. Aujourd'hui encore, il ne nous propose aucune solution.

Un autre actionnaire. — On nous a fait tout à l'heure l'historique de la question. Ancien actionnaire, je suis bien placé pour pouvoir répondre. Il y a une distinction à faire, et si les critiques qui viennent d'être formulées ont pu être fondées, elles ne le sont plus aujourd'hui que nous avons un conseil honorable (Très bien ! Très bien !). Notre conseil d'administration actuel a le sentiment de sa responsabilité ; il vient de nous dire que la meilleure manière d'arriver à un résultat meilleur est de réduire le capital, en même temps que cela nous donne une sécurité de plus.

Je ne suis pas un financier, mais je suis propriétaire de mes actions depuis quinze ans. Elles me coûtent donc fort chers et il m'est très douloureux de faire des sacrifices, mais il vaut mieux en faire puisque la Société a montré sa vitalité et que nous pouvons espérer de meilleurs jours. Je trouve donc qu'il ne faut pas tenir compte des critiques acerbes qui viennent d'être faites et qui cachent certainement des intérêts que nous ignorons aujourd'hui (Très bien ! Très bien !)

Le président. — Vous venez d'entendre la lecture d'un grand discours que je ne veux pas discuter dans toutes ses parties. Je tiens seulement à vous déclarer que les observations qu'il contient ne s'adressent pas à votre administration actuelle, mais à une administration qui a disparu. Tous les comptes ont été approuvés ; si l'actionnaire n'a pas fait des observations à ce moment, il a eu tort (Très bien ! Très bien !).

Une voix. — Il n'est actionnaire que depuis deux ans.

Le président explique le but qu'il poursuit en proposant la réduction du capital : il montre que si la réduction du capital n'a pas lieu, la Société continuera à végéter. Il explique quelles ont été la cause et l'origine de la dépréciation des titres et il déclare que le conseil est disposé à faire disparaître tous les éléments d'à-côté qui ont été créés et qui ont contribué à faire perdre une partie des bénéfices réalisés chaque année.

Il termine en disant que la prospérité de la société dépend de cette réduction du capital et que l'année prochaine apportera des résultats palpables.

Un actionnaire demande ensuite quels sont les rapports entre les Établissements Decauville aîné et la Société des Voitures automobiles Decauville qui a le même siège social.

Le président lui répond que le devoir de la Société est de s'en séparer complètement.

Jusqu'ici, cette société n'a pas donné de résultats bien palpables et a surtout marché avec les fonds de la Société des établissements Decauville. Elle est débitrice vis-à-vis de cette dernière d'une somme supérieure à 400.000 francs. Notre conseil, dit le président, s'est ému de cette situation qui dure depuis trop longtemps. Voilà plusieurs années que nous avons un solde débiteur. Nous avons mis la Société des Voitures automobiles en demeure d'avoir à nous rembourser. Nous avons donné des ordres aux ateliers de ne plus livrer de voitures qu'au comptant. Nous avons demandé à la Société de changer de siège social et de ne pas conserver les mêmes employés que nous.

Je vous ai dit, à la dernière assemblée générale, que je prenais l'engagement formel d'écarter de notre chemin tout ce qui pouvait gêner la marche de notre Société ; je suivrai la même ligne de conduite, si pénible qu'elle puisse être pour un président, mais je me ferai un devoir d'aller jusqu'au bout, soutenu par votre confiance (Très bien ! Très bien !).

Un actionnaire. — Quel est le chiffre d'affaires annuel de notre Société ?

Le président. — Environ 7 millions.

Le même actionnaire. — Eh bien ! je trouve qu'un capital de 7 millions n'est nullement exagéré pour un chiffre d'affaires pareil.

Après une très violente et inutile discussion, on passe enfin au vote de la résolution.

LE VOTE

Le président. — Conformément à l'article 45 des statuts, j'ai une demande signée de 7 actionnaires représentant 4.802 actions et réclamant le vote au bulletin secret.

La proposition que j'ai l'honneur de vous faire au nom du conseil d'administration est la suivante :

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration, en adopte les propositions et décide en conséquence de réduire de moitié le capital social actuel, qui sera ainsi ramoné à 3.525.000 francs, par l'échange de deux actions anciennes contre une action nouvelle de 100 francs entièrement libérée.

Elle donne au conseil tous pouvoirs pour réaliser cette opération dans les conditions qu'elle jugera utiles, étant spécifié que les porteurs de titres nouveaux auront droit de participer aux assemblées générales et aux dividendes. Elle décide également d'appliquer la différence de cette réduction de capital à l'amortissement des valeurs immobilisées de l'actif social dans les conditions proposées par votre conseil d'administration dans son rapport.

En conséquence de cette réduction de capital, l'article 7 des statuts sera désormais ainsi libellé :

Art. 7. — Le fonds social est fixé à 3.525.000 fr, divisé en 30.525 actions de 100 francs.

Cette résolution a été approuvée par 1.928 voix contre 75.

Le président. — Messieurs, avant de nous séparer, je tiens à vous remercier de la confiance que vous avez bien voulu nous témoigner, mais je ne veux pas que l'on me traite de la façon dont j'ai été traité tout à l'heure par un actionnaire. Je n'ai pas l'habitude d'aller dans les réunions publiques où l'on s'insulte. Tout ce que je demande aux actionnaires sérieux, à ceux qui ne voient que les intérêts de la Société, qui ne sont pas des agioteurs et qui n'ont pas d'intérêt personnel, c'est de venir me demander des renseignements sur la marche de la Société. Ils me trouveront toujours prêt à les leur fournir et à écouter les conseils et les avis qu'ils voudront bien me donner.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*L'Information financière, économique et politique,* 28 juillet 1903)

La Société des Établissements Decauville vient de gagner son procès en appel contre la Société de Dion-Bouton. Ce procès lui rapporte une somme de 110.000 francs.

———————————

INFORMATIONS FINANCIÈRES
AVIS ET COMMUNICATIONS
Établissements Decauville aîné.
(*L'Information financière, économique et politique,* 29 octobre 1903)
(*Le Journal des chemins de fer*, 31 octobre 1903)

Par décision de l'assemblée générale du 13 juin dernier, le capital de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné a été réduit de 7.050.000 fr à 3.525.000 fr. au moyen de l'échange, à raison de deux contre une, des 70,500 actions ancienne, du 100 fr. contre 35,250 actions nouvelles de 100 fr., libérées et au porteur.

En conséquence, la chambre syndicale a décidé qu'à partir du 1er décembre prochain, les 35.250 actions nouvelles de ladite Société (coupon no 5 attaché, teinte chamois) seront admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres seront inscrits à la première partie du Bulletin de la cote.

À partir du même jour, 1er décembre, les actions anciennes (titres bleus), qui se négocient au comptant et à terme, seront supprimées de la cote.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES
Établissements Decauville Aîné
Société anonyme. — Capital : 3.525.000 francs.
Siège social : 13, boulevard Malesherbes, Paris.
(*L'Information financière, économique et politique,* 28 mars 1904)

Les actionnaires de cette Société se sont réunis aujourd'hui en assemblée générale sous la présidence de M. Sébastien de Neuville, président du conseil d'administration.

16.000 actions étaient présentes ou représentées.

MM. Chauchard et Thieulent remplissaient les fonctions de scrutateurs.

Il a été donné lecture du rapport du conseil d'administration dont le texte suit.

Il a été ensuite donné lecture du rapport des commissaires des comptes.

Nous donnerons dans notre numéro de demain soir, le compte rendu sténographique *in extenso* de la discussion qui s'est produite au cours de cette assemblée. Disons toutefois que les propositions de répartition faites par le conseil d'administration, et dont le détail se trouve dans les rapports, ont été adoptées. Mentionnons encore que la révocation de M. Ravenez, administrateur démissionnaire, a été prononcée par 631 voix contre 19.

Rapport présenté par le conseil d'administration à
l'assemblée générale ordinaire annuelle du 28 mars 1904.

Messieurs,

En conformité de l'article 35 de nos statuts, nous vous avons réunis aujourd'hui en assemblée générale ordinaire, afin de vous soumettre le bilan de la Société, arrêté à la date du 31 décembre 1903, et de vous exposer les résultats de notre exploitation pendant l'exercice écoulé.

Le bilan ci-annexé a subi les amortissements votés par votre assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1903, comme conséquence de la réduction du capital social. Ces amortissements ont porté, pour un chiffre important, sur le compte immeubles et matériel et, pour le surplus, sur les comptes de Valeurs diverses, Primes de remboursement, Frais d'émission des obligations, Comptes d'avance, Créances diverses et Marchandises, ainsi que vous l'aviez décidé.

Il vous sera facile, en examinant la situation actuelle, de voir combien elle est devenue claire et précise, après l'application des sages mesures que vous avez adoptées, et nous ne craignons pas de trop nous avancer en déclarant qu'elle est de nature à vous douter satisfaction et à vous inspirer une grande confiance dans l'avenir de votre affaire.

Nous allons d'ailleurs vous donner ci-après des explications sur chacun des chapitres qui composent votre bilan.

Actif.

CHAPITRE PREMIER

Immeubles et matériel.

Ce compte s'élevait, au 31 décembre 1903, à 5.932.453 francs 80.

Il a été diminué en cours d'exercice de 15.000 francs par suite de la réalisation d'un immeuble devenu inutile à notre industrie ; il a, en outre, été amorti :

1° Des sommes prélevées annuellement sur vos bénéfices, jusqu'au 25 avril 1903, pour la constitution d'un fonds d'amortissement spécial, soit 966.190 fr. 70 ;

2° D'une somme de 2.151.263 fr. 10, prélevée sur le fonds d'amortissement constitué par votre assemblée générale extraordinaire du 18 juin 1903.

Il se trouve ramené à 2.800.000 francs, et nous considérons, d'après les estimations que nous en avons faites, que ce chiffre correspond bien à la valeur actuelle de vos établissements en activité.

Nous aurons à examiner avec vous, l'an prochain, dans quelle proportion il conviendra de reprendre l'amortissement périodique de ce compte, afin de ne pas nous laisser distancer par le progrès et les modifications de l'outillage moderne.

D'autre part, ainsi que nous le dirons plus loin, au chapitre des travaux neufs, nous éviterons, autant que possible, de porter au compte Immeubles et matériel des augmentations de dépenses pour acquisitions ou installations nouvelles à amortir, selon l'ancienne formule, en un certain nombre d'exercices.

Nous continuons, comme par le passé, à entretenir les immeubles, l'outillage et le matériel en parfait état de service, et nos frais de fabrication ont supporté de ce chef, pendant l'exercice écoulé, une dépense de 138.909 francs 66.

CHAPITRE II

Fonde disponibles. — Effets à recevoir.

Ce chapitre comprend :

Espèces en caisse	18.527 87
Espèces chez les banquiers	896.268 65
Effets à recevoir	418.831 78
Total	1.268.127 70

Le compte de valeurs diverses, comprenant notamment le solde de nos actions d'apport dans la Société des Automobiles Decauville, a été totalement amorti.

CHAPITRE III

Cautionnement et avances

Ce compte s'élève à 106.101 00

Il ne comprend que des consignations ou cautionnements en espèces, exigés par les administrations publiques pour lesquelles nous effectuons des travaux, et les loyers d'avance versés, suivant l'usage, pour les locaux que nous occupons à Paris, en location.

CHAPITRE IV

Comptes débiteurs.

Ce chapitre s'élève à 750.558 02

Les sommes importantes qui figuraient l'an dernier au compte du gouvernement français nous ont été versées en cours d'exercice et, d'autre part, la créance que nous avions sur la Société des Voitures automobiles Decauville ne compte plus à notre actif que pour une somme relativement minime, dont l'encaissement sera fait au premier jour.

Conformément au mandat que vous nous aviez donné dans l'assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1903, nous avons, au lendemain de cette assemblée, mis la Société en question en demeure de nous rembourser les sommes qu'elle nous devait ; elle n'a pu nous donner satisfaction qu'en partie et elle a dû se mettre, en octobre, en état de liquidation judiciaire ; le liquidateur a mis en adjudication, le 1er décembre suivant, le fonds de commerce, les brevets, etc. ; nous nous en sommes rendus acquéreurs et avons repris à cette date notre liberté complète pour la fabrication et la vente des automobiles construites par nos ateliers. Nous avons organisé, pendant l'hiver, notre représentation en France et à l'étranger, et la saison 1904 s'annonce comme devant donner des résultats satisfaisants.

Le rachat du fonds de commerce et la partie non recouvrable de notre créance ont été soldés en totalité par un prélèvement sur le fonde général d'amortissement.

Nous avons soldé également quelques comptes d'un recouvrement difficile ou douteux, et le chiffre de 750.558 fr. 02 ne comporte absolument aucun aléa.

Nous avons la satisfaction de vous dire qu'au cours de l'exercice 1908, le montant total des litiges, applicable à un chiffre d'affaires de plus de 6.000.000 de francs, ne s'est élevé qu'à 6.876 fr. 11.

CHAPITRE V

Comptes d'avances. — Impôts sur actions.

La somme de 8.683 51

qui figure à ce compte représente les taxes avancées à l'Enregistrement, en cours d'exercice, et dont le montant est à retenir sur les prochains coupons (actions et obligations).

CHAPITRE VI

Marchandises en magasin.

Votre compte de marchandises s'élève, cette année, à 2.822.605 fr. 28 en diminution de 400.000 francs environ sur le chiffre de l'an dernier.

Cette diminution provient, en grande partie, de la fabrication de matériel électrique.

Passif.

CHAPITRE VII

Le compte capital actions est réduit à 3.525.000 francs, en conformité des décisions de votre assemblée extraordinaire du 18 juin 1903.

Les obligations 2.370.000 00

sont en diminution, comme d'usage, du montant des titres remboursés en cours d'exercice.

Le chapitre créanciers divers 318.741 54

ne comprend exclusivement que des salaires et des chats de matières applicables au mois de décembre 1903 et actuellement réglés.

Les locations facturées sur contrats en cours 60.465 20

présentent une augmentation notable, conséquence de l'augmentation du stock de matériel en location que vous pouvez constater au compte marchandises ; cette branche de nos opérations est avantageuse et nous cherchons toujours à la développer.

Rapport présenté par le conseil d'administration à
L'assemblée générale ordinaire annuelle du 28 mars 1904.

(suite et fin)
(*L'Information financière, économique et politique,* 29 mars 1904)

Le compte bons nu porteur 210.000 00
est en diminution de 70.000 francs, soit de la septième annuité mise en paiement le 31 décembre dernier.
Le compte coupons à payer 93.017 65
ne donne lieu à aucune observation.
Les comptes réserve légale 207.830 35
Et réserve spéciale400.000 00
sont conformes à vos décisions antérieures.

Nous vous demanderons, plus loin, de renforcer le premier, en le portant à son plein de 10 % du capital-actions, et nous vous rappelons que le second a été constitué spécialement en vue de parer à un brusque écart dans le cours des métaux et à nous permettre de le supporter et de soutenir la concurrence, sans avoir à craindre la nécessité d'un prélèvement important sur le compte de profits et pertes.

Enfin le compte fonds spécial travaux neufs, créé à 100.000 francs par votre assemblée du 25 avril 1903, s'élevait au 31 décembre à 76.705 fr. 86.

La différence a été employée, en cours d'exercice, à l'achat et à l'installation d'une machine à vapeur et de diverses machines-outils dont la valeur se trouve ainsi amortie d'une seule fois, conformément au principe que nous avons conseillé d'adopter, chaque fois que cela sera possible, en tête du présent rapport.

Les nouvelles acquisitions, déjà faites ou prévues à bref délai, absorberont et au delà la somme de 76.705 fr. 86, qui reste à notre disposition ; nous voua demanderons de vouloir bien constituer à ce compte une nouvelle provision de 100.000 francs.

CHAPITRE VIII
Profits et pertes.

Los bénéfices nets de l'exercice s'élèvent à 361.273 80
En 1902, ils étaient de 308.127 06
Augmentation 56.146 74

L'ensemble des frais généraux et autres charges, telles que les intérêts aux obligations, s'élève à la somme de 278.612 69
L'année précédente, il était de 292.898 47
Diminution14.285 79

Au chiffre des bénéfices nets, indiqué au début de ce chapitre, il convient d'ajouter, pour obtenir le solde actuel du compte de profits et pertes, le reliquat du compte de 1902, 125.033 fr. 06, ce qui forme un total de 489.811 fr. 86.

CHAPITRE IX
Exploitation des ateliers

Le produit des ateliers pour l'exercice est de 627.495 57
pour un chiffre d'affaires de 6.121.141 fr. 18.
En 1902, le produit avait été de 588.359 14
pour un chiffre d'affaires de 7.002.282 fr. 34.

La diminution du chiffre d'affaires ne correspond pas à une diminution réelle de nos livraisons ; elle résulte uniquement de ce fait que, par suite de la crise métallurgique et de la concurrence acharnée qui en est la conséquence, nous avons dû, pendant l'armée 1903, augmenter encore de 10 à 12 % le rabais moyen que nous avions consenti à la clientèle dans les exercices précédents. Il a donc fallu réaliser de grandes économies

dans la fabrication pour arriver, malgré des circonstances aussi défavorables, à réaliser un produit plus élevé que l'année dernière.

Nous ne manquons pas, d'ailleurs, de rechercher sans cesse les moyens de lutter avantageusement contre la concurrence et nous venons, dans ce but, d'acquérir, aux portes de Dunkerque, des terrains et un immeuble où nous installons, à proximité des centres producteurs et d'un port d'embarquement qui prend de jour en jour une importance plus grande, un atelier destiné à la fabrication des voies portatives du système Decauville. La mise en route de la fabrication sera un fait accompli dans quelques jours et nous comptons obtenir là de bons résultats.

Répartition des bénéfices.

Le solde créditeur du compte profits et pertes s'élève, ainsi que nous l'avons dit précédemment, à la somme de 489.311 fr. 89.

Nous vous proposerons d'en faire la répartition suivante :

Complément à 352.500 francs, soit à 10 % du capital-actions, de la réserve légale, actuellement au chiffre de 207.830 fr. 35	144.669 65
Attribution d'un dividende de 6 % aux actions	211.500 00
Constitution au fonds spécial pour travaux neufs, d'une nouvelle provision de 100.000 francs	100.000 00
Ensemble	456.169 65
Report au prochain exercice	33.142 21
Total	489.311 86

En complétant de cette façon les mesures de prudence et de bonne administration que vous avez adoptées à votre assemblée extraordinaire du 13 juin dernier, vous amènerez sûrement votre Société à une situation de premier ordre qui vous permettra, nous n'en doutons pas, d'envisager l'avenir avec la plus entière confiance.

Nous sommes persuadés que vous approuverez les comptes et le bilan que nous vous présentons, ainsi que le mode de répartition que nous vous proposons.

Nous venons de nous adjoindre comme administrateur M. Léon Bruneau, ingénieur, dont les hautes capacités techniques seront, pour nous, d'une collaboration très précieuse ; nous vous demandons de confirmer cette nomination, conformément à l'article 21 des statuts.

Vous aurez ensuite à nommer vos commissaires pour le prochain exercice ; nous vous rappelons, à cet égard, que les titulaires sortants sont rééligibles.

Vous aurez enfin, comme d'habitude, à ratifier les marchés et traités passés par vos administrateurs avec les diverses sociétés ou entreprises à l'administration desquelles ils participent.

Le conseil d'administration.

Bilan au 31 décembre 1903

ACTIF	
Immeubles et matériel	2.800.000 00
Espèces en caisse	18.527 31
Espèces chez les banquiers	826.268 55

Cautionnements et avances	106.101 00
Effets à recevoir	418.331 78
Comptes débiteurs	750.558 02
Comptes d'avances (impôts sur actions et obligations)	8.683 51
Marchandises :	
Matières brutes	897.418 73
Matériel fabriqué ou en cours de fabrication	1.622.031 23
Matériel ou dépôt	156.744 72
Matériel en location	153.410 55
	7.751.075 46
PASSIF	
Capital-actions	3.525.000 00
Obligations	2.870.000 00
Créanciers divers	318.744 54
Locations facturées sur contrats en cours	60.465 20
Bons au porteur	210.000 00
Coupons à payer	93.017 65
Réserve légale	207.830 35
Réserve spéciale	400.000 00
Fonds spécial. Travaux neufs	76.705 86
	7.261.763 60
Profits et pertes :	
Reliquat de 1902	125.038 06
Bénéfices 1903	364.273 80
	7.751.075 46

Compte de profits et pertes.

DÉBIT	
Frais de direction et administration de la Société	185.729 73
Frais de concours, agences et inspections commerciales, publicité, annonces	35.146 60
Négociations, changes et commissions de banque, intérêts et transactions sur créances	12.697 36
Intérêts aux obligations	95.010 00
	278.612 69
Balance	489.811 86

	767.924 65
CRÉDIT	
Produit des capitaux disponibles, cautionnements et divers	15.890 92
Produit des ateliers et divers	627.495 57
Reliquat de 1902	125.038.06
	767.924 55

Compte rendu sténographique de l'assemblée du 28 mars 1904
(*L'Information financière, économique et politique,* 28 mars 1904)

Voici le compte rendu sténographique *in extenso* de la discussion qui s'est produite au cours de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui a eu lieu hier.

M. Labrousse. — Il résulte des comptes sociaux, dont la lecture vient d'être faite, que les bénéfices nets de l'exercice 1903 se sont élevés à 364.273 francs et le reliquat reporté de 1902 à 125.000 francs, ce qui donne un bénéfice total de 489.000 francs. Sur cette somme, après avoir porté à la réserve légale 144.000 francs, et au compte de travaux neufs une provision de 100.000 francs, le conseil propose l'attribution d'un dividende de 6 % aux actions, représentant 211.500 francs ; le report à nouveau serait fixé à 33.142 francs.

Cette distribution de 6 % aux actions pourrait faire croire, à première vue, que la situation de la Société s'est heureusement modifiée dans le courant de l'exercice 1908 grâce à l'habile direction de notre président du conseil, M. Sébastien de Neufville. Quant à moi, je n'en juge pas ainsi, et je vais vous le démontrer.

Au compte de profits et pertes, le produit des ateliers et divers figure pour 627.000 francs. Pourquoi le conseil ne fait-il pas connaître séparément le produit des ateliers et les produits divers ? Certainement, il a une raison pour agir ainsi. Est-ce que, par hasard, il ne figurerait pas dans ces produits divers les dommages-intérêts auxquels ont été condamnés, à notre profit, MM. de Dion et Bouton ? Le conseil ferait, d'ailleurs, plaisir à l'assemblée en lui faisant connaître le chiffre de ces dommages-intérêts ; le rapport est muet à cet égard.

Il est indiscutable que si l'on fait entrer dans le compte profits et pertes des sommes quelconques provenant de l'indemnité de de Dion-Bouton, ce résultat avantageux ne saurait être attribué au président du conseil, puisque l'origine du procès remonte à plusieurs années avant son entrée en fonctions.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que, dans le cours de l'exercice 1903, M. Sébastien de Neufville nous a fait subir une opération douloureuse en nous obligeant à échanger deux titres contre un seul ; cela fait qu'en réalité, ce beau dividende de 6 % n'est en somme que du 3 %. Seulement, sans réduction du capital, le conseil n'eût jamais osé nous proposer 3 francs de dividende par titre, surtout après que trois ans s'étaient passés sans aucune répartition.

L'exercice 1903 n'est donc pas plus avantageux que ses devanciers, et si la situation sociale semble paraître s'améliorer, c'est tout simplement un jeu d'écritures.

C'est donc à tort qu'on propose la distribution d'un dividende de 6 %, car ce dividende n'existe que sur le papier, si même, suivant mes prévisions, il n'a pas été pris en partie dans la poche de de Dion-Bouton.

Je ne veux point parler des autres chiffres du bilan qui, tous, sont critiquables ; je tiens seulement à entretenir l'assemblée de la nouvelle direction qui va être donnée par le conseil aux affaires sociales. Il y a quelques années, après nous être livrés, antistatutairement, à la fabrication des autos qui nous avait donné de grandes

déceptions, nous avons passé la main à une filiale qui a fini misérablement par la liquidation judiciaire après avoir perdu tout son capital social. Sur un passif de 300.000 fr., nous figurons pour 270.000 francs, et nous ne toucherons rien ou à peu près de notre créance.

Or, il paraît que notre Société va reprendre, ou qu'elle a même déjà repris, et pour son compte, la fabrication des autos. Il me semble qu'en cela, notre conseil ne tient pas compte des enseignements du passé. Je crois même savoir que, déjà, un très grand nombre d'automobiles sont fabriqués, et peut-être entre-t il dans les produits d'ateliers pour 1903 les bénéfices qu'on espère réaliser par le placement de ces autos ; l'avenir nous fixera à cet égard. Et en se chargeant ainsi de marchandises fabriquées, dont la vente est toujours problématique, le conseil, forcément, va se trouver avant peu aux prises avec des difficultés de trésorerie. Pour y remédier, il sera tout naturellement amené à vous demander une augmentation du capital social car ce n'est pas avec les petites disponibilités dont il dispose qu'il pourra faire grand, et que nos mandataires pourront passer des marchés avantageux pour notre Société avec d'autres sociétés dans lesquelles ils ont des intérêts. La petite distribution qu'on vous propose actuellement n'a-t-elle pas pour objet de poser un premier jalon dans ce sens ? Avant peu, vous devez être fixés à cet égard, car je ne puis croire que M. Sébastien de Neufville se contentera d'être le président d'uns Société à capital aussi mesquin et représenté en presque totalité par des immeubles et du matériel.

Je voudrais bien savoir aussi pourquoi l'administrateur qu'on a remplacé avait cessé de plaire ; est-ce parce qu'il n'était pas partisan de la réduction du capital social ? C'est là une question que je pose, en terminant, à M. le président.

M. le président. — Nous sommes toujours très heureux d'entendre chaque année le discours de M. Labrousse ; nous pouvons d'abord le remercier d'avoir été plus court cette année que les années précédentes. (Rires et applaudissements.)

En ce qui concerne la question qui paraît jeter beaucoup de trouble en son esprit, je lui répondrai qu'il n'y a eu que 4.000 francs de bénéfices réalisés sur un immeuble que nous avons vendu, et c'est tout pour les produits divers.

Quant à de Dion-Bouton, la partie qu'il nous a versée sur la condamnation qu'il a encourue, partie qui se monte à 42.000 francs, a été appliquée pour amortir les marchandises en magasin pour la fabrication des tricycles qu'on ne pouvait plus vendre, puisque ces tricycles étaient précisément l'objet du litige. Vous voyez donc que ces 42.000 francs ne sont pas venus grossir le compte du profits et pertes, comme vous sembliez le craindre.

M. Labrousse. — Il fallait le dire dans le rapport.

M. le président. — En ce qui concerne les voitures automobiles, si M. Labrousse avait voulu se donner la peine de lire les statuts de notre société, il y aurait vu page 2. paragraphe 5, qu'il y est dit :

« Construire, vendre tels que voitures, vélocipèdes ... » Nous avons donc, statutairement, parfaitement le droit de construire des voitures automobiles. M. Labrousse cherche toujours à jeter le discrédit sur la Société nouvelle Decauville ; généralement, les actionnaires ont un but plutôt opposé, et ils cherchent à relever le crédit des établissements dans lesquels ils sont intéressés. Aussi, je suis obligé de constater, devant le but poursuivi chaque année par M. Labrousse, que ce n'est pas l'intérêt social qui le pousse, mais bien l'intérêt personnel. Vous venez à l'assemblée avec l'idée bien arrêtée de jeter le trouble parmi les actionnaires.

Vous prétendez que nous avons également grossi nos bénéfices en faisant apparaître dans le compte de « profits et pertes » le produit de ventes de voitures non encore réalisées. À cette assertion, je suis obligé de vous donner un démenti que je regrette de ne pouvoir exprimer sous une autre forme : nous avons fabriqué soixante-quinze voitures, sur lesquelles soixante deux sont déjà vendues. (Applaudissements.)

Un autre actionnaire. — Je vois, au chapitre IX du rapport, que la Société est en train d'acquérir, auprès de Dunkerque, un immeuble important, pour y installer une usine destinée à l'une des branches de fabrication de la Société. Je désirerais avoir quelques explications à ce sujet. Il est certain que la construction de nouvelles usines ne se conçoit pas sans d'assez gros frais, et je voudrais vous demander de rassurer les actionnaires à ce point de vue, de nous dire si cette acquisition est faite dans des conditions avantageuses et si nous n'avons pas à envisager, pour plus tard, les gros amortissements que la réduction de capital que vous nous avez demandée l'année dernière a eu précisément pour but d'éviter.

M. le président. — Avant de vous répondre, permettez-moi de dire un mot. On vient de mettre en avant la prochaine augmentation du capital ; M. Labrousse, qui doit être au courant des bilans, puisqu'il est changeur, aurait pu voir que nous avons comme trésorerie : 826.000 francs d'espèces chez les banquiers et 418.000 francs d'effets à recevoir, soit, au total, 1.244.000 francs avec lesquels nous pouvons faire face à nos affaires.

Maintenant, pour répondre à l'honorable actionnaire, je vous dirai quelles sont les raisons qui ont décidé le conseil à installer une usine à Dunkerque pour le travail mécanique proprement dit. Dès qu'il s'agit d'un travail qui nécessite de l'intelligence et un doigté spécial, il est certain que l'ouvrier parisien est de beaucoup supérieur à l'ouvrier de province. Nous l'avons constaté et le fait a été constaté ailleurs : bien que l'ouvrier parisien soit payé plus cher, il produit davantage et mieux.

Notre intention n'est donc pas de transporter, pour le moment, à Dunkerque, la fabrication spéciale des automobiles et des locomotives, mais tout simplement celle des rails, comme le dit le rapport. Nous ne voyons pas du tout utilité à payer des transports élevés, qui ne profitent, en réalité, qu'aux compagnies de chemins de fer, pour faire venir du Nord à Corbeil des rails que nous fabriquons dans notre usine et qui retournent souvent à Dunkerque pour être expédiées de là dans les colonies ou sur les côtes de l'Océan ou de la Manche. Les transports par chemin de fer sont de 12 à 13 francs par tonne (par eau, ils sont sensiblement inférieurs) et nous croyons que, de ce chef, nous réaliserions non seulement des bénéfices appréciables, mais que cela nous permettrait encore d'étendre notre champ d'action,

Nous avons, en effet, à lutter contre de puissantes sociétés rivales, contre les Allemands qui nous font une concurrence acharnée ; ce n'est qu'en arrivant à diminuer notre prix de revient que nous arriverons à diminuer notre prix de vente et à étendre par cela même le rayon d'action de la nouvelle Société Decauville.

Nous avons eu la bonne fortune de pouvoir trouver à Dunkerque, aux portes même de la ville, une ancienne usine qui n'était plus en exploitation. Nous avons pu acheter 5.443 mètres de terrain, avec des bâtiments déjà construits sur 1.000 mètres environ, le tout pour une somme de 53.000 francs. D'après l'estimation que nous avons faite, la construction, à elle seule, si nous étions obligés de la faire, nous reviendrait à ce prix.

Cotte usine se trouve située le long d'un canal ; nous avons donc toutes facilités pour recevoir les matières premières et d'exploitation : fers, charbons, aciers, rails, etc., qui peuvent nous arriver par eau. Enfin, nous avons trouvé un embranchement tout installé qui relie directement cette petite usine à la gare de Coudekerque-Branche, qui est la gare des Batignolles de Dunkerque.

Si, plus tard, nous voyons que nous sommes obligés d'augmenter le travail que nous pouvons faire à Dunkerque, que pour la construction des wagonnets, qui est une de nos principales sources de recettes, nos bénéfices ne nous permettent plus de lutter à Corbeil, soit à cause de la main-d'œuvre, soit à cause des tarifs prohibitifs des compagnies de chemins de fer qui, malheureusement, défendent beaucoup plus les intérêts étrangers que les intérêts nationaux, nous nous transporterons alors à Dunkerque.

Voilà tout ce que je puis dire pour le moment ; l'usine ne marche pas encore, mais d'ici une quinzaine de jours, elle va fonctionner.

M. Labrousse. — Il y a une question à laquelle vous n'avez pas complètement répondu. Je voudrais savoir quel est le chiffre total de la condamnation prononcée contre de Dion-Bouton ; il y a, en effet, autre chose que ces 42.000 francs dont vous avez parlé tout à l'heure.

M. le président. — Je serais très heureux de pouvoir vous donner ce renseignement aujourd'hui, mais il m'est impossible de me substituer aux experts que le tribunal a nommés et qui sont seuls capables de fixer le chiffre des dommages-intérêts.

M. Labrousse. — J'ai vu qu'une condamnation avait été prononcée jusqu'à concurrence de 400.000 francs ; certains journaux l'ont reproduit.

M. le président. — Vous avez eu tort de chercher dans les journaux un renseignement de cette nature.

Une voix. — Dans quels journaux avez-vous vu cela ?

M. Labrousse. — Dans plusieurs journaux financiers parfaitement connus sur la place de Paris.

M. le président. — Bien que M. Labrousse ne soit pas toujours très aimable pour le président de la Société nouvelle Decauville, je serai toujours à sa disposition chaque fois qu'il viendra me trouver et qu'il aura quelque renseignement à me demander, soit dans l'intérêt de la Société, soit dans son intérêt personnel

M. Labrousse. — Ce que je constate à propos du dividende, c'est qu'en quatre ans, vous donnez trois francs, ce qui fait 75 centimes par an.

M. le président. — .... mais je dois lui déclarer que je ne lui répondrai plus en assemblée générale.

M. Ravenez, administrateur démissionnaire. — Étant donné le dissentiment qui s'est élevé entre le conseil et moi, je n'ai pas voulu donner ma démission d'administrateur sans venir vous rendre compte de mon mandat et vous exposer la situation telle que je l'envisage pour l'avenir.

À l'assemblée dernière, vous avez voté la suppression de la fabrication des voitures automobiles, votre Société ayant fait de grandes pertes sur ces fabrications. La Société des Voitures automobiles, n'ayant pu rembourser les sommes qui étaient réclamées, a été mise en liquidation.

Malgré mes protestations, la Société Decauville a repris pour son propre compte la fabrication des automobiles. Vous n'ignorez pas que cette industrie dépend de la mode qui oblige à changer les modèles tous les ans, ce qui exige une grande mise de fonds pour pouvoir obtenir un prix de revient rémunérateur. Actuellement, il y a en fabrication 220 voitures, ce qui, à 6.000 francs l'unité, représente 1.320.000 francs ; en admettant qu'il en soit vendu la moitié, c'est encore une somme de 600.000 francs de marchandises démodées qui se trouvera immobilisée à la fin de l'année. Jeudi 17, le nombre des voitures en commande depuis décembre était de 142, et aujourd'hui, on vous annonçait le chiffre de 62 !

Je tenais à vous faire part de ces quelques observations pour bien préciser le motif de ma retraite. Je vous prie également de bien vouloir me donner quitus de ma gestion, ne pouvant rester plus longtemps dans un conseil dont la majorité m'est hostile.

Un actionnaire. — Je trouve singulier qu'un administrateur qui a la faculté de présenter ses observations dans le conseil, vienne faire de telles remarques en assemblée, et surtout quand cet administrateur est M. Ravenez. Il oublie trop que son père est cause de tout ce qui nous arrive aujourd'hui, cause des pertes qu'ont éprouvées tous les anciens actionnaires, car il a majoré le capital social dans des conditions telles que mes actions ne me rapportent plus 2 % aujourd'hui. Vraiment, M. Ravenez est bien mal placé à venir demander quitus dans de telles conditions ; est ce qu'il n'est pas responsable, le plus responsable même, de tout ce qui s'est passé au point de vue de la fabrication des voiturettes ? On dirait vraiment que vous oubliez

l'histoire, et vous avez une singulière audace de venir dire de semblables choses aux actionnaires ! J'ai suivi la Société Decauville depuis plus du dix ans, je suis une victime des Ravenez qui m'ont donné des renseignements contraires à la vérité lorsque je leur en ai demandé. Je me souviens notamment d'une entreprise — très onéreuse pour la Société, naturellement — pour la fabrication des tirefonds pour les chemins de fer. Je faisais observer que la Société Decauville ne me semblait pas bien placée pour fabriquer ces tirefonds qui sont généralement fournis par les grandes sociétés métallurgiques du Nord qui les produisent à titre de poids mort, sans bénéfice. Mais M. Ravenez me répondait qu'en raison de ses relations avec les compagnies de chemins de fer, il avait pu traiter dans des conditions toutes spéciales, et qu'on allait réaliser des bénéfices formidables. Et c'est son fils qui vient aujourd'hui, après s'être promené il y a deux ans, en Espagne, avec les automobiles de la Compagnie, faire les observations que vous venez d'entendre ?

Messieurs, je prie tous les actionnaires sérieux de voter des félicitations et des remerciements à l'honorable président que nous avons aujourd'hui, car c'est grâce à son énergie que nous sommes maintenant dans la bonne voie.

Et je vous prie aussi de ne pas donner votre quitus à M. Ravenez ; donnons-lui son sac tout simplement, mais réservons l'avenir, car il peut se faire que nous trouvions quelque chose dont il sera responsable. Je demande sa révocation pure et simple, sans lui donner le quitus qu'il réclame. (Applaudissements.)

Un autre actionnaire. — Je considère que la situation de la Société, actuellement, est absolument saine, et je diffère en cela de l'avis du premier actionnaire qui a pris la parole. Mais il y a une close qui m'a inquiété à la lecture du rapport : c'est précisément ce fait que le conseil actuel semble vouloir s'intéresser de nouveau à la fabrication des automobiles. Sur ce point, je suis presque de l'avis de M. Ravenez que je ne connais aucunement et avec lequel je n'ai échangé aucune parole à ce sujet. Cette question de la fabrication des automobiles par notre Société me préoccupe ; je crois me rappeler qu'à l'assemblée précédente, le conseil avait émis l'opinion que notre Société autrefois, que la société concessionnaire ensuite, avaient subi des pertes uniquement par suite de la fabrication des automobiles, et, qu'en règle générale, la Société Decauville n'avait jamais gagné de l'argent qu'à fabriquer ce qui est sa spécialité : le petit chemin de fer portatif. En sorte que j'ai été étonné de voir que nous [nous] étions portés adjudicataires du fonds de commerce et du magasin d'automobiles.

J'appelle votre attention sur ce point. Le conseil est mieux placé que quiconque pour se rendre compte à nouveau de l'opportunité qu'il peut y avoir à fabriquer des automobiles, mais je redouterais, pour ma part, de le voir s'engager à fond dans cette fabrication qui, dans le passé, nous a été constamment défavorable. (Très bien, très bien !)

M. le président. — La situation n'est pas du tout la même. Il m'est assez pénible, mais je vais y être obligé, d'entrer dans une discussion où il me faudra parler de collègues ; il est toujours désagréable de faire des personnalités.

Lorsque la Société des Établissements Decauville, du temps de Ravenez père, commença à créer la fabrication des voitures automobiles, on s'était adjoint un ingénieur, M. Cornilleau, inventeur d'une petite voiturette qui a été la cause de tous les déboires, et des Établissements Decauville, et de la Société des Voitures automobiles. Ces voiturettes n'ont pas donné satisfaction, elles ont jeté un discrédit sur les deux établissements, car bien que les Établissements Decauville en aient été les créateurs, on revendait ces voitures à la Société des Voitures automobiles, le bénéfice devant, soi-disant, appartenir à cette dernière. Ces voitures étaient payées un prix ridiculement bas, car il y avait des administrateurs dans les deux camps à la fois, et la liberté n'était pas entière pour les Établissements Decauville.

À ce moment, un stock important de voiturettes fut commandé par la Société des Voitures automobiles ; je ne me rappelle plus exactement le chiffre, car cela remonte à plusieurs années, mais il approchait de 400 voiturettes. De là provint le premier déficit.

Ensuite, dans l'organisation même des deux Sociétés, il y avait un vice fondamental ; c'est que l'ingénieur, M Cornilleau, qui était l'inventeur, était à la fois ingénieur de la Société des Voitures automobiles et des Établissements Decauville. Il avait donc sous ses ordre, le directeur des Établissements Decauville, qui n'avait pas toute sa liberté d'allures et qui ne pouvait fabriquer comme il le voulait. On commençait une voiture, puis on la transformait et on arrivait ainsi à quadrupler ou à quintupler sa valeur. Dans de telles conditions, il était évident qu'on ne pouvait continuer.

Et, ce qui était plus grave, c'est qu'on ne pouvait livrer à temps. Pour que les voitures automobiles puissent se vendre, il faut qu'elles soient terminées au plus tard courant février ou mars, c'est-à-dire que les nouveaux types de l'année doivent être mis à la disposition des agents et des clients pour cette époque de l'année. Or, les deux Sociétés ne pouvaient livrer les voitures qu'en septembre ou octobre, la saison était finie, l'année était perdue.

Cette année-ci, bien que la situation ait été modifiée, elle ne s'est pas encore transformée complètement comme je l'aurais voulu ; mais à qui la faute ? Est-ce aux Etablissement Decauville ? Non, c'est à la Société des Voitures automobiles, et — j'ai le regret d'être obligé de vous le dire — c'est précisément à l'auteur du factum de tout à l'heure qu'incombe cette responsabilité.

Je regrette d'être obligé de voue donner communication de certaines lettres, mais il ne faut pas qu'il reste de confusion dans l'esprit des actionnaires.

Je me reporte à la lettre que j'ai reçue de la Société des Voitures automobiles en réponse a celle que je lui avais adressée à la suite du vote de l'assemblée extraordinaire du 18 juin dernier, qui m'enjoignait de poursuivre le recouvrement de la créance de la Société des Voitures automobiles, ou d'arriver à la faire disparaître. Cela m'était pénible d'être obligé d'exécuter cette décision telle qu'elle avait été prise, car je comptais dans le sein du conseil des amis qui faisaient également partie du conseil de l'autre Société.

Donc, le 17 juin, cette Société m'écrivait : « Notre conseil d'administration a pris connaissance, dans sa séance de ce jour, de la lettre que vous lui avez adressée le 13 juin. Examen fait de notre situation, nous venons vous demander de vouloir bien différer le règlement de notre compte jusqu'au 31 août. Nous allons faire tous nos efforts d'ici là pour vous donner satisfaction. Si toutefois, il était démontré que nos tentatives sont vaines, nous prenons engagement de réunir, le 31 août au plus tard, les actionnaires en assemblée générale extraordinaire afin de leur exposer la situation et de leur proposer, d'accord avec vous, la mise en liquidation de notre Société. Pendant le court espace de temps qui nous sépare du 31 août prochain, nous ferons, etc. »

Au mois d'août, nouvelle lettre ainsi conçue : « Nous avons l'honneur de vous confirmer notre lettre du 17 juin dernier, dans tous ses termes. Nous sommes toujours dans les mêmes dispositions, et nous croyons devoir vous informer qu'il nous est fait en ce moment des propositions qui, si elles aboutissaient, seraient de nature à nous permettre de nous acquitter envers votre Société, mais eu égard à l'époque de l'année, etc. »

Bref, on nous demandait jusqu'au 30 septembre, et cette demande était signée par tout le conseil d'administration.

Que se passa-t-il ? Au lieu de nous remercier de l'attitude que prenait le conseil de la Société nouvelle des Établissements Decauville vis-à-vis de la Société des Voitures automobiles, une résistance passive s'était faite. On se demanda quel tour on pourrait nous jouer, et, alors, au lieu de tenir la parole donnée, les signataires — que je considérais comme des personnes capables de tenir les engagements qu'elles avaient pris — déposèrent leur bilan au tribunal de commerce en demandant la liquidation judiciaire, dans le simple but de nuire au crédit de la Société nouvelle des Établissements

Decauville. Et de fait, un tort matériel important nous a été causé de ce chef, car certaines personnes ont cru que la Société en liquidation était, non pas la Société des Voitures automobiles, mais la Société nouvelle des Établissements Decauville. J'ai été obligé de faire faire des rectifications, d'adresser des lettres individuelles à toutes les personnes qui étaient en rapports avec la Société. Nous avons reçu, à certains moments, des lettres d'agents qui nous écrivaient : « J'ai beaucoup de difficultés pour faire des affaires ; les clients ne veulent pas passer de commandes car ils ont appris que vous êtes en liquidation judiciaire et ils ne veulent pas commander des marchandises qu'on ne pourra pas leur livrer. »

Quand j'ai vu le dépôt du bilan au tribunal de commerce, j'ai alors demandé a M. Ravenez de faire un choix entre la Société des Voitures automobiles et la Société, nouvelle des Établissements Decauville. Il n'était pas admissible qu'un administrateur restât avec nous et continuât à travailler contre les intérêts de notre Société et de nos actionnaires.

Voilà quelle est la situation. Je regrette d'avoir été obligé de l'exposer ainsi, surtout étant donné qu'il s'agit d'un ancien collègue. J'aurais voulu éviter d'aborder ce débat en public, mais ce n'est pas moi qui l'ai provoqué : M. Ravenez est allé au-devant des explications, j'ai été obligé de vous les donner. (Vifs applaudissements.)

Pour ce qui concerne la fabrication des voitures automobiles, la situation s'est modifiée. Nous nous sommes complètement séparés de M. Cornilleau, qui ne nous a pas rendu service. Notre Société a un outillage très perfectionné. Nous avons exposé à Londres, à Francfort, à Paris ; nous allons exposer à Vienne, et partout nous avons eu beaucoup de succès et nous avons réalisé des ventes importantes. Et si elles ne sont pas aussi importantes que voulait le dire M. Ravenez, cela provient justement du fait de la Société des Voitures automobiles qui, s'étant mise en liquidation judiciaire, n'a pu reprendre sa fabrication qu'à partir du mois de janvier.

Un actionnaire. — Je demande à M. le président de vouloir bien faire voter sur la révocation de M. Ravenez, pour les motifs mêmes que vous venez de nous donner. (Très bien, très bien !)

LES RÉSOLUTIONS

1° L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires, en approuve tous les termes ainsi que les comptes de l'exercice 1903 tels qu'ils sont présentés. Conformément aux propositions du conseil d'administration, elle décide de répartir comme suit le solde créditeur du compte de profits et pertes qui s'élève à 489.311 fr. 86 ;

Complément à 352.000 francs, soit à 10 % du capital-actions, de la réserve légale actuellement au chiffre de 207.830 fr. 35, soit 144.669 fr. 65 ; attribution d'un dividende de 6 % aux actions, soit 211.500 francs ; constitution au fonds spécial pour travaux neufs d'une provision de 100.000 francs ; et report au prochain exercice de 33.142 fr. 86.

Le dividende sera payable en échange du coupon numéro 5.

(Adopté à l'unanimité moins une voix.)

2° L'assemblée générale réélit comme commissaires, pour le nouvel exercice, MM. Tomassi et Ch. Zerling, titulaires sortants, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément, et fixe à 2.000 francs leur rémunération totale.

(Adopté à l'unanimité moins une voix.)

3° L'assemblée ratifie la nomination de M. Léon Bruneau comme administrateur de la Société.

(Adopté à l'unanimité.)

Un actionnaire. — N'y aurait-il pas lieu de donner acte à l'assemblée de la démission de M. Ravenez ?

M. le président. — Non, puisqu'on en propose la révocation.

Messieurs, sur la demande d'un certain nombre d'actionnaires, je vais mettre aux voix une quatrième résolution sur la révocation de M. Ravenez.

Un actionnaire. — On ne peut pas ainsi voter sur une révocation sans avoir entendu les deux parties. Je propose donc qu'on nomme un expert qui sera chargé d'étudier les faits, mais il me semble qu'au pied levé, nous ne pouvons pas ainsi trancher la question.

Un autre actionnaire. — Ce qui a été dit ici suffit pour justifier la révocation, car nous sommes eu présence d'un administrateur qui non seulement, n'a pas travaillé pour la Société, mais qui a même cherché à nuire à nos intérêts. Cela nous suffi, et nous nous trouvons suffisamment édifiés (Très bien, très bien !).

Un autre actionnaire. — Voilà comment la question se pose. L'assemblée extraordinaire du 13 juin a décidé que le conseil d'administration devait régulariser la situation existant entre les établissements Decauville et la Société des Voitures automobiles. Tout le monde s'est conformé à cette décision, sauf M. Ravenez, qui non seulement n'a pas suivi ses collègues, mais qui, encore, a cherché, par tous les moyens, à leur faire échec. D'autre part, M. Ravenez père a déjà causé un préjudice considérable à la Société Decauville ; et, en ce qui me concerne, j'estime que nous devons empêcher le fils de nous causer les mêmes ennuis. Je demande donc la révocation pure et simple, en réservant notre quitus. (Très bien, très bien !)

Un des actionnaires précédents. — Il y a un moyen d'arranger tout, c'est d'accepter la démission qui nous est proposée par M. Ravenez et, par les motifs indiqués, de prononcer sa révocation.

Une voix. — Nous tenons tous à la révocation, car tous nous avons été les victimes des agissements de MM. Ravenez père et fils.

M. le président. — Il y a une demande de scrutin qui est ainsi conçue i

« L'assemblée, jugeant les agissements de M. Ravenez, prononce sa révocation comme administrateur de la Société des Établissements Decauville.

Il va être procédé au scrutin secret sur cette proposition.

Le vote a donné les résultats suivants :

pour la révocation631 voix
Contre 19 —

M. le président. — Messieurs, nous déclarons M. Ravenez révoqué de ses fonctions d'administrateur à la Société nouvelle des Etablissement» Decauville. (Applaudissements.)

La séance est levée.

———————————

Établissements Decauville*
(*Gil Blas*, 29 mars 1904)

Hier a eu lieu l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société, sous la présidence de M. Sébastien de Neufville.

Il résulte du rapport qui a été lu à cette assemblée que, malgré la crise qui n'a cessé de sévir sur l'industrie métallurgique, les bénéfices nets sont encore en augmentation cette année, puisque de 308.127 fr. 06 en 1902, ils sont passés en 1903 à 364.273 fr. 80.

En tenant compte du reliquat de 1902, le solde disponible du compte de profits et pertes est de 489.311 fr. 86.

Le conseil a proposé d'en faire l'application suivante :

1° Complément à 352.500 fr. de la réserve légale, actuellement à 207.830 fr. 35. 144.669 65

2° Attribution d'un dividende de 6 % aux actions 211.500 00
3° Provision nouvelle de 100.000 fr. au compte travaux neufs 100.000 00
4° Report à l'exercice nouveau 33.142 21
Total égal 489.311 86

Les comptes ont été approuvés à l'unanimité moins 1 voix. Les commissaires sortants ont été réélus. M. Alfred Bruneau a été nommé administrateur, et l'assemblée, enfin, a voté la révocation de M. L. Ravenez [fils], de ses fonctions d'administrateur, par 631 voix contre 19.

———————————

Automobilisme
(*Le Journal des débats*, 23 novembre 1904)

La Société nouvelle des Établissements Decauville aîné, dont les vastes ateliers de Corbeil occupent plus de mille ouvriers, présentera cette année au Salon une série de châssis auxquels des perfectionnements importants ont été apportés.

Ces châssis sont les suivants : 12 chevaux à deux cylindres 12/16, 16/20. 24/28, 30/35 et 40/50 chevaux, tous les cinq à quatre cylindres.

Les établissements Decauville fabriquent également des camions automobiles, des voitures de livraison et des draisines automobiles sur rails, dont des spécimens seront exposés à l'annexe du Salon, dans les serres de la Ville de Paris.

Outre le châssis blindé, breveté, appliqué par cette Société à partir de 1902 et imite depuis par de nombreuses maisons, ainsi d'ailleurs que l'essieu arrière dont les dispositions ont été adoptées par plusieurs autres constructeurs, les nouvelles voitures comportent un carburateur automatique et un mode d'admission variable, système Decauville breveté, dont voici une description succincte.

Le carburateur est à niveau constant et à gicleur, mais il offre cette particularité que tout l'air aspiré par le moteur passe par le gicleur, assurant ainsi, avec la section variable d'aspiration, une carburation parfaite et absolument automatique.

La section de passage des gaz aspirés étant variable et augmentant automatiquement avec la vitesse du moteur, le mélange carburant ainsi obtenu dans des proportions toujours constantes est admis dans les cylindres pendant un temps qui peut varier de la durée totale de la course du piston, pendant la période d'admission, a la suppression complète. Cette admission variable est obtenue par un procédé très simple et très ingénieux qui agit sur l'admission sans avoir à modifier en aucune façon ni les soupapes, ni leur course, ni leur siège.

L'effort moteur, dans les différents châssis, se transmet a l'essieu arrière par un joint a la cardan, sauf pour les modèles 30/35 et 40/50 chevaux dans lesquels cette transmission s'effectua par chaînes.

Les voitures de 24/28, 30/3a et 40/50 chevaux sont munies de quatre changements de vitesse et de la marche arrière, tandis que les autres types ne comportent que trois vitesses et la marche arrière.

Terminons en annonçant que la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné vient de prendre la concession du transport des voyageurs dans l'Exposition universelle de Liège à l'aide de voitures automobiles sur rails.

———————

IVe SALON DE L'AUTOMOBILE À BRUXELLES

VEILLE D'INAUGURATION

(*Journal de l'automobile,* 14 janvier 1905)

……

De nombreux Parisiens viennent d'arriver. Citons MM. Lacoste, Gianoli, Gossé, Ullmann, de l'établissement Decauville, de Lafreté, etc.

———

Decauville

Assemblée générale ordinaire du 31 mars 1905

COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE

(*L'Information financière, économique et politique,* 31 mars 1905)

Les actionnaires de cette Société se sont réunis aujourd'hui en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Sébastien de Neufville, président du conseil d'administration, assisté de MM. Chauchard et Thieulent en qualité de scrutateurs.

13.954 actions étaient présentes ou représentées.

M. Hartz, secrétaire, donne lecture du rapport du conseil d'administration dont voici le texte :

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous conformant à l'article 35 des statuts, nous vous avons convoqués aujourd'hui en assemblée générale ordinaire, pour vous soumettre le bilan du dernier exercice, arrêté à la date du 31 décembre 1904, et vous communiquer les résultats de notre exploitation pendant l'année écoulée.

Le bilan ci-annexé ne présente pas, dans l'ensemble des valeurs actives ou passives, de différences essentielles avec celui de l'exercice précédent, mais il mérite d'appeler votre attention, parce qu'il consacre l'heureux résultat des réformes que nous avons faites avec votre assentiment, à la suite de votre assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1903.

Lee affaires ont été très dures et très difficiles à traiter. Aussi leur chiffre ne dépasse pas très sensiblement celui de l'année 1903.

Cependant, le bénéfice net de l'exercice 1904 présente une certaine augmentation sur celui de 1903, bien que l'année n'ait pas été beaucoup plus favorable au marché métallurgique que ses devancières.

Nous devons en conclure que nous sommes parvenus à produire plus économiquement qu'autrefois, et les résultats obtenus nous encouragent vivement à persévérer dans cette voie.

De plus, nous avons la satisfaction de constater, pour le premier trimestre 1905, une augmentation notable des affaires.

Notre fabrication est de plus on plus appréciée, et nous exécutons actuellement des wagons à voyageurs et à marchandises pour les Chemins de fer algériens de l'État, pour les Chemins de fer coloniaux de Madagascar et de la Réunion, pour les Chemins de fer du Sud de la France, pour la Société des chemins de fer économiques, la Compagnie du chemin de fer Métropolitain de Paris, etc.

L'installation de notre nouvelle usine de Petite-Synthe, près Dunkerque, a répondu aux résultats que nous en attendions ; elle a eu à exécuter, dés son ouverture, un bon courant de commandes.

Nos voitures automobiles ont obtenu un vif succès au dernier Salon de Paris, et nous avons pu traiter un chiffre important de commandes, non seulement avec la clientèle française, mais avec des agences de premier ordre qui ont pris notre représentation à l'étranger.

D'autre part, nous avons dû défendre contre la concurrence les brevets que nous possédions pour cette fabrication spéciale des voitures automobiles, et notamment pour notre modèle de châssis blindé.

Certaines forges et certains constructeurs de voitures automobiles, ayant cru pouvoir s'approprier notre système de châssis blindé, nous avons fait saisir, aux Salons de 1903 et de 1904, des châssis fabriqués ou employés dans ces conditions, et nous avons porté nos revendications devant le tribunal civil de la Seine qui, par un jugement en date du 2 mars 1905, « a proclamé le droit privatif de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné sur le blindage ou cuirassement des châssis d'automobiles, et a condamné les contrefacteurs dudit châssis à des dommages intérêts à fixer par état. »

Nous sommes heureux de porter cette décision judiciaire à votre connaissance.

Nous allons maintenant vous donner quelques indications sur chacun des chapitres qui composent votre bilan.

……

Nous ne doutons pas que vous approuviez à la fois les comptes et le bilan que nous vous présentons, ainsi que la répartition des bénéfices telle que nous vous la proposons.

Vu l'extension importante que nous donnons à notre fabrication de matériel de chemins de fer, nous avons pensé que nous ne pouvions pas mieux faire que de nous adjoindre comme administrateur M. Paul Chapuy, ingénieur, ancien directeur général de la Compagnie royale des Chemins de fer portugais, dont les connaissances spéciales et la grande expérience des affaires nous seront d'un concours précieux.

Nous vous demandons de confirmer cette nomination conformément à l'article 21 des statuts.

Vous aurez aussi, Messieurs, conformément au même article des statuts, à procéder au renouvellement partiel de votre conseil d'administration, pour deux membres désignés par le sort, MM. Sébastien de Neufville et Alfred Poidatz ; nous vous rappelons que les administrateurs sortants sont rééligibles.

Vous aurez ensuite à nommer vos commissaires pour le prochain exercice et à fixer leur rémunération.

Vous aurez enfin, comme d'habitude, à ratifier les marchés et traités passés par vos administrateurs avec diverses sociétés ou entreprises à l'administration desquelles ils participent.

Le conseil d'administration.

Il est ensuite donné lecture du rapport des commissaires des comptes, que nous avons déjà publié dans un précédent numéro.

LA DISCUSSION

Un actionnaire. — Il est question, dans le rapport, d'un jugement contre des contrefacteurs. Il serait intéressant pour nous de le connaître, tout au moins dans ses grandes lignes.

M. le président.— Il s'agit d'un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine contre la Société Darracq et Cie, les Forges de Douai et les Forges et Aciéries de la Marine. Nous avions constaté, à différentes reprises, que des constructeurs concurrents avaient adopté notre système de châssis, que certaines forges construisaient également ce

châssis, ce qui précisément montre qu'il avait une valeur réelle. Cela n'allait pas sans amener une certaine perturbation dans le chiffre de vente de nos voitures automobiles.

Nous avons fait faire des saisies aux expositions et introduire un instance contre les différentes maisons que je vous indiquais.

Je ne vous lirai pas tout le jugement, il est excessivement long et a trait plutôt à des questions d'ordre technique. Mais voici sa dernière partie :

« En ce qui concerne la contrefaçon reprochée à la Société Darracq et Cie :

« Attendu qu'il résulte des procès-verbal de saisie de G..., huissier, du 24 décembre 1903, et de B..., huissier, du 22 décembre 1904, que la Société Darracq a exposé et mis en vente des châssis cuirassés, dont la disposition et l'objet constituent une contrefaçon au châssis Decauville...

» Attendu que A. Darracq et Cie ont ainsi causé à lu Société demanderesse un préjudice...

« Attendu que le tribunal ne possède pas dès à présent les éléments nécessaires pour fixer la somme suffisant à le réparer, et qu'il y a lieu d'ordonner que les dommages intérêts seront fixés par état ;

« Attendu qu'il y a lieu de rejeter la demande reconventionnelle introduite par la Société Darracq et Cie ;

« Par ces motifs,

« Valide le bref nº 327.276 pris par la Société Decauville...

« Déclare A. Darracq et Cie, contrefacteurs dudit brevet,

« Condamne Darracq et Cie à payer à la Société Decauville des dommages-intérêts à fixer par état.

« Les condamne aux dépens. »

Messieurs, le même jugement a été retenu contre les Forges de Douai. Il y a trois jours, nous avons reçu, des Forges de Douai, une opposition à ce jugement. Notre intention est de continuer à défendre vos intérêts, et partout où nous trouverons des contrefacteurs, de faire des saisies afin de pouvoir établir la valeur du dommage causé à votre Société.

Ce fait a une certaine importance au joint de vue de la marche de nos bénéfices ; car, si nous gagnons le procès, comme nous avons lieu de le croire, il va rentrer dans nos caisses une somme assez importante.

Un autre actionnaire. — Vous demandez une provision de 100.000 francs pour travaux neufs ; c'est de la bonne prévoyance, mais sera-ce suffisant et ne pensez-vous pas avoir besoin dans l'avenir d'autres réserves ?

M. le président. — Il y a deux ans, je vous ai exposé le nouveau programme que votre conseil d'administration avait l'intention d'appliquer pour réorganiser notre Société.

À ce moment, la Société Decauville se livrait à toutes sortes d'industries, dont la plupart, malheureusement, donnaient des pertes. J'avais pris l'engagement vis-à-vis de vous de chercher à développer principalement la vente du matériel de chemin de fer, qui était le but initial de la création de la Société, et de nous occuper d'une seule branche accessoire : la vente des voitures automobiles.

Nous avons réorganisé également la partie commerciale. Nous nous sommes encore appliqués à diminuer, dans la mesure du possible, le prix de revient pour pouvoir lutter avec la concurrence, nous procurant l'outillage perfectionné nécessaire pour arriver à ce résultat.

Enfin, nous ayons créé, d'un seul bloc, notre usine de Dunkerque qui est aujourd'hui complètement amortie. Nous avons des commandes importantes de matériel de chemins de fer, près de 500 voitures pour différentes compagnies en France et aux colonies.

Cela nous met excessivement à l'étroit, notre atelier de charpente est devenu trop exigu et nous allons être obligés de l'agrandir. Nous aurons 2.160 mètres carrés de surface à couvrir, et, de ce chef, nous aurons une dépense de 70.000 francs environ.

Enfin, depuis quelques années, la Société Decauville marche avec trois machines d'un type différent et déjà assez anciennes : une de 125 chevaux, qui date de 1881 ; une de 175 qui date de 1897, et une autre de 90 qui date de 1895.

Si le malheur voulait qu'une de ces machines vienne à manquer, nous serions excessivement gênés pour la marche de notre usine et nous serions peut-être même obliges d'arrêter pendant quelque temps, jusqu'à la mise en marche d'une nouvelle machine de secours. Enfin, avec ces trois machines, notre consommation de charbon est très forte.

Tout ceci considéré, nous avons mis à l'étude la construction d'une machine de 500 chevaux, qui serait destinée à faire marcher l'usine, les trois machines anciennes serviraient seulement de machines de secours.

Nous pensons que, sur la consommation de charbon, nous arriverions ainsi à réaliser une économie de 15 à 20.000 francs par an, mais il faut bien se dire que nous aurons encore besoin, pendant quelque temps, pour achever la réalisation de notre programme de sommes variant entre 100 et 130.000 francs par an.

LES RÉSOLUTIONS

Aucun autre actionnaire n'ayant demandé la parole, les résolutions suivantes, mises aux voix, ont été adoptées à l'unanimité :

1° L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, en approuve tous les termes ainsi que les comptes de l'exercice 1904, tels qu'ils lui sont présentés.

Conformément aux propositions du conseil d'administration, elle décide de répartir comme suit le compte de profits et pertes s'élevant à 520.556 41

Amortissements du compte Immeubles et matériel : 120.000 00

Intérêt de 5 % aux actions : 176.250 00

296.250 00

2244.306 41

Allocation au conseil d'administration en conformité de l'art. 50 des statuts : 41.861 34

Dividende de 25 % aux actions : 70.000 00

Provision au « fonds spécial pour travaux neufs » : 100.000 00

215.061 31

Report à l'exercice prochain 8.945 37

Le dividende sera payable à partir du 10 avril prochain, en échange du coupon numéro 6 des actions nouvelles (teinte chamois).

2° Pour procéder, en conformité des statuts, au renouvellement partiel du conseil d'administration, l'assemblée générale réélit administrateurs, pour une période nouvelle de six années consécutives, MM. Sébastien de Neufville et Alfred Poidatz, titulaires sortants désignés par le sort.

Elle ratifie également la nomination de M. Paul Chapuy [BPPB], comme nouvel administrateur de la Société.

3° L'assemblée générale désigne MM. Tomasi et Hue comme commissaires pour le nouvel exercice avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément. La rémunération des commissaires reste fixée à 2.000 francs.

4° L'assemblée approuve en tant que besoin et en général toutes les opérations et tous marchés traités en 1904 avec les sociétés ou entreprises dans lesquelles les

administrateurs de la Société Nouvelle des Établissements Decauville ont ou ont pu avoir des intérêts directs ou indirects.

———————

CHAMBRE SYNDICALE DE L'AUTOMOBILE
ET DES INDUSTRIES QUI S'Y RATTACHENT
(*Journal de l'automobile,* 3 mai 1905)

……

La Chambre vote l'admission de M. Gossé, directeur général des Établissements Decauville aîné, et de M. le baron Charles Petiet, administrateur délégué de la Société d'Automobiles Ariès.

———————

COUPE DES PYRÉNÉES

———————

CONCOURS DE GRAND TOURISME AUTOMOBILE
Organisé par la *Dépêche dr Toulouse*
TOULOUSE À TOULOUSE PAR LES PYRÉNÉES
(20 27 août 1905)
(*Le Journal de l'automobile,* 23 août 1905)

……

LES VOITURES

Que vous dire maintenant des voitures ?

Elles sont toutes absolument admirables. Malgré le parcours effroyablement dur, elles arrivent toutes à l'étape. Les chauffeurs ne connaissent plus la panne. Pour ma part, je viens de faire 700 kilomètres dans une voiture Decauville en compagnie de M. Gossé, directeur des établissements Decauville, de M^me^ Gossé et de mon ami Ullmann, sans que nous ayons eu à resserrer un écrou.

Et tous les véhicules sont de même : les de Dion, de Cormier Bardin et Didier arrivent à bon port.

Les Darracq de Nieuport et Dumont sont, comme toujours, remarquables et remarquées, ce qui n'est pas pour surprendre ceux qui connaissent la perfection des voitures qui sortent des grandes usines de Suresnes et qui, tant de fois déjà, furent victorieuses en vitesse comme on endurance et en tourisme, qui tant de fois battirent tous les records, de vitesse et d'excellence de fabrication.

———————

DECAUVILLE
(*Journal de l'automobile,* 24 décembre 1905)

C'est une bien jolie exposition que celle des voitures DECAUVILLE. On y voit des moteurs qui, montés sur châssis, valent de 7.500 à 17.500 francs et qui varient de 14 à 35 chevaux.



M. Gossé

Les automobiles DECAUVILLE ont transporté en cinq mois, à l'Exposition de Liège, plus de 900.000 voyageurs. C'est la meilleure preuve de leur merveilleuse construction.

SOCIÉTÉ NOUVELLE
ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

———————

Assemblée générale ordinaire du 11 avril 1906
COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE
(*L'Information financière, économique et politique,* 11 avril 1906)

L'assemblée est ouverte à 3 h. 30 sous la présidence de M. Sébastien de Neuville qui appelle au bureau en qualité de scrutateurs MM. Thieulent et Chauchard et constate que 13.250 actions sont présentes ou représentées.

M. Hantz, secrétaire de l'assemblée, donne lecture du rapport du conseil d'administration, dont voici le texte :

RAPPORT
présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 avril 1906.

Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire, conformément aux prescriptions des statuts pour vous soumettre le bilan au 31 décembre 1905 et vous exposer les résultats de notre exploitation pendant l'exercice écoulé.

Le bilan ci-annexé présente, si on le compare à celui qui l'a précédé, quelques modifications qui se rapportent toutes à. un fait unique : la progression de notre chiffre d'affaires.

Nous vous annoncions, dans notre rapport à l'assemblée générale du 31 mars 1905, que nous constations, dès cette époque, une augmentation notable des commandes ; cet heureux résultat s'est affirmé pendant le reste de l'exercice et, dans son ensemble, notre chiffre d'affaires a progressé d'un peu plus de 1.800.000 francs sur celui de 1904.

Nous avons encore, à l'heure actuelle, d'importantes commandes en cours d'exécution ; les demandes de la clientèle se maintiennent, et, à moins d'événements imprévus, nous croyons que les ventes de 1906 atteindront un chiffre au moins égal, sinon supérieur à celui de 1905.

Nos bénéfices industriels ont également progressé d'une façon appréciable et notre bénéfice net, pour l'exercice 1905, est supérieur à celui de l'exercice écoulé.

Notre fabrication de matériel roulant, pour les tramways et chemins de fer à voie étroite se perfectionne et se développe de plus eu plus ; elle comporte aujourd'hui tous les véhicules nécessaires à ce genre d'exploitations : voitures à voyageurs, fourgons et wagons à marchandises, locomotives. Entre autres adjudications, nous avons obtenu récemment la fourniture d'un lot de locomotives du poids de 26 tonnes à vide pour la Compagnie des Chemins de fer départementaux.

Au cours de l'année 1905, nous avons créé, pour les exploitations à petit trafic, un nouveau modèle de voitures automotrices sur rails avec moteur à essence et nous l'avons expérimenté pendant six mois sur le tramway intérieur de l'Exposition Internationale de Liège dont nous avions sollicité et obtenu la concession dans ce but. L'expérience a été très satisfaisante : nous avons assuré, pendant l'Exposition, le transport de plus de 900.000 voyageurs et nous avons pu, depuis le début de l'exercice en cours, obtenir la commande de véhicules de ce genre pour différentes exploitations, en France.et à l'étranger.

À cette occasion, nous sommes heureux de pouvoir vous annoncer que notre Société a obtenu, comme récompense pour son matériel à l'Exposition de Liège, un diplôme d'honneur.

Nos voitures automobiles sur routes continuent à jouir de la faveur de la clientèle française et étrangère et un nouveau débouché, d'une certaine importance, leur est assuré, depuis quelques mois, dans l'Amérique du Sud.

La progression de nos affaires nous a mis dans la nécessité de réorganiser et de renforcer notre service commercial, qui est aujourd'hui à même de faire face à toutes les exigences de notre industrie.

Avant de passer avec vous à l'examen détaillé des différents chapitres du bilan, nous devons appeler votre attention sur la situation qui nous est faite par le développement de nos diverses fabrications.

Notre force motrice est devenue absolument insuffisante et nous avons dû commencer l'installation d'une nouvelle station centrale destinée à renforcer, puis à remplacer définitivement nos vieilles machines, trop faibles et d'un emploi trop dispendieux par suite de leur ancienneté et de leur dissémination dans les différentes parties des usines.

D'autre part, et malgré les constructions et acquisitions faites depuis plusieurs années au moyen des provisions pour travaux neufs que vous avez bien voulu mettre à notre disposition, nos bâtiments et notre outillage sont encore insuffisants pour assurer l'exécution, dans les conditions voulues de promptitude et d'économie, des importantes commandes que nous avons à exécuter.

Enfin, l'augmentation importante du chiffre de nos fabrications en matériel roulant de chemin de fer et en automobiles, a modifié profondément l'économie de notre système financier, qui était suffisant lorsque nous n'avions, en majeure partie, que des affaires en petit matériel Decauville. livrables et payables à court délai, mais qui nécessite un fonds de roulement beaucoup plus considérable aujourd'hui que nous passons des marchés importants avec l'État, les grandes compagnies et les administrations, dont les paiements, aux termes du cahier des charges. ne s'effectuent souvent que longtemps après la livraison.

Aussi nous venons vous demander de vouloir bien, en tant que de besoin, autoriser votre conseil, si. comme nous le prévoyons, la nécessité s'en fait sentir, à contracter tous emprunts ou ouvertures de crédit, jusqu'à concurrence de un million soit par la voie ordinaire, soit au moyen d'émission d'obligations, conformément à l'article 26 des statuts.

Voici maintenant comment s'établissent les différents chapitres de votre bilan :

ACTIF.

CHAPITRE PREMIER

Immeubles et Matériel.

Ce compte n'a pas subi, en cours d'exercice, d'autre changement que l'application de l'amortissement de 120.000 fr. voté par votre dernière assemblée générale. Il se trouve ainsi ramené au chiffre net de 2.677.460 fr. 50.

Nous vous proposerons, plus loin, de lui appliquer cette année un amortissement de 100.000 francs.

Nous devons vous rappeler à ce sujet que le compte Immeubles et Matériel figurait à l'actif social en 1900 pour 5.250.077 fr. 24, et qu'il se trouve réduit à 2.577.460 fr. 60. par suite des amortissements effectués et, en tenant, compte des 100.000 francs que nous vous proposons d'amortir encore cette année.

Nous avons à vous faire remarquer, d'autre part, ainsi que nous vous l'avons déjà signalé dans des rapports antérieurs, que les dépenses relatives au petit outillage et à l'entretien du matériel ont été chaque année soldées par le compte Frais de fabrication, et que, par suite, c'est le compte de Profits et Pertes qui, en réalité, se trouve avoir supporté ces dépenses. Ces dépenses sont importantes, car, si on ajoute celles afférentes à l'exercice 1905, s'élevant à 1.128 869 fr. 34, on arrive à un total de 822.897 fr. 16, depuis 1900.

Enfin, depuis l'année 1903, les sommes affectées au compte Travaux neufs se sont élevées à 445.907 fr. 54, en y comprenant les 100.000 francs que nous vous demandons de prélever encore cette année, et toutes ces sommes se sont trouvées amorties par le compte Profits et pertes.

En résumé :

Le compte Immeubles et matériel a été amorti depuis 1900 de 2.682.618 50.

Les dépensés de petit outillage et d'entretien du matériel, supportées par le compte Profits et Pertes depuis la même époque, se sont élevées à 822.897 fr. 16

et les sommes affectées au Travaux neufs, également amorties par le compte Profits et Pertes, ont été de 445.907 54

Soit un total d'amortissement de 3.951.423 20

Le Fonds spécial pour travaux neufs restait, au 31 décembre 1904, avec un solde disponible de 1.150 05.

Vous l'avez doté, dans votre assemblée générale du 31 mars 1905, d'une nouvelle provision de 100.000 00

Total 101.150 05.

Les exigences de nos diverses fabrications, dont le développement a fait un pas important au cours de l'année 1905, nous ont amenés à dépenser, en constructions., acquisitions et installations nouvelles, une somme de 147.057 fr. 59, qui comprend notamment :

1° La construction d'un nouvel atelier pour la fabrication des wagons à marchandises : ce nouveau bâtiment couvre une superficie de 2.160 mètres ; il a coûté 47.161 75

2° L'aménagement d'un nouvel atelier spécial pour le montage des groupes moteurs de voitures automobiles 12.932 26

3° La construction d'un four spécial pour la cémentation des pièces en acier entrant dans la fabrication des automobiles et des locomotives 14.751 67

4° L'acquisition et l'installation d'une sérié de machines-outils perfectionnées pour le travail des métaux et des bois entrant dans nos diverses fabrications 65.836 20

Le solde, 6.373 31

s'applique à des installations complémentaires dans nos différents ateliers.

Il en résulte que notre compte Travaux neufs est débiteur. au 31 décembre 1905. de 45.967 fr. 54.

Nous vous demandons de bien vouloir amortir dès à présent cette somme de 45.907 fr. 54, et de mettre à notre disposition une nouvelle provision de 100.000 francs, le tout à prélever sur le compte Profits et Pertes.

Ainsi que nous vous l'avons expliqué plus haut, nous avons dû commencer l'installation d'une nouvelle station centrale de force motrice, et nous devons, au cours de la présente année, donner encore plus d'extension à nos ateliers de construction de voitures et wagons de chemins de fer, afin de pouvoir satisfaire aux nombreuses commandes, en cours ou en préparation. Les dépenses engagées seront certainement supérieures au chiffre de la provision nouvelle que nous vous demandons, mais la nature même de ces dépenses nous permettra d'en reporter, au besoin, l'amortissement sur un ou deux autres exercices.

CHAPITRE II

Fonds disponibles. — Effets à recevoir.

Ce chapitre comprend :

Espèces en caisse 13 683 24

Espèces chez les banquiers 421.251 12

Effets à recevoir 171.318 56
Total 606.234 172

Il présente une diminution assez sensible sur le chiffre correspondant de 1904 : cela s'explique aisément par l'augmentation de nos travaux en matériel roulant, qui exigent des délais d'exécution assez longs et des immobilisations temporaires assez importantes en matières et en main-d'œuvre.

CHAPITRE IIII
Cautionnements et avances

Ce poste de l'actif s'élève à 97.781 00
Il ne donne lieu à aucune observation.

CHAPITRE IV
Comptes débiteurs.

Ce compte s'élève à 1.472.722 21
et présente une augmentation notable sur le chiffre de l'exercice précédent, mais il y a lieu de considérer que les administrations de l'État et les grandes compagnies de chemins de fer françaises entrent dans ce chiffre pour une somme importante, et que les autres créances s'appliquent à des ventes courantes.

CHAPITRE V
Comptes d'avance. — Impôts sur actions

Ce chapitre, qui s'élève à11.213 76
représente, comme dans vos bilans précédents, le chiffre des sommes avancées à l'enregistrement pendant l'exercice et dont le montant sera à retenir sur les prochains coupons (actions et obligations.)

CHAPITRE VI
Marchandises.

L'inventaire, au 31 décembre 1905, monte à 3.640.810 25
L'an dernier, il s'élevait à 2.888.538 19
Augmentation 757.277 06

Cette augmentation porte surtout sur les approvisionnements et sur les marchandises en fabrication : elle est normale et consécutive au développement de nos affaires.

PASSIF.
CHAPITRE VII

Le capital actions reste à 3.521.000 00
Les obligations à 2.319.000
sont en diminution du montant des titres remboursés en 1905.
Les comptes Créanciers divers 1.107.097 57
comprennent surtout des achats de matières premières et des salaires d'ouvriers restant à solder au 31 décembre 1905.
L'augmentation notable qu'ils présentent sur les chiffres correspondants de 1904 résulte des approvisionnements importants que nous avons dû constituer pour l'exécution des commandes de matériel roulant que nous avons actuellement en cours d'exécution.
Les locations facturées sur contrats en cours 55.276 80
ne donnent lieu à aucune observation.
Le compte bons au porteur 70.000 00

est diminué de l'annuité échue le 31 décembre 1905. Il disparaîtra définitivement, à la fin de l'exercice en cours, par la mise en paiement de la dixième et dernière annuité.

Le compte coupons à payer 156.009 39
ne présente aucune particularité. Il se compose, en grande partie, des coupons échus en décembre 1905 sur les obligations et les bons au porteur.

Les chapitres réserve légale 852.500 00
et réserve spéciale400.000 00
restent sans changement.

CHAPITRE VIII
Profits et Pertes.

Les bénéfices nets de l'exercice s'élèvent à 561.401 05
En 1904, ils s'élevaient à 487.414 50
Augmentation 73.986 05

L'ensemble des Frais généraux et autres charges telles que les Intérêts aux obligations, monte à la somme de 310.077 89
L'année précédente, il montait à 327.456 77
Diminution17.378 91

Au chiffre des bénéfices nets, indiqué plus haut, il convient d'ajouter, pour obtenir le solde actuel du compte Profits et pertes, le reliquat du compte de 1904, 8.945 fr. 37, ce qui donne un total de 570.346 fr. 42.

CHAPITRE IX
Exploitation des ateliers.

Le produit des ateliers, pour l'exercice, est de 860.506 fr. 06, pour un chiffre d'affaires de 8.127.214 fr. 16.

En 1904, le produit s'élevait à 795.000 fr. 95, pour un chiffre d'affaires de 6.310.659 fr. 88.

Il est à noter que, dans l'augmentation de notre chiffre d'affaires en 1905, il entre, pour des sommes assez importantes, des ordres obtenus à prix très réduits, d'une clientèle reprise à la concurrence étrangère.

Répartition des bénéfices.

Le solde disponible du compte Profits et pertes s'élève, ainsi qu'il est dit plus haut, à 570.346 42

Nous vous proposons de le répartir de la façon suivante :

Amortissement sur immeubles et matériel : 100.000 00
Amortissement du compte Travaux neufs : 45.907 54
Intérêts 5 % aux actions : 176 250
322.157 54
Reste 248.183 88

Allocation aux administrateurs en conformité de l'article 50 des statuts 47.88 60
Complément de dividende 2 % aux actions 70.500 00
Provision au Fonds spécial Travaux neufs 100 000 00
Report à nouveau 29.80 28
Total égal 248.188 88

Les comptes et le bilan que nous vous soumettons, la répartition que nous vous proposons, ont été établis dans le même esprit de prudence qui a guidé vos décisions antérieures; nous ne doutons donc pas que vous y donniez votre approbation.

Votre conseil s'est adjoint, au cours de l'exercice, comme nouveau membre, M. Paul André [beau-frère d'Alfred Poidatz], dont nous vous demandons de ratifier la nomination comme administrateur de la Société, conformément à l'article 21 des statuts.

Vous aurez ensuite à nommer vos commissaires pour le prochain exercice et a fixer leur rémunération.

Vous aurez enfin, comme d'habitude, à ratifier les marchés et traités passés par vos administrateurs avec les diverses sociétés ou entreprises à l'administration desquelles ils participent.

LE CONSEIL. D'ADMINISTRATION.

M. Hue, l'un des commissaires des comptes, donne lecture du rapport sur l'examen des comptes de l'exercice 1905.

La discussion.

M. le Président. — Vous venez d'entendre la lecture du rapport du conseil d'administration et de celui des commissaires. Je me tiens à voire disposition pour vous donner des renseignements complémentaires.

Un actionnaire. — Au sujet de ce million, dont vous parlez dans le rapport, et qui sera prochainement nécessaire à votre trésorerie, n'avez vous pas l'intention de vous le procurer au moyen d'obligations avec préférence pour les actionnaires ?

M. le président. — Le conseil n'a pas encore délibéré sur cette question, mais je crois que l'intérêt de la Société ne sera pas de faire une émission d'obligations. Si les affaires continuent à se développer comme elles l'ont fait depuis deux ans, nous pourrons, avec les bénéfices réalisés, faire des remboursements. Il sera donc plus avantageux de nous procurer ce million sous forme d'ouverture de crédit.

Si nous en venons à émettre des obligations, nous prenons note de votre observation et les actionnaires auront un droit de préférence, ce qui est tout naturel.

Personne ne demandant la parole, M. le président met aux voix les résolutions suivantes qui sont adoptées à l'unanimité.

Les résolutions.

1. L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, en approuve tous les termes ainsi que les comptes de l'exercice 1905, tels qu'ils lui sont présentés.

Conformément aux propositions du conseil d'administration, elle décide de répartir comme suit le compte de Profits et pertes, s'élevant à 570.346 42

Amortissement sur immeubles et matériel : 100.000 00

Amortissement du compte Travaux neufs : 45.907 54

Intérêt 5 % aux actions : 176.250 00

322.157 51

Reste 218.188 88

Allocation au conseil d'administration en conformité de l'article 30 des statuts 47.848 00

Dividende de 2 % aux actions : 70.500 00

Provision au « fonds spécial pour travaux neufs » 100.600

218 318 61

Report à l'exercice prochain 29.840 28

Le dividende sera payable à partir du 17 avril prochain, en échange du coupon numéro 7 des actions nouvelles (teinte chamois.)

2. L'assemblée générale ratifie la nomination de M. Paul André, comme administrateur de la Société.

3. L'assemblée générale désigne MM. Tomasi, Hue et Chassard [21], comme commissaires pour le nouvel exercice, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément.

La rémunération des commissaires est fixée à 1.000 francs pour chacun d'eux.

4. L'assemblée générale autorise, en tant que besoin, le conseil d'administration à contracter au nom et pour le compte de la Société, tous emprunts ou ouvertures de crédit jusqu'à concurrence de un million de francs aux conditions, par tels moyens et sous telles formes qu'il avisera.

5. L'assemblée approuve, en tant que besoin et en général, toutes les opérations et tous marchés traités en 1905 avec les Sociétés ou entreprises dans lesquelles les administrateurs de la société Nouvelle des Établissements Decauville aîné ont ou ont pu avoir des intérêts directs ou indirects.

(L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 50).

———————————

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES
Compagnie française des métaux
(*Gil Blas*, 15 novembre 1906)

2° L'assemblée générale nomme administrateur M. René Ballant, en remplacement de M. Alfred Poidatz, décédé.

———————————

IXE SALON DE L'AUTOMOBILE ET DES SPORTS
(*La Dépêche*, 24 décembre 1906)

LES DECAUVILLE

La société Decauville, fondée en 1854, a adjoint, on le sait, à la fabrication de ses usines de Petit-Bourg, la construction automobile. Dans cette nouvelle branche de son industrie, la maison Decauville, a fait rapidement son chemin. Les automobiles. Decauville sont maintenant universellement connues. Leurs nouveaux succès n'auront fait qu'accroître leur renommée.

Les usines Decauville lancent sur le marché pour la saison 1907 cinq types de voiture dont les puissances nominales sont, respectivement : 12/16 HP, 16/20 HP, 24/28 HP, 30/35 HP et 45/50 HP.

Les puissances indiquées ne sont que des puissances nominales, bien entendu. Les moteurs ont effectivement une force beaucoup plus considérable.

Une première caractéristique des Decauville est l'emploi exclusif des châssis blindés. Le blindage rend le châssis absolument rigide et le moteur est ainsi protégé efficacement contre la boue et la poussière.

Une autre particularité des Decauville est leur groupe moteur formé d'un seul bloc comprenant, le moteur proprement dit, l'embrayage et la boîte de vitesse. L'exécution en est irréprochable et le choix des matériaux a été scrupuleux.

---

[21] Ferdinand Auguste Chassard (Paris IIe, 12 janvier 1856-Paris XIIe, 30 décembre 1921) : marié à Belfort, le 22 février 1879, avec Fannie Émilie HIPPOLYTE. Dont 6 enfants. Employé (1879), puis chef de comptabilité à la Banque parisienne. Employé de commerce (1894)(*Répertoire maçonnique*, 1908). Directeur commercial, suivant son acte de décès.

En un mot, le châssis Decauville est d'une perfection absolue : les voitures sont établies conformément aux progrès et aux tendances les plus récentes : elles ont pris de suite une place prépondérante dans la production automobile actuelle.

EnfIn pour terminer, nous pouvons assurer que les usines de Petit-Bourg sont organisées de façon à pouvoir livrer très rapidement les châssis commandés. Du reste, le côté automobile des établissements de Decauville est sous la direction de M. Gossé qui a su leur donner une vigueur remarquable et les a rapidement mené vers la victoire. En effet, les voitures Decauville ne viennent-elles pas de triompher dans le concours Paris–Monte-Carlo–Paris en accomplissant ce dur parcours à l'allure extraordinaIre de 60 kilomètres à l'heure. Cette belle victoire leur a valu une série de prix et de, récompenses dont peut s'enorgueillir la société des établissements Decauville.

———————————

Établissements Decauville*
(*Gil Blas*, 31 mars 1907)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société nouvelle des établissements Decauville aîné, a eu lieu, hier, 29 mars 1907, sous la présidence de M. Sébastien de Neufville, président du conseil.

14.807 actions étaient présentes ou représentées.

Des rapports présentés à l'assemblée, il résulte que la Société a effectué, au cours du deuxième semestre 1906, l'installation, dans ses usines de Petit-Bourg, d'une nouvelle station centrale de force et de lumière ; elle a constaté, depuis sa mise en service, une amélioration dans la marche de ses divers ateliers, et elle compte y trouver dans les prochains exercices, une diminution appréciable de ses frais de fabrication.

Le chiffre des livraisons effectuées à la clientèle, pendant l'exercice 1906, ressort à 7.727.565 fr. 70, légèrement inférieur à celui de 1906.

Le bénéfice industriel est, d'ailleurs, un peu plus élevé que l'année précédente, malgré la diminution apparente du chiffre d'affaires, et si le bénéfice net accuse, de son côté, une légère diminution sur celui de 1905, il est facile de constater, à l'examen du compte de profits et pertes, que cela résulte uniquement des frais motivés par l'appel que la société a dû faire, avec l'autorisation des actionnaires, au crédit de ses banquiers.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 511.087 73
Auquel il y a lieu d'ajouter le report de 1905, soit 29.840 28
Total 540.928 01
somme dont le conseil a proposé la répartition suivante :
5 % aux actions 176.250 00
Allocation aux administrateurs 66.967 54
Complément de dividende 2 % aux actions 70.500 00
À l'amortissement partiel du compte à travaux neufs 200.000 00
Report à nouveau 27.210 47
Total égal 540.928 01

Après avoir entendu la lecture des rapports, l'assemblée a approuvé tels qu'ils lui étaient présentés, les comptes de l'exercice 1906 et fixé le dividende y afférent à 7 fr. par action.

Ce dividende sera mis en paiement, sous déduction des impôts, à partir du 8 avril prochain.

L'assemblée a réélu MM. Bruneau, Chapuy [BPPB] et [Paul] André, administrateurs sortants et renouvelé, pour l'exercice en cours, les pouvoirs de MM. Tomasi, Hue et Chassard, commissaires des comptes.

———————

LA CONCURRENCE ALLEMANDE EN FRANCE

Arthur Koppel installe une filiale commerciale à Paris vers 1902
(nombreuses publicités dans La *Dépêche coloniale* à partir du 10 décembre 1902).
Début 1905, il recrute pour son usine de Fives-Lille.
Son matériel est distribué en Indochine par Descours et Cabaud.
En 1907, il filialise ses activités françaises.
Il fait appel à Wilmotte, associé à Urruty dans la Société auxiliaire des mines,
représentant français de la Metalgeselschaft,
et à Boyer, futur administrateur délégué de Decauville (1909).

———————

Paris
Société anonyme pour la construction du matériel de chemins de fer
(Anciens établissements Arthur Koppel)
(*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 15 avril 1907, p. 420)

Cette société vient de se constituer au capital de 1 million divisé en 1.000 actions de 1.000 francs, dont 171 d'apport. Le siège social est 58, rue Lafayette, et les premiers administrateurs sont :

M. Pasqueau, Alfred, inspecteur général des ponts et chaussées, 7, rue Brassans [Bassano], à Paris ;
M. Wilmotte, Maurice, ingénieur civil des mines en retraite, 45, rue de Pomereu, Paris ;
M. Boyer, Hippolyte-Eugène, ingénieur 4, cité d'Antin, Paris ;
M. Gay, Alfred, ingénieur, 19, avenue de La-Bourdonnais, Paris ;
M. Koppel, Arthur, industriel, 5, Luetzow Ufer, à Berlin ;
M. Thirion, Charles, 27, rue Bleue, à Paris ;
M. Schœnlicht, Alfred, 6, villa Clémentine, à Sèvres (Seine-et-Oise) ;
M. Neisser, Maurice, 76, rue Boucher-de-Perthes, à Lille.

———————

Après la fusion d'Orenstein et Koppel et d'Arthur Koppel en 1909,
la filiale française est germanisée.
Peu après, Descours et Cabaud rachète Decauville,
lequel passe en 1911 des accords avec Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis
et reprend sa filiale française.

———————

AUTOMOBILISME
L'automobile et le rail
par P. R.
(*Le Temps*, 30 avril 1907)

La Société Decauville avait convié jeudi dernier un certain nombre de personnes à assister aux essais d'une nouvelle voiture automobile sur le parcours assez difficile de Melun à Barbizon (13 kilomètres), ordinairement desservi par le tramway départemental de Seine-et-Marne.

Construisant déjà depuis de longues années du matériel de chemin de fer, s'étant également spécialisée dans la construction automobile, la Société Decauville a pensé qu'elle était mieux que quiconque qualifiée pour établir de légers véhicules sur rails permettant dans certains cas la possibilité de services plus rapides, plus nombreux et plus économiques sur des lignes ordinairement peu desservies par des trains coûteux, cet inconvénient disparaissant dès que l'on fait appel au moteur à explosion.

L'automotrice qui fit avec succès ces essais pèse à vide 3.400 kilos et peut recevoir 35 voyageurs. Elle est munie d'un moteur de 16 chevaux à 4 cylindres, du même type que celui des voitures automobiles Decauville, lequel transporta à bonne allure sa charge de six tonnes. L'automotrice gravit notamment la rampe de Dampierre, fort longue, qui atteint du 6 % de pente. La vitesse commerciale fut de 30 kilomètres à l'heure.

C'est, du reste, ce même véhicule qui obtint un gros succès à l'exposition de Liége, où il assurait le transport des visiteurs à l'intérieur de l'exposition. Un cordial déjeuner réunissait à Barbizon les personnalités conviées parmi lesquelles nous citerons MM. Henri X. Boutteville, inspecteur général des travaux publics des colonies ; Hulllier, ingénieur en chef du matériel de l'Ouest ; Eudes, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; A. Prévôt, inspecteur chef de service au ministère des colonies ; Dubois, ingénieur du matériel de l'Ouest ; Biard, ingénieur en chef du matériel de l'Est ; le général Tewsik, attaché militaire à l'ambassade ottomane ; S. E. Said Bey, de l'ambassade ottomane ; Lequeral, attaché à l'ambassade ottomane ; Lorieux, administrateur du chemin de fer Bône-Guelma ; Gillard, ingénieur des chemins de fer départementaux ; Armand, directeur de la Société Decauville ; Sarazin, ingénieur, chef de service commercial de la société Decauville, etc., etc.

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

Assemblée générale ordinaire du 1er mai 1908
(*L'Information financière, économique et politique,* 5 mai 1908)

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, les actionnaires de cette Société ont tenu, le 1er mai, leur assemblée générale ordinaire sous la présidence de M Sébastien de Neufville, président du conseil d'administration.

MM. Gimet [*Guinet*, le 1er mai] et Bonnet remplissaient les fonctions de scrutateurs.

17.029 actions étaient présentes ou représentées. Lecture est donnée du rapport du conseil d'administration dont voici le texte:

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

En conformité de l'article 35 de nos statuts sociaux, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire, pour vous soumettre le bilan au 31 décembre 1907 et vous faire connaître les résultats de notre exploitation pendant l'exercice écoulé.

Ainsi que nous vous l'indiquions dans notre précédent rapport, l'augmentation de capital décidée par votre assemblée générale extraordinaire de décembre 1906 a été réalisée en janvier 1907. La prime, qui s'est trouvée ramenée, après déduction des frais d'émission, à la somme nette de 190.872 francs 14, a été portée au compte de réserve spéciale.

L'ensemble de vos réserves se trouve ainsi porté à 943.372 fr. 14.

Conformément au programme que nous vous soumettions dans le même rapport, nous avons réalisé au cours de l'exercice 1907, le développement de l'installation et de l'outillage de notre atelier de forges ; nous avons complété les installations de notre nouvelle station centrale de force et de lumière ; nous avons remanié et amélioré les canalisations électriques des usines, nous avons terminé les agrandissements et les aménagements des ateliers de montage des wagons et voitures de chemins de fer, amélioré les systèmes de manutention et de transbordement des véhicules terminés ou en cours de fabrication ; enfin, nous avons dû mettre à la hauteur de nos besoins actuels les constructions et installations de nos magasins de matières premières et de pièces usinées.

Les dépenses faites pour ces différents objets ont atteint le chiffre de 290.305 fr. 07. Nous vous proposerons plus loin de les amortir de 120.000 francs au moyen d'un prélèvement sur le compte de profits et pertes.

Le chiffre des livraisons effectuées à la clientèle pendant l'exercice 1907, s'est élevé à 8.421.802 fr. 71 supérieur ainsi de 694.237 fr. 01 à celui de l'exercice précédent, et cela malgré un ralentissement très important dans la vente des voitures automobiles.

Ce ralentissement, qui a frappé l'industrie automobile tout entière, nous a atteints plus particulièrement, par suite de la crise financière qui a sévi en 1907 aux États-Unis.

Cette crise a frappé surtout les fabriques qui, comme La nôtre, pratiquaient en grand l'exportation ; aussi les conditions de cette fabrication et de ce commerce spécial ayant été profondément troublées, nous avons dû remanier complètement notre organisation ; malgré toute la promptitude avec laquelle nous avons procédé aux réformes nécessaires, notre bénéfice industriel a été sérieusement diminué.

D'autre part, dans nos autres compartiments et sur certaines commandes, la hausse des matières premières et les retards apportés par nos fournisseurs dans leurs livraisons ne nous ont pas permis de réaliser tous les bénéfices sur lesquels nous étions en droit

de compter. En résumé, le bénéfice industriel de 1907 ressort seulement à 515.814 francs 85 alors que celui de 1906 s'élevait à 871.847 francs 06.

Nous ne devons pas vous dissimuler que le stock de marchandises, à tout état d'avancement, que nous possédons dans la branche « automobiles » comparé à l'importance des ventes que nous avons déjà faites et que nous pouvons espérer faire, ne nous paraît pas susceptible d'être écoulé en totalité à des prix rémunérateurs ; d'autre part, il est à craindre que la liquidation, déjà commencée, d'un certain nombre de maisons d'automobiles et de leurs approvisionnements, n'alourdisse encore le marché, en avalisant les prix.

Pour ces différentes raisons, nous devons prévoir des amortissements successifs pour notre propre stock et nous vous proposons plus loin de commencer d'y appliquer, dès cette année, une somme de 100.000 fr., à prélever sur le compte Profits et Pertes.

Nos fabrications, en ce qui concerne le matériel Decauville et le gros matériel roulant, sont bien pourvues de commandes et l'ensemble de notre carnet, atteint à l'heure actuelle une .valeur de 4 millions 1/2 de francs environ ; nous avons en négociation de nouvelles affaires qui, si elles aboutissent, comme nous l'espérons, assureront du travail à nos usines pour une période de plus d'une année.

Nous allons examiner maintenant comment s'établissent les différents chapitres de votre bilan.

.....

Votre conseil s'est adjoint, au cours de l'exercice, comme nouveau membre, en remplacement de M. Poidatz, décédé, M. Émile Cahen, ingénieur des manufactures de l'État, dont nous vous demandons de ratifier la nomination comme administrateur de la Société, conformément à l'article 21 des statuts.

Vous aurez ensuite à nommer vos commissaires pour le prochain exercice et à fixer leur rémunération.

Vous aurez enfin, comme d'habitude, à ratifier les marchés et traités passés par vos administrateurs avec les diverses sociétés ou entreprises à l'administration desquelles ils participent.

Lecture est ensuite donnée du rapport des commissaires des comptes qui conclut à l'approbation des comptes présentés par le conseil d'administration.

LA DISCUSSION

Un actionnaire [Auguste Gossé]. — Quel emploi avez-vous fait des 1.475.000 francs de l'augmentation de capital ?

M. le président. — Monsieur l'ancien directeur des Établissements Decauville, je vais vous répondre. Un millier de francs ont servi à rembourser les établissements de crédit de leurs avances faites, conformément à l'autorisation votée par l'assemblée des actionnaires ; 290.000 francs ont servi pour des travaux neufs et 185.000 francs ont été appliqués à une déduction du compte Créanciers divers.

Je dois maintenant dire que si la situation de notre Société s'est trouvée compromise, c'et un peu à vous que nous le devons.

Le même actionnaire. — Nous verrons cela l'année prochaine !

M. le président. — Vous ne devriez pas oublier que vous êtes ici devant vos anciens chefs et que c'est à l'unanimité que le conseil a jugé utile de se séparer de vous ! (Très bien ! Très bien !)

Le même actionnaire. — On voit bien que vous avez amené les employés du Sous-Comptoir des Entrepreneurs ! (Mouvements divers).

Un actionnaire. — Notre capital ancien comprenait 35.250 actions ; il a été souscrit une action nouvelle pour deux actions anciennes, soit 17.525 actions.

M. le président. — Pardon, il a été souscrit 14.750 actions, ce qui représente bien l'augmentation de capital de 1.475.000 francs.

Le même actionnaire. — Quel a été le montant de la prime ? Je trouve, en faisant le calcul : 340.625 francs.

M. le président. — Il était exactement de 368.750 francs, duquel il fallait déduire les frais d'émission. La prime nette a été appliquée conformément aux indications qui figuraient au rapport.

Un actionnaire. — À quelle valeur estimez-vous votre stock « Automobiles » ?

M. le président. — À environ 1.700.000 francs.

Le même actionnaire. — Quelle sera la perte sur ce compte ?

M. le président. — Il m'est impossible de vous la chiffrer dès maintenant, car tout dépendra de l'état du marché et de la façon dont nous pourrons vendre nos voitures !

Un actionnaire. — N'avez-vous pas dit à une précédente assemblée générale que vous ne continueriez pas la fabrication des automobiles ?

M. le président. — Nous avons liquidé la Société annexe pour le compte de laquelle nous construisions des voitures, estimant qu'en raison des intérêts opposés qui existaient entre les deux sociétés il était préférable de nous en séparer complètement. Certes, si, à ce moment, nous avions pu prévoir ce que serait aujourd'hui la situation de la branche automobile, il aurait mieux valu ne pas persévérer dans cette voie, mais il était totalement impossible de présager ce qui arriverait.

Je vous dirai encore que notre situation ne serait pas aussi pénible si nous n'avions pas été engagés dans des stocks plus importants que nous ne le pouvions penser !

Un précédent actionnaire. — L'ancien conseil d'administration avait fait perdre aux anciennes actions la moitié de leur valeur ; je vois qu'il en est de même aujourd'hui sur les actions nouvelles.

M. le président. — Je suis le premier à le déplorer et si cela n'eût dépendu que de moi, vous ne seriez pas dans cette situation aujourd'hui. Malheureusement, nous ne sommes pas maîtres des événements.

Le premier actionnaire. — M. le commissaire des comptes nous dit dans son rapport que nos créances sont de tout repos. Or, je connais un débiteur de la Société Decauville, qui doit 50.000 fr. et qui est tout à fait insolvable. C'est mon voisin de droite. (On rit.)

M. le président. — Je ne voudrais pas faire de personnalité ; cependant, je voudrais mettre les actionnaires au courant d'une annonce qui est parue dans le *Nouvelliste de Lyon*, le mois dernier r

« Les actionnaires de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné sont priés de se faire connaître, 1, rue de Marseille, à Lyon. S'adresser au concierge les lundi, mardi et mercredi, 6, 7 et 8 avril. »

(Ici se produit entre M. le président et le premier actionnaire qui avait pris la parole un incident auquel nous ne croyons pas devoir donner l'hospitalité de nos colonnes.)

Un actionnaire. — Persévérer dans une erreur n'est pas faire œuvre de persévérance, c'est plutôt montrer un entêtement coupable. Aussi je propose à l'assemblée de s'associer au vœu suivant :

« L'assemblée demande au conseil d'étudier les moyens d'abandonner, le plus rapidement possible et de la façon la moins onéreuse, la fabrication des voitures automobiles. »

M. le président. — C'est aussi le désir du conseil d'administration.

Un actionnaire. — Le stock « Automobiles » qui existait au 31 décembre a-t-il diminué depuis la fin de l'année ?

M. le président. — Dans de très faibles proportions à cause de la mévente. C'est pour cela que nous vous disons, avec la franchise que nous avons toujours apportée dans nos explications, qu'il y a certainement une perte importante à prévoir sur ce stock !

Le même actionnaire. — Continuez-vous la construction des voitures automobiles ?

M. le président. — Nous ne construisons pas de nouveaux châssis, mais comme nous avons des châssis qui ne sont pas montés, nous sommes obligés d'avoir une équipe d'ouvriers pour les monter au fur et à mesure des demandes.

Un actionnaire. — Que pensez-vous retirer de la nouvelle fabrication du gros matériel roulant ? C'est là un genre de travail qui est très concurrencé par de grandes usines, et nous ne sommes qu'au début de cette fabrication.

M. le président. — Nous ne sommes plus tout à fait au début de cette fabrication, car la Société Decauville faisait déjà du matériel de chemin de fer pour voie d'un mètre ; or, la différence dans la fabrication entre le matériel pour voie d'un mètre et le matériel pour voie normale n'est pas très importante. Nous avons en cours des travaux assez importants : une commande de près de 1.800.000 francs en voie d'exécution pour chemin de fer Nord-Sud, une commande de 100 wagons pour la Compagnie d'Orléans.

À l'heure actuelle, toutes les commandes sont étudiées et suivies de très près et aucune n'est prise sans que les prix de revient aient été établis d'une façon rigoureuse et sans avoir pris la précaution de nous couvrir immédiatement auprès de nos fournisseurs pour l'obtention des matières premières aux conditions prévues dans le devis. De cette manière, nous sommes toujours couverts.

Précédemment, au contraire, il arrivait que des commandes étaient prises sans que la Société se fût couverte auprès de ses fournisseurs ; si une hausse survenait, on était obligé de courir après les matières premières et de les payer un prix plus élevé. D'autre part, comme il pouvait y avoir beaucoup de commandes, les fournisseurs ne livraient pas les marchandises en temps voulu, et de ce chef, nous avons subi des pertes d'intérêts, sans compter certaines pénalités pour défaut de livraison dans les délais voulus I

Aujourd'hui, la situation est totalement changée, nous avons un nouveau directeur dans lequel nous avons toute confiance.

Le même actionnaire. — Depuis que vous êtes à la tête de la Société, vous devez avoir l'affaire complètement en main ?

M. le président. — Je ne l'avais pas complètement autrefois car notre directeur général avait la signature sociale et il pouvait faire ce qu'il voulait. Aujourd'hui, le directeur n'a plus la signature, et pour que les signatures des fondés de pouvoirs aient de la valeur il faut qu'elles soient accompagnées de la signature d'un administrateur. À l'heure actuelle, je remplis le rôle d'administrateur délégué et toutes les pièces portent ma signature à côté de celle du fondé de pouvoirs ; de cette manière, nous avons la certitude que nos fonds sont bien employés comme ils doivent l'être.

Le même actionnaire. — Aussi avons-nous en vous la plus entière confiance !

M. le président. — Je vous suis reconnaissant de cette parole. La tâche que j'ai assumée est en effet excessivement difficile ; vous connaissez quelle était la situation de la Société au moment où nous y sommes entrés. Je puis vous dire que si nous n'avions pas eu, cette année, les mécomptes dont je vous ai déjà déjà parlé, si notre stock « Automobiles » n'avait été que le tiers ou la moitié de ce qu'il est actuellement, comme nous l'aurions voulu, la situation serait prospère et nous n'aurions été gênés ni dans notre compte de profits et pertes ni dans notre fonds de roulement. (Applaudissements.)

Un actionnaire. — Bien que le bilan soit établi d'une façon très claire, je demanderai que, dorénavant, il y soit apporté une modification. Je voudrais qu'on portât le compte immeubles et matériel, comme vous le portez maintenant, et qu'on ajoutât en plus le montant des travaux neufs faits durant l'année ; on porterait alors au passif comme amortissement la somme que nous décidons de consacrer aux amortissements.

Si je fais cette proposition, c'est que nous avons été victimes d'un article du journal l'*Information*, dans lequel on disait que nous ne faisions pas suffisamment d'amortissements, que l'année dernière nous avions eu 348.000 francs de travaux neufs non amortis et que, s'ils avaient été amortis, les actionnaires n'auraient pas touché de

dividende. Or, sur ces 348.000 francs de travaux neufs de l'exercice 1906, 200.000 francs avaient été amortis dans le cours de l'année, il y avait 100.000 fr. en réserves pour travaux neufs, de telle sorte qu'il ne restait que 48.000 fr. à amortir. J'estime qu'une société qui, sur 340.000 francs de travaux neufs, en amortit 300.000 sacrifie suffisamment aux amortissements. Mais cela ne figurait pas dans le bilan de l'année dernière, de telle sorte que cet article nous a été préjudiciable en amenant la baisse de nos titres.

M. le président. — Nous prenons note de votre observation ; il vous sera donné satisfaction.

LES RÉSOLUTIONS

1. L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, en approuve tous les termes, ainsi que les comptes de l'exercice 1907, tels qu'ils lui sont présentés.

Conformément aux propositions du conseil d'administration, elle décide d'employer comme suit le solde du compte de profite et pertes s'élevant à 231.798 00

5 % de 204.587 fr. 53 pour la réserve légale 10.229 37

Pour amortissement au compte Travaux neufs 120.000 00

Pour amortissement au compte Marchandises fabriquées ou en cours de fabrication, pour la partie automobile 100.000 00

En report à nouveau 1.668 63

Total égal 231.798 00

(Adopté d'l'unanimité moins une voix.)

2. L'assemblée générale ratifie la nomination de M. Émile Cahen, comme administrateur de la Société, en remplacement de M. Poidatz, décédé.

(Adopté à l'unanimité.)

3. L'assemblée générale désigne MM. Tomasi, Hue et Chassard comme commissaires des comptes pour le nouvel exercice, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément.

La rémunération dés commissaires est fixée à 1.000 francs pour chacun.

(Adopté à l'unanimité.)

4. L'assemblée générale approuve, en tant que besoin et en général, toutes les opérations et tous marchés traités en 1907 avec les sociétés ou entreprises dans lesquelles les administrateurs de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné ont ou ont pu avoir des intérêts directs ou indirects.

(Adopté à l'unanimité.)

———————————

Établissements Decauville *
(*Gil Blas*, 11 mai 1908)

L'assemblée générale des actionnaires de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné a eu lieu le 1er mai, sous la présidence de M. Sébastien de Neufville, président du conseil d'administration. Plus de 17.000 actions étaient représentées

Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 204.587 francs 53 contre 511.087 fr. 73 en 1906.

La répartition proposée par le conseil était la suivante :

Du bénéfice net de l'exercice 204.587 53

il doit être prélevé 5 % pour la réserve légale, soit 10.229 37
L'excédent 194.358 16
augmenté du report de 1906 27.210 47
et formant un total de 221.568 63
serait employé :
En amortissement au compte travaux neufs 120.000 00
En amortissement au compte marchandises pour la partie Automobile 100.000 00
En report à nouveau 1.568 63
Total égal 221.568 63

Cette répartition a été adoptée à l'unanimité moins une voix, celle de l'ancien directeur général des établissements Decauville, qui a d'ailleurs pris la parole, après la lecture des rapports, pour demander au président l'emploi qui avait été fait des fonds provenant de l'augmentation du capital.

Le président lui a donné satisfaction. Puis il a fait connaître à l'assemblée que le conseil, à l'unanimité des administrateurs, avait décidé de se priver des services de l'interpellateur, et qu'une nouvelle direction avait été installée qui, quoiqu'inspirant la plus grande confiance au conseil, était soumise à un contrôle permanent pour tout ce qui a trait à la partie commerciale de l'industrie ; ainsi ne pourront plus se produire certaines erreurs regrettables, comme celles qui ont été commises dans le passé et qui ont mis la Société dans la situation où elle se trouve, avec un stock énorme de « marchandises automobiles » qui ont subi une dépréciation importante, mais impossible encore à déterminer.

Le conseil espère pouvoir liquider peu à peu le stock automobile mais il ne se dissimule pas qu'il y aura perte. Par contre, le carnet de commandes de matériel de chemins de fer est bien pourvu.

Il a été décidé, sur la demande d'un actionnaire, que figureront dorénavant au bilan, en les isolant, d'une part les sommes dépensées en travaux neufs et d'autre part les amortissements pratiqués sur ce chapitre, de façon à éviter la diffusion de l'opinion erronée qui a été émise, que la Société ne fait pas assez d'amortissements.

En somme, il n'y a eu qu'un accident passager dans l'entreprise, mais l'avenir n'est nullement compromis.

Les comptes produits ont été adoptés et M. Émile Cahen a été nommé administrateur, en remplacement de M. [Alfred] Poidatz, décédé. MM. Chassard et Tomasi ont été réélus commissaires des comptes.

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 20 avril 1909)

L'*Information* du 16 avril a publié une lettre d'un abonné relative à la réorganisation de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné. Nous pouvons, de la source la plus autorisée, démentir formellement la nouvelle ainsi annoncée, d'après laquelle la Société Decauville entrerait dans un trust allemand.

Ce qui a pu donner naissance à cette fausse nouvelle, c'est l'entente intime des deux Sociétés allemandes Orenstein et Koppel, 31, rue de Londres, et Arthur Koppel, 58, rue Lafayette, dont — tous les journaux d'outre-Rhin l'ont annoncé — les sociétés mères, à Berlin, ont fusionné.

Les sociétés filiales françaises sont restées indépendantes en apparence jusqu'à ce jour, mais l'absorption de la Société Arthur Koppel par la Société Orenstein — survenue après la mort de M. Arthur Koppel — n'en est pas moins un fait acquis, car voici la composition du nouveau conseil d'administration de la Société Arthur Koppel française.

Président : M. Alfred Orenstein, Berlin ; administrateurs délégués : MM. S. Prausnitz, Paris, M. Wohlgemuth, Paris ; administrateurs : MM. Willy Cohn, Lyon, K. Lipschutz, Berlin ; Herbert Peiser, Berlin, A. Werther, Berlin.

La reconstitution Decauville a en vue principalement de répondre au désir du correspondant du journal, c'est-à-dire que cette société, éminemment française, reste à la tête de sa spécialité si connue et concurrence le trust allemand non seulement en France — c'est normal — mais développe ses affaires en vue de la lutte sur les marchés étrangers.

Nous savons également qu'il s'est constitué à cet effet, à l'instigation de la Banque commerciale et industrielle, un groupement composé d'éléments importants parisiens et lyonnais.

———————

Hippolyte-Eugène BOYER,
administrateur délégué (1909),
vice-président (1920), puis président (1921)

Ingénieur ECP (1884).
Administrateur d'un grand nombre de sociétés.
Président (1934) de la Compagnie des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan.
Voir encadré.

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES
Établissements Decauville
(*Gil Blas*, 18 mai 1909)

L'assemblée générale ordinaire du 15 mai courant a approuvé les comptes de l'année 1908, qui se traduisent par une perte de 83.507 francs, alors que l'exercice précédent avait laissé 204.587 francs de bénéfice.

La branche « Automobiles » n'a pas donné de bons résultats et, d'autre part, en ce qui concerne le matériel de chemins de fer, la situation du marché métallurgique n'a pas été brillante pendant l'année écoulée.

L'assemblée a ratifié la nomination de M. Eugène Boyer et de M. Léon Weil comme administrateurs de la société ; M. Boyer pour une durée de six années, en remplacement de M. Valère Mabille, décédé ; le second pour une durée de quatre années, en remplacement de M. Chapuy, démissionnaire.

Elle a donné acte à M. Chalupt de la résignation de son mandat d'administrateur arrivé à expiration et dont il ne demande pas le renouvellement.

À titre extraordinaire, les actionnaires ont décidé la **réduction du capital social de 5 millions de francs à 2 millions de francs,** divisé en 20.000 actions de 100 francs libérées, au moyen de l'échange de cinq actions actuelles contre deux actions libérées.

L'assemblée a décidé, en outre, d'augmenter de 2 millions de francs le capital social, ainsi réduit par la création de 20.000 actions de 100 francs, à souscrire contre espèces,, et de le porter ainsi à 4 millions de francs, divisé en 40.000 actions de 100 francs.

Le capital pourra, d'autre part, être augmenté ultérieurement de 1 million de francs, et porté à 5 millions de francs par la création d'actions de 100 francs à souscrire contre espèces, en vertu d'une décision du conseil d'administration.

———————————

Établissements Decauville
Assemblée générale ordinaire du 15 mai 1909
(*L'Information financière, économique et politique,* 18 mai 1909)

ASSEMBLEE ORDINAIRE

M Sébastien de Neufville préside. Il est assisté de M. le représentant de la Banque française et de M. Gimet scrutateurs, et de M. Hantz, secrétaire.

À l'ouverture de la séance, 26 418 actions étaient présentes ou représentées.

M. le président. — Je donne la. parole à M. Hantz pour lire le rapport du conseil d'administration.

……

Nous avons eu à déplorer la mort de regretté collègue M. Valère Mabille, qui depuis 1897 appartenait à votre conseil pour lequel il était un collaborateur éclairé et expérimenté.

Nous sommes certains que vous vous associerez aux profonds regrets que nous cause sa brusque disparition.

Pour remplacer M. Valère Mabille, votre conseil s'est adjoint comme nouvel administrateur, M. H. Eugène Boyer, ingénieur des arts et manufactures.

Il s'est également adjoint comme nouvel administrateur, M. Léon Weil, directeur des manufactures de l'État, en remplacement de M. Chapuy, dont nous avons eu le regret de recevoir la démission, à laquelle l'ont contraint ses convenances personnelles et ses occupations trop nombreuses.

Nous soumettons ces nominations à votre approbation en pensant bien que vous les ratifierez.

……

LA DISCUSSION

M. le président. — En ce moment, 28,889 actions sont présentes ou représentées ; sur ce chiffre, le conseil représente, comme pouvoirs, 3.297 actions.

Vous venez d'entendre la lecture des rapports du conseil et des commissaires, je me tiens maintenant à la disposition des actionnaires qui ont besoin de renseignements complémentaires.

Un actionnaire. — Au chapitre « Marchandises », vous faites figurer les automobiles pour 2.084.000 fr. Ce chiffre, doit être majoré puisque vous allez demander en assemblée extraordinaire une réduction de capital. C'est probablement sur ce poste que vous allez faire les plus gros amortissements.

À quel prix évaluez-vous ce stores ?

Le président. — Il m'est assez difficile de vous répondre.

Le même actionnaire. — Je vous demande votre appréciation, comme si vous vouliez vous débarrasser de ces stocks auprès des marchands de bric-à-brac.

M. le président. — Il est excessivement délicat de donner un chiffre. Si vous continuez à faire...

Le même actionnaire. — Vous dites que vous n'allez pas continuer !

M. le président. — Voulez-vous me permettre de m'expliquer ? L'intention du conseil n'est pas de continuer la fabrication des automobiles, au contraire. Seulement, nous avons un stock très important de pièces de rechange qui compte pour un plus gros chiffre dans l'inventaire que les voitures et châssis.

Si nous vendons les pièces de rechange aux marchands de bric-à-brac, ce sera au poids des matières premières. Or il ne faut pas perdre de vue que nous avons placé dans notre clientèle un nombre très important de voitures — nous en avons vendu jusqu'à 300 par an — et que notre clientèle s'est émue en apprenant que nous allions cesser la fabrication. Je crois donc qu'il serait de l'intérêt social de chercher à écouler le plus possible dans la clientèle nos pièces de rechange.

Le même actionnaire. — Cela va vous occasionner de nouveaux frais généraux. Or, comme notre industrie de chemins de fer va très bien, — nous n'aurions jamais dû faire autre chose ! —, il serait dans l'intérêt de la Société de brusquer le mouvement en disant adieu à l'automobile. Et dans les conditions que je voue indique, sans vouloir chercher à solder lentement, mais en vous débarrassant de tout brusquement, a combien évaluez-vous ce stock de 2.084.000 francs ? À un million ? À 500.000 francs ?

M. le président. — Je me déclare incapable de vous répondre.

Le même actionnaire. — Ne pourriez-vous vendre votre marque d'automobiles ?

M. le président. — Nous le ferions volontiers.

Le même actionnaire. — Enfin, ce stock vaut-il 500.000 francs ?

M. le président. — Quelle est la personne qui peut juger ainsi, à brûle-pourpoint, la valeur d'un stock de cette importance ? Ces marchandises n'ont de valeur que pour les personnes qui possèdent des voitures Decauville.

Le même actionnaire. — Vous devez cependant, en vous-mêmes, avoir donné une valeur à ce stock puisque vous nous proposez, en vue d'amortissements, une réduction de capital.

M. le président. — Votre conseil a pensé que pour assainir complètement la situation, il était préférable d'amortir complètement ce compte.

Le même actionnaire. — Vous le ramenez à zéro ?

M. le président. — C'est cela ! Le même actionnaire. — Dans mon esprit, notre action vaudra alors plus de 100 francs, car il y a un stock, que vous comptez pour zéro, et qui est tangible.

M. le président. — Tout ce qui sera réalisé sur ce chapitre entrera dans le compte profits et pertes.

Le premier actionnaire. — Le rapport des commissaires dit pourtant : « Les éléments de cet actif ne nous paraissent pas susceptibles de moins-values, les approvisionnements qui en constituent la partie la plus importante ayant été faits en vue des marchés en cours d'exécution ou pour fournitures courantes de petit matériel. Exception est faite pour ce qui concerne la partie « Automobiles » sur laquelle votre conseil vous donnera des explications particulières ».

Or, cette partie « Automobiles » est de 2.084.000 francs, pour amortir 2 millions, il n'est pas nécessaire de nous amputer de 3 millions. Cela me paraît extraordinaire. D'un autre côté, je lis dans le rapport du conseil : « Quoi qu'il en soit, notre carnet de commandes, au début du nouvel exercice, était bien pourvu ; il assurait du travail aux usines pour plus de six mois ; nous avons depuis enregistré de nouveaux ordres intéressants, et il suffirait d'une reprise un peu marquée des affaires en général pour que nos opérations reprissent un cours plus normal ».

C'est toujours le même coup de clairon du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires, et nous savons ce que valent ces affirmations, car, si je suis bien informé, nous avons fait au P.-L.-M. des livraisons sur lesquelles nous n'avons pas été très heureux.

Un actionnaire. — Le stock automobiles est évalué à 2 millions, vous parlez, dans le rapport de l'assemblée extraordinaire, d'un amortissement de 3 millions, sur quoi allez-vous faire porter l'autre million d'amortissement.

M. le président. — Il y a certaines créances, à l'état d'attente, sur lesquelles nous sommes obligés de prévoir éventuellement certains amortissements.

Le même actionnaire. — Il ne doit pas en être ainsi puisque vous dites dans votre rapport — et MM. les commissaires le confirment — qu'il n'y a absolument rien à craindre de vos débiteurs.

Une voix. — Sauf de la clientèle égyptienne ! Le même actionnaire. — Bien plus, vous demandez dans votre rapport à l'assemblée extraordinaire qu'on laisse au conseil le soin d'appliquer les 3 millions de la réduction du capital « aux divers amortissements qu'il convient de pratiquer sur l'ensemble de notre actif ».

Vous devez donc être fixés sur l'emploi que vous voulez faire du troisième million.

M. le président. — Puisque vous allez supprimer la fabrication des automobiles, tout l'outillage-automobile ne pourra plus servir, il faudra donc l'amortir.

Le même actionnaire. — À quel chapitre figure cet outillage ?

M. le président. — Au chapitre « Matériel ».

Un autre actionnaire. — Je voudrais demander au conseil d'administration comment on a été amené à constituer un stock aussi important d'automobiles : 2.084.000 francs.

M. le président. — La crise de l'automobile n'est pas née d'aujourd'hui, elle a commencé dès 1906. Or, pendant les années antérieures, nous vendions de 250 à 300 voitures par an. Cela explique que nous avions besoin d'un stock considérable pour

faire le montage. La crise arrivée, nous sommes restés avec une grande partie de notre matériel et de nos approvisionnements sans pouvoir les employer. D'autre part, vous avez 23 carrosseries en magasin, 25 voitures, une automotrice, et des pièces de rechange pour nos divers modèles.

Un actionnaire. — Voulez-vous nous en donner le détail ?

M. le président. — Pour nos modèles 1897, nous avons 4.813 francs de pièces de rechange, pour 1899 : 11.000 francs, pour 1900 : 26.000 fr. pour 1901 : 9.000 fr. pour 1902 : 43.000 fr. pour 1903 : 11.000 fr. pour 1954 : 54.000 fr., pour 1905 : 28.000 fr., puis pour 1904 : 54.000 fr., pour 1905 : 28.000 fr., puis les châssis : 600.000 fr., 900.000 fr., et 61.000 fr., plus 12.000 fr. pour une automotrice.

Le même actionnaire. — Un million de pièces de rechange pour trois millions de construction de voitures, cela me semble exagéré.

M. le président. — Quand on construit des voitures en série, il faut avoir un grand nombre de pièces détachées pour la clientèle.

Le même actionnaire. — Combien avez-vous de pièces de rechange en 1905 ?

M. le président. — Environ 30.000 francs.

Le même actionnaire. — Les autres pièces dont vous parlez constituent des châssis ?

M. le président. — Des châssis qui ne sont pas montés.

Le même actionnaire. — Alors il faudrait les monter.

M. le président. — Pour pouvoir monter les châssis, il faudrait d'abord compléter ces pièces.

Un actionnaire. — Est-il vrai que vous soyez d'ores et déjà en rapports avec un groupe financier allemand [22] et divers ingénieurs allemands dans le but de leur rétrocéder la Société Decauville ?

M. le président. — Cela n'est pas exact. Le conseil n'est entré en rapports qu'avec un établissement financier français [23] et des ingénieurs français ; ses intentions sont de conserver à la Société Decauville un caractère essentiellement français.

Un précédent actionnaire. — Vous avez encore des pièces détachées de 1897 ; cela devrait être amorti depuis longtemps.

M. le président. — Ce sont des pièces courantes, car il circule encore à l'heure actuelle, un certain nombre de voitures de ce type. D'autre part, le chiffre en est bien peu important : 4.800 francs !

Le premier actionnaire. — N'a-t-il pas été question de la cession de notre marque d'automobiles et de notre matériel spécial à une autre société qui prendrait nos lieu et place dans cette fabrication et qui nous déchargerait en même temps de notre stock et de notre responsabilité à l'égard de notre clientèle ?

M. le président. — Le conseil entrerait très volontiers dans cette voie, car il est de l'intérêt de se défaire de son stock, mais jusqu'à présent, aucune offre ne nous a été faite.

Le même actionnaire. — Nous ne risquons pas de perte sur les commandes de matériel pour chemins de fer que nous avons en ce moment ?

M. le président. — Je n'en prévois pas.

Le même actionnaire. — Vous n'en aviez pas prévu davantage il y a deux ans, et cependant vous avez dû payer des dommages-intérêts à la Compagnie du P.L.M. pour retard dans la livraison.

M. le président. — C'est là un fait indépendant de notre Société, notre fournisseur ne nous avait pas livré les matières premières en temps voulu, et nous l'avons poursuivi.

Le même actionnaire. — Il n'a été condamné qu'à 300 francs.

M. le président. — Aussi avons-nous interjeté appel !

---

[22] Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis.

[23] La Banque commerciale et industrielle.

Un précédent actionnaire. — Pour compléter le renseignement que je vous ai demandé il y a un instant, pourriez-vous nous décomposer le chiffre de 2.577.460 francs du chapitre « Immeubles et Matériel », nous dire ce qu'il y a d'immeubles, de Matériel de chemins de fer, et de matériel d'automobiles ?

M. le président. — Je vais répondre dans un instant à cette question.

Un actionnaire. — J'estime que les frais généraux sont trop élevés, il faut les réduire. Nous sommes partis d'un très gros chiffre, nous avons commencé par 20 millions, la Société est réduite à 2 millions, il faudrait réduire les frais généraux dans la même proportion.

M. le président. — Le conseil d'administration portera tous ses efforts dans ce sens-là.

Un actionnaire. — Quels sont les émoluments du conseil d'administration ?

M. le président. — Dans l'assemblée constitutive du 22 décembre 1894, ces émoluments ont été fixés à 50.000 francs.

Le même actionnaire. — Et combien y a-t-il d'administrateurs ?

M. le président. — Sept.

Le même actionnaire. — Peut-on les réduire ?

M. le président. — L'assemblée est souveraine à cet égard.

Le même actionnaire. — Je demande qu'on fasse une réduction sur ce chapitre.

Un actionnaire. — Je demanderai que les actionnaires touchent un intérêt statutaire sur les actions, ce qui se fait d'ailleurs dans certaines sociétés.

M. le président. — Nos statuts ne prévoient pas d'intérêt statutaire. En réalité, les intérêts statutaires sont des distributions de dividende. Or s'il n'y a pas de bénéfices, comment voulez-vous procéder à ces distributions ?

Le précédent actionnaire. — La vérité est que, nous autres actionnaires, nous sommes très maltraités.

M. le président. — Ce que nous désirons tous, c'est arriver à relever la société.

Un précédent actionnaire. — L'année dernière, le stock d'automobiles s'élevait à 1.700.000 francs, on avait décidé que la branche automobile serait abandonnée ou tout au moins délaissée ; or aujourd'hui notre stock d'automobiles s'élève à 2 millions ; de telle sorte qu'alors que nous avions manifesté l'intention de diminuer le stock et les frais, nous nous trouvons en réalité en présence d'une augmentation de frais de 400.000 francs sur le stock de l'an dernier.

M. le président. — Nous n'avons pas construit de voitures depuis l'année dernière, nous n'avons fait que compléter les voitures demandées par la clientèle. L'augmentation que vous signalez provient donc uniquement de la reprise que nous avons été obligés de faire de voitures que nous avions cédées à une Compagnie d'exploitation. Nous avions vendu ces voitures à tempérament mais cette Compagnie n'ayant pas voulu donner suite à son contrat, nous avons été obligés de les reprendre.

Un actionnaire. — Cette année, les débiteurs sont-ils aussi bons que ceux de l'an dernier ? Vous nous aviez dit qu'ils étaient bons et cependant vous avez eu quelques mécomptes ?

M. le président. — Voici la réponse au renseignement qui m'a été demandé tout à l'heure :

Usines de Corbeil terrains	600.000
Immeubles	250.000
700 machines outils	1.192.000
Usines du Val Saint-Lambert (Belgique)	350.000
Usine de Dunkerque	185.000
Soit au total	2.577.000

Un actionnaire. — L'outillage pour automobiles est distinct de l'outillage pour chemins de fer ?

M. le président. — Cela se trouve compris.

Un actionnaire. — Non, puisque vous voulez l'amortir.

LES RÉSOLUTIONS

1. L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, en approuve tous les termes ainsi que les comptes de l'exercice 1908, tels qu'ils lui sont présentés.

(Le vote a lieu au scrutin secret, la résolution est adoptée par 993 voix contre 186).

2. L'assemblée générale ratifie la nomination de M. Eugène Boyer et de M. Léon Weil, comme administrateurs de la Société. M. Boyer pour une durée de six années, en remplacement de M. Valère Mabille, décédé ; le second pour une durée de quatre années, en remplacement de M. Chapuy, démissionnaire.

Elle donne acte à M. Chalupt de la résignation de son mandat d'administrateur arrivé à expiration et dont il ne demande pas le renouvellement.

(Adopté, par mains levées, à la presque unanimité).

M. le Président. — La troisième résolution a trait à la nomination de vos commissaires des comptes.

M. [Léon] Cornudet. — En raison de ce que vous allez nous proposer tout à l'heure et de la réorganisation financière dont vous allez nous entretenir au sujet de la Société, je me demande s'il n'y aurait pas lieu précisément de ne nommer que deux commissaires, au lieu de trois, de façon à avoir un nombre de commissaires qui soit en rapport avec l'importance de la Société, comme celà se fait ailleurs.

Je propose, au nom d'un groupe qui va apporter de l'argent dans la réorganisation de la Société, de bien vouloir nommer un nouveau commissaire, tout en conservant un des anciens commissaires, M. Chassard, qui a eu la confiance des actionnaires jusqu'à présent. Je vous proposerai de nommer à la place des deux autres M. Louis Gossé [24], qui est commissaire des comptes dans un nombre considérable de sociétés, et dont la capacité comptable est hors de doute. Je proposerai de réduire leur allocation à 1.500 francs, soit 750 francs pour chacun d'eux.

M. le président. — Voici comment la troisième résolution serait libellée :

« L'assemblée générale désigne comme commissaires des comptes pour le nouvel exercice MM. Chassard et Louis Gossé, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, elle fixe la rémunération des commissaires à 750 francs chacun. »

(Adopté, par mains levées, à l'unanimité)

4. L'assemblée générale approuve, en tant que de besoin, et en général, toutes les opérations et tous marchés traités en 1908 avec les sociétés ou entreprises dans lesquelles les administrateurs de la Société des Établissements Decauville ont ou ont pu avoir des intérêts directs ou indirects.

(Adopté à une forte majorité.)

ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

M. le président constate que 28.889 actions sont présentes ou représentées.

Il donne la parole à M. Hantz pour la lecture du rapport du conseil d'administration.

---

[24] Louis Gossé : sous-directeur de la Banque commerciale et industrielle. Ancien secrétaire et fondé de pouvoirs de la Société générale électrique et industrielle. Voir encadré.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Lors de l'assemblée générale de l'année dernière, nous vous avions signalé qu'il était nécessaire de diminuer, par des amortissements successifs, le stock « Automobile »

Cette situation n'a fait que s'aggraver par suite de la crise automobile qui sévit depuis plusieurs mois. Il est donc nécessaire de prendre maintenant une détermination plus énergique encore. Ce stock, en réduisant votre trésorerie, n'a pas permis à votre Société d'accepter certaines affaires qui nécessitaient un crédit ; il a entravé le développement normal de vos affaires de matériel roulant.

En vous signalant que, par raison de trésorerie, votre Société a dû abandonner d'elle-même certaines affaires qui lui étaient offertes, c'est vous montrer que votre réputation, en tant que fournisseur de matériel, est restée intacte.

Votre matériel à voie étroite est apprécié, il est connu du monde entier et, à l'étranger, les chemins de fer secondaires sont souvent désignés sous le nom de « Decauville ». Votre Société possède donc des éléments le vitalité incontestables.

En portant vos efforts permanents sur cette branche qui possède un champ d'action de plus en plus large, vous reconquerrez facilement la place qui doit appartenir à votre Société, qui porte le nom du créateur de ce matériel.

Mais, pour atteindre ce résultat, il est nécessaire de renoncer à la branche Automobile et de donner à la Société les facilités de trésorerie dont elle a besoin, c'est-à-dire d'amortir d'un seul geste les immobilisations accumulées.

Cette situation a été comprise par un groupe industriel et financier qui a étudié la question et a proposé les bases de la réorganisation commerciale à réaliser.

Mais pour que cette réorganisation soit fructueuse, il est préférable d'agir radicalement en épurant complètement le bilan et, pour cela, il serait nécessaire de réduire le capital-actions à 2 millions, en laissant à votre conseil le soin d'appliquer comme il le jugera utile, les 3 millions qui formeront l'importance de la réduction du capital, aux divers amortissements qu'il convient de pratiquer sur l'ensemble de votre actif.

Cela fait, et en vue de vous créer des ressources nouvelles de trésorerie, il serait nécessaire de reconstituer immédiatement en numéraire un nouveau capital au moyen d'une augmentation qui serait pour le moment de 2 millions, avec autorisation pour le conseil de procéder ultérieurement et au moment qu'il jugerait le plus convenable à une nouvelle augmentation de 1 million pour porter le capital final actions à 5 millions.

D'autre part, pour compléter cette réorganisation financière et en vue de parer aux besoins éventuels, il serait également nécessaire que votre conseil soit autorisé à procéder, s'il le juge convenable et sur une période de temps de deux années, à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence de 2 millions, capital nominal.

Pensant que vous approuverez ce programme, nous nous sommes par avance occupés de sa réalisation pratique et sommes heureux de vous informer que, sous réserve de votre approbation, nous avons obtenu le concours d'un groupe financier qui s'est engagé à assurer l'émission intégrale.

En ce qui concerne la réduction du capital, elle s'effectuerait par l'échange de cinq actions anciennes contre deux nouvelles de 100 francs entièrement libérées.

En ce qui concerne l'augmentation du capital de 2 millions, elle s'effectuerait par l'émission au pair de 20.000 actions nouvelles de 100 francs chacune, entièrement libérées, lesquelles participeraient aux résultats de l'exercice 1909 au même titre que les actions anciennes auxquelles elles seraient assimilées dès leur création.

Pour la souscription de ces 20.000 actions nouvelles, il serait accordé un droit de préférence aux actionnaires actuels dans la proportion de deux actions nouvelles pour cinq anciennes à titre irréductible et, à titre réductible, dans la proportion qui leur conviendra sur la partie non souscrite en vertu du droit irréductible.

En dehors de cette question de réorganisation financière de la Société et des modifications concordantes qu'elles doivent entraîner dans la rédaction de certains articles des statuts, nous avons aussi à vous proposer certaines autres modifications d'ordre administratif à nos statuts.

La première modification concerne le nombre maximum de vos administrateurs que nous vous demandons de porter à 10 au lieu de 7, pour nous permettre de nous adjoindre de nouveaux collègues dont nous considérons le concours et la collaboration comme devant être très précieux pour notre entreprise.

La deuxième modification concerne les délais de réunion de l'assemblée générale annuelle que nous nous vous demandons d'étendre au premier semestre de l'année au lieu du premier trimestre, étant donné, en effet, que l'établissement de notre bilan annuel ne nous permet pas d'être prêts pour le premier trimestre.

Le conseil d'administration.

LA DISCUSSION

Un actionnaire. — Au sujet de l'augmentation du nombre des administrateurs, cela ne nous coûtera pas plus cher, puisqu'il n'y a pas de jetons de présence en dehors de l'allocation des 50 000 francs. Nous aurons ainsi plus de lumière.

Au sujet de cette réduction de capital, vous nous amputez très fortement. Je n'ai pas vu d'amputations pareilles dans des sociétés qui sont cependant en plus mauvaise posture que la nôtre. Je demanderai simplement cette réduction de capital de 50 %, soit 2.500.000 francs. Je fais appel à votre amabilité, Monsieur le président, vous qui détenez la majorité des voix, pour obtenir cela. Ne craignez-vous pas, en effet, que des actionnaires fatigués n'abandonnent l'affaire et ce seront alors des étrangers qui profiteront de cet amortissement ?

M. le président. — Je n'ai pas attendu pour essayer avec mes collègues d'obtenir des conditions meilleures : il fallait bien chercher à nous procurer des fonds. Nous avons des quantités d'affaires qui nous ont déjà échappé. Nous avons même des compagnies de chemins de fer qui nous avaient apporté sur le plateau une commande très importante se montant à près de 2.400.000 francs, que nous avons été obligés de décliner, parce que nous n'avons pas trouvé auprès des sociétés de crédit les capitaux nécessaires pour pouvoir entreprendre ces travaux.

Nous avons cherché, croyez-le, avant d'arriver à ce moyen qui consistait pour le conseil d'administration à venir demander à l'assemblée une pareille amputation ; nous avons tenté tout ce qui était possible, avant de vous proposer cette réduction de capital.

Nous avons pressenti d'autres groupes industriels qui pouvaient avoir intérêt à s'adjoindre une affaire comme la Société Decauville, mais les négociations que nous avons tentées ont échoué.

Lorsque le nouveau groupe est venu nous trouver, il n'y avait pas d'autre solution : ou continuer à végéter, puisque nous n'avions pas les moyens de trésorerie nécessaires ou accepter des concours.

Nous avons essayé d'arriver à un chiffre supérieur ; nous sommes partis de trois millions pour faire une réduction de deux millions, mais nous avons été obligés de capituler, ce que nous n'avons fait que lorsque nous avons vu l'impossibilité matérielle d'apporter des conditions meilleures.

Le précédent actionnaire. — Comme valeur de liquidation, notre titre vaut bien mieux que 40 francs. Je voterai ce qu'on nous demande, mais ce dont je me plains, c'est de cette forte amputation de notre capital. Vous auriez pu évaluer nos marchandises et notre matériel à un prix inférieur à sa valeur réelle. Je vous demande donc de tâcher de faire encore un effort et de demander à ce groupe financier de réduire notre titre à 50 francs au lieu de 40.

M. le président. — C'est malheureusement impossible. Des engagements avec le groupe financier nous interdisent cela.

Un actionnaire. — Quel est ce groupe financier ?

M. le président. — Il est composé de personnes très honorables, les actionnaires sont libres de souscrire ou non.

Le précédent actionnaire. — Je n'abandonnerai pas mon droit de souscripteur ; je trouve simplement malheureux de réduire le titre à 40 francs.

Un actionnaire. — Dans quelles conditions ce concours nous est-il prêté ?

M. le président. — Dans les conditions usuelles des sociétés, je n'ai pas le chiffre en tête. L'intérêt de la société sera que les actionnaires souscrivent.

Un actionnaire. — Mais le groupe financier a toujours une commission là-dessus.

M. le président. — Un établissement de crédit qui prend à forfait une émission quelconque doit tout naturellement se couvrir du risque qu'il court. La commission qui lui est allouée est de 5 ou 6 francs : c'est la commission habituelle.

Un actionnaire. — On a proposé d'augmenter le nombre des administrateurs, nous serons, de cette façon, mieux éclairés et nous aurons plus de chances de gagner de l'argent. Moi, je me fais le porte-vœu de l'assemblée et je dis ceci : « Les administrateurs ne toucheront aucun émolument tant qu'ils n'auront pas rétribué le capital à raison de 5 % l'an. » Nous n'avons que cela pour juger la valeur et la capacité des administrateurs, il faut nous en servir et je le fais dans toutes les sociétés où je suis actionnaire.

Un actionnaire. — Je ne suis pas de cet avis, si nous voulons des administrateurs, des gens sérieux, il faut les payer, car les gens ne font rien sans rien. Je demande donc qu'on n'augmente pas le nombre des administrateurs et qu'on maintienne leur attribution : ils auront ainsi les mêmes intérêts à mener à bien notre affaire, car celui qu'on paie le plus cher est souvent le meilleur.

Le précédent actionnaire. — Au contraire, les courtiers payés à la commission sont les meilleurs !

LES RÉSOLUTIONS

1. L'assemblée après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, approuve le projet de réorganisation financière de la Société, tel qu'il est présenté par le conseil, et décide qu'il y a lieu d'en suivre la réalisation.

(Le vote a lieu au scrutin secret, la résolution est adoptée par 1007 voix contre 105).

2. L'assemblée, après examen de la situation active et passive de la Société, et telle qu'elle ressort du rapport du conseil d'administration,

Et dans le but de régulariser les amortissements que peut comporter la situation de la Société, par suite de pertes ou de dépréciations de certains éléments actifs,

Décide la réduction du capital social de cinq millions de francs à deux millions de francs, divisé en 20.000 actions de 100 francs libérées, au moyen de l'échange de cinq actions actuelles contre deux actions nouvelles, libérées,

Et elle donne au conseil d'administration tous pouvoirs pour réaliser cette réduction de capital ; procéder à l'échange d'actions ci-dessus prévu ; prendre toutes les mesures qu'il croira utiles pour faciliter l'échange aux propriétaires d'actions d'un nombre inférieur à cinq, ou ne représentant pas un multiple de cinq ; opérer et constater l'annulation des titres anciens remis en échange des nouveaux ; fixer et régulariser, sur les bases indiquées au rapport du conseil d'administration, tous amortissements de pertes et de dépréciation d cléments actifs, pour mettre en harmonie l'actif social net, avec le capital réduit.

Cette décision est subordonnée à la condition de la réalisation de l'augmentation du capital social qui va être soumise au vote de l'assemblée ; elle sera définitive en même temps que cette augmentation.

Un actionnaire. — Je demande que, pour faciliter la négociation de nos titres, que ces titres continuent à être cotés, et que pour cela, l'on fasse les démarches nécessaires auprès du Syndicat des agents de change.

M. le président — Le conseil d'administration examinera cette demande avec attention.

(La deuxième résolution est adoptée, par mains levées, à une très grande majorité.)

3. L'assemblée, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'augmenter de 2 millions de francs, le capital social ainsi réduit, par la création de 29.000 actions de 100 francs à souscrire contre espèces, et de le porter ainsi à 4 millions de francs divisé en 40.000 actions de 100 francs ;

Elle décide, en outre, que le capital pourra être augmenté ultérieurement de 1 million de francs et porté à 5 millions de francs par la création d'actions de 100 francs à souscrire contre espèce- en vertu d'une décision du conseil d'administration.

L'émission des 20.000 actions qui viennent d'être créées sera faite au pair de cent francs payable à Paris, savoir :

Un quart ou vingt cinq francs, en souscrivant.

Et le surplus, le 5 juin 1909.

Les souscripteurs et propriétaires des actions a émettre seront soumis à toutes les dispositions statutaires de la Société et notamment, en ce qui concerne les appels de fonds, aux dispositions de l'article 9 des statuts.

Les actions à émettre auront droit à l'intérêt statutaire et aux dividendes, à partir de l'exercice commencé le 1er janvier 1909.

Après leur libération, elles seront entièrement assimilées aux 20.000 actions représentant le capital réduit.

Les propriétaires des 50.000 actions représentant le capital social actuel auront la faculté de participer par préférence à la souscription des 20.000 actions représentant l'augmentation de capital, d'abord à titre irréductible, à raison de 2 actions pour 5 actions actuelles, puis à titre réductible, sur la partie non souscrites en vertu du droit irréductible ; ils seront mis en demeure d'exercer ces droits de souscription avant le 31 mai 190 par-un avis publié, à Paris, dans les *Petites Affiches*, au moins cinq jours à l'avance et ceux qui n'auront pas usé de leurs droits avant cet te date seront déchus.

Et pour l'exécution de cette décision, l'assemblée confère au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'émission des actions qui viennent d'être créées pour l'augmentation du capital social, et de celles qui pourront être créées par le conseil pour élever le capital à cinq millions de francs ; faire avec tout (groupe ou syndicat financier tous traités en vue d'assurer la souscription de la totalité de ces actions ; recevoir toutes souscriptions et tous versements ; faire pour l'augmentation décidée et pour l'augmentation autorisée, la déclaration notariée de souscription et de versement prescrite par la loi ; dresser et certifier véritable toute liste nominative des souscripteurs et tout état de versements ; transmettre tout ou partie de ces pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

(Cette résolution est adoptée à une forte majorité.)

4. L'assemblée autorise pour un laps de temps de deux années et si le conseil le juge convenable, la création d'obligations jusqu'à concurrence d'un capital de deux millions de francs.

Et elle décide que le conseil d'administration, en vertu des pouvoirs résultant de l'article 26 des statuts, fera l'émission de ces obligations, aux taux et conditions qu'il avisera, soit pour la totalité de leur capital nominal, soit pour partie, et même par fractions successives dont il déterminera le montant.

Un actionnaire. — Je demande qu'on n'autorise pas l'émission d'obligations en ce moment-ci, car il sera plus profitable d'émettre des obligations quand nous le jugerons nécessaire. Nous venons de nous décharger par l'amputation que nous avons consentie, il ne faut pas nous charger à nouveau. Lorsqu'on verra le résultat de l'amputation que

nous avons faite l'année prochaine, on nous proposera alors une augmentation de capital que nous serons heureux de voter.

Je me permettrai de demander au. président actuel du conseil d'administration si c'est lui qui restera à la tête de la Compagnie réorganisée. J'ai en lui une particulière confiance et je tiens à être fixé à cet égard.

M. le président. — Je dois déclarer loyalement qu'après cette assemblée, je me retirerai.

Le précédent actionnaire. — Nous allons donc avoir un conseil d'administration nouveau, que nous ne connaîtrons pas ; je fais appel à tous les intéressés pour qu'on refuse l'autorisation d'émettre des obligations. Si nous avons besoin d'augmenter plus tard le capital, nous le ferons.

M. le président. —- Il est par trop difficile de réunir une assemblée extraordinaire !

(Le vote sur la quatrième résolution a lieu au scrutin secret, la résolution est adoptée par 903 voix contre 124). ,

5. L'assemblée modifie les articles 19, 21 (5e alinéa) et 35 des statuts, qui seront désormais rédigés selon le texte ci-après :

« Article 19. — La Société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins et de dix au plus, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

« Article 21. — 5e alinéa. — Le conseil peut, à la « majorité de ses membres, se compléter jusqu'au « nombre de 10 ci-dessus, sauf pour les membres ainsi nommés à obtenir confirmation de leur nomination par la plus prochaine assemblée générale. « Article 35. —- L'assemblée générale se réunit chaque année dans le courant du semestre qui suit la clôture de l'exercice ; elle se réunit en outre extraordinairement, toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité ». Cette décision est soumise à la condition de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social.

(Cette résolution est adoptée à une grande majorité).

6. L'assemblée donne au porteur des pièces tous pouvoirs pour les publications légales.

(Cette résolution est adoptée à l'unanimité).

———————————

Établissements Decauville
(*Le Capitaliste*, 20 mai 1909)

Les Établissements Decauville s'améliorent à 49 pour finir à 46. Les actionnaires se sont réunis le 15 mai en assemblées générales ordinaire et extraordinaire sous la présidence de M. de Neufville, président du conseil d'administration.

À titre ordinaire, l'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1908 et ratifié la nomination de M. Eugène Boyer et de M. Léon Weil comme administrateurs de la société.

MM. Chassard et Louis Gossé ont été élus commissaires pour le nouvel exercice.

À titre extraordinaire, l'assemblée, après lecture du rapport du conseil, a approuvé le **projet de réorganisation financière** de la Société, dans le but de régulariser les amortissements que peut comporter la situation de la Société, et décidé la **réduction du capital social de 5 millions de francs à 2 millions de francs**, divisé en 20.000 actions de 100 fr. libérées, au moyen de l'échange de cinq actions actuelles contre deux actions nouvelles libérées.

Elle a en outre décidé que le capital pourra être augmenté ultérieurement de 2 millions de francs et éventuellement encore de 1 million de plus et porté ainsi à 5 millions de francs, par la création d'actions de 100 fr. à souscrire contre espèces.

L'émission des premières 20.000 actions sera faite au pair de 100 fr.

Les propriétaires des 50.000 actions représentant le capital social actuel auront la faculté de participer par préférence à la souscription des 20.000 actions nouvelles.

En dernier lieu l'assemblée a autorisé, pour un laps de temps de deux années, et si le conseil le juge nécessaire, la création d'obligations jusqu'à concurrence d'un capital de 2 millions de francs.

La société sera administrée par un conseil composé de cinq membres au moins et de dix au plus, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

———————————

Établissements Decauville
(*Gil Blas*, 24 mai 1909)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné a eu lieu le 15 mai, sous la présidence de M. de Neufville, président du conseil. 24.618 actions étaient présentes, ou représentées.

Le rapport est lu par M. Hantz, secrétaire. Il résulte de ce document que l'exercice écoulé n'a pas été favorable, notamment dans la branche « automobiles ». La faveur du public ne s'est pas portée sur les voitures de la Société, et son stock, qui comportait des véhicules et de nombreuses pièces pour la construction et le rechange, étant préparé en vue d'une exportation qui s'est ralentie au point de devenir presque nulle, n'a pas diminué de façon appréciable ; par contre, il perd encore de sa valeur par le seul fait qu'il devient d'une année plus ancien et, malgré les efforts et les frais faits, au cours de la saison 1908, pour le moderniser dans la mesure du possible, on ne peut plus maintenant conserver l'espoir de le réaliser, dans des conditions normales pour l'amortir graduellement, comme on le supposait encore possible au début de l'exercice écoulé.

Toute l'activité déployée par la société, au cours de l'exercice écoulé, n'a pu suffire pour atteindre du premier coup le résultat cherché, et le bilan se solde par une perte de 83.507 fr. 54. Mais il est bon de dire que le carnet de commandes de la Société était bien pourvu au début du nouvel exercice ; il assurait du travail aux usines pour plus de six mois ; des ordres intéressants ont été depuis enregistrés, et il suffirait d'une reprise un peu marquée des affaires en général pour que les opérations reprissent un cours normal.

L'assemblée a approuvé les termes de ce rapport, ainsi que les comptes de l'exercice 1908. Elle a ratifié la nomination de M. Eugène Boyer et de M. Léon Weil, comme administrateurs de la société, M. Boyer pour une durée de six années, en remplacement de M. V. Mabille, décédé : le second pour quatre années, en remplacement de M. Chapuy, démissionnaire. Les commissaires des comptes désignés pour le nouvel exercice sont MM. Chassard et Louis Gossé.

À l'issue de l'assemblée ordinaire, les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de statuer sur une proposition de réduction suivie d'augmentation du capital social d'autoriser.en outre le conseil à procéder a l'émission d'obligations.

Cette proposition a été adoptée à une grande majorité, après une assez vive discussion entre le président du conseil et plusieurs actionnaires.

Nous reviendrons, s'il y a lieu, sur l'importance des résolutions prises au cours de ces deux assemblées.

———————————

Marcel SAINT-GERMAIN (1853-1939),
président (1909-1920)

Député (1889-1898), puis sénateur (1900-1920) d'Oran.
Administrateur d'une vingtaine de sociétés,
président de l'Omnium d'Algérie-Tunisie.

Société Decauville
(*L'Information financière, économique et politique*, 29 mai 1909)

Nous avons publié dernièrement une lettre relative à la Société Decauville et à sa réorganisation.

La *Gazette du Palais* du 27 mai confirme ce que nous disions à cette époque, puisqu'elle publie l'extrait des statuts de la Société Orenstein et Koppel et la liste de son conseil d'administration.

On remarquera, en effet, que ce dernier ne se compose que d'honorables personnalités étrangères, tandis que le nouveau conseil de la Société Decauville est actuellement formé de :

M. Marcel Saint-Germain, président.
M. Léon Weil, directeur honoraire des manufactures de l'État.
M. Bruneau, ingénieur des poudres.
M. le comte Baguenault de Puchesse, président des Forges d'Alais.
M. Cahen, ingénieur des manufactures.
M. Paul André, propriétaire.
M Witzig, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur de la Société l'Éclairage électrique.
M. Gay, administrateur de la Compagnie générale de traction.
M. H. Maréchal, ingénieur des ponts et chaussées.
M. H.-E. Boyer, ingénieur des arts et manufactures, administrateur délégué.

Rappelons, comme autre parallèle, que les actions de la Société Decauville sont cotées au marche officiel à Paris et que celles de la nouvelle Orenstein et Koppel appartiennent en totalité à la maison mère de Berlin, ce qui explique, du reste, pourquoi son conseil d'administration est exclusivement allemand.

———————————

Établissements Decauville
(*Le Capitaliste*, 3 juin 1909)

Les Établissements Decauville s'inscrivent à 41,50.

On sait que l'assemblée du 15 mai a voté la réduction du capital de 5 à 2 millions, ce qui a eu pour conséquence de réduire de 100 à 40 fr. la valeur nominale de l'action actuelle. Le capital. social sera, d'autre part, relevé de 2 à 5 millions par l'émission

d'actions nouvelles et l'on espère que l'affaire, réorganisée financièrement et industriellement, reverra des jours meilleurs.

Ajoutons que de nouvelles personnalités financières et industrielles sont entrées dans le conseil d'administration qui se trouve désormais composé de la façon suivante :

MM. Marcel Saint-Germain, président ; Léon Weil, directeur honoraire des manufactures de l'État ; Bruneau, ingénieur des poudres ; le comte [Gustave] Baguenault de Puchesse, président des Forges d'Alais ; Cahen, ingénieur des manufactures de l'État ; Paul André, propriétaire [dir. gén. Paternelle, beau-frère d'Alfred Poidatz] ; [Auguste] Witzig, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur de la Société l'Éclairage électrique ; [Alfred] Gay, administrateur de la Compagnie générale de Traction ; H. Maréchal, ingénieur des ponts et chaussées ; H.-E. Boyer, ingénieur des arts et manufactures, administrateur délégué.

BRUNEAU, président

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

———

Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 28 juin 1909
(*L'Information financière, économique et politique,* 29 juin 1909)

COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE

Ainsi que l'*Information* l'a annoncé dans son numéro du 25 juin, les actionnaires de cette société ont tenu une assemblée générale extraordinaire ce même jour sous la présidence de M. Bruneau, président du conseil d'administration, assisté de M. Chivot, représentant le Sous-Comptoir des Entrepreneurs, et de M. le représentant de la Banque française pour le commerce et l'industrie.

LA DISCUSSION

Un actionnaire. — Je viens d'entendre, sur la liste des nouveaux souscripteurs, le nom de la maison Descours-Cabaud* ; s'agit-il de la maison bien connue de Lyon ?

M. le président. — Oui ; du reste, la maison Descours-Cabaud est représentée au sein du conseil par M. Baguenault de Puchesse, président des Forges d'Alais.

Un actionnaire. — Bien que ma question soit un peu prématurée, je voudrais demander si la nouvelle administration voit, à ses débuts, des perspectives encourageantes pour l'avenir.

M. le président. — Je donne la parole à notre administrateur délégué qui va répondre à votre question.

M. H.-E. Boyer, administrateur délégué. — La première besogne que nous avons eue à accomplir a été d'ordre matériel ; il s'agissait d'examiner les commandes en cours, de nous installer dans ce nouveau local où nous nous réunissons aujourd'hui, 66, Chaussée d'Antin, de chercher des collaborateurs pour réorganiser le service commercial et mettre notre société à la disposition de la clientèle mondiale qui est la nôtre.

Ce que je puis vous annoncer avec plaisir et d'une façon très nette, c'est que l'étiquette Decauville a conservé toute sa vitalité et que la réorganisation de notre entreprise est accueillie en France et à l'étranger avec une sympathie qui dépasse tout ce que nous pouvions espérer.

Quant à la valeur du matériel Decauville, abstraction faite de toutes les entreprises qui, maintenant, ne forment plus partie intégrale de notre activité, elle est inattaquable, et si notre matériel de chemin de fer, voies, locomotives, wagonnets, rencontre tant de sympathie, c'est parce qu'il n'y a peut-être pas une usine ou tout le monde, depuis le directeur jusqu'au contremaitre, ne dise, lorsqu'on leur demande leur opinion sur nos produits : « Decauville ne fait pas de camelote ».

C'est grâce à cette excellente réputation de notre marque éminemment française, réputation que nous allons chercher à conserver, c'est grâce à une organisation commerciale moderne, grâce aux concours puissants, tant financiers qu'industriels, qui entourent le conseil et que l'examen de la liste de souscription a pu vous montrer, grâce aussi à la valeur du nom Decauville, que nous comptons, à l'assemblée prochaine, vous donner des résultats encourageants. Vous ne devez pas toutefois oublier messieurs, que la nouvelle administration n'aura, dans l'année 1909, qu'un semestre sous sa direction ; elle fera néanmoins tout ce qu'elle pourra pour justifier la confiance que vous avez mise en elle. (Applaudissements.)

Un actionnaire. — Je serais heureux de voir le conseil réduire les jetons de présence qui lui ont été alloués précédemment. Ce chiffre de 50.000 fr. est bien élevé....

M. H.-E. Boyer. — Le nouveau conseil n'a pas attendu votre invitation, et je puis vous assurer très nettement que les jetons du conseil ont été très considérablement réduits en attendant des jours meilleurs. (Applaudissements.)

RÉSOLUTIONS

1. L'assemblée, après vérification de l'acte ci après énoncé et des pièces à l'appui, reconnait la sincérité de la déclaration faite par le conseil d'administration, suivant acte reçu par Me Houdart, notaire à Paris, le 11 juin 1909, de la souscription de la totalité des 20.000 actions de 100 francs représentant l'augmentation de deux millions de francs du capital social décidée par l'assemblée générale du 15 mai 1909.

Et comme conséquence, elle déclare définitive cette augmentation de capital.

(Adopté à l'unanimité).

2. L'assemblée constate que :

La réduction du capital social de 5 millions de francs a deux millions de francs, décidée sous la deuxième résolution de l'assemblée du 10 mai 1905 et soumise à la condition de la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par cette assemblée.

Et la notification aux articles 19, 21 et 35 des statuts décidée sous la cinquième résolution de la même assemblée et soumise à la même condition, sont devenues définitives, par suite de la réalisation de la condition à laquelle elles étaient soumises.

Et que le capital social se trouve ainsi définitivement fixé à 4 millions de francs.

(Adopté à l'unanimité).

3. L'assemblée, comme conséquence des résolutions qui précèdent, modifie l'art. 7 des statuts, qui sera désormais remplacé par le texte ci-après :

« Le Fonds social est fixé à quatre millions de francs divisé en quarante mille actions de cent francs chacune ».

(Adopté à l'unanimité).

4. L'assemblée donne au porteur des pièces tous pouvoirs pour les publications légales.

(Adopté à L'unanimité).

Le conseil d'administration de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné est maintenant composé de :

M. Marcel Saint-Germain, président.

M. Léon Weil, directeur honoraire des Manufactures de l'État.

M. Bruneau, ingénieur des Poudres.

M. le comte Baguenault de Puchesse, président des Forges d'Alais.

M. Cahen, ingénieur des Manufactures de l'État.

M. Paul André, propriétaire.

M. Witzig, ancien élève de l'École polytechnique, directeur de la Société « l'Eclairage électrique ».

M. Gay, administrateur de la Compagnie Générale de Traction.

M. H. Maréchal, ingénieur des ponts et chaussées.

M. H.-E. Boyer, ingénieur des Arts et Manufactures, administrateur délégué.

———————————

Établissements Decauville

(*Le Capitaliste*, 1er juillet 1909)

Les Établissements Decauville sont moins mouvementés à 48 et 46,25. Les actionnaires se sont réunis le 28 juin en assemblée extraordinaire à l'effet de

reconnaître la sincérité de la déclaration de souscription aux 20.000 actions de 100 fr. représentant l'augmentation de 2 millions de francs. L'assemblée a constaté la réduction du capital social de 5 millions à 2 millions soumise à la condition de la réalisation définitive de l'augmentation du capital qui se trouve ainsi définitivement fixé à 4 millions. Un actionnaire ayant demandé au conseil quelles étaient les perspectives d'avenir de la société transformée, M. Boyer, administrateur délégué, a annoncé à l'assemblée qu'il avait déjà cherché des collaborateurs pour réorganiser le service commercial, examiner les commandes en cours et installer le nouveau local 66, chaussée d'Antin. C'est avec plaisir qu'il a fait savoir à l'assemblée, d'une façon très nette, que l'étiquette Decauville a conservé toute sa vitalité et que la réorganisation de l'entreprise est accueillie en France et à l'étranger avec de très grandes marques de sympathie. Quant à la valeur du matériel Decauville, elle est inattaquable et toujours très justement appréciée de la clientèle.

———————————

Decauville
(*L'Information financière, économique et politique,* 13 novembre 1909)

Par ce nom, qui eut son heure de célébrité, on désigne une entreprise bien française dont nous avons eu l'occasion de nous occuper à plusieurs reprises dans ce journal et dont, tout dernièrement, nous avons précisé les bases définitives et les perspectives d'avenir. Depuis les assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 15 mai 1909, la société s'est résolument engagée dans la route qu'elle s'est à elle-même tracée et, déjà, les efforts tentés par la nouvelle direction commencent à porter leurs fruits.

Nous nous rendrons mieux compte du présent, nous aurons une vision plus exacte de l'avenir après que nous aurons, à grands traits, retracé le passé d'une entreprise qui avait tant d'éléments de succès et qui a malheureusement perdu beaucoup de temps et d'argent à de malencontreuses tentatives.

Ces fautes sont actuellement réparées. On peut d'autant mieux en parler qu'elles appartiennent à un passé désormais aboli et qui ne nous servira plus que de terme de comparaison. Nous allons, du reste, constater que, grâce à une série d'énergiques mesures, aucune des forces vives de l'ancienne société ne manque à la nouvelle affaire qui s'est seulement allégée de poids morts et de non-valeurs. Elle n'a pu s'en défaire qu'au prix de sacrifices pécuniaires assez lourds. Mais ces sacrifices étaient nécessaires pour sauvegarder la vie même de la société et lui ouvrir un nouvel avenir. D'ailleurs, plaie d'argent n'est pas mortelle.

*
* *

La Société anonyme des Établissements Decauville avait été créée, en 1894, pour succéder à la Société en commandite Decauville, fondée en 1887. L'objet primitif était la construction du matériel de chemins de fer à voie étroite dit « Decauville », dont la vogue allait grandissant. Un fatal besoin d'élargir son champ d'action poussa malheureusement la société à se lancer dans plusieurs expériences désastreuses. Nous n'énumérerons pas avec minutie les déboires successivement éprouvés par elle : la bicyclette, la motocyclette, la voiturette automobile, enfin la grosse voiture qui permirent à tant d'industries spécialisées de réaliser de gros bénéfices mais ne laissèrent que des pertes à la Société Decauville. À chaque tentative nouvelle, elle arrivait toujours trop tard : la période de prospérité, de vente large et rémunératrice était franchie ; la surproduction faisait naître une âpre concurrence qui déterminait un avilissement brutal des prix de vente.

La dernière école — la fabrication des voitures automobiles — fut de beaucoup la plus désastreuse. La crise aiguë qui succéda à la prospérité initiale dont profitèrent toutes les entreprises similaires, se traduisit aux usines Decauville par un arrêt définitif de la vente. Aucun châssis ne trouva plus preneur et la société se trouva réduite à un chômage forcé dans la branche automobile, avec 2 millions de produits invendables sur les bras. En même temps, et pour comble d'infortune, la branche primordiale — la fabrication du matériel roulant — pâtissait de moins bonnes conditions commerciales : hausse des matières premières, accroissement des salaires, ralentissement des commandes [25], en sorte que les bénéfices réalisés de ce côté ne compensaient plus les pertes laissées par les fabrications accessoires.

Pour remédier à un tel état de choses, il fallait radicalement rompre avec les anciens errements. Il fallait surtout des capitaux neufs, le fonds de roulement ayant été peu à peu immobilisé dans ces essais infructueux.

Or, la trésorerie était plutôt à l'étroit. On le constatera bien aisément en jetant les yeux sur le bilan arrêté au 31 décembre 1908 que, pour plus de clarté, nous comparons à celui du précédent exercice :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE

	1907	1908
ACTIF		
Immeubles et matériel	2.577.000	2.577.000
Travaux neufs	290.000	251.000
Espèces	608.000	85.000
Effets	269.000	178.000
Debiteurs	1.268.000	1.701.000
Avances et divers	137.400	194.000
Matières brutes	—	1.563.000
Matériel fabriqué	5.525.000	4.011.000
Pertes	—	88.000
	10.474.000	10.643.000
PASSIF		
Capital	5 000.000	5 000.000
Obligations	2.239.000	2.222.000
Réserve	342100	253.000
Crediteurs	1.939.000	2.393.000
Divers	102.000	73.000

[25] On peut se rendre compte de la négligence de l'ancienne direction, en constatant que le tonnage vendu, pendant le 1er semestre 1909 n'était plus que la moitié du chiffre correspondant pour le 1er semestre 1908. La fabrication principale déclinait donc rapidement, ce qui eût été, à bref délai, le ruine définitive.

Profits	232.000	—
	10.474.000	10.643 000

Les disponibilités liquides sont en sérieuse diminution d'une année à l'autre. Les comptes débiteurs augmentent — ce qui se produit infailliblement dans les périodes de méventes — mais les comptes créditeurs n'augmentent pas moins vite. Des 5 millions et demi de matières brutes ou de matériel fabriqué, il convient de déduire immédiatement 2.083.000 de pièces de rechange, châssis démodés qu'on doit considérer comme invendables et de valeur nulle. Il reste donc, comme fonds de roulement, 5 millions 1/2 dont 3 1/2 représentés par des stocks pour équilibrer 2 1/2 millions de comptes créditeurs. .

Dans ces conditions, il fallait pour procéder par ordre, remettre la Société sur des bases financières stables, lui redonner une aisance de trésorerie sans laquelle aucune entreprise métallurgique ne peut accepter de commandes à long terme, bref, reforger l'outil, quitte à le confier ensuite à des mains plus sages ou plus expérimentées.

*
* *

C'est d'ailleurs, rendons lui cette justice rétrospective, ce que l'ancienne gestion sut comprendre. Avant de céder la place à un conseil plus habile ou plus heureux, elle réunit les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour leur soumettre un plan de réorganisation financière radical. Ce plan consistait à réduire le capital de 5 à 2 millions par l'échange de 5 actions anciennes contre 2 nouvelles, pour le reporter à 4 millions, voire même à 5 si le conseil le juge opportun. En même temps, ce dernier était autorisé à émettre en deux ans jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 2 millions de francs d'obligations.

Grâce à la réduction du capital, la Compagnie va pouvoir amortir les 2.084.000 francs d'approvisionnements pour automobiles ; ce stock réalisé peu à peu au mieux des intérêts de la Société, donnera par la suite un solde bénéficiaire dont le conseil proposera l'attribution à divers fonds de prévoyance et de liquidation des exercices antérieurs. L'outillage spécial afférent à cette même branche et quelques comptes débiteurs douteux sont également appelés à disparaître et ne figureront plus au prochain bilan.

À fin 1909, les comptes donneront donc une expression exacte de la valeur réelle de l'actif. En outre, la trésorerie aura retrouvé l'élasticité qui lui faisait défaut. Au point de vue financier, la situation sera donc des plus satisfaisantes.

*
* *

Elle ne le fera pas moins au point de vue industriel. Les usines de Corbeil, du Val Saint-Lambert et du Petit Bourget sont fort bien outillées pour la construction du matériel qui assura jadis le renom de la Société. Celle-ci s'est mise en mesure de construire dragues, excavateurs, matériel flottant, etc., dans de bonnes conditions de prix de revient. Ces usines sont bien pourvues de commandes.

Car, au point de vue commercial, il n'est pas sans intérêt de rappeler que les Établissements Decauville, du chef des fournitures à faire au Nord-Sud, ont du travail assuré jusqu'à la moitié de 1910. Ils comptent aussi parmi leurs clients la Compagnie P.-L.-M., des Chemins de fer sur route d'Algérie, le ministère des colonies (voies ferrées au Dahomey, en Guinée, à la Côte d'Ivoire, au Niger, à Madagascar, la Réunion, l'Indo-Chine), les chemins de fer de l'État, la Compagnie du Bône-Guelma, du Sud de la

France, nombre de chemins départementaux, de tramways, etc., etc. Ses appuis financiers lui permettant d'assumer toutes les commandes futures, la Compagnie s'efforce de développer ses affaires en matériel roulant, se bornant, en ce qui concerne les automobiles, à écouler le stock des pièces de rechange auprès des propriétaires de ses voitures. Déjà, les effets de cette réorganisation commerciale se font sentir, car le chiffre des commandes, en France et même à l'étranger, est des plus intéressants.

Sans vouloir prophétiser ce que pourra donner le deuxième semestre de 1909, on peut affirmer que ses résultats bénéficiaires seront singulièrement encourageants. Comme nous l'avons dit plus haut, l'activité déployée par la nouvelle direction pour développer la fabrication et la vente du matériel Decauville et lutter contre la concurrence allemande, commence déjà à porter ses fruits. C'est ainsi que le tonnage exporté en juillet, août, septembre et octobre, est venu brusquement interrompre la progression décroissante du chiffre d'affaires constatée pendant le premier semestre de cette même année. Ce tonnage est équivalent à deux fois et demie à celui des mêmes mois de 1908, et tout fait présumer que pour 1910, le chiffre d'affaires pour les locomotives et le matériel Decauville équivaudra au chiffre total de 1909, gros matériel compris.

Du reste, en ce qui concerne l'exportation du matériel à l'étranger, le concours de la maison Descours-Cabaud*, de Lyon, sera très efficace. D'autre part, des succursales de vente viennent d'être ouvertes en Belgique, Italie, Tunisie, Pérou, Portugal, Indo-Chine, Angleterre, Brésil, et qui déjà sont en fonctionnement. Au 1er janvier de l'année prochaine, le réseau des succursales sera complet.

*
* *

Nantie de disponibilités suffisantes, bien outillée, jouissant, depuis nombre d'années, d'une renommée mondiale pour la construction du matériel à voie étroite, la Société des Établissements Decauville est entrée de plain-pied dans une phase nouvelle de son histoire. Le passé est aboli, et c'est à peine si le prochain bilan en portera la trace. Une ère heureuse s'ouvre au contraire devant les actionnaires. Certes, ils ne devront pas oublier qu'à la prochaine réunion, le conseil élu par eux ne pourra leur apporter que le résultat d'une seule demi-année d'efforts, Mais étant donné la tournure que prennent les choses, on ne saurait douter que le progrès réalisé à la fin de cette année ne soit de nature à satisfaire les principaux intéressés et à leur inspirer confiance pour l'avenir.

L'entreprise est redevenue elle-même. Elle rentre dans son ancien cadre. Les bénéfices réalisés jadis sont là pour témoigner qu'aux Établissements Decauville, on peut tout attendre d'un plan industriel et commercial sagement conçu et énergiquement suivi.

Et c'est pourquoi, d'ailleurs, les actions Decauville, en Bourse, font prime sur le pair. C'est là un titre d'avenir dans la pleine acception du mot, et qui, suivant toutes probabilités, ne tardera pas à se classer dans les meilleurs portefeuilles.

À propos des Établissements Decauville
(*L'Information financière, économique et politique*, 11 février 1910)

Les Établissements Decauville sont fermes à 127. Dans le *Berliner Morgen Post*, nous relevons la note suivante :

« Nous apprenons, de source bien informée, que la Société Orenstein et Koppel, de Paris, tirera bon profit des inondations en France dont les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de millions, parce qu'il y aura un besoin assez considérable en chemins de fer portatifs et excavateurs pour les travaux de réfection des chemins de fer, canaux, etc., et que la société est, pour ainsi dire, maître dans cette branche en France.

En outre de l'ancienne organisation bien établie en France (succursales à Paris, Bordeaux, Lyon, Nancy, Lille), la Société Orenstein dispose maintenant également de la Société sœur fondée par Arthur Koppel : Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, qui construit en France [26] du matériel pour chemins de fer à voie étroite et pour chemins de fer départementaux. »

Il serait vraiment dommage que les circonstances critiques que nous venons de traverser soient une source de bénéfices pour l'industrie allemande ou pour celle qui est uniquement commanditée par des capitaux d'Outre-Rhin.

D'ailleurs, la note de notre confrère berlinois nous paraît inexacte, au moins sur un point. Grâce, en effet, à la reconstitution de la Société Decauville, à la puissance de son usine de Corbeil, c'est à elle, au contraire, que revient la prédominance en France [27]. Les commandes qu'elle a reçues dans ces derniers temps en fournissent le témoignage le plus convaincant. D'après des renseignements puisés à bonne source, le chiffre des ordres passés en décembre et janvier dernier atteindrait 2 millions de francs. L'ancienneté de son nom, la qualité de ses produits, légitiment la réputation dont elle jouit dans les milieux industriels, surtout depuis sa réorganisation.

LES VALEURS D'ACTUALITÉ
(*L'Information financière, économique et politique,* 1er avril 1910)

L'action DECAUVILLE se tient à 134,50. Le journal l'*Usine* confirme que l'activité de ces usines est bonne. Depuis le 1er janvier jusqu'au 18 mars, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 millions et avec les commandes prévues, on estime que pour l'exercice 1910, le chiffre d'affaires atteindra 10 à 12 millions, alors que l'ancienne Société Decauville n'avait jamais dépassé le chiffre de 8 millions.

Pour le premier semestre de 1909, c'est-à-dire celui qui correspondait à la gestion de l'ancien conseil, les ateliers Decauville avaient livré 19 locomotives. Pour le second semestre 1909 et les deux premiers mois de 1910, il a été livré 61 locomotives.

Ils développent leurs exportations à l'étranger et il y a lieu, à ce propos, de rappeler que parmi les les souscripteurs du nouveau capital, figure la maison Descours-Cabaud*, de Lyon, l'une des plus grosses maisons françaises du commerce du fer.

Par l'intermédiaire de cette maison, la Société Decauville a exporté, depuis septembre 1909, 23.000 tonnes de matériel ; c'est là, disons-le tout de suite, une branche toute nouvelle qui est appelée à prendre une extension considérable.

---

[26] À Fives, près de Lille.
[27] Pas dans le secteurs des excavateurs et pelles.

L'usine de Corbeil est actuellement munie de commandes de locomotives pour 1910 et 1911, et il sortira, pour le présent mois de mars, plus de 1.000 wagonnets de sa fabrication. Ce chiffre, constitue un record depuis la constitution de la firme Decauville.

———————————

BANQUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

———————

Assemblée générale ordinaire du 14 avril 1910
(*L'Information financière, économique et politique,* 17 avril 1910)

……

Nous avons, avec le concours de participants, garanti l'augmentation du capital de la Société d'électricité de l'Est-Lumière, de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné, et enfin de la Société d'Automobiles Mors.

———————————

Société Nouvelle des Anciens ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE Aîné

(*L'Information financière, économique et politique,* 30 juin 1910)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue cet après-midi sous, la présidence de M. Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Baguenault de Puchesse fils et [Léon] Cornudet, scrutateurs.

17.006 actions étaient présentes ou représentées.

……

———————————

Société Nouvelle des Anciens ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE Aîné

(*L'Information financière, économique et politique,* 30 juin 1910)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue cet après-midi sous, la présidence de M. Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Baguenault de Puchesse fils et Cornudet, scrutateurs.

17.006 actions étaient présentes ou représentées.

LA DISCUSSION

Après avoir adressé, au nom de l'assemblée, des félicitations au conseil d'administration, un des scrutateurs demande si Ie capital actuel de la Société sera suffisant pour l'extension des affaires, ou s'il ne faut pas s'attendre à brève échéance à une nouvelle augmentation du capital.

M. Boyer, administrateur délégué, déclare que, pour le moment, le conseil n'a pas eu à se préoccuper encore de la question ; si la nécessité s'en fait sentir à un moment donné, la Société ne manquera pas de trouver autour d'elle des concours financiers très dévoués.

Après quelques autres questions relatives à la concurrence, il est procédé au vote des résolutions.

*

* *

À l'unanimité, l'assemblée approuve les comptes et le bilan tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration ;

Ratifie la nomination de MM. Saint-Germain, de Baguenault de Puchesse, Gay, Maréchal et Witzig comme administrateurs ;

Nomme MM. Chassard et Gossé, commissaires des comptes ;

Accorde aux administrateurs les autorisations prévues par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

À une forte majorité, l'assemblée accorde quitus définitif à la gestion de MM. Mabille, de Neufville et Chalupt.

*
* *

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette Société s'est tenue à l'issue de l'assemblée ordinaire, le bureau restant composé comme ci-dessus.

27.519 actions étaient présentes ou représentées. Les diverses propositions du conseil ont été adoptées à l'unanimité, savoir :

1° Ratification de la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement à l'augmentation du capital social ;

2° Modification à l'article 7 des statuts (conséquence de l'augmentation du capital) ;

3° Modification à l'article 45 des statuts (scrutin secret).

(Voir dans un prochain numéro les rapports, le compte-rendu sténographique de la discussion et le texte complet des résolutions.)

———————————

Société Nouvelle des Anciens
ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE Aîné
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 30 juin 1910)

La Société des Établissements Decauville a été, au cours de son existence, victime de nombreuses erreurs d'aiguillage. Sans délaisser complètement son objet primitif — la fabrication du matériel de chemin de fer à voie étroite —, elle s'engagea successivement dans la fabrication des bicyclettes, des motocycles, des voiturettes, des grosses voitures automobiles, du matériel de chemin de fer à voie normale et chaque fois, à la suite d'accidents plus ou moins graves, elle dût faire machine en arrière, non sans qu'il en résultât pour les actionnaires des amputations douloureuses, sous forme de réduction du montant nominal de leurs actions.

L'incursion de la société dans le domaine de l'industrie automobile, fut particulièrement malheureuse. Elle détermina, tout d'abord, pour l'exercice 1908, une perte de 85.070 fr., mais, de plus, elle laissait la société encombrée d'un stock énorme de voitures, châssis, pièces de rechange dont l'amortissement était de toute nécessité. D'où nouvelle réorganisation financière consistant dans la réduction de 5 à 2 millions du capital social et son renflouement immédiat à 4 millions de francs, avec autorisations ultérieures de porter le fonds social à 5 millions et d'émettre 2 millions d'obligations.

L'exercice 1908 avait donc laissé une impression plutôt fâcheuse. Mais on pouvait escompter que l'**abandon de la branche automobile et du gros matériel de chemin de fer,** une surveillance plus minutieuse de la fabrication, en un mot le retour de la société à sa fabrication primitive amèneraient pour 1999 une légère amélioration.

Disons de suite que l'espoir des actionnaires n'a pas été vain et que la réorganisation des divers services a commenté à porter ses fruits dès l'exercice écoulé. Le premier

semestre a laissé encore une perte de 72.000 fr., mais sous l'impulsion nouvelle qui leur était imprimée, les affaires ont laissé, durant le second semestre un bénéfice de 81.000 fr. en sorte que l'exercice entier se solde par un léger bénéfice de 9.187 45.

Cet exercice — dont il était rendu couple hier 29 juin à l'assemblée générale des actionnaires — a donc eu une allure toute spéciale en raison de l'organisation de toutes pièces d'un service commercial destiné à développer à nouveau la seule partie de l'activité sociale qui ait autrefois donné de bons résultats. Des succursales ont été créées ou développées avec participation de chaque directeur dans les bénéfices nets de son agence. Actuellement, Lyon, Lille, Bordeaux, Toulouse sont en plein fonctionnement ; Nancy et Nantes débutent. À l'étranger, des agents directs fonctionnent maintenant en Italie, Belgique, Espagne, Tunisie, aux Indes. La société est représentée, en outre, par diverses maisons en Argentine, Uruguay, Paraguay, Pérou et Chili, Chine et Japon, Brésil, Égypte. La comparaison des résultats obtenus au cours des deux derniers exercices s'établit de la manière suivante :

	1908	1909
CHARGES		
Frais direction et administr.	107.734 67	445.998 76
Pr. de conc. agen. publ	57 163 80	70 982 02
Négoc. changes comm. inter.	93.599 68	48 352 38
Intérêts aux oblig.	89 490 00	88 240 00
	348 988 15	653.573 16
PRODUITS		
Produits des ateliers	257.759 21	653.494 15
Intérêts, caution», divers	6 152 77	9.266 46
Total des produits	263 911 98	662.760 61
Rappel des charges	348.988 15	653.573 16
Résultats de l'exercice	- 85.076 17	+9 187 45
Report antérieur	+ 1 568 63	—
Résultat définitif		- 83 507 54

On voit que le bénéfice des ateliers a couvert à peu près exactement les charges diverses et que le léger bénéfice de 1909 est constitué par les intérêts divers perçus par la société.

Il y a lieu de remarquer que, par suite du transfert â Paris de tous les services commerciaux qui étaient précédemment installés à Corbeil, les frais généraux du siège social sont en augmentation très sensible ; mais par contre, les frais d'exploitation des usines, qui assumaient précédemment la charge de tous les services installés à Corbeil, sont en diminution également notable.

Le conseil ajoute que les frais généraux commerciaux, de même que la publicité, doivent d'ailleurs croître en raison du développement des affaires, et même en être un important facteur.

*

* *

En ce qui a trait à sa production et à son chiffre d'affaires, la société fournit pour l'exercice 1909 et les premiers mois de 1910 des chiffres qui dénotent la réalisation de progrès notables depuis l'an dernier. Le chiffre des factures de 1909 a été :

Premier semestre	3.050.023 96
Deuxième semestre	4.603 912 53
Total	7.653.916 49

La valeur totale des commandes inscrites dans les six premiers mois de 1909 a été de 2.646.101 20

Celle des commandes totales du 1er janvier au 15 juin 1910 est de 6.500.000 00 environ.

En ce qui concerne la production, le conseil donne les chiffres suivants :

Le matériel Decauville proprement dit — en tonnes — voie, wagonnets, pièces de rechange, fabriqué dans les usines, a été de :

Premier semestre 1908 : 6.665 tonnes.
Deuxième semestre 1908 : 5.921 tonnes.
Premier semestre 1909 : 4 391 tonnes.
Deuxième semestre 1909 : 5 957 tonnes.
Premier semestre 1910 : 7.000 tonnes, malgré l'interruption due à l'inondation.

L'usine de Corbeil, depuis trois mois, dépasse une production mensuelle de 1.000 wagonnets. Le type des wagonnets « D A C » lancé sur le marché a été accueilli avec faveur par les principaux entrepreneurs. La Société a commencé à développer ses locations de matériel avec faculté d'achat, opérations qui doivent apporter un contingent important aux affaires.

La Société a pris des mesures pour utiliser la capacité de production de son atelier de locomotives. Elle a, dès ses débuts, fait faire à Corbeil une série de 50 petites locomotives. Les ventes se sont ressenties de cette mesure qui met à la disposition immédiate des entrepreneurs ce dont ils ont besoin. En outre, la Société a reçu commande de 37 locomotives, entre 10 et 28 tonnes.

Le régime de la fabrication, en France, loin de permettre l'exportation des locomotives à l'étranger, sauf des cas très spéciaux, permet au contraire l'importation en grand des machines étrangères, belges ou allemandes, destinées soit aux chemins de fer, soit aux travaux d'entreprises. Au lieu d'assister à ce commerce sans y prendre part, non seulement en continuant sa propre fabrication, mais encore en la développant, la Société a traité avec une maison étrangère, la maison Borsig, qui a un grand nombre de ses locomotives en service aux Compagnies de chemins de fer P.-O., P.-L.-M., de l'État ; et les résultats obtenus proviennent, non pas de la diminution de la fabrication française, mais, déclare le conseil, de commandes enlevées aux concurrents étrangers établis en France. Depuis le 1er juillet 1909 jusqu'à ce jour, la Société a reçu commande, au total, de 112 locomotives. Ces commandes entraînent souvent la commande de la voie et des wagonnets que la Société produit dans ses usines.

La Société a pris, comme on l'a vu, la décision de ne plus construire de matériel pour les chemins de fer à voie normale. Les prix obtenus depuis cette décision, par suite d'une concurrence acharnée, ont confirmé cette abstention. Les constructions faites dans les ateliers, pour le Nord-Sud, dont la commande sera liquidée ce mois-ci,. pour les

voitures (Lozère) de la Compagnie des Départementaux, pour les Colonies, ont été terminées dans des conditions satisfaisantes. La Société compte se spécialiser pour la voiture à voie de un mètre, de construction soignée. Elle a reçu commande de 347 véhicules depuis le nouveau régime.

En somme, les résultats obtenus montrent que le matériel spécial Decauville a conservé sa réputation. Sa réapparition sur les marchés lointains a été favorablement accueillie. Il faut espérer que, cette fois, instruite par l'expérience, la Société s'en tiendra à l'exploitation de son objet primitif. Les errements du passé ne pourront être évidemment que lentement effacés, mais on peut entrevoir toutefois, à cette condition, une ère de résultats plus normaux.

*
* *

La Société a cherché à réaliser en bloc son stock de voitures automobiles mais elle n'a obtenu jusqu'ici que des offres insuffisantes. Elle a conservé une douzaine d'ouvriers qui ont monté, au moyen des pièces existantes comptées pour zéro, quelques voitures. Le petit atelier, ainsi conservé, est d'ailleurs nécessaire pour la réparation des voitures en service dans la clientèle. La Société compte ainsi reculer le plus possible la vente des stocks comme vieux métaux.

Elle a en outre liquidé une série d'affaires litigieuses dont la principale est l'affaire de l'accident de l'Exploitation de Liège en 1905. Elle a payé, de ce fait, 75.000 fr., dont 35.000 restent à son actif : ils garantissent une rente viagère à l'un des sinistrés. Ils doivent donc être restitués plus tard. La Société a été mise hors de cause en première instance pour un procès, suite d'accident d'automobile survenu en 1906.

Il a été liquidé aussi plusieurs grosses affaires de fournitures de matériel roulant ayant laissé des pertes. Le conseil signale notamment celle du matériel Sud France. Cette commande a été prise en 1906, à des prix trop bas : elle ne pouvait que donner de mauvais résultats.

*
* *

En raison de la réorganisation de l'an dernier, la situation financière s'est quelque peu améliorée ainsi qu'i! ressort de la comparaison établie ci après des deux derniers bilans (31 décembre) :

	1908	1909
ACTIF		
Immeubles et matériel	2 577.460 50	2.828.339 93
Travaux neufs	371 019 44	34.380 50
Caisse et banques	84.595 09	438.222 76
Effets .à recevoir	177.638 18	489 006 10
Comptes débiteurs	1.700 768 74	1.459.681 29
Impôts sur act. et oblig.	38.484 32	42.609 9.8
Cautionnements et avances	155.551 00	128 941 00
Matières premières	1.563.133 75	3.246 566 76

Matériel construit ou en fabrication	4.011.179 75	—
Comptes d'ordre	410 639 79	—
Profits et pertes	83.507 54	—
	11.203.919 09	8.663.048 32
PASSIF		
Capital actions	5.000.000 00	4.000.000 00
Capital obligations	2.222 000 00	2190.000 00
Réserve légale	362.724 37	862 729 37
Réserve spéciale	590.872 14	590.872 14
Amortissement travaux neufs	120.000 00	—
Provisions diverses	—	291.295 55
Comptes créditeurs	2.313.579 74	1.139.682 91
Coupons à payer	74 819 25	62.780 90
Comptes d'ordre	440.639 79	—
Oblig. à rembourser	4 500 00	9.500 00
Locations fact. sur cont. en cours	74.757 80	—
Profits et pertes	—	9.187 45
	11.204 919 09	8.663 048 32

Les 3 millions provenant de la réduction du capital votée l'an dernier ont été employés jusqu'à concurrence de 2.708.704 45 à l'amortissement de divers postes de l'actif ; le reste, soit 291.29555, a été laissé en attente au passif, constituant une provision qui servira à amortir les pertes pouvant, éventuellement, résulter du règlement de certaines affaires anciennes. Les amortissements effectués, d'ensemble 2.708.704 45, se détaillent de la manière suivante :

Profits et pertes	83 507 34
Approvisionnement automobiles	1 336.565 19
Fabrication en cours (automob.).	747 678 65
Frais d'émission	150.312 20
Installat. Chaussée d'Antin	50.043 89
Débiteurs douteux	12.368 69
Affaire Lachat	47 852 29
Affaire Tramway de Liège	50.032 22
Pénalités de retard	7.016 53
Matériel, location, stock	12 945 78
Matériel en dépôt	67 659 69
Dépréciations stocks d'usine	142.691 87
	2.708.704 45

Ces chiffres expliquent nombre de modifications survenues d'une année à l'autre dons le bilan de la Société. Les disponibilités qui figurent à ce bilan ont d'ailleurs été jugées insuffisantes, étant donné la marche actuelle des affaires. Usant de la faculté qui lui a été conférée l'an dernier, le Conseil a donc, depuis la clôture de l'exercice, porté le capital de 4 à 5 millions, par l'émission, au prix de 115 francs, d'actions nouvelles de 100 francs. Une assemblée extraordinaire tenue hier, à l'issue de la réunion ordinaire, était chargée de vérifier les formalités concernant cette augmentation de capital et à modifier les statuts en conséquence.

*
* *

La discussion qui a suivi la lecture des rapports a permis au conseil d'administration de renouveler ses prévisions favorables en ce qui concerne l'avenir, ou tout au moins l'exercice en cours. L'administrateur délégué s'est félicité du changement d'orientation de la Société qui revient à son ancienne fabrication qu'elle n'aurait jamais dû négliger. C'est la « poule aux œufs d'or », a t il déclaré ; et un actionnaire de murmurer... C'est peut être qu'elle a mangé beaucoup d'argent... Un actionnaire s'est inquiété de savoir si la récente augmentation du capital était définitive et permettait à la Société de faire face à l'exploitation future. Le conseil a fait remarquer qu'en cas de besoin, il pouvait maintenant émettre les 2 millions de francs d'obligations dont la création a été autorisée l'an dernier. Une certaine partie de ces titres serait naturellement réservée aux actionnaires. En ce qui a trait, enfin, à la concurrence d'une société allemande qui construit en France du matériel de chemin de fer à voie étroite, le conseil a déclaré tout d'abord que, contrairement aux bruits qui avaient couru, la Société Decauville n'avait avec l'entreprise allemande aucun point de contact ; elle la concurrence au contraire avec succès depuis sa réorganisation. On en trouve la preuve dans l'augmentation du chiffre des commandes enregistrées.

*
* *

Les résolutions à l'ordre du jour ont ensuite été adoptées. Elles consistaient notamment dans la nomination, comme administrateur, de M. Saint Germain en remplacement de M. Chalupt et de MM. Baguenault de Puchesse, Guy, Maréchal, Witzig [28], administrateurs nouveaux. *Quitus* de leur gestion a été donné, après quelques observations d'un actionnaire, à MM. Valère Mabille, décédé, de Neufville et Chalupt, démissionnaires. L'assemblée extraordinaire a voté ensuite sans discussion les résolutions qui lui étaient proposées.

———————————

Établissements Decauville
(*Le Capitaliste*, 7 juillet 1910)

Les Établissements Decauville sont plus faibles à 120,50.

Au cours de la dernière assemblée générale, un actionnaire ayant fait allusion à la société concurrente [Société anonyme pour la construction du matériel de chemins de fer (Anc. Éts Koppel)] dont nous avons déjà parlé, a reçu de M. H.-E. Boyer, administrateur délégué, la réponse suivante :

Cette société, qui est composée des personnes les plus honorables, est exclusivement allemande de capitaux, bien qu'ayant une constitution française. Je crois savoir que, ces jours derniers, ces messieurs ont cherché à faire entier dans le conseil quelques collaborateurs nouveaux qui donnent une apparence française à la société, mais cela ne change rien au fond.

Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est qu'il n'y a pas un de ces titres en France. La société est dirigée par M. l'éminent conseiller de commerce Orenstein, et toutes les actions sont dans le portefeuille de la société-mère à Berlin ; ce n'est un secret pour personne.

Ainsi donc, alors que la totalité des bénéfices de notre société se répartit entre des actions françaises, la totalité des bénéfices de la Société Orenstein et Koppel repasse toujours le Rhin.

Je crois que vous avez dit vous être adressé au siège social de l'affaire en question, où l'on vous a refusé le bilan, le rapport des commissaires, et, *a fortiori,* le rapport du conseil d'administration ; c'est juste, puisque vous n'êtes et ne pouvez être actionnaire.

Il n'y a pas un titre dehors.

Vous savez comment s'est montée cette concurrence, formée, je le répète, d'hommes fort distingués et parfaitement honorables. Il y avait autrefois deux sociétés : la Société Koppel et la Société Orenstein. La première perdit son président, M. Koppel, et elle fusionna avec la seconde. Ces messieurs crurent alors obtenir la prépondérance complète sur le marché français ; mais, à ce moment, la Société Decauville subissait la modification que vous connaissez.

Si vous vous trouvez en relations avec nos collaborateurs — nous en avons maintenant beaucoup qui ont appris leur métier avec nous —, ils vous diront qu'ils sont partout accueillis avec la plus grande sympathie par les entrepreneurs de travaux publics.

Je voudrais vous donner d'autres détails sur la concurrence, mais vous comprendrez que cela me serait bien difficile en assemblée générale ; d'autre part, je n'ai voulu vous donner que des renseignements absolument exacts en tous points.

Le président a ajouté qu'il n'y avait aucune communauté d'intérêts entre l'affaire en question et la Société Decauville.

———————————

[28] Augustin Witzig (1873-1954) : polytechnicien, il épouse en 1903 Marie Bénard, fille du banquier Adrien Bénard. Voir encadré.

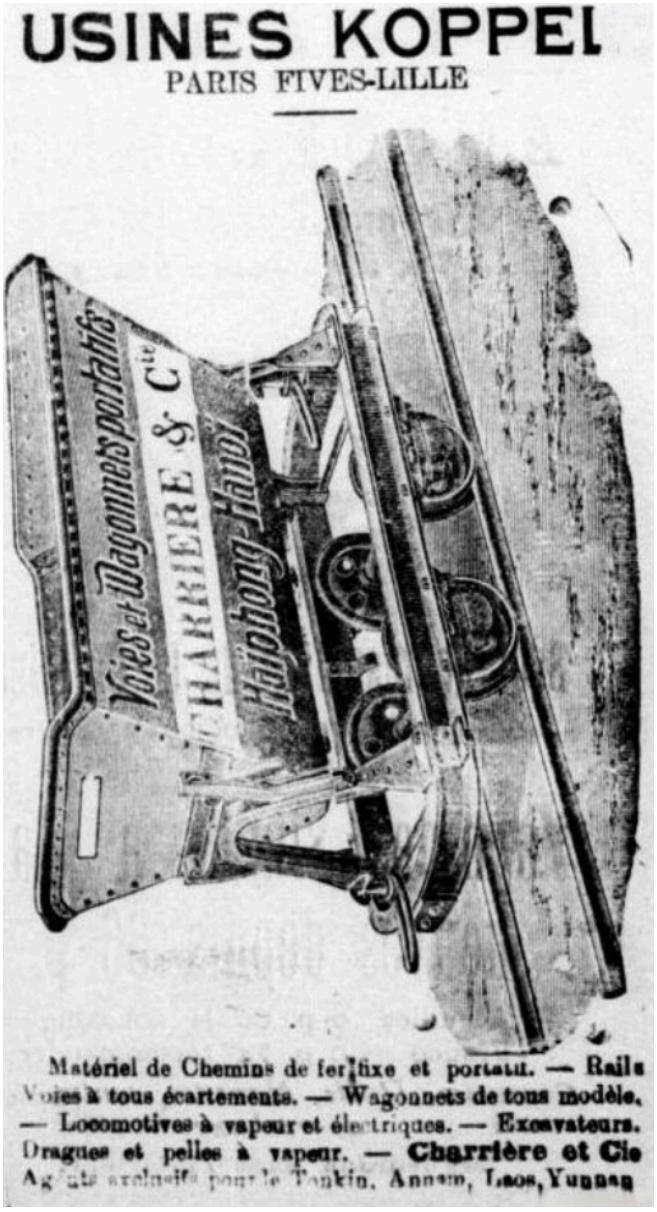
LES DÉCORATIONS DU 1er JANVIER
Légion d'honneur
Ministère des travaux publics
(*Le Temps*, 19 janvier 1911)

Chevaliers

Paul André, administrateur de la Société nouvelle des établissements Decauville, directeur général de la Compagnie d'assurances « la Paternelle* ».

———————————

Orphelin de distributeur au Tonkin
après le choix de Decauville par Descours et Cabaud
et de Jules Weitz par Denis frères,
Koppel se rabat quelque temps sur Charrière et Cie.



Publicités
(*L'Avenir du Tonkin*, 19 mars 1911-18 octobre 1912)

USINES KOPPEL
PARIS FIVES-LILLE

Voies et wagonnets portatifs
CHARRIÈRE & Cie
Haïphong - Hanoï

Matériel de chemins de fer fixe et portatif. — Rails
Voies à tous écartements. —. Wagonnets de tous modèles.
— Locomotives à vapeur et électriques. — Excavateurs.
Dragues et pelles à vapeur. — Charrière et Cie
Agents exclusifs pour le Tonkin, Annam, Laos, Yunnan

DECAUVILLE — ORENSTEIN ET KOPPEL

(*L'Information financière, économique et politique,* 9 avril 1911)

Le *Berliner Tageblatt* signale un bruit de Bourse, suivant lequel une communauté d'intérêts serait créée entre la Société allemande Orenstein et Koppel et la Société française de Decauville. Il se ferait entre elles un échange d'actions. On dit aussi que la Decauville prendrait pour un million de mark d'actions de la société allemande. Il y aurait aussi délimitation des sphères d'action, la Decauville se réservant le marché français et cédant ses intérêts étrangers à la société allemande.

Sous réserve de plus ample informé, nous croyons savoir que le fonds de l'information est exact. Il est, en effet, question d'une entente entre la Compagnie Decauville et la Société Orenstein et Koppel, entente qui, pour ne pas être définitivement conclue, n'en est pas moins considérée dès à présent comme assurée. La base de l'entente serait la délimitation des sphères d'action ; les deux sociétés, au lieu de paralyser leurs efforts réciproques par une âpre et stérile concurrence, ne pourront qu'obtenir tout bénéfice de ce nouveau *modus vivendi*. Quant à l'échange des actions, il est au moins prématuré d'en parler. Sans doute les deux sociétés ont le plus vif désir d'asseoir leur accord sur des bases solides — que constituerait par exemple cet échange — mais une telle transaction n'est pas sans présenter quelques aspérités qui ne peuvent être aplanies du jour au lendemain.

———————————

DERNIÈRE HEURE

———————

DECAUVILLE ET ORENSTEIN ET KOPPEL

(*L'Information financière, économique et politique,* 10 juin 1911)

Berlin, 9 juin. — (De notre correspondant particulier.) — Le rapport du conseil d'administration de la Société Orenstein und Koppel — Arthur Koppel, à Berlin, annonce officiellement l'accord conclu, sous réserve d'approbation de l'assemblée générale respective, avec la Société Nouvelle des Établissements Decauville pour une durée de 20 ans. Cet accord relatif à une communauté d'intérêt, dit le rapport, n'a pas pour but de pousser à la hausse des produits, mais de supprimer une concurrence, de relever la capacité productrice et de réduire les frais généraux des deux sociétés. L'entente, ainsi que l'*Information* l'a déjà fait prévoir, est basée financièrement sur un échange d'actions et une participation réciproque aux bénéfices et, administrativement, sur une représentation de chaque société au conseil d'administration de l'autre.

La Société allemande a réalisé en 1910 un bénéfice net de 4.332.661 marks contre 3.768.169 l'an précédent. Le total des disponibilités, y compris le report s'élève à 5.382.638 marks contre 4.668.669. Le dividende est élevé 14 % contre 13 % et une somme de 1.470.079 mark contre 1.049.977 est reportée à nouveau.

La Société augmente son capital par l'émission de 5.575 000 mark d'actions nouvelles dont 5 millions 200.000 seront offertes aux actionnaires au prix de 180 %. Le cours des actions anciennes est de 223 %.

———————————

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

(*L'Information financière, économique et politique,* 25 juin 1911)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue cet après-midi sous la. présidence de M. Marcel Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Urruty [29] et Piérard, scrutateurs, et de M. Fresnaye [Freynet], secrétaire.

Plus de 25.000 actions étaient présentes ou représentées.

Lecture est successivement donnée des rapports du conseil d'administration et des des comptes ; nous en publierons le texte dans un prochain numéro.

Après quelques courtes observations, relatives aux frais généraux et au service des obligations, il est procédé au vote des résolutions.

Les diverses propositions du conseil ont été adoptées à l'unanimité, savoir :

1. Approbation des comptes de l'exercice 1910 et de l'emploi des bénéfices proposé par le conseil ;
2. Confirmation de la nomination de MM. Godfernaux et Flatot, administrateurs, en remplacement de MM. Paul André et Léon Weil ;
3. Quitus de la gestion de M. Paul André, administrateur démissionnaire ;
4. Nomination de MM. Chassard et Gossé, commissaires des comptes ;
5. Autorisation d'émettre des obligations pour un montant nominal de 2.877.500 francs ;
6. Autorisations prévues par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

*
* *

Une assemblée extraordinaire s'est tenue à l'issue de l'assemblée ordinaire, le Bureau restant constitué comme ci-dessus.

À unanimité, l'assemblée a décidé la modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social de la Société, dans le but de permettre un accord entre la Société Orenstein et Koppel et la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné.

(Voir, dons un prochain numéro, les rapports, le compte tendu sténographique de la discussion et le texte complet des résolutions.)

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

———

Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 24 juin 1911
(*L'Information financière, économique et politique,* 29 juin 1911)

Ainsi que l'*Information* l'a déjà annoncé dans son numéro du 25 juin, les actionnaires de cette Société se sont réunis en assemblée générale le 24 juin, sous la présidence de M. Marcel Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Urruty (représentant la maison Descours et Cabaud, de Lyon) et Pérard (représentant la Banque commerciale et industrielle), en qualité de scrutateurs.

26.156 actions étaient présentes ou représentées.

I. — Assemblée ordinaire.

---

[29] François Urruty (1867-1941) : ingénieur, associé avec Boyer dans plusieurs affaires, représentant français de la Metalgesellschaft de Francfort, fondateur de la Société auxiliaire des mines (1905). Voir encadré.

Voici le texte du rapport du conseil d'administration dont il est donné lecture :

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale, conformément à l'article 5 des statuts, pour vous faire connaître les résultats de notre exploitation en 1910 et vous soumettre le bilan au 31 décembre.

C'est le premier exercice complet dont la nouvelle administration ait eu la charge. Il comprend donc une période normale d'exploitation pour la France et les pays voisins et une période de mise en route pour les pays d'outremer où tout était à installer comme personnel, bureaux, et où nos stocks n'existaient pas encore.

Le chiffre total des commandes facturées a passé de 7.653.936 fr., en 1909 à 14.270.503 fr., en 1910.

Le résultat du compte de « Profits et pertes » accuse un bénéfice de 501.421 fr. 53.

Nous vous disions dans le rapport de l'an dernier : « Par les résultats obtenus vous pouvez juger, Messieurs, de la confiance que nous avons dans la vitalité et dans l'avenir de notre affaire... ».

Nous croyons que le résultat de l'exploitation vous confirmera dans cette manière de voir, surtout en tenant compte, comme on le doit, de ce que notre usine de Corbeil a souffert très vivement des inondations de janvier-février, puisqu'elle est au bord de la Seine. Elle a été complètement arrêtée près de trois semaines, et vous connaissez tous les préjudices indirects causés ensuite à l'industrie par les troubles qui ont caractérisé les transports par voie d'eau ou par chemin de fer.

L'activité de nos usines, en dehors de cette période, a été très grande.

Corbeil a fabriqué en 1910 : 11.467 châssis et 8.014 caisses de wagonnets, parmi lesquels un grand nombre de D. A. C.

Le tonnage total de voies et accessoires vendus par nous en France ayant été de :

2.172 tonnes en 1908 ;
3.950 tonnes en 1909.
Il a été de 10.147 tonnes en 1910.

Nous avons fourni cette année, en continuant à écouler les stocks, un certain nombre d'automobiles, principalement à d'anciens clients satisfaits de la qualité de celles qu'ils avaient en service.

Conformément à la décision prise antérieurement, nous n'avons pas construit de matériel wagons ou voitures pour chemins de fer à voie normale dont les prix continuent à être excessivement bas.

En 1910, nous avons fini de livrer à la Compagnie Nord-Sud les 53 voitures de remorque faisant l'objet du premier marché.

Nous obtenions successivement, 20, puis 28 nouvelles remorques, ce qui portera à 101 voitures le total de cette importante fourniture sortant des usines de Corbeil et dont la qualité a été unanimement reconnue.

Nous avons récemment obtenu une commande analogie de la Compagnie du Métropolitain de Paris : 30 voitures à livrer en 1912.

Nous avons également cette année, en exécution à Corbeil : 68 caisses d'autobus pour la Compagnie générale des omnibus qui, dans ces derniers jours, nous a commandé 25 grandes voitures automotrices à 51 places et 25 voitures d'attelage à. 54 places pour ses lignes de tramways électriques.

Nous avons, en outre, une commande de 21 voitures pour les chemins de fer de la banlieue de Reims et extensions, 30 véhicules de types divers pour, l'équipement de la

ligne du chemin de fer de Saint-Galmier–Veauche à Saint-Galmier–Ville ; des voitures remorques pour les tramways du Mans, etc.

Notre atelier de locomotives est également bien muni de commandes.

Les 50 locomotives que nous avions mises en construction dès notre prise de possession ont été vendues plus vite que nous le supposions, et nous avons dû construire, en hâte, 10 machines supplémentaires du même type, auquel nous avons apporté, depuis, certains perfectionnements, de façon à le rendre conforme aux désirs des entrepreneurs, nos clients, surtout au point de vue de la contenance en eau, et nous avons actuellement en construction, après essais faits, quarante machines de ce type « Progrès ».

Nous avons vendu au total en 1910 :

130 locomotives contre 36 en 1908 et 69 en 1909.

Nous avons également fourni en 1910 :

6 machines de 15 t. 2 à vide à MM. Giros et Loucheur (Haute-Vienne) ;

3 machines de 15 t. à vide à MM. Verjat et Combarelle (travaux du port de Brest) ;

1 machine de 15 t. à M Mercier à Moulins ; 2 machines, de 15 t. 2 à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la France ;

1 machine de 12 t. 1/2 à MM. J. et G. Hersent, à Cherbourg ;

3 machines de 10 t. à M. Gianotti, entrepreneur à Aix.

Et nous avons reçu commandes en 1911 de :

2 machines de 15 t. à la Compagnie du Chemin de fer de Saint-Galmier ;

1 machine de 18 t. à MM. Schneider et C° ;

1 machine de 10 t. à la Société des Aciéries de France ,

2 machines de 6 t. à la Cie de Commentry, Fourchambault (Decazeville) ;

1 machine de 14 t. à la Cie de Commentry, Fourchambault (Decazeville) ;

4 machines de 12 t. 1/2 à l'Entreprise du Tunnel du Mont-d'Or (Fougerolle frères, établissements Daydé, Société des Grands Travaux de Marseille, A. Palaz) ;

4 machines de 23 t. 1/2 type départementaux-centre (dont 2 pour le Portugal et 2 pour l'Algérie) ;

2 machines de 28 t. pour la Nouvelle-Calédonie, ministère des colonies.

Le carnet de commandes de 1911 atteint à ce jour: 7.500.000 fr., non compris nos succursales de l'étranger.

Nous avons mis au point, en 1910, un service de ventes de pelles à vapeur et d' excavateurs.

Cette branche de notre activité, qui répond à un réel besoin, est l'auxiliaire de notre fabrication courante de voies et wagonnets. Depuis le 1er janvier 1911, nous avons reçu commande de 13 appareils d'un prix global de 600.000 fr. environ.

Nous avions déjà fourni l'an dernier pour nos débuts : 3 excavateurs et 3 pelles à vapeur.

Nous vous avons fait l'éloge, l'an dernier, du bon esprit de nos ouvriers et du personnel des usines. Nous continuons à nous louer d'eux et nous soumettons à votre approbation une décision qui leur montrera notre désir de récompenser leurs efforts dans une mesure compatible avec nos intérêts.

L'assemblée générale du 15 mai 1909 avait autorisé votre conseil à émettre 2 millions d'obligations dans un délai de deux ans, autorisation dont nous n'avons pas profité, ayant auprès de nos banquiers l'aide nécessaire.

Nous croyons le moment venu de consolider notre situation par une émission, et nous vous demandons de porter le chiffre à émettre à 2.877.500 francs, nominaux, ce qui fera que notre dette obligataire sera de 5 millions, les nouvelles obligations étant exactement assimilées aux anciennes comme intérêts et amortissement.

Nous passons à l'examen habituel des différents chapitre du bilan :

……

Notre collègue M. Paul André, ayant été nommé aux importantes fonctions de directeur de la Société d'assurances La Paternelle, n'a pu nous continuer son concours et a démissionne à la fin de l'année 1910. Nous vous soumettons donc une résolution en vue de l'obtention de son quitus.

Notre collègue M. Léon Weil, que ses nombreuses occupations empêchaient de suivre autant qu'il l'aurait désiré, les opérations de notre société, nous a demandé d'accepter sa démission, il y a peu de jours.

Nous regrettons le concours de ces deux collègues, dont la valeur professionnelle et le dévouement aux intérêts sociaux étaient très appréciés par nous.

[Conformément à l'article 21 des statuts, nous vous demandons de] ratifier la nomination de M. Raymond Godfernaux, l'ingénieur de chemins de fer bien connu, en remplacement de M. Paul André ; et, en remplacement de M. Léon Weil, celle de M. Richard Flatot, spécialiste des chemins de fer à voie étroite.

Vous aurez, comme d'habitude, à nommer vos commissaires aux comptes pour le prochain exercice et à fixer leur rémunération. Nous vous rappelons, à cet égard, que les titulaires sortants [Chassard et Louis Gossé] sont rééligibles.

Enfin, en concluant, nous vous prions de bien vouloir donner aux administrateurs en fonctions, en tant que de besoin, les autorisations exigées par l'art. 40 de la loi du 24 juillet 1867 relativement aux affaires qu'ils pourraient avoir à traiter avec la société.

Le conseil d'administration.

……

II. — ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

(Le bureau reste constitué comme ci-dessus).

LA DISCUSSION

Un actionnaire. — La Société Orenstein et Koppel a pris de nos actions à 140 % !...

M. le président. — Nous n'en savons rien !

Le même actionnaire. — J'ai lu cela dans un journal assez sérieux.

M. le président. — Le conseil ignore ce qui se passe sur nos actions, il doit même rester indifférent à toute question de ce genre.

Le même actionnaire. — D'après le journal dont je viens de parler, la Société Decauville aurait acheté des actions de la Société Orenstein et Koppel ?

M. le président. — Elles ne figurent pas dans Je bilan que vous venez d'approuver, et la Société Decauville n'a rien acheté depuis l'établissement de ce bilan.

LES RÉSOLUTIONS

À l'unanimité, les deux résolutions suivantes sont adoptées :

1. L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu les explications du conseil d'administration relatives au projet d'un accord à conclure avec la Société des anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis, approuve les bases du dit projet et décide, en conséquence que dans le cas où un accord serait conclu sur ces bases avec la dite société, les mots : « Et ceux du Val Saint-Lambert, commune de Seraing, Belgique » contenus dans le premier paragraphe de l'article 2 des statuts, seront supprimés.

2. L'assemblée générale donne au porteur des pièces tous pouvoirs pour les publications légales.

———————————

ÉTUDES FINANCIÈRES

———————

Decauville

(*L'Information financière, économique et politique,* 6 décembre 1911)

Les actions Decauville se tiennent depuis de longs mois au voisinage de 150 francs ; elles n'ont pas profité, en particulier, du large mouvement de hausse des valeurs françaises ressortissant à l'industrie métallurgique. Cependant , la nouvelle orientation donnée à l'entreprise après sa dernière reconstitution et surtout l'accord signé cette année avec sa principale concurrente étrangère élargissent singulièrement les perspectives d'avenir de la Société Decauville, qui peut espérer désormais rémunérer hautement son modeste capital de 5 millions, représentant seulement le tiers de son chiffre d'affaires annuel.

Nous n'avons pas à rappeler, ici, en détail, l'historique de la Société, qui n'a plus rien à voir avec sa situation actuelle. Le capital a subi plusieurs modifications, qui ont permis d'opérer des amortissements considérables dans l'actif aujourd'hui complètement apuré La dernière réorganisation a eu lieu en 1909. À cette date, le capital a été réduit de 5 à 2 millions, puis reporté à 4 millions. Enfin, en 1910, il a été élevé à son chiffre actuel de 5 millions représenté par 50.000 actions de 100 francs.

Sur les 5.000 obligations de 500 francs émises en 1897, il restait à rembourser, au 31 décembre 1910, 2.157.000 francs. Pour accroître son fonds de roulement proportionnellement au développement de ses affaires, la Compagnie va émettre 5.755 obligations nouvelles de 500 fr. 4 %, ce qui, en tenant compte des amortissements opérés depuis le dernier bilan, portera son capital obligations à 5 millions.

La répartition des bénéfices n'offre aucune particularité. Sauf les tantièmes aux administrateurs, les actionnaires disposent de la totalité des produits nets.

La Société Decauville exploite les usines de Corbeil (Seine-et-Oise) et de Petite-Synthe, près Dunkerque (Nord). Ses ateliers du Val Saint-Lambert en Belgique ont été rétrocédés à la Société Orenstein et Koppel, suivant l'accord que nous étudierons plus loin. Lors de sa création, Decauville n'avait pour objet que la construction de ses chemins de fer à voie étroite d'une réputation si bien établie que le nom de Decauville en était devenu le terme générique. Cette fabrication a toujours constitué la principale branche d'exploitation de la Compagnie. Mais celle-ci eut le tort de se lancer dans toute une série de fabrications métalliques et mécaniques, où elle ne trouva que des déboires. Les pertes les plus dures résultèrent de l'exploitation des automobiles. Lors de la crise automobile, la Société resta avec un gros stock de voitures invendables.

La dernière réorganisation financière permit d'amortir complètement ce stock, de sorte qu'aujourd'hui, toute vente dans cette division constitue un bénéfice net. La fabrication automobile a été complètement arrêtée à l'usine et il ne reste plus qu'un petit atelier pour les réparations des voitures en circulation.

À la suite de la dernière réorganisation, le conseil a limité sagement sa production aux objets qui faisaient autrefois la spécialité incontestée de la Société. Les usines Decauville produisent le matériel fixe et roulant de chemins de fer a voie étroite ; les voitures à voyageurs de chemins de fer, de tramways, de Métropolitain et les caisses d'omnibus ; les petites locomotives d'usines ; enfin le matériel de travaux publics, pelles à vapeur et excavateurs. Le chiffre affaires global qui était de 7.653.936 francs en 1909 est passé à 14.270.503 francs en 1910, et les abondantes commandes que la Compagnie a en mains fait croire que la progression doit s'accentuer encore.

En ce qui concerne les voitures à voyageurs, la Compagnie a obtenu un très grand succès avec ses fournitures au Nord-Sud, dont le matériel est si vivement apprécié des voyageurs. Aussi le Métropolitain est-il devenu le client de Decauville, qui a à lui livrer 30 voitures en 192. D'autre part, la Société a de bonnes commandes courantes pour les compagnies de chemins de fer, de tramways, et elle a exécuté aussi un certain nombre de caisses d'autobus pour Paris. Fort sagement, elle a renoncé à la production des

wagons de marchandises dont les prix sont actuellement très déprimés par une vive concurrence.

La division des petites locomotives pour service d'usines est, de son côté, en plein progrès :c'est ainsi que les ventes ont normé en 1910 sur 130 locomotives de 10 tonnes à 28 tonnes, contre 69 en 1909 et 36 en 1908. Cette fabrication en sens donne de bons bénéfices.

Mais la division de beaucoup la plus importante est celle du matériel de voie étroite. Le tonnage de voies et accessoires vendu en France 1909 a été de 2.172 tonnes en 1908, 3.950 tonnes en 1909 et 10.147 tonnes en 1910. Malgré cela, le bénéfice réalisé sur cette fabrication était à peu près nul. Cela résultait de la vive concurrence que faisait à Decauville la puissante firme allemande Orenstein et Koppel, au capital de 36 millions de marks. Cette société, ayant des agences en France, faisait une guerre de tarifs acharnée a Decauville. Une entente s'imposait entre les deux entreprises ; elle se fit en 1911 pour une durée de 20 ans.

D'après cette entente, qui va transformer complètement les conditions d'existence de Decauville, les deux sociétés ne se font plus concurrence nulle part ; les débouchés réservés à Decauville sont la France, les colonies françaises et les entreprises à capitaux français fonctionnant à l'étranger.

La concurrence ayant cessé, les deux entreprises vont pouvoir relever progressivement leurs prix de vente à un niveau rémunérateur, soit d environ 10 % ; mais cette élévation ne pourra avoir son plein effet que d'ici un ou deux exercices, par suite des commandes en cours d'exécution.

La Société Orenstein et Koppel a pris une participation dans Decauville, à qui elle a fourni un administrateur. En outre, et c'est là un point du plus haut intérêt, elle lui garantit une participation financière dans les conditions suivantes :

La Société Orenstein et Koppel, jusqu'à ce que le dividende de Decauville soit de 12 % ou 12 francs, paie à cette société une contribution au dividende égale, en pourcentage, au quart de son propre dividende. Exemple : La Société Orenstein et Koppel donne 14 % pour le dernier exercice. Elle devra donc donner à Decauville le quart de 14 % ou 3 1/2 % sur son capital de 5 millions, soit 175.000 francs. Cette somme correspond à 3 fr. 50 par action Decauville et sera ajoutée, en 1911, au dividende que Decauville pourra payer par ses propres moyens.

Par contre, lorsque le dividende de Decauville dépassera 12 %, cette dernière Compagnie partagera l'excédent de ses bénéfices avec Orenstein et Koppel, sans toutefois que les sommes ainsi remises à la firme allemande puisse le total de celles qui en auront été reçues.

Cette contribution de la Société Orenstein et Koppel au dividende de Decauville permet d'escompter rapidement des répartitions rémunératrices.

Le premier exercice de réorganisation 1909 n'a laissé a la Société Decauville que des résultats insignifiants, le chiffre d'affaires n'étant pas en rapport avec la capacité de production des ateliers. Le bénéfice net a atteint 9.187 fr. En 1910, le bénéfice était déjà de 501.421 fr. ; il a été entièrement réservé. Mais l'exercice 1910 avait eu à souffrir des inondations ; en outre, des économies étaient encore à apporter dans la fabrication et aussi dans l'administration. Bien que l'exercice courant ne soit clos que dans quelques semaines, à la fin de l'année, nous croyons que les bénéfices réalisés ne s'écarteront pas sensiblement de 800.000 francs, non compris la contribution Orenstein et Koppel. Il est vraisemblable que le conseil ne voudra pas inaugurer l'ère des dividendes par une grosse répartition.

Le bénéfice propre de 800.000 francs doit, d'ailleurs, s'accroître à l'avenir — et dès 1912 — dans une forte mesure. L'année courante ne profite pas encore, en effet, du relèvement des prix de vente résultant de l'accord avec Orenstein et Koppel. Il est difficile d'admettre qu'une entreprise comme Decauville ne gagne pas 8 à 10 % de son chiffre d affaires, soit 1.100 000 à 1.400.000 francs, en admettant que le montant des

ventes ne s'élève pas au-dessus des 14 millions du dernier exercice. L'avenir apparaît donc très satisfaisant au point de vue industriel.

La situation n'est pas moins bonne du côté financier. Voici comment se présentait le bilan au 31 décembre 1910 :

ACTIF	
Immeubles, matériel, outillage, mobilier	2.969.643 25
Approvisionnements et marchandises	5.096.275 37
Débiteurs divers	3.269.936 53
Caisses, banques, effets	995 550 15
	12.331.425 30
PASSIF	
Capital	5.000.000 00
Réserves, amortissements, provisions	1.352.733 22
Obligations	2.157.000 00
Créditeurs divers	3.320 270 55
Profits et pertes	301.421 53
	12.331.425 30

Après les gros amortissements effectués par réduction du capital, les immobilisations ne figurent plus à l'actif que pour 2.969.643 fr., chiffre sans doute bien inférieur à la valeur d'usines dont les ventes ont dépassé 14 millions l'an dernier. Après affectation des bénéfices de l'exercice 1910, les comptes de prévoyance forment un total de 1.815.440 francs, soit plus de 60 % des immobilisations, qui pourront ainsi être rapidement amorties d'une façon complète.

L'ensemble du fonds de roulement s'élève à 9.362.000 francs, dépassant de plus de 6 millions le passif exigible. Toutefois, par la nature même de son industrie, la Compagnie est obligée d'avoir à sa disposition un fonds de roulement considérable. Les travaux en cours représentent un chiffre élevé, ainsi que les débiteurs, les grandes administrations payant rarement comptant. Le chiffre des disponibilités immédiates était, donc trop modeste pour permettre une nouvelle extension des affaires sociales. C'est pourquoi la Société émet 5.755 obligations nouvelles, ce qui lui procurera 2.877.500 francs, prime et frais d'émission à déduire. Elle sera alors dans une magnifique situation de trésorerie.

Nous venons de dire que le fonds de roulement dépassait le passif exigible de plus de 6 millions de francs, exactement 6.042.000 fr. Les obligations figurant au dernier bilan pour 2.157.000 francs, il en résulte que l'actif réalisable formant la contrepartie du capital-actions s'élève à 3.885.000 francs, ce qui représente 77 francs par action, ou plus des trois quarts du capital nominal. L'action Decauville a donc des garanties intrinsèques de premier ordre, et, si l'on tient compte des terrains et immeubles et de l'outillage, sa valeur à casser n'est sans doute pas inférieure aux cours actuels de 150 francs, lesquels ne capitalisent l'ensemble de l'affaire qu'à 7 millions 1/2.

Les prévisions, cependant modérées, que nous avons émises relativement à l'exercice 1911, et l'heureux effet que doit produire l'accord avec la puissante firme Orenstein et Koppel font, d'autre part, des actions Decauville un placement intéressant.

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique,* 30 juin 1912)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette Société s'est tenue, cet après-midi, sous la présidence de M. Marcel Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de M. le représentant de la maison Descours-Cabaud et Cie, et de M. Pornin, représentant la Banque commerciale industrielle, scrutateurs.

21.906 actions étaient présentes ou représentées.

Lecture est donnée des rapports du conseil a administration et des commissaires des comptes.

LA DISCUSSION

Un actionnaire adresse, au nom de l'assemblée, ses félicitations au conseil d'administration et demande quelques indications sur l'exercice en cours.

M. H.-E. Boyer, administrateur délégué, déclare que le carnet de commandes est très bien garni et que le conseil d'administration, secondé par les efforts intelligente d'un personnel ouvrier très dévoué, espère obtenir de l'exercice 1912 résultats très satisfaisants.

LES RÉSOLUTIONS

Les diverses propositions du conseil ont été adoptées à l'unanimité, savoir :

1. Approbation des comptes et du bilan qu'ils sont présentés, fixation du dividende à 5 fr. par action.
2. Réélection, comme administrateurs, de MM. Maréchal et Cahen.
3. Nomination de MM. Chassard et Gossé comme commissaires des comptes.
4. Quitus donné à M. Léon Weill, administrateur démissionnaire.
5. Autorisation prévue par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

(Voir dans un prochain numéro les rapports, le compte rendu sténographique de la discussion et le texte complet des résolutions.)

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

———

Assemblées générales ordinaire du 29 juin 1912
(*L'Information financière, économique et politique,* 4 juillet 1912)

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette Société s'est tenue le 29 juin dernier sous la présidence de M. Marcel Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté du représentant de la maison Descours, Cabaud et Cie et de M. Pornin, représentant la Banque commerciale et industrielle, scrutateurs.

21.906 actions étaient présentes ou représentées. Lecture est donnée des rapports du conseil d'administration dont voici le texte :

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Conformément à l'article 5 de nos statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale pour vous faire connaître les résultats de notre exploitation en 1911 et vous soumettre le bilan au 31 décembre.

Notre activité s'est encore accrue en 1911, le résultat de l'exploitation vous le confirmera.

Le chiffre total des commandes facturées a passé

de 1909 7.653.000 00
1910 14.270.503 00
à 1911 17.887.503 33

pour l'ensemble de nos affaires.

Le résultat du compte Profits et Pertes accuse un bénéfice industriel, tous intérêts déduits, de 829.297 25

y compris le report à nouveau de 18.714 26
de l'an dernier.

Si, au résultat du compte Profits et Pertes de 1910 501.421 00
nous ajoutons le chiffre de l'amortissement des obligations en 1910 33.000 00
nous avons 534.421 25

C'est le chiffre qui correspond à celui de cette année indiqué ci-dessus, 829.297 fr. 23.

L'an dernier, nous n'avions procédé à aucun amortissement, vu la situation encore nouvelle de la reprise de notre affaire. Cette année, nous avons commencé l'application des règles normales qui doivent régir une société telle que la nôtre, et nos propositions d'emploi du solde bénéficiaire du compte Profits et Pertes sont basées sur la nécessité que nous avons de mettre notre outillage à la hauteur des progrès modernes.

Dans la lutte industrielle actuelle, l'avenir est aux mieux outillés. Votre conseil pense que nous devons être parmi ceux-là.

Convaincus de l'importance croissante de notre situation sur le marché, comme constructeurs de matériel de chemins de fer, nous avons déjà commencé à nous armer en conséquence, et nous pensons bien que nos usines, développées, avec la qualité reconnue de leur main-d'œuvre, verront augmenter leur production. L'importance de notre carnet de commandes actuel vous fera partager notre conviction.

Au cours de cette année, notre usine de Corbeil recevra le courant du Sud-Lumière, la station électrique actuelle servira de réserve.

Les outils pneumatiques entreront en service au mois d'août.

Nous avons acquis déjà un certain nombre de machines-outils perfectionnées. Nous continuerons.

Nous avons pu échanger avec la Société des Papeteries Darblay, une série de lots de terrain inutilisables pour nous, contre une bande de terrain parallèle à notre limite actuelle, allant de la Seine au P.-L.-M. sur 250 mètres de long, ce qui a accru notre surface d'usine de 7.500 mètres, en chiffre rond. Mais cet accroissement est adjacent à une bande de 20 mètres sur 250 qui était en dehors de notre mur de clôture et sans emploi, ce qui fait que nous disposons en réalité de 12.500 mètres carrés en plus pour faire des installations nouvelles, sans qu'il y ait eu autre chose à payer que les droits de mutation par échange.

Nous avons également acheté 2.170 mètres de terrain pour agrandir notre usine de Petite-Synthe près Dunkerque.

Conformément à la résolution votée l'an dernier par l'assemblée générale, nous avons émis, avec le concours de la Société Générale, 2.877.500 fr d'obligations nouvelles, portant ainsi à 5.000.000 de francs le chiffre total de nos obligations en circulation-

Malgré l'augmentation très importante de nos stocks, justifiée par l'accroissement de notre production, grâce à nos bénéfices, la situation de trésorerie était bonne au 31 décembre. Elle continue de l'être.

Nos ateliers ont naturellement développé une grande activité. La main-d'œuvre productrice, à notre usine principale de Corbeil, comprend mille ouvriers et elle s'accroît de jour en jour.

Nous avons, grâce à de nombreux efforts, pu arriver à livrer dans les délais fixés, aux services de l'État, pour le Maroc :

109 kilomètres de voie et ses accessoires, 84 véhicules.

Cette première commande a été immédiatement suivie d'une seconde d'égale importance et de celle de 4 locomotives de 8 tonnes, commandes en voie d'exécution.

Notre type de locomotives 5 tonnes 3 *Progrès,* complètement construit à Corbeil, a été très apprécié de la clientèle. Nous les fabriquons en série et les tenons à la disposition des entrepreneurs.

Nous avons vendu 102 locomotives de différents types, en 1911.

Nous avons livré les locos 23 t. type « Départementaux », à la Société des Chemins de fer du Centre, à la Société d'exploitation des Chemins de fer du Nord du Portugal, à la Compagnie des Phosphates d'Algérie-Tunisie, et partout elles ont donné satisfaction, ainsi que celles de 118 tonnes livrées aux Chemins de fer de la banlieue de Reims.

Nous venons, dans ces derniers temps, de recevoir commande de :

4 locomotives pour les chemins de fer de la Réunion (12 t.).

12 locomotives (20 t.) pour la Société des Chemins de fer économiques.

Les grandes compagnies parisiennes de transport, en dehors du Nord-Sud et du Métropolitain dont nous sommes fournisseurs, nous ont confié :

La Compagnie des Omnibus : 100 voitures de tramways, automotrices et remorques ;

50 trucks ;

400 bougies.

Les Tramways de Paris et du Département de la Seine :

80 trucks ;

15 automotrices ;

80 voitures à transformer.

La maison Giros et Loucheur nous a commandé, pour le réseau de l'Aube :

23 voitures ;

100 wagons divers.

La Compagnie des Chemins de fer départementaux :

20 wagons couverts.

Enfin, la Compagnie de l'Ouest-Algérien nous a passé commande de :

21 grandes voitures à bogies ;

221 wagons divers.

C'est vous dire que nos ateliers sont munis de commandes pour 1912-1913 et que même 1914 a son contingent partiellement assuré.

La production totale de nos propres usines en voies, wagonnets, plaques tournantes, accessoires, a atteint le chiffre considérable de 17.000 tonnes, et nous avons en outre pris aux forges 2.000 tonnes.

Là aussi, nous ne cessons de perfectionner nos types et d'améliorer nos moyens de production. Nous n'oublions pas que cette fabrication est la base de notre activité. (Applaudissements.)

Nous avons continué de vendre des excavateurs ou des pelles à vapeur dont l'emploi se généralise de plus en plus.

Nous avons aussi placé quelques automobiles de notre stock, demandées par d'anciens clients.

Notre carnet de commandes inscrites au 1er janvier était de 7 millions. Ce chiffre s'élève, au 31 mai, à 19 millions.

Vous connaissez les accords [avec Borsig] approuvés par l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1911. Ils sont entrés en exécution pour le deuxième semestre 1911 et nous ont donné satisfaction. L'allégement de notre travail pour l'exportation nous a permis — vous en avez les preuves — de développer considérablement nos affaires en France et dans les colonies françaises.

Grâce à notre situation de trésorerie, nous avons pu développer les affaires de notre département de location de matériel.

Nous devons vous signaler le bon esprit de nos ouvriers qui ont accueilli avec reconnaissance votre libéralité de l'an dernier. Nous vous proposons plus loin de la renouveler.

Enfin, vous vous associerez certainement à nous pour adresser vos remerciements à notre personnel de tout rang, technique ou commercial, qui, aussi bien au siège social et aux usines qu'aux succursales, a travaillé avec ardeur au relèvement de votre Société. (Applaudissements.)

L'examen du bilan que nous soumettons à votre approbation vous montrera que, pour répondre à un passif exigible de 5.075.779 fr. 60, nous disposons d'un actif réalisable de 8.238.640 fr. 97, non compris les marchandises ; et que notre trésorerie est à son aise.

Deux postes nouveaux figurent à l'actif dans notre bilan : les postes frais d'émission d'obligations, 136.215 fr. 40, et prime de remboursement sur obligations, 402.850 francs, qui se rapportent à l'émission de 5.755 obligations nouvelles 4 % réalisée le 31 octobre 1911, en vertu de la cinquième résolution de votive assemblée générale ordinaire du 24 juin 1911.

Au sujet du dernier chapitre de notre actif, compte marchandises, les matières premières qui figuraient en stock au 31 décembre dernier, ont été évaluées : au prix de revient lorsque celui-ci était inférieur aux cours des métaux à cette dernière époque ; et au cours, pour celles qui, antérieurement, étaient à un prix plus élevé.

Ce mode d'estimation, très rationnel, réserve, pour l'avenir, des avantages, comme il garantit contre les aléas de hausse.

PROFITS ET PERTES

L'exercice se solde par un bénéfice de 829.297 25
y compris 18.714 fr. 26 reportés de l'exercice précédent, et tous intérêts déduits.
Nous en retranchons :
Amortissement des obligations : 34.500 00
Amortissement divers sur meubles, outillage, machines et immeubles : 147.019 95
181.519 95
647.777 30

Nous vous proposons de prélever une allocation à passer par frais généraux, de 25.000 00

à répartir entre nos ouvriers ayant plusieurs années de présence à nos ateliers, et certaines institutions de prévoyance fonctionnant à nos usines, comme il a été fait l'an dernier, mais vu les résultats actuels, nous vous demandons 25.000 francs au lieu de 20.000.

Reste 622.777 30
5 % de réserve légale 31.138 45
Reste 591.638 85
Il est dû par les actionnaires une somme de 46.174 06

pour droits fiscaux pendant les années de non distribution de dividendes. Au lieu de les retenir aux actionnaires, nous vous demandons de les prendre directement sur les bénéfices de l'année.

Reste 545.464 79

Nous vous proposons, d'accord avec l'article 50 des statuts, de prélever sur cette somme le 5 % sur le montant du capital-actions, à titre de dividende, soit 250.000 00

Reste 295.464 79

Allocation au conseil, conformément à l'article 50 des statuts 59.092 87

Reste 236.371 92

En raison des motifs exposés plus haut, le conseil vous propose de consolider notre situation par l'attribution du solde bénéficiaire :

100.000 francs au fonds général d'amortissement ;
130.000 francs au compte de provisions diverses ;
Et 6.371 fr. 92 comme report à nouveau.

Vous apprécierez sûrement la politique de prudence dans la gestion de vos intérêts que nous vous proposons, et nous soumettons en conséquence, à votre approbation, les comptes et le bilan de l'exercice 1911. tels mie nous vous les présentons.

Conformément à l'article 21 des statuts, vous aurez à procéder au renouvellement partiel de votre conseil d'administration, pour deux membres désignés par le sort : MM. Maréchal et Cahen. Nous vous rappelons que les administrateurs sortants sont rééligibles. Nous vous proposes leur réélection.

Nous vous demandons de vouloir bien donner quitus de sa gestion à M. Léon Weil, démissionnaire en 1910.

Vous aurez à nommer vos commissaires aux comptes pour le prochain exercice, et à fixer leur rémunération.

En concluant, nous vous prions de vouloir bien donner aux administrateurs en fonctions, en tant que de besoin, les autorisations exigées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, relativement aux affaires qu'ils pourraient avoir à traiter avec la Société. (Applaudissements.)

Le Conseil d'Administration.

……

Rapport des commissaires
CHASSARD et GOSSÉ.

……

DISCUSSION

Un actionnaire. — Je suis certain d'être l'interprète de tous les actionnaires ici présents, en adressant au conseil d'administration nos remerciements et nos félicitations pour sa gestion aussi heureuse que prudente des intérêts de la société.

Nous avons tous appris avec plaisir que la société prenait à sa charge le paiement des impôts arriérés, ce qui équivaut, pour nous, à un coupon de 6 francs brut, soit 5 francs net, moins les impôts pour l'exercice en cours. C'est de bon augure pour l'exercice en cours.

Si je ne suis pas indiscret, je demanderai à M. le président s'il est possible d'avoir quelques renseignements sur les résultats de l'exercice actuel. Je sais qu'il est toujours délicat, dans une industrie comme la nôtre, de donner des renseignements de ce genre et je ne voudrais pas abuser, mais je sais que les actionnaires seraient heureux d'avoir quelques indications.

M. le président. — Je tiens à vous remercier des félicitations que vous avez adressées au conseil d'administration. Quant, à moi, président du conseil, je reporte ces félicitations sur M. H.-E. Boyer, notre administrateur-délégué. (Vifs applaudissements)... qui, comme vous le savez, depuis que le conseil d'administration a pris en mains les intérêts de la Société, a donné toute son intelligence et tout son temps à nos affaires.

Je reporte également une partie de vos félicitations sur le personnel. C'est grâce à sa collaboration intelligente et dévouée que nous sommes arrivés aux résultats que nous vous avons signalés.

Je laisse la parole à M. H.-E. Boyer s'il croit devoir répondre sur les résultats futurs de l'exercice en cours. Quoique nous ne donnions pas, habituellement, des renseignements de cette nature, je le délie du silence.

M. H.-E. Boyer, administrateur-délégué. — Je joins tous mes remerciements à ceux de M. le président pour la façon très aimable et très flatteuse pour le conseil et pour le personnel dont vous avez accueilli la lecture du rapport.

Ceci dit, la question posée par l'honorable actionnaire ne laisse pas que de m'embarrasser un peu, car, nous ne sommes qu'à la moitié de l'année, il reste encore un semestre à parcourir, et je ne sais pas quels seront les résultats de l'exercice 1912.

Je crois cependant pouvoir signaler à M. l'actionnaire qu'au 1er janvier 1912, notre carnet de commandes se montait à 7 millions alors qu'aujourd'hui il est de 17 millions. Toutes les personnalités qui m'entourent sont en général des gens d'affaires, je leur laissera le soin de déduire de ces chiffres une conclusion.

L'an dernier, M. le président avait bien voulu prononcer quelques paroles d'espérance pour l'exercice 1911, tout en observant la discrétion qu'on doit toujours garder en pareil cas. J'estime que le discours succinct fait l'an dernier par M. le président pourrait être reculé d'une année et reproduit aujourd'hui. Nous avons confiance que les résultats de 1912 nous donnerons autant de satisfaction par rapport à 1911 que celui de 1911 par rapport à 1910, toutes choses égales d'ailleurs.

Vous n'avez pas, Messieurs, dans vos félicitations, oublié le personnel, et vous avez parfaitement raison.

Tant dans nos usines de Corbeil qu'à celle de Petite-Synthe d'une part, que dans nos succursales qui, maintenant, garnissent toute la France de leur réseau très serré, et au siège de la Société, nous n'avons que des collaborateurs et, j'ose le dire, que des amis. Nous travaillons tous la main dans la main, et je suis persuadé que c'est à ce faisceau d'énergie, qu'est dû le résultat constaté aujourd'hui et qui fait que, d'ici quelques années, la société où vous avez vos intérêts, sera une société très importante.

Nous ferons tout ce qu'il faudra pour cela. (Vifs applaudissements.)

J'ajouterai une petite observation. Nous vous avons présenté, selon une habitude en usage dans d'autres sociétés et que nous avons prise ici, le bilan de l'exercice tel qu'il se présentera lorsque seront passées en écriture les résolutions qui vont vous être soumises si vous les acceptez.

Je crois que la plus grande qualité de ce bilan, c'est la clarté, cela vous permet de voir les forces latentes que nous emmagasinons en vue de la lutte industrielle que nous vous signalons dans le rapport.

Je tiens à vous donner un chiffre. C'est que, en pour cent, cette année, nous avons comme bénéfices distribués 350.266 fr. 93 et comme bénéfices réserves 442.658 fr. 40, ce qui donne un prorata de 44 fr. 50 % de bénéfices distribués et 55,50 de bénéfices réservés. C'est là une proportion que nous allons chercher à continuer car c'est dans une gestion prudente ci dans sa continuation que nous trouverons tout le succès que nous désirons, pour vous comme pour nous.

J'avais ici une note pour vous expliquer que nous prenions à la charge de la Société les 46.000 francs qui sont dus comme droits de transmission pour les années où il n'y a pas eu de dividende.

Au lieu de vous proposer 6 % de dividende, nous avons préféré vous payer loyalement 5 % en prenant sur les bénéfices cette somme de 46.000 francs, c'était beaucoup plus logique.

Enfin, vous me permettrez d'attirer votre attention sur la libéralité que nous vous demandons en faveur de nos ouvriers.

Depuis trois ans que nous sommes à la tête de nos usines qui représentent comme main-d'œuvre agissante — je ne parle pas des manutentionnaires et des ouvriers — mille ouvriers avec, dans le Nord, une usine importante à Petite-Synthe, nous sommes encore à [ne pas] avoir la moindre difficulté avec notre personnel ouvrier. Nous le connaissons, nous le fréquentons assidûment, c'est pourquoi je vous remercie d'avance, Messieurs, de l'allocation des 25.000 francs que vous voudrez bien prélever sur les bénéfices pour les mettre à leur disposition comme il a été fait l'an dernier.

……

———————————————

L'INCENDIE DE CHEZ DECAUVILLE
LES OUVRIERS EN CHÔMAGE NE PERDRONT RIEN
(*Le Petit Parisien*, 11 août 1912)

Le sinistre qui, dans les établissements Decauville, détruisit les bâtiments de la menuiserie, n'aura pas pour le personnel les tristes conséquences qu'on pouvait redouter. Nous avons déjà dit que le chômage serait de courte durée pour la majeure partie des travailleurs. Voici une bien meilleure nouvelle : M Marcel Saint-Germain, directeur de la société, ému par les démarches que fit, tant auprès du ministère de l'Intérieur que de lui-même, M. Dalimier, député de la circonscription, a obtenu de ses collègues du conseil d'administration que, pendant la durée de ce chômage forcé, tous les ouvriers reçoivent d'intégralité de leur salaire.

———————————

Made in Germany
(*Les Annales coloniales,* 3 octobre 1912)

L'*Action française* et l'*Intransigeant* dévoilent à leurs lecteurs l'entente de la maison Decauville (chemins de fer sur route, rails, matériels roulants, nord-sud) avec la firme allemande Orenstein et Koppel (mêmes spécialités) qui emprunte le nom de la marque française pour écouler ses produits sur notre marché.

Le fait n'est pas nouveau.

Le 18 juillet dernier, sous le titre « Malthusianisme industriel », les *Annales coloniales* signalaient l'entente de la société des établissements Decauville aîné avec la maison Orenstein et Koppel.

Nous indiquions même que, du côté français, les négociateurs avaient été M. Boyer, administrateur délégué de la société Decauville, naturellement, et M. Marcel Saint-Germain*, vice-président de l'Union républicaine du Sénat, sénateur d'Oran, président du conseil d'administration de la société des établissements Decauville aîné, président du conseil d'administration de la société anonyme l'Omnium des Mines de l'Algérie et de Tunisie*, administrateur de la Compagnie algérienne* et d'une dizaine d'autres sociétés financières.

———————————————

Établissements Decauville Aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 28 juin 1913)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue cet après-midi sous la présidence de M. Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Urruty, représentant la maison Descours-Cabaud, et Lippens, représentant la banque Lippens et Cie, scrutateurs et de M. **Freynet**. secrétaire.

23.219 actions étaient présentes ou représentées.

Lecture est donnée des rapports du conseil d'administration et des commissaires des comptes, puis M. H. E. Boyer, administrateur délégué, fait la communication suivante :

Messieurs,

Après l'impression du rapport tel qu'il vous a été présenté, j'ai reçu une agréable communication que je m'empresse de vous transmettre; nous avons obtenu une commande de 25 remorques à construire pour le Nord-Sud dans nos ateliers de Corbeil ; comme nous avons déjà livré 101 voitures à cette compagnie, cela nous fera, avec ces 25 nouvelles, 126 voitures fournies à la même société -Cela vous prouve que nous sommes à même de construire des voitures de cette importance, et que, d'autre part, on est satisfait de notre construction. C'est ce que je me plais à faire constater à l'assemblée.

LES RÉSOLUTIONS

Les diverses propositions du concept ont été adoptées à l'unanimité.

1. Approbation des comptes de l'exercice clos et répartition du solde bénéficiaire conformément aux propositions du conseil d'administration ;

2. Réélection de MM. Chassard et Louis Gossé, en-qualité de commissaires des comptes ; leur rémunération est portée de 750 francs à 1.000 francs.

3. Autorisations prévues par l'art 40 de la loi du 24 juillet 1867.

(Voir, dans un prochain numéro, les rapports et le texte complet des résolutions.}

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
Assemblée générale ordinaire du 27 juin 1913
(*L'Information financière, économique et politique,* 4 juillet 1913)

Ainsi que l'*Information* en a déjà rendu compte dans un précédent numéro, les actionnaires de cette Société se sont réunis, en assemblée générale ordinaire, le 27 juin 1912, sous la présidence de M. Marcel Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. Urruty (représentant la maison Descours Cabaud) et Lippens (de la Banque Lippens) et Cie, scrutateurs.

23.219 actions étaient présentes ou représentées.

Lecture est donnée du rapport du conseil d'administration dont voici

Le texte :

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Conformément à l'article 5 de vos statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale pour vous faire connaître les résultats de notre exploitation en 1912 et vous soumettre le bilan au 31 décembre.

L'exercice dernier, dont vous connaissiez la somme de commandes à exécuter, a été caractérisé par une activité considérable ; le chiffre de nos factures a dépassé 20 millions malgré un événement grave, l'incendie de la menuiserie de nos ateliers de Corbeil, survenu dans la nuit du 6 au 7 août 1912. Cette catastrophe, grâce au dévouement de notre personnel et à la collaboration active des services d'incendie municipaux ou privés de la région, qui secondaient activement le nôtre, fut heureusement localisée.

Le conseil prit la décision de conserver la main-d'œuvre spéciale à cet atelier afin qu'elle reprit sa tâche dès que le nécessaire aurait été fait. Notre magasin général fut déménagé et dans son local constitué par des fermes métalliques — une menuiserie provisoire fut installée avec des machines acquises de suite, et cet atelier fonctionne encore, à l'heure actuelle, pendant que s'achève le bâtiment punitif.

Le règlement de notre sinistre a été fait par nos Compagnies d'assurances dans des conditions d'équité et de rapidité satisfaisantes.

Notre rapport de l'an dernier vous signalait nos tendances à l'accroissement de nos installations en vue des commandes futures que nous espérions.

L'Incendie nous mit brutalement dans la nécessité de prendre une décision. Votre conseil, pénétré de l'avenir de la Société, n'hésita pas à entamer les démarches qui devaient nous permettre de devenir une des plus importantes usines de construction de matériel de chemins de fer du Centre de la France avec un outillage moderne.

Notre usine était limitée entre la Seine et le P.-L.-M. par des terrains de la Société des Papeteries Darblay, à droite et à gauche. L'incendie avait brûlé 3.000 mètres de bâtiments voisins de la Seine. La continuation de la bande de terrain —où était l'atelier brûlé — jusqu'au P. L. M. représente un hectare environ, où se trouvent notre atelier de peinture et nos bureaux, dans des bâtiments anciens, en bois.

Nous entrâmes en relations avec la Société Darblay, et, grâce à nos excellents rapports avec ses dirigeants, nous avons conclu un échange pur et simple de terrains, suivant lequel nous cédions une bande de terrains de 10.000 mètres — comprenant la partie incendiée — à droite de nos usines, contre 30.000 mètres à gauche de nos usines, surface mitoyenne de la bande de terrain déjà acquise l'an dernier.

C'est sur ce terrain que sont actuellement en achèvement 5 halls : magasins à bois ; menuiserie mécanique avec sous-sol pour les aspirations de poussière et transmissions ; montage bois, peinture, vernissage. La nouvelle surface couverte aujourd'hui est exactement de 14.280 mètres carrés.

Les fondations d'un atelier de montage fer de 5.040 mètres sont faites.

Vous pouvez, Messieurs, vous rendre compte du travail développé par les agents de tout rang de l'usine de Corbeil, qui eurent à faire face au travail normal, aux études et installations nouvelles, aux déménagements successifs, et vous vous joindrez à nous pour leur témoigner notre reconnaissance. Actuellement, notre usine de Corbeil occupe 1.500 personnes.

Notre travail fut troublé profondément pour tout ce qui regarde le travail du bois, le wagonnage. Grâce aux bonnes relations entretenues généralement avec notre clientèle qui se rendait compte et de nos difficultés et des efforts faits pour réduire au minimum les retards causés, nous sommes arrivés à donner presque partout satisfaction. Dans certains cas, nous avons dû renoncer à des commandes ou les faire exécuter chez des confrères.

Néanmoins, nous avons obtenu des résultats qui, nous l'espérons, vous donneront satisfaction et vous feront partager notre espoir en l'avenir.

Nos ateliers travaillant le métal : voies, locomotives, châssis, étaient et sont encore bien garnis de commandes. L'atelier de locomotives a développé un gros effort. Une cinquantaine de locomotives construites entièrement à Corbeil, sous le contrôle permanent d'un agent de l'État et de son aide, ont été essayées et reçues par les services de la guerre, ainsi, du reste, que la voie Péchot que nous avons construite pour

le Maroc. Nous pouvons vous dire que notre matériel, soumis là-bas à un dur régime, a donné satisfaction et rend de grands services.

Notre carnet de commandes au 31 décembre 1912 montait à 15 millions de francs en chiffre rond et dans le courant de l'année actuelle, son accroissement ne s'est pas ralenti.

Nos ateliers travaillent avec le courant que nous livre le Sud-Lumière. Notre installation de transformation fonctionne très bien. La station centrale, complètement remise à neuf, nous sert de réserve.

L'outillage à air comprimé a été appliqué à toutes nos constructions et donne satisfaction.

Nous avons prélevé par frais généraux une somme de 30.000 francs (au lieu de 25.000 en 1911), à répartir comme l'an dernier entre nos ouvriers ayant plusieurs années de séjour dans nos ateliers.

Le chiffre total des commandes facturées, nous l'avons dit plus haut, a atteint 20.824.702 56

Le résultat du compte « Profits et Pertes » accuse un bénéfice, intérêts des obligations déduits, de 1.084.404 »

au lieu de 829.297

Il y a lieu de faire remarquer que les intérêts des obligations ont passé, de 143.140 en 1911, à 198.320 en 1912.

Nous avons déduit pour amortissements avant inventaire sur obligations, immeubles, meubles, machines et modèles 285.714 55

au lieu de 181.519 95

en 1911.

Le bénéfice net ressort donc à 798.689 77

au lieu de 534.421 25

bien que les amortissements préalables et l'intérêt des obligations en 1912 soient de 159.375 francs plus élevés qu'en 1911.

L'examen du bilan au 31 décembre, que nous vous soumettons indique que, pour répondre à un passif exigible de 4.669.239 14

nous avons un actif réalisable de 7.762.605 13

non compris les marchandises 6.267.274

14.029.879 13

Les marchandises ont été évaluées avec les précautions d'usage.

PROFITS ET PERTES

Ce compte se solde, y compris 6.391 fr. 92 de report à nouveau, par un bénéfice de 798.689 77

Nous vous proposons de l'employer de la façon suivante :

5 % Réserve légale 39.934 45

Reste 758.755 32

5 % aux actions 250.000 00

Sur le surplus de 508.755 32

20 % au conseil 101.751 06

Il reste 407.004 26

2 % prélèvement pour supplément aux actions 100.000 00

Reste 307.004 26

Amortissement frais d'émission des obligations 136.986 05

Reste 170.018 21

Amortissement prime de remboursement sur 97 obligations 2 série à 70 fr. 6.790

Reste 163.228 21
Somme pour porter les provisions diverses à 420.000 fr. 154.180 59
Report à nouveau 9.047 68

Il résulte d'une telle distribution que le total des sommes mises en réserve et amortissement pour 1912 atteindra 623.605 fr. 58 ce dont, nous n'en doutons pas, vous apprécierez toute l'importance.

Ces sommes accumulées vont nous permettre, en effet, conformément aux vues du conseil déjà exposées antérieurement et approuvées par vous, d'augmenter considérablement la puissance de nos usines, de les outiller d'une façon parfaite et d'aborder la fabrication du matériel roulant — surtout matériel à voyageurs — pour les grandes Compagnies.

Cette transformation se fait sans que nous oublions le matériel Decauville proprement dit, dont le perfectionnement et le fini ont nos meilleurs soins.

La fin de l'exercice courant coïncidera avec la fin de nos travaux de l'usine neuve qui aura été réalisée par nos propres moyens sans qu'il soit nécessaire de recourir à une modification quelconque de notre capital actions ou obligations.

Nous avons le ferme espoir que l'exercice 1913 nous apportera les mêmes résultats que l'exercice 1912.

Nous avons la satisfaction de vous annoncer qu'à la date du 9 juin 1913, la Compagnie du Chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée vient, après inspection de nos installations, de nous confier la commande de 200 wagons à primeurs et de 200 wagons fermés, à volets, avec guérite.

En même temps, nous recevions de la Société des Chemins de fer du Centre, une commande de 22 grandes voitures pour voie de un mètre, voitures avant 16 mètres et 12 M. 300 de longueur et présentant les derniers perfectionnements et tout le confort en matière de matériel roulant pour chemins de fer d'intérêt local.

Ceci vous montre, Messieurs, que nos agrandissements sont justifiés et que l'usine de Corbeil agrandie trouvera à s'alimenter. Sa situation près de Paris, la qualité de sa main-d'œuvre, son outillage moderne et la volonté bien nette que nous avons de donner satisfaction aux grandes Compagnies nous permettent de l'espérer.

Vous aurez à nommer vos commissaires comptes pour le prochain exercice et à fixer rémunération.

En concluant, nous vous prions de vouloir donner aux administrateurs en fonctions, en que de besoin, les autorisations exigées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, relativement aux affaires qu'ils pourraient avoir à traiter avec la Société.

Le conseil d'administration.

……

M. H. E. Boyer, administrateur délégué, fait la communication suivante :

Messieurs,

Après L'impression du rapport tel qu'il vous a été présenté, j'ai reçu une agréable communication que je m'empresse de vous transmettre ; nous avons obtenu une commande de 25 remorques à construire pour le Nord-Sud dans nos ateliers de Corbeil ; comme nous avons déjà livré 101 voitures à cette compagnie, cela nous fera, avec ces 25 nouvelles, 126 voitures fournies à la même société. Cela vous prouve que nous sommes à même de construire des voitures de cette importance, et que, d'autre part, on est satisfait de notre construction. C'est ce que je me plais à faire constater à l'assemblée.

———————————

1914 : création de la Compagnie sénégalaise de voies économiques :
pose de voies Decauville aux escales du Dakar–Saint-Louis et du Thiès-Kayes-Niger
ainsi que dans les ports de Dakar-Kaolack et M'Bour

———————

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 30 juin 1914)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires ce cette société s'est tenue cet après-midi sous la présidence de M. Saint-Germain, président du conseil d'administration, assisté de MM. les représentants de la maison Descours-Cabaud et de la Banque Lippens et Cie, et de M. Freynet, secrétaire.

15.861 actions étaient présentes ou représentées. . Lecture est donnée des rapports du conseil d'administration et des commissaires des comptes, puis un actionnaire et M. le président échangent les quelques paroles suivantes :

Un actionnaire. — Monsieur le président, votre rapport si détaillé et celui de MM. les commissaires des comptes me dispensent évidemment de demander des explications sur la situation de notre Société, pendant l'exercice en cours, et sur ce que nous pouvons en attendre.

Mais je me rappelle que, l'an dernier, un actionnaire a proposé le vote de félicitations et de remerciements au conseil d'administration. J'estime être l'interprète de l'assemblée en lui demandant de renouveler ces félicitations au conseil, pour sa gestion prudente et avisée ; j'estime que c'est grâce a cette gestion que nous voyons, d'année en année, le bilan accuser une situation financière de plus en plus solide, une situation industrielle de plus en plus forte (Applaudissements).

M. le président. — Le conseil d'administration vous remercie des félicitations que vous voulez bien lui adresser ; permettez-lui d'en reporter une grande partie sur notre administrateur-délégué, M. Boyer, qui est certainement l'âme de toute l'affaire, et sur tous nos collaborateurs, sans aucune distinction. (Applaudissements).

LES RÉSOLUTIONS

Les diverses propositions du conseil ont été adoptées à l'unanimité :

1. Approbation du bilan et des comptes ; fixation du dividende à 7,5 %, payable à partir du 15 août prochain.
2. Réélection de MM. Bruneau, Godfernaux, Flatow, administrateurs sortants.
3. Réélection de MM. Chassard et Gossé, commissaires des comptes.
4. Autorisations prévues par l'art 40 de la loi du 24 juillet 1867.

———————

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 6 juillet 1914)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Conformément à l'article 5 de vos statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale pour vous faire connaître les résultats de notre exploitation en 1913 et vous soumettre le bilan au 31 décembre.

Le chiffre de nos factures a encore dépassé, cette année, 20 millions de francs. Nos nouvelles installations de Corbeil ont commencé à produire leur effet, bien que 1913 n'ait été, à ce point de vue, qu'un exercice transitoire, car notre grand transbordeur électrique de 25 mètres ne sera mis en marche que dans quelques jours, ainsi que le nouvel atelier de montage fer.

Notre usine spéciale pour la voie, à Petite-Synthe près Dunkerque, a été complètement renouvelée et fonctionne à notre satisfaction.

Nos ateliers, en 1913, ont travaillé au plein de leur production, aussi bien pour le matériel Decauville que pour le gros matériel de chemins de fer.

Nous avons fini de livrer nos commandes de matériel roulant pour le Tarn-et-Garonne, la Meuse [30], le Yunnan et la Compagnie des Omnibus. Les commandes de l'Ouest-Algérien, du Département du Nord, du Nord-Sud, sont en cours de construction, comme celle des 400 fourgons du P.-L.-M. que nous vous citions l'an dernier. Cette compagnie nous a confié, depuis, la construction de 40 voitures de 3e classe et, dans ces derniers jours, de 200 nouveaux fourgons du même type que ceux que nous construisons déjà.

Nous avons également reçu commande de onze voitures de remorques pour la Compagnie du Métropolitain, et de quinze voitures pour les Tramways de Paris et du Département de la Seine.

Nous avons, en outre, obtenu la fourniture de tout le matériel du second réseau de l'Ain, locomotives et matériel roulant, et celle du matériel roulant du Loiret.

Nous avons fourni la voie et les voitures du Tramway qui circule dans l'Exposition de Lyon, voitures qui sont très appréciées des visiteurs.

L'Omnium Lyonnais expose à Lyon également une voiture de 1re classe du Nord-Sud sortant de nos usines de Corbeil.

C'est vous dire que nos ateliers de gros matériel sont tout à fait au point.

Les fournitures que nous avons faites pour le Maroc ont rendu les plus grands services. Un nouveau type de machine donnant 3.000 kg effort de traction malgré le faible poids du rail, 9 kg. 500, de la voie de 6 m. 60 a été créé, d'accord avec le service intéressé.

Une première livraison de 6 machines, type « Génie », après mise en service, a été suivie d'une nouvelle commande, actuellement en construction dans nos usines de Corbeil, sous le contrôle des agents de l'État.

.....

Comptes.

———————

POUR LE LAROUSSE
(*Le Petit Bleu*, 24 janvier 1915)

Les *Annales coloniales* consacrent à Marcel Saint-Germain*, une « silhouette » où se rencontrent des notes fort aimables pour le sénateur d'Oran, auxquelles nous nous associons bien volontiers.

Il manque, toutefois, à cette silhouette, quelques touches, pour qu'elle soit un portrait complet. Notre confrère a, en effet, omis de signaler que M. Marcel Saint-Germain est administrateur de la Compagnie Algérienne et président du conseil de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné.

Voilà une double omission réparée, et que l'on pouvait regretter, puisqu'il n'est jamais inutile, si l'on fait voir un politicien sympathique, de montrer l'homme d'affaires

---

[30] Société des chemins de fer économiques.

habile dont il est doublé. Ce n'est, d'ailleurs, pas ce que l'on appelle, sur les permis de chasse, un signe particulier.

———————————

NOUVELLE OCCASION
(*Le Petit Bleu*, 15 février 1915)

M. Marcel Saint-Germain, sénateur d'Oran, administrateur de la Compagnie Algérienne, vient d'être nommé membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour.

M. M. Saint-Germain est aussi président du conseil d'administration de la Société Nouvelle des Établissements Decauville, à propos de laquelle nous eûmes l'occasion de lui poser une question qui, restée jusqu'ici sans réponse, doit donc être reposée chaque fois que quelque à côté renouvelle cette occasion :

« La Société Decauville, demandions-nous et redemandons-nous encore, ne livrait elle pas, pour des soumissions obtenues sous son nom, des machines de la maison Orenstein et Koppel ? N'a-t-elle pas d'autres attaches avec cette firme allemande ? Questions que nous posons tout à la fois au sénateur Saint-Germain, au séquestre de la maison Orenstein et Koppel et au Garde des sceaux. »

———————————

Assemblée générale extraordinaire
(*L'Information financière, économique et politique*, 17 avril 1915)

Du compte-rendu du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la
Société anonyme pour la
CONSTRUCTION DE MATERIEL DE CHEMINS DE FER
Anciens établissements Orenstein et Koppel
et Arthur Koppel Réunis

dont le siège social est à Paris, 31, rue de Londres, assemblée tenue le 2 avril 1915, il a été extrait ce qui suit :

… Après avoir constaté que la totalité des actions formant le capital social étaient représentées à l'assemblée et que toutes les formalités légales et statutaires étaient remplies, le Président a donné lecture de l'exposé ci-après :

Messieurs,

Sans attendre notre assemblée générale ordinaire, qui devrait se tenir d'ici le 30 juin, mais qui, par suite des circonstances que nous traversons, se trouvera peut-être retardée cette année, nous avons cru devoir vous réunir en assemblée extraordinaire pour soumettre à votre approbation une mesure que les événements nous semblent commander.

Quoique les liens qui unissaient autrefois votre Société avec la Société ORENSTEIN et KOPPEL, Arthur KOPPEL, de Berlin, aient été rompus il y a quatre ans. au moment de la nomination du conseil encore tout entier en fonctions, connu de vous et exclusivement français, nous lui avions conservé sa raison sociale et vous savez pour quelles raisons.

La principale de ces raisons était le désir décanter la concurrence d'autres maisons étrangères, allemandes notamment, qui n'auraient pas manque de s'installer en France dès le lendemain du jour où le nom de « KOPPEL » aurait cessé de figurer dans sa raison sociale.

Cette manière d'agir a, d'ailleurs, été efficace puisque nous avons, grâce à elle, réussi à éloigner nos nombreux concurrents allemands à l'exception d'un seul, Fred. KRUPP, qui s'est installé à Paris, avec le concours d'anciens employés de « KOPPEL ».

Aujourd'hui toutefois, votre conseil est convaincu que les mêmes motifs ne subsistent plus pour maintenir une raison sociale qui, avant la guerre, jouissait d'un réel crédit en France, et dont la conservation n'était qu'une mesure préventive contre la possibilité d'une redoutable concurrence.

La guerre est venue modifier profondément cette situation, d'une part en écartant le danger d'un préjudice réel pouvant résulter de la concurrence du nom de « KOPPEL » dans notre pays, d'autre part en nous exposant à de fâcheux malentendus nés de l'apparence allemande qui, dans la réalité, n'existait plus.

Il en est résulté notamment dans les circonstances actuelles. des mesures comme celles qui ont frappé les établissements de votre Société dans un certain nombre de ses succursales. Nous voulons parler des nominations de séquestres qui ont été faites par les présidents des tribunaux de Bordeaux, de Toulouse, le Lyon, de Saint-Étienne, de Rouen, de Nancy. Ces désignations n'avaient, au fond, aucune raison d'être puisque votre Société est absolument française, mais elles s'expliquent par l'équivoque à laquelle pouvait donner naissance la présence d'un nom allemand dans sa raison sociale. Nous sommes heureux d'ajouter que, après un examen approfondi de la véritable situation, les autorités judiciaires n'ont pas hésité à ordonner la mainlevée des séquestres établis par elles.

Toutefois, ces incidents ont achevé de nous montrer qu'il serait préférable de couper court à l'état de choses qui les avait fait naître, et de ne pas attendre davantage pour mettre votre raison sociale en harmonie avec la nationalité de votre conseil d'administration entier, de tous vos actionnaires, de la très grande majorité de votre personnel avant la guerre et de la totalité depuis.

C'est pour ce motif que nous vous proposons aujourd'hui d'abandonner la dénomination actuelle de votre Société, ainsi conçue :

« Société Anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, ANCIENS ÉTABLISSEMENTS ORENSTEIN et KOPPEL et Arthur KOPPEL Réunis »

Et de la remplacer comme suit :

SOCIETE LILLOISE
DE MATÉRIEL DE CHEMINS DE FER
« LA LILLOISE »

Nous vous rappelons d'ailleurs que, d'après l'article 2 de vos statuts, le changement de votre raison sociale peut être décidé par vous, sur la proposition de votre conseil d'administration.

Cette lecture terminée, un actionnaire pose quelques questions auxquelles le président répond de la manière suivante :

Au sujet du personnel :

« Les circonstances ont prouvé que nous devons ne procéder que graduellement et avec méthode au remplacement successif du personnel allemand dont nous avions hérité de nos prédécesseurs.

Les premiers actes de la gestion de votre conseil actuel ont consisté, dès 1911, à placer à la tête de l'usine de Fives-Lille un directeur français, et à mettre en même temps, à la tête de votre bureau de vente de Nancy, un directeur français. Suivant fidèlement cette ligne de conduite que nous nous étions tracée, nous avons continué de remplacer, au fur et à mesure des possibilités, les agents étrangers, dont les contrats expiraient, par du personnel français. À Nancy notamment, lorsque la guerre a éclaté, tout notre personnel était français. Il a, d'ailleurs été entièrement mobilisé. »

Au sujet de la marche des affaires :

« Nous vous donnerons, lors de votre assemblée générale ordinaire, les chiffres exacts des résultats du dernier exercice, mais, en attendant, nous pouvons vous donner les indications suivantes :

« Comme vous le savez, nos affaires .peuvent se diviser en trois parties distinctes .

1° Matériel de voie, dont tous les éléments nous sont fournis uniquement par des usines françaises, par les Aciéries de France à Isbergues et les Aciéries de Longwy, notamment. Nos ventes étaient en progression constante.

2° Matériel roulant. : wagons de toute nature, wagonnets de tous genres.

Ce matériel est exclusivement construit dans notre usine de Fives Lille et le développement de cette usine n'a pas cessé, jusqu'à la guerre, de s'accentuer. Le nombre total des ouvriers qui n'avait jamais dépassé, sous l'ancienne gestions, le chiffre de 170, était, au 30 juin 1914, de 249. Les sorties de matériel de l'usine, depuis la gestion de votre conseil actuel, c'est-à-dire depuis 1911, ont augmenté de 50 %. Les salaires ont augmenté de 50 % également. et ils allaient, avant la guerre, à un personnel ouvrier français pour la très grande majorité, et belge.

3° Locomotives, excavateurs, pelles à vapeur.

Pour ces produits, nous étions tributaires de l'Angleterre pour quelques articles, de l'Allemagne pour la plus grande partie. Nous ne vous apprendrons rien en vous disant que les grandes Compagnies de chemins de fer françaises, et même l'État, étaient, à la veille de la guerre encore, tributaires de l'étranger pour une partie de leurs locomotives, que la construction des excavateurs était très peu développée en France, et que celle des pelles à vapeur y était et y est encore inconnue.

Afin de nous affranchir le plus possible de l'étranger, au moins en ce qui concerné les pièces de rechange, nous avons entrepris à Aulnay-sous-Bois, sur un terrain d'une superficie de 15.000 mètres en bordure du chemin de fer et relié avec lui par un embranchement particulier, l'installation d'ateliers destinés à la fabrication des pièces de rechange et à la réparation du matériel important dont nous faisons la location.

En résumé, votre Société, sous la gestion qui remonte à 1911, n'a fait que prospérer malgré les apparences qu'elle a cru devoir conserver pour les raisons que nous venons de vous rappeler.

La discussion étant épuisée, M. le président met aux voix la résolution de l'ordre du jour soumise au vote de l'assemblée.

Résolution

Après avoir entendu l'exposé du conseil d'administration, l'assemblée, conformément à ses conclusions, décide d'abandonner la dénomination :

« Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, ANCIENS ÉTABLISSEMENTS ORENSTEIN et KOPPEL et Arthur KOPPEL Réunis ».

Et de la remplacer comme suit :

SOCIÉTÉ LILLOISE
DE MATÉRIEL DE CHEMINS DE FER
« LA LILLOISE »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Des copies de la délibération de l'assemblée du 2 avril 1915 ont été déposées au greffe de la justice de paix du 9e arrondissement de Paris le 12 avril 1915 et au greffe du Tribunal de commerce de la Seine le 12 avril 1915. »

———————

UN MAUVAIS PROCÈS

La question des séquestres au Sénat
(*La Libre Parole*, 25 juillet 1915)

Dans les séances des 22 et 23 juillet, notre ami et éminent collaborateur M. Gaudin de Villaine, sénateur, a complété ses explications des 1er et 2 avril dernier, sur la question des séquestres, en portant à nouveau à la tribune du Sénat cette capitale question. L'*Officiel*, étant la lecture du petit nombre, nous croyons être agréable à nos lecteurs en leur permettant de lire *in extenso* cet important document parlementaire. Nous commençons donc aujourd'hui sa publication que nous continuerons au rez-de-chaussée de la seconde page les mardi et jeudi prochains.

…….

Messieurs, ainsi que récemment, je vous en informais, je reprends la discussion que j'ai engagée à cette tribune, voici plus de trois mois, et, à tout seigneur tout honneur : le *Matin* — et autres feuilles parisiennes — ayant cru devoir publier une lettre à moi adressée par l'administrateur-délégué de la société dite « Decauville aîné », voici à mon tour ma réponse.

Pour plus de clarté, je tiens à placer sous vos yeux le texte même de la lettre dont il s'agit ; vous pourrez ainsi jugez vous-mêmes. d'une part, de la valeur des arguments auxquels nos adversaires ont recours, ainsi que leurs méthodes de discussion, d'autre part de la précision de mes réponses.

Voici cette lettre :

« Monsieur le sénateur,

Notre société s'est fait, jusqu'à ce jour, un devoir de ne pas répondre aux articles des journaux la concernant. Elle croit, en effet, incorrect d'engager à ce sujet une polémique, ayant été soumise à une enquête régulière entreprise par le parquet. Cette enquête a porté sur un ensemble de faits qui ont été mûrement examinés par les autorités compétentes avec communication de tous les documents officiels, et nous jugeons qu'il ne nous appartient pas d'y revenir. »

J'arrête ici la lecture et je réponds :

Cette enquête régulière entreprise par le parquet, quelle est-elle ? J'aurais souhaité que mon correspondant me l'indiquât lui-même. En semblable matière, l'on n'est jamais trop précis, et c'était à lui qu'il appartenait de fournir cette indication. Puisqu'il n'a pas cru devoir me la donner, je suis tout à fait en droit de supposer que « cette enquête régulière entreprise per le parquet » est celle qui a abouti à l'ordonnance en date du 8 décembre 1914 dont je vais vous donner lecture :

« Nous, président du tribunal civil,

« Vu la requête ci-dessus,

« Attendu que par notre ordonnance du 22 octobre 1914 M. Fontanez, inspecteur de l'enregistrement, a été nommé séquestre de la société des Établissements Orenstein et Koppel, considérée comme maison allemande et de son directeur, à Lyon, Willy Cohn ;

« Attendu qu'il résulte des renseignements joints à la requête que la maison mise sous séquestre constitue un établissement de la société française Decauville aîné ;

« Attendu, en conséquence, qu'après justification, son maintien sous séquestre n'est plus motivé ;

« Attendu toutefois que cette mesure était justifiée par le choix que la société Decauville avait fait de la raison sociale d'une maison existant en Allemagne, pour faire connaître au public certains établissements qu'elle fondait en France ; que, par suite, il y a lieu de laisser à sa charge les frais entraînés par la mise sous séquestre ;

« Par ces motifs, disons que l'ordonnance :lu 22 octobre 1914 est rapportée en ce qui concerne la société des établissements Orenstein et Koppel et que la mainlevée est donnée du séquestre ordonnée par ladite ordonnance aux biens de cette société:

« Maintenons, pour le surplus, les autres dispositions de l'ordonnance en ce qui concerne le séquestre sous lequel sont placés les biens du sieur Willy Cohn, directeur de la succursale de la société à Lyon.

« Disons , etc. »

Cette ordonnance a été signée, au palais de Lyon le 5 décembre 1914, par M. Pelagaud, président du tribunal civil.

C'est donc très probablement sur l'enquête qui a précédé l'ordonnance que je viens de vous lire que M. l'administrateur délégué de la société dite « Decauville aîné » entend ne pas revenir, puisque ladite ordonnance, d'une part, déclare « française » la société dite Decauville aîné, d'autre part, déclare également que la maison de Lyon de la société Orenstein et Koppel et Arthur Koppel mise sous séquestre comme allemande, le 22 octobre 1914, constitue un établissement de cette même société française Decauville aîné.

J'accepte donc, quant à présent, la thèse de mon correspondant, et, de même que lui, je vais, par la suite, dans ma discussion, me baser sur cette ordonnance du 5 décembre 1914.

« Mais il ne saurait, continue-t il, en être de même en face d'allégations erronées apportées à la tribune du Sénat, par un homme de votre autorité morale, monsieur le sénateur, et dont nous ne suspectons pas la bonne foi. Il vous sera facile, sans doute, de prendre connaissance des rapports de l'enquête et de voir combien votre attitude a été injuste à notre égard.

« Dans la partie de votre discours du 1er avril relative à notre société, vous avez affirmé que « son conseil d'administration est composé de gens aux noms symboliques comme Koppel et Orenstein, qui sont si notoirement allemands, que c'est M. Koppel, un des administrateurs, qui est maintenant gouverneur de Lille pour l'Allemagne.

« Nous vous déclarons, de la façon la plus formelle, que ces messieurs n'ont jamais fait partie de notre conseil. Il suffisait d'ouvrir un annuaire quelconque de sociétés pour le vérifier. »

Je réponds :

Mais c'est justement ce que j'avais fait et ce que nous allons faire encore. Je tiens toutefois à vous faire remarquer, messieurs, que nous sommes maintenant au cœur même du débat, car nous nous trouvons en présence de cette imprécision qui est la caractéristique même de toutes les affaires allemandes.

« Le génie français est fait de clarté », a-t-on dit souvent ; au génie allemand conviennent les ténèbres les plus sombres ; lui-même est faiseur d'obscurité.

La question des séquestres au Sénat
(suite)
(*La Libre Parole*, 27 juillet 1915)

Lorsque l'administrateur délégué de la Société nouvelle qui se pare du nom de Decauville m'écrit : « Ces messieurs n'ont jamais fait partie de notre conseil », il aurait,

dû me dire quel est exactement le conseil dont il me parle : est-ce celui de la Société nouvelle des établissements Decauville aîné, société anonyme, capital cinq millions de francs, siège social 66, chaussée d'Antin, Paris ? Ou bien est-ce celui de la Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel, réunis, 31, rue de Londres, Paris — Société qui, ainsi que nous l'a affirmé M. le président Pelagaud, n'est qu'un établissement de la Société française dite « Decauville aîné » ?

Eh bien, pour être un établissement d'une société française, je répète que le conseil d'administration dudit établissement est « composé de gens aux noms symboliques comme Koppel et Orenstein », qui sont si notoirement allemands !

Voici d'ailleurs quelle est la composition de ce conseil d'administration, telle que nous l'indique l'*Annuaire général des Sociétés françaises par actions* (1913), 2e volume, page 1897, 2e colonne : président : M. Orenstein ; Membres : MM. S. Prausnitz, W. Kohn, Alph. Jarecki, Lutscher, Delorbe, Ch. Rœhle.

Commissaires : MM. Mourgues, W. Uhle.

Étant donné, je le répète — et mon auteur est M. Pelagaud, président du tribunal civil de Lyon — que la maison de Lyon de la Société Orenstein et Koppel est un établissement de la « Société française dite Decauville aîné », mon correspondant ne pourra raisonnablement prétendre que les Deutschen Herren dont je viens d'indiquer les noms sont pour lui des inconnus. Il se bornera donc simplement à me répondre que le conseil d'administration dont il me parlait était celui de la société dont il est l'administrateur-délégué, c'est-à-dire de la société nouvelle des établissements Decauville aîné. Je me réfère donc de nouveau à l'*Annuaire général des Sociétés françaises par actions* (1913), 2e volume, page 1910, 1re colonne, et je lis :

« Président : M. X... (Je dis : X... car il m'a déclaré être démissionnaire).

« Administrateur délégué : M. H.-E. Boyer.

« Membres : MM. Baguenault de Puchesse, Bruneau, F. Cahen, R. Flatow, Gay, Godfernaux. H. Maréchal, A. Witzig ;

« Secrétaire général : C. Freynet ;

« Commissaires : Chassart, Gosse. »

Les explications qui vont suivre vont nous montrer que c'est, en effet, de ce conseil qu'entendait parler mon contradicteur. Mais sa lettre dit encore :

« Avant la guerre, ce conseil ne comptait, sur dix membres, qu'un seul Allemand (peut-être l'ingénieur R. Flatow ?), lequel a été rayé à l'ouverture des hostilités. En quatre ans, et sur trente-six séances, il n'avait assisté qu'à cinq réunions de notre conseil. »

Je réponds :

Ce qui prouve simplement, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, qu'il n'avait nullement besoin d'assister auxdites réunions pour savoir ce qui se passait chez Decauville.

Elle ajoute : « Les neuf autres administrateurs sont des hommes bien connus à Paris. Cinq sortent de l'École polytechnique, trois d'entre eux sont mobilisés comme officiers d'artillerie, un quatrième comme ingénieur aux poudreries de l'État. Pour les autres, leurs fils — c'est le cas du soussigné — ou leurs gendres sont au front. »

Je réponds :

Cela prouve simplement une chose, c'est que les fils et les gendres sont, suivant l'expression de l'un de nos collègues, d'un côté de la barricade, tandis que les pères et les beaux-pères-sont parfois de l'autre ; donc, honneur à ces fils et à ces gendres qui

font, de même d'ailleurs que tous les Français, et les plus modestes, leur devoir, tandis que certains de ces pères écrivent, comme mon correspondant, des lettres que j'eusse préféré ne pas avoir à lire en cette enceinte.

La lettre dit encore :

« Comment avez-vous pu supposer un instant, monsieur le sénateur, qu'un tel. conseil pût servir de façade, en France, à une maison allemande ?

Je réponds :

Le cas n'est, malheureusement, pas isolé, et, dans l'annuaire 1914 de la société amicale de secours des anciens élèves de l'École polytechnique, à la promotion 1880, page 211. nous lisons :

« Braun, ingénieur des poudres et salpêtres, ingénieur à la Société de naphte des mers Noire et Caspienne, 83, avenue Kléber, Paris. » Lequel Braun sert, à son insu certainement, d'enseigne à l'entreprise boche qui s'intitule : « Société anonyme française Stern-Sonneborn, huiles et graisses industrielles, à Pantin. »

Toutes les maisons allemandes établies en France ont eu le soin de s'installer derrière « cette façade » dont la vue seule devait nous empêcher de supposer un seul instant leur nationalité véritable.

C'est ce qui existait pour la Société des charbons, cokes et briquettes, à Marseille, qui avait pour administrateurs des hommes de paille, qui, après une ardente campagne de presse, a été mise entièrement sous séquestre. La façade française, après enquête, s'était écroulée.

M. Boyer ajoutait :

(4) « Vous dites également dans votre discours que « malgré la conclusion de l'enquête faite par les conducteurs des ponts et chaussées et ingénieurs, notre société continue à fonctionner jusque dans nos ouvrages militaires ».

« Nous ignorons absolument ce à quoi vous faites allusion.

« Il est exact que nous avons travaillé beaucoup et de notre mieux pour la défense nationale et nous avons la fierté de vous informer qu'encore actuellement, plus de mille ouvriers et employés travaillent dans ce but — plusieurs ateliers nuit et jour — à nos usines de Corbeil. Ces ouvriers et leurs chefs sont connus depuis longtemps de tous les pouvoirs publics et des autorités militaires, et il en résulte qu'il est de notre devoir d'autant plus strict de protester contre des allégations qui sont de nature à apporter un préjudice moral considérable à une agglomération ouvrière très importante, très méritante, qui n'a jamais compris un seul Allemand, soit dans ses chefs, soit dans le personnel. »

Je réponds :

Je me garderai bien, pour des motifs que vous comprendrez tous, de suivre, dans la première partie des paragraphes que je viens de vous lire, l'administrateur délégué de la société « dite Decauville aîné » ; notre administration de la guerre sait ce qu'elle a à faire. Je me bornerai seulement à faire observer à mon correspondant que ses développements l'ont vraiment entraîné un peu loin lorsqu'il proteste contre mes allégations qui sont, écrit-il, « de nature à apporter un préjudice moral considérable à une agglomération ouvrière très importante, très méritante, qui n'a jamais compris un seul Allemand, soit dans ses chefs, soit dans le personnel », mais rien qu'à Paris, 66, Chaussée-d'Antin, il est de notoriété publique que plus de la moitié du personnel était allemande, à telle enseigne qu'avant la déclaration de guerre, les employés français de la société prétendue française et dite Decauville aîné auraient certainement fait un mauvais parti à leurs collègues boches si ceux-ci ne s'étaient pas prudemment et clandestinement esquivés. (*Mouvements divers*.)

Au surplus, le signataire de la lettre que j'ai reçue niera-t-il qu'il a lui-même, a maintes reprises, publiquement déclaré préférer de beaucoup, au personnel français, le personnel allemand, qui était, disait-il, bien plus souple et docile ? De plus, mon correspondant qui signe comme étant administrateur délégué de la société nouvelle des établissements Decauville aîné, aurait-il déjà perdu le souvenir de ses fidèles collaborateurs au sein de ladite société :

Herr Neisser, Allemand, bien connu sur la place de Paris et aussi sur celle de Corbeil ;

Herr Schoenlicht, également Allemand, qui signait Chenely — dans de telles maisons l'on n'est pas à un faux près — ; et herr Eichelberger, toujours Allemand, qui, lui, était officiellement appelé M. Berger, Chenely et Berger sonnant mieux à des oreilles françaises que Schoenlicht et Eichelberger ; aimable trio qui, à la déclaration de guerre s'empressa de décamper. (*Sourires*.)

Voilà donc ce personnel qui, suivant la déclaration écrite de M. l'administrateur délégué de la société nouvelle, prétendue française et dite « Decauville aîné », n'a jamais compris un seul Allemand.

Mais je n'ai pas fini.

Il est un autre de ses éminents collaborateurs que mon correspondant ne pourra pas renier, ou alors il irait lui-même à l'encontre des résultats de l'enquête régulière sur laquelle il estime qu'il ne lui appartient pas de revenir, c'est l'Allemand herr Willy Cohn.

Vous avez déjà, messieurs, entendu ce nom qui figure au nombre des membres du conseil d'administration d'Orenstein et Koppel. À cette qualité d'administrateur d'Orenstein et Koppel, ce peu honorable personnage joignait celle de directeur de la société Orenstein et Koppel, de Lyon c'est-à-dire, suivant l'ordonnance de M le président Pelagaud, de l'établissement à Lyon de la société française « Decauville aîné ». lequel peu honorable personnage a eu, ainsi que vous allez le voir, maille à partir avec le conseil de guerre de cette même ville, qui a prononcé contre lui le jugement par défaut dont je vais vous donner lecture :

(À suivre.)

———————————

La question des séquestres au Sénat
(*La Libre Parole*, 29 juillet 1915)

« Aujourd'hui 23 octobre 1914, le conseil de guerre de Lyon a déclaré le nommé Cohn Willy, sujet allemand, défaillant, coupable d'espionnage, pour s'être, avant la publication de l'ordre de mobilisation, procuré des plans et des photographies du fort de la Vitriolerie intéressant la défense nationale.

« En conséquence, ledit conseil de guerre l'a condamné par défaut à trois ans de prison et 3.000 francs d'amende.

« Le conseil condamne Willy Cohn à rembourser les frais sur biens pouvant lui appartenir rue de la République, 55. »

Ainsi que vous l'avez remarqué dans la lecture que je vous ai donnée tout à l'heure de l'ordonnance du 5 décembre 1914 de M. le président Pelagaud, le séquestre levé au profit d'Orenstein et Koppel, ou de la société dite « Decauville », ce qui revient au même, a été maintenu en ce qui concerne les biens du sieur Willy Cohn, directeur de la succursale de la société Orenstein et Koppel à Lyon

Cette adresse, 55, rue de la République, à Lyon, qui figure dans le jugement du conseil de guerre, est celle de la succursale que possèdent en cette ville Orenstein et Koppel ou, plus exactement, la société française Decauville aîné.

Voici une collaboration qui, à l'heure actuelle est plutôt fâcheuse pour mon correspondant, cela d'autant plus que, dans les autres établissements de province de la

société française Decauville aîné, des individus de la même nationalité et de même acabit que Willy Cohn ne manquaient pas.

Que sont devenus, depuis juillet dernier, herren Franck, Levi et Klotz, qui, pour le compte d'Orenstein et Koppel, c'est-à-dire de la société française Decauville aîné, sillonnaient nos départements du Centre, du Sud et du Sud-Ouest ?

J'en passe, et des meilleurs, n'ayant pas ici, tout au moins, pour cette fois, l'intention de vous lire la liste du personnel allemand de cette société qui se prétend cependant si française.

J'en ai, d'ailleurs, dit suffisamment pour vous montrer le crédit réel qui doit s'attacher aux déclarations de mon correspondant dont maintenant je poursuis la lettre.

Si je vous lisais tout d'une traite le paragraphe de cette lettre que nous devons maintenant analyser, il me serait ensuite matériellement impossible d'y répondre, tant, suivant la bonne méthode allemande, mon correspondant a réussi à embrouiller les choses.

Le « maquis de la procédure », dont on a jadis tant parlé, n'est absolument rien, à côté du maquis qu'ont créé, à l'usage de leurs affaires industrielles et commerciales en France, les Boches et les embochés.

C'est à ce seul titre, d'ailleurs, que j'ai cru devoir signaler à l'attention du Sénat le factum que j'ai reçu.

Vous me permettrez donc, non de vous lire ce paragraphe en entier, mais d'en interrompre les phrases au fur et à mesure par mes observations.

La lettre dit encore :

« Vous avez également fait allusion dans votre discours à la société Orenstein et Koppel, de Fives-Lille. Il ne faut pas confondre cette société avec la société Orenstein et Koppel, Arthur Koppel, de Berlin. »

Je réponds :

C'est à mon contradicteur qui, lui est. « de la même maison », que cette maison soit sise à Paris, à Fives-Lille ou à Berlin, qu'il appartenait de me dire très clairement ce qui différencie la société Orenstein et Koppel de Fives-Lille et la société Orenstein et Koppel, Arthur Koppel, de Berlin.

Pour moi, je me bornerai, messieurs, à placer sous vos yeux la reproduction de deux prospectus qui existent dans mon dossier et qui émanent de la Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis ; usines à Fives-Lille (Nord), 64, rue de Belle-Vue, 64.

Voici ce qui est ensuite écrit sur ce prospectus :

Succursales :

« Paris. — 31, rue de Londres, téléphone 281-51, 297-93 et 303-36. Adresse télégraphique : Railway-Paris.

« Bordeaux — 36, allées d'Orléans, téléphone 27-22. Adresse télégraphique : Koppel-Bordeaux.

« Lille. — 64, rue de Belle-Vue, téléphone 641 et 2003. Adresse télégraphique : Koppel-Lille.

« Lyon. — 55, rue de la République : téléphone 26-96. Adresse télégraphique : Railways-Lyon.

« Marseille. — 8, rue de la République. Téléphone 37-09. Adresse télégraphique : Railways-Marseille.

« Nancy. — 9, rue Saint-Georges. Téléphone 1-23. Adresse télégraphique : Railways-Nancy. » « Agencés à Nantes, Angers, Limoges, Brest, Toulouse, Alger,Tunis, Bône.

« Grands dépôts : à Saint-Ouen-les-Docks, Saint-Étienne, Nancy, Bordeaux, Marseille, Nice, Lille, Toulouse, Alger, Tunis, Bône, Sfax, Saïgon, Haïphong. »

Je vous prie, messieurs, de remarquer avec moi que, sur ce papier, les usines à Fives-Lille, les succursales, les agences et les grands dépôts en France, figurent seuls, mais que nulle part il n'est fait mention du siège social. Pourquoi ?

Je vous lis maintenant le second prospectus au recto duquel nous voyons :

« Société anonyme des anciens établissements « Orenstein et Koppel », Paris, Lyon, Nancy. « Adresse télégraphique : Railways-Pièces de rechange pour locomotives. »

Et au verso figure... une photographie.

« Société anonyme des anciens établissements Orenstein et Koppel, Paris, Lyon, Nancy ; adresse télégraphique : Railwavs, pièces de rechange pour locomotives »,

et au verso, figure... une photographie sur laquelle apparaissent de nombreux bâtiments et ateliers surmontés de hautes cheminées vomissant des torrents de fumée.

Sur le cliché même, nous pouvons lire les mots allemands suivants : « Aktienge-sellschaft vormals Orenstein et Koppel » et, sous cette photographie est imprimée la mention suivante : « Usine de locomotives à Drevitz près Potsdam ».

Ces deux prospectus, ainsi que 4e cliché qui figure au verso du second, vous permettront, messieurs, de constater que, contrairement aux appréhensions émises par l'administrateur délégué de la société nouvelle dite « Decauville aîné », je suis assez bien documenté et ne crois faire aucune confusion.

De plus, permettez-moi de vous rappeler que, dans l'article 6 « apports » des statuts de la Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis, Paris, il est dit :

« La « société Arthur Koppel Aktiengesellschaft » apporte à la présente société :

« 1° Le fonds de commerce qu'elle exploite à Fives-Lille, Paris et Bordeaux, ainsi que la clientèle, l'achalandage, le bénéfice de toutes les commandes et de toutes des affaires en cours d'exécution ;

« 2° Le droit aux baux et aux promesses de vente de l'usine et des terrains sis a Lille (Nord), section de Fives, rue de Belle-Vue, 64, et du matériel servant à l'exploitation des bâtiments, ainsi que les bâtiments à l'usage des bureaux et habitation de concierge, etc., etc. »

Enfin, j'en reviens toujours forcément au fameux conseil d'administration d'Orenstein et Koppel, conseil d'administration si splendidement boche dont je vous ai déjà parlé, le 1er avril, des noms comme Orenstein, Prausnitz, Cohn, Lutscher, Uhle, Roehle, ne s'orthographiant pas, n'est-ce pas ? comme le nom si français de Decauville, derrière lequel ces gens-là se dissimulent pour échapper au séquestre.

Inutile d'insister davantage.

Là encore, mon correspondant en est pour ses frais de dialectique.

M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice, doit d'ailleurs, sur les liens existant entre Orenstein et Koppel, de Fives-Lille, et Orenstein et Koppel de Berlin, être entièrement édifié ; car j'ai tout lieu de penser que les perquisitions qui ont été opérées par la Sûreté, le samedi soir 1er août 1914, dans les locaux de l'usine de Fives-Lille, et dans ceux de la succursale d'Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis, 64, rue de Belle-Vue, à Lille, ont dû donner des résultats concluants.

Toujours est-il, et cela l'administrateur délégué de la société nouvelle dite « Decauville aîné » le sait certainement mieux que moi, suivant les indications qui leur étaient remises du 66, chaussée d'Antin, ou du 31, rue de Londres, à Paris, le matériel fourni par les usines de Fives-Lille portait, soit des plaques Decauville, soit des plaques Orenstein et Koppel.

La lettre dit encore :

« Depuis 1911, nous possédons la presque totalité des actions de la société des anciens établissements Orenstein et Koppel de Fives-Lille, qui, jusqu'à 1911, était française de forme et allemande de fond, mais qui, à cette date, par suite de notre

achat, est devenue française de fond également, tout en conservant l'étiquette allemande qui avait acquis en France une grande notoriété. »

Je réponds.

Je reprends celte phrase que ne désavouerai aucun des collaborateurs (Boches) de mon correspondant :

« Jusqu'à 1911, écrit-il, la société Orenstein et Koppel, de Fives-Lille, fut française de forme et allemande de fond ».

Pour la première fois, nous allons donc être d accord, car l'administrateur délégué de la société dite « Decauville aîné » confirme, par cette déclaration, ce que je viens, à l'instant même, de vous dire. Il reconnaît que, jusqu'en 1911, l'usine de Fives Lille était allemande de fond.

Voilà donc qui est acquis.

Quant à dire qu'elle était « française de forme », je m'inscris en faux, car je me demande comment pourrait être de forme française une usine qui avait à sa tête deux Boches : herr Franken, directeur technique, et herr Neisser, directeur commercial.

C'est ce même herr Neisser qui, ainsi que nous l'avons déjà vu, fut, par la suite, au sein de la société dite « Decauville aîné », le bras droit de l'administrateur délégué qui m'a écrit.

La question des séquestres au Sénat
(suite)
(*La Libre Parole*, 1er août 1915)

Vous voyez donc encore par là combien tout ce monde-là se tient.

Et vous voyez aussi combien l'administrateur délégué de la société française Decauville aîné est peu difficile pour proclamer que l'usine de Fives-Lille qu'il reconnaît « allemande de fond » était, sous la direction de trois Allemands, « française de forme ».

« À partir de 1911, continue mon correspondant. « par suite de notre achat, la société Orenstein et Koppel, de Fives-Lille, déjà française de forme (nous venons de voir comment), est devenue également française de fond, tout en conservant l'étiquette allemande, qui avait acquis en France une grande notoriété ».

Quel jargon, et. comment concilier le « française de fond » et « l'étiquette allemande » !

Que tout cela est donc bien boche !

Voici comment, depuis le prétendu achat, la société Orenstein et Koppel, de Fives-Lille, devint « française de fond » :

La succursale d'Orenstein et Koppel, 64, rue de Belle-Vue, était dirigée par un Allemand du nom de Rimler, lequel Rimler ne quitta d'ailleurs Lille qu'à fin juillet dernier.

Quant à l'usine de Fives-Lille, à cette même époque, c'est-à-dire à la veille de la déclaration de guerre, en juillet 1914, sur une trentaine d'employés que comptait son personnel[31], une vingtaine au moins étaient de nationalité allemande.

Dans ses fonctions de directeur commercial de la dite usine, herr Neisser, devenu ainsi que nous venons de le dire, « Decauville », avait été remplacé par un autre Boche, tout aussi pur sang que lui, herr Heller.

Dans de telles conditions, le « française de fond », d'après 1911, est tout aussi exact que l'était le « française de forme » avant cette date !

La lettre ajoute encore :

---

[31] 249 suivant l'assemblée générale du 2 avril 1915.

« Les administrateurs de cette société, depuis notre reprise en 1911, sont tous Français. »

Je réponds :

Cette société, c'est, évidemment, la société des anciens établissements Orenstein et Koppel. Nous avons déjà vu que « l'Annuaire général des sociétés françaises par actions, 1913 », tome II, page 1897, 2e colonne, est en désaccord absolu avec mon correspondant qui ne peut cependant prétendre que Orenstein, Koppel, Prausnitz, Willv, Cohn et consorts sont tous Français.

J'ai conscience que j'abuse vraiment, messieurs, de votre complaisance, mais j'ai tenu à placer sous vos yeux les pièces mêmes du débat et, fort heureusement, nous voici maintenant arrivés au passage qui, virtuellement, constitue le dernier paragraphe de l'épitre dont m'a gratifié l'administrateur délégué de la société nouvelle dite des établissements Decauville aîné.

Dans ce dernier paragraphe, qui contient la flèche du Parthe, — *in cauda venenum*, — mon contradicteur a cru m'effondrer du coup ; ayant entendu dire qu'en France « le ridicule tue », il a tenté de tourner en ridicule mon intervention d'il y a trois mois à cette tribune ; mais je lui laisse la parole, et vous jugerez ainsi vous-mêmes combien est pauvre et grossière sa réponse qui n'est qu'un argument de réunion publique, et encore un argument du plus bas étage.

La lettre continue ainsi :

(6) « Quant à M. Koppel, fondateur de l'affaire, vous le désignez par deux fois comme » « étant actuellement le gouverneur allemand de Lille ». « Nous ignorons, nous, qui est le gouverneur de Lille actuellement, mais ce que nous pouvons vous affirmer, c'est que M. Koppel, dont vous parlez, est décédé en 1908. »

« Nous ignorons, nous... »

Que signifie cette réticence ?

Gageons que, suivant la bonne méthode allemande, c'est moi, très probablement, que l'administrateur de la société nouvelle dite « Decauville aîné » va accuser de commercer avec les Boches.

« Ce que nous pouvons vous affirmer », continue mon contradicteur, « c'est que le M. Koppel dont vous parlez est décédé en 1908. »

Cette repartie perd toute saveur si l'on veut bien réfléchir, une seule minute, que le M. Koppel qui est décédé en 1908 ne peut, évidemment, puisqu'il est mort, être celui dont je parlais à cette tribune en avril dernier. Mieux que moi, très certainement, l'administrateur délégué de la société nouvelle dite « Decauville aîné » connaît la généalogie des Koppel ; je lui laisse donc le soin de nous indiquer lui-même le prénom de Koppel fils, frère, neveu ou petit-cousin de l'ancêtre, qui est actuellement gouverneur de Lille. Je tiens encore à ajouter, messieurs, pour vous montrer que l'information que j'ai apportée à cette tribune n'était nullement aussi fantaisiste que voudrait le faire croire l'auteur de la lettre que j'ai reçue, que, dans le journal d'un pays neutre, *La Gazette de Hollande*, numéro du 10 avril dernier, au cours d'un article intitulé « L'espionnage allemand en France », vous pourrez lire le paragraphe suivant :

« Le commandant civil de Lille, un nommé Koppel, était, avant la guerre, industriel à Fives, qui se trouve près de cette ville. Le commandant de Roubaix est un certain Nurnberg qui est connu depuis longtemps dans ce centre industriel. Deux officiers allemands commandant à Tourcoing, Otto et Karten, sont, d'anciens filateurs établis dans la ville et qui s'empressèrent de disparaître à la fin du mois de juillet. »

Je vous laisse, messieurs, le soin d'apprécier, et j'en termine avec cette lettre dont voici, cette fois, l'ultime paragraphe.

La lettre conclut ainsi :

« Nous faisons appel à votre loyauté pour reconnaître que votre bonne foi a été surprise, et nous sommes à votre disposition, monsieur le sénateur, pour toutes les explications que vous pourriez désirer. Nous regrettons toutefois que vous n'ayez pas cru bon de nous les demander auparavant ou de vous renseigner en prenant connaissance dés résultats de l'enquête qui a été faite.

« Veuillez agréer, etc...

« L'administrateur-délégué. »

Cette épitre se termine, comme elle a commencé, en se réclamant, des résultats de l'enquête qui a été faite, mais toutefois l'auteur de ladite lettre persiste à ne pas préciser lui-même davantage quelle est cette enquête. Par suite, dans l'état actuel des choses, je ne puis, moi aussi, que continuer à penser que ladite enquête est celle qui a été menée par le tribunal civil de Lyon et qui a abouti à l'ordonnance de mainlevée de séquestre du 5 décembre 1914.

Or, cette thèse elle-même, M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sait mieux que moi combien elle est fragile et précaire puisque :

1° Si à Lyon M. le président Pelagaud a reconnu, le 5 décembre 1914, que la maison Orenstein et Koppel, mise sous séquestre le 22 octobre 1914, constituant un établissement de la société française « Decauville aîné », et si cette manière de voir a été également adoptée à Saint-Étienne, TouJ, Rouen, Toulouse et Nancy, où les séquestres prononcés ont été levés sous prétexte que la société Orenstein et Koppel et Arthur Koppel avait été absorbée par la société nouvelle dite « Decauville aîné », par contre les séquestres prononcés à : Chaumont, 6 novembre 1914 ; Falaise, 16 novembre 1914 ; l'Escarène, 25 novembre 1914 ; Périgueux, 11 décembre 1914 ; Salon, 20 décembre 1914 ; Caen, 21 décembre 1914 ; Verdun, 24 décembre 1914 ; Nice, 11 janvier 1915, contre les établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel Aktiengesellschaft, de Berlin S. V. Tempelhofer Ufer 24, maison allemande, ont été maintenus.

Par conséquent, pourquoi les établissements Orenstein et Koppel sont-ils à Lyon, Saint-Étienne, Toul, Rouen, Toulouse et Nancy.dénommés Établissements de la Société française Decauville aîné, tandis qu'à Chaumont, Falaise, L'Escarène, Périgueux, Salon, Caen, Verdun et Nice, ils sont dénommés Établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel Aktiengesellschaft, de Berlin S. V., Tempelhofer Uufer, 24, maison allemande, constructions mécaniques.

L'exactitude de cette manière de voir serait entièrement confirmée par les deux prospectus dont je vous parlais tout à l'heure.

2° La Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis, 31, rue de Londres, à Paris, me paraît-elle-même, à ma grande stupéfaction, ne pas admettre cette thèse des tribunaux de Lyon, Saint-Étienne,Toul, Rouen et Toulouse, thèse que défend également la société nouvelle qui se prétend française et affiche le nom de Decauville, puisque ladite société Orenstein et Koppel et Arthur Koppel, dans le compte rendu de son assemblée générale extraordinaire publié dans l'*Information* du 17 avril 1915, commence, bien entendu, par se prétendre exclusivement française, puis déclare remplacer sa raison sociale, dont je viens de vous donner lecture : Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis, par la raison sociale suivante : Société lilloise de matériel de chemins de fer « La Lilloise ».

L'adresse à Lille manque !

Qu'a dû penser de cette décision mon correspondant, l'administrateur délégué de la société nouvelle prétendue française et dite Decauville aîné, car il se voit ainsi privé de cette « étiquette allemande qui avait acquis en France une grande notoriété » ?

Qu'en pensera aussi M. le président Pélagaud qui nous avait, dans son ordonnance du 5 décembre 1914, si clairement expliqué que la société Decauville aîné avait fait choix de la raison sociale d'une maison existant en Allemagne « pour faire connaître au public certains établissements qu'elle avait en France » ?

Enfin, que pense de tout cela M. le garde des sceaux, ministre de la justice ?

———————————

La question des séquestres au Sénat
(suite)
(*La Libre Parole*, 4 août 1915)

3° La lettre même dont je viens de vous donner lecture en vous faisant part, messieurs, des réponses qu'elle me suggère vous a donné certainement, comme à moi-même, l'impression que nous nous trouvons simplement en présence d'une défense plus ou moins habilement présentée : l'administrateur délégué de la société dont la raison sociale est « Société nouvelle des établissement Decauville aîné » parle lui-même, et fort complaisamment, de la « façade » que présente à nos yeux le conseil d'administration de sa société, mais il se garde soigneusement de nous dire ce qu'il y a derrière « cette façade ».

Avec un zèle au moins suspect, ce même administrateur délégué s'efforce — sans y parvenir d'ailleurs, ainsi que vous avez pu vous en rendre compte, — de franciser Orenstein et Koppel de Lille, de même que différents parquets ont francisé les maisons Orenstein et Koppel de Lyon, Saint-Étienne, Toul, Rouen et Toulouse, et il me prévient qu'il ne faut pas confondre Orenstein et Koppel et Arthur Koppel, de Lille, avec Orenstein et Koppel et Arthur Koppel de Berlin ; j'aurais préféré voir ledit administrateur délégué, puisqu'il a cru devoir m'adresser une lettre qu'il a lui-même rendue publique, m'exposer franchement et clairement, avec tous documents à l'appui, quelle était la situation de sa société, la « Société nouvelle des établissements Decauville aîné » vis-à-vis de la « Société anonyme pour la construction de matériel de chemins de fer, anciens établissements Orenstein et Koppel et Arthur Koppel réunis ».

Le silence absolu, sur ce point, de mon correspondant, de même que le fait que sa société si française était, bien qu'il affirme le contraire, envahie d'Allemands, la particularité que je vous indiquais que les usines de Fives-Lille produisaient un matériel qui, suivant la plaque qui y était apposée, était indistinctement baptisé, soit Decauville, soit Koppel, enfin certains extraits des rapports du conseil d'administration de la Orenstein und Koppel, Arthur Koppel Aktiengesellschaft, de Berlin, de même que certains autres extraits de comptes rendus d'assemblées générales de la société nouvelle dont mon correspondant est l'administrateur délégué, tous documents qu'il connaît bien, mais sur lesquels, cependant, il est resté muet, donnent malheureusement à penser que ce conseil d'administration « Decauville », dont l'administrateur délégué fait, comme façade, si grand état, n'a, hélas ! — n'en déplaise à M. le président du tribunal civil de Lyon, — pas plus francisé Orenstein et Koppel, de Paris et de nos villes de province dans lesquelles les séquestres ont été levés, qu'il n'a francisé l'Aktiengesellschaft Orenstein et Koppel de Berlin, Koeln-a-Rhein, Dantzig, Dortmund, Frankfurt-a-Main, Hamburg, Leipzig, Mannheim, München, Strasburg, Wien.

J'en ai maintenant terminé et il ne me reste plus, messieurs, qu'à vous prier de m'excuser d'avoir aussi longtemps retenu votre attention et aussi à vous remercier d'avoir bien voulu me suivre dans cet exposé.

C'est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, qu'il appartient maintenant d'agir.

À chacun ses responsabilités.

J'estime avoir mis la mienne à couvert et avoir fait tout mon devoir de Français en apportant à cette tribune, en un pareil moment, les déclarations que vous venez d'entendre.

Messieurs, un dernier détail qui ne manque pas de saveur :

Dans le *Bulletin de l'Office national du commerce extérieur*, nº du 8 mai 1915, page 3, on lit : « Quoi qu'il en soit, nous donnons ci-dessous une nomenclature de maisons allemandes et autrichiennes au Caire, avec lesquelles il y aurait lieu désormais d'éviter d'entrer en relations. »

Et dans cette nomenclature, on relève :

« Raisons sociales : Orenstein et Koppel.
« Agents : eux-mêmes.
« Spécialités : chemins de fer Decauville. »

Sans commentaires. (Mouvements divers.)

Un dernier mot encore.

Est-ce que M. Boyer, administrateur délégué de la Société Decauville, ne serait pas intéressé dans des affaires allemandes ? N'a-t-il pas souscrit 100 actions de 1.000 francs dans une société anonyme constituée à Liège, le 30 mai 1900, devant Me Oswald Wauters, notaire à Liège, compagnie de minerais ?

Sur les 1.000 actions de 1.000 francs chacune de cette société, la Metalgesellschaft (de Francfort) en possède 600. Les 400 autres appartiennent ou ont été souscrites par : Boyer ; Friart, 100 ; Urruty, 200 : trois Français.

Cette compagnie de minerais qui est belge de nom, franco-allemande de capitaux, est en réalité purement allemande. Elle a été faite pour permettre à la Metallgesellschaft de mettre la main sur une petite société française : Friart, Urruty et Cie, dans laquelle Boyer était la « compagnie ».

Cette Metalgesellschaft est extrêmement puissante, juive. Son nid à Paris est 7, rue Pillet-Will, où ses affaires se trouvent sous le nom de A. Cayard et de F. Urruty ; affaires nombreuses, parmi lesquelles la Société Auxiliaire des Mines (banque sous séquestre).

Établissements Decauville aîné

(*L'Information financière, économique et politique*,25 août 1915)

Les résultats obtenus pendant l'année 1914 par cette Société ont subi la répercussion des événements survenus à partir du second semestre. Les bénéfices d'exploitation et divers se sont élevés à 1.397.422 francs contre 1.856.711 francs en 1913, soit une diminution de 559.090 francs. Déduction faite des frais généraux et autres charges, ainsi que des amortissements, le bénéfice net ressort à 528.132 fr. au lieu de 1.051.517 francs précédemment.

La décision du conseil d'administration touchant l'emploi des bénéfices n'est pas encore connue ; l'an dernier, le dividende avait été fixé à 7 fr. 50 par action, absorbant au total 375.000 fr.

———————————

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique*, 23 septembre 1915)

L'assemblée générale ordinaire de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné, à laquelle 11.214 actions étaient représentées, s'est tenue le 16 courant, sous la présidence de M. Baguenault de Puchesse, avec, comme scrutateurs, M. Cabaud, de la maison Descours et Cabaud, de Lyon, et M. le contre-amiral Le Léon.

L'assemblée a approuvé à l'unanimité la proposition du conseil d'administration, en faisant du solde au compte de profits et pertes l'emploi suivant :

5 % à la réserve légale sur 528.131 francs 65 26.406 55

Au compte de provisions diverses, qui se trouve ainsi porté à un million 470.387 90

À nouveau 47.285 75

Le total des sommes portées en réserves, amortissements, report à nouveau, pour 1914 est de 886 472 francs 01.

Cet emploi consolide la bonne situation de trésorerie de la société et répond à la politique de prudence qui a caractérisé cette affaire depuis sa réorganisation de 1909. Les usines de Corbeil et de Petite-Synthe (Nord) ont de nombreux travaux pour les administrations de la guerre. Les administrateurs sortants ont été réélus.

———————————

LES AMBITIONS DE LA SIDÉRURGIE ALLEMANDE

(*L'Information financière, économique et politique*, 15 janvier 1916, p. 3, col. 1)

……

De même, encore, la grande maison de matériel de chemins de fer à voie étroite, Orenstein et Koppel, de Berlin, a conclu, en 1910, avec l'affaire similaire des Établissements Decauville, de Paris, un accord qui rendait la société française solidaire de l'affaire allemande. Celle-ci, en même temps qu'elle participait aux bénéfices de sa rivale et la faisait participer aux siens, dans certaines conditions, s'arrogeait tous les marchés étrangers en dehors de la France et de ses colonies, en vendant sous la marque

française, et, même en France, toutes les fournitures que les Établissements Decauville ne fabriquent pas eux-mêmes.

———————

Établissements Decauville
(*L'Économiste parlementaire*, 28 septembre 1916)

Les actionnaires de cette société, réunis en assemblée générale, le 18 juillet dernier, ont constaté avec satisfaction que la société, qui travaille très activement pour la guerre, a réalisé, pendant l'exercice 1915, un bénéfice net de 2.193.411 francs; après déduction des charges obligataires et prélèvement de la somme de 296.980 francs pour amortissements, le bénéfice net ressort à 1.601.201 francs contre 544.088 francs en 1914. Sur ce montant, l'assemblée a décidé. de consacrer 1.580.336 fr. aux fonds de prévoyance, ce qui laisse un report à nouveau de 20.865 fr. Il n'a donc été voté aucun dividende, mais il a été décidé de mettre en paiement le dividende de 1913 s'élevant à. 7 fr. 50 et dont la distribution avait été ajournée.

———————

Bruits, nouvelles et faits du jour
(*L'Information financière, économique et politique*, 18 novembre 1916, p. 7, col. 2)

DECAUVILLE. — On fait grand état des bénéfices que réaliserait actuellement la Société des Établissements Decauville ; il n'est pas douteux que la situation de cette société soit satisfaisante, mais elle ne l'est, toutefois, pas davantage que celle des entreprises similaires et nous croyons savoir qu'en tout état de cause, le conseil d'administration a l'intention de ne proposer à l'assemblée des actionnaires qu'un dividende de 10 fr. par action.

Rappelons qu'il n'a rien été réparti l'an dernier.

———————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*L'Information financière, économique et politique*, 19 juin 1917, p. 7, col. 2)

Les bénéfices nets des usines se sont élevés en 1916 à 3.904.185 francs au lieu de 2.146.126 francs l'année dernière. Après déduction du service des obligations et de 692.492 francs d'amortissement, les bénéfices disponibles ressortent — y compris le report antérieur de 20.865 francs — à 3.044.711 francs contre 1.601.201 francs.

Ainsi que nous l'avons fait prévoir dès le mois de novembre dernier, le conseil d'administration proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende de 10 francs par action qui sera payé net. Cette répartition n'absorbera que 600.000 francs environ, ce qui permettra de doter très fortement les divers comptes de prévoyance.

Le bilan au 31 décembre 1916 se totalise par 33.760.929 francs au lieu de 23.786.320 francs l'année dernière. À l'actif, les comptes débiteurs sont en augmentation importante à 9.815.459 francs au lieu de 7.043.722 francs. Les marchandises figurent en forte augmentation à 13.042.189 francs contre 8.952.862 francs. Les divers comptes disponibles ou réalisables se totalisent par plus de 26 millions de francs pour faire face à 12.788.000 fr. d'exigibilités. Le fonds de roulement dépasse 13 millions pour un capital de 5 millions.

———————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique*, 20 juillet 1917, p. 3, col. 5)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue le 18 juillet 1917, sous la présidence de M. Saint-Germain.

Il résulte du rapport présenté par le conseil d'administration que l'effort industriel signalé l'an dernier s'est accru en 1916. Le chiffre des factures de produits fabriqués par les usines de Corbeil et Petite-Synthe a atteint 31.649.633 francs.

En vue de répondre à l'effort demandé par les services de la guerre, la Société a augmente certaines de ses constructions. De plus, elle a pris des dispositions pour permettre le classement des matières premières, leur manutention et elle a renouvelé les opérations signalées au 27 juin 1913. Échange de parcelles avec la Société Darblay, en vue de l'augmentation de ses terrains.

À la suite de ces opérations d'échange, la Société a pu établir un plan d'ensemble des ateliers et, en même temps, se relier par une voie Decauville aux terrains situés de l'autre côté du P.-L.-M. par passage inférieur.

À l'heure actuelle, la Société possède en toute propriété 158.170 mètres carrés dont 53.000 couverts.

La fabrication d'obus de 95 a donné toute satisfaction ; mais le principal développement a surtout porté sur le matériel Decauville proprement dit, pour les besoins de la guerre : voies, locos, wagons et citernes.

Les résultats de l'exercice se montent à 3.044.711 fr. après déduction de 692.492 francs d'amortissements. Ce dernier chiffre, malgré son importance, est encore trop faible, car le matériel, surmené, devra être remplacé après la guerre. Ces dépenses, jointes à celles des reconstructions, exigent une très forte situation de trésorerie ; le conseil, par mesure de prudence, propose de fixer le dividende à 10 francs par action, de porter la réserve spéciale à 1 500.000 francs ; le fonds général d'amortissements à 2.000.000 francs ; les provisions diverses destinées à parer aux événements imprévus à 2.000.000, et de reporter à nouveau le solde de 40.757 francs.

L'assemblée a approuvé cette répartition et a désigné MM. Chassard et Gossé commissaires des comptes.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*L'Information financière, économique et politique*, 23 janvier 1918)

Cette société vient de prendre une participation dans une société nouvellement constituée pour continuer les affaires d'une entreprise déjà ancienne : les Excavateurs Normand et d'Haille*, dont les fabrications sont complémentaires de celles de la société des Établissements Decauville.

Le capital de la nouvelle société est de un million de francs ; les Établissements Decauville ont souscrit la majorité des actions et vont pouvoir donner à la Société des Excavateurs Normand et d'Haille une vigoureuse impulsion. Cette affaire, d'apparence modeste, est intéressante en ce sens que le matériel construit par la maison Normand et d'Haille fait généralement défaut en France et que l'industrie française était à cet égard tributaire de l'Allemagne avant la guerre.

———————————

Établissements Decauville Aîné

(*Le Journal des finances*, 3 août 1918)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue le 24 juin 1918, sous la présidence de M. Baguenault de Puchesse, président du conseil d'administration, assisté de MM. Lippens et Guérard, scrutateurs,. et de M. Voinet, en qualité de secrétaire.

Plus de 7.300 actions étaient présentes ou représentées.

Il résulte des renseignements fournis par le rapport du conseil d'administration que l'exercice 1917 est semblable, comme activité et comme résultats, au précédent exercice en dépit des difficultés croissantes d'approvisionnement, de transport et d'obtention du combustible.

La Société a continué de produire principalement du matériel Decauville proprement dit : voie de 0 m. 60 pour le front, locomotives de 8 tonnes, trucks à boggies de 5 tonnes et plates-formes de 10 tonnes.

Les résultats de l'exercice se montent à 3 millions 249.891 francs, après 469.803 francs d'amortissements divers. Le conseil fait observer que ce chiffre d'amortissements est beaucoup trop faible : un moment viendra où il faudra consacrer des sommes très importantes au renouvellement du matériel fatigué par le travail intensif qui lui est demandé. Une trésorerie puissante est plus que jamais nécessaire pour permettre après la guerre de lutter avantageusement avec des usines outillées de la façon la. plus moderne contre la concurrence étrangère.

Fidèle à sa politique de prudence, le conseil entend donc renforcer la situation financière de la Société. C'est ainsi qu'en face de dix millions d'exigibilités, les disponibilités se chiffrent par trente millions.

Il propose de fixer la dividende à 15 francs par action (ce qui absorberait 750.000 francs) et de porter 500.000 francs à la réserve spéciale, un million au fond d'amortissement et 500.000 fr. aux. provisions diverses.

L'assemblée, à l'unanimité, a approuvé cette répartition. Elle a réélu MM. Maréchal et Cahen, administrateurs sortants, et nommé MM. Chassard et Gossé, commissaire des comptes.

———————————————

BRUITS, NOUVELLES ET FAITS DU JOUR
(*L'Information financière, économique et politique*, 27 mai 1919)

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE. — D'après les comptes qui seront présentés à la prochaine assemblée, les bénéfices nets de l'exercice 1918 se sont élevés à 2.039.999 francs, déduction faite de 1.489.785 francs amortissements, tandis que le bénéfice de l'exercice précédent s'était élevé à 3.249.392 francs, mais après déduction de 469.803 francs seulement d'amortissements.

Le Conseil ne s'est pas encore réuni pour fixer le dividende qui sera proposé aux actionnaires. Il avait été, l'an dernier, de 15 francs et cette répartition n'avait absorbé que 750.000 francs.

Le bilan au 31 décembre 1918 se totalise par 40.729.543 francs au lieu de 39.838.629 francs au 31 décembre 1917. Les immobilisations sont de 4.668.000 francs, les valeurs disponibles sont en diminution de 3 millions de francs à 10.175.000 francs, tandis que les marchandises sont passées à 18.420.000 francs contre 13.522.000 francs. Les éligibilités atteignant 11.353.000 francs : on voit que la Société dispose d'un large fonds de roulement.

———————————————

Établissements Decauville aîné

(*La Vérité*, 10 juin 1919)

Réunis le 25 juin en assemblée générale ordinaire, les actionnaires de la Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné ont approuvé les comptes de l'exercice 1918 se soldant par bénéfice net de 2.039.999 fr. et fixé le dividende à 15 %. Ce dividende sera mis en paiement sous déduction des impôts, à partir du 1er août prochain.

———————————

Société nouvelle des établissements Decauville Aîné
(*L'Économiste parlementaire*, 10 octobre 1919)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société nouvelle des établissements Decauville aîné s'est réunie le 25 juin dernier.

Dans la mesure de ses moyens, elle a fait tout ce qu'elle a pu pour aider à l'effort magnifique de notre armée. C'est avec un sentiment de légitime fierté que le conseil rend compte des heureux résultats de l'exercice 1918, de l'année victorieuse. En dehors de ses travaux courants, la Société a pu arriver à faire sortir de ses usines de Corbeil, à la cadence de 8 par jour, des carcasses de chars d'assaut revêtues de leur cuirassement.

Elle a la satisfaction de dire que son personnel a mérité ses remerciements et signale plus particulièrement le chef des études, M. Malterre, qui a créé le type de matériel Decauville de guerre, et M. Orban, ingénieur des ateliers, qui, par l'application toute nouvelle du procédé de découpage à la « scie sans dents », a permis de travailler l'acier si dur des cuirasses avec une grande vitesse, ce qui a augmenté la production. Ce procédé, mis par elle à la disposition de ses collègues, a été adopté par le Creusot, la S. O. M. U. A., La Buire, les maisons Berliet, Fichet, Stein, la Compagnie du Nord, etc.

En juillet 1918, le Gouvernement lui a donné l'ordre de construire une grande usine de « tanks ». Cette usine a été établie à Moulins et reliée au P.-L.-M.. Sa situation géographique, entre le Creusot, Imphv et Montluçon, est excellente. Bien que prévue pour la fabrication des tanks, avec ponts-roulants puissants et machines spéciales, elle n'a pas eu la possibilité de travailler pour la guerre, l'armistice étant heureusement survenu.

La Société nouvelle des établissements Decauville Aîné a déjà reçu des demandes considérables de l'étranger. Malheureusement, elle n'a pu y répondre à cause des restrictions : défaut de transports, manque de matières et, quand il y en a, prix plus élevé qu'à l'étranger ; mais elle a l'espoir que la publication des traités économiques entre alliés lui permettra bientôt de mettre fin à cette période d'attente préjudiciable à ses intérêts. Elle a le devoir de déclarer, à ce sujet, que la question d'exportation — primordiale pour l'industrie française tout entière — dépend beaucoup de l'attitude ouvrière, de son rendement, du prix de la main-d'œuvre, car, si la France ne produit pas bien et à bas prix, les marchés du dehors lui seront fermés.

Quoi qu'il en soit, la Direction de la Société a eu jusqu'ici la légitime satisfaction, depuis plus de dix ans, de n'avoir pas eu une seule journée de grève. Son contact a toujours été direct avec ses ouvriers, et il y a lieu d'espérer que ces excellentes relations continueront.

La liste des appareils destinés au service des travaux publics a été complétée, notamment par sa spécialité en ce qui concerne les pelles à vapeur et les excitateurs. Avant la guerre, la France ne produisait pas de pelles à vapeur. La Société les a mises en chantier à Corbeil, et les premières vendues fonctionneront bientôt dans les chantiers de MM. Mercier, Baudet-Donon. Munies des derniers perfectionnements, elles auront tout le fini que l'on est en droit d'exiger de la fabrication Decauville.

La Société a jugé utile, après examen sérieux de la question « excavateurs », de s'entendre avec la vieille maison Normand et d'Haille, de Juvisy, c'est-à-dire à quelques kilomètres de ses usines de Corbeil. Elle a donc formé la « Société anonyme des Excavateurs Normand et d'Haille », au capital de un million, ce qui lui a permis de joindre à l'expérience reconnue de spécialistes la puissance de ses moyens de production. Cette société a, du reste, fourni, dès l'an dernier, une série d'appareils au service de la Guerre.

En passant en revue les principaux chapitres du bilan, nous remarquons que le bilan de l'année 1918 présente sur celui de 1917, déjà lui-même très satisfaisant, un ensemble de ressources supérieur de 889.913 fr. 74 à celui de l'exercice précédent. On peut aussi mentionner que l'activité de la Société ne s'est pas ralentie du fait de l'interruption des hostilités et de l'arrêt qui s'en est suivi dans les fabrications de guerre.

À l'actif, le poste Immeubles, Matériels, Mobilier, Outillage, se soldait, l'année dernière, à 3.975.225 fr. 15. Au cours du présent exercice, il s'est augmenté : de l'acquisition des terrains, des constructions, des outillages, des dépenses d'installation de la nouvelle usine de Moulins ; de l'acquisition et des frais des terrains d'Aulnay ; des constructions nouvelles et aménagements d'ateliers de Corbeil ; des acquisitions et installations de machines outils ; de l'achat de plaques tournantes et de croisements, et d'achat de mobiliers de bureaux. Après des amortissements sur les immeubles, outillages, mobiliers, la valeur de ce poste a été ramenée à 4.667.589 fr. 63, en plus-value de 692.364 fr. 48 sur le chiffre de l'exercice précédent.

Les espèces en caisse, au siège social, dans les usines, succursales et dans les banques atteignent 1.538.628 fr. 33. Les Effets à recevoir en portefeuille se montent à 74.544 fr. 05. La valeur du portefeuille Titres figure à l'inventaire pour 1.327.535 fr. 46. Les Comptes débiteurs, en augmentation de 455.316 fr. 62, se chiffrent par 7 millions 234.576 fr. 13. Les provisions pour Impôts de guerre sont de 5.331.550 francs. Les opérations de Crédit garanties à l'Etranger se trouvent réduites à 2.000.000 de francs. Les Marchandises, Matières premières, Matériel en cours de construction et Matériel construit représentent un total de 18.420.328 fr. 63, en plus-value de 4 millions 898.669 fr. 11 sur l'exercice précédent. Enfin, le total général de l'actif s'élève à 40.729.543 fr. 47.

Au passif, le capital social sans changement à 5.000.000 de francs ; l'ensemble des Réserves et Provisions atteint 8.402.104 fr. 41, en augmentation de 1.261.431 fr. 69. Les Créditeurs divers, en augmentation sur l'exercice 1917 de 346.565 fr. 89, sont à 10.967.588 fr. 68. Au compte Profits et Pertes, les bénéfices de l'exercice, y compris le report à nouveau soit 59.139 fr. 78, se montent, après déduction avant inventaire des charges financières et amortissements divers, à 2.039.999 fr. 13 dont la répartition a eu lieu comme suit (en francs) :

Exercice 1918	
Réserve légale 5 %	99.012 95
Dividende aux actions	750.000 00
Tantième au Conseil	163.181 64
Réserve spéciale	500.000 00
Provisions diverses	500.000 00
Report à nouveau	27.774 54
Total	2.039.999 13

Le dividende attribué à chaque action pour l'exercice 1918 a été porté à 15 francs.

Les résultats de l'année 1918 sont très satisfaisants malgré les arrêts de fourniture de courant dus au manque de charbon, et malgré les nuits d'alerte, où le travail, fatalement, était troublé et interrompu. La Société nouvelle des établissements Decauville Aîné va avoir besoin de toutes ses ressources si l'exportation peut se faire ; on peut constater que, grâce à sa prudente et sage modération, elle a su se préparer financièrement aux luttes éventuelles de la concurrence mondiale.

F. Modau.

Bruits, nouvelles et faits du jour

(*L'Information financière, économique et politique*, 30 octobre 1919, p. 5-6)

La Société des ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE a eu cette heureuse fortune de pouvoir continuer pendant la guerre ses fabrications du temps de paix, car on sait que nos armées ont fait un très large usage du matériel de chemins de fer à voie étroite, dont la maison Decauville est le constructeur attitré. Sans doute, les usines de Corbeil ont fabriqué également des obus et des tanks, mais ces fabrications annexes n'ont point empêché l'extension de la production du matériel de chemins de fer. Le passage de l'état de guerre à l'état de. paix s'est fait sans transition pour la société Decauville et, dès l'an dernier, la Société avait reçu, tant de France que de l'étranger, de très nombreuses commandes.

L'exercice 1919 aurait donné lieu à des résultats remarquables si la société n'avait eu à souffrir de la crise des transports, qui gêne les arrivages de matières premières et les expéditions de produits fabriqués. Il faut espérer pourtant que cette crise finira par s'atténuer. La société Decauville pourra alors prendre un essor tout à fait exceptionnel et, d'après les commandes qui lui parviennent de tous les points du globe, il semble qu'elle pourrait s'assurer sur le marché mondial une situation tout à fait prépondérante. Signalons en passant que, depuis deux ans déjà, les usines de Corbeil utilisent le mazout dans leur centrale électrique et réservent leur charbon pour leurs forges. Il y a là une très heureuse initiative, qui témoigne de l'excellence de la gestion technique.

Pour l'exercice en cours, qui prendra fin le 31 décembre prochain, on prévoit que le dividende sera maintenu à son chiffre antérieur de 15 francs, mais dès que la Société pourra prendre son développement normal, ce chiffre de 15 francs sera facilement dépassé.

Par ailleurs, la situation financière est remarquable ; les immobilisations ne figurent au dernier bilan que pour 4 1/2 millions et, comme les réserves atteignent 7 1/2 millions, les immobilisations sont pratiquement amorties. D'autre part, l'actif disponible ou réalisable atteint 37 millions, alors que le passif exigible est de 19 millions. La trésorerie est donc parfaitement à l'aise.

L'action Decauville cote actuellement 320 francs ; ce cours, qui correspond simplement à un dividende de 15 francs, ne semble pas tenir suffisamment compte de la valeur intrinsèque du titre, nom plus que des perspectives d'avenir.

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique*, 2 juillet 1920)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société s'est tenue le 30 juin sous la présidence de M. H. E. Boyer, vice-président délégué, assisté de MM. Géquier

(représentant le Crédit commercial de France) et Normandin, scrutateurs et de M. Charles Trimbach, en qualité de secrétaire.

Les résultats de l'exercice écoulé (report de 27.754 francs compris) atteignent, après déduction avant inventaire des charges financières et amortissements (y compris l'amortissement partiel spécial de l'usine de Moulins) ainsi que la provision destinée à pourvoir au payement de l'impôt de guerre, 2 millions 235.016 francs.

On connaît les difficultés de tout ordre auxquelles les industries ont eu à faire face : défaut de charbon, hausse des changes, difficultés et retards dans les transports, manque de matières premières, loi de huit heures, etc. Si les approvisionnements et la main-d'œuvre l'avaient permis, la production aurait pu atteindre des chiffres inconnus jusqu'à ce jour par suite des demandes reçues du monde entier en Decauville.

Étant donné la hausse prodigieuse des produits métallurgiques, la situation de trésorerie est un peu à l'étroit. Les disponibilités se montent à 694 556 francs en diminution de 844.071 francs en 1918.

Le conseil propose de répartir aux actions un dividende de 15 francs brut, et d'affecter 500.000 francs à la réserve spéciale et 500.000 francs à des provisions diverses.

L'assemblée, à l'unanimité, a approuvé cette répartition. Elle a réélu MM. Bruneau et Godfernaux, administrateurs sortants, ratifié la nomination provisoirement faite par le conseil de M. Charles Freynet en qualité d'administrateur, et désigné MM. Chassard et Gossé pour remplir les fonctions de commissaires.

Une assemblée extraordinaire s'est tenue à l'issue de l'assemblée ordinaire, le bureau restant composé comme indiqué plus haut.

Elle a donné au conseil tous pouvoirs pour porter le capital social de 5 à 15 millions de francs par l'émission de 100.000 actions nouvelles de 100 francs chacune, avec une prime de 50 francs, réservées aux anciens actionnaires dans la proportion de 2 actions nouvelles pour 1 ancienne. La souscription sera ouverte du 10 juillet au 2 août.

En terminant, M. le président déclare : « Je suis, messieurs, à votre disposition pour vous fournir toutes explications utiles, bien que la situation de la société, l'état général des choses industrielles à notre époque, justifient amplement l'augmentation du capital, telle que nous avons cru pouvoir vous la proposer et telle que nous avons l'espoir de la réaliser dans des conditions qui font honneur à la fois au crédit de notre société et à la modération des banquiers qui ont traité avec nous.

« Je vois en face de moi des figures connues depuis bien longtemps, et même des actionnaires qui étaient ici avant moi. Vous connaissez la valeur de notre maison, le crédit qu'elle a acquis, les services qu'elle a rendus et qui sont appréciés de tous. Nous pouvons maintenant faire un pas en avant avec la sécurité que nous donnent notre situation bien acquise, la connaissance de notre métier et une réputation dont, dans votre sphère, vous pouvez mesurer l'envergure. » (*Applaudissements*.)

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*L'Information financière, économique et politique*, 17 septembre 1920)

Une assemblée extraordinaire, tenue le 15 septembre sous la présidence de M. H.-E. Boyer, vice-président délégué, a ratifié les décisions prises par l'assemblée du 30 juin concernant l'augmentation du capital social de 5 à 15 millions de francs, par l'émission de 100.000 actions nouvelles de 100 francs, émises à 150 francs, réservées aux actionnaires actuels dans la proportion de 2 actions nouvelles pour 1 action ancienne.

Les votes relatifs aux modifications apportées aux articles 7, 8. 9, 12, 39, 44, 45 et 50 des statuts ont été également confirmés.

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*L'Information financière, économique et politique*, 30 septembre 1920)

La Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné procède en ce moment à l'augmentation de son capital social de 5 millions à 15 millions de francs.

Les 100.000 nouvelles actions, d'une valeur nominale de 100 francs, sont émises à 150 fr., payables en souscrivant. Elles seront assimilées aux actions anciennes et participeront aux bénéfices à partir du 1er janvier 1920.

Les actionnaires ont le droit de souscrire deux actions nouvelles pour une ancienne. La souscription sera ouverte .du 27 septembre au 18 octobre 1920 au :

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
20, rue Lafayette, à Paris

dans ses succursales et agences.

La notice légale a paru dans le *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 20 septembre 1920.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*La Journée industrielle*, 1er juillet 1921)

Les actionnaires de cette société se sont réunis hier au siège social, 66, rue de la Chaussée d'Antin, à Paris, sous la présidence du M. H.-E. Boyer.

Le rapport présenté par le conseil d'administration analysant les répercussions de la crise industrielle mondiale sur les affaires de la société rappelle qu'en raison de l'affluence des demandes, au cours du premier semestre de l'exercice écoulé, les délais de livraison étaient très grands, et la recherche des matières premières très active. À ce moment, on put constater que les importations allemandes en France s'accroissaient rapidement, d'une part grâce à la valeur dépréciée du mark et au bas prix du charbon en Allemagne, d'autre part en raison de ce que les usines d'outre-Rhin. restées intactes, étaient bondées d'approvisionnements.

Les mesures prises par les pouvoirs publics parèrent à cet état de choses. Mais la crise survenant à ce moment, les commandes de la clientèle s'arrêtèrent brusquement, alors que les matières premières, achetées au prix fort, arrivaient sans interruption.

Les ateliers de la société sont en état de faire face a une production très importante et, par cela même, la suspension des commandes aurait pu causer de graves dommages à la société. Toutefois, les usines ayant eu à consacrer une part importante de leur activité à la réparation et à la transformation du matériel, tant des grandes compagnies que des particuliers, le carnet de commandes courantes étant d'autre part bien garni, la société a pu continuer à travailler normalement, sans avoir besoin de licencier du personnel.

Le conseil, d'accord avec les constructeurs de petit matériel de chemins de fer, a formé le Comptoir du matériel pour les Travaux publics, les mines et l'industrie, qui fonctionne depuis le 1er octobre 1920 comme organe de vente commun.

Il a a pris, d'autre part, une participation dans la Société lorraine minière et métallurgique (anciennes usines Rœchling, de Thionville et Volklingen).

Le conseil espère obtenir, le moment venu, des commandes sérieuses pour l'exportation. Dès maintenant, il a envoyé dans les pays les plus intéressants des agents techniques dont il reçoit des rapports encourageants.

Les résultats de l'exercice écoulé, après déduction avant inventaire des changes financières et amortissements divers, se sont élevés à 2.908.966 fr.

L'assemblée, sur la proposition du conseil, a décidé de porter 500.000 fr. à la réserve spéciale, 500.000 fr. à diverses provisions. Elle a fixé le dividende à 10 fr. par action, payable à la date qui sera fixée ultérieurement par Je conseil.

L'assemblée a ensuite ratifié la nomination, provisoirement faite par le conseil, de MM H. de Wendel et J. Mercier, en qualité d'administrateurs. Elle a réélu MM. Baguenault de Puchesse, H.-E. Boyer, Gay, de Wendel et Witzig. administrateurs sortants.

[Chassard et Louis Gossé renommés commissaires aux comptes]

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 24 octobre 1921)

La crise a eu sur les affaires de la Société des Établissements Decauville aîné la même répercussion que sur celles des entreprises similaires.

Dans son rapport à l'assemblée du 30 juin, le conseil rappelle la période de prospérité qui suivit la conclusion de la Paix. On manquait encore de main-d'œuvre et les matières premières étaient rares ; aussi les entreprises industrielles n'acceptaient-elles que sous réserve de longs délais de livraison les commandes qui leur venaient de toutes parts et atteignaient un volume sans précédent.

Puis ce fut l'envahissement des marchés par les importations allemandes, favorisées notamment par les cours déjà faibles du mark. On prit d'énergiques mesures pour enrayer cette concurrence qui menaçait l'industrie française. Les importations allemandes cessèrent, mais la situation ne s'en trouva point améliorée. Les commandes tarirent au moment même où les industriels se trouvaient obligés de prendre livraison des approvisionnements qu'ils s'étaient efforcés de constituer.

Sur les invitations des pouvoirs publics, on s'était préparé à un travail intensif ; les installations avaient été développées, on avait accumulé des matières premières, et les sorties étaient nulles.

Pourtant, Decauville a pu faire face à la crise en consacrant une grande partie de l'activité de ses usines et de ses filiales à la réparation et à la transformation du matériel des grandes compagnies et des particuliers. Ces travaux, joints à l'exécution des commandes courantes et des commandes spéciales en dehors du petit matériel proprement dit, permirent à la Société de conserver intégralement son personnel.

Le conseil mentionne la constitution, par la Société et les entreprises similaires du « Comptoir du Matériel pour les Travaux publics, les Mines et l'Industrie ». Ce comptoir, constitué dans le but d'unifier les types de matériel, en vue de diminuer les prix de revient et de lutter ainsi plus facilement contre la concurrence étrangère, fonctionne depuis le 1er octobre 1920 comme organe de vente com mun. La société a pris en outre une participation dans la « Société Lorraine minière et métallurgique » où elle se trouve en contact avec des producteurs de matières nécessaires à son industrie»

Quant aux résultats de l'exercice, ils se comparent comme suit à ceux de 1919.

	1919	1920
CHARGES		
Service des obligations	171.150 00	166.630 00
Abonnement au timbre	12.257 60	13.923 51
Amortissements	983.356 96	375.993 66

Total	1.166.764 56	556.547 17
PROFITS		
Produits du siège, des usines et des succursales	3.374.066 29	3.275.486 33
Rappel des charges	1.166. 764 36	556.547 17
Bénéfices	2.297.301 73	2.718.939 16
Report antérieur	27.774 54	193.017 56
Solde disponible	2.235.076 27	2.908.956 72

Sur la proposition du conseil, les actionnaires ont décidé de fixer le dividende à 10 fr. par action au lieu de 15 fr. précédemment. Remarquons à ce sujet que cette répartition s'applique à un capital porté de 5 à 15 millions. Après affectation de 183.299 22 aux tantièmes, de 500.000 fr. à la réserve spéciale et d'une somme égale aux provisions diverses, il restait un solde de 89.710 55 qui a été reporté à nouveau.

Nous examinerons maintenant les quelques modifications survenues dans la situation financière, et qui ressortent de la comparaison ci-dessous des deux derniers bilans :

31 décembre	1919	1920
ACTIF		
Immob., matériels, outil., mobil.	4.821.536 95	6.152.570 00
Caisse et banque	694.556 49	2.488.996 30
Effets à recevoir	140.358 80	220.836 73
Portefeuille titres	1.727.535 46	2.506.674 46
Débiteurs	11.676.069 86	11.802.403 06
Placements p. impôts de guerre	808.700 00	1.040.321 89
Garantie pour opérations de crédit à l'étranger	800.000 00	—
Cautionnera, et avances	94.991 35	73.348 26
Impôt sur titres (à recouvrer)	70.170 15	124.970 12
Frais d'émission et prime de rembour. des obligations	1 00	1 00
Marchandises	26.287.788 69	34.500 623 00
Total	47.121.708 76	58.910.744 86
PASSIF		
Capital	5.000.000 00	15.000.000 00
Réserve légale	1.091.147 36	1.111.512 41
Réserve spéciale	2.500.000 00	7.000.000 00
Amortissements	3.000.000 00	3.000.000 00
Obligations amorties	1.154.000 00	1.269.500 00
Obligations	4.223.500 00	4.108.000 00

Provisions diverses	3.000.000 00	3.500.000 00
Créditeurs	18.547.628 17	17.385.858 36
Coupons à payer	177.533 36	275.974 32
Obligations à rembourser	113.000 00	121.500 00
Provision pour impôts de guerre	5.369.823 60	3.229.442 85
Opération de crédit à l'étranger	800.000 00	—
Profits et pertes	2.235.076 27	2.903.956 72
Total	47.121.708 76	58.918.744 86

L'accroissement des immobilisations et des marchandises s'explique par l'extension des usines et le développement des travaux exécutés. L'augmentation de la réserve spéciale provient en majeure partie de l'affectation à ce poste d'une somme de 4 millions, représentant la prime d'émission des actions nouvelles. Pour faire face à 17.783.332 88 d'exigibilités, la société possède un actif disponible et réalisable de plus de 18 millions, sans faire état de 34.500.623 fr. de marchandises.

MM. Baguenault de Puchesse, Boyer, Gay, de Wendel et Witzig, administrateurs sortants, ont été réélus et l'assemblée a ratifié la nomination de MM. H. de Wendel et J. Mercier en remplacement de MM. Bruneau et Saint-Germain, démissionnaires.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 15 novembre 1922)

La crise mondiale et la grave concurrence de l'Allemagne, favorisée par la dépréciation du mark, ont paralysé l'exploitation et apporté des difficultés considérables à l'exploitation des entreprises métallurgiques. La Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné, grâce à l'extension de son champ d'activité et aux disponibilités importantes que lui avaient laissé les précédentes répartitions, a pu traverser, sans trop de dommages, cette mauvaise période et les résultats qui ont été présentés lors de la dernière assemblée des actionnaires font ressortir pour l'exercice 1921, un bénéfice brut de 2.914.623 fr. 46 contre 3.275.486 fr. 33 en 1920.

Compte tenu du report antérieur, et déduction faite des charges financières et de 545.936 fr. 73 d'amortissements, le solde disponible s'établit à 2.573.820 fr. 38 au lieu de 2.908.956 fr. 72 précédemment. Il a été réparti sensiblement de la même manière pour les deux derniers exercices, le dividende fixé à 10 % absorbant 1.500.000, les affectations à la réserve légale et au conseil d'administration exigeant 242.695 fr. 90 en 1921 au lieu de 319.246 fr. 17 en 1920. Les bénéfices réservés s'élevaient l'an dernier à 1.089.710 fr. 55 (500.000 fr. à la réserve spéciale, 500.000 fr. aux provisions diverses 89.710 fr. 55 reportés à 1921) ; ils atteignent cette année 532.124 fr. 48 qui sont reportés à nouveau.

Le rapport du conseil d'administration indique que la Direction s'est appliquée à diminuer les stocks et y a réussi. Au cours de l'exercice, elle a acquis à Marquette-lez-Lille un terrain desservi par la voie fluviale et le chemin de fer. Cette acquisition a été faite en remploi des dommages de guerre de sa filiale, la Lilloise de Matériel de Chemins de fer ; le terrain que cette dernière possédait à Fives a été revendu à la Compagnie de Fives-Lille.

Enfin, les Établissements Decauville aîné ont achevé à Juvisy la construction d'atelier pour la fabrication de la Société des Excavateurs Normand et d'Haille.

Le bilan au 31 décembre 1921 fait ressortir un total d'immobilisations de 7.998.669 64 en augmentation de 1.846.099 64. représentant l'acquisition des terrains à Corbeil et Marquette-lez-Lille, les constructions de Juvisy, des machines-outils, etc. Les disponibilités atteignent 2.967.683 21, les effets à recevoir (actuellement encaissés) 2.334.453 77.

Le portefeuille-titres n'a pas varié, les débiteurs divers sont à 10.348.023 01, en diminution de 1 million 454.380 fr. 07.

Le stock de marchandises a fortement diminué ; il est revenu de 34.600.623 fr. à 23.030.607 24, cette moins-value, portant jusqu'à 8 millions, sur les matières premières.

Au passif, le capital et le fonds d'amortissement sont sans changements ; les réserves en augmentation des affectations de l'an dernier.

Les créditeurs divers à 10.887.853 fr. 08 sont en diminution de 6.398.005 fr. 48. Ils comprennent l'ancienne provision pour impôts de guerre devenue sans objet par suite du paiement de ces impôts. Elle a été appliquée à la dévalorisation des stocks.

L'assemblée a nommé M. André Baguenault de Puchesse fils administrateur, en remplacement de M. Gustave Baguenault de Puchesse père.

———————————

Établissements Decauville
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 26 juin 1923)

Les comptes de l'exercice 1922, publiés dans notre numéro du 12 juin, ont été approuvés par l'assemblée du 25 courant. Après avoir affecté 500.000 fr. à la réserve spéciale, l'assemblée a fixé le dividende à 10 fr. par action, payable le 15 juillet.

———————————

MATÉRIEL ROULANT

———————

Société nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 26 juin 1923)

L'assemblée ordinaire de cette société, au capital de 15 millions, a eu lieu hier, au siège social, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, sous la présidence de M. H.-E. Boyer, président du conseil d'administration. Les actionnaires ont approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1922, que nous avons analysés dans notre numéro du 12 juin. Rappelons que les bénéfices sont de 2.250.723 fr. 32, contre 2.184.109 fr. précédemment. En tenant compte du report de l'exercice 1921, s'élevant à 532.124 fr. 48, le solde disponible ressort à 2.782.847 fr. 80. Après affectation d'une somme de 500.000 fr. à la réserve spéciale, l'assemblée a fixé le dividende à 10 fr. brut, soit 10 fr. par action, ainsi que l'année dernière et reporté à nouveau le solde de 503.773 fr. 80.

Le rapport du conseil signale que la situation de l'industrie proprement dite de la société : voie et matériel Decauville, a continué d'être peu active, par suite de la diminution considérable des travaux d'entreprise de construction en général et des travaux des régions dévastées en particulier.

Une autre raison de la rareté des commandes en voie et matériel est qu'il y a encore des stocks de guerre en quantité considérable non liquidés. Ces stocks, en effet, comprennent non seulement ceux d'origine française, mais les parcs d'origine ennemie

et les produits américains et anglais qui ont continué d'arriver, même après la conclusion de l'armistice.

La société a acquis à Marquette-lez-Lille, au bord du canal, un terrain particulièrement bien placé. La viabilité est faite et l'embranchement le reliant au Chemin de fer du Nord terminé.

L'achèvement de cette usine, sinon la mise en route, est escompté pour l'an prochain. Elle est destinée, grâce à sa situation au point de vue des transports et des approvisionnements à travailler pour l'exportation, et sera munie des derniers perfectionnement en matière d'outillage et de procédés de manutention. Elle remplacera l'usine de Fives qui appartenait à la Société Lilloise, filiale de la société, dont cette dernières avait acquis les dommages de guerre.

L'usine de Moulins travaille à la réparation de wagons qui lui ont été confiés par le P.-L.-M. et donne satisfaction.

Les ateliers de Corbeil, tout en souffrant du manque de main-d'œuvre qu'on constate partout, terminent une commande de 34 voitures du Métro, et ont reçu, ces temps derniers, une nouvelle commande de 10 voitures pour le Nord-Sud, compagnie dont la société a été fournisseur dès l'origine.

———————————

BRUITS & NOUVELLES
(*L'Information financière, économique et politique*, 7 novembre 1923)

Établissements DECAUVILLE. — L'usine que la Société a mise en construction à Marquette-lez-Lille, sur un terrain qu'elle a acquis au bord du canal, et qui est en liaison avec les Chemins de fer du Nord, doit être terminée dans les débuts de l'an prochain. Grâce à sa situation au point de vue des transports et des approvisionnements, elle est destinée à travailler pour l'exportation.

———————————

Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine
(*Les Annales coloniales*, 7 février 1924)

Trésorier : M. Freynet, administrateur délégué de la Société nouvelle des Établissements Decauville aîné.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(*L'Information financière, économique et politique*, 25 juin 1924)

L'assemblée ordinaire a eu lieu ce matin 24 juin, sous la présidence de M. Boyer, président du conseil d'administration, assisté de MM. Mercier et Jacquier, en qualité de scrutateurs. Plus de 65.000 actions étaient représentées.

Les résultats de l'exercice 1923, amortissements déduits, se traduisent par un bénéfice net de 3.017.934 fr., dont la répartition ci-après a été décidée :

Dividende de 5 %: 760.000 fr , tantièmes : 176.416 fr. ; dividende supplémentaire de 6 % : 750.000 fr. ; au fonds général d'amortissement : 850.000 fr. ; report, à nouveau : 491.518 fr.

Le dividende brut, ainsi fixé à 10 %, sera mis en paiement sous déduction des impôts à partir du 15 juillet prochain.

MM. E. Cahen et H. Maréchal, administrateurs sortants, ont été réélus.

Dans son rapport, le conseil indique que l'activité sociale a porté principalement sur l'exécution des commandes pour les grandes compagnies de chemins de fer. Les difficultés de main-d'œuvre ont été surmontées grâce à l'appel de main-d'œuvre étrangère.

L'usine de Marquette-lez-Lille a commencé à fonctionner. Ses fabrications comportent la construction pour l'exportation de berlines de mines.

L'usine de Corbeil a continué avec succès la construction des pelles à vapeur, dont l'emploi se répand de plus en plus.

Nous sommes prêts, dit le rapport, à participer vigoureusement à la reprise des affaires, dès qu'elle se produira, dans chacune de nos usines.

———————————

Annuaire industriel, 1925 :

DECAUVILLE aîné (Soc. nouv. des Établ.), 66, r. de la Chaussée d'Antin, Paris, 9e. t. Gut. 19-30 et 67-29, Centr. 03-57 Ad. t. Decovilfer-Paris. Conseil d'administration : MM. Saint-Germain [député de Constantine], président ; [Hippolyte-Eugène] Boyer, vice-président ; Baguenault de Puchesse, Bruneau, [Émile] Cahen, Freynet, administrateur-directeur, [Alfred] Gay, [Raymond] Godfernaux, [Henri] Maréchal [pdt CGV], Witzig, Armand, directeur des usines ; Trimbach, secrétaire général. Commissaires : MM. Chassard [† 1921], Gossé.

Usines: Corbeil (Seine-et-Oise), Petite-Synthe (Nord), Moulins (Allier).

Matériel roulant pour chemins de fer et entreprises : locomotives à voie étroite, voitures à voyageurs, fourgons, voitures de tramways, wagons plates-formes, wagons à trémie, wagons citernes, locotracteurs à essence, wagonnets, berlines de mines, pelles à vapeur. Matériel de voie : rails, éclisses et boulons d'éclisses, coussinets et coins, voies à traverses métalliques, voies étroites, branchements, changements de voie, croisements. Matériel de gare : plaques tournantes, chariots tournants, transbordeurs, grues de chargement à bras. (20-228).

———————————

Illustration économique et financière, sp. Indochine, 1925 :

Comité du commerce de l'Indochine :

Trésorier : Freynet, adm. délégué Decauville.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

Assemblée générale ordinaire du 23 juin 1925

EXERCICE 1924

(*Les Assemblées générales*, 1925, p. 328 s)

Conseil d'administration : MM. H.-E. Boyer (off. LH), président ; Charles Freynet (chev. LH), administrateur-directeur ; comte A. Baguenault de Puchesse (chev. LH), Émile Cahen (off. LH), Alfred Gay (chev. LH), Raymond Godfernaux (off. LH), Henri Maréchal (chev. LH), J. Mercier, H. de Wendel (chev. LH), Augustin Witzig (chev. LH), administrateurs.

Commissaires : MM. Louis Gossé et Goldberger.

Siège social : à Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous vous avons convoqués pour vous faire connaître les résultats obtenus en 1924, et vous soumettre le bilan.

Notre rapport ne serait que la répétition du précédent si nous avions à vous exposer la situation de l'industrie de construction du matériel roulant.

Cependant, vous avez tous pu lire dans la grande presse les plaintes et les conséquences d'une situation exposée aux pouvoirs publics par nos organes corporatifs.

La situation a encore été aggravée par le fait que plusieurs milliers de wagons ont été demandés à l'Allemagne au titre de paiements en nature.

À l'Assemblée du 29 juin 1922, nous appelions votre attention sur ce fait à prévoir à la suite des accords de Wiesbaden.

Nous pensons avec tous nos collègues que la part contributive de l'Allemagne aurait dû être fournie par des matières premières, ou au moins par des produits ayant nécessité le minimum de main-d'œuvre.

Mais si un remède n'est pas apporté à l'état de choses actuel, que deviendront les usines spécialisées pour la construction des voitures et wagons ? Le chômage est à craindre avec toutes ses conséquences. L'une des premières est de tarir la source de nos impôts contributifs. Nous saisissons cette occasion pour donner ici le chiffre des impôts de toute nature payés par notre Société en 1924. Il s'est élevé à 1.023.583 fr.

Quoi qu'il en soit, grâce aux mesures prises depuis plusieurs années et approuvées par vous, nous pouvons vous présenter, par suite de la modification apportée à notre activité, une situation de nature à vous satisfaire et qui, nous l'espérons bien, sera continuée dans l'exercice en cours.

Comme nous vous le disions l'an dernier, notre usine de Marquette, près Lille, a été mise en marche et a débuté dans des conditions satisfaisantes. C'est là que nous avons concentré la plus grande partie de la construction du matériel Decauville proprement dit. Nous y avons, vous le savez, installé un atelier de galvanisation pour les berlines de mines. Ce travail, nouveau pour nous, est bien au point aujourd'hui et nous a attiré une clientèle de galvanisation qui nous permet d'utiliser cet atelier sur une plus grande échelle que pour nous-mème, et par conséquent d'améliorer, ses prix de revient.

Nous avons construit, en 1924, une série de locotracteurs pour les mines de la Sarre. Cette commande livrée a été suivie d'une seconde, ce qui vous montre, une fois de plus, et la qualité de nos fournitures et la valeur de notre personnel de tout rang.

Les résultats que nous vous soumettons sont tels que, sans nous départir des règles de prudente conduite en usage chez nous depuis si longtemps, nous avons cru pouvoir vous proposer une légère augmentation de notre dividende et un report à nouveau dont vous comprendrez toute l'importance, vu les circonstances actuelles.

Nous avions, sur l'invitation d'un groupe d'actionnaires, examiné l'opportunité d'une distribution de nos réserves, mais après nouvelle étude, il est apparu à votre conseil que les circonstances n'étaient pas favorables pour l'adoption d'une telle mesure. Nous y avons renoncé après avoir convoqué deux assemblées extraordinaires qui n'ont pas obtenu le quorum légal.

Les résultats de l'exercice, après déduction avant inventaire des charges financières et amortissements divers, se montent, y compris le report à nouveau, à fr. 3.259.773 24

que nous vous proposons de répartir de la façon suivante :

5 % de dividende : 750.000 00

Tantièmes : 201.825 45

7 % de dividende supplémentaire : 1.050.000 00

Au fonds général d'amortissement : 650.000 00

2.651.825 45

Report à nouveau 607.947 79

Les résolutions, conformes aux propositions du conseil d'administration, ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée à laquelle 68.450 actions étaient présentes ou représentées.

En conséquence, le dividende de 12 fr. brut par action (soit net 10 fr.56 au nominatif et 9 fr. 21 au porteur), est payable à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, à partir du 26 juin.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ

Assemblée générale ordinaire du 24 juin 1926

EXERCICE 1925

(*Les Assemblées générales*, 1926, p. 445 s)

Conseil d'administration : MM. H.-E. Boyer (off. LH), président ; Charles Freynet (chev. LH), administrateur-directeur ; comte A. Baguenault de Puchesse (chev. LH), Émile Cahen (off. LH), Alfred Gay (chev. LH), Raymond Godfernaux (off. LH), Henri Maréchal (chev. LH), J. Mercier, H. de Wendel (chev. LH), Augustin Wilzig (chev. LH), administrateurs.

Commissaires : MM. Louis Gossé et Goldberger.

Siège social : à Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

D'accord avec l'art. 35 des statuts, nous vous avons convoqués pour vous faire connaître les résultats obtenus par notre Société, en 1925, et vous soumettre le bilan.

Depuis plusieurs années déjà, nous vous avons loyalement exposé la situation de l'industrie du matériel de chemins de fer et, l'an dernier en particulier, nous appelions un remède à l'état de choses que nous constations avec vous. Il s'est aggravé depuis, malheureusement, et les résultats obtenus par la plupart de nos collègues montrent que le malaise est général. Il y a deux ordres de faits à signaler : tout d'abord, la disproportion énorme existant entre les moyens de production et les besoins des Compagnies. Elle conduit à accepter des prix de famine, en vue de la conservation de la main-d'œuvre spécialisée car, soutenues par l'espoir jusqu'ici irréalisé d'une amélioration future, les grandes Sociétés vivant de leurs réserves ne se décident pas, soit à fermer — quelques-unes ont dû le faire — soit à diminuer leur activité.

Un haut fonctionnaire caractérisait cet état d'esprit en disant que les sociétés de constructions de matériel de chemins de fer « achetaient du travail ». C'est, hélas, la vérité.

Le second point à signaler est dû à la gravité de la baisse du franc depuis l'an dernier.

Les grandes Compagnies donnent leurs commandes à prix ferme et payables lors de la livraison. Or, le délai de livraison, y compris les retards dus quelquefois aux modifications survenues dans les projets des Compagnies, peut atteindre un ou deux ans. Il en résulte que le minime bénéfice escompté se transforme en une perte absolue dont on mesure toute l'étendue en achetant les matières premières de réapprovisionnement.

Cet achat aujourd'hui nécessite soit un paiement comptant, ou à très bref délai, pour les marchandises livrables de suite ; soit un prix à échelle pour les produits mi-

transformés. Or, la clientèle de détail, en particulier pour notre spécialité, voie, wagonnets, plaques tournantes, préfère ne pas commander, ou recherche du matériel usagé plutôt que d'accepter une telle façon de faire.

C'est vous dire, Messieurs, les efforts apportés et les difficultés surmontées dans l'exercice objet de ce rapport, pour que nous ayons pu vous soumettre des résultats que nous considérons comme encourageants.

Mais ces résultats, quel emploi devons-nous leur donner ? Jusqu'ici, vous avez suivi les indications du conseil dans la voie prudente et sage où s'est engagée la Société depuis 1909. Nous espérons qu'il en sera encore de même aujourd'hui. En effet, à cause de la baisse du franc, un million de mêmes marchandises est loin de représenter le même poids en 1925 qu'en 1924. D'où nécessité de disposer de fonds de roulement plus puissants en francs. On peut évidemment s'adresser aux banquiers. Mais vous savez tous, d'une part, combien les crédits se sont resserrés, et, de l'autre, quel est le taux de l'argent actuellement. Il dépasse de beaucoup le bénéfice net moyen que nous pouvons faire sur le chiffre d'affaires, surtout quand on tient compte des impôts formidables auxquels l'industrie doit faire face, et des répercussions économiques de la loi de 8 heures.

Le chiffre des impôts de toute nature que nous avons dû payer au cours de l'exercice s'est élevé à 1.641.357,34, y compris 347.793,60 pour les impôts rétroactifs de la loi du 4 décembre 1925.

Toutes ces considérations nous auraient peut-être conduits à vous demander de supprimer tout dividende. Mais étant donné le développement de nos autres branches d'activité, avons-nous cru devoir vous proposer le paiement de l'intérêt statutaire et d'inscrire le solde du bénéfice 1925 à un report à nouveau restant à la disposition des actionnaires.

Pour nous comme pour tous, il y a lieu de souhaiter dans le plus bref délai possible la fixation du franc. Les variations actuelles sont causes d'un dommage considérable.

Quoi qu'il en soit, grâce à nos ressources accumulées, à la diversité de notre production, nous croyons bien, avec votre indispensable concours, traverser la période difficile que chacun redoute. Nous espérons qu'elle sera de courte durée pour reprendre ensuite, avec l'essor des destinées du Pays, la marche ascendante que Decauville suivait depuis longtemps.

Les résultats de l'exercice, après déduction avant inventaire des charges financières et amortissements divers, montent, y compris le report à nouveau, à Fr. 3.080.519,03, que nous vous proposons de répartir de la façon suivante :

5 % de dividende 750.000 00
Report à nouveau 2.330.519 03

Les mandats de MM. Ch. Freynet, R. Godfernaux et J. Mercier sont arrivés à expiration : nous vous proposons leur réélection.

Vous aurez aussi à nommer vos commissaires aux comptes pour le prochain exercice, et à fixer leur rémunération.

Enfin, nous vous demandons, conformément à la loi du 24 juillet 1867, les autorisations exigées par l'art. 40 relativement aux affaires que les Administrateurs en fonctions pourraient avoir à traiter avec la Société.

Les résolutions, conformes aux propositions du conseil d'administration, ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée à laquelle 65.718 actions étaient présentes ou représentées.

En conséquence, le dividende de 5 fr. brut par action (soit net 3 fr. 74, au nominatif et 1 fr. 09, au porteur), a été mis en paiement à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, à partir du 1er juillet.

———————————————

Société nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 15 juin 1927)

L'assemblée ordinaire tenue hier a approuvé les comptes de l'exercice 1926 dont les bénéfices ont atteint 3.065.522 fr. 43. Avec le report de l'exercice antérieur le compte de profits et pertes ressort à 5.386.041 fr. 46. Le dividende a été fixé à 10 fr. brut par action. MM. Baguenault de Puchesse, Boyer, Gay, de Wendel, Witzig ont été réélus administrateurs.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE
DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
Assemblée générale ordinaire du 2 juin 1928
EXERCICE 1927
(*Les Assemblées générales*, 1928, p. 871 s)

Conseil d'administration : MM. H.-E. Boyer (off. LH), président ; Charles Freynet (chev. LH), administrateur-directeur ; comte A. Baguenault de Puchesse (chev. LH), Émile Cahen (off. LH), Alfred Gay (chev. LH), Raymond Godfernaux (off. LH), Henri Maréchal (chev. LH), J. Mercier (chev. LH), H. de Wendel (chev. LH), Augustin Wilzig (chev. LH), administrateurs.

Commissaires : MM. Louis Gossé et Goldberger.

Siège social : à Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous vous avons convoqués pour vous communiquer les résultats obtenus en 1927, et vous soumettre le bilan.

Nous espérons que, vu surtout les circonstances générales de notre industrie, les résultats obtenus vous satisferont. Notre vigilance n'a pas été prise au dépourvu par la nouvelle orientation de nos affaires, et vous vous associerez certainement à nos remerciements pour notre Direction, nos Services techniques et commerciaux.

Nous avons maintenu l'activité de nos usines, mais en la consacrant, pour une très large part, à des travaux restant éloignés des fabrications qui devraient constituer la base principale de notre activité.

Les Travaux publics font toujours défaut. Ceux qui sont exécutés, tant en France que dans les Colonies et Protectorats, le sont au moyen des prestations en nature. Ces dernières constituent une menace on ne peut plus grave pour notre industrie. Si l'on peut dire de certains de ces travaux qu'ils ne seraient pas réalisés sans les prestations en nature, et que par conséquent l'industrie nationale ne doit pas souffrir de ces fournitures exceptionnelles, cela, ne peut être vrai que de certaines fournitures et de certaines industries. « Les matériaux » ne seront consommés qu'une fois, mais parmi les matériels il en est qui ne disparaîtront pas avec la fin des travaux pour lesquels ils auront été amenés. Les produits de notre industrie sont dans ce cas. Ils constitueront encore longtemps du matériel d'occasion, et seront une source de commandes à l'étranger de pièces de rechange.

Dès 1921 et les entretiens de Wiesbaden, nous avons été des premiers à prévoir les conséquences des réparations en nature sur la marche de notre industrie, et leur

incidence sur vos intérêts dont nous avons la garde. C'est pourquoi nous avons cru devoir appeler l'attention des Pouvoirs publics, et en particulier celle du Président du Conseil, sur les périls graves qui menaçaient l'industrie en général, et la nôtre en particulier. Afin de conserver, même partiellement, notre activité, il est de toute nécessité d'obtenir un prorata de commandes en faveur des industries lésées. Nous ne doutons pas que l'homme qui a su redresser la situation financière du pays ne fasse prendre les mesures justes et favorables aux sources même de la prospérité française.

Nous avons donc passé d'importants contrats d'entretien avec quelques grandes Compagnies de Chemins de fer, en vue surtout de ne pas être amenés à des diminutions importantes de personnel, et d'un autre côté, nos efforts se sont portés sur les marchés-d'exportation.

Grâce à ces mesures, grâce à l'amélioration de notre outillage, les résultats obtenus ont permis au Conseil de vous proposer de porter le dividende de 10 à 12 francs.

C'est à votre longue prudence que vous devez une telle situation et nous vous demanderons de continuer encore cette attitude, pour les raisons suivantes :

Pendant la longue période d'instabilité de la monnaie, les amortissements, pratiqués selon les bases usuelles, n'ont pu tenir suffisamment compte de la valeur de remplacement des objets, variable elle-même, d'ailleurs, avec les variations de la monnaie.

D'autre part, la stabilisation légale, quand elle sera réalisée, pourra entraîner une réforme des bilans. Il nous a paru sage de vous proposer, en vue de parer aux insuffisances éventuelles des amortissements, de porter une somme de 3.000.000 au compte fonds général d'amortissement, dont les deux tiers, du reste, proviennent de notre report à nouveau.

Ceci exposé, les résultats de l'exercice, après déduction avant inventaire des charges financières et amortissements usuels, et y compris le report à nouveau de Fr. 1.983.231 81

s'élèvent à Fr. 5.554.195 90

que nous vous proposons de répartir de la façon suivante :

5 % de dividende : 750.000 00

Tantièmes au conseil : 282.096 40

7 % de dividende supplémentaire : 1.050.000 00

2.082.096 40

Reste 3.472.099 50

sur lesquels nous vous proposons de prélever les 3.000.000 000

pour le fonds d'amortissement.

Reste pour le report à nouveau 472.099 50

Les résolutions, conformes aux propositions du conseil d'administration, ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée à laquelle 65.348 actions étaient présentes ou représentées.

En conséquence, le dividende de 12 fr. brut par action (soit net. 9 fr. 84 au nominatif et 8 fr. 98 au porteur) a été mis en paiement à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, à partir du 15 juin.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*Le Journal des débats*, 6 février 1930)

Les résultats de l'exercice 1929 étant du même ordre que ceux de l'exercice précédent, pour lequel le bénéfice net ressortait à près de 4 millions, on envisage que le dividende pourrait être maintenu à son chiffre antérieur, soit 15 francs par action.

———————————

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE Aîné
(*Le Temps*, 4 août 1930)

L'assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 3 juin sous la présidence de M. H.-E. Boyer. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1929 qui ont fait apparaître un bénéfice de 5.057.219 francs. Compte tenu du report de l'exercice précédent, soit 843.019 francs, le solde créditeur atteint 5.900.238 francs. Défalcation faite des charges financières et après 1.042.962 francs d'amortissements, le bénéfice distribuable ressort à 4.707.524 francs.

Le dividende a été fixé à 15 francs brut par action.

Une somme de 1.500.000 francs a été consacrée aux amortissements et il a été reporté à nouveau 646.074 francs.

Le conseil, dans son rapport, envisage l'avenir sous un jour favorable en dépit des nouvelles charges imposées par les assurances sociales :

« Notre activité, dit-il, a continué de se développer dans le sens que nous vous indiquions l'an dernier. Nous devons cependant signaler que l'influence des prestations en nature a enfin considérablement diminué. (Le conseil se plaignait amèrement l'année dernière de l' « action néfaste », pour l'industrie nationale, des prestations en nature qui donnaient un appui considérable à l'industrie allemande).

» Nos relations avec les grandes compagnies de chemins de fer se sont encore développées, et nous avons passé de nouveaux contrats tout en renouvelant ceux qui arrivaient à expiration.

C'est là une source de stabilité très importante pour le travail de la société et vous. vous en féliciterez comme nous.

Nous avons pu contracter ces nouveaux engagements sans préjudice pour nos fabrications de matériel d'entreprise. Mais pour faire face aux uns et aux autres, nous avons dû mettre au point un programme important de constructions et d'installations neuves, soit dans nos propres usines, soit dans celles de nos filiales.

» Ces constructions sont terminées à l'heure actuelle, servis que nous avons été par cette circonstance favorable d'un hiver peu rigoureux.

Vous constaterez par les comptes qui vous sont soumis que les dépenses inhérentes à ces constructions ont été faites par nos propres moyens.

» Notre usine de Florange (Moselle), la dernière créée, est en pleine activité. Indépendamment des fabrications de voies, pour lesquelles nous avons voulu être à la source du métal, nous y entreprenons la construction de maisons métalliques.

» La question des maisons métalliques est, vous le savez, à l'ordre du jour, étant donné la crise des logements, surtout pour les budgets modestes.

Nous avons été amenés à faire étudier de près les types qui ont déjà paru, et c'est à la suite de cet examen que nous avons décidé d'entrer en relations avec M. Fillod, créateur de la maison qui nous a semblé le mieux adaptée aux besoins actuels, tant par sa conception générale que par ses facilités extraordinaires de montage rapide.

» Nous avons, en étroite liaison avec les Établissements de Wendel, pris une participation dans la Société de constructions métalliques Fillod, et conclu des accords avec cette société pour la fabrication de ses maisons dans notre usine de Florange qui, ainsi que vous le savez, est embranchée sur le réseau particulier de la maison de Wendel.

» Nous avons aussi continué nos efforts sur le marché d'exportation, en dépit des difficultés que nous avons à comprimer les prix de revient, par suite de la charge des impôts, qui est trop lourde. Nous ne saurions faire de pronostics sur l'avenir de ce marché, qui était, à la fin de l'exercice que nous considérons, au seuil d'une crise générale. Elle n'a fait que s'accentuer, et le chômage dans les principaux pays producteurs en marque la gravité.

» Nous abordons donc l'ère nouvelle, qui va commencer le 1er juillet, avec l'application de la lourde charge des assurances sociales, dans des conditions qui nous permettent â'espérer que nous pourrons surmonter les difficultés qu'un prix de revient encore accru ne manquera pas de susciter tant sur le marché intérieur que sur celui d'exportation. »

Voici, d'autre part, le bilan au 31 décembre 1929

ACTIF	
Immeubles, matériel, outillage et mobilier	15.569.592 86
Espèces en banque	6.045.643 32
Espèces en caisse	591.046 99
Effets à recevoir	1 074. 074 86
Portefeuille titres	3.045.645 30
Comptes débiteurs	13.913.417 43
Cautionnements et avances	306.062 13
Impôts sur titres (à recouvrer)	425.324 57
Matières premières ; matériel en cours de construction ; matériel construit	22.226.226 53
Total	6.197.033 98
PASSIF	
Capital actions	15.000.000 00
Réserve légale	1.500.000 00
Réserve spéciale	8.000.000 00
Fonds général d'amortissement	9.000.000 00
Provisions diverses	5.000.000 00
Obligations amorties	2.539.000 00
Obligations	2.838.500 00
Comptes créditeurs	14.3S5.346 61
Coupons à payer	149.163 66
Obligations à rembourser	77 500 00
Profits et pertes (déduction faite de 1.042,861 fr. 97 d'amortissements)	4.707.523 71
Total	63.197.033 98

Ce bilan, ainsi qu'il est aisé de s'en rendre compte, traduit une situation financière très saine.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 23 juin 1931)

L'assemblée ordinaire du 19 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1930, se soldant par un bénéfice net de 4.795.666 francs. Le dividende a été fixé à 17 francs, paiement le 25 juillet.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*L'Information financière, économique et politique*, 23 juin 1931)

La Société nouvelle des Établissements Decauville aîné, qui a connu dans le passé quelques déboires, est entrée en 1909 dans une période de prospérité dont elle n'est plus sortie et qui s'est consolidée grâce à une gestion financière particulièrement prévoyante. En 1909, le capital, à la suite d'une réduction suivie d'augmentation, était de 4 millions de francs, soit 40.000 actions de 100 fr. : il fut élevé en 1910 à 5 millions, et en 1920, à son chiffre actuel de 15 millions par une émission au prix de 150 fr. Il existe aujourd'hui 150.000 actions de 100 fr. toutes semblables, sans parts de fondateur. La dette obligataire n'est plus, d'autre part, que de 2.667.500 fr. en obligations 4 % qui ne coûtent ainsi que fort peu de chose. Il ne semble pas que la Société ait à prévoir l'appel de nouvelles ressources : sa trésorerie est au large, et les prélèvements annuels sur les bénéfices dépassent largement les investissements.

Les Établissements Decauville, après avoir essayé plusieurs fabrications qui lui donnèrent des déboires, notamment celle des automobiles, sont revenus à l'industrie qui les a fait connaître, le matériel de chemins de chemins de fer à voie étroite et le matériel de travaux publics. La Compagnie fabrique ainsi le matériel qui porte son nom. fixe ou roulant, appareils de voies, locomotives, wagons, bennes, voitures ; le matériel d'usines et de travaux publics ; le matériel roulant à voie normale, notamment les voitures pour Métropolitain et tramways ; elle répare les wagons et voitures de chemins de fer ; enfin, elle s'est lancée récemment dans la construction des maisons métalliques et a construit, pour ce faire, l'usine de Florange. Une filiale de matériel à voie étroite fonctionne en Italie, et une filiale a été créée en France pour la nouvelle fabrication de maisons métalliques, la Société de Constructions Métalliques Fillod. Une autre filiale française, la Lilloise, exploite des ateliers de réparations à Aulnay pour le matériel roulant du Nord. Les usines de la Compagnie sont situées à Moulins, à Lille et à Florange (Moselle).Leur activité est restée très grande durant tout l'exercice 1930 en raison de l'abondance des commandes de chemins de fer. Il est possible qu'il y ait de ce côté un certain ralentissement par suite du déficit d'exploitation des Compagnies, mais le Métro va beaucoup s'étendre, par contre. En ce qui concerne l'exportation, non seulement la demande a diminué, mais encore, en raison des prix de revient relativement élevés, la lutte contre les concurrents étrangers devient difficile. Decauville conserve toutefois l'avantage d'un grand renom et d'un bon outillage. Les résultats obtenus par la Compagnie ont été les suivants depuis 1920 :

Exercices	Bénéfices	Dividendes totaux	Divid. p. act.

1920	3.275.000	1.500.000	10
1921	2.915.000	1.500.000	10
1922	2.984.000	1.500.000	10
1923	3.229.000	1.500..000	10
1924	3.455.000	1.800.000	12
1925	2.473.000	750.000	5
1926	3.056.000	1. 500.000	10
1927	3.571.000	1.800.000	12
1923	3.940.000	2.250.000	15
1929	3.864.000	2.250.000	15
1930	4.796.000	2.550.000	17

Les bénéfices ci-dessus, portés aux bilans, sont établis après une première série d'amortissements appliqués directement en déduction des immobilisations. Les amortissements ainsi pratiqués par débit du compte de profits et pertes ont été depuis 1926 de : 921.800 fr.. 953.354 fr., 987,875 fr., 1.042.962 fr et 2 millions 847.921 fr. D'abord au taux de 7 % environ jusqu'en 1929 inclus, ces amortissements ont dépassé l'an dernier 17 % du total immobilisé ; c'est qu'en effet, la Société a profité des brillants résultats de l'année pour amortir rapidement la nouvelle usine de Florange. Celle-ci a entraîné des investissements assez importants, et les immobilisations ont grossi en 1930 de 3.420.215 fr. dont 572.294 fr. apparents seulement au bilan puisque 2.847.921 fr. ont été amortis par profits et pertes. Si l'on tient compte de cette dernière somme, on voit que les produits nets de l'exploitation se sont élevés l'an dernier à 7.643.587 fr., dépassant de beaucoup tous les résultats antérieurs et représentant 50 % du capital social. De ces bénéfices, la société ne distribue que 3 millions environ en dividendes et tantièmes, conservant par devers elle 4.643.000 fr. Cette somme est supérieure de plus de 1.200.000 fr. aux investissements de l'année, particulièrement élevés en raison de la construction de la nouvelle usine de Florange. Nous avons expliqué avec quelque détail le mécanisme financier de la Société pour montrer avec quel esprit de prévoyance elle était conduite. En fait, aucun appel de fonds n'a eu lieu depuis 1920, alors que la capacité de production a été accrue, et surtout que les stocks et les débiteurs se sont grossis de toute la dépréciation du franc. En ne distribuant pour 1930 qu'un dividende de 17 fr., le conseil a encore été très prudent ; il est vrai de dire que la crise actuelle ne permet pas d'affirmer que les bénéfices au très haut niveau de l'an

Le bilan de Decauville de 31 décembre 1930 :

ACTIF	
Immobilisations	16.142.887
Marchandises	24.786.787
Portefeuille-titres	2.224.331
Débiteurs divers	20.463.373
Caisses et banques	5.469.593

Total	69.086.971
PASSIF	
Capital	15.000.000
Obligations	2.667.500
Réserves diverses	27.710.000
Créditeurs divers	18.267.731
Report antérieur	646.074
Bénéfices de l'exercice	4.795.666
Total	69.086.971

Les usines, inscrites pour 16 millions, ont déjà subi des amortissements considérables comme nous l'avons vu. En raison de l'industrie exploitée, ces usines couvrent des terrains étendus, acquis depuis longtemps dans certains cas, et l'évaluation totale du bilan n'est sans doute pas supérieure, au contraire, à ce que donnerait l'aliénation du domaine immobilier. En regard de ces 16 millions immobilisés, la Société aligne d'ailleurs 27.7 millions de réserves diverses, ainsi représentées, en fait, par le fonds de roulement.

L'actif réalisable du 53 millions s'oppose à un passif envers les tiers de 21 millions, obligations comprises. Le fonds de roulement net atteint donc 32 millions ou plus du double du capital social.

La trésorerie paraît bien assurée par 5.400.000 francs d'encaisse, une partie appréciable des créditeurs divers correspondant à des avances sur travaux non exigibles.

L'action Decauville cotait, le 15 juin, 302 fr. avec son dividende de 1930 encore attaché. Elle fournit sur cette base un revenu net de 4,70 % d'autant plus satisfaisant que la Société est de celles qui traverseront le plus aisément la crise et que leurs garanties intrinsèques sont de premier ordre. Nous avons vu en effet que le seul actif réalisable net représentait plus de 200 fr. par action.

———————————

SOCIÉTÉ LORRAINE MINIERE ET METALLURGIQUE
(*L'Information financière, économique et politique*, 10 décembre 1931)

En cours d'exercice également, la Société des Établissements Decauville Aîné nous a remis sa démission d'administrateur.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal des débats*, 7 juin 1932)

L'exercice 1931 accuse un bénéfice de 4 millions 544.836 francs, contre 475.666 fr. en 1930. Le conseil proposera de ramener le dividende de 17 à 15 francs.

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 21 juin 1932)

Les actionnaires réunis hier en assemblée ordinaire sous la présidence de M. H.-E. Boyer, président du conseil d'administration, ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre dernier qui font ressortir un bénéfice net (après déduction des charges financières et de 1.265.576 fr. d'amortissements), de 4 millions 544.836 fr.. auquel s'ajoute le report de 1930, soit 987J173 francs.

Le dividende a été fixé à 15 %. Il sera mis en paiement le 15 juillet, à raison de : net, 12 fr. 60 au nominatif et 11 francs 80 au porteur.

Une somme de 1.500.000 fr. a été portée au fond» général d'amortissements et le solde de 1.402.526 fr. a été reporté à nouveau.

L'assemblée a donné à la succession de M. Mercier, administrateur décédé, *quitus* de sa gestion et elle a renouvelé pour six ans les mandats d'administrateurs de MM. A. de Noailles, Ch. Freynet et R. Godfernaux.

———————————

ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE

(*L'Information financière, économique et politique*, 10 novembre 1932)

Cette entreprise, déjà ancienne, a été, en ces dernières années, l'objet d'une gestion extrêmement sévère qui l'a placée dans une situation financière enviable. Ses amortissements sont achevés et ses réserves égalent le montant du capital social. Aussi les dividendes futurs ne manquent-ils pas d'élasticité, une fois traversée la crise dont la société ne souffre d'ailleurs pas très sensiblement.

ORIGINES — CAPITAL

La Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné, a été constituée en 1894 pour reprendre la suite des Établissements Decauville, en liquidation.

Le capital initial de 7.050.000 fr. en 70.500 actions de 500 francs, dont 70.000 d'apports, a fait l'objet de plusieurs modifications. notamment de deux réductions, en 1903 et en 1909. Après cette dernière opération, le capital était de 4 millions en 40.000 actions de 100 francs. Il a été porté en 1910 à 5 millions par une émission à 115 francs, et en 1920 à 15 millions par rémission de 100.000 actions à 150 fr. Il y a donc en circulation 150.000 actions ayant les mêmes droits.

En 1897, il a été émis 10.755 obligations de 500 francs 4 %, remboursables de 1898 à 1942, et dont il reste à rembourser pour 2.490.000 francs.

EXPLOITATIONS — USINES

Les Établissements Decauville se sont livrés, au cours de leur existence, à diverses fabrications dont toutes n'ont pas eu, dans le passé, le même succès, La base de leur prospérité a été la construction du matériel de chemins de fer à voie étroite qui porte leur nom. Ce matériel reste très employé, aussi bien pour les transports en commun que pour les travaux publics et les services d'usines. La Société fabrique les appareils de voie, aiguillages, plaques tournantes, etc., aussi bien que le matériel roulant, locomotives, wagons, bennes, etc. Elle s'si orientée récemment vers la construction des tracteurs à moteurs remplaçant la locomotive à vapeur. La construction du matériel dit Decauville reste l'une des principales occupations de l'entreprise.

Une deuxième branche d'activité consiste dans la fabrication des wagons et voitures de voyageurs à voie normale, notamment pour le Métropolitain. La Société entretient d'excellentes relations avec les grands réseaux, dont les commandes ne sc sont sans doute ralenties que d'une manière passagère.

Troisième branche d'activité : le matériel de travaux publics. En dehors des voles et wagons Decauville, la Société fabrique les pelles à vapeur, les appareils de levage, etc. Elle y trouve d'intéressants débouchés.

Les usines principales sont situées à Corbeil — matériel Decauville, matériel de travaux publics, voitures de Métropolitain. Les ateliers de Moulins sont occupés à la construction et à la réparation du matériel roulant à voie normale. À Aulnay (Nord) sont construits le matériel de voie étroite, les wagonnets, les plaques tournantes, les locotracteurs, les berlines de charbonnages, et sont réparés les voitures et wagons de la Compagnie du Nord.

Enfin, à la suite d'accord avec la firme de Wendel, dont les relations avec les Établissements Decauville sont étroites, une usine a été installée à Florange (Moselle), notamment en vue de la construction des maisons métalliques.

Les Établissements Decauville sont intéressés à diverses entreprises subsidiaires : la Société des Excavateurs Normand et d'Haille. qui construit, dans son usine de Juvisy, des appareils spéciaux de travaux publics ; la Société de Constructions Métalliques Fillod, pour les maisons métalliques : les Chantiers Tyrrhéniens, de Gênes, filiale Italienne spécialisée au matériel Decauville.

La diversité des fabrications confère une certaine stabilité aux résultats obtenus par les Établissements Decauville. Les nouvelles fabrications, autorails, appareils de voie, ont compensé, dans une certaine mesure, la diminution marquée des ventes à l'étranger, la reprise de celles-ci étant d'ailleurs probable dans un avenir plus ou moins proche. Somme toute, la société ne paraît pas avoir beaucoup souffert de la crise. S'ils sont inférieurs à ceux de 1930, les bénéfices de 1931 ont été beaucoup plus élevés que tous les précédents.

RESULTATS OBTENUS

Voici comment se présentent les résultats obtenus par la Société des Établissements Decauville depuis douze ans :

Exercices	Bénéfices	Dividendes totaux	Dividendes par action
1920	3.275.000	1.500.000	10
1921	2.915.000	1.500.000	10
1922	2.984.000	1.500.000	10
1923	3.229.000	1.500.000	10
1924	3.455.000	1.800.000	12
1925	2.473.000	750.000	5
1926	3.056.000	1.500.000	10
1927	3.571.000	1.800.000	12
1928	2.940.000	2.250.000	15
1929	3.864.000	2.250.000	15
1930	4.796.000	2.550.000	17
1931	4.545.000	2.250.000	15

Ces résultats présentent, dans l'ensemble, une grande stabilité, et l'on remarquera que les bénéfices les plus élevés ont été réalisés pendant les années de crise 1930 et 1931. Tels qu'ils sont annoncés, les bénéfices ont déjà supporté le prélèvement d'amortissements directement affectés aux comptes de l'actif immobilisé. Ces amortissements passés par profits et pertes ont été de l'ordre d'un million de francs de 1927 à 1929 inclus. Ils ont atteint 2.848000 fr. en 1920 et 1.266.000 fr. en 1931. À ce dernier niveau, ils représentent 8 % du montant immobilisé au bilan, ce qui est un taux suffisant.

Les bénéfices accusés ne sont d'ailleurs pas intégralement répartis en dividendes et pantières. Si la réserve légale est à son plein, le Conseil continue de doter le Fonds général d'amortissement qui a reçu encore 1.500.000 fr. sur les bénéfices de 1931, ainsi que le report à nouveau, porté de 987.000 fr. à 1.403.000 fr. en dernier lieu. En définitive, la gestion financière des deux derniers exercices s'analyse ainsi :

	1930	1931
Bénéfices réels	7.644.000	5.811.000
Amortiss, avant bilan	2.848.000	1.266.000
Amortiss. par répartit.	1.500.000	1.500.000
Amortiss. totaux	4.348.000	2.766.000
Reporté a nouveau...	541.000	416.000
Distribué	2.955.000	2.629.000

L'importance des dotations de prévoyance est donc très grande et, compte tenu de la dotation de 1931, les immobilisations sont aujourd'hui intégralement amorties. Les dividendes futurs possèdent, de ce chef, une indéniable élasticité.

SITUATION FINANCIERE

Le bilan au 31 décembre 1931 se présentait de la façon suivante :

ACTIF	
Immobilisations	15.870.814
Portefeuille-titres	1.692.681
Marchandises et travaux en cours	35.646.363
Débiteurs divers	12.368.356
Caisses, banques, effets	7.483.463
	73.061.677
PASSIF	
Capital	15.000.000
Comptes de prévoyance	29.387.500
Obligations	2.490.000
Créditeurs divers	20.652.167

Profits et pertes	5.532.010
	73.061.677

Les usines ont déjà fait l'objet de dépréciations directes avant bilan, comme nous l'avons expliqué. Leur estimation de 15.870.000 fr. est donc très loin de représenter leur valeur d'origine, et, étant donné l'importance des terrains, ces seuls terrains, ayant pris de la plus-value depuis l'origine de l'affaire, justifieraient une estimation élevée. Bien que déjà raisonnable en elle-même, l'estimation des usines à 15.870.000 fr. trouve, au passif, une contrepartie dans les fonds de prévoyance.

Ceux-ci, en particulier, contiennent : les obligations amorties pour 2.887.000 fr. et un fonds général d'amortissement alimenté par répartition des bénéfices, déjà de 12 millions avant l'attribution de 1931, soit 1.500.000 francs.

Ainsi, les usines se trouvent intégralement amorties, et il reste 14 millions 1/2 de réserves ayant leur représentation réelle dans l'actif réalisable : cela pour un capital de 15 millions. C'est une situation particulièrement solide."'

Le fonds de roulement atteint 58 millions. dépassant de 33 millions le passif envers les tiers. Nous reviendrons sur ce chiffre. quant à la trésorerie, elle était bien assurée, au 31 décembre 1931, par un ensemble de disponibilités de 7 millions 1/2. À cette date, cependant, il y avait un gonflement anormal des marchandises. d'une part, et des créditeurs, d'autre part. En vue de l'exécution de la commande d'un grand réseau, la société avait acquis, en effet, pour 17 millions d'approvisionnements divers. Depuis la clôture de l'exercice, tout est rentré dans l'ordre, et l'on peut s'attendre à une déflation importante des fonds de roulement au prochain bilan.

CONCLUSIONS

Nous venons de dire que l'actif réalisable net de toutes dettes atteignait 33 millions ; il représente donc 220 fr. par action, en dehors de toute valeur attribuée aux terrains, usines et fonds de commerce. C'est là une garantie solide pour les actions qui cotent seulement 225 francs. À ce prix, elles fournissent, sur la base du dividende de 15 francs, payé net à raison de 11 fr. 80. un revenu net de 5 1/4 %. La société, peu touchée par la crise et très bien conduite financièrement. parait pouvoir maintenir cette répartition, qui reste susceptible d'amélioration lors de la reprise économique.

———————

Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 23 mai 1933)

Les actionnaires, réunis hier en assemblée ordinaire, sous la présidence de M. Boyer, président du conseil d'administration, ont approuvé les comptes de l'exercice 1932 faisant ressortir un bénéfice net de 4.012.943 fr. 90 auquel vient s'ajouter le report bénéficiaire antérieur de 1.402.526 fr. 16.

Le dividende a été fixé à 15 %. Il sera mis en paiement, à partir du 25 mai, à raison de : net, 12 fr. 60 par action nominative et 11 fr. 89 par action au porteur.

Une somme de 1 million a été portée au fonds génerai d'amortissements et il a été reporté à nouveau 1.830.175 fr. 67.

L'assemblée a renouvelé les pouvoirs de MM. Baguenault de Puchesse, Boyer, Gay, H. de Wendel et Witzig, administrateurs sortants.

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné

(*L'Information financière, économique et politique*, 23 mai 1933)

Les actionnaires, réunis le 22 mai en assemblée ordinaire, sous la présidence de M. Boyer, président du conseil d'administration, ont approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1932, faisant, ressortir un bénéfice net de 4.012.943 fr. 90. auquel vient s'ajouter le report bénéficiaire antérieur de 1.402.526 fr. 16.

Le dividende a été fixé à 15 %. Il sera mis en paiement, à partir du 25 mai à raison de net 12 fr. dû par action nominative et 11 fr. 80 par action au porteur (coupon nº 29).

Une somme de 1 million a été portée au fonds général d'amortissements et il a été reporté à nouveau 1.839.175 fr. 67.

L'assemblée a renouvelé les pouvoirs de MM. Baguenault de Puchesse, Boyer, Gay. H. de Wendel et Witzig, administrateurs sortants.

Dans son rapport, le conseil souligne les efforts des divers services de la Société, qui ont abouti à un résultat très satisfaisant, eu égard aux circonstances économiques actuelles; en particulier, le manque de plus en plus grand de, commandes des Compagnies de chemins de fer est une lourde menace pour l'industrie sociale. Heureusement, ajoute-t-il, la forte situation financière de ta société lui permet, d'envisager, dés la moindre reprise, de partir énergiquement de l'avant sans avoir besoin de secours financiers du dehors.

Les grosses dépenses de matériel moderne sont déjà faites: elles ont été inspirées par la nécessité de produire à bon compte les organes mécaniques délicats destinés aux locotracteurs, aux autorails, dont la Société espère pouvoir fournir un nombre intéressant

Quant à l'exportation, elle a été réduite à des quantités minimes en raison des difficultés que rencontre le commerce mondial.

La Société Decauville italienne est restée jusqu'ici dans l'expectative, non toutefois sans traiter quelques affaires. Ses moyens d'action restent entiers pour le jour ou ils pourront être employés efficacement.

———————————

Établissements Decauville Aîné

(*L'Information financière, économique et politique*, 31 mai 1934)

Le conseil indique dans son rapport, qui a été présenté à l'assemblée des actionnaires du 30 mai, que le désir de prendre place parmi les constructeurs auxquels les compagnies de chemins de fer pourraient confier des commandes d'autorails est devenu une réalité pour les Établissements Decauville qui ont actuellement deux motrices en service sur le réseau du Nord. D'autre part, il y en a cinq en construction pour la Compagnie des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan et des pourparlers sont en ce moment avancés pour d'autres commandes assez importantes.

Dans son allocution, M. Boyer, président du conseil d'administration, a fait connaître qu'une commande de sept autorails est venue s'ajouter à la liste et que la Société était assurée d'un travail normal jusqu'à 1935 en plus des autres travaux.

Le président a ajouté que les services d'études n'ont pas cherché à créer des autorails de grande vitesse, mais du matériel répondant au cahier des charges et aux desiderata des compagnies. La Société a cherché à faire des voitures se rapprochant du matériel de chemins de fer, actuellement existant, ayant une vitesse commerciale.

Cet effort en vue de parer à la diminution des commandes du matériel normal de chemin de fer a nécessité une dépense importante que le conseil ne regrette pas et qui a été amortie sur les résultats de l'exercice.

Le rapport dit plus loin que la société a souffert du matériel de guerre accumulé et. revendu par les services publics, ainsi que par les prestations en nature. Cet énorme matériel de prestation. une fois les travaux terminés, a été revendu comme matériel d'occasion, et a été entretenu par le rachat de pièces de rechange au dehors.

Le conseil a développé à l'usine de Corbeil la construction des locotracteurs. Les types, bien étudiés, donnent satisfaction, tant aux particuliers qu'aux compagnies de chemins de fer.

Les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1933, faisant apparaître (après 1 million 253.647 fr. d'amortissement) un bénéfice net, de 3.694 969 francs.

Le dividende a été fixé à 15 fr. brut par action, sur lequel il a été payé un acompte de 5 fr. le 15 novembre. Le solde sera payé le 10 juin, à raison de 8,30 au nominatif et de 7,59 au porteur.

Il a été reporté à nouveau 834 390 francs.

———————————

BANQUE DE L'UNION PARISIENNE
(*L'Œuvre*, 7 juin 1934)

HUMBERT DE WENDEL
10, rue de Clichy

Membre du conseil d'administration des Établissements Carnaud et Forges de Basse-Indre ; de la Société des Établissements Decauville ; de la Société minière et métallurgique de Peñarroya.

———————————

NOTES & VALEURS DU JOUR
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 14 août 1934)

Pour obvier à la diminution des com mandes du matériel de chemin de fer, les Établissements Decauville Aîné ont orienté une partie de leur activité vers la construction d'autorails et, dans l'ensemble, le carnet de commandes est normalement garni jusqu'à la fin de 1935, sans compter les travaux de réparation et d'entretien. En plus des cinq véhicules en cours de construction pour les Chemins de fer d'Indochine et du Yunnan, la société a reçu dernièrement une commande de sept autorails ainsi que celle de quelques voitures destinées aux grands réseaux.

———————————

Établissements Decauville
(*L'Information financière, économique et politique*, 26 juin 1935)

Cet exercice, le moins favorable de ceux dont votre conseil a eu à rendre compte depuis qu'il est en fonction, indique le conseil dans son rapport à l'assemblée du 25 juin 1935, a donné des résultats qui peuvent être considérés comme encore satisfaisants eu égard à la situation économique générale qui ne s'est pas améliorée.

En ce qui concerne le matériel nouveau que constituent les automotrices, constate le rapport, le succès des fabrications de la société s'est affirmé. Elle a actuellement des commandes émanant de quatre de nos grands réseaux. La société a livré les cinq automotrices commandées par les chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan dont les essais ont été satisfaisants. Des pourparlers sont engagés avez d'autres chemins de fer coloniaux.

Répondant à un actionnaire qui demandait si la société n'avait pas constitué des réserves pour le maintien du dividende. M. Boyer, qui présidait l'assemblée, a rappelé la situation très défavorable de l'industrie du matériel de chemins de fer et la mauvaise situation économique générale. Il a dit que nous sommes à la veille d'une série d'années très difficiles et qu'il ne croyait pas que la crise pouvait se dénouer dans des délais rapides.

Il a indiqué que l'industrie française, qui a reçu en moyenne pendant la période 1903-1923 400 locomotives en commande, n'a obtenu en 1934 que 12 locomotives. On prévoit une commande de 22 locomotives en 1936, mais on ne sait pas encore s'il s'agit de locomotives neuves. L'industrie française, qui employait 30.000 ouvriers, n'en emploie plus que 7.000 actuellement.

Les comptes analysés dans notre numéro du 13 juin ont été approuvés. Le dividende a été fixé à 8 francs, comme annoncé, et. sera payable à partir du 10 juillet prochain.

Société nouvelle des Établissements Decauville Ainé
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 3 septembre 1935)

Constitution : Société anonyme française, constituée le 31 décembre 1891 pour une durée de 30 ans. Objet : Exploitation des établissements d'Evry Petit Bourg et d'Essonnes. Construction du matériel de chemins de fer dit « Chemin de fer Decauville » ou autres. Capital social : 15 millions de francs, divisé en 150.000 actions de 100 francs. Répartition des bénéfices : 5 % à la réserve légale, 5 % d'intérêt aux actions. Sur l'excédent : 20 % au conseil d'administration, 80 % aux actions.

Les comptes de l'exercice au 31 décembre 1934 approuvés par l'assemblée du 29 juin 1935 se soldent par un bénéfice de 1.544.000 francs contre 3.995.000 fr.

Voici l'essentiel du rapport du conseil.

« Cet exercice, le moins favorable de ceux dont votre conseil a eu à vous entretenir depuis qu'il est en fonction, a donné des résultats qui peuvent être considérés comme encore satisfaisants, eu égard à la situation économique générale qui ne s'est pas améliorée.

L'an dernier, nous vous avons proposé de maintenir un dividende égal à celui de l'année précédente en justifiant notre proposition par la solidité financière de votre société et aussi par la confiance, modeste, il est vrai, qui semblait apparaître sur divers marchés.

Si la solidité de votre société est aujourd'hui la même, la confiance renaissante à laquelle nous faisions allusion ne s'est pas maintenue. Au contraire, nous avons vu le trouble des monnaies s'accentuer, rendant pour ainsi dire insoluble le problème des exportations, déjà bien difficile pour l'industrie française accablée de charges fiscales. Le poids de ces charges est excessif. Leur allègement est une nécessité impérieuse reconnue par tous nos gouvernants et inscrite dans le programme des réformes urgentes. L'espoir de voir nos charges allégées doit-il encore s'évanouir ?

Sur le mâché intérieur, l'évolution n'a pas pris un tour plus favorable. Les grandes compagnies de chemins de fer, nos principaux clients, ont encore réduit le volume de leurs commandes. La Compagnie P.-L.-M., de laquelle nous avons le plus à attendre, nos installations principales étant situées sur son réseau, n'a mis en commande qu'un nombre infime de voitures à voyageurs, dont un lot de 8 voitures de première classe que nous avons pu obtenir.

En ce qui concerne le matériel nouveau que constituent les automotrices, le succès de nos fabrications s'est affirmé. Nous avons actuellement de commandes émanant de quatre de nos grands réseaux. Nous avons livré les cinq automotrices commandées par

les Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan* dont les essais ont été très satisfaisants. Nous sommes en pourparlers avec d'autres chemins de fer coloniaux.

Le matériel urbain et suburbain en cours de construction à nos ateliers de Corbeil pour la Compagnie du Métropolitain affirmera aussi, s'il en était besoin, la qualité de nos fabrications.

En ce qui concerne le matériel d'entreprise, l'exercice que nous examinons n'a pas été davantage favorisé, les grands travaux publics faisant toujours défaut. Nous avions cru pouvoir espérer un élément de travail du fait de la mise en œuvre du plan Marquet. Nous ne pouvons que vivement souhaiter qu'il entre en exécution dans le plus bref délai possible.

La Société Lilloise, notre filiale, dont nous vous disions l'année dernière, qu'elle avait mise au point la fabrication de bennes basculantes, tend à prendre dans sa spécialité une place de plus en plus honorable sur ce marché affecté d'ailleurs, comme les autres, par la crise.

La fin de celle-ci n'est pas en vue. Devant un avenir incertain, la politique de prudence qui a toujours été la règle de conduite des dirigeants de votre société s'impose plus que jamais. Nous ne doutons pas que vous l'approuverez. »

Le président, au cours de la discussion, donne sur la marche de l'exploitation, les intéressantes précisions qui suivent :

« Si vous le voulez bien, l'exportation nous n'en parlerons pas. Elle n'existe plus. Vous conviendrez que cela ne dépend pas des efforts du conseil d'administration. Du reste, le conseil, ici comme ailleurs, sait très bien à quoi se résument ses efforts. Le conseil doit monter la garde, mais enfin, c'est au personnel que l'on doit ce qui a été obtenu ici, comme dans beaucoup d'autres sociétés. Quant au matériel Decauville proprement dit, vous savez qu'il y a un stock de matériel d'occasion énorme, dont on n'a pas idée, et qui provient : 1° De ce qui a été fait pendant la guerre, qui est resté et qui a été revendu ensuite ; 2° De cette plaie qui a été pour toute l'industrie française en général et non pas seulement pour la nôtre, l'affaire des prestations en nature. Vous savez que pendant toute la période de reconstitution, on a demandé à l'Allemagne de payer des sommes importantes en marchandises, et parmi ces marchandises, nous avons, nous particulièrement, souffert dans l'entrée du matériel à voie étroite qui faisait notre spécialité. Ce matériel ne devait servir que pendant la période de reconstitution, mais naturellement il est resté chez nous, on l'a réparé, on l'a arrangé, on l'a revendu, il a changé cinq ou six fois de mains, de telle sorte que maintenant, pour du matériel d'occasion, nous avons même comme concurrents les entrepreneurs de travaux publics qui en ont de grandes quantités, qui ne savent pas quoi en faire et qui les mettent en vente sur le marché.

Ceci était à prévoir ; mais ce qu'on n'avait peut-être pas prévu, c'est qu'à l'étranger, à l'heure actuelle, les prestations en nature, qui ont été fournies sur une échelle considérable, vous le savez tous, et pour lesquelles l'industrie française n'a même pas été consultée, ces fournitures servent de référence à MM. les industriels allemands pour vendre à l'étranger en disant : Voilà ce que nous avons fourni à la France. Qu'y a-t-il à dire contre cela ? C'est lamentable, mais nous n'y pouvons rien.

Quant au matériel de chemins de fer, vous savez que nous en avons fait beaucoup, que nous avons fait avec succès de grandes fournitures au Métro, au Nord-Sud, aux grands réseaux et que, sur une petite échelle, nous continuons.

Mais à ce propos, j'ai cru qu'il était bon de vous donner autre chose que des phrases que l'on filtre plus ou moins habilement, et j'ai voulu vous donner quelques chiffres.

Dans la période décennale d'avant-guerre 1903-1913, la moyenne annuelle des commandes reçues par l'industrie s'élevait à : 400 locomotives ; 1.000 voitures ; 14000 wagons.

— 1920-1929 : 200 locomotives ; 300 voitures ; 9.909 wagons.

— 1930-1934 : 150 locomotives ; 335 voitures ; 4.450 wagons.

— Du 1er avril 1934 à ce jour (15 mois) : 351 voitures 50 fourgons ; 70 voitures Métro.

Il a été signalé au Comité supérieur des Chemins de fer que l'industrie locomotive employait en 1929 8.000 ouvriers ; il y en a aujourd'hui 1.500 à 1.000.

Il y a eu 12 locomotives commandées en 1934. Il est question de 22 en 1935 et encore on ignore s'il s'agit de locomotives neuves ou de transformations de machines P.-O. libérées par l'électrification !

La totalité de notre industrie, qui utilisait 39.900 ouvriers, n'en a plus que 7.900.

La situation est donc grave.

Tout cela n'est pas bien encourageant mais, hélas, l'industrie des constructeurs n'y est pour rien. »

Voici comparés les deux derniers bilans au 31 décembre (en 1.000 fr.) :

	1933	1934
ACTIF		
Immeub, mater., outil, et mob.	16.552	15.836
Espèces en banques	10.782	8 473
Espèces en caisse	392	152
Effets à recevoir	2.870	1.759
Portefeuille titres	1.932	1.963
Comptes débiteurs	10.100	10.654
Cautionnements et avances	374	171
Acompte sur dividende	750	00
Impôt sur dividende	349	376
Matières prem., mat. en constr.	17.800	18 881
	61.907	58.265
PASSIF		
Capital	15.000	15.000
Réserve légale	1.500	1.500
Réserve spéciale	8.000	8.000
Fonds général d'amortissement	14.500	15.000
Provisions diverses	5.000	5.000
Obligations amorties	3.264	3 464
Obligations	2 113	2.913
Comptes créditeurs	8.298	6.554
Coupons à payer	453	221
Obligations à rembourser	84	72
Profits et pertes	3 695	1.541
	61 907	58.265

La situation financière est saine avec moins de 16 millions d'actif immobilisé et 24 millions et demi de réserves et amortissements divers. D'autre part, la trésorerie est au large puisque les exigibilités qui s'élèvent à 6.800.000 francs environ sont largement couvertes par plus de 8 millions et demi de disponibles, auxquels il convient d'ajouter près de 14 millions et demi réalisables à court terme.

———————————

Établissements Decauville

(*L'Information financière, économique et politique*, 12 juin 1936)

L'assemblée ordinaire des actionnaires du 11 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1936, qui font apparaître un bénéfice net de 1.263.282 fr. Avec le report bénéficiaire antérieur, le solde disponible est de 2.064.307 fr.

Le dividende a été fixé à 5 %, qui sera payable, à partir du 15 courant. À raison de 4,40, 4.10 et 3,80 par action nominative, suivant catégorie d'impôts, et. 3,24 par action au porteur. Il a été reporté à nouveau 1.304.397 fr.

Le rapport du conseil indique que les commandes des grands réseaux sont restées faibles et qu'il ne semble pas que leur volume puisse encore diminuer. La Société a obtenu du P.-L.-M, une commande de wagons de 3e classe : elle espère la commande de nouvelles voitures-couchettes, ainsi que d'autorails.

Les actionnaires ont autorisé le conseil à amortir, à concurrence de 15 millions, le compte immeubles, outillage et mobilier, par l'application du chiffre égal figurant aux réserves sous la rubrique Fonds général d'amortissement, et de compléter cet amortissement en prélevant sur le compte réserve spéciale, qui s'élève à 8 millions, une somme de 871.867 francs, de manière à ramener à 1 franc le montant des immobilisations.

———————————

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 22 septembre 1936)

Cette Société a obtenu la fourniture de 15 wagons couverts de 20 tonnes, avec des pièces de rechange, pour les Chemins de fer du Cameroun : l'adjudication s'est faite au prix de 546.200 francs.

———————————

Annuaire Desfossés, 1937, p. 872 :

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

Conseil d'administration : H.-E. Boyer, pdt ; Ch. Freynet, adm.-direct. ; E. Cahen ; A. Baguenault de Puchesse ; A. Gay ; R. Godfernaux ; H. de Wendel ; A. Witzig ; A.-J. de Noailles.

Commissaires des comptes : MM. Bouvier, Hurel.

———————————

Établissements Decauville
(*L'Information financière, économique et politique*, 29 juin 1937)

L'assemblée générale ordinaire du 28 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1936 (analysés dans l' « Information » du 15 juin dernier). Ils se soldent par un bénéfice de 365.836 fr. formant, avec le report antérieur un solde disponible de 1.670.234 fr. Le dividende a été fixé à 7 fr. 60 brut par action sur lequel un acompte de 3 fr. 50 net sera mis en paiement le 10 juillet et le solde à une date qui sera fixée ultérieurement par le conseil.

Le rapport du conseil signale que les résultats de l'exercice 1936 auraient été d'un ordre tout à fait différent sans les événements du second semestre qui ont affecté gravement non seulement l'industrie. mais toute l'économie du pays. Ils ne tiennent pas compte des redressements faits depuis, ni de ceux restant à faire consécutifs à la révision des marchés. Le rapport mentionne, d'autre part, que la situation de la Société peut sembler mal représentée par la proportion de son capital social comparée à son actif réel. Les actionnaires ont suggéré au conseil à plusieurs reprises de porter ledit capital à un chiffre convenable. Le conseil a examiné cette question et compte réunir les

actionnaires en assemblée extraordinaire avant la fin de l'année en vue de cette augmentation de capital. Ainsi que nous l'indiquons par ailleurs, et d'après les indications faites à l'issue de l'assemblée, cette augmentation de capital se ferait par distribution des réserves. Son montant et ses modalités n'ont pas encore été définitivement fixés.

———————————

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 25 novembre 1937)

L'assemblée du 28 juin avait été tenue au courant des projets du conseil d'administration, qui comptait réunir avant la fin de 1937 les actionnaires en assemblée extraordinaire, en vue de leur soumettre une proposition d'augmentation du capital par distribution de réserves. Mais en raison des frais qu'entraînerait une telle opération, le conseil a décidé d'y surseoir momentanément.

Le solde de dividende de l'exercice 1936, qui est de 4 fr. brut par action, sera mis en paiement à partir du 10 décembre.

———————————

Annuaire industriel, 1938

DECAUVILLE aîné (Soc. nouv. des Etabl.), 66, r. de la Chaussée-d'Antin, Paris, 9e. t. Trin. 00-20. 21 et 22. Ad. t. Decovifler-22-Paris. Codes A.B.C. 5e et 6e éd. Bentley-Liebers, A.Z. Cap. fr. 15.000.000. Cons. d'adm. : Prés. : M. Boyer, Adm. : MM. [André, selon Aug. Hamon, MF] Baguenault de Puchesse [Descours & Cabaud], Cahen, Freynet, [Alfred] Gay, Godfernaux, [Henri] Maréchal [pdt CGV], Witzig, Mercier, de Wendel. — Usines : à Corbeil (Seine-et-Oise), Marquette-lez-Lille (Nord), Moulins (Allier).

Matériel roulant pour chemins de fer et entreprises ; berlines et pelles à vapeur. Matériel de voie (20-223)

———————————

Établissements Decauville aîné
(*L'Information financière, économique et politique*, 14 juin 1938)

Une augmentation appréciable des produits divers des comptes d'exploitation a caractérisé l'exercice 1937 ; ils ont atteint, en effet, 2.590.017 fr. contre 460.347 fr. Il s'y ajoute 545.234 fr. de report antérieur. Le service des obligations n'absorbe que 61.560 fr. et l'abonnement au timbre a coûté 37.241 fr. Le bénéfice disponible ressort ainsi à 3.046.450 fr. contre 1.670.234 fr. On sait que le conseil proposera à l'assemblée du 27 juin la distribution d'un dividende de 12 1/2% contre 7 1/2 % l'an dernier.

Voici comment a évolué la situation financière d'une année à l'autre (en mille francs) :

	1936	1937
ACTIF		
Immobilisations	1	1
Travaux neufs	420	1.123
Disponible et Réalisable	23.428	28.634

Marchandises	22.753	24.535
PASSIF		
Capital	15.000	15.000
Réserves	17.515	18.540
Obligations	1.265	1.490
Comptes créditeurs	16.578	11.195

———————

Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 27 juin 1938)
(*L'Information financière, économique et politique*, 28 juin 1938)

L'assemblée ordinaire, tenue hier, a approuvé les comptes de l'exercice 1937, se soldant par un bénéfice de 3.046.450 fr., y compris le report antérieur de 545.234 francs. Le dividende a été fixé à 12 fr. 50 brut par action, payable à partir du 5 juillet à raison de 10 fr. 47 net et 9 fr. 25 net pour les actions nominatives suivant le taux de l'impôt et de 8 fr. 88 net pour celles au porteur. Une somme de 996.239 fr. a été reportée à nouveau.

MM. Ch. Freynet, Godfernaux et de Noailles, administrateurs sortants, ont été réélus.

———————————

Établissements Decauville
(*L'Information financière, économique et politique*, 8 juin 1939)

Les résultats d'exploitation de l'exercice 1938 se sont élevés à 1.679.868 fr. auxquels se sont ajoutés 1 408.093 fr. de revenus des participations et porte-feuille et 127 815 fr. de profits divers. L'an dernier, l'ensemble de ces produits s'était monté à 2 590.017 fr. Le service des obligations a absorbé 277.050 fr., au lieu de 51 860 fr. H a été versé un million à une provision pour renouvellement d'outillage ; l'exercice se solde ainsi par un bénéfice qui. compte tenu du report antérieur s'élève à 2.935.056 fr. francs l'an dernier.

Le Conseil proposera 22 fuir la distribution de 10 fr. par action, contre 12 fr. 50 l'an dernier.

Voici comment se compare la situation financière (en 1.000 fr.)

31 décembre	1937	1938
ACTIF		
Immobilisé	1.123	3.187
Disponible	5.348	6.239
Effets à recevoir	748	1.865
Portefeuille	1.762	1.771
Débiteurs	20.775	19.410

Marchandises	24.536	30.452
PASSIF		
Capital	15.000	15.000
Reserve	8.628	8.166
Provisions	5.800	7.107
Obi. amorties	4.112	4.346
Obligations	1.265	1.031
Créditeurs	17.214	25.178

L'accroissement de l'activité de l'affaire se reflète dans le gonflement du poste « marchandises » en augmentation de 6 millions environ. Cet accroissement a sa contrepartie dans les créditeurs qui s'enflent de 8 millions environ ; les disponibilités sont en augmentation de 1 million.

———————

Société Nouvelle des Établissements Decauville Aîné
(*La Journée industrielle*, 23 juin 1939)

L'assemblée ordinaire tenue le 28 juin a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1938 se soldant, y compris le report antérieur de 996.329 francs, par un bénéfice disponible de 2.935.056 francs.

Le dividende a été fixé à 10 %. Une somme de 1.316.184 francs a été reportée à nouveau.

MM. Baguenault de Puchesse, H.-E. Boyer, Gay, H. de Wendel et Witzig, administrateurs sortants, ont été réélus.

———————————

Annuaire Desfossés, 1940, p. 1083 :

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

Conseil d'administration : H.-E. Boyer, pdt ; Ch. Freynet, adm.-direct. ; E. Cahen ; A. Baguenault de Puchesse ; A. Gay ; R. Godfernaux ; H. de Wendel ; A. Witzig ; A.-J. de Noailles.

Commissaires des comptes : MM. Bouvier, Hurel.

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné
(*Le Journal*, 28 juillet 1941)

L'assemblée ordinaire du 22 juillet a approuvé les comptes de l'exercice 1940 se soldant par un bénéfice net de 4.429.547 francs contre 11.976.982 francs pour l'exercice précédent. Le dividende a été fixé à 15 francs brut par action payable à partir du 20 août à raison de 10 fr. 50 net par action nominative et de 9 f. 85 par action au porteur.

L'assemblée extraordinaire tenue ensuite a mis les statuts en harmonie avec la' loi du 16 novembre 1940.

———————————

André Paul Marie PÉTEL, PDG

Né à Rennes, le 11 sept. 1896.
Fils de Paul-François Pétel, avoué, et de Berthe Marie Hardy.
Marié à Paris XVe, le 8 juin 1923, avec Berthe Marie Clément.

———————

Polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, licencié en droit.
Directeur de la Société d'exploitation des carrières de Haybes (Ardennes) (1924-1930).
Ingénieur chez MM. Schneider & Cie (1930-1933).
Administrateur délégué de la Compagnie franco-polonaise des chemins de fer à Varsovie (1933-1939). Construction du chemin de fer Silésie-Baltique et Pologne (1931-1933).
Vice-président de la Société française de bienfaisance de Varsovie (1933-1939).
Président-directeur général de la Société nouvelle des Ets Decauville aîné (1942).
Président de la Chambre syndicale de la construction et de la réparation du matériel roulant de chemin de fer, 14, rue Cambacérès (1946).
Vice-président du Groupement syndical des constructeurs de matériel roulant de chemin de fer, 14, rue Cambacérès.

———————

Croix de Guerre 1914-1918, 5 citations (1 à l'ordre du corps d'armée, 2 de la division, 2 du régiment).
Chevalier de la Légion d'honneur du 2 oct. 1920 : lieutenant à l'École polytechnique.
Commandeur de l'Ordre de la Polonia Restituta (janvier 1938)
Croix de Guerre Polonaise (Krzyr Waleczny)(mars 1940).
Officier de la Légion d'honneur (parrainé par Félix Bastiani, pdt Chambre syndicale des constructeurs de matériel roulant de chemin de fer) : pdg Decauville (*JORF*, 17 février 1951).
Décédé à Vence, le 22 nov. 1977.

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE
(*Le Journal*, 19 octobre 1942)

Le dividende proposé à la prochaine assemblée serait de 15 francs brut par action.

———————————

Nominations
Chambre de commerce de Versailles
(*JORF*, 2 mars 1944)

Malterre (Antoine), directeur des établissements Decauville à Essonnes.

———————————

Annuaire Desfossés, 1945, p. 1092 :
Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

Conseil d'administration : A. Pétel, pdt ; A. Baguenault de Puchesse, P. Carrier, R. Godfernaux, E. Lassalle, A.-J. de Noailles, H. de Wendel, A. Witzig.

Commissaires aux comptes : MM. Bouvier, Mignon.

———————————

Annuaire Desfossés, 1948, p. 1174 :

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

Conseil d'administration : A. Pétel, pdt ; A. Baguenault de Puchesse, R. Godfernaux, E. Lassalle, A.-J. de Noailles, A. Witzig, H. Goldberger, Société de Wendel et Cie.

Commissaires aux comptes : MM. Bouvier, Mignon.

———————————

Établissements Decauville

(*L'Information financière, économique et politique*, 24 février 1950)

Bien que le chiffre d'affaires l'exercice 1949 n'ait pas encore publié officiellement, on pense qu'il s'établit dans les environs de 1.750 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 50 % sur l'an dernier.

L'usine de Corbeil, dont l'activité s'est accrue au cours du dernier exercice, a livré notamment six remorques d'autorails aux Chemins de fer luxembourgeois et exécuté partiellement une commande de 12 voitures C. 10 pour la S.N.C.F. Une autre commande de trente autorails de 600 chevaux pour la S.N.C.F. est également en cours d'exécution ainsi qu'une autre commande de remorques et autorails pour la Compagnie fermière des Chemins de fer tunisiens.

Pour cette Compagnie, l'usine de Moulins a sorti 25 wagons sur une commande de 200.

L'usine de Marquette a continué la fabrication du matériel dit Decauville , locotracteurs, berlines, etc., et l'usine de Florange ses fabrications de matériel de voie.

Le carnet de commandes reste bien garni, tant en gros matériel de chemins de fer qu'en matériel de travaux publics et de mines, et l'effort commercial a été accentué, notamment pour le matériel industriel international.

———————————

PARQUET
COMPTANT

(*L'Information financière, économique et politique*, 29 avril 1950)

Le capital des ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE (234 c. 230) va être augmenté de 124 à 248 millions par émission d'actions de numéraire.

———————————

Société Nouvelle des Établissements Decauville

(*L'Information financière, économique et politique*, 19 juillet 1950)

L'amélioration des possibilités d'approvisionnement ont permis à la Société, malgré les difficultés dues aux restrictions d'électricité, de tenir dans l'ensemble le programme prévu pour l'exécution des commandes en 1949, dit le rapport annuel.

À Corbeil : En plus des travaux antérieurs, mise en route d'autres commandes importantes : autorails pour la S.N.C.F., autorails et remorques pour les réseaux d'outre-

mer ; réparation de voitures et wagons ; construction et réparation de matériels industriels.

À Marquette : Production accrue, en tonnage, de matériel de mines et de travaux publics.

À Moulins : Les premières livraisons de wagons couverts ont lieu fin 1949.

À Florange : Année de mise au point de fabrications de voies et croisements.

Dans toutes ces branches, l'année 1949 a été marquée par une concurrence accrue — tant à l'intérieur qu'à l'exportation — qui a conduit la société à une large intensification de son effort commercial, dit le rapport.

L'assemblée du 30 juin a approuvé les comptes de 1949, analysés dans nos Feuilles du 16 juin et a voté le dividende proposé de 10 % (20 fr. brut), payable à partir du 16 octobre.

———————————

Annuaire Desfossés, 1953, p. 990 :

Société Nouvelle des Établissements Decauville aîné

Conseil d'administration : A. Pétel, pdg ; E. Lassalle, A.-J. de Noailles, A. Witzig, H. Goldberger, Société de Wendel et Cie, G. de Courson.

Commissaires aux comptes : MM. Bouvier, Mignon.

———————————

SOCIÉTÉ NOUVELLE DES ÉTABLISSEMENTS DECAUVILLE AÎNÉ
(Desfossés 1956/975)

CONSEIL : MM.

Pétel (André)[1896-1977][Polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées], 372 (Fr.-polonaise ch. fer), 975 (pdg Decauville depuis 1942)

Lassalle (E.)[repr. Marseillaise de crédit, selon Coston, *R200F*], 975 (Decauville), 1361 (comm. cptes suppl. EEIC), 1726 (comm. cptes CCNEO), 1807 (comm. cptes Hts plateaux IC), 1808 (comm. cptes Kompong-Thom), 1813 (comm. cptes SIPH), 1942 (pdg Agric. de la Crau)[+ Soc. alim. Provence, selon Coston, *R200F*].

Noailles (cte Anne-Jules de)(ép. Hélène de Wendel, fille de Guy), 956 (Chargeurs de l'Ouest), 975 (Decauville), 1066 (Nozal).

Goldberger (Henri)[1885-1960[dir. commercial de Wendel], 910 (pdg Forges tréfil. point. Creil), 975 (Decauville), 1066 (Nozal).

Société de Wendel et Cie, S.A.

Courson (Guillaume de)[x/00](ép. Huguette de la Rochelambert. CG Orne. Futur v.-pdt S.A.E + Sofilia > Senelle-Maubeuge], 829 (Aciéries du Nord), 975 (Decauville), 983 (CIMT), [1175](Hts fnx+forges+ac. Chili).

COMMISSAIRES AUX COMPTES : MM. Bouvier, Mignon.

SIÈGE SOCIAL : Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin. Tél. : TRI. 00-20.

CONSTITUTION : Société anonyme française, constituée le 31 décembre 1894, pour une durée de 50 ans, prorogée en mars 1940 jusqu'au 31 décembre 2042.

OBJET : Exploitation des Établissements industriels de Corbeil, Marquette-lez-Lille, Moulins. Construction de Matériel de Chemins de fer.

CAPITAL SOCIAL : 258.330.000 fr., divisé en 103.332 actions de 2.500 fr. À l'origine, 7.050.000 fr. Réduit en 1903 à 3.525.000 fr. 1907. Réduit en 1909 à 2 millions, au moyen de l'échange de 2 actions contre 1. Porté à 5 millions en 1907. Réduit en 1909 à 2 millions par l'échange de 5 actions contre 2 ; porté la même année à 4 millions, en 1910 à 5 millions, puis à 15 millions en 1920, à 22.500.000 fr. en 1940 par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions de 100 à 150 fr. Porté à 45 millions en 1943 par l'émission à 165 fr. de 150.000 actions de 150 fr. libérées de 75 fr. Porté en 1946 à 46.500.000 fr. pour règlement partiel de l'impôt de solidarité nationale. Porté en 1948 à 93 millions par émission à 180 fr. de 310.000 act. nouv., puis à 124 millions par élévation du nominal des actions de 150 à 200 fr. Porté en 1950 à 248 millions par émission au pair de 620.000 actions nouvelles de 200 fr. (jouissance 1er janvier 1950). Ramené à 247.996.800 par rachat et annulation de 16 actions de 200 fr.

Regroupement en titres de 2.400 fr. à partir du 7 mai 1951. Porté à 258.330.000 par élévation du nominal à 2.500 fr.

OBLIGATIONS : 9.000 obligations de 5.000 fr. 4 %, émises en 1944. Am. de 1944 à 1974, T. ou R., sauf R.A. 1947.

Coupon : 15 août.

10.000 obligations de 5.000 fr. 4 %, émises en 1946. Am. 1946-1976, T. ou R., sauf R.A. 1949.

Coupon : 1er avril.

10.000 obligations de 10.000 fr. 6 % émises en 1955 am. en 15 ans à partir du 15 juillet 1955 à minimum majoré éventuellement d'une prime supplémentaire. Coupon : 15 juillet.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : Avant fin juin.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES : 5 % à la réserve légale, 5 % d'intérêt aux actions. Sur l'excédent : 10 % au conseil et 90 % aux actions, sauf prélèvements facultatifs pour réserves et reports.

LIQUIDATION : Suivant décision de l'Assemblée.

PAIEMENT DES COUPONS : Actions : Crédit Industriel et Commercial, Société Générale, Demachy et Crédit Lyonnais, B.N.C.I.

Obligations : Crédit Industriel et Commercial, Société Générale, Demachy et Cie, Crédit Lyonnais, Crédit Commercial de France.

Service des titres : Oppositions et transferts : Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris.

TRANSFERTS ET OPPOSITIONS : Crédit Industriel et Commercial.

COTATION : Parquet : Cote Desfossés, actions 29; obligations 54. — Notice SEF : ME 65.

COUPONS NETS AU PORTEUR : no 49 (15 octobre 1951), 16 et 192 fr.; 50 (15 octobre 1952), 213 fr. ; 51 (15 octobre 1953), 229 fr. ; 52 (15 octobre 1954), 225 fr. ; 53 (17 octobre 1955), 167 fr.

	Amort.	Prov.	Bénéfices net	Réserves	Divid. et tant.	Divid. brut par act.
	(En 1.000 francs)					(En francs)
1945	1.726	—	2.877	—	—	—
1946	5.975	—	3.598	3.598	—	—
1947	8.634	—	11.361	568	5.496	15
1948	9.358	—	29.969	13.321	14.627	20
1949	18.612	—	46.756	27.338	16.222	20
1950	35.624	—	48.226	17.411	28.141	240
1951	38.769	—	51.445	22.572	29.429	250
1952	53.260	30.000	43.769	12.188	31.283	275
1953	63.856	—	47.731	15.316	30.138	275
1954	66.475	50.000	22.186	1.109	21.527	200

BILANS AU 31 DECEMBRE
(En 1.000 francs)

ACTIF	1950	1951	1952	1953	1954
Immobilisations (nettes)	285.216	388.414	436.696	446.311	448.842
Autres valeurs immobilisées	25.579	28.125	27.302	26.766	26.525
Réalisable					

Valeurs d'exploitation	841.036	984.797	1.310.090	1.909.435	1.876.347
Débiteurs	482.727	590.041	492.432	759.399	936.539
Titres de placement	9.450	5.050	39.736	38.154	9.052
Disponible	93.294	73.920	111.342	14.762	31.991
	1.737.302	2.070.347	2.417.598	8.194.827	3.329.296
PASSIF					
Capital	248.000	258.330	258.330	258.330	258.330
Réserves	178.444	200.660	222.677	235.164	252.756
Fonds de renouvellement et provisions	36.716	23.973	53.838	53.835	53.836
Dette à long terme	190.665	254.355	261.475	244.140	193.840
Dette à court terme	1.035.251	1.281.584	1.577.509	2.355.627	2.548.348
Bénéfices	48.226	51.445	43.769	47.731	22.186
	1.737.302	2.070.347	2.417.598	3.194.827	3.329.296

Who's who, 1971 :

PIERSON (André) : 1922-1941 De Wendel > 1942 : Decauville (pdg 1968-1969) > 1960 : adm. Decauville-Bruxelles.